Études pratiques sur le Code pénal, par Antoine Blanche,...

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

Blanche, Antoine-Georges (1808-1875). Études pratiques sur le Code pénal, par Antoine Blanche,.... 1861-1872.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF.Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :
 *La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.
 *La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

Cliquer ici pour accéder aux tarifs et à la licence

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

 *des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
 *des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter reutilisation@bnf.fr.

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

29571

ÉTUDES PRATIQUES

SUR

LE CODE PÉNAL.

I

9571

Paris.—Imprimerie de Cosse et J. Dumaine, rue Christine, 2.

ÉTUDES PRATIQUES

SUR

LE CODE PÉNAL

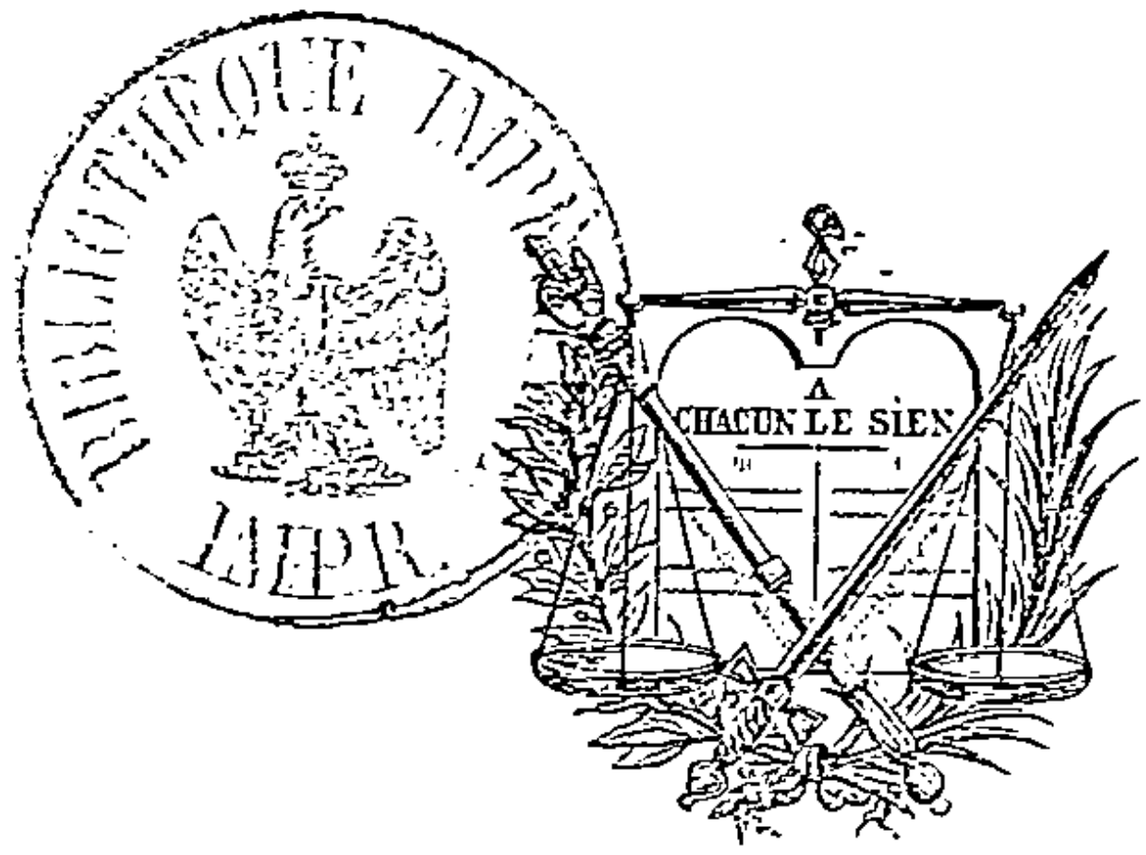
PAR

Antoine BLANCHE,

AVOCAT GÉNÉRAL A LA COUR DE CASSATION.

PREMIÈRE ÉTUDE

Dispositions préliminaires.— Livre premier : Des peines en matière criminelle et correctionnelle, et de leurs effets (art. 1 à 58 du Code pénal).



PARIS,
IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE JURISPRUDENCE.
COSSE ET **MARCHAL**, IMPRIMEURS-ÉDITEURS,
LIBRAIRES DE LA COUR DE CASSATION,
PLACE DAUPHINE, 27.

1861



A SON EXCELLENCE

MONSIEUR DELANGLE,

Garde des Sceaux,

MINISTRE DE LA JUSTICE,

Ancien bâtonnier de l'ordre des avocats à la Cour de Paris; ancien avocat général à la Cour de cassation; ancien procureur général près la Cour de Paris; ancien procureur général près la Cour de cassation;
ancien premier président
de la Cour impériale
de Paris,

HOMMAGE DE PROFOND RESPECT

ET DE

DÉVOUEMENT.

A. BLANCHE.

AVANT-PROPOS.

Je veux indiquer en quelques mots le but que je me suis proposé.

Je ne fais ni la philosophie ni l'histoire du droit criminel.

Ce n'est pas que je mette en doute l'utilité de ces études, qui, si elles sont faites judicieusement, ne peuvent que fortifier la répression.

La philosophie, en dévoilant l'origine du droit de punir, en démontre l'incontestable légitimité.

L'histoire, en racontant les adoucissements successifs des peines et les transformations de la procédure criminelle, augmente l'autorité de la législation moderne.

Mais il y aurait témérité à recommencer ces études, qui ont été faites avec tant de supériorité et d'éclat.

Mon point de vue est moins élevé et moins étendu : il n'embrasse que l'explication de la loi positive.

En m'occupant de ce nouveau commentaire du Code pénal, je n'ai pas eu la prétention de lutter avec les jurisconsultes éminents qui m'ont précédé : j'ai cherché à faire autrement qu'eux.

Pendant les longues années que j'ai passées dans

la vie active du parquet, j'ai souvent senti la nécessité de confirmer par des exemples, empruntés à la jurisprudence, les théories dont je poursuivais l'application. Dégagés de leur abstraction, les principes acquéraient un nouveau degré de certitude et gagnaient en autorité.

Mon livre n'est que le développement de ce système de démonstration. C'est, en un mot, *la théorie en action.*

J'ai pris presque tous mes exemples dans la jurisprudence de la Cour de cassation; j'ai presque toujours aussi suivi la doctrine de ses arrêts. Cependant, malgré le respect profond que j'ai pour cette Cour, à laquelle j'ai l'insigne honneur d'appartenir, je ne lui ai jamais fait le sacrifice de mes convictions personnelles.

Le texte du Code pénal, qui sert de base à mon commentaire, est celui de l'édition officielle du 28 avril 1832. Mais j'ai mis en note les articles du Code de 1810 modifiés par la loi nouvelle, et j'ai rappelé, dans mon travail, les modifications introduites dans le texte de 1832 par les lois postérieures à sa promulgation. On a ainsi, dans mon livre, le Code de 1810, celui de 1832, et l'état actuel de la législation.

La plupart des arrêts que je cite ont été publiés dans le *Bulletin des arrêts de la Cour de cassation rendus en matière criminelle*, envoyé par le Gouvernement à tous les tribunaux et à tous les parquets. On les trouvera, dans cette collection, à leur date et au numéro d'ordre qu'ils ont reçu dans l'année à laquelle ils appartiennent.

J'ai recouru, pour les arrêts qui n'ont pas été

insérés au *Bulletin*, aux estimables recueils de MM. Sirey-Devilleneuve et Dalloz et du *Journal du Palais*.

L'*étude*, que je remets aujourd'hui à mes honorables éditeurs, MM. Cosse et Marchal, comprend les dispositions préliminaires du Code pénal et le livre des peines en matière criminelle et en matière correctionnelle.

Si Dieu me le permet et si mes fonctions m'en laissent, comme je l'espère, le loisir, je continuerai incessamment le cours de mes *études*.

4 janvier 1861.

ERRATA.

Page 75, au lieu de : conformément aux art. 1^er^, titre 5, de la loi du 22 prairial an IV, et 21, titre 8, de la loi du 21 brumaire an V, *lisez :* conformément aux art. 1^er^ de la loi du 22 prairial an IV, 4, titre V, et 21, titre VIII, de la loi du 21 brumaire an V.

Page 274, au lieu de : la mise en surveillance accompagne une peine correctionnelle supérieure....., *lisez :* la mise en surveillance accompagne une peine criminelle ou une peine correctionnelle supérieure à....

ÉTUDES PRATIQUES

SUR

LE CODE PÉNAL.

PREMIÈRE ÉTUDE.

CODE PÉNAL.

1. Division du Code.—Objet de la première étude.

1. Le Code pénal se divise en quatre livres, précédés de dispositions préliminaires.

Le premier livre traite des peines en matière criminelle et correctionnelle et de leurs effets; le second, des personnes punissables, excusables ou responsables pour crimes ou pour délits; le troisième, des crimes, des délits et de leur punition; le quatrième, des contraventions de police et des peines qui leur sont applicables.

Cette première étude aura pour objet les dispositions préliminaires du Code et le livre I^er^ : Des peines en matière criminelle et correctionnelle et de leurs effets.

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES.

2. Objet de ces dispositions.

2. Ces dispositions indiquent que les infractions punissables se divisent en trois classes, et qu'elles constituent des crimes, des délits ou des contraventions; elles déterminent les caractères des tenta-

tives que la loi a jugé convenable de punir comme les infractions consommées ; elles rappellent ce grand principe de législation que les lois n'ont pas d'effet rétroactif, et enfin elles avertissent que le Code pénal, en tête duquel elles sont placées, n'est pas applicable aux contraventions, délits et crimes militaires proprement dits.

ARTICLE. 1.

L'infraction que les lois punissent des peines de police est une contravention.—L'infraction que les lois punissent de peines correctionnelles est un délit.—L'infraction que les lois punissent d'une peine afflictive ou infamante est un crime.

3. Les définitions de cet article ne s'appliquent qu'aux infractions prévues et punies par le Code pénal.
4. Certaines infractions punies par les lois spéciales de peines correctionnelles ne doivent pas être considérées comme délits.—Elles ne sont que des contraventions.
5. Suite.
6. Suite.

3. Cet article ne s'est pas proposé de définir le caractère intrinsèque et moral des crimes, des délits et des contraventions; son but est beaucoup plus restreint : il a seulement en vue de définir, par la nature de la peine, le caractère particulier de chacune des infractions que le Code pénal défend et punit. Ainsi entendu, il est parfaitement exact.

Ce Code, en effet, considère comme crimes tous les faits punis d'une peine afflictive ou infamante; comme délits, tous les faits punis d'une peine correctionnelle; comme contraventions, tous les faits punis d'une peine de simple police.

4. Mais si on voulait qualifier, à l'aide de cette définition, les infractions prévues et réprimées par les lois spéciales, on pourrait être conduit, dans certains cas, à des résultats réprouvés par la loi et par la raison.

Il est vrai que les faits punis par les lois spéciales de peines afflictives ou infamantes devront être considérés comme des crimes. Il est encore vrai que les faits punis par les lois spéciales de peines de simple police devront être considérés comme des contraventions; mais il n'est pas vrai que tous les faits que ces lois punissent de peines correctionnelles puissent être considérés comme des délits : il y en a qui, soit à raison de leur nature intrinsèque, soit à raison de la volonté de la loi spéciale qui les régit, ne devront être considérés que comme des contraventions. Ainsi les infractions aux lois fiscales, aux lois forestières, aux lois sur la chasse, certaines infractions aux lois sur la presse, à la loi sur les sociétés en commandite, doivent être classées parmi les contraventions, quoiqu'elles soient punies de peines correctionnelles. Cette distinction est d'une importance considérable dans l'appréciation des faits incriminés. En effet, s'il s'agit d'un délit, le fait n'est punissable que si au fait matériel se joint le fait intentionnel; tandis, au contraire, que s'il ne s'agit que d'une contravention, le fait est punissable dès que son existence physique est constatée, quoique d'ailleurs il ait été exécuté de bonne foi et sans intention criminelle.

5. On sera peut-être tenté de me répondre que je dénature la disposition que j'étudie pour la plier à mon opinion, et que je manque aux principes les plus élémentaires de l'interprétation en renfermant,

dans les limites du Code pénal, une définition qui, par les termes qu'elle emploie, annonce qu'elle s'applique à toutes les lois. L'objection ne m'arrêtera pas. Sans doute, cet article aurait pu être plus correctement rédigé; mais il n'est pas moins certain que, dans la pensée de ceux qui l'écrivaient, il ne s'appliquait qu'aux infractions que le Code pénal allait défendre et punir. C'est dans ce sens restreint qu'il a toujours été compris et appliqué par la chambre criminelle de la Cour de cassation.

Parmi les précédents de la jurisprudence j'en choisirai deux auxquels j'ai concouru comme avocat général.

La femme Pelleport était poursuivie pour avoir, dans un temps où la chasse était prohibée, mis en vente et colporté du gibier. Le fait, d'après l'art. 12 de la loi du 3 mai 1844, est puni d'une amende de cinquante à deux cents francs, à laquelle peut être joint un emprisonnement de six jours à deux mois. La Cour de Toulouse, par arrêt du 5 juin 1857, acquitta la femme Pelleport. Elle considéra, à raison de certains faits qu'il est inutile de rappeler, que la bonne foi de l'inculpée ne pouvait être mise en doute, puis elle ajouta : « que celle-ci l'invoquerait en vain, il est vrai, si son acte constituait une contravention, puisque l'intention ne peut, en ce cas, être recherchée quand le fait est constant et volontaire; mais qu'il en est autrement si le fait doit être qualifié délit, puisque la pensée coupable qui a animé son auteur en est un des éléments essentiels; que c'est la loi elle-même qui a déterminé le caractère des diverses infractions qu'elle punit, ne laissant de place ni à l'arbitraire ni à l'interprétation, puisque la définition qu'elle en donne se fonde sur un fait

matériel et positif; que l'art. 1er du Code pénal, en caractérisant les diverses juridictions appelées à réprimer les violations de la loi, établit entre elles une division qu'il ne leur est pas permis de franchir; que son second paragraphe ne reconnaît de délit que dans les cas où il y a lieu d'appliquer des peines correctionnelles; qu'une disposition aussi formelle ne laisse pas de place à l'équivoque; qu'elle pose une règle absolue, à laquelle les tribunaux doivent se conformer; que toutes les fois que la peine, par sa durée ou par l'élévation de sa quotité, excède les limites dans lesquelles peut statuer le juge de simple police, le fait poursuivi constitue un délit; qu'il y a lieu de le déclarer dans la cause, puisque aux termes de l'art. 12 de la loi du 3 mai 1844, l'amende encourue doit être de 50 fr., et qu'un emprisonnement de six jours à deux mois peut être prononcé. »

Cet arrêt a été annulé sur mes conclusions. La Cour de cassation a jugé « que si les faits punis par la loi de plus de quinze francs d'amende ou de cinq jours d'emprisonnement sont qualifiés délits, et s'il est de règle que l'intention coupable doit accompagner le fait, incriminé comme délit, pour le rendre passible de la peine, ce principe n'est pas tellement absolu qu'il ne souffre quelques exceptions. » Elle a ajouté que ce principe « avait été constamment interprété et circonscrit par la jurisprudence, qui distingue, d'après la loi elle-même et la nature des choses, entre les délits intentionnels, c'est-à-dire dans lesquels l'intention coupable est un des éléments constitutifs, et les délits matériels, qui existent par cela seul que l'acte punissable a été accompli, et auxquels, par cette raison, le législateur donne souvent lui-même le nom de contravention. » Et elle a décidé

qu'on devait ranger dans cette dernière catégorie les infractions aux lois sur la chasse. 17 juill. 1857, n° 272.

Dans la seconde affaire, le sieur Lauret était inculpé : 1° d'avoir émis des actions de la société en commandite la *Caisse d'escompte de Tarascon*, constituée contrairement aux art. 2 et 3 de la loi du 17 juillet 1856; 2° d'avoir négocié des actions, dont la valeur et la forme étaient contraires aux art. 1 et 2 de la même loi. Le premier de ces faits est puni d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de cinq cents francs à dix mille francs, ou de l'une de ces peines seulement; le second, d'une amende de cinq cents francs à dix mille francs. La Cour d'Aix, par arrêt du 22 juin 1859, acquitta Lauret, en se fondant d'une part sur ce qu'il résultait de la peine infligée au fait incriminé que ce fait constituait un délit, et d'autre part sur ce que Lauret trouvait son excuse dans l'absence d'intention frauduleuse. Cet arrêt fut cassé, comme le précédent, sur mes conclusions. La Cour a considéré que la loi du 17 juillet 1856, en réglementant les conditions matérielles de l'existence des sociétés en commandite et des négociations d'actions, a entendu donner aux capitalistes des garanties indépendantes du plus ou moins de bonne foi des fondateurs, et que l'inobservation de ces conditions, malgré les peines correctionnelles dont elle est punie, ne constitue qu'une contravention, que l'absence d'intention frauduleuse ne saurait excuser. 11 août 1859, n° 199.

6. En résumé, tous les faits punis d'une peine afflictive ou d'une peine infamante devront être considérés comme des crimes ; tous les faits punis d'une peine de simple police seront de contravention. Quant aux faits punis de peines correction-

nelles, il faudra distinguer entre ceux qui appartiendront au Code pénal et ceux qui lui seront étrangers. Les premiers seront infailliblement des délits. Quant aux seconds, il faudra en étudier la nature intrinsèque et rechercher la volonté de la loi spéciale qui les réprime, pour savoir s'ils constituent des délits ou s'ils ne sont que des contraventions.

ARTICLE 2.

Toute tentative de crime qui aura été manifestée par un commencement d'exécution, si elle n'a été suspendue ou si elle n'a manqué son effet que par des circonstances indépendantes de la volonté de son auteur, est considérée comme le crime même [1].

7. Définition de la tentative.
8. La tentative d'un crime impossible n'est pas punissable.
9. Sauf le cas d'une exception formelle ou virtuelle, cet article est applicable à tous les crimes.
10. Commencement d'exécution; en quoi il consiste.
11. Suspension et inefficacité de la tentative; différence entre celle qui n'a été suspendue et celle qui n'a manqué son effet que par des circonstances indépendantes de la volonté de son auteur.
12. La question de savoir si les faits matériels révélés par l'information présentent les circonstances légales de la tentative est-elle une question de fait? est-elle une question de droit?—Jurisprudence de la Cour de cassation; variation; conclusion.
13. Exemples de faits matériels pouvant constituer les circonstances légales de la tentative assimilée au crime.

---

1 *Ancien article.* — Toute tentative de crime qui aura été manifestée par des actes extérieurs et suivie d'un commencement d'exécution, si elle n'a été suspendue ou n'a manqué son effet que par des circonstances fortuites ou indépendantes de la volonté de l'auteur, est considérée comme le crime même.

14. Circonstances légales de la tentative punissable.
15. Le jury doit être interrogé sur chacune de ces circonstances.
16. Les réponses équivoques du jury ne peuvent devenir la base d'une condamnation.
17. Lorsque la réponse du jury est claire, la Cour d'assises ne peut, sous prétexte d'ambiguïté, lui prescrire d'en faire une autre.
18. Termes dans lesquels la question de tentative doit être formulée.

7. Il n'y a tentative de crime punissable, d'après la définition de l'art. 2 que j'étudie, que si le crime a reçu un commencement d'exécution, et que si ce commencement d'exécution n'a été suspendu, ou n'a manqué son effet que par des circonstances indépendantes de la volonté de son auteur.

8. Il résulte, ce me semble, de la première partie de cette définition que la tentative n'est punissable que si elle est le commencement d'un crime; d'où je me crois autorisé à conclure que le commencement d'un fait qui ne peut pas aboutir à un crime ne devra jamais être considéré comme une tentative punissable, quelle que soit l'immoralité de la pensée qui l'a inspiré. Cette conclusion me paraît confirmée par ce principe de droit criminel: c'est que les crimes et les délits n'existent que par la réunion de la volonté qui les conseille et du fait matériel qui les réalise. Si donc l'homme qui conçoit la pensée d'un acte criminel n'emploie que des moyens impropres à son exécution, le crime ou le délit manque de l'un des éléments indispensables pour le constituer. Si l'on trouve, dans la volonté d'exécuter cet acte, l'élément intentionnel, on ne trouve pas l'élément physique dans les moyens employés pour son exécution, puisque ces moyens ne peuvent pas réaliser matérielle-

ment et physiquement la consommation du crime ou du délit. Sans doute, cette théorie conduit à laisser impunie plus d'une pensée perverse et odieuse, mais la question n'est pas là. Il s'agit de savoir si la loi a voulu punir la tentative d'un fait irréalisable. Rien n'autorise à le supposer; la théorie que je combats me paraît, comme je l'ai déjà indiqué, en opposition directe avec notre article. Cette disposition, ne punissant la tentative de crime que si le crime a reçu un commencement d'exécution, il est évident qu'elle n'autorise pas à punir le commencement d'un fait qui n'aboutira jamais à un crime.

Les Cours impériales se sont divisées sur cette question. Les unes ont vu une tentative de crime punissable dans l'exécution d'un fait inoffensif, accompli dans une pensée criminelle : elles se sont peu souciées de l'absence de l'élément physique; elles ont cru pouvoir se contenter de l'existence de l'élément intentionnel. Il leur a suffi que le prévenu ait eu la pensée de commettre un crime pour qu'elles se soient crues autorisées à déclarer qu'il y avait, dans les faits qui leur étaient dénoncés, une tentative assimilable au crime. Les autres ont considéré que les tentatives, comme les crimes, ne pouvaient se constituer que par la réunion des deux éléments; et, comme elles n'ont pu trouver dans un fait chimérique l'élément matériel du crime, elles se sont refusées à mettre en accusation des prévenus qui avaient eu sans doute la pensée d'un crime, mais n'avaient employé que des moyens impropres à réaliser cette pensée.

Le premier système a été accueilli par la Cour d'Agen.

Laurent Lacroix avait eu avec son fils des rixes

nombreuses. Il avait annoncé qu'il lui donnerait prochainement la mort; et, à cet effet, il avait chargé les deux coups de son fusil. Laurent fils, à l'insu de son père, déchargea l'arme, n'y laissa que les capsules et le remit à sa place ordinaire. Quelques jours après, une nouvelle querelle eut lieu entre le fils et le père. Celui-ci, prenant son fusil, s'avança vers son fils, l'ajusta et lâcha les deux détentes de son arme. La chambre du conseil du tribunal de Lombez vit dans ces faits une tentative d'assassinat. Devant la chambre des mises en accusation, le ministère public requit un arrêt de non-lieu; mais la Cour, sans s'arrêter à ces conclusions, déclara qu'il y avait lieu à accusation, et, en conséquence, renvoya Laurent Lacroix aux assises du Gers, comme «accusé de s'être armé d'un fusil dans la journée du 4 octobre, à la suite d'une violente querelle avec son fils, de s'être assuré que les capsules étaient en bon état, de l'avoir ajusté, d'avoir fait partir successivement les deux détentes : ce qui constitue, ajouta la Cour, une tentative d'homicide volontaire, qui, manifestée par un commencement d'exécution, n'a manqué son effet que par des circonstances indépendantes de la volonté de son auteur, crime prévu par les art. 2, 295 et 304 du Code pénal. »

L'autre système a été suivi par les Cours de Rouen, de Montpellier et de Riom.

Un habitant de l'arrondissement de Pont-Audemer conçut le projet d'empoisonner sa femme. Il communiqua sa pensée à un médecin de l'arrondissement, et lui demanda les moyens d'en assurer l'exécution. Le médecin lui remit une potion tout à fait inoffensive et s'empressa d'informer le ministère public de la confidence qui lui avait été faite et des moyens

qu'il avait employés pour en détourner l'accomplissement. Le mari fut immédiatement poursuivi. Il résulta de l'information qu'il avait administré à sa femme la potion qui lui avait été remise et qu'il l'avait administrée avec la pensée qu'elle devait produire un empoisonnement. La chambre du conseil du tribunal de Pont-Audemer décerna une ordonnance de prise de corps contre l'inculpé et le renvoya devant la chambre des mises en accusation, comme prévenu d'une tentative d'empoisonnement. Je remplissais alors les fonctions de substitut du procureur général près la Cour de Rouen. Je fus chargé de rapporter l'affaire à la chambre des mises en accusation. J'exposai devant cette chambre que, si le prévenu avait eu l'intention d'empoisonner sa femme, le fait dont il avait commencé l'exécution n'aurait jamais pu aboutir au crime d'empoisonnement défini par l'art. 301 du Code pénal, « l'attentat à la vie d'une personne par l'effet de substances pouvant donner la mort plus ou moins promptement.» J'en tirai la conséquence que le fait poursuivi, ne renfermant que l'élément intentionnel du crime d'empoisonnement, et n'en présentant pas, en même temps, l'élément physique, il ne pouvait y avoir lieu à renvoyer le prévenu devant la Cour d'assises, comme coupable de la tentative de ce crime. La chambre des mises en accusation partagea cette opinion; et, tout en reconnaissant ce qu'il y avait d'odieux dans la conduite de l'inculpé, ordonna sa mise en liberté. J'ai fait d'inutiles efforts pour retrouver la date de cet arrêt; mais je peux affirmer qu'il existe, puisque j'y ai concouru.

Le nommé B...., dans la pensée de donner la mort à Jacques M..... et à sa fille Marianne, avait tiré des

coups de fusil dans une chambre où il les supposait ; mais Jacques M.... et sa fille ne s'y trouvaient pas ; ils étaient même absents de leur domicile. La chambre du conseil avait rendu une ordonnance de prise de corps contre le nommé B.... et l'avait renvoyé devant la chambre des mises en accusation sous la prévention d'une tentative d'assassinat. La chambre des mises en accusation de la Cour de Montpellier, sous la présidence de mon honorable collègue, M. Calmètes, réforma cette ordonnance par l'arrêt suivant. « La Cour, considérant que le commencement d'exécution, condition essentielle et nécessaire de toute tentative criminelle, implique la possibilité d'atteindre le but à l'aide du moyen employé pour réaliser le crime ; qu'il ne saurait dès lors y avoir commencement d'exécution, ni par conséquent tentative légale d'un crime d'assassinat, si l'agent et la victime supposée se trouvent placés dans de telles conditions que la consommation du crime soit actuellement impossible ; — qu'il est de principe que la tentative, vaine par l'impossibilité du moyen et du but, ne peut constituer la tentative légale d'aucun crime et d'aucun délit;—Considérant que si de telles actes supposent une perversité plus ou moins profonde dans leurs auteurs, il y a lieu de reconnaître que, dans l'état actuel de la législation, ils ne sont point du ressort de la justice humaine ; — Considérant que les coups de feu tirés dans la chambre de la famille de Jacques M.... ne pouvaient évidemment atteindre ni Jacques M...., ni sa fille Marianne, puisque l'un et l'autre étaient en ce moment hors de la chambre et absents même de la maison ; — qu'ainsi, quelle que soit la criminalité de la pensée qui a inspiré ces actes, on ne saurait trouver en eux le com-

mencement d'exécution d'un crime dont la consommation était matériellement impossible; — qu'il y a lieu, par suite, d'annuler l'ordonnance de prise de corps; par ces motifs, etc. » 26 fév. 1852 (S.1852. 2.464).

Jean Dumas avait volontairement mêlé au pain destiné à l'alimentation de la famille Pélissier une certaine quantité de verre, plus ou moins grossièrement pilé, avec l'intention d'attenter à la vie de cette famille. La chambre du conseil avait vu, dans les faits reprochés à Jean Dumas, une tentative d'empoisonnement. Le procureur général demanda à la chambre des mises en accusation de la Cour de Riom la réformation de cette ordonnance : il fit remarquer que, si les faits dénoncés pouvaient constituer une tentative d'assassinat, ils ne pouvaient pas être considérés comme une tentative d'empoisonnement, puisque, d'une part, le verre n'est pas une substance toxique et que, d'autre part, la tentative d'un crime ne peut être que le commencement de ce crime. Ces réquisitions furent accueillies par l'arrêt qui suit : « Attendu qu'il est constant en fait et qu'il résulte de l'information; que l'inculpé a volontairement mêlé au pain destiné à l'alimentation de la famille Pélissier une certaine quantité de verre, plus ou moins grossièrement pilé, avec l'intention d'attenter à la vie de cette famille; que s'il peut arriver que l'ingestion de cette substance ne produise aucune lésion dans le tube intestinal lorsqu'elle est incorporée en poudre dans les aliments, il est évident que des fragments de verre du volume de ceux recueillis dans le pain de la famille Pélissier, pouvaient, dans le travail de la digestion, léser, par leurs parties anguleuses, les parois de l'estomac ou des intestins, et, soit par suite

de ces lésions, soit par suite du séjour de ces fragments de verre dans les replis de ces organes, devenir la cause d'une inflammation ou même d'une perforation de nature à donner la mort; qu'ainsi, dans le fait imputé à l'inculpé, on trouve réunies les deux circonstances d'un fait ou d'un acte volontaire et prémédité pouvant donner la mort avec l'intention de la donner; — Attendu que la qualification d'empoisonnement est réservée par la jurisprudence à l'attentat à la vie commis par l'effet d'une substance toxique de nature à ôter la vie par ses combinaisons chimiques; qu'ici la substance administrée, dénuée en elle-même de toute propriété toxique, est incapable de nuire comme poison, et ne peut tuer que comme instrument déchirant les tissus du tube intestinal; qu'il suit de là que cette tentative criminelle constitue moins une tentative d'empoisonnement qu'une tentative d'assassinat, la Cour déclare qu'il résulte de l'information contre Jean Dumas charges suffisantes d'avoir, dans le courant de nov. 1854, volontairement tenté de donner la mort aux membres de la famille Pélissier, parmi lesquels se trouvait sa femme, tentative manifestée par un commencement d'exécution et qui n'aurait manqué son effet que par des circonstances indépendantes de la volonté de son auteur; avec cette circonstance que ledit Dumas avait, avant l'action, formé le dessein d'attenter aux personnes des membres de cette famille, crime prévu et puni par les art. 2, 295, 296, 297 et 302 du Code pénal; renvoie, en conséquence, ledit Jean Dumas, en état d'accusation, devant la Cour d'assises de la Haute-Loire. » 25 avril 1855 (inédit).

Je ne crois pas que la Cour de cassation ait jamais eu à s'expliquer sur cette question.

Je sais bien que Laurent Lacroix, mis en accusation par l'arrêt de la Cour d'Agen, que j'ai rappelé plus haut, s'est pourvu en cassation contre l'arrêt de la Cour d'assises du Gers, qui l'avait condamné à cinq ans de reclusion et que son pourvoi a été rejeté le 14 fév. 1850; mais rien n'autorise à croire que la question ait été alors discutée et jugée. La Cour s'est bornée à rejeter le pourvoi : « vu la régularité de la procédure et l'exacte application de la peine. » Il résulte, au contraire, des recherches que j'ai faites au greffe de la Cour de cassation, que cette Cour n'a pas pu être saisie de la difficulté. La question posée au jury, et sur laquelle la Cour d'assises avait appliqué la peine, était ainsi conçue : « Laurent Lacroix est-il coupable d'avoir, le 4 octobre 1849, commis volontairement une tentative d'homicide sur la personne de Bernard Lacroix, son fils, laquelle tentative, manifestée par un commencement d'exécution, n'a été suspendue ou n'a manqué son effet que par des circonstances indépendantes de la volonté de son auteur? » Le jury ayant résolu affirmativement cette question, la Cour de cassation n'avait pas à en rechercher et à en contrôler les éléments. En effet, aux termes de l'art. 350 du Code d'instruction criminelle, la déclaration du jury ne peut être soumise à aucun recours. La Cour de cassation n'avait donc à faire et n'a fait qu'une vérification sur l'application de la peine : elle s'est bornée à rechercher si la question, à laquelle le jury avait répondu affirmativement, comportait la peine appliquée par la Cour d'assises.

On ne peut donc tirer aucune conséquence de ce que le pourvoi de Laurent Lacroix a été rejeté.

En résumé, je ne crois pas que la tentative d'un

crime impossible puisse être une tentative punissable, quelque criminelle que soit la pensée de celui qui l'a exécutée.

9. Mais, si l'art. 2 est inapplicable aux tentatives de crimes impossibles, il est, au contraire, applicable à toutes les tentatives de crimes réalisables.

Conçu en termes généraux, il régit non-seulement les crimes prévus par le Code pénal, mais même les faits qui ne sont déclarés tels que par une loi spéciale. Il ne cesse d'être applicable qu'aux crimes pour lesquels il est ainsi ordonné par une disposition formelle ou tout au moins virtuelle de la loi. Ainsi, la Cour de cassation n'a pas hésité à reconnaître que cet article comprend, dans sa généralité, la tentative d'avortement exécutée par une autre personne que la femme enceinte, 16 oct. 1817, n° 96; 17 mars 1827, n° 60; 15 avril 1830, n° 103; 29 janv. 1852, n° 43; 20 janv. 1853, n° 22; 24 juin 1858, n° 177; 7 oct. 1858, n° 258; la tentative de bigamie, 29 juill. 1826, n° 146; la tentative de pillage et dégâts, réprimée par les art. 440, 441, 442 du Code. 7 juill. 1847, n° 154.

10. La loi n'a pas indiqué en quoi consisterait le commencement d'exécution. Elle a bien fait de n'avoir pas tenté cette définition; car les faits qui peuvent constituer le commencement d'exécution sont essentiellement variables; ils changent, pour ainsi dire, avec chaque espèce. Certains faits, qui le formeront dans un cas, ne le formeront plus dans un autre. Ainsi, par exemple, l'escalade et l'effraction, qui doivent être assurément considérées comme étant le commencement d'exécution d'un vol qualifié lorsqu'il résulte de l'information qu'elles ont été exécutées dans le dessein de voler, cesseront d'avoir ce

caractère s'il est permis de penser qu'elles n'ont pas été accomplies dans ce but.

11. La loi s'est également abstenue d'indiquer à quels signes on reconnaîtra qu'une tentative a été suspendue ou n'a manqué son effet que par des circonstances fortuites ou indépendantes de la volonté de son auteur. Je ne chercherai pas à être plus prévoyant que la loi.

Je me bornerai à expliquer la différence qui existe entre le cas où la tentative n'a été suspendue que par des circonstances fortuites ou indépendantes de la volonté de son auteur et celui où elle n'a manqué son effet qu'à raison des mêmes circonstances; j'emprunte à un article publié dans la *Gazette des tribunaux* des 24 et 25 oct. 1831, par un conseiller d'une Cour du Midi (M. Calmètes), des exemples qui feront parfaitement compréndre la différence qui existe entre ces deux cas.

« Une femme a résolu d'empoisonner son mari; elle prend des informations sur les substances qui sont de nature à donner une mort certaine et immédiate; elle se rend chez divers pharmaciens; enfin, elle a obtenu une substance vénéneuse. Elle rentre chez elle, répand le poison sur les mets destinés au repas de son époux et elle sort de la maison. Cependant le pharmacien qui a vendu le poison a conçu quelques craintes; il a suivi la femme; il la voit rentrer dans la maison; il l'en voit sortir quelques instants après; il connaît l'inimitié qui existe entre elle et son mari; enfin, poussé par l'idée qu'un crime va être commis, il se rend auprès de ce dernier, lui fait part de ses craintes; la vérité est découverte, le crime n'est pas consommé, mais c'est par une circonstance indépendante de la volonté de l'auteur *que*

la tentative a été suspendue Voilà la première espèce de tentative admise par le Code. »

« Passons à la tentative qui a manqué son effet, et prenons le même exemple. »

« La femme, persévérant dans ses projets homicides, et pour mieux assurer leur succès, présente elle-même les mets empoisonnés à son mari ; mais soit qu'il n'en prenne qu'une partie, soit par toute autre circonstance accidentelle, le poison ne produit pas son effet ; une indisposition en est cependant la suite immédiate ; un homme de l'art est appelé ; il neutralise les premiers effets de la substance vénéneuse ; le mari est sauvé ; la tentative *a manqué son effet*. C'est la seconde espèce de tentative mentionnée dans l'art. 2 du Code pénal. »

12. Mais, de ce que la loi n'a pas défini le commencement d'exécution et de ce qu'elle n'a pas indiqué à quel signe on reconnaîtra qu'une tentative n'a manqué son effet ou n'a été suspendue que par des circonstances indépendantes de la volonté de son auteur, faut-il conclure que ces circonstances sont appréciées souverainement par le juge du fait et que les décisions rendues à cet égard ne peuvent pas être soumises au contrôle de la Cour de cassation?

La question ne peut pas se présenter à l'occasion des décisions du jury ; car le jury est appréciateur souverain des faits qui lui sont dénoncés ; il ne doit compte qu'à Dieu et à sa conscience. Lorsqu'il a jugé qu'il y avait ou qu'il n'y avait pas tentative manifestée par un commencement d'exécution et n'ayant été suspendue ou n'ayant manqué son effet que par des circonstances indépendantes de la volonté de son auteur, sa décision est définitive et irrévocable ; personne n'a qualité pour la critiquer ; personne n'a com-

pétence pour la contrôler et en blâmer les déductions; elle n'est susceptible d'aucune espèce de recours, comme je l'ai déjà dit en rappelant les dispositions de l'art. 350 du Code d'instruction criminelle.

Mais la question se présente à l'occasion des arrêts rendus par les chambres des mises en accusation, dont les appréciations juridiques peuvent être soumises au contrôle de la Cour de cassation. Les chambres d'accusation statuent-elles souverainement sur les déductions qu'elles tirent des faits établis par l'information pour décider soit qu'il y a ou n'y a pas commencement d'exécution, soit qu'il y a ou n'y a pas des circonstances indépendantes de la volonté de l'auteur de la tentative, qui l'ont suspendue ou en ont détourné les effets? Les décisions qu'elles prononcent à ce sujet ne sont-elles pas, au contraire, susceptibles de pourvoi comme renfermant une déduction juridique et, par conséquent, la solution d'un point de droit?

La question est délicate.

La Cour de cassation a évité d'abord de se prononcer, puis sa jurisprudence a varié.

Les arrêts des 27 août 1812 (Dall., *Anc. rec. alph.*, t. 12.622; S., à sa date; *J.P.*, à sa date) et 18 mars 1813 (Dall., *ibid.*; S., à sa date; *J.P.*, à sa date), ont éludé la difficulté.

Sans doute, par ces deux arrêts, la Cour de cassation a rejeté le pourvoi formé par le ministère public contre des décisions qui avaient refusé de voir, dans les faits dénoncés, les conditions élémentaires des caractères légaux de la tentative. Mais pourquoi ces pourvois ont-ils été rejetés? Ce n'est pas parce que la Cour a jugé que la loi avait laissé l'appréciation de ces faits aux magistrats chargés de

prononcer sur la mise en accusation. La Cour s'est déterminée par des motifs étrangers à la question, que le pourvoi lui soumettait.

Dans l'arrêt du 27 août 1812, le pourvoi a été rejeté parce que la *chambre des mises en accusation n'avait violé aucune loi, en déclarant*, dans l'espèce, *que des faits de l'instruction il ne résultait contre le prévenu aucun indice d'un commencement d'exécution.*

Dans l'affaire jugée le 18 mars 1813, la chambre d'accusation avait, il est vrai, reconnu l'existence de faits matériels de nature à caractériser la tentative, mais, en même temps, elle n'avait pas cru pouvoir reconnaître que le prévenu se fût introduit, *avec l'intention de voler,* dans le lieu où il avait été surpris ; elle avait même déclaré que cette introduction « n'indiquait pas spécifiquement une tentative de vol plutôt qu'une tentative de tout autre crime. »

Le pourvoi a donc été rejeté, dans la première affaire, parce que les faits de l'instruction permettaient, *dans l'espèce*, de déclarer qu'il n'y avait pas eu commencement d'exécution ; dans la seconde, parce que l'arrêt attaqué avait déclaré qu'il n'était pas démontré que le prévenu avait eu l'intention de commettre un vol.

La Cour de cassation n'a donc pas, comme on le voit, catégoriquement jugé, dans ces deux arrêts, que la loi a laissé aux magistrats, chargés de prononcer sur l'accusation, l'appréciation définitive des faits élémentaires et constitutifs des caractères légaux de la tentative.

On doit d'autant moins le penser que, par un arrêt du 29 oct. 1813, n° 235, elle cassait, pour violation des art. 2 et 384 du Code, un arrêt de la Cour de Bruxelles qui, en reconnaissant « que Marie

Winaud était prévenue de s'être introduite, à l'aide d'escalade et avec l'intention de voler, dans une maison habitée, et d'y avoir ouvert une armoire où elle croyait trouver de l'argent, et qu'elle n'avait été interrompue que par des circonstances indépendantes de sa volonté », avait renvoyé cette femme sous le prétexte que dans ces faits il n'y avait pas une tentative de vol. La Cour de cassation jugeait, ce jour-là, (je copie textuellement son arrêt), « que ces faits sont une tentative de vol manifestée par des actes extérieurs, et qu'il n'a manqué à cette action, pour être le crime consommé, que le complément de cette exécution. » Elle reconnaissait, c'est évident, qu'il lui appartenait de rechercher, en revisant les décisions des chambres de mises en accusation, si les faits déclarés constituaient ou ne constituaient pas les caractères légaux de la tentative punissable.

Mais elle n'a pas persisté dans cette jurisprudence.

Elle en a changé, à l'occasion de faits qui présentaient cependant au plus haut degré le caractère d'une tentative de vol qualifié.

Suivant l'arrêt de la chambre des mises en accusation de la Cour de Nancy, Defranould « était prévenu de s'être introduit dans l'écurie de la maison habitée par Baradel, après avoir cassé trois carreaux de la fenêtre de cette écurie, dont, de son aveu, il avait escaladé la croisée pour pénétrer dans l'intérieur de la maison, où il se proposait de chercher des comestibles pour apaiser sa faim. » L'arrêt ajoutait : « que Baradel, revenant de son travail, averti, par les aboiements de son chien, que l'on pouvait être chez lui pour le voler, en vit sortir par la porte de la même écurie ledit sieur Defranould, qui l'avait ouverte par l'intérieur, qui lui avoua que c'était lui qui avait cassé

les carreaux, en assurant n'avoir rien pris. » Néanmoins, la chambre d'accusation considéra « que, quoique les faits d'effraction au dehors d'une habitation et ceux d'escalade fussent bien des actes extérieurs qui pouvaient constituer en partie la tentative d'un vol qualifié, comme la manifestation de cette tentative n'avait pas été suivie d'un commencement d'exécution, rien n'ayant été déplacé dans le domicile de Baradel, alors tous les caractères qui pouvaient la rendre criminelle, ne se rencontrant pas, il en résultait que le fait en lui-même, qui ne présentait ni le caractère de crime, ni celui de délit, avait été mal qualifié dans l'ordonnance de prise de corps qui devait être annulée. »

Assurément, la raison semble dire que ces faits constituent jusqu'à l'évidence la tentative légale d'un vol qualifié. Cependant la Cour de cassation a rejeté le pourvoi du procureur général qui lui avait dénoncé cet arrêt, parce que la loi n'a point déterminé les circonstances constitutives du commencement d'exécution, et « que conséquemment, si, en ne reconnaissant pas dans les circonstances de l'escalade et de l'effraction, opérées dans l'objet de commettre un vol, le commencement d'exécution de ce crime, la chambre d'accusation de la Cour de Nancy paraît ne pas avoir attribué à ces circonstances le caractère qu'elles doivent avoir et l'effet qu'elles doivent produire dans les préventions de tentative de vol, néanmoins elle n'a pas commis de violation de loi donnant ouverture à cassation. » 11 juin 1818, n° 77.

La Cour de cassation a maintenu cette doctrine dans ses arrêts des 29 avril 1824 (Dall., *Anc. rec. alph.*, t. 3, 435; S. à sa date; *J.P.* à sa date); 23 sept. 1825, n° 188; 28 juillet 1826, n° 145; 4 oct. 1827, n° 252;

10 déc. 1842, n° 323 ; 26 déc. 1846 ; (Dall. 1846, 369 ; S. 1847, 282 ; *J. P.*, 1847, t. 1, 225).

Tous ces arrêts jugent que la loi, en déterminant les circonstances légales de la tentative criminelle, et en s'abstenant, au contraire, de déterminer les faits élémentaires et constitutifs de ces circonstances, a laissé aux juges du fait l'appréciation complète et intime de ces faits élémentaires, et que, quelque erronée que puisse être l'appréciation de ces juges à cet égard, elle ne peut donner ouverture à cassation.

Dans ces dernières années, la Cour de cassation est évidemment revenue à la théorie de l'arrêt du 29 oct. 1813.

Louis Mignier était poursuivi à raison de plusieurs crimes, et notamment d'une tentative de faux. Voici les faits qui pouvaient constituer cette tentative : Il s'agissait d'un prêt hypothécaire ; l'acte avait été dressé ; il avait été signé par le notaire et par Louis Mignier, sous le faux nom de Brethomé, réputé emprunteur. Le prêteur n'avait pas signé, et si l'acte était demeuré inexécuté, c'était parce que le notaire avait eu le désir de prendre de derniers renseignements sur l'identité du prétendu Brethomé. Assurément, il était permis de trouver dans ces faits les caractères légaux de la tentative : le ministère public l'avait pensé ; mais la chambe des mises en accusation de la Cour de Poitiers en décida autrement ; elle se refusa à voir dans les faits qui lui étaient dénoncés, et dont elle reconnaissait d'ailleurs l'exactitude, la tentative du crime assimilable au crime. Le procureur général se pourvut, et, sur son pourvoi, la Cour de cassation statua dans des termes que je veux rappeler textuellement : car ils démontrent

qu'elle fit ce jour-là ce qu'elle avait fait précédemment dans son arrêt du 29 octobre 1813.

« En ce qui touche le chef d'inculpation relatif à l'acte reçu en projet, en 1854, en l'étude du notaire Bériau : — Attendu que l'arrêt relève, à la charge de Louis Mignier, la contrefaçon de la signature de Brethomé, l'intention frauduleuse qui avait présidé à cette contrefaçon et le préjudice que le faux devait nécessairement amener à l'encontre, soit du notaire, soit de Brethomé, soit du prêteur, puisque l'acte reçu était destiné à retenir et à constater authentiquement un prêthypothécaire réalisé; — Attendu que si cet acte, qu'avaient seuls signé le prétendu Brethomé et le notaire, est resté à l'état imparfait, par suite du désir de ce dernier de prendre des renseignements sur l'identité de l'emprunteur, et a fini par être inexécuté, cette imperfection et cette inexécution, toutes du fait du notaire rédacteur, sont entièrement indépendantes de Louis Mignier, qui, en signant ledit acte, a accompli le contrat frauduleux qu'il convoitait, en tout ce qui pouvait relever de sa volonté; — Attendu, dès lors, que toutes les conditions constitutives du crime de tentative de faux en écriture authentique et publique, telles qu'elles sont caractérisées par les art. 2 et 147 du Code pénal, se trouvent réunies à la charge de Louis Mignier; d'où il suit qu'en le relaxant de ce chef d'inculpation, l'arrêt attaqué a faussement interprété et expressément violé lesdits articles; la Cour casse et annule l'arrêt de la Cour de Poitiers. 14 oct. 1854, n° 304.

Où est la vérité?

D'un côté on prétend que la loi ne définissant pas les faits physiques et matériels qui constituent le commencement d'exécution et ne disant pas dans

quels cas la tentative sera réputée n'avoir été suspendue ou n'avoir manqué son effet que par des circonstances indépendantes de la volonté de son auteur, il faut en conclure que l'appréciation de ces faits et de ces cas appartient souverainement aux juges chargés de la mise en accusation, puisque cette appréciation ne peut jamais constituer une violation de la loi.

De l'autre, on répond, et je crois avec avantage, que si la matérialité des faits peut être appréciée souverainement par les chambres des mises en accusation, il en est autrement des conséquences légales qui sont à déduire de ces mêmes faits. On reconnaît que, sans aucun doute, lorsque le juge niera l'existence des faits mêmes qui peuvent constituer la tentative, il n'appartiendra pas à la Cour de cassation d'ouvrir le dossier et de rechercher si la déclaration du juge est exacte. Mais on ajoute que, dès qu'une chambre d'accusation aura reconnu l'existence d'un fait, la Cour de cassation aura le pouvoir de contrôler les conséquences légales qu'elle en aura tirées, que ce sera même pour elle un devoir d'exercer ce contrôle : car la question n'est plus alors circonscrite dans les limites du fait, elle entre dans le domaine du droit et par conséquent dans celui de la Cour de cassation.

Cette opinion me paraît préférable à l'autre ; il ne faut pas, en effet, confondre les constatations de fait et les conséquences légales que le juge en déduit. La Cour de cassation n'a pas à reviser les premières ; mais elle ne satisfait qu'aux règles de son institution en vérifiant les secondes et en recherchant si la loi a été convenablement appliquée au fait constaté. Le caractère juridique que le juge imprime au fait constitue une véritable solution de droit, dont l'examen

est évidemment de la compétence de la Cour de cassation.

C'est du reste ce qu'elle a constamment jugé sur une autre question qui a la plus grande analogie avec celle que j'étudie. La loi a défini l'infanticide; c'est, suivant l'art. 300 du Code, le meurtre d'un enfant nouveau-né; mais elle n'a pas indiqué sous quelles conditions un enfant pourrait être considéré comme nouveau-né. Laisse-t-elle donc cette question à la disposition souveraine du juge du fait? La Cour de cassation ne l'a jamais cru. Elle a, sans aucun doute, admis que lorsqu'il était déclaré que l'enfant homicidé avait vécu pendant un temps plus ou moins long, elle était incompétente pour vérifier l'exactitude de cette déclaration; mais, en même temps, elle a jugé qu'elle avait le droit de reviser la conséquence légale que le juge du fait en avait tirée pour décider que l'enfant était ou n'était pas nouveau-né. 24 déc. 1835, n° 468.

En résumé, le contrôle de la Cour de cassation ne s'étendra pas sur les déclarations relatives à l'existence même des faits; mais il devra s'étendre, c'est du moins mon opinion, aux conséquences légales qui en auront été déduites par le juge. Dans le premier cas, la décision, ne reconnaissant ou ne niant qu'un fait, sera souveraine; dans le second, elle résoudra une question de droit, qui pourra être soumise à la censure de la Cour de cassation.

13. J'ai recueilli dans la jurisprudence de la Cour de cassation quelques exemples, qui pourront guider le juge dans la question de savoir quels sont les faits matériels qui constituent les conditions légales de la tentative punissable.

La tentative de meurtre, qui s'est produite par un

coup de fusil, est manifestée par un commencement d'exécution. 22 août 1811, ci-dessus cité.

La tentative d'avortement qui s'est révélée par une violence exercée sur la femme, dont l'avortement était provoqué, est manifestée par un commencement d'exécution. 16 octobre 1817, ci-dessus cité.

La tentative de vol est non-seulement manifestée par des actes extérieurs, mais encore suivie d'un commencement d'exécution, lorsque le prévenu s'est introduit soit à l'aide d'escalade, soit à l'aide d'effraction, dans une maison habitée, avec intention d'y voler. 29 oct. 1813; 11 juin 1818; 23 sept. 1825; 4 oct. 1827; 10 déc. 1842, ci-dessus cités.

La tentative de faux est accompagnée du commencement d'exécution, lorsque le prévenu, dans le dessein de faire circuler des lettres de change fausses, a fait graver des modèles de traites sur les traites originales des banquiers, dont il se proposait de contrefaire la signature. 4 sept. 1807 (S., t. 9, 90).

La tentative de faux témoignage est accompagnée des caractères légaux lorsque le prévenu, qui a commencé à déposer contre la vérité des faits dans une procédure criminelle ou correctionnelle, n'a été arrêté dans son faux témoignage que par une défaillance. 28 févr. 1811 (S., t. 17, 90).

La tentative de faux en écriture publique et authentique est accompagnée d'un commencement d'exécution si le prévenu a apposé une signature fausse sur un acte notarié, resté imparfait parce que le notaire rédacteur a voulu obtenir des renseignements sur l'identité du souscripteur. 10 juillet 1845, ci-dessus cité.

Je termine sur ce point par une dernière observation : c'est que la décision qui prendrait, comme fait

interruptif de la tentative, la remise ou la restitution de l'objet volé, commettrait une violation de la loi. En effet, cette restitution ne change pas la nature du fait incriminé; elle peut être une preuve de repentir, mais elle ne peut avoir pour effet de substituer une tentative de vol, interrompue par la volonté de son auteur, à un vol consommé depuis plus ou moins de temps. Dès qu'il y a eu, de la part de l'auteur de l'action, appréhension d'un objet mobilier appartenant à autrui, avec intention de se l'approprier, il y a eu soustraction frauduleuse consommée; et si la restitution faite dans un temps rapproché de l'action, et avant toute poursuite, peut être prise en considération par le juge, comme constituant une circonstance atténuante, la qualification légale de l'action n'en demeure pas moins la même. 10 juin 1842, n° 146.

14. La tentative du crime, considérée par la loi comme le crime même, est, comme nous venons de le voir, celle 1° qui a été manifestée par un commencement d'exécution, et 2° qui n'a été suspendue ou n'a manqué son effet que par des circonstances indépendantes de la volonté de son auteur. La réunion de ces deux circonstances est indispensable pour que la tentative du crime soit assimilée au crime; mais, dès qu'elles existent simultanément, l'assimilation est consommée.

Il faut remarquer que la seconde condition est alternative et qu'elle est remplie soit que la tentative n'ait été suspendue, soit qu'elle n'ait manqué son effet que par des circonstances indépendantes de la volonté de son auteur. Il suffit que l'une des branches de cette alternative coexiste avec le commencement d'exécution pour que la tentative soit punissable comme le crime même. 10 juillet 1845, n° 228;

28 août 1845, (Dall., 1845.4.125; *J. P.*, 1845, t. 2, 277). Mais cette seconde condition ne sera légalement établie que dans le cas où il sera reconnu que la tentative *n'a été* suspendue ou *n'a* manqué son effet que par des circonstances indépendantes de la volonté de son auteur; son existence ne serait pas régulièrement démontrée, s'il était seulement déclaré que la tentative, manifestée par un commencement d'exécution, *a* manqué son effet ou *a* été suspendue par des circonstances indépendantes de la volonté de son auteur. La réponse du jury, qui serait formulée dans ces derniers termes, ne pourrait pas devenir la base d'une condamnation légale. 1er sept. 1853, n° 441.

On comprend facilement la différence qui existe entre ces deux formules. Suivant l'une, l'inexécution du crime n'est due qu'à des circonstances indépendantes de la volonté de l'accusé, qui a persisté, autant qu'il était en lui, dans son projet criminel. Suivant l'autre, au contraire, la tentative peut avoir été suspendue ou avoir manqué son effet, tout à la fois par des circonstances indépendantes de la volonté de son auteur et par des circonstances dépendantes de la volonté de celui-ci. Comme, en matière criminelle, le doute doit toujours s'interpréter en faveur de l'accusé, la tentative cessera dans ce second cas d'être punissable, puisque la formule permet de supposer que l'inexécution du crime peut être due, au moins en partie, à la volonté de l'accusé.

15. Le jury étant, en matière criminelle, juge des faits constitutifs du crime, doit être, à peine de nullité de sa décision et de l'arrêt de condamnation qui l'a suivie, interrogé sur chacune des circonstances de la tentative; c'est lui seul qui peut en reconnaître l'existence.

Sous l'empire de l'ancien art. 2 du Code, qui n'assimilait la tentative du crime au crime consommé que : 1° lorsqu'elle avait été manifestée par des actes extérieurs; 2° lorsqu'elle avait été suivie d'un commencement d'exécution; 3° lorsqu'elle n'avait été suspendue ou n'avait manqué son effet que par des circonstances fortuites ou indépendantes de la volonté de son auteur, la question qui omettait d'interroger le jury, soit sur toutes ces circonstances, soit même sur l'une d'elles, c'est-à-dire soit sur les actes extérieurs, soit sur le commencement d'exécution, soit sur les causes suspensives, était incomplète, et la réponse affirmative du jury à cette question ne pouvait pas autoriser la condamnation de l'accusé. 26 juillet 1811, n° 105; 9 janv. 1812, n° 6; 2 avril 1812, n° 79; 23 mars 1815, n° 19; 2 déc. 1815, n° 68; 18 avril 1816, n° 20; 25 oct. 1816, n° 78; 18 déc. 1818, n° 146; 15 avril 1824, n° 50; 23 sept. 1825, n° 189; 23 juin 1827, n° 153.

La loi du 28 avril 1832, en simplifiant les caractères de la tentative, n'a porté aucune atteinte à ces principes, qui doivent toujours être observés : il faut que le jury, comme précédemment, soit interrogé sur chacun des caractères de la tentative. 15 sept. 1837, n° 277.

16. Lorsque la loi n'obligeait pas le jury à voter par scrutins distincts et successifs sur le fait principal et sur chacune des circonstances aggravantes, il pouvait arriver que la réponse du jury présentât certains embarras et ne fût bien comprise qu'après une certaine étude.

Les réponses douteuses ne pouvaient pas servir de fondement à une condamnation. En effet, il n'y a de condamnations légales prononcées par les Cours

d'assises que celles qui ont pour base une déclaration du jury, reconnaissant d'une manière claire, précise et exempte de toute incertitude, la culpabilité des accusés.

Les frères Aonstel étaient accusés, le premier d'être auteur, le second d'être complice d'une tentative de meurtre avec préméditation. Les questions avaient été ainsi posées au jury : Jean-Pierre Aonstel est-il coupable d'avoir commis, avec préméditation, une tentative de meurtre sur la personne de Jacques René, laquelle tentative a été manifestée par des actes extérieurs, et suivie d'un commencement d'exécution, qui n'a manqué son effet que par des circonstances fortuites et indépendantes de sa volonté? André Aonstel est-il complice de ce crime pour avoir, avec connaissance, aidé et assisté Jean-Pierre Aonstel dans les faits qui l'ont préparé, facilité ou consommé?

Pour résoudre ces questions, le jury avait à s'expliquer sur la circonstance constitutive de l'assassinat et sur les circonstances constitutives de la tentative, et enfin sur les circonstances constitutives de la complicité. Les accusés ne pouvaient être condamnés, comme coupables des crimes dénoncés, que si l'existence de toutes ces circonstances résultait de la déclaration du jury, Si, au contraire, elles étaient toutes écartées, il n'existait de tentative ni d'assassinat, ni même de meurtre; il n'existait pas de complicité, il n'y avait pour les juges la preuve légale d'aucun crime.

Les réponses du jury furent, sur la première question : oui, à la majorité de dix contre deux, *sans les circonstances;* sur la seconde, oui, à l'unanimité, *sans les circonstances.*

Quelles circonstances le jury avait-il entendu écarter? N'avait-il entendu écarter que la circonstance aggravante de la préméditation, comme la Cour d'assises l'avait pensé? Le doute étant au moins sérieux, ces réponses ne pouvaient autoriser la Cour d'assises à considérer que le jury s'était prononcé affirmativement sur l'existence des circonstances constitutives de la tentative et de la complicité. Puisque la question était restée indécise, aucune condamnation ne pouvait être régulièrement prononcée. La Cour devait, par arrêt, inviter le jury à rendre une décision exprimant plus catégoriquement sa pensée. 2 mai 1816, n° 27.

Le nommé Colombel était accusé d'une tentative d'assassinat. La question avait été ainsi posée au jury : L'accusé est-il coupable d'avoir commis une tentative d'homicide, laquelle a été manifestée par des actes extérieurs, suivis d'un commencement d'exécution, et n'a manqué son effet que par des circonstances fortuites ou indépendantes de la volonté de son auteur, avec les circonstances comprises dans le résumé de l'acte d'accusation, qui sont d'avoir commis cette tentative : 1° volontairement; 2° avec préméditation?

Cette question présentait tout à la fois, comme on le remarque, les circonstances constitutives de la tentative et la circonstance constitutive de l'assassinat. Le jury avait répondu : Oui, Colombel est coupable d'avoir commis une tentative d'homicide avec les circonstances comprises dans le résumé de l'acte d'accusation, qui sont d'avoir commis cette tentative : 1° volontairement; 2° avec préméditation.

Le jury ne s'était donc pas expliqué d'une manière claire et précise sur les circonstances constitutives de

la tentative. En avait-il ou n'en avait-il pas reconnu l'existence? Il y avait au moins doute à cet égard : aussi la Cour de cassation a-t-elle pensé, comme dans l'espèce précédente, que cette réponse ne pouvait pas autoriser une condamnation et que le jury aurait dû être invité, par arrêt, à en faire une autre. 30 mai 1816, n° 30.

17. Au reste, s'il est du devoir des Cours d'assises de s'arrêter devant une réponse douteuse et d'en ordonner une autre, il ne faut pas qu'elles créent le doute et qu'elles le supposent, lorsqu'il n'existe pas.

François Éloy, Louis-Marie Decombe et Antoine Cosson étaient accusés d'une tentative de crime. Deux questions avaient été posées au jury pour chacun des accusés : la première sur le fait non qualifié de la tentative du crime poursuivi; la seconde sur les circonstances qui la qualifiaient et la rendaient punissable. Le jury avait résolu affirmativement la première question et négativement la seconde. La Cour d'assises, considérant que ces réponses étaient équivoques et contradictoires, provoqua le jury à les reviser. Le jury modifia sa première déclaration et résolut affirmativement les questions qu'il avait résolues négativement dans sa première délibération, et les accusés furent condamnés.

La Cour de cassation annula l'arrêt de condamnation; elle déclara que la première réponse du jury ne présentait aucune ambiguïté, qu'elle était acquise aux accusés, et que, comme cette réponse avait refusé de reconnaître l'existence des circonstances constitutives de la tentative punissable, l'accusation était définitivement purgée.

Cet arrêt est profondément raisonnable et juridique. Il ressort évidemment du texte de la loi comme

de sa pensée, que l'on peut commettre une tentative de crime qui ne réunisse pas les caractères indiqués par l'art. 2 du Code. Or, il résultait clairement de la réponse du jury que, si les accusés s'étaient rendus coupables d'une tentative de crime, cette tentative ne réunissait pas les caractères légaux. Ils devaient donc être renvoyés des poursuites, puisque le fait dont ils étaient déclarés coupables, ne constituait ni crime, ni délit, ni contravention. La réponse du jury était claire et nette : la Cour d'assises ne pouvait pas la supposer douteuse et en provoquer une autre. 9 juillet 1829, n° 148.

Bernais père et fils étaient accusés d'une tentative de vol. Le jury, interrogé sur la question de savoir si la tentative d'un vol de blé commise au préjudice du sieur Garre, la nuit, à plusieurs, dans la grange dépendant de la maison habitée dudit Garre, avait été manifestée par des actes extérieurs, suivis d'un commencement d'exécution, et n'avait manqué son effet que par des circonstances fortuites et indépendantes de la volonté desdits Bernais père et fils, avait répondu : *Oui, et n'a manqué son effet que par des circonstances indépendantes de leur volonté.* Il est clair que cette réponse ne présentait pas d'équivoque : en effet, si la première partie de la réponse du jury n'était affirmative que sur l'existence des deux premiers caractères constitutifs de la tentative, la deuxième expliquait clairement que le troisième caractère se rencontrait dans l'espèce comme les deux autres. La Cour d'assises devait donc, sans hésiter, accepter cette déclaration du jury comme base régulière d'une condamnation; la Cour de cassation a reconnu qu'elle avait eu raison de ne pas la considérer comme équivoque. 13 janvier 1831, n° 4.

Il n'est guère vraisemblable qu'on ait désormais à se prononcer sur des réponses longues, complexes, ambiguës. Aujourd'hui, la réponse du jury est d'une extrême simplicité ; elle se résume habituellement en un mot, *oui* ou *non*. Si, cependant, on avait à étudier une réponse plus compliquée et plus embarrassée, il faudrait en déterminer la valeur par les principes que je viens de rappeler, ne pas créer le doute, mais, dans le doute, en provoquer une autre.

18. Dans quels termes la question de tentative doit-elle être formulée? Je donnerai le conseil d'employer les termes mêmes de la loi ; cependant, je considère qu'ils ne sont pas sacramentels et qu'ils peuvent être suppléés par des équivalents, pourvu que ces équivalents remplissent exactement les conditions mêmes de la loi.

Ainsi, dans une tentative de meurtre, si la question indique que l'accusé s'en est rendu coupable, *en tirant un coup de fusil*, elle exprime suffisamment que la tentative a été manifestée par un commencement d'exécution. 22 août 1811 (Dall., *Anc. Rec. alph.*, t. 12, 622; S., à sa date; *J. P.*, à sa date).

Il en sera de même si, dans une tentative d'avortement, la question indique que l'accusé s'en est rendu coupable par une violence exercée sur la femme dont l'avortement a été provoqué. 16 oct. 1817, n° 96.

Des auteurs enseignent que la Cour de cassation a renoncé à cette jurisprudence, et que, depuis longtemps, elle juge que les expressions de la loi ne peuvent être remplacées par des termes équipollents. Il m'a été impossible de découvrir les arrêts qui

ont permis à ces jurisconsultes d'affirmer que cette Cour ne persistait pas dans la doctrine de ses premiers arrêts.

Quoi qu'il en soit, il est sage de qualifier la tentative dans les termes mêmes de la loi et de poser ainsi la question au jury : — N... est-il coupable d'avoir, le (*indication au moins approximative de la date*), tenté de (*énonciation du crime dont la tentative est poursuivie*); laquelle tentative, manifestée par un commencement d'exécution, n'a été suspendue où n'a manqué son effet que par des circonstances indépendantes de la volonté de son auteur ?

Il ne faut pas croire que cette question soit entachée du vice de complexité parce qu'elle interroge le jury tout à la fois sur le commencement d'exécution et sur les causes interruptives du fait criminel : en effet, elle ne comprend pas deux faits distincts, dont l'un et l'autre exigent une réponse séparée. Le commencement d'exécution et les causes interruptives du crime ne sont, au contraire, que les éléments constitutifs et nécessaires d'un même fait. Sans eux, sans leur réunion, la tentative n'existerait pas, ou, du moins, elle ne pourrait pas être assimilée au crime. Le président de la Cour d'assises, en ne posant au jury qu'une seule question, comprenant tous les caractères constitutifs de la tentative du crime, objet de l'accusation, non-seulement ne pose pas une question complexe, mais ne fait que se conformer ponctuellement aux prescriptions de la loi, qui n'autorise pas la division de la question. 6 avril 1838 (Dall., 1838, 458; *J.P.*, à sa date); 23 avril 1846, n° 99; 3 juin 1847 (Dall., 1847, 4, 144; *J.P.*, 1849, t. 1, 476); 8 sept. 1853, n° 450.

ARTICLE 3.

Les tentatives de délits ne sont considérées comme délits que dans les cas déterminés par une disposition spéciale de la loi.

19. La tentative de délit n'est assimilée au délit que dans les cas déterminés par la loi.
20. Les tentatives de délit ne sont punissables que si elles sont accompagnées des circonstances déterminées dans l'article 2.—Dissentiment avec la Cour de cassation.
21. Les juges doivent s'expliquer sur les caractères de la tentative de délit.
22. Résumé.
23. Termes dans lesquels la tentative de délit doit être formulée.

19. Toute tentative de crime est assimilée au crime par l'art. 2. L'art. 3, au contraire, n'assimile les tentatives de délits aux délits que dans les cas déterminés par une disposition spéciale de la loi. C'est là une différence essentielle. Il faut, en effet, pour que la tentative de crime ne soit pas punie comme le crime même, que la loi l'ait ordonné formellement, ou tout au moins virtuellement. Il faut, au contraire, pour que la tentative de délit soit punie comme le délit, que la loi ait autorisé cette assimilation.

20. Existe-t-il encore une autre différence entre ces deux articles?

Dans l'art. 2, la loi a pris soin de déterminer les caractères constitutifs de la tentative du crime, tandis que, dans l'art. 3, elle n'indique pas ceux de la tentative du délit.

Faut-il en conclure que la loi n'a pas voulu assujettir les tentatives de délits aux règles posées dans l'art. 2, et que les juges peuvent déclarer l'existence

de la tentative d'un délit, sans rechercher si elle a été manifestée par un commencement d'exécution, et si elle n'a été suspendue ou n'a manqué son effet que par des circonstances indépendantes de la volonté de son auteur.

Il me paraît difficile de ne pas compléter l'art. 3 par l'art. 2. Cependant je dois reconnaître que la Cour de cassation a dit, dans l'arrêt du 26 septembre 1828, n° 285 : « Qu'on ne peut invoquer les règles générales du Code pénal sur les circonstances constitutives de la tentative de crime, dans les cas particuliers où la tentative du délit est assimilée au délit même ; que c'est un fait spécial que le législateur n'a point assujetti, dans l'art. 3 du Code pénal, aux règles posées dans l'art. 2 du même Code, » et qu'elle a même répété dans l'arrêt du 28 février 1851, n° 79, que « la disposition de l'art. 2 du Code pénal n'est relative qu'aux tentatives de crime, et que les tentatives de délit sont régies par des dispositions spéciales, ainsi que le porte l'art. 3 du même Code. »

Mais je ferai remarquer que la Cour de cassation, comme si elle reculait devant le principe qu'elle venait de poser, comme si elle sentait elle-même le besoin de donner d'autres appuis à sa décision, ajoutait, dans le premier arrêt, que si les circonstances constitutives de la tentative de crime devaient être soumises au jury, juge du fait, les tribunaux de police correctionnelle, étant juges du fait et du droit, en déclarant un prévenu coupable d'une tentative de délit, reconnaissaient nécessairement et virtuellement que les circonstances qui la caractérisent existaient dans la cause ; elle ajoutait, dans le second, que d'ailleurs l'arrêt attaqué déclarait que le caractère du délit d'escroquerie résultait, dans l'espèce, d'une ma-

nière incontestable, des tentatives multipliées des prévenus pour escroquer, en tout ou en partie, la fortune d'autrui; que ces tentatives, manifestées par un commencement d'exécution, n'avaient échoué que par des circonstances indépendantes de la volonté des prévenus.

Malgré ces arrêts, je persiste à penser que la tentative de délit n'est punissable que si elle a été manifestée par un commencement d'exécution, et si elle n'a été suspendue ou n'a manqué son effet que par des circonstances indépendantes de la volonté de son auteur.

21. J'ajoute que le jugement qui déclare un prévenu coupable de tentative de délit n'est correct que s'il s'explique formellement sur les circonstances constitutives de la tentative. Je n'admets pas que la décision qui les omet puisse être réputée satisfaire virtuellement à la loi.

22. En un mot, il faut, en matière de délit, comme en matière de crime, que la tentative réunisse les caractères déterminés par la loi; il faut, en outre, que le jugement déclare l'existence de ces caractères.

23. Les tribunaux correctionnels devront donc, s'ils adoptent mon opinion, qualifier ainsi la tentative de délit : *En conséquence, le tribunal déclare le nommé... coupable d'avoir, le* (indication au moins approximative de la date), *tenté de* (énonciation du délit poursuivi), *laquelle tentative, manifestée par un commencement d'exécution, n'a été suspendue ou n'a manqué son effet que par des circonstances indépendantes de la volonté de son auteur*. S'ils adoptent l'opinion contraire, ils se borneront à prendre la première partie de cette qualification.

ARTICLE 4.

Nulle contravention, nul délit, nul crime ne peuvent être punis de peines qui n'étaient pas prononcées par la loi avant qu'ils fussent commis.

24. La loi pénale ne dispose que pour l'avenir; conséquences.
25. Deux exceptions à ce principe.
26. Première exception, tenant au fond du droit; décret du 23 juillet 1810.
27. Suite. Jurisprudence de la Cour de cassation.
28. Le décret du 23 juillet 1810 est applicable à tous les changements de législation pénale.
29. Concours entre trois législations; jurisprudence.
30. Quelle est la plus douce des peines qui se trouvent en concours?—Distinction.
31. Entre peines de nature différente, la gravité se détermine par la nature de la peine; jurisprudence.
32. Entre peines de même nature, mais d'espèce différente, la plus douce est la moins élevée dans l'échelle des peines.
33. Entre peines de même nature et de même espèce, la plus douce est, s'il s'agit de peines corporelles, celle qui a le moins de durée, et, s'il s'agit de peines pécuniaires, celle qui est la moins élevée.—Dans ce cas, la gravité de la peine se détermine-t-elle par le maximum ou par le minimum?—Combinaison de ces deux termes.
34. Le décret du 23 juillet 1810 s'applique à la prescription du fait incriminé.
35. Deuxième exception, s'appliquant aux formes de procédure et de jugement, à la composition des tribunaux, à la compétence.
36. Formes de procédure et de jugement; jurisprudence.
37. Composition des tribunaux; jurisprudence.
38. Compétence; jurisprudence.
39. Jurisprudence de la Haute-Cour sur ces questions.
40. Comment faut-il entendre cette règle que le principe de

la non-rétroactivité des lois ne s'applique pas aux règlements et aux lois de police ?

24. La loi ne dispose que pour l'avenir; elle n'a pas d'effet rétroactif (C. Nap., art. 2). Aussi, un fait, quelque répréhensible qu'il soit en lui-même, ne peut-il être qualifié crime, délit ou contravention et puni comme tel qu'autant qu'il était expressément prévu et réprimé par la loi existante au moment où il a eu lieu. 23 oct. 1812, n° 229; 19 fév. 1813, n° 32; 13 fév. 1814 (S. 15, 59); 25 janv. 1816, n° 4; 20 sept. 1832, n° 362; 17 déc. 1836, n° 392.

25. Cependant, en matière criminelle, le principe de la non-rétroactivité des lois reçoit deux exceptions.

L'une tient au fond du droit; l'autre à la forme de procéder.

26. La première se fonde sur un texte précis, sur l'art. 6 du décret du 23 juillet 1810.

Cette disposition, après avoir rappelé que « les Cours et tribunaux appliqueront aux crimes et délits les peines prononcées par les lois pénales existantes au moment où ils ont été commis, » ajoute que «néanmoins, si la nature de la peine prononcée par le nouveau Code pénal est moins forte que celle prononcée par le Code actuel, les Cours et tribunaux appliqueront les peines du nouveau Code. »

Les peines du Code pénal, qui sont plus douces que les peines anciennes, vont donc avoir un effet rétroactif; elles deviennent applicables à des faits commis au moment où elles n'existaient pas.

Mais qui pourrait blâmer cette rétroactivité? La société, qui a cru pouvoir adoucir pour l'avenir la rigueur de certaines peines, n'obéit qu'à un sentiment d'humanité bien entendu, en voulant que cette faveur réagisse même sur ceux qui s'étaient exposés à un

châtiment plus sévère. Les coupables profitent de cette générosité ; ils n'ont pas à souffrir d'une mesure qui ne fait qu'adoucir leur condamnation.

27. Les principes du décret du 23 juillet 1810 ne peuvent qu'être approuvés ; les tribunaux qui se permettraient de les méconnaître ou qui oublieraient de les appliquer s'exposeraient à la censure de la Cour de cassation. 15 mars 1810, n° 37 ; 26 juillet 1811, n° 106 ; 20 mars 1812 ; n° 64 ; 14 juillet 1826, n° 136.

28. Le décret du 23 juillet 1810 a eu principalement en vue la mise en pratique du Code pénal. Il ne faut pas croire cependant qu'il ne doive recevoir d'application qu'au cas qu'il a spécialement déterminé, et que, dans les transitions de législations pénales qui se sont produites depuis 1810, on ait pu en méconnaître les principes et appliquer aux faits antérieurs à la loi nouvelle et jugés depuis la promulgation de cette loi les peines plus rigoureuses de la loi ancienne. Il a été universellement admis que la disposition du décret de 1810 devait être considérée comme une disposition générale, applicable à tous les changements de législations pénales.

Toutes les fois que deux législations pénales sont en concours, c'est donc la peine la moins dure qui doit être appliquée.

29. La question peut présenter plus de difficulté, si le concours s'établit entre trois législations, c'est-à-dire si, dans l'intervalle du fait au jugement, il a existé une législation plus douce que celle qui existait à l'époque de la perpétration du fait et que celle qui existe à l'époque du jugement. Cependant la jurisprudence n'a pas hésité à reconnaître que c'est la loi intermédiaire qui, dans ce cas, doit être appliquée.

Menchinucci avait été condamné par la Cour spéciale extraordinaire du département du Trasimène à la peine des travaux forcés à perpétuité, comme coupable d'un meurtre commis avant la réunion des États romains à l'Empire français. Cette Cour lui avait appliqué l'art. 304 du Code pénal, et elle avait fondé l'application de cette disposition sur ce que, d'après les anciennes lois du pays, le crime reconnu était passible de la peine de mort; elle avait voulu se conformer à l'art. 6 du décret du 23 juillet 1810, en appliquant celle des deux législations qui était la plus douce.

Mais il est à remarquer que le Code pénal de 1791, qui ne punissait le meurtre que de vingt ans de fers, avait été en vigueur dans les États romains depuis leur réunion à la France jusqu'à la promulgation du Code de 1810. Lorsque le Code de 1791 y avait été mis en activité, la consulte extraordinaire des États romains avait même rendu un arrêté, sous la date du 19 juillet 1809, dont l'art. 3 portait que les crimes commis avant la réunion seraient punis des peines du nouveau Code, si elles étaient moins sévères que celles qui étaient ordonnées par les lois du pays.

Le Code de 1791 avait donc irrévocablement anéanti les anciennes lois relativement à la peine du meurtre. Il n'était pas permis, sous le prétexte d'assurer l'exécution de l'art. 6 du décret du 23 juill. 1810, de les rechercher; la Cour du Trasimène devait s'arrêter au Code de 1791, en comparer la peine avec celle du Code pénal de 1810, et conséquemment ne condamner Menchinucci qu'à la peine de vingt ans de fers, cette peine étant moins forte que celle qui était prononcée par le Code pénal de 1810. 9 juillet 1813 n° 154; Conf., 1er oct. 1813, n° 211.

30. Un point essentiel à déterminer, et qui peut, quelquefois, présenter des difficultés sérieuses, c'est celui-ci : quelle sera la plus douce des peines qui pourront ainsi se trouver en concours?

Le concours peut s'établir entre peines de nature différente;

Entre peines de même nature et d'espèce différente;

Entre peines de même nature et de même espèce, mais de sévérités différentes.

31. Si le concours s'établit entre peines de nature différente, la gravité se détermine, dans ce cas, par la nature même des peines, comme le décret du 23 juillet 1810 l'indique littéralement : ainsi une peine afflictive et infamante est plus grave qu'une peine infamante; une peine infamante, plus grave qu'une peine correctionnelle; une peine correctionnelle plus grave qu'une peine de simple police. Il suit de là que, dans le concours d'une peine afflictive et infamante et d'une peine infamante, c'est cette dernière qui doit être appliquée; que dans le concours d'une peine infamante et d'une peine correctionnelle, c'est la peine correctionnelle qui doit être ordonnée, et que dans le concours d'une peine de police correctionnelle et d'une peine de simple police, c'est celle-ci qui doit être prononcée.

Ce principe ne cesserait pas d'être vrai, soit parce que la durée de l'incarcération, attachée à la peine correctionnelle, pourrait être plus longue que celle de l'incarcération attachée à la peine afflictive et infamante ou seulement infamante, soit parce que le minimum de l'amende de simple police serait plus élevé que celui de l'amende correctionnelle. Ces accidents ne changeraient pas la nature des peines qui seraient en concours, et, comme je l'ai déjà dit, lors-

que le concours s'établit entre peines de natures différentes, c'est la nature même des peines qui détermine celle qui doit être appliquée.

Ces principes me sont indiqués par les précédents de la jurisprudence.

Le nommé Renotte, accusé d'avoir exercé des violences et outrages envers l'un des juges de paix de la ville de Liége, lorsque celui-ci était dans l'exercice de ses fonctions, fut poursuivi par la voie du grand criminel. Le jury de jugement ayant déclaré Renotte convaincu des faits dont il était accusé, la Cour d'assises le condamna à deux années de détention et au carcan. Renotte se pourvut contre cet arrêt : il en demanda la cassation, sur le fondement que le fait qui lui était imputé n'était punissable, d'après le nouveau Code pénal, que de l'emprisonnement; que cette peine n'étant que correctionnelle, tandis que celle du Code de 1791 était infamante, c'était cette peine nouvelle qu'on devait lui appliquer, d'après l'art. 6 du décret du 23 juillet 1810, puisque cette peine, qui était en vigueur le jour de sa condamnation, était moins grave que celle qui punissait précédemment le fait dont il était déclaré coupable.

La Cour de cassation a accueilli ces moyens; elle a considéré que l'art. 7 de la 4e section du titre 1er de la 2e partie du Code pénal des 25 sept.-6 oct. 1791 punissant de la détention, c'est-à-dire d'une peine infamante, les outrages faits à un fonctionnaire public dans l'exercice de ses fonctions, tandis que, d'après le Code pénal de 1810, ce délit n'est punissable que d'un emprisonnement, c'est-à-dire d'une peine correctionnelle, c'était cette dernière peine qui devait être appliquée, parce que, a-t-elle dit, dans le concours d'une peine infamante et d'une peine correc-

tionnelle, cette dernière est évidemment celle qui doit être prononcée. La Cour ne s'est pas arrêtée à cette considération que la durée de la détention ne pouvait pas excéder deux ans, tandis que la durée de l'emprisonnement pouvait atteindre cinq années. 26 juill. 1811, n° 106.

La Cour de cassation s'est montrée fidèle aux mêmes principes dans l'espèce suivante :

Le nommé Galland-Allouard était inculpé d'avoir commis des dégradations et des usurpations sur un chemin communal de la commune de Beauvoir. Ce fait, au moment de son exécution, était puni par l'art. 40, titre II, de la loi des 28 sept.-6 oct. 1791, d'une amende de 3 à 24 fr., et était, conséquemment, de la compétence du tribunal correctionnel, puisque le maximum de cette amende était supérieur à celui des peines de simple police. Mais la loi du 28 avril 1832, qui a classé ce fait parmi les contraventions de simple police, réprimées d'une amende de 11 à 15 fr. par l'art. 479 du Code pénal, avait été promulguée avant qu'il fût jugé. La Cour de cassation, appelée à déterminer la peine qui devait être appliquée, ne s'est pas préoccupée du minimum des deux amendes : elle n'a envisagé que la nature du fait; elle a, en conséquence, décidé que la peine applicable était celle de l'art. 479 du Code pénal, le fait dont Galland-Allouard était inculpé ayant cessé d'être un délit et n'étant plus qu'une contravention de simple police. 18 janv. 1833, n° 16.

32. Si le concours s'établit entre deux peines de même nature mais d'espèce différente, comme entre les travaux forcés et la reclusion, la déportation et la détention, la gravité se détermine par la position plus ou moins élevée qu'elles occupent dans l'échelle

des peines. Les différents degrés des peines afflictives et infamantes sont : 1° la mort; 2° les travaux forcés à perpétuité; 3° la déportation; 4° les travaux forcés à temps; 5° la détention; 6° la reclusion (C. pén., art. 7); ceux des peines infamantes sont : 1° le bannissement; 2° la dégradation civique (C. pén., art. 8); ceux des peines correctionnelles sont : 1° l'emprisonnement, 2° l'amende (C. pén., art. 9). Il en est de même pour les peines de simple police (C. pén., art. 464).

33. Si le concours a lieu entre peines de même nature et de même espèce, mais de sévérités différentes, il est clair que, dans ce cas, s'il s'agit d'une peine qui prive de la liberté, la moins douce sera celle dont la durée sera la plus longue, et, s'il s'agit de l'amende, la peine la plus forte sera celle qui portera l'amende la plus élevée.

Ces dernières vérités, qui paraissent à l'abri de la controverse, méritent cependant quelques explications.

Il importe d'abord de rechercher ce qui servira, au point de vue où je suis maintenant placé, à déterminer la gravité de la peine. Sera-ce l'élévation du maximum? sera-ce celle du minimum? En d'autres termes, la peine sera-t-elle d'autant plus grave que son maximum sera plus élevé, quel que soit d'ailleurs l'abaissement de son minimum? ou, au contraire, la peine sera-t-elle d'autant plus grave que son minimum sera plus élevé, quel que soit d'ailleurs l'abaissement de son maximum?

J'explique ma pensée par quelques exemples.

Je suppose que le fait poursuivi soit puni, par l'une des lois en concours, de dix à quinze ans de travaux forcés, et par l'autre de cinq ans à vingt ans de la

même peine : quelle sera la plus douce de ces deux peines? quelle est celle qui devra être appliquée? Sera-ce celle dont le maximum n'est que de quinze ans, mais dont le minimum est de dix ans? Sera-ce celle, au contraire, dont le minimum peut être abaissé à cinq ans, mais dont le maximum est de vingt ans?

Je suppose que le fait poursuivi soit puni par l'une des lois en concours d'un emprisonnement de six mois à deux ans, et par l'autre d'un emprisonnement de six jours à cinq ans. Quelle sera la plus douce de ces deux peines? Quelle est celle qui devra être appliquée? Sera-ce celle dont le maximum n'est que de deux ans, mais dont le minimum est de six mois? Sera-ce, au contraire, celle dont le minimum est de six jours, mais dont le maximum est de cinq ans?

Je suppose, enfin, que le fait poursuivi soit puni par l'une des deux lois en concours d'une amende de 100 fr. à 1,000 fr., et par l'autre, d'une amende de 16 fr. à 2,000 fr., quelle sera la plus douce de ces deux amendes? Quelle est celle qui devra être appliquée?

La question me paraît de la plus sérieuse difficulté. Si l'une des deux lois que je suppose en concours est plus sévère à cause de l'élévation du maximum, elle est en même temps plus douce à cause de l'abaissement du minimum, et si l'autre est plus sévère à cause de l'élévation du minimum, elle est en même temps plus douce à cause de l'abaissement du maximum.

Quel parti prendre? Il me semble que le juge devrait nécessairement arriver à une sorte de combinaison des deux lois; il devrait, selon moi, appliquer la loi dont le minimum serait le moins élevé, sans pouvoir, dans l'application de cette loi, excéder le maxi-

mum de l'autre. Ainsi, je suppose que le juge ait à choisir entre une loi ancienne qui fixait le minimum des travaux forcés à cinq ans et le maximum à vingt ans, et une loi nouvelle qui fixe le minimum de la même peine à dix ans et le maximum à quinze ans; je considère que le juge devrait, dans ce cas, appliquer la loi ancienne, mais qu'il ne pourrait pas prononcer plus de quinze années de travaux forcés, le maximum de cette peine ayant été réduit à ce terme par la loi nouvelle. L'accusé serait en droit de faire ce raisonnement : « Lorsque j'ai commis l'action coupable pour laquelle je suis poursuivi, cette action était punie de cinq ans à vingt ans de travaux forcés; aujourd'hui, elle est punie de dix à quinze ans de la même peine. En refusant de rechercher si je ne peux être condamné qu'à cinq ans de travaux forcés, vous m'enlevez le bénéfice de la loi sous l'empire de laquelle je me suis rendu coupable, et vous ne pouvez m'enlever le bénéfice de cette loi qu'en donnant un effet rétroactif à la loi nouvelle : ce qui est prohibé par l'art. 2 du Code Napoléon. D'un autre côté, en prononçant contre moi une peine excédant quinze ans de travaux forcés, vous m'appliquez une peine qui n'existe plus pour le fait dont je me suis rendu coupable : ce qui est une violation manifeste du décret du 23 juillet 1810. »

Cette opinion a été présentée à la Cour de cassation, à l'occasion d'une affaire jugée le 1er février 1833, n° 29; mais la Cour ne l'a pas examinée; elle a cassé, par d'autres motifs, la décision qui lui était dénoncée. (Dall., 1833, 161). La question est donc encore sans précédents dans la jurisprudence de la Cour de cassation; du moins je n'en connais pas.

Au reste, on comprend que si la durée de la peine

ordonnée par le juge est autorisée par l'une et l'autre des lois qui se trouvent en concours, il importe peu de rechercher quelle est celle qui devait être appliquée, l'une et l'autre de ces lois permettant au juge de prononcer la peine dans les limites qu'il a déterminées. Ainsi l'a jugé la Cour de cassation dans l'espèce suivante :

Le Ray, reconnu coupable du fait de calomnie, avait été condamné par la Cour royale de la Guadeloupe à deux années d'emprisonnement, à deux cents francs d'amende et à la privation, pendant cinq ans, des droits mentionnés dans l'art. 42 du Code pénal, par application des art. 367, 371, 374 et 42 du même Code.

Le Ray se pourvut contre cet arrêt et prétendit qu'il violait le principe de la non-rétroactivité ; que le délit pour lequel on le condamnait était antérieur à la promulgation du Code pénal à la Guadeloupe, faite seulement au mois de février 1829, et que, suivant la loi ancienne, la peine de ce délit étant arbitraire, les juges auraient pu ne lui infliger qu'une réprimande, qu'une réparation publique.

La Cour de cassation a rejeté ce moyen : « attendu que les juges de la Guadeloupe avaient le droit de prononcer, pour les faits reconnus et admis par eux dans l'arrêt attaqué, la peine qu'ils ont appliquée au demandeur, et qui, d'après l'une et l'autre législation, pouvait être plus forte qu'elle ne l'a été ; qu'ainsi ils n'ont violé ni les anciennes lois, ni la loi nouvelle, ni les dispositions de l'art. 489 du Code pénal colonial, et qu'ils ont fait une juste application des art. 367, 371, 374 et 42 du Code pénal, ayant force de loi à la Guadeloupe. » 5 fév. 1830 (*J. P.*, 1830, 1.131).

34. La règle du décret du 23 juillet 1810 s'applique aussi à la prescription du fait incriminé : c'est ce que la jurisprudence a reconnu ; elle a considéré que les tribunaux doivent appliquer dans ce cas, comme dans ceux que j'ai précédemment étudiés, celle des deux législations qui est la plus favorable aux accusés ou aux prévenus, et qu'ainsi ils doivent les faire jouir du bénéfice de la prescription toutes les fois que le fait incriminé se trouve prescrit, soit d'après la loi existant à l'époque où il a été commis, soit d'après la loi du temps où la prescription est invoquée. 7 janv. 1813, n° 2.

35. La seconde exception à la non-rétroactivité des lois, en matière criminelle, s'applique, comme je l'ai déjà dit, à la forme de procéder, c'est-à-dire aux formes de l'instruction et des jugements, à la composition des tribunaux et même à la compétence.

Cette vérité a été reconnue par les autorités les plus respectables.

Le Pouvoir exécutif l'a prise pour base de sa résolution, dans l'arrêté du 5 fructidor an IX, relatif à un conflit d'attribution entre les autorités administrative et judiciaire du département de la Somme : « Tout ce qui touche, porte l'arrêté, à l'instruction des affaires, tant qu'elles ne sont pas terminées, se règle d'après les formes nouvelles, sans blesser le principe de non-rétroactivité, que l'on n'a jamais appliqué qu'au fond du droit. »

Le Pouvoir législatif l'a proclamée dans la loi du 18 pluviôse an IX, relative à l'établissement des tribunaux spéciaux, laquelle dispose, dans son art. 30, que « à compter du jour de la publication de la présente loi, tous les détenus pour crime de la nature de ceux mentionnés dans le titre 2, seront jugés par le tri-

bunal spécial : en conséquence, il est enjoint à tous juges de les y renvoyer, avec les pièces, actes et procédures déjà commencés ».

Le même principe est reproduit dans la loi du 23 floréal an X.

Les jurisconsultes les plus éminents l'ont admis, et la jurisprudence l'a toujours appliqué.

J'en trouve des preuves nombreuses dans les arrêts de la Cour de cassation.

36. En ce qui concerne les formes de l'instruction et des jugements, la Cour de cassation a reconnu, dans plusieurs circonstances remarquables, que les lois qui en créent de nouvelles sont, lorsqu'elles n'en ont pas autrement disposé, applicables, dès leur promulgation, aux affaires qui n'ont pas encore subi l'épreuve d'un jugement définitif.

Le nommé Lacombe était accusé d'un crime, commis antérieurement à la mise en activité du Code d'instruction criminelle; cependant la question soumise au jury avait été formulée suivant les prescriptions de ce Code. Lacombe s'en faisait un moyen de cassation, prétendant que la question aurait dû être rédigée dans les termes fixés par le Code de brumaire an IV, puisque ce Code réglait les formes de la procédure au moment du crime à raison duquel il était poursuivi.

La Cour de cassation a répondu « que si, pour le crime poursuivi sous le Code pénal de 1810, mais commis antérieurement, il faut appliquer la peine portée par le Code antérieur, dans le cas où elle est moins forte que celle du nouveau Code, il est certain que, pour l'instruction et la forme du jugement, il faut, au lieu de la procédure prescrite par le Code du 3 brumaire an IV, suivre celle qui est tracée dans le

Code d'instruction criminelle de 1808; que si le premier de ces Codes voulait qu'il y eût une déclaration distincte sur la moralité du fait, d'après les questions intentionnelles, celui de 1808 exige seulement que la question soit posée en ces termes : L'accusé est-il coupable, etc.; que dès que le jury a déclaré que l'accusé était coupable de tel crime, il a suffisamment prononcé sur la moralité du fait... » 26 juillet 1811 (Dall., *Jur. gén.*, t. 11, p. 472).

Yves Joffrenou, gérant du journal *le Réformateur*, avait été condamné, le 28 sept. 1835, par la Cour d'assises de la Seine, sur une déclaration du jury qui le reconnaissait coupable à la majorité. Joffrenou soutenait devant la Cour de cassation que cette réponse, suffisante pour des faits postérieurs à la loi du 9 sept. 1835, ne pouvait au contraire entraîner contre lui aucune condamnation. Il faisait remarquer que le fait pour lequel il était poursuivi, était antérieur à la loi du 9 sept. 1835, et que, sous la législation antérieure à cette loi, la réponse affirmative du jury ne pouvait devenir la base d'une condamnation que lorsqu'elle avait été rendue à la majorité de plus de sept voix. La Cour n'a pas admis ce moyen de cassation ; elle a jugé « que l'instruction et le jugement des affaires civiles et criminelles, se composant d'actes successifs, appartiennent à l'avenir en tout ce qui n'est pas actuellement consommé ; qu'ainsi, sans blesser le principe de la non-rétroactivité, les lois qui introduisent des formes nouvelles d'instruction et de jugement, lorsqu'elles n'ont pas autrement disposé, règlent par ces formes et soumettent à leur empire les affaires qui n'ont pas encore subi l'épreuve d'un jugement définitif; que la loi du 9 sept. 1835 porte que les art. 341, 345, 346, 347

et 352 du Code d'instruction criminelle *sont et demeurent rectifiés;* que parmi les rectifications qu'elle ordonne se trouve celle qui est relative au nombre des voix nécessaires pour former la décision du jury contre l'accusé; que cette loi, ne contenant pas d'exception à l'égard des affaires commencées et instruites antérieurement à sa promulgation, son effet doit naturellement s'étendre sur toutes celles qui n'étaient pas encore terminées; d'où il suit qu'en procédant au jugement de Joffrenou, traduit, le 28 septembre, devant la Cour d'assises, on a dû se conformer à tout ce qui est prescrit par la loi du 9 sept. 1835, et que l'arrêt attaqué a fait une juste application de cette loi, et n'a point violé l'art. 2 du Code civil. » 13 nov. 1835, n° 421. *Conf.*, 29 juillet 1853, n° 376.

Ces règles seront exactement suivies, à moins, comme je l'ai dit, que la loi nouvelle ne renferme quelque disposition qui les contrarie et y déroge.

Je citerai un exemple remarquable de cette dérogation.

La loi du 20 déc. 1815 substitua les Cours prévôtales aux Cours spéciales. Après avoir organisé pour l'avenir la compétence des Cours prévôtales, elle ajouta que ces Cours jugeraient les crimes de la compétence des Cours spéciales, commis antérieurement à sa promulgation. Mais quelles règles devait-on suivre dans l'instruction de ces affaires? Etaient-ce celles qui étaient suivies dans les Cours spéciales? Étaient-ce celles qui allaient être suivies dans les Cours prévôtales? La Cour de cassation a considéré que la lettre et l'esprit de la loi du 20 déc. 1815 permettaient de penser que le législateur avait voulu conserver aux accusés dont il s'agit les anciennes garanties qui réglaient la juridiction des Cours spé-

ciales, et qu'il avait entendu que l'instruction fût faite et la compétence jugée de la même manière et dans les mêmes formes qu'elles l'auraient été si ces Cours avaient encore connu des affaires dévolues aux Cours prévôtales. En conséquence, elle a jugé qu'il y aurait, dans ce cas exceptionnel, violation de l'art. 2 du Code Napoléon et de l'art. 4 du Code pénal, si ces informations étaient faites et réglées suivant les injonctions de la loi nouvelle. 19 juill. 1816, n°44; 6 sept. 1816, n° 60; 18 oct. 1816, n° 76; 14 nov. 1816, n° 81; 2 mai 1817, n° 35; 24 oct. 1817, n° 102.

57. En ce qui concerne la composition des tribunaux, la Cour de cassation a également reconnu qu'il faut comprendre les lois qui la règlent parmi celles qui sont applicables du jour de leur promulgation, aussi bien aux faits anciens qu'aux faits nouveaux.

La loi du 4 mai 1831, modifiant les art. 252 et 253 du Code d'instruction criminelle, a réduit les Cours d'assises de cinq à trois membres. Quoique cette loi fût devenue exécutoire, certaines Cours d'assises, dans l'ignorance du jour de la promulgation, continuèrent à se composer suivant le mode déterminé par le Code d'instruction criminelle. Leurs décisions ont été cassées; il n'a pas été tenu compte de ce que les faits sur lesquels elles avaient prononcé étaient antérieurs à la loi nouvelle. C'était, en effet, cette loi et non l'ancienne qui devait régler leur composition. 31 mars 1831, n° 66; 28 avril 1831, n° 97.

La Cour de cassation a fait l'application de ces mêmes principes dans l'espèce suivante.

Cette Cour, statuant en chambres réunies sur un second pourvoi, avait, par un arrêt de cassation du 18 avril 1837, renvoyé devant la Cour d'Orléans le procès suivi, à la requête du ministère public, contre

le nommé Blanchard. En exécution de cet arrêt, le procureur général avait fait citer Blanchard devant la chambre correctionnelle de cette Cour. Cette chambre s'était déclarée incompétente par le motif que, s'agissant d'un délit commis et d'un procès commencé avant la promulgation de la loi du 1^er^ avril 1837, c'était, aux termes de l'art. 2 de la loi du 30 juillet 1828, devant les chambres réunies qu'il fallait procéder. La Cour de cassation a improuvé cette manière de voir, par les considérations suivantes : elle a estimé, comme dans les espèces précédentes, « que le principe de la non-rétroactivité des lois ne s'applique qu'au fond du droit; que les lois de procédure et d'instruction sont obligatoires du jour de leur promulgation, aussi bien pour les procès déjà commencés que pour ceux qui prennent naissance depuis; qu'au nombre de ces lois il faut comprendre celles qui modifient l'organisation des tribunaux et règlent le degré d'autorité qui doit appartenir à leurs décisions ; que de telles lois, en effet, ne touchent pas au fond du droit et ne portent que sur la marche des procédures et sur la manière de les terminer; qu'il faut y comprendre, par conséquent, la loi du 1^er^ avril 1837, relative à l'autorité des arrêts rendus par la Cour de cassation après deux pourvois; que, par suite, tous les arrêts de cette Cour, intervenus postérieurement à cette loi dans les cas déterminés par son article 1^er^, même sur des procès introduits sous l'empire de la législation précédente, obtiennent, dès l'instant de leur prononciation, toute l'autorité que son article 2 leur attribue ; que la décision qu'ils contiennent sur le point de droit est souveraine et irréfragable, quant aux parties en cause et aux faits particuliers du procès, sans qu'il

soit désormais permis à la Cour de renvoi de les mettre de nouveau en question; que l'empire de ces principes s'étend sur les matières criminelles comme sur les autres; qu'on ne peut trouver un motif suffisant pour les y soustraire dans la disposition de la loi du 30 juillet 1828, d'après laquelle la Cour de renvoi doit suivre, quant à la peine à prononcer, l'interprétation la plus favorable à l'accusé; que cette disposition n'est point une loi pénale qu'on ne puisse cesser d'appliquer aux faits commis pendant qu'elle était en vigueur, sans violer le principe de la non-rétroactivité consacré par l'art. 4 du Code pénal et par l'art. 6 du décret du 23 juillet 1810; qu'elle était une conséquence de l'autorité exceptionnelle dont la loi du 30 juillet 1828 avait investi pour certains cas les chambres réunies des Cours d'appel et doit disparaître avec elle; qu'elle est aujourd'hui sans application possible, puisqu'elle suppose, dans la Cour de renvoi, le pouvoir de juger de nouveau le point de droit, pouvoir qui lui a été retiré par la loi nouvelle; que rien dès lors ne fait obstacle à ce que l'on applique la loi du 1^er^ avril 1837 dans toutes ses dispositions aux procès commencés avant sa promulgation, et spécialement dans celle de l'article 3, d'après laquelle la Cour d'appel, saisie de l'affaire après deux cassations, doit juger en audience ordinaire. 6 oct. 1837, n° 301.

38. Enfin, en ce qui concerne la compétence, la Cour de cassation a appliqué les mêmes principes dans les espèces suivantes :

Par ordonnance de la chambre du conseil du tribunal de Metz, du 8 févr. 1822, le nommé Delavie avait été mis en prévention d'avoir, le 6 janvier précédent, distribué à divers cultivateurs de la com-

mune de Batilly un petit livre imprimé, ayant pour titre : *Almanach du Peuple pour* 1822, contenant des passages qu'il savait outrageants pour la morale publique et religieuse. La chambre d'accusation de la Cour de Metz, saisie par cette ordonnance, en vertu de la loi du 26 mai 1819, alors encore en vigueur, et d'après laquelle le prévenu devait, en cas de charges suffisantes, être renvoyé à la Cour d'assises, ne rendit son arrêt pour le règlement de la compétence que quelques jours après la loi du 25 mars 1822, en conformité de laquelle elle renvoya le prévenu devant le tribunal de police correctionnelle, quoique le fait eût été commis sous l'empire de la loi du 26 mai 1819, et que la procédure eût été commencée et même conduite sous cette loi, jusqu'à l'arrêt de mise en prévention. Delavie se pourvut en cassation. Mais son pourvoi fut rejeté. Sur ce chef la Cour considéra « que dans le silence de la loi relativement à son effet sur le passé, le principe de la non-rétroactivité n'est applicable qu'au fond des droits acquis et à la punition des délits antérieurement commis, mais nullement aux règles d'après lesquelles ces droits et ces délits doivent être poursuivis devant les tribunaux; que s'il est également de règle que tout procès doit être jugé par le tribunal qui en a été d'abord légalement saisi, aussi longtemps que ce tribunal n'a pas été supprimé et que rien de contraire n'a été ordonné par la loi qui a établi une nouvelle compétence, ladite règle ne peut recevoir d'application à l'espèce actuelle, puisque, à l'époque de la promulgation de la loi du 25 mars 1822, aucun arrêt de renvoi n'avait encore été rendu par la chambre d'accusation, seul mode reconnu par les lois antérieures, de saisir la Cour d'assises, d'où il suit que, dans cet état de la

procédure, l'inculpé devait, d'après le changement de compétence introduit par la loi nouvelle du 25 mars 1822, être renvoyé à la police correctionnelle. » 10 mai 1822, n° 73.

L'art. 178 de l'ordonnance du 9 février 1827, concernant le gouvernement de l'île de la Martinique et celui de la Guadeloupe et de ses dépendances, avait attribué au conseil privé de la colonie la connaissance des appels formés contre les jugements rendus par les tribunaux de première instance sur les crimes relatifs à la traite des noirs. L'ordonnance du 1^er^ août 1827, rendue pour l'exécution de la loi du 25 ayril de la même année, enleva la connaissance de ces appels au conseil privé, et en ressaisit les tribunaux criminels de la colonie, suivant l'ordre de leur juridiction. Le procès fait au navire *la Sabine* avait commencé sous l'empire de l'ordonnance du 9 février 1827; un incident avait même été jugé, sous ce régime, par le tribunal de première instance et la commission d'appel. Mais lorsque la question du fond revint devant ces juridictions, l'ordonnance du 9 février 1827 avait été abrogée et remplacée par celle du 1^er^ août de la même année. Néanmoins, le conseil privé se déclara compétent pour en connaître, sur appel, sous le prétexte qu'il avait été, dans le principe, légalement saisi de ce procès, et que tout procès doit être jugé par le tribunal qui en a été légalement saisi, tant que ce tribunal n'est pas supprimé. La Cour de cassation annula cette décision; elle déclara qu'au milieu des changements qui interviennent dans la législation, il est de règle, à moins que le législateur n'en dispose autrement, que les procès criminels dans lesquels il n'y a pas de jugement définitif et en dernier ressort, doivent être con-

tinués dans les formes et devant les tribunaux nouvellement établis; qu'en matière de juridictions, lesquelles sont d'ordre public, il ne peut y avoir de droit acquis, et que le principe de la non-rétroactivité des lois criminelles n'est applicable qu'à la pénalité des délits commis antérieurement aux nouvelles lois. 16 avril 1831, n° 85.

Il importe de remarquer les motifs de cet arrêt, qui étend au delà des limites tracées par l'arrêt du 10 mai 1822, que j'ai cité d'abord, la rétroactivité des lois de procédure et de compétence. En effet, l'arrêt de 1822 paraît refuser un effet rétroactif à la loi nouvelle dans le cas où le tribunal, dont la compétence est abrogée, est saisi antérieurement à la promulgation de cette loi, si d'ailleurs il n'est pas supprimé. Il est de règle, reconnaît-il, que tout procès doit être jugé par le tribunal qui en a été d'abord légalement saisi, aussi longtemps que ce tribunal n'a pas été supprimé; et si la compétence de la Cour d'assises est niée dans cette première espèce, c'est que cette Cour n'avait pas été saisie avant la promulgation de la loi nouvelle. Au contraire, l'arrêt du 16 avril 1831 reconnaît que, dans le principe, la commission spéciale a été légalement saisie; il reconnaît de plus qu'elle a jugé compétemment un incident du procès; et néanmoins, il déclare qu'elle était incompétente pour statuer sur le fond du litige, parce que, depuis qu'elle a été saisie, depuis qu'elle a statué sur l'incident, l'ordonnance du 1^er^ août 1827 a rendu aux tribunaux criminels de la colonie la connaissance des crimes relatifs à la traite des noirs. Suivant cet arrêt, et dans des termes qui contredisent directement ceux de l'arrêt du 10 mai 1822, *il est de règle, à moins que le législateur n'en dispose au-*

trement, que les procès criminels, dans lesquels il n'y a pas de jugement définitif et en dernier ressort, doivent être continués dans les formes et devant les tribunaux nouvellement établis.

La théorie de cet arrêt me paraît préférable à celle de l'arrêt de 1822. Une fois qu'il est admis que les lois de procédure et de compétence ont un effet rétroactif, il faut, ce me semble, admettre qu'elles opèrent dès qu'elles sont rendues exécutoires : leur vertu ne peut être paralysée que par un jugement définitif et en dernier ressort. Ce n'est pas l'acte qui saisit le tribunal qui fait sa compétence, elle vient de plus haut : elle vient de la loi. Or, qu'importe qu'une citation, qu'une ordonnance du juge, qu'un arrêt de la chambre des mises en accusation ait saisi une juridiction, si la loi enlève à cette juridiction sa compétence? La citation, l'ordonnance, l'arrêt, ne saisissent le juge qu'à la condition qu'il sera compétent. Sa compétence défaillant, il est clair que la citation, l'ordonnance, l'arrêt, demeurent sans puissance. Ne serait-il pas singulier qu'un acte d'instruction eût le pouvoir d'arrêter la marche de la loi? Et que dirait-on, si, postérieurement à l'acte qui a saisi le juge, non-seulement la compétence du juge, mais le juge lui-même disparaissait? l'acte d'instruction aurait-il donc la puissance de prolonger sa vie officielle? Sans doute l'arrêt du 10 mai 1822 reconnaît que le tribunal, s'il est supprimé, ne pourra pas juger; mais de quel principe s'autorise-t-il pour lui maintenir le pouvoir de juger *aussi longtemps qu'il n'aura pas été supprimé?* Est-ce que le juge qui perd une partie de sa compétence n'est pas supprimé partiellement? Est-ce que cette suppression partielle ne produit pas, en ce qui la concerne spécialement, les

mêmes effets que la suppression complète? Le juge ne tient ses pouvoirs que de la loi, la loi les lui retire tous; il cesse d'être juge : la loi ne lui en retire-t-elle qu'une partie? sans doute, il reste juge pour les litiges qui demeurent soumis à sa compétence; mais il cesse de l'être pour les autres. Je crois donc fermement que c'est avec raison que la Cour de cassation a modifié, dans l'arrêt du 16 avril 1831, les principes de l'arrêt du 10 mai 1822. J'aurai l'occasion de remarquer qu'elle a persisté dans cette jurisprudence, qui me paraît seule conforme aux vrais principes.

Par décret de l'Assemblée nationale du 24 juin 1848, Paris fut mis en état de siége, et, par décret du 27 du même mois, il fut donné compétence aux conseils de guerre à l'égard de tous les individus prévenus d'avoir pris part au mouvement insurrectionnel du 23 juin et jours suivants, qui, n'étant pas compris dans la mesure ordonnée par l'art. 1^er^ du même décret, devraient être mis en jugement. On a cherché à soutenir que la compétence des conseils de guerre ne pouvait pas concerner ceux qui étaient accusés de faits insurrectionnels antérieurs à la promulgation du décret, sous le prétexte que les lois n'ont pas d'effet rétroactif. Cette prétention a été repoussée par la Cour de cassation, qui a reconnu, dans cette circonstance, comme dans les circonstances analogues, que les lois de procédure, d'instruction et de compétence sont obligatoires du jour de leur promulgation, et qu'elles régissent les procès commencés comme les procès à naître. 12 oct. 1848, n° 251. — Conf. 9 nov. 1848, n° 272; 13 mars 1850, n° 86.

Le décret du 24 mars 1852, disciplinaire et pénal pour la marine marchande, a institué, dans son

art. 9, des tribunaux maritimes commerciaux pour connaître des délits maritimes, qu'il prévoit et punit. Dubourg, capitaine du navire *la Victorine*, fut poursuivi, sous l'inculpation de l'un des délits réprimés par ce décret. Traduit, à raison de ce fait, devant le tribunal commercial maritime du Havre, ce tribunal s'est déclaré incompétent, par le motif que les faits avaient eu lieu à une époque où le décret n'avait pas encore été rendu exécutoire. Par suite de ce dessaisissement, Dubourg ayant été traduit devant le tribunal correctionnel du Havre, ce tribunal s'est, à son tour, déclaré incompétent, par cette raison que le principe de la non-rétroactivité des lois ne s'applique pas aux lois d'instruction et de compétence. La Cour de cassation, ayant été saisie de ce conflit négatif par voie de règlement de juges, a reconnu la compétence du tribunal commercial maritime, par cette considération que les lois de compétence saisissent tous les faits qu'elles embrassent, que ces faits soient antérieurs ou postérieurs à leur publication, et qu'on ne saurait y appliquer les principes de non-rétroactivité concernant la pénalité ou le fond du droit. 5 nov. 1852, n° 358.—Conf. 27 janv. 1855, n° 24.

Suivant l'ancien art. 200 du Code d'instruction criminelle, les appels des jugements rendus en matière correctionnelle étaient portés des tribunaux d'arrondissement au tribunal du chef-lieu judiciaire du département; c'était du moins la règle générale. La loi du 13 juin 1856 a, dans son art. 1^er^, modifié cette disposition et attribué tous les appels à la Cour impériale.

Au moment de ce changement de législation, le tribunal supérieur de Montbrison était saisi d'un appel

formé par le ministère public contre un jugement correctionnel rendu par le tribunal de Roanne, dans la poursuite dirigée contre Jean Rullière. Avant que la loi fût exécutoire à Montbrison, des témoins avaient été cités à la diligence du ministère public; mais lorsque l'affaire vint à l'audience, la loi était exécutoire. Le ministère public soutint que le tribunal de Montbrison ne pouvait plus retenir l'affaire, et qu'il était devenu incompétent. Le tribunal rejeta les conclusions du procureur impérial. La Cour de cassation a annulé cette décision. 12 sept. 1856, n° 313.

Cet arrêt est d'autant plus remarquable qu'il est en contradiction avec les principes de l'arrêt du 10 mai 1822, et qu'il confirme ceux de l'arrêt du 16 avril 1831, qui, comme je l'ai dit plus haut, me paraissent préférables. Il considère « qu'on ne peut étendre les dispositions de l'art. 2 du Code Napoléon aux formes de procéder et aux règles de compétence, qu'autant qu'il est intervenu un *jugement définitif* sur le fait poursuivi; que ce serait violer l'ordre des juridictions et mettre un obstacle quelquefois insurmontable au jugement des procès, que d'en retenir la connaissance à des juridictions abolies ou dépourvues des moyens de lui donner une solution conforme à la volonté du législateur. » Conf., 27 déc. 1856, n° 409.

Ce sont en définitive ces principes que les tribunaux devront suivre : est-il nécessaire d'ajouter qu'ils devront surtout les observer lorsqu'ils seront écrits dans la loi? J'en trouve un exemple assez remarquable dans la jurisprudence. Le nommé Legendre, traduit devant le tribunal correctionnel de Bourges, comme prévenu d'avoir, dans un lieu public, proféré

des paroles grossières et offensantes, appliquées à la personne du roi, avait été condamné, par jugement du 2 juin 1819, à trois mois d'emprisonnement et à cinquante francs d'amende. Il interjeta appel, et soutint devant la Cour de Bourges que, la loi du 26 mai 1819, qui attribuait aux Cours d'assises la connaissance du délit dont il était prévenu, ayant été publiée à Bourges avant le jugement qui avait prononcé sur les poursuites, ce jugement devait être réformé, et que, conformément aux art. 13 et 14 de la loi du 26 mai, la prévention devait être renvoyée devant la chambre d'accusation. La Cour de Bourges rejeta l'exception d'incompétence ; mais la Cour de cassation annula cet arrêt, en déclarant qu'aux termes de l'art. 30 de la loi du 26 mai, la juridiction correctionnelle ne pouvait demeurer compétente que dans le seul cas où, lors de la publication de cette loi, il aurait été rendu un jugement définitif sur le fond des poursuites. 25 nov. 1819, n° 124.

39. La haute Cour, dans ses arrêts des 8 mars 1849 (Dall., 1849, 1.53) et 13 mars 1850 (Dall., 1850. 1.95), a suivi les mêmes principes que la Cour de cassation sur la rétroactivité des lois de procédure et de compétence.

40. On a soutenu, qu'en raison du principe que la loi ne dispose que pour l'avenir et qu'elle n'a pas d'effet rétroactif, les lois de police et de sûreté et les règlements de police ne peuvent pas modifier les anciens usages et les anciennes possessions, et qu'ils doivent, au contraire, respecter ces prétendus droits acquis, quelque contraires qu'ils soient à l'intérêt et à l'ordre publics.

Nier cette vertu à ces lois et à ces règlements, c'est tout à la fois abuser du principe de la non-rétroac-

tivité des lois et méconnaître le droit de défense qui appartient à la société et qui ne peut jamais être prescrit contre elle.

Ce qui est vrai, c'est que les lois ne peuvent pas avoir la puissance rétroactive de convertir des faits, qui se sont accomplis innocemment, en faits réprouvés et punissables.

Mais ce qui cesse d'être vrai, c'est que les lois ne puissent pas transformer, pour l'avenir, en infractions condamnables, des actes qui, jusque-là, n'avaient pas été défendus. En quoi, dans ce cas, la loi est-elle rétroactive? Elle ne punit pas le fait ancien, elle ne punit que le fait nouveau; elle respecte le passé, elle n'opère que sur l'avenir; deviendra-t-elle rétroactive, si, pour obtenir ce résultat, elle réforme d'anciens usages ou ne tient pas compte d'anciennes possessions? Mais est-ce que la société est déchue du droit de prendre des mesures de sûreté et de police, parce qu'elle a cru pouvoir les négliger pendant un temps plus ou moins long? est-ce qu'elle a perdu le droit de se défendre parce qu'elle s'est laissé attaquer?

« Ainsi, comme le disait M. le procureur général Dupin à l'audience du 9 déc. 1836, lorsque la loi du 16 fév. 1834 est venue réglementer et soumettre à une autorisation préalable la profession de crieur public, aurait-on pu soutenir que tout ce qui avait déjà eu son commencement sous le régime précédent de liberté absolue avait droit de continuer et de se renouveler chaque jour? Les crieurs en possession du fait d'exercer cette profession auraient-ils pu dire qu'on leur enlevait un droit acquis? Aurait-on pu soutenir que les imprimés publiés et criés jusqu'au jour de la promulgation de la loi nouvelle échappaient à se

prescriptions et qu'ils avaient droit acquis d'être criés dans les rues comme par le passé? Évidemment non; et la loi a reçu, sans contestation, une application générale. Il en a été de même de la loi de 1834 sur les armes de guerre et sur les armes prohibées. Ne serait-il pas ridicule, en effet, lorsqu'une loi intervient pour défendre la mise en vente ou le port de telles ou telles armes dangereuses, par exemple, des armes à vent ou des cannes-fusils, ne serait-il pas ridicule qu'on prétendît avoir un droit acquis pour toutes celles qui auraient été fabriquées ou acquises avant la loi, et qu'on pût continuer à les vendre ou à les porter librement? » Dupin, *Réquisitoires et discours*, t. 4, p. 385.

Ces principes, qui tiennent si profondément à l'ordre social, ne pouvaient pas manquer d'être sanctionnés par la Cour de cassation.

Je choisirai, dans sa jurisprudence, les trois exemples suivants: il s'agit, dans le premier, d'une loi de police et de sûreté; dans les deux autres, d'un règlement de police.

Dans la première espèce, la question présenta bien quelque difficulté, mais elle fut, en définitive, résolue comme le demandaient la raison et les principes.

Lemière, traduit devant le tribunal correctionnel de la Seine, pour avoir, postérieurement à la loi du 9 sept. 1835, exposé, en vente, sans autorisation du ministre de l'intérieur, une lithographie intitulée : *Sujet gracieux*, fut renvoyé de l'action du ministère public, «attendu que cette gravure avait été déposée en 1833, conformément à la loi alors en vigueur, et qu'il avait acquis par là le droit de la publier et de la vendre; que l'art. 20 de la loi du 9 sept.

1835 ne disposait que pour l'avenir; qu'il ne contenait aucune disposition relative aux gravures publiées. »

La Cour de Paris, par arrêt du 21 juillet 1836, infirma ce jugement et condamna Lemière à un mois d'emprisonnement, 100 francs d'amende et aux frais.

Lemière se pourvut contre cette décision. La chambre criminelle rendit, le 18 oct. 1836, un arrêt de partage; mais, le 9 décembre suivant, elle rejeta le pourvoi de Lemière : « Attendu que les lois de police et de sûreté qui ont pour objet essentiel de concilier le libre exercice des droits des citoyens avec l'intérêt imprescriptible de l'ordre public et des bonnes mœurs, dérogent par leur nature, et sans qu'il soit besoin d'une disposition expresse, à toute possession et usages qui seraient contraires à ce qu'elles prescrivent; qu'on ne saurait objecter utilement que ces possessions et usages constituent des droits acquis, et que de tels droits ne peuvent être modifiés par la loi, puisque les lois dont il s'agit n'interviennent que pour donner des règles nouvelles à l'exercice et à la jouissance de ces possessions et usages; qu'il suit de là que les lois de police et de sûreté obligent les citoyens du jour de leur publication; attendu que la loi du 9 sept. 1835 est une loi de police et de sûreté; attendu que l'art. 20 de cette loi, en défendant de publier, exposer ou mettre en vente aucune gravure ou lithographie sans l'autorisation du Gouvernement, ne fait aucune distinction entre les gravures ou lithographies qui auraient été déclarées et déposées avant cette loi, et celles qui l'auraient été depuis; que cette loi doit donc régir tous les faits de la nature de ceux qu'elle prévoit, lorsqu'ils ont eu lieu sous son empire; que la mise en vente et l'exposition de gravures ou lithographies

étant des faits qui se renouvellent chaque jour, tombent naturellement sous l'empire de cette loi, quand ils ont eu lieu depuis sa promulgation ; qu'elle les atteint sans violer le principe de la non-rétroactivité des lois, puisqu'elle n'ordonne pas d'appliquer les peines qu'elle porte à des faits antérieurs à sa promulgation ; que le préjudice qui peut résulter, pour quelques-uns, de l'exécution de ses dispositions préventives ne saurait constituer un effet rétroactif, incompatible avec les principes de notre droit public, puisque, autrement, le législateur se trouverait dans l'impossibilité, pour l'avenir et dans l'intérêt public, de restreindre ou de modifier jamais l'exercice d'aucun droit ou d'aucune action, et de pourvoir ainsi aux plus pressants besoins de la société. » (Dall., 1837,61.)

Les habitants de Dunkerque étaient, depuis longtemps, en possession du droit de placer des bornes devant leurs maisons; mais l'autorité municipale crut un jour nécessaire de défendre cet usage ; et, en conséquence, le maire prit un arrêté enjoignant d'enlever les bornes qui existaient et défendant d'en placer de nouvelles. Le sieur Coppens refusa ou négligea d'enlever les bornes qui avaient été placées sur la façade de sa maison; il fut poursuivi ; le tribunal le renvoya des poursuites, sous le prétexte qu'il y aurait rétroactivité si l'arrêté lui était appliqué. Cette décision fut annulée par la Cour de cassation, qui reconnut que le maire de Dunkerque avait pu, dans l'intérêt général et dans le but d'assurer la commodité du passage, interdire les bornes déjà existantes. 30 juin 1836, n° 210.

On lit dans cet arrêt *que le principe de la non-rétroactivité des lois ne peut s'appliquer aux règlements de simple police*. Cette formule, qui est aussi fausse dans

sa rédaction que juste dans le principe qu'elle se propose de résumer, ne doit s'entendre qu'en ce sens que, malgré les possessions anciennes et les usages reçus, l'autorité municipale a le droit de prendre tous les arrêtés de police que réclament les nouveaux besoins de la commune.

L'autorité municipale de Pont-Audemer s'était, pendant longtemps, abstenue de réglementer les maisons de prostitution. Lorsque la femme Gallon ouvrit la sienne, aucun règlement de police ne lui imposait le devoir de se munir d'un permis spécial. Plus tard, le maire sentit la nécessité de réglementer cette partie de la police, et, en conséquence, il défendit d'ouvrir aucune maison de tolérance sans une autorisation expresse. La femme Gallon refusa ou négligea de s'en pourvoir, et continua à ouvrir la maison de prostitution qu'elle dirigeait; elle fut poursuivie; le tribunal de police la renvoya des poursuites sous le prétexte qu'elle était couverte par le principe de la non-rétroactivité des lois, en ce qu'elle était, avant l'arrêté, en possession du droit d'ouvrir une maison de tolérance. La Cour de cassation annula cette décision; elle considéra que le règlement de police avait pu transformer pour l'avenir en contraventions et rendre punissables des faits qui avaient été précédemment tolérés, et qu'ainsi la femme Gallon avait commis une contravention pour avoir, depuis la publication du règlement, tenu ouverte sa maison de prostitution, sans en avoir obtenu l'autorisation spéciale. 25 février 1858, n° 68.

ARTICLE 5.

Les dispositions du présent Code ne s'appliquent pas aux contraventions, délits et crimes militaires.

41. Les Codes militaires ne seront examinés que dans leurs rapports avec les tribunaux ordinaires.
42. Distinction entre les infractions militaires proprement dites et les infractions militaires qui n'ont ce caractère qu'à raison de la qualité de celui qui les commet.
43. L'article 5 n'a en vue que les premières.
44. Peines que les tribunaux ordinaires devront appliquer lorsqu'ils seront saisis de la connaissance d'un fait militaire.
45. Questions auxquelles a donné lieu l'art. 5 du Code pénal.
46. Tentative. Jurisprudence.
47. Complicité.
48. Circonstances atténuantes.
49. Récidive. Jurisprudence.
50. Conséquences légales des peines de droit commun prononcées par les tribunaux militaires. Jurisprudence.

41. Il ne m'appartient pas de faire, à propos de cet article, le commentaire des Codes de justice militaire. Mais, comme les tribunaux ordinaires peuvent être appelés, dans certaines circonstances, à en faire l'application, je rappellerai les dispositions qu'il leur est le plus essentiel de connaître.

42. Il faut, avant tout, savoir que les infractions qui peuvent être commises par des individus appartenant à l'armée de terre ou à l'armée de mer se divisent en deux classes fort distinctes : les unes sont les infractions militaires proprement dites, celles qui concernent les devoirs spéciaux et particuliers du soldat ou du marin, la discipline et la moralité de l'armée; les autres sont les infractions du droit com-

mun, celles qui concernent les devoirs sociaux du citoyen, et qui ne sont considérées comme infractions militaires qu'à raison de la qualité de celui qui les commet. Les premières sont prévues et punies par la législation spéciale, les Codes de justice militaire ; les autres, par la loi ordinaire, le Code pénal.

43. C'est des premières que l'article que j'étudie a entendu parler. C'est de celles-là seulement qu'il a pu dire et qu'il a dit que les dispositions du Code pénal ne leur étaient pas applicables ; il n'a pu vouloir parler des secondes, puisque c'est ce Code qui les régit.

44. Lorsque les tribunaux ordinaires serontsaisis, dans les cas autorisés par la loi spéciale (Code de justice militaire pour l'armée de terre, art, 76 ; Code de justice pour l'armée de mer, art. 103), d'un fait imputé à un individu appartenant ou à l'armée de terre ou à l'armée de mer, ils devront appliquer à cet accusé ou à ce prévenu l'une ou l'autre des pénalités, exceptionnelle ou ordinaire, selon que le crime ou le délit concernera les devoirs spéciaux du soldat ou du marin, ou les devoirs généraux du citoyen (Code de l'armée de terre, art. 196, 267 ; Code de l'armée de mer, art. 253, 364).

S'agira–t-il de crimes et délits militaires ou maritimes proprement dits, c'est-à-dire de trahison, d'espionnage, d'embauchage, de crimes ou délits contre le devoir militaire ou maritime, de révolte, d'insubordination, de rébellion, d'abus d'autorité, d'insoumission, de désertion à l'intérieur, à l'ennemi ou en présence de l'ennemi, de détournement, de mise en gage et de vente d'effets militaires, de vol militaire ou maritime, de pillage, de destruction ou dévastation d'édifices ou de matériel naval, de faux en ma-

tière d'administration militaire ou maritime, d'usurpation d'uniformes, de costumes, d'insignes, de décorations et médailles ou de délits commis par les marins du commerce dans leurs rapports avec les bâtiments de l'Etat, les tribunaux appliqueront les peines spéciales (Code de l'armée de terre, art. 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 236, 237, 238, 239, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266; Code de l'armée de mer, art. 262 à 363).

S'agira-t-il de crimes et délits ordinaires, de crimes et délits non prévus par le Code de justice militaire, les tribunaux appliqueront à l'accusé ou au prévenu militaire ou marin, les peines portées par les lois ordinaires (Code de l'armée de terre, art. 267; Code de l'armée de mer, art. 364).

Je ne ferais pas remarquer que, lorsque les tribunaux ordinaires appliquent à l'accusé ou au prévenu militaire ou marin les peines de la loi spéciale, ils n'en doivent pas moins appliquer au complice non militaire ou marin les peines du droit commun, si je n'avais pas à indiquer certains cas dans lesquels la peine portée contre le complice non militaire ou marin est, contrairement à la règle générale, celle de la loi militaire ou maritime. Ces cas concernent les pillages, destructions et dévastations d'édifices (Code de l'armée de terre, art. 268, 251 à 255; Code de l'armée de mer, art. 335 et suivants), et les achats et recels des effets militaires (Code de l'armée de terre, art. 247; Code de l'armée de mer, art. 329).

Voilà tout ce que j'avais à dire sur les Codes de justice militaire.

45. L'art. 5 du Code pénal a donné lieu à plusieurs questions intéressantes.

Devait-on appliquer aux militaires ou aux marins les règles ordinaires de la tentative, de la complicité, des circonstances atténuantes, de la récidive? Quelles étaient les conséquences légales des peines du droit commun prononcées contre les militaires ou les marins?

46. Avant les Codes de Justice militaire, les règles de la tentative pouvaient-elles être appliquées aux crimes et délits commis par les militaires ou marins?

On avait fait une distinction : on avait reconnu que ces règles étaient applicables aux militaires ou marins poursuivis pour un crime ou un délit de droit commun, mais non à ceux qui étaient poursuivis pour un crime ou délit militaire.

Il avait même été jugé qu'il n'était pas permis de combiner l'art. 2 du Code pénal et la loi militaire pour convertir en crime militaire la tentative d'un crime de droit commun. La tentative pouvait bien être punissable; mais elle ne l'était que d'après les dispositions et par les peines du droit commun.

Voici deux espèces dans lesquelles ces principes ont été reconnus par la jurisprudence.

Aucune des si nombreuses lois qui régissaient l'armée de terre avant le Code de justice militaire ne punissait la tentative de voies de fait envers un supérieur. Cependant le 2e conseil de guerre de la 5e division militaire, combinant la loi militaire et l'art. 2 du Code pénal, avait déclaré le cavalier Bucaille coupable de ce fait et l'avait condamné à la peine de mort. Un pourvoi fut formé sur l'ordre du garde des sceaux,

dans l'intérêt de la loi et celui du condamné. La Cour de cassation jugea que l'art. 5 du Code pénal, qui déclare inapplicables aux contraventions, délits et crimes militaires les dispositions de ce Code, ne permettait pas de combiner avec les prescriptions de la loi spéciale qui régissait les délits militaires, les prescriptions de l'art. 2 du même Code. Le jugement fut cassé. 13 nov. 1852, n° 369.

C'est en s'appuyant sur les mêmes principes que la Cour de cassation a jugé qu'il n'était pas possible de faire d'une tentative de viol un crime militaire.

Le 2e conseil de guerre de la 13e division militaire, après avoir déclaré le fusilier Glieur coupable d'une tentative de viol, l'avait condamné à la peine militaire de huit ans de fers et de la dégradation, conformément aux art. 1er, titre 5, de la loi du 22 prairial an IV et 21, titre 8, de la loi du 21 brumaire an V.

Il est à remarquer que la loi du 21 brumaire an V, dont la pénalité avait été appliquée à Glieur, ne punissait que le viol consommé. Le conseil de guerre n'avait donc pu appliquer les peines de cette loi à la tentative de viol qu'en supposant qu'aux termes de l'art. 2 du Code pénal la tentative pouvait être assimilée au crime. Un pourvoi fut formé sur l'ordre du garde des sceaux. La Cour de cassation reconnut que la tentative de viol n'était pas punie, comme le crime de viol, par le Code pénal de l'armée, et qu'elle formait un crime particulier qui ne trouvait sa répression que dans la loi ordinaire, c'est-à-dire qu'elle a jugé qu'il n'était pas permis de combiner la loi militaire avec l'art. 2 du Code pénal, pour imprimer à la tentative de viol le caractère d'un crime militaire, puni de huit ans de fers et de la dégradation. 21 janvier 1854, n° 17.

Ces questions ne peuvent plus se présenter, les Codes de justice militaire disposant pour l'armée de terre (art. 202) et pour l'armée de mer (art. 260), que les articles 2 et 3 du Code pénal sont applicables, indistinctement à toutes les infractions militaires ou maritimes, à moins que la loi n'y déroge formellement. C'est, selon moi, une très-notable amélioration.

47. Les mêmes Codes ont pris également soin de s'expliquer sur la complicité (art. 202, 260); ils admettent, en justice militaire, l'application des art. 59, 60, 61, 62, 63 du Code pénal, et ne font, sur ce point, que confirmer la jurisprudence.

48. Les militaires ou les marins pouvaient-ils jouir, sous l'empire de la loi ancienne, du bénéfice des circonstances atténuantes?

C'était une grave question. Une distinction servait à la résoudre.

Le militaire ou le marin était-il poursuivi pour un fait de droit commun et puni des peines ordinaires, on admettait que les tribunaux, empruntant, dans ce cas, les peines du Code pénal, ne les empruntaient qu'avec le caractère qui leur était propre; on reconnaissait en conséquence que les militaires ou marins, poursuivis pour des crimes ou des délits de cette nature, pouvaient jouir de la faveur des circonstances atténuantes.

Le militaire ou le marin était-il, au contraire, poursuivi pour une infraction militaire ou maritime, punie par la législation exceptionnelle, le bénéfice des circonstances atténuantes ne pouvait pas lui être concédé par ses juges.

La question s'est présentée plusieurs fois sous ce dernier aspect à la Cour de cassation, et la Cour n'a

jamais hésité à refuser, soit aux tribunaux de l'armée de terre, soit à ceux de l'armée de mer, le droit d'appliquer l'art. 463 du Code pénal aux militaires ou marins condamnés pour des faits spéciaux à des peines spéciales. 2 mars 1833, n° 83 ; 11 avril 1834, n° 107 ; 16 mars 1844, n° 106.

Les Codes de justice militaire ne laissent à ces précédents judiciaires qu'un intérêt bien secondaire. Ils ont résolu la question aux deux points de vue que j'ai indiqués plus haut.

D'une part, ils disposent formellement (pour l'armée de terre, art. 267, pour l'armée de mer, art. 364) que, lorsque les tribunaux appliqueront les peines portées par les lois pénales ordinaires aux crimes et délits qu'ils ne prévoient pas, il pourra être fait, dans tous ces cas, s'il existe des circonstances atténuantes, application de l'art. 463 du Code pénal.

D'autre part, ils indiquent avec un soin minutieux, parmi les infractions militaires ou maritimes proprement dites, celles dont les peines peuvent être adoucies à raison des circonstances atténuantes. Les Codes de justice militaire ont procédé à cet égard avec une grande réserve ; on ne peut que s'en féliciter. Il est sans doute légitime que la rigueur de la loi s'affaiblisse lorsque les mœurs publiques le permettent. Mais la discipline et la moralité de l'armée sont si essentielles à l'ordre social, qu'il faut, comme le dit le rapporteur du Code de justice militaire pour l'armée de terre, que la *pénalité militaire apparaisse redoutable toujours, et qu'elle saisisse l'imagination et l'âme du soldat*. Les Codes militaires n'admettent pas que le bénéfice des circonstances atténuantes puisse modifier les peines qui punissent les crimes et les délits s'attaquant à la constitution de l'armée et aux prin-

cipes mêmes sur lesquels reposent son existence et son action; ils ne l'admettent qu'en faveur de certains faits qui, bien qu'ayant un caractère militaire ou maritime, parce qu'ils sont commis par des militaires ou des marins et qu'ils concernent l'administration militaire ou maritime, rentrent cependant dans la classification des crimes et délits communs avec lesquels ils ont une grande analogie; ce sont le vol, le pillage, la destruction, la dévastation d'édifices, le bris et lacération d'effets, le faux, la corruption, la prévarication, l'infidélité et l'usurpation d'uniforme (C. de l'armée de terre, art. 248, 250, 251, 252, 254, 255, 257, 261, 263, 265; C. de l'armée de mer, art. 331, 335, 336, 337, 343, 344, 346, 349, 354, 356, 358).

49. Les Codes de justice militaire ne se sont pas expliqués sur la récidive. Que faut-il penser de ce silence? Est-ce que les règles de la récidive, écrites dans les articles 56, 57 et 58 du Code pénal, ne seront, dans aucun cas, applicables aux militaires ou marins?

J'admets, sans hésitation, que ces règles ne seront pas applicables à la punition des faits purement militaires, réprimés par la législation spéciale : la loi particulière, les Codes de justice militaire n'en ont pas prescrit l'application; et l'art. 5 du Code pénal défend d'importer les dispositions de ce Code dans la répression des crimes et délits militaires proprement dits. L'état de récidive n'aggravera donc pas les peines encourues par les militaires ou marins qui se rendront coupables de ces faits.

C'est ce que la jurisprudence a reconnu.

Le matelot Saint-Denis était prévenu, devant le 1^er^ conseil de guerre permanent de Lorient, d'avoir

distrait des effets d'habillement, avec cette circonstance que déjà il avait été condamné pour un délit semblable à deux ans d'emprisonnement, le 7 décembre 1831, par le 2e conseil de guerre du même arrondissement. La loi du 15 juillet 1829 portait, dans son article 4, que tout militaire qui aurait détourné ou dissipé des effets d'armement, d'équipement ou d'habillement qui lui étaient confiés pour son service, serait puni de six mois à deux ans de prison. Cette loi ni aucune de celles qui régissaient la matière des crimes et délits militaires ne prononçaient d'aggravation de peine pour les cas de récidive; les lois des 30 septembre-19 octobre 1791, du 12 mai 1793, du 21 brumaire an v, étaient muettes à cet égard. Le 1er conseil de guerre de Lorient avait cru devoir suppléer à ce silence des lois militaires par l'application des lois pénales ordinaires. En conséquence, se fondant sur l'article 58 du Code pénal, il avait condamné Saint-Denis à la peine de quatre années d'emprisonnement, et l'avait placé en outre, pendant cinq années, sous la surveillance de la haute police. La Cour de cassation, adoptant, dans son arrêt, les motifs du réquisitoire qui lui était présenté, dans l'intérêt de la loi, a reconnu que l'art. 58 ne devait pas être appliqué, l'art. 5 portant que les dispositions du Code pénal ne s'appliquent pas aux contraventions, délits et crimes militaires, et le détournement d'effets d'habillement étant un délit purement militaire, prévu et puni par la loi spéciale du 15 juillet 1829. 23 janv. 1835, n° 29.

Mais est-ce que ces principes pourraient encore recevoir leur application si le militaire ou le marin avait déjà subi une condamnation qui pût être considérée comme le premier terme de la récidive et

qu'au lieu d'être poursuivi à raison d'une infraction militaire ou maritime, réprimée par le droit spécial, il fût accusé ou prévenu d'un crime ou d'un délit de droit commun, non prévu par le Code de justice militaire et par conséquent puni des peines du Code pénal? Je ne saurais le croire. Le juge militaire, empruntant au droit commun sa pénalité, ne peut, ce me semble, comme j'ai déjà eu l'occasion de le dire plus haut, l'emprunter qu'avec le caractère qui lui est propre, c'est-à-dire en la subordonnant aux modifications que les circonstances peuvent prescrire, soit pour l'atténuer, en cas de circonstances atténuantes, soit pour l'aggraver, en cas de récidive.

50. Enfin, avant les Codes de justice militaire, certains esprits hésitaient à accorder aux peines du droit commun, appliquées aux militaires ou aux marins, les conséquences légales que le Code pénal y a attachées et que subissent les condamnés ordinaires. Cette hésitation, je ne la partageais pas; mais elle avait arrêté le tribunal de la Seine et la Cour de Paris dans une espèce assez curieuse.

Étienne Boucher avait été condamné par un conseil de guerre à cinq ans de réclusion pour vente d'effets militaires et vol simple au préjudice de l'un de ses camarades. Plus tard, Boucher, réclusionnaire libéré, fut traduit devant le tribunal correctionnel de la Seine sous la prévention d'avoir enfreint les règles de la surveillance. Il a soutenu, pour sa défense, qu'il n'était pas assujetti à cette peine, parce que le jugement qui l'avait condamné émanait d'une juridiction militaire. Le tribunal correctionnel, adoptant ce système de défense, l'a renvoyé de la poursuite : « attendu que si, d'après l'article 47 du Code pénal, les coupables condamnés à la réclusion sont, de plein droit, à l'expi-

ration de leur peine et pendant toute leur vie, sous la surveillance de la haute police, l'article 5 du même Code porte d'une manière générale que les dispositions de ce Code ne sont pas applicables aux contraventions, délits et crimes militaires; que ce principe, appliqué à la récidive par la disposition finale de l'article 56, doit l'être aussi à la surveillance, et qu'ainsi l'individu condamné à la réclusion par un tribunal militaire ou maritime ne doit pas être soumis à la surveillance, si le fait pour lequel il a été condamné n'est pas de nature à entraîner la peine de la réclusion aux termes des dispositions du Code pénal ordinaire; qu'enfin le fait pour lequel Boucher avait été condamné par le tribunal militaire était un vol simple, qui, d'après le Code pénal, n'eût été passible que de peines correctionnelles.» La Cour de Paris a confirmé ce jugement, par arrêt du 19 août 1841, en adoptant purement et simplement les motifs des premiers juges.

Comme il existait un assez grand nombre de militaires qui avaient été condamnés aux peines des travaux forcés à temps et de la réclusion, en vertu des dispositions de la loi du 15 juillet 1829, il était d'un grand intérêt que l'administration fût fixée sur la solution définitive de la question décidée par le tribunal correctionnel de la Seine, et que la jurisprudence eût à cet égard une règle invariable et certaine. En conséquence, le ministre de la justice donna au procureur général près la Cour de cassation l'ordre de dénoncer à la chambre criminelle l'arrêt rendu par la Cour de Paris.

La Cour de cassation a annulé cet arrêt par la raison «que, d'après l'art. 47 du Code pénal, tous les coupables condamnés à la réclusion sont, de plein

droit, après qu'ils ont subi leur peine, sous la surveillance de la haute police ; que les dispositions de cet article sont générales et absolues et ne comportent aucune distinction ; que, lorsque la loi militaire emprunte à la loi commune quelques-unes de ses peines, elle les lui emprunte telles que les règle et les définit le Code pénal, et avec toutes les conséquences légales qu'il y attache, à moins qu'il n'en soit autrement ordonné par une disposition expresse ; que l'art. 5 du Code pénal, qui a pour objet d'empêcher la confusion entre les deux législations, cesse d'avoir effet, lorsque c'est en vertu d'une disposition spéciale de la loi militaire qu'on a recours à la loi pénale ordinaire ; enfin, qu'il suivait de là que, dans l'arrêt attaqué, il y avait fausse application de l'art. 5 et violation formelle des art. 44, 45 et 47 du Code pénal. » 12 août 1842, n° 199.

Les principes de cet arrêt sont passés dans les Codes de justice militaire. Les art. 189 du Code de l'armée de terre et 241 du Code de l'armée de mer portent que les peines des travaux forcés, de la déportation, de la détention, de la réclusion et du bannissement sont appliquées conformément aux dispositions du Code pénal et qu'elles ont les effets déterminés par ce Code.

LIVRE PREMIER.

DES PEINES EN MATIÈRE CRIMINELLE ET CORRECTIONNELLE ET DE LEURS EFFETS.

51. Division du livre Ier.
52. Dispositions préliminaires; leur objet.
53. Les tribunaux ne peuvent appliquer que les peines établies par la loi.
54. Blâme par jugement; jurisprudence.
55. Affiche, impression du jugement; jurisprudence.
56. Amende honorable, réparation d'honneur; jurisprudence.

51. Ce livre se divise en quatre chapitres que précèdent certaines dispositions préliminaires.

52. Le Code, dans ces dispositions préliminaires, indique les peines en matière criminelle, les peines en matière correctionnelle et celles qui sont communes à ces deux matières. Il aurait pu ajouter, aux peines qu'il énumère, certaines autres peines accessoires et spéciales, telles que la réparation d'honneur, l'impression et l'affiche du jugement, autorisées dans certains cas exceptionnels.

L'indication des peines applicables devait être l'un des premiers soins de la loi moderne, puisqu'elle n'admet plus les peines arbitraires et qu'elle ne permet que celles qu'elle a prescrites.

53. Le premier devoir du juge est, en conséquence, lorsqu'il veut faire l'application d'une peine, de vérifier d'abord si elle est de celles que la loi permet, et ensuite si elle a été établie pour l'infraction qu'il va réprimer.

La décision qui créerait une peine et celle qui appliquerait à un fait la peine réservée à un autre, vio-

lerait ouvertement la loi et serait infailliblement annulée si elle était dénoncée à la Cour de cassation.

La jurisprudence nous en fournit de trop nombreux exemples.

34. Ainsi le *blâme par jugement* ne peut être ordonné dans aucun cas.

Pesnel et Moreau étaient poursuivis par le ministère public, devant le tribunal de Saint-Louis (Sénégal), comme prévenus du délit d'outrages, réprimé par l'art. 222 du Code, à raison de lettres qu'ils avaient adressées à plusieurs membres de la Cour d'appel, et par lesquelles ils invitaient ces magistrats à ne pas connaître d'un procès soumis à la Cour. Le tribunal, en acquittant les prévenus, avait déclaré qu'il y avait lieu de considérer les lettres qu'ils avaient écrites comme une démarche irréfléchie, qui ne pouvait échapper à sa censure, et, par une disposition formelle de son jugement, il *avait blâmé hautement* la teneur et le but des lettres. Cette décision fut, dans l'intérêt de la loi, déférée à la Cour de cassation. Cette Cour, après avoir établi «que le blâme par jugement était, dans l'ancienne jurisprudence criminelle, une peine emportant note d'infamie et laissée à l'arbitraire des juges» (art. 1er et 6 du titre IX de l'édit de Louis XV du mois de juin 1768), déclara «que cette peine, ayant été abolie par l'art. 35, titre 1er, du Code pénal des 25 septembre-6 octobre 1791, n'avait pas été rétablie par le Code pénal de 1810, et se trouvait, au contraire, expressément interdite par les art. 4 et 9 de ce Code» ; elle ajouta «que, si l'art. 226 autorise les tribunaux à prescrire une réparation au cas où l'outrage est constaté, cet article ne les autorise pas à infliger un blâme au cas où l'outrage n'existe pas,»

et, en conséquence, elle cassa le jugement du tribunal de Saint-Louis, comme renfermant une disposition arbitraire et un excès de pouvoir. 25 juillet 1839, n° 241.

C'est en se fondant sur les mêmes principes que la même Cour a rendu l'arrêt suivant: «Vu l'art. 114 de la loi du 22 mars 1831, attendu que le jugement attaqué a appliqué la peine d'un blâme sévère au lieu de l'amende de 5 francs qui est prononcée par la loi précitée contre un membre du conseil de discipline qui ne se sera pas rendu audit conseil, et qui n'aura pas été valablement excusé; d'où il suit qu'il y a eu violation de la loi pénale, la Cour casse.» 23 mars 1833, n° 114.

55. De même, *l'impression et l'affiche des jugements* n'étant autorisées que dans certains cas par la loi pénale, elles ne peuvent être ordonnées, soit d'office, soit sur les réquisitions du ministère public, que dans ces cas spéciaux. Elles ne pourraient être prescrites, en dehors de ces cas, que sur les conclusions de la partie civile, à titre de dommages-intérêts.

La jurisprudence n'a eu que trop fréquemment à faire l'application de cette règle. 11 niv. an VIII, n° 190; 12 niv. an VIII, n° 196; 3 germ. an VIII, n° 300; 7 germ. an VIII, n° 352; 8 therm. an VIII, n° 441; 17 fruct. an IX, n° 326; 29 fruct. an X, n° 240; 30 vend. an XI, n° 11; 17 therm. an XI, n° 187; 18 prair. an XII, n° 143; 1er therm. an XII, n° 183; 10 avril 1807, n° 70; 30 juill. 1807, n° 163; 16 mars 1809, n° 55; 14 juill. 1809, n° 120; 23 mars 1811, n° 37; 17 mai 1811, n° 77. Je ne citerai qu'un exemple : Dominique-Antoine Laurelli avait été reconnu coupable de dénonciation calomnieuse; il avait été condamné aux peines édictées par l'art. 373 du Code, et le deuxième conseil

de guerre permanent, séant à Lorient, et, après lui, le conseil de révision du troisième arrondissement maritime, avait, en outre, ordonné que le jugement de condamnation serait imprimé et affiché au nombre de cinquante exemplaires. Un pourvoi fut formé dans l'intérêt de la loi; la décision fut cassée. 17 fév. 1857, n° 52.

56. Enfin, l'*amende honorable* ou la *réparation d'honneur*, qui dans notre législation moderne n'est qu'une peine correctionnelle, n'a été maintenue que dans des cas peu nombreux, spécifiés par les art. 222, 223, 224 et 225 du Code.

Les juges ne pourraient, sans commettre un excès de pouvoir, l'appliquer à d'autres cas, sous prétexte d'assimilation ou d'analogie. 28 mars 1812, n° 77; 8 juillet 1813, n° 152; 24 avril 1828, n° 123.

Ces exemples suffisent pour démontrer avec quelle circonspection et quelle réserve le juge doit procéder à l'application de la loi pénale.

ARTICLE 6.

Les peines en matière criminelle sont ou afflictives et infamantes ou seulement infamantes.

57. Distinction entre les peines afflictives et infamantes et les peines seulement infamantes.—Durée de l'infamie.

57. La loi considère comme plus particulièrement afflictives les peines criminelles qui privent le condamné de la vie ou de la liberté; elle répute infamantes celles qui, sans atteindre aussi directement la personne du condamné, ont surtout pour effet de le noter d'infamie et de lui enlever les droits de cité et de famille.

La partie afflictive de la peine est perpétuelle ou temporaire. L'infamie survit à la peine corporelle;

elle est perpétuelle. 10 oct. 1811, n° 136; 17 janv. 1812, n° 11.

ARTICLE 7.

Les peines afflictives et infamantes sont :
1° La mort ;
2° Les travaux forcés à perpétuité ;
3° La déportation ;
4° Les travaux forcés à temps ;
5° La détention ;
6° La réclusion [1].

58. Modifications successives de cet article.
59. Son état actuel.
60. Il ne présente pas l'échelle juridique des peines.

58. Cet article a subi, depuis 1810, plusieurs modifications.

La Charte de 1814 (art. 66) a prononcé l'abolition de la confiscation générale ; l'abrogation, ai-je besoin de le dire, a été maintenue par la Charte de 1830 (art. 57) et par la Constitution du 14 janvier 1852 (art. 56).

La confiscation générale était l'attribution des biens du condamné au domaine de l'État ; elle n'avait lieu, il est vrai, que dans les cas où la loi la prononçait expressément; mais c'était encore trop.

Elle répugnait à la générosité des mœurs françaises : elle faisait peser sur la famille la responsabilité d'une faute qui lui était étrangère.

---

[1] *Ancien article* 7. — Les peines afflictives et infamantes sont :—1° la mort ;—2° les travaux forcés à perpétuité ;—3° la déportation ;—4° les travaux forcés à temps ;—5° la réclusion.—La marque et la confiscation générale peuvent être prononcées concurremment avec une peine afflictive, dans les cas déterminés par la loi.

La raison et l'humanité s'accordaient pour en réclamer la suppression.

La marque avait été maintenue, comme la confiscation générale, par le Code pénal de 1810 parmi les peines afflictives et infamantes ; elle n'en a été retranchée que par la loi du 28 avril 1832. C'était un déplorable souvenir des anciennes législations.

Tous les condamnés à la peine des travaux forcés à perpétuité étaient flétris, sur la place publique, par l'application d'une empreinte avec un fer brûlant sur l'épaule droite. Quant à ceux qui étaient condamnés aux autres peines afflictives et infamantes, ils ne subissaient, à la vérité, la flétrissure que dans le cas où la loi l'avait attachée à la peine qui leur était infligée. Mais ces cas étaient nombreux.

La détention ne figurait pas dans le Code pénal de 1810 ; c'est la loi du 28 avril 1832 qui l'y a introduite.

La déportation, qui avait reçu de notables modifications de la loi du 28 avril 1832 et de la loi du 9 septembre 1835, en a reçu de plus notables encore de la loi du 8 juin 1850. Cette loi, comme je l'indiquerai sous les articles 12 et 17, a organisé deux espèces de déportation : l'une dans une enceinte fortifiée, l'autre qui n'est que la déportation simple.

59. La nomenclature des peines afflictives et infamantes comprend donc aujourd'hui la mort, les travaux forcés à perpétuité, la déportation dans une enceinte fortifiée, la déportation simple, les travaux forcés à temps, la détention, la réclusion.

60. L'article que j'étudie a classé les peines suivant leur rigueur relative ; mais il ne faut pas croire qu'il en présente l'échelle juridique. En effet, cet article a confondu, dans la même nomenclature, les

peines ordinaires et les peines politiques. Nous verrons cependant, sous l'art. 12, que ces peines sont distinctes et que la loi ne permet pas de les appliquer les unes pour les autres.

ARTICLE 8.

Les peines infamantes sont :

1° Le bannissement ;

2° La dégradation civique [1].

61. Suppression du carcan.

61. Le carcan figurait, avant la loi du 28 avril 1832, au premier degré de la nomenclature des peines infamantes.

Le mode d'exécution de cette peine était la dégradation la plus avilissante du condamné qui la subissait: attaché à un carcan sur la place publique, il y demeurait exposé aux regards du peuple durant une heure; on plaçait au-dessus de sa tête un écriteau portant en caractères gros et lisibles, ses noms, sa profession, son domicile, sa peine et la cause de sa condamnation.

Le dernier lien qui attachait le criminel à la société était rompu dans cette exposition honteuse.

Le carcan était, comme la marque, un triste legs de l'ancienne législation.

ARTICLE 9.

Les peines en matière correctionnelle sont :

1° L'emprisonnement à temps dans une maison de correction ;

---

[1] *Ancien article* 8.—Les peines infamantes sont : 1° le carcan ;—2° le bannissement ;—3° la dégradation civique.

2° L'interdiction à temps de certains droits civiques, civils ou de famille ;

3° L'amende.

62. L'amende n'est pas une peine exclusivement correctionnelle.

62. L'amende n'est pas une peine spéciale aux matières correctionnelles; elle est commune à ces matières et aux matières criminelles, comme nous l'apprend l'art. 11. Le Code n'aurait donc pas dû la comprendre dans la nomenclature de l'art. 9, qui, rédigé dans le même ordre d'idées que les articles qui le précèdent, devait se borner à énumérer les peines exclusivement applicables aux matières correctionnelles.

ARTICLE 10.

La condamnation aux peines établies par la loi est toujours prononcée sans préjudice des restitutions et dommages-intérêts qui peuvent être dus aux parties.

63. Motifs de l'article 10.
64. Renvoi à l'article 51.

63. Le crime ou le délit a blessé l'intérêt public et l'intérêt privé. La vindicte publique est satisfaite par l'application de la peine; l'intérêt privé, au contraire, ne peut être satisfait que par la restitution et les dommages-intérêts.

64. Je réserve pour le commentaire de l'art. 51 l'étude des restitutions et des dommages-intérêts.

ARTICLE 11.

Le renvoi sous la surveillance spéciale de la

haute police, l'amende et la confiscation spéciale, soit du corps du délit quand la propriété appartient au condamné, soit des choses produites par le délit, soit de celles qui ont servi ou qui ont été destinées à le commettre, sont des peines communes aux matières criminelles et correctionnelles.

65. Peines communes aux matières criminelles et correctionnelles.
66. Renvoi de l'étude de la mise en surveillance aux articles 44 et suivants, et de l'amende à l'article 52.
67. Confiscation spéciale ; son maintien.
68. Sa nature. C'est une peine d'un caractère particulier.
69. Conséquences.
70. Première conséquence du principe que la confiscation est une peine : elle ne peut être appliquée qu'aux objets et dans les espèces déterminées par la loi.
71. Objets confiscables.
72. Suite. Corps du délit.
73. Suite. Choses produites par le délit.
74. Suite. Instrument du délit.
75. Suite. Résumé.
76. Espèces dans lesquelles la confiscation peut être appliquée.
77. Deuxième conséquence de ce premier principe : le juge ne peut s'abstenir de prononcer la confiscation lorsque la loi l'ordonne.
78. Première conséquence du principe que la confiscation est une peine d'une nature particulière.—L'article 463 du Code pénal lui est inapplicable.
79. Deuxième conséquence de ce second principe : la règle prohibitive du cumul des peines ne la protége pas.
80. Conséquence de ces deux principes : si la confiscation ne peut être appliquée que dans le cas où l'infraction dont elle est la peine, est prouvée, ne doit-elle pas être ordonnée dès que cette preuve est faite, quoique aucune autre peine ne puisse être prononcée par le juge?
81. Suite. Matières fiscales.

82. Suite. Matières ordinaires. Jurisprudence.
83. Tribunal compétent pour prononcer la confiscation dans le cas où l'auteur de l'infraction est demeuré inconnu; procédure à suivre. Jurisprudence.

65. Trois peines sont communes aux matières criminelles ou correctionnelles.

Ce sont : 1° le renvoi sous la surveillance de la haute police; 2° l'amende; 3° la confiscation spéciale.

66. Je réserve pour les articles 44 et suivants l'étude du renvoi sous la surveillance de la haute police, et pour l'article 52 celle de l'amende.

67. Je ne vais m'occuper ici que de la confiscation spéciale.

Cette espèce de confiscation, prononcée par le Code pénal dans les art. 176, 180, 286, 287, 314, 318, 364, 410, 413, 423, 424, 427, 428, et par un grand nombre de lois spéciales, n'a jamais été confondue par l'opinion publique avec la confiscation générale; elle a été maintenue par la Charte de 1814, comme l'a jugé l'arrêt du 22 février 1822, n° 33, par celle de 1830 et par la Constitution du 14 janvier 1852.

68. La confiscation spéciale doit être, sans aucun doute, considérée comme une peine. En effet, l'article 11 la classe parmi les peines communes aux matières criminelles et correctionnelles, et l'article 464 la met au nombre des peines de simple police.

Il faut, en outre, remarquer qu'elle est une peine d'une nature particulière. Elle affecte bien plus la chose que la personne; et, s'il peut m'être permis de matérialiser ainsi ma pensée, elle punit plus la chose qu'elle adjuge à l'État, que l'accusé ou le prévenu, qu'elle ne frappe qu'indirectement, et qu'elle n'at-

teint même pas si la chose ne lui appartient point.

69. De chacun de ces principes découlent plusieurs conséquences.

70. La première conséquence à déduire du principe que la confiscation est une peine, c'est que les tribunaux ne peuvent l'appliquer qu'aux objets et dans les espèces déterminées par la loi.

71. Les objets dont la confiscation peut être ordonnée sont le corps, le produit et l'instrument du délit.

72. On appelle corps du délit l'objet qui en constitue l'élément matériel et physique. Dans le meurtre, c'est le cadavre de la personne homicidée; dans le délit de fabrication ou de port d'armes prohibées, c'est l'arme; dans le délit de tromperie sur la nature de la marchandise vendue, c'est la marchandise.

Si on prenait à la lettre les termes de l'article 11, on serait autorisé à croire que les tribunaux ne peuvent prononcer la confiscation du corps du délit que *quand la propriété en appartient au condamné*.

Mais ce serait une grave erreur. Il arrive, en effet, très-fréquemment que la confiscation de l'objet qui constitue le corps du délit peut être ordonnée, quoiqu'il n'appartienne pas à l'auteur de l'infraction, comme cela a lieu dans les cas prévus et réprimés par les art. 286, 287, 314, 410, 427 du Code pénal, dans toutes les matières de simple police (C. pén., art. 470) et dans les espèces réglées par les dispositions suivantes : loi du 24 mai 1834, art. 4, sur les détenteurs d'armes ou de munitions de guerre ; loi du 3 mai 1844, art. 4 et 16, sur la chasse; loi du 27 mars 1851, art. 5, sur la répression de certaines fraudes dans la vente des marchandises; loi du 9 mai 1855, sur la falsification des boissons ; lois des

22 août 1791, tit. v, art. 1, tit. xii, art. 1; 28 avril 1816, art. 59, 66, et 21 avril 1818, art. 43, sur les douanes; lois des 12 germinal an xiii, art. 36, 38; et 28 avril 1816, art. 19, 46, 216, sur les contributions indirectes; loi du 19 brumaire an vi, art. 108, 109, sur les matières d'or et d'argent; le Code forestier, art. 154.

Il suffit, dans toutes ces hypothèses, pour que le corps du délit puisse être confisqué, qu'il ait été trouvé en la possession de l'auteur du crime ou du délit. Il n'importerait pas que le propriétaire prouvât qu'il est demeuré étranger à l'infraction, et que c'est sans son consentement que l'objet, qui lui appartient, en est devenu le corps.

J'en trouve un exemple assez curieux dans la jurisprudence.

Dangui et Patron avaient détenu des armes de guerre, et avaient été condamnés, pour ce fait, aux peines fixées par les articles 3 et 11 de la loi du 24 mai 1834. Par le même jugement, et en conformité de l'article 4 de la même loi, la confiscation des armes saisies en leur possession avait été ordonnée. Michel Casale était intervenu comme propriétaire de ces armes; la Cour de Pau en avait ordonné la restitution, par le motif qu'il justifiait de sa propriété et de sa bonne foi. Cet arrêt fut cassé le 26 mars 1835, n° 110 : « Attendu que les dispositions contenues dans les art. 3 et 4 de la loi du 24 mai 1834 sont des mesures de police et de sûreté, dont l'application ne peut être écartée sous le prétexte de la bonne foi....; que la confiscation étant établie par la loi pour le seul fait de détention non autorisée, il en résulte qu'elle doit être poursuivie par le ministère public contre le détenteur seul, et que l'intervention du propriétaire

ne peut empêcher qu'elle ne soit prononcée, à moins qu'il ne justifie de l'autorisation légale qui seule pourra faire disparaître la contravention dont la confiscation est une conséquence nécessaire. »

Il résulte de cet arrêt et des observations qui le précèdent, que la rédaction de l'art. 11 eût été plus correcte, si elle n'avait pas subordonné la confiscation du corps du délit à la condition que le condamné en serait propriétaire. En effet, cette disposition, qui a l'apparence d'une règle générale, est contredite dans des hypothèses si nombreuses, qu'elle n'a pas assurément ce caractère; d'un autre côté, elle n'a même pas la valeur d'une règle particulière, puisqu'elle n'est applicable qu'aux espèces pour lesquelles elle a été spécialement rappelée; elle est pour le moins inutile. On peut croire qu'elle est échappée à l'inadvertance du rédacteur de l'article; on peut le croire avec d'autant plus de raison, qu'au moment où la confiscation du corps du délit n'est permise qu'à la condition que la propriété en appartiendra au condamné, la confiscation du produit et de l'instrument du délit est autorisée sans aucune espèce de réserve. Cette différence demeurerait inexplicable, si les termes que je viens d'étudier avaient une conséquence juridique.

Il faut, en définitive, conclure que, si la confiscation du corps du délit ne peut avoir lieu que quand la propriété en appartient au condamné, dans les espèces où la loi l'a ainsi ordonné, cette règle cesse d'être applicable, dès qu'il est permis aux tribunaux de la négliger et de prononcer la confiscation, quoique la propriété du corps du délit n'appartienne pas à l'auteur de l'infraction.

73. Les choses produites par le délit sont celles qui ont le crime ou le délit pour principe générateur.

Il sera souvent difficile de les distinguer de celles qui constituent le corps du délit; mais ceci importera peu dans la pratique, puisque les unes et les autres sont confiscables.

Il faut se garder de confondre les choses produites par le crime ou le délit avec les choses appartenant à autrui, que le crime ou le délit a pu faire passer en la possession de l'accusé ou du prévenu, comme l'objet obtenu par le vol, l'escroquerie, l'abus de confiance, etc.

Les premières sont soumises à la confiscation. Il faut même remarquer que notre article ne subordonne pas cette confiscation, comme celle du corps du délit, à la condition que les choses qui en seront l'objet appartiendront au condamné.

Quant aux choses appartenant à autrui, que le crime ou le délit a pu faire passer en la possession du condamné, la raison dit assez qu'elles ne peuvent pas être confisquées, comme il a été jugé dans l'espèce suivante.

Certains objets avaient été saisis au domicile de Caffard–Delong : celui-ci avait reconnu qu'ils avaient été achetés avec le prix des objets volés. La Cour d'assises, en appliquant à Caffard-Delong les peines du vol, avait, en outre, prononcé la confiscation des objets trouvés chez lui. L'arrêt fut dénoncé à la Cour de cassation et annulé en cette partie. La Cour considéra que la confiscation des choses dont il s'agit ne pouvait pas être ordonnée, le Code n'appliquant dans aucun de ses articles la confiscation aux objets provenant d'un vol ou achetés avec le produit de ce vol. 12 juin 1856, n° 212.

Si les choses provenant du crime ou du délit sont retrouvées en nature, elles doivent être restituées,

même d'office, à la partie lésée qui a conservé sur elle un droit privilégié de revendication. Si elles ont été dénaturées, le produit de la dénaturation est tombé dans le patrimoine du condamné et est devenu, aux termes de l'art. 2093 du Code Napoléon, le gage commun de ses créanciers. Il ne peut être attribué à la partie lésée que sur sa demande et à titre de dommages-intérêts; celle-ci ne peut en obtenir l'attribution exclusive que si les autres créanciers n'y ont pas formé opposition : autrement, il y a lieu à distribution par contribution.

J'indiquerai au n° 241 un arrêt de la Cour de cassation qui a consacré ces principes.

74. Les choses qui ont servi ou qui ont été destinées à commettre le délit sont, par exemple, le fusil qui a servi à commettre le meurtre, le coutre de charrue qui a servi à l'effraction, l'échelle qui a servi à l'escalade.

L'art. 11 en autorise la confiscation. On remarquera même qu'il s'abstient, comme dans le cas qui précède, de la restreindre au cas où la propriété de l'objet confiscable appartient au condamné.

75. En résumé, les tribunaux ne peuvent ordonner la confiscation que des objets dont je viens de parler. Cette règle est certaine. Pour qu'il y soit fait exception, il faut une disposition formelle de la loi. Ainsi, lorsque l'objet, dont la confiscation était permise, aura été dénaturé par le délinquant, les tribunaux ne pourront pas, quelque favorable que soit l'espèce, prononcer, à défaut de la confiscation de l'objet, la confiscation de sa valeur, à moins qu'ils n'y soient directement autorisés par la loi. 23 mai 1823, n° 70.

76. Il ne suffit pas, pour que les tribunaux puissent appliquer la confiscation, que, dans l'affaire, il y ait

un corps de délit, que le crime ou le délit ait engendré des produits ou ait été exécuté à l'aide d'un instrument, il faut, de plus, que la disposition spéciale, qui concerne le fait incriminé, leur ordonne ou leur permette de la prononcer.

Le juge ne pourrait pas, comme la Cour de cassation l'a jugé dans les deux espèces que je vais rapporter, l'étendre, sous le prétexte d'analogie, d'un cas à un autre.

Un fournisseur était inculpé du délit de fraude réprimé par l'art. 433 du Code; il avait été condamné sans que la confiscation des choses frauduleusement fournies eût été prononcée. Le ministère public se pourvut contre cette décision, qui, suivant lui, aurait dû, par analogie, ordonner la confiscation, autorisée par l'art. 423 du Code. La Cour de cassation rejeta le pourvoi. Elle considéra « 1° que, des dispositions de l'art. 11 du Code pénal, relatives à la confiscation spéciale, il ne résulte point qu'elle doive être indistinctement prononcée dans tous les cas, puisque le même Code a eu soin de l'ordonner d'une manière expresse dans les différents cas particuliers qu'il a prévus; d'où il suit que ne l'ayant pas ordonnée par son art. 433, elle ne doit point être prononcée dans le cas particulier de cet article; 2° que ledit art. 433 contient des dispositions spéciales pour le délit de fraude, qui y est nominativement prévu; d'où il suit que, quelle que puisse être la similitude de ce délit avec celui généralement prévu par l'art. 423 du même Code, ce dernier article ne peut lui être appliqué.» 1^er juillet 1814. (Dall., *Jur. gén.*, t. 35, p. 730.)

La veuve Beaufils et sa fille avaient été trouvées chargées chacune d'un fagot de genêts dans lesquels étaient cachés trois tabliers et un bissac remplis de

fruits de différentes espèces qu'elles reconnurent avoir pris à diverses personnes. Le tribunal de police, qui les condamna pour faits de maraudage, ordonna la confiscation des tabliers et du bissac. Cette décision fut annulée par la Cour de cassation, parce qu'aucune disposition spéciale n'autorisait, pour ce cas, quelque assimilable qu'il pût être avec certains autres, la confiscation des objets qui avaient servi à commettre le délit. 21 avr. 1826, n° 80.

77. Une seconde conséquence à tirer du principe que la confiscation spéciale est une peine, c'est que les tribunaux ne peuvent s'abstenir de la prononcer lorsqu'elle est ordonnée, encore bien que le ministère public ait pensé qu'il n'y avait pas lieu à confiscation. 8 janv. 1857, n° 9. En effet les réquisitions du ministère public n'enchaînent pas la liberté du juge; elles ne sont pour lui qu'une indication qu'il ne doit pas suivre lorsqu'elles sont erronées.

78. Une première conséquence à déduire du principe que la confiscation est une peine d'une nature particulière, c'est que les tribunaux ne peuvent pas s'autoriser de l'art. 463 du Code pour s'abstenir de la prononcer. 14 déc. 1832, n° 498; 14 oct. 1839, n° 319. Cette peine affectant plus la chose que la personne ne peut être supprimée à raison de circonstances atténuantes qui n'ont pour résultat que d'excuser le délinquant. «Attendu, porte le dernier de ces deux arrêts, que la confiscation des faux poids et des fausses mesures ainsi que des poids et mesures différents de ceux que la loi a établis, est prononcée d'une manière générale et absolue par l'art. 481 du Code pénal; que cette disposition est entièrement distincte de celles par lesquelles sont prononcées les peines proprement dites, telles que l'amende et, en

certains cas, l'emprisonnement; que la confiscation, en ces matières, n'est pas en effet une peine, mais une précaution prise par la loi pour retirer de la circulation l'instrument d'une contravention ou d'une fraude; que dès lors on ne saurait admettre que l'art. 463 du Code pénal ait entendu donner la faculté de faire remise de la confiscation des objets dont il s'agit, puisque cet article ne parle que des réductions ou remises dont peuvent être susceptibles l'emprisonnement et l'amende, lorsque les circonstances paraissent atténuantes. » Les principes que cet arrêt applique d'une manière plus particulière aux matières de simple police, sont également applicables aux matières criminelles et correctionnelles.

79. Une seconde conséquence à tirer du même principe, c'est que la confiscation n'est pas comprise dans la règle qui prohibe le cumul des peines.

D'où il faut conclure que si, par exemple, l'accusé est reconnu coupable de deux faits dont l'un est réprimé par une peine afflictive et infamante et dont l'autre n'est réprimée que par une peine correctionnelle, à laquelle la confiscation est jointe comme accessoire, cet accusé qui, d'après l'art. 365 du Code d'instruction criminelle, ne sera condamné qu'à la peine la plus forte, c'est-à-dire à la peine afflictive et infamante, devra, en outre, être condamné à la confiscation, quoiqu'il soit dispensé de subir la peine correctionnelle dont la confiscation n'est que l'accessoire.

C'est ce que la Cour de cassation a plusieurs fois jugé; je ne citerai qu'une espèce.

Le nommé Lefranc avait été déclaré coupable de violences envers un garde forestier de la couronne dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses

fonctions, et d'un délit de chasse. La Cour d'assises du département de Seine-et-Marne l'avait condamné à la peine afflictive et infamante applicable au crime dont il avait été reconnu coupable ; mais elle avait omis de prononcer la confiscation du fusil, qui avait été l'instrument du délit de chasse. L'arrêt fut annulé en cette partie. La Cour de cassation considéra que la confiscation de l'instrument du délit « constituant une mesure de police préventive édictée dans une pensée de sûreté publique comme précaution contre le retour d'autres crimes ou délits plûtot qu'une peine proprement dite, » devait être ordonnée malgré la règle qui prohibe le cumul des peines. 6 mars 1856, n° 97; conf., 2 juin 1838, n° 153; 13 mars 1856, n° 104.

80. Je me demande si, en même temps qu'il résulte du premier des principes que je viens d'exposer, que la confiscation ne doit être ordonnée que dans le cas où la preuve du crime ou du délit, dont elle est la suite, est acquise, il ne résulte pas du second qu'elle peut l'être, dès que cette preuve est faite, quoique aucune peine n'ait pu être infligée à l'auteur de l'infraction.

Cette question est digne, à mon sens, du plus sérieux examen.

81. En matière fiscale, la jurisprudence de la Cour de cassation a toujours reconnu que la confiscation du corps du délit pouvait être prononcée dans le cas où l'infraction était prouvée, quoique aucune peine n'ait atteint le délinquant.

En matières de douanes, il a été constamment jugé que, dès qu'il est constaté que les marchandises saisies sont de la nature de celles dont l'introduction est formellement prohibée par la loi, il faut en ordonner la confiscation ; et que, lors même qu'on

devrait annuler la saisie pour quelques défauts de forme, dont le procès-verbal se trouverait entaché, cette circonstance, qui pourrait bien soustraire le délinquant à l'application de la peine, ne pourrait jamais soustraire les marchandises à la confiscation. 19 mess. an VII, n° 496; 15 prair. an VIII, n° 358; 19 prair. an VIII, n° 371; 9 mess. an VIII, n° 396; 7 pluv. an IX, nos 105-106; 9 flor. an IX, n° 168; 26 prair. an IX, n° 222; 16 brum. an X, n° 41; 4 nov. 1808, n° 222. Il a même été jugé « que la confiscation d'une marchandise prohibée, n'ayant rien de personnel et n'affectant que la marchandise, doit l'atteindre en quelques mains qu'elle se trouve; que dès lors le décès de l'inculpé ne peut être un obstacle à ce que la confiscation des tabacs, saisis sur lui comme plante prohibée, soit ordonnée contre son héritier; que la juridiction correctionnelle, légalement saisie de la poursuite à raison de la contravention qui était le sujet de l'action de l'administration, avait conservé, nonobstant le décès du contrevenant intervenu dans le cours de l'instance, son attribution pour prononcer sur toutes les suites de cette action qui ne devaient pas être anéanties par le décès; et que le refus de prononcer la confiscation était une violation formelle de l'art. 34 du décret du 1er germ. an XIII. » 9 déc. 1813, n° 258.

En matières de contributions indirectes, il a été également reconnu que la confiscation peut être indépendante de la culpabilité du prétendu contrevenant. 31 déc. 1807, n° 275; 16 mars 1822, n° 44; 8 juill. 1841, n° 264.

Ces matières sont, je le sais, régies par des lois spéciales (L. 22 août 1791, tit. 10, art. 23; Décret, 1er germ. an XIII, art. 34) qui ne permettent pas

de résoudre autrement la question en ce qui les concerne; mais je les ai rappelées pour démontrer que la loi ne répugne pas à ce que la confiscation soit ordonnée, lors même qu'aucune peine n'atteint l'auteur de l'infraction.

82. Ces principes cesseront-ils d'être vrais dans les matières ordinaires?

On s'appuie d'abord sur l'article 11 pour soutenir que la confiscation ne peut être ordonnée par les tribunaux que lorsqu'ils déclarent l'accusé ou le prévenu coupable et prononcent sa condamnation. Cette conséquence, prétend-on, résulte du texte même de cet article. Est-ce l'accusé ou le prévenu, quel que soit le sort de la poursuite, qu'il soumet à la confiscation? Non, c'est le condamné, et ce n'est que le condamné. La décision qui prononcerait la confiscation, en cas de renvoi des poursuites, impliquerait donc une contradiction manifeste avec la loi qui ne l'autorise qu'en cas de condamnation.

On ajoute que le caractère même de la confiscation nepermet pas qu'il en soit autrement. La confiscation, dit-on, est une peine et n'est même qu'une peine accessoire. Elle ne peut, dès lors, être ordonnée que si la culpabilité de l'accusé ou du prévenu est déclarée, et que si une peine principale lui est appliquée.

Enfin on s'étaie de la jurisprudence de la Cour de cassation, et notamment des arrêts des 15 mars 1828, n° 78; 19 avril 1833, n° 147; 21 juill. 1838, n° 246; 1er mars 1855, n° 75.

Quelque graves que soient ces diverses considérations, je me demande encore si l'opinion contraire ne peut pas être soutenue.

Voyons d'abord la raison tirée de l'article 11.

Commençons par constater que cet article ne ren-

ferme rien de précis sur la question et qu'on ne peut s'appuyer que sur l'un des mots entrés dans sa rédaction, pour en tirer la déduction qu'il ne permet la confiscation que dans le cas où il y a eu condamnation. Remarquons même que ce mot ne se trouve que dans la partie de l'article qui concerne la confiscation du corps du délit, et qu'il n'est pas répété dans celle qui règle la confiscation du produit et de l'instrument du délit. C'est donc un mot, un seul mot que l'article 11 offre aux partisans de l'opinion que je combats. Et, ce mot, quel est-il? L'article 11 n'autorise, dit-on, la confiscation du corps du délit que quand la propriété en appartient *au condamné*. C'est de ce dernier mot qu'on conclut que la confiscation ne peut être prononcée que dans le cas où il y a condamnation.

Je pourrais rechercher si on n'abuse pas de cette disposition, qui ne concerne que le corps du délit, en l'appliquant à tous les autres cas de confiscation; j'aime mieux l'étudier en elle-même.

Est-elle donc d'une exactitude si parfaite qu'il faille en accepter, sans discussion, toutes les conséquences? J'ai déjà démontré qu'elle était sans valeur réelle et contredite par des textes nombreux lorsqu'elle indique que le corps du délit ne peut être confisqué que s'il appartient à l'auteur de l'infraction. Ne peut-elle pas être tout aussi inexacte, lorsqu'elle semble n'autoriser la confiscation que dans le cas de condamnation? Et si la raison démontre, comme nous le verrons tout à l'heure, qu'elle est aussi critiquable à ce point de vue qu'à l'autre, pourquoi aurait-elle à ce second point de vue une valeur qu'elle n'a pas au premier? Mon esprit et ma conscience se refusent à donner toute l'importance d'une théorie à un mot dont

le législateur a pu ne pas mesurer toutes les conséquences. J'y suis d'autant plus autorisé que, bien que la loi du 27 mars 1851 ait employé ce même mot dans son article 5, la Cour de cassation a considéré, dans son arrêt du 3 janvier 1857, que je transcrirai plus loin, et dans celui du 12 juillet 1860, n° 156, que la confiscation, soit de vinaigres falsifiés, soit de denrées alimentaires, devait être ordonnée, quoique l'inculpé eût été renvoyé des poursuites.

Mais, ajoute-t-on, il résulte du caractère même de la confiscation qu'elle ne peut être ordonnée que s'il y a eu condamnation. Cette seconde objection serait plus sérieuse si elle était fondée. Examinons-la. La confiscation, dit-on, est une peine accessoire. La conséquence, c'est qu'elle ne peut être prononcée que s'il y a eu déclaration de culpabilité et application d'une peine principale.

J'ai reconnu que la confiscation était une peine; mais en même temps j'ai démontré, en m'appuyant sur la jurisprudence de la Cour de cassation, que c'était une peine d'une nature particulière, qui affectait plus la chose qui en était l'objet que la personne à raison de laquelle elle était prononcée.

Je serai le premier à soutenir qu'en vertu de l'un de ces principes, la confiscation ne pourra être ordonnée par les tribunaux que dans le cas où la preuve du crime ou du délit, dont elle est l'une des peines, sera acquise; mais le second ne m'autorise-t-il pas à croire qu'elle devra être appliquée dès que cette preuve sera faite? Si, par sa nature particulière, la confiscation affecte plus la chose que la personne, pourquoi ne serait-elle pas prononcée par le juge dès qu'il serait reconnu que la chose est reprochable, c'est-à-dire qu'une infraction ayant été commise, elle

en est, soit le corps, soit le produit, soit l'instrument?

La confiscation est la conséquence de la participation que la chose a prise au crime ou au délit; elle n'est pas ordonnée à raison de la personne, encore moins à raison de la peine principale dont elle est ordinairement l'accessoire. Qu'importe que l'infraction ait été commise plutôt par celui-ci que par celui-là? Est-ce que la chose n'a pas, soit avec l'un, soit avec l'autre, concouru au crime ou au délit? Est-ce qu'elle n'est pas, dans les deux cas, soit le corps, soit le produit, soit l'instrument de l'infraction? Qu'importe qu'une peine principale ait ou n'ait pas été prononcée? Est-ce que la confiscation ne peut être que l'accessoire d'une peine principale? singulier accessoire qui souvent ne frappe pas celui qui est atteint par la peine principale, comme il arrive toutes les fois que l'objet confisqué n'appartient pas au condamné.

S'il en était autrement, à quelles conséquences la loi ne conduirait-elle pas? Si la chose constitue par elle-même, et par elle seule, le corps du délit ou de la contravention; s'il s'agit, par exemple, d'armes prohibées, de boissons ou denrées falsifiées, de faux poids, de fausses mesures, comment la confiscation ne pourrait-elle être prononcée qu'à la suite de la déclaration de culpabilité du prévenu? La chose n'est-elle pas l'un des éléments de l'infraction? n'est-elle pas, ne demeure-t-elle pas, indépendamment de la culpabilité de l'inculpé, une chose reprouvée par la loi, placée en dehors du commerce, une arme prohibée, une boisson falsifiée, un faux poids, une fausse mesure? Si elle n'est pas confisquée, il faudra la remettre à son propriétaire; mais souvent la déten-

tion de l'objet prohibé suffit pour constituer le délit. (L. 24 mars 1834, art. 2-3.) Comment! la loi, qui enjoignait tout à l'heure la poursuite, va non-seulement permettre, mais ordonner le renouvellement des faits qu'elle défend et punit; la poursuite devra recommencer si la détention de l'objet prohibé suffit pour constituer le délit!

Je reconnais que si la chose ne constitue pas par elle-même l'infraction, si elle n'en est que le produit ou si elle n'en a été que l'instrument, la nécessité de la confiscation se fait moins sentir et que la dignité de la loi y semble, au premier abord, moins intéressée. Cependant est-il possible que la loi ait voulu que le produit de l'infraction, c'est-à-dire ce qui en reste la preuve matérielle et par conséquent irréfragable, soit remis en circulation? Est-il possible qu'elle ait permis la restitution de l'instrument qui a facilité le crime, le délit ou la contravention, et qui, s'il est rendu, va peut-être servir à en commettre de nouveaux?

Ce n'est pas tout. Est-ce que la théorie, à laquelle j'hésite à me rendre, ne pourrait pas donner lieu à un déplorable scandale? Est-ce qu'on ne pourrait pas voir, surtout quand il s'agit de délits et de contraventions prescriptibles à courts termes, le délinquant, qui aurait eu l'habileté de dépister la justice, revendiquer, après la prescription du délit ou de la contravention, le corps, le produit ou l'instrument de l'infraction? Cette réclamation, qui serait un violent outrage à la morale publique, devrait être accueillie, puisque la confiscation n'aurait pas été prononcée. Il semble que la loi ne peut pas conduire à des résultats aussi fâcheux que déraisonnables.

Quant à la jurisprudence de la Cour de cassation,

je le reconnais, la plupart des arrêts condamnent mon opinion. Cependant, je le ferai remarquer, cette Cour a reculé devant les principes qu'elle avait consacrés, chaque fois que l'ordre public s'est trouvé notablement intéressé à la confiscation.

Ainsi, des vinaigres falsifiés par l'addition d'acide sulfurique avaient été saisis chez la veuve Dimey; le tribunal de Chaumont avait, sur les indications de cette femme, ordonné la mise en cause de Tridon, fabricant et vendeur de ces vinaigres. Puis, ce tribunal, par jugement du 25 juillet 1856, avait renvoyé la veuve Dimey de la poursuite, à cause de sa bonne foi, et Tridon, à raison de ce qu'il avait été précédemment condamné pour falsification des mêmes vinaigres; et, en ce qui touche la confiscation, le tribunal avait déclaré que les vinaigres falsifiés ayant été saisis chez la veuve Dimey, qui n'était plus en cause, il n'y avait pas lieu d'en prononcer la confiscation. La Cour impériale de Dijon confirma ce jugement. Son arrêt a été annulé sur le pourvoi du ministère public. Après avoir rappelé que «l'article 1er de la loi du 27 mars 1851 punit d'une peine correctionnelle ceux qui falsifient, vendent ou mettent en vente des denrées alimentaires falsifiées ou corrompues; que l'art. 2 prononce l'aggravation de cette peine, s'il s'agit de marchandises contenant des mixtions nuisibles à la santé, lors même que la falsification serait connue de l'acheteur; que l'art. 3 frappe jusqu'à la simple détention dans les magasins ou maisons de commerce de ces substances falsifiées; que, par une disposition générale qui se rattache à ces trois articles, l'art. 5 ordonne la confiscation de tous les objets dont la vente, l'usage ou la possession constitue le délit; que cet article distingue en même

temps si ces objets sont propres à un usage alimentaire ou s'ils sont nuisibles, permettant, dans le premier cas, de les attribuer aux établissements de bienfaisance ; prescrivant, dans le second, la destruction ou l'effusion ; » la Cour de cassation a conclu « que de ces mesures différentes ordonnées par la loi à l'égard des substances falsifiées, suivant qu'elles sont ou ne sont pas nuisibles, il résulte que la loi a distingué avec soin ces deux hypothèses et n'a pas voulu les soumettre aux mêmes règles; que de ce qu'il n'est permis ni de vendre, ni de conserver dans les lieux de vente les substances nuisibles à la santé, et de ce que leur destruction est généralement prescrite, on doit nécessairement induire que ces substances, ainsi placées hors du commerce, ne peuvent, en aucun cas, lorsqu'elles ont été régulièrement saisies, être restituées aux personnes dans les mains desquelles elles se trouvaient ; que, dès lors, lorsque le prévenu est renvoyé des fins de la poursuite à raison de sa bonne foi, il n'y a pas lieu de donner mainlevée des objets saisis, toutes les fois que ces objets sont reconnus pouvoir être nuisibles à la santé; que leur destruction doit être ordonnée, dans cette hypothèse, non plus comme une peine, puisque le prévenu est déclaré non coupable, *mais comme une mesure de précaution*, que la loi a voulu prescrire dans l'intérêt de la santé publique, et qui a pour objet d'enlever de la circulation les objets qui pourraient lui nuire; que c'est dans le même esprit que l'art. 3 de la même loi, en renvoyant aux art. 477 et 481 du Code pénal, et, par une conséquence nécessaire, à l'art. 470 du même Code, indique, par là même, qu'il y a lieu de prononcer la

confiscation des choses saisies, soit qu'elles appartiennent ou qu'elles n'appartiennent pas aux prévenus. » 3 janvier 1857, n° 5.

Dans une autre espèce où il s'agissait de denrées alimentaires, la Cour de cassation, tout en déclarant que la confiscation est une peine qui ne doit être prononcée qu'accessoirement à une condamnation principale, a également reconnu que les juges avaient pu, malgré l'acquittement du prévenu, prononcer la confiscation, puisque les denrées falsifiées étaient mises hors du commerce par les art. 1 et 3 de la loi du 27 mars 1851 et le paragr. 3 de l'art. 5 de la même loi. 12 juill. 1860, n° 156.

Voilà, en résumé, la jurisprudence; sans doute elle admet en principe que la confiscation ne doit être prononcée qu'accessoirement à une condamnation principale; mais ce principe, elle cesse de l'appliquer lorsqu'il compromet trop ouvertement l'ordre public.

Pour moi, je le répète, je suis tenté de croire qu'il suffit que l'existence de l'infraction soit prouvée pour qu'il y ait lieu, en toute matière, à prononcer la confiscation. J'applique à toutes les espèces les principes des deux arrêts que je viens de rappeler.

83. J'admets donc que, même dans le cas où l'accusé ou le prévenu est renvoyé des poursuites, par exemple, à cause de la prescription, ou, comme dans les deux affaires que je viens de rapporter, à cause de sa bonne foi, le juge peut ordonner la confiscation, si d'ailleurs la preuve de l'infraction, qui l'autorise, demeure juridiquement établie.

J'admets aussi, c'est la conséquence des mêmes idées, que lors même que l'auteur de l'infraction

reste inconnu et par conséquent n'est pas poursuivi, la confiscation peut être demandée et appliquée si la preuve du crime ou du délit est acquise.

Mais alors quel sera le tribunal compétent et quelle procédure suivra-t-on ?

Le tribunal compétent sera celui auquel la poursuite eût appartenu si l'accusé ou le prévenu avait été connu et poursuivi, c'est-à-dire, la Cour d'assises dans le cas où la confiscation sera motivée par un crime, et le tribunal correctionnel dans le cas où elle aura pour cause un délit.

Le tribunal, quel qu'il soit, sera saisi par la voie du réquisitoire ou de la requête selon que la confiscation sera demandée par le ministère public ou par une administration publique.

Sans doute, cette voie n'est pas indiquée par le Code d'instruction criminelle; mais elle est très-fréquemment pratiquée en matière civile, et il est de principe certain que les règles de la procédure criminelle doivent être complétées par celles de la procédure civile, toutes les fois que le besoin s'en fait sentir et que rien d'ailleurs ne s'y oppose. Cependant cette idée, toute simple qu'elle paraisse, a été repoussée par la Cour de cassation dans son arrêt du 21 juillet 1838, n° 246, où il est dit « qu'aux termes de l'art. 182 du Code d'instruction criminelle, la juridiction correctionnelle ne peut valablement statuer sur les délits qui sont de sa compétence qu'autant qu'elle s'en trouve saisie, soit par le renvoi qui lui en a été fait d'après les art. 130 et 160 du même Code, soit par la citation donnée directement au prévenu, et qu'en décidant dans l'espèce que les premiers juges avaient pu, sur le réquisitoire présenté à l'audience par le ministère public, prononcer la confiscation du fusil

abandonné par l'inconnu, le tribunal supérieur de Nantes avait violé ces dispositions. »

La Cour de cassation me permettra de lui répondre par son arrêt du 8 juillet 1841, n° 204, qui consacre des principes tout à fait opposés à ceux qu'elle avait d'abord admis: « Attendu, dit cet arrêt, qu'il n'appartient qu'aux tribunaux correctionnels, en matière de contravention aux lois sur les contributions indirectes, de prononcer la confiscation des objets trouvés en fraude et saisis; que ces tribunaux ne peuvent pas être dépouillés de cette attribution par le seul fait qu'en disparaissant et demeurant ainsi inconnu, le conducteur desdits objets s'est soustrait à toute poursuite, à toute condamnation personnelle; que cela est d'autant plus vrai qu'il peut arriver que le contrevenant connu, assigné, présent, ne soit pas passible de l'amende, à cause de la nullité du procès-verbal, et que, néanmoins, si la contravention est d'ailleurs prouvée, la confiscation doit être prononcée par le tribunal correctionnel saisi (art. 34 du décret du 1^er germ. an XIII); attendu que les dispositions de l'art. 182 du Code d'instruction criminelle, sur la manière de saisir les tribunaux correctionnels, ne sont pas conçues dans des termes restrictifs; que, lorsque le mode employé pour saisir un tribunal d'ailleurs compétent, n'est pas prohibé par la loi, il ne saurait être repoussé, alors surtout qu'il est dicté par la nécessité; que, dans l'espèce, la régie des contributions indirectes, obligée de s'adresser au tribunal correctionnel pour faire prononcer la confiscation (art. 90 de la loi du 5 vent. an XII), ne pouvant pas agir par voie de citation, puisque le seul individu à citer restait inconnu, dispensée par la nature même des poursuites, et spécialement par les

dispositions de l'art. 28 du décret du 1er germ. an XIII, de provoquer une instruction préalable, n'a pu agir que par voie de requête. » Cet arrêt est bien autrement juridique que celui du 21 juill. 1838, et la règle qu'il indique devra être suivie dans la pratique, toutes les fois que le besoin s'en fera sentir.

CHAPITRE PREMIER.

DES PEINES EN MATIÈRE CRIMINELLE.

84. Matières contenues dans ce chapitre.

84. Les dispositions de ce chapitre, qui n'est que le développement des art. 7 et 8 du Code, ont pour but de définir les peines en matière criminelle et de déterminer leur caractère et leur mode d'exécution.

Ce chapitre, pour être fidèle à son titre, ne devrait s'occuper que des peines de cette nature; c'est aussi ce qui avait eu lieu dans la rédaction primitive. Mais la loi du 28 avril 1832 y a introduit deux dispositions nouvelles, dont l'une (art. 23) est commune aux peines criminelles et aux peines correctionnelles, et dont l'autre (art. 24) n'est applicable qu'aux matières correctionnelles.

Il faut, en vérité, savoir que cette dernière disposition a été classée dans ce chapitre pour être tenté de l'y chercher.

Ces confusions sont fâcheuses; elles brisent la belle ordonnance de nos grandes codifications et en rendent l'étude plus difficile.

ARTICLE 12.

Tout condamné à mort aura la tête tranchée.

85. La peine de mort consiste dans la simple privation de la vie.

86. Abolition de la peine de mort en matière politique.—Par quelle peine est-elle remplacée?
87. Suite. Loi du 8 juin 1850.
88. Suite. Constitution des 14-22 janvier 1852.
89. Que doit-on entendre par matière politique?
90. Peines spéciales aux attentats contre la vie de l'Empereur et des membres de la famille impériale.
91. Un crime entraînant la peine de mort, selon le droit commun, reste puni de mort quoiqu'il soit connexe à un crime politique.

85. La peine de mort n'est plus, comme l'avait déjà proclamé le Code pénal des 25 septembre-6 octobre 1791 (1^re partie, tit. I^er, art. 2), que *la simple privation de la vie.*

L'humanité n'aura plus à gémir de ces horribles mutilations qui, sous l'ancienne législation, accompagnaient cette peine.

86. La peine de mort a été abolie en matière politique par le décret du gouvernement provisoire du 26 février 1848. La constitution des 4–10 novembre de la même année, en confirmant cette abolition (art. 5), à omis d'indiquer par quelle peine elle serait remplacée.

Cette omission a donné lieu à une difficulté sérieuse.

Louis-Antoine Durand, Aimé-François Suireau et autres avaient été déclarés coupables des crimes réprimés par l'art. 91 du Code et l'art. 5, troisième alinéa, de la loi du 24 mai 1834, entraînant la peine de mort; quelques uns des condamnés avaient obtenu le bénéfice des circonstances atténuantes.

La Cour d'assises du département du Calvados, par arrêt du 7 décembre 1848, avait condamné les uns à la peine des travaux forcés à perpétuité, et les autres, à cause des circonstances atténuantes qui permet-

taient d'abaisser la peine d'un ou de deux degrés à leur égard, soit aux travaux forcés à temps, soit à la réclusion.

Cette Cour avait considéré que la peine de mort, prononcée par les articles précités contre les auteurs d'un attentat à la sûreté intérieure de l'État et contre ceux qui ont fait usage d'armes dans un mouvement insurrectionnel, se trouvait remplacée, en vertu de l'art. 5 de la constitution de 1848, par la peine des travaux forcés à perpétuité; et que, en cas d'admission de circonstances atténuantes, cette peine s'abaissait, au premier degré, à celle des travaux forcés à temps; et, au second degré, à celle de la réclusion.

Les condamnés se pourvurent contre cet arrêt: ils prétendirent que la peine de mort avait été remplacée par la déportation, la plus grave des peines, après la mort, dans l'échelle des peines politiques, et que, si, à cause de l'admission des circonstances atténuantes, la peine devait être abaissée d'un ou de deux degrés, les peines à prononcer étaient la détention ou le bannissement, qui, dans l'échelle des mêmes peines, se trouvaient d'un ou de deux degrés au-dessous de la déportation.

La Cour de cassation admit pleinement les moyens du pourvoi. Elle jugea, en ce qui concernait les demandeurs en cassation condamnés aux travaux forcés à perpétuité, « que l'art. 5 de la constitution portant: « la peine de mort est abolie en matière politique, » avait eu pour effet non de *supprimer*, mais de *modifier* la pénalité à l'égard des crimes capitaux de ce genre; que sa conséquence virtuelle et nécessaire avait été de remplacer la peine de mort par celle qui vient immédiatement après dans l'échelle de pénalité de ces

sortes de crimes; que les art. 7 et 8 du Code pénal n'avaient pour objet que de présenter la nomenclature des peines criminelles existantes et non d'en former une échelle unique qui les graduât suivant leur ordre de classification, sans distinction de leur nature; qu'au contraire l'esprit général du Code pénal avait été de distinguer entre les crimes politiques et les crimes communs, et d'appliquer une nature de peine particulière à chacune de ces catégories, quand la peine capitale n'était pas prononcée; que cette pensée avait reçu une nouvelle consécration et un développement nouveau du travail de révision du même Code, opéré en 1832; que d'abord la loi du 28 avril 1832 avait créé une nouvelle peine politique, la détention de cinq à vingt ans, afin de rendre plus complète et plus facile la graduation du châtiment comparé à la gravité du fait incriminé; que, par suite, l'échelle des peines criminelles, en matière politique, au-dessous de la mort, s'était trouvée ainsi formée: la déportation, la détention, le bannissement et la dégradation civique; que c'était toujours, en effet, l'une ou l'autre de ces peines que le Code pénal actuel prononçait contre les auteurs de crimes politiques non mélangés d'éléments de crimes communs; que le nouvel art. 463 venait confirmer et compléter cette règle par le soin avec lequel il disposait que, s'il existait des circonstances atténuantes, la peine de mort, encourue pour crime d'attentat à la sûreté intérieure ou extérieure de l'État, serait remplacée par la déportation ou la détention, hors le cas des art. 86, 96, 97, où se rencontrent des éléments de crime commun; que la déportation serait remplacée par la détention ou le bannissement, et la détention, le bannissement et la dégradation civique par les peines

correctionnelles de l'art. 401 du Code pénal, de même que, pour les crimes ordinaires, il faisait passer la transformation des peines par les travaux forcés à perpétuité, ou à temps, par la réclusion et les peines de l'art. 401, sans jamais faire dégénérer les peines criminelles politiques en peines criminelles du droit commun, et réciproquement ; qu'il résultait clairement de ce qui précède que le législateur de 1832 avait entendu fonder un système complet de pénalité politique différent du système de la pénalité applicable aux crimes ordinaires ; qu'il avait soustrait le coupable d'un crime purement politique aux peines du droit commun, et qu'il avait voulu que, quand la peine de mort serait écartée, on descendît aux peines politiques inférieures ; que, par suite de ce principe, la suppression de la peine de mort en matière politique, décrétée par la constitution, sans que le législateur se soit expliqué sur la peine à substituer, avait virtuellement fait dégénérer la répression en déportation ; que, dans l'hypothèse contraire, la constitution de 1848 aurait détruit l'œuvre du législateur de 1810 et de 1832 ; qu'elle aurait mis un système de pénalité à la place du système précédent, puisque les crimes purement politiques du premier chef, qui tous étaient punis, par le Code pénal, de la mort, et, en cas de circonstances atténuantes, de la déportation et de la détention, seraient toujours à l'avenir passibles des travaux forcés à perpétuité, des travaux forcés à temps ou de la réclusion. »

La Cour jugea, en ce qui concernait les demandeurs en cassation, condamnés aux travaux forcés à temps ou à la réclusion, que, par les raisons précédemment déduites, la peine capitale se trouvant remplacée par la déportation, la peine à appliquer, s'il

existait des circonstances atténuantes, était la détention ou le bannissement. 3 fév. 1849, n° 25.

87. Depuis cet arrêt, la législation a été régularisée par la loi du 8 juin 1850. Dans tous les cas où la peine de mort est abolie par l'article 5 de la constitution de 1848, cette peine est remplacée par celle de la déportation dans une enceinte fortifiée. Si le jury admet en faveur de l'accusé, reconnu coupable, le bénéfice des circonstances atténuantes, la peine de la déportation dans une enceinte fortifiée est remplacée par la déportation simple ou par la détention, selon que le juge croit devoir abaisser la peine d'un ou de deux degrés, sans que d'ailleurs il puisse l'abaisser de plus d'un degré, c'est-à-dire au-dessous de la déportation simple, dans les cas prévus par les articles 86, 96 et 97 du Code pénal.

88. La constitution des 14–22 janvier 1852, en conservant (art. 56) les dispositions des Codes et des lois, auxquels elle ne déroge pas, a maintenu l'abolition de la peine de mort en matière politique et les pénalités de la loi du 8 juin 1850.

89. Que doit-on entendre par *matières politiques?*

Aucune loi ne les a définies.

En répondant que l'on doit considérer comme commis en matière politique les crimes dont la politique est le mobile et le but, je ne donnerai assurément qu'une définition vague et incertaine; et cependant j'aurai indiqué l'élément capital et vraiment caractéristique de ces sortes de crimes.

Aucune loi n'en a donné la nomenclature.

La loi du 8 octobre 1830 a, il est vrai, réputé *délits politiques* les délits prévus: 1° Par les chapitres 1^er et 2 du titre 1^er du livre 3 du Code pénal; 2° par les paragraphes 2 et 4 de la section 3, et par la section 7 du

chapitre 3 des mêmes livre et titre; et on peut, évidemment, en conclure que les crimes compris dans les mêmes chapitres, dans les mêmes paragraphes et sections sont des crimes politiques.

Mais ils ne sont pas les seuls qui aient ce caractère. Les indications de la loi du 8 octobre 1830 doivent être complétées par les lois qui lui sont assimilables, ainsi, par exemple, par la loi du 24 mai 1834, que j'ai déjà eu l'occasion de citer.

90. Parmi les faits que la loi du 8 octobre permet de classer dans les crimes politiques, il en est qui ne seraient pas suffisamment réprimés par la déportation, même de l'espèce la plus rigoureuse : je veux parler des crimes prévus par les premiers paragraphes de l'article 86 du Code pénal. La loi du 10 juin 1853 a rétabli, dans ces dispositions, la pénalité réclamée par la grandeur du forfait. L'attentat contre la vie et la personne de l'Empereur est puni de la peine du parricide. L'attentat contre la vie des membres de la famille impériale est puni de la peine de mort.

91. Quelle peine les tribunaux devront-ils appliquer si un crime du droit commun, entraînant la peine de mort, est connexe à un crime politique? Le mélange du caractère politique aura-t-il la vertu de soustraire à la peine de mort les crimes du droit commun?

Daix, Lahr, Noury et autres avaient été condamnés à la peine de mort, par jugement du conseil de guerre du 7 février 1849, comme coupables d'assassinat sur la personne du général de Bréa et sur celle du capitaine de Mangin. Après pourvoi en révision, ils se pourvurent en cassation. Leur pourvoi reposait sur deux moyens tirés, l'un de l'incompétence du conseil

de guerre, l'autre de ce que, malgré l'article 5 de la constitution de 1848, ils avaient été condamnés à mort pour des faits qui prenaient leur source dans une insurrection politique. Ce pourvoi fut rejeté. La Cour répondit au second moyen « que si l'acte, aggravant le fait politique, constitue par lui-même un crime de droit commun, il ne peut échapper à la peine que la loi commune prononce; qu'en effet, la connexité avec l'insurrection, c'est-à-dire avec un autre crime, ne peut être considérée comme une excuse, et déterminer une atténuation de la peine; que l'article 5 de la constitution, qui a aboli la peine de mort, ne peut, conformément à ces principes, profiter qu'aux crimes purement politiques. » 9 mars 1849 (Dall., 1849, 60).

Cet arrêt n'a fait que rendre hommage à la loi et à la raison en jugeant que la peine de mort doit être appliquée au crime de droit commun, dont elle est le châtiment, quoique ce crime soit connexe à un crime politique.

ARTICLE 13.

Le coupable condamné à mort pour parricide sera conduit sur le lieu de l'exécution, en chemise, nu-pieds et la tête couverte d'un voile noir; il sera exposé sur l'échafaud pendant qu'un huissier fera au peuple lecture de l'arrêt de condamnation, et il sera immédiatement exécuté à mort [1].

---

[1] *Ancien article* 13.—Le coupable condamné à mort pour parricide sera conduit sur le lieu de l'exécution, en chemise, nu-pieds, et la tête couverte d'un voile noir. — Il sera exposé sur l'échafaud pendant qu'un huissier fera au peuple lecture de l'arrêt de condamnation; il aura ensuite le poing droit coupé et sera immédiatement exécuté à mort.

92. Modification introduite par la loi du 28 avril 1832.

92. La loi du 28 avril 1832 a supprimé la mutilation du poing, que le Code pénal de 1810 avait maintenue : on ne peut qu'approuver la suppression de cette mutilation inutile et barbare.

ARTICLE 14.

Les corps des suppliciés seront délivrés à leurs familles, si elles les réclament, à la charge de les faire inhumer sans aucun appareil.

ARTICLE 15.

Les hommes condamnés aux travaux forcés seront employés aux travaux les plus pénibles; ils traîneront à leur pied un boulet, ou seront attachés deux à deux avec une chaîne, lorsque la nature du travail auquel ils seront employés le permettra.

93. Modification apportée à l'article 15 par la loi du 30 mai 1854.

93. La loi du 30 mai 1854 a introduit de très-notables améliorations dans le régime pénitentiaire des condamnés aux travaux forcés. En même temps que la nouvelle organisation présente plus de garantie à la société par l'éloignement temporaire ou même perpétuel des condamnés, elle ouvre une plus large porte au repentir et offre aux libérés les moyens de reconstituer leur existence.

Les bagnes sont supprimés et remplacés par des établissements créés hors du territoire continental de la France et ailleurs qu'en Algérie (D. l., art. 1). A l'expiration de leurs peines, les libérés continueront à résider dans la colonie : ceux qui auront été con-

damnés à moins de huit années de travaux forcés y résideront pendant un temps égal à la durée de la condamnation; ceux dont la peine excédera huit années y resteront toute leur vie; plus dangereux que les autres, la loi les éloigne pour toujours de la France (D. l., art. 6).

Mais les condamnés qui se rendront dignes d'indulgence par leur bonne conduite, leur travail et leur repentir obtiendront non-seulement l'autorisation de travailler pour les administrations locales ou pour les habitants de la colonie, mais encore une concession de terrain, qui pourra devenir définitive après leur libération (D. l., art. 11). Le Gouvernement peut, en outre, leur accorder l'exercice de certains droits civils, dont ils sont privés par leur état d'interdiction légale (D. l., art. 12), et tempérer ainsi les conséquences de la condamnation qui les a frappés.

ARTICLE 16.

Les femmes et les filles, condamnées aux travaux forcés, n'y seront employées que dans l'intérieur d'une maison de force.

94. Cet article a été, comme le précédent, modifié par la loi du 30 mai 1854.

94. Cet article indique comment la peine des travaux forcés est exécutée par les femmes. Il doit être complété par la loi du 30 mai 1854, qui dispose, dans son article 4 : « Les femmes condamnées aux travaux forcés *pourront* être conduites dans un des établissements créés aux colonies; elles seront séparées des hommes et employées à des travaux en rapport avec leur âge et avec leur sexe. »

J'ai fait connaître, sous l'article précédent, les

principales dispositions de la loi du 30 mai 1854 : il me suffira d'y renvoyer, puisqu'elles sont communes aux hommes et aux femmes.

ARTICLE 17.

La peine de la déportation consistera à être transporté et à demeurer à perpétuité dans un lieu déterminé par la loi, hors du territoire continental du royaume.

Si le déporté rentre sur le territoire du royaume, il sera, sur la seule preuve de son identité, condamné aux travaux forcés à perpétuité.

Le déporté qui ne sera pas rentré sur le territoire du royaume, mais qui sera saisi dans des pays occupés par des armées françaises, sera conduit dans le lieu de sa déportation.

Tant qu'il n'aura pas été établi un lieu de déportation, ou lorsque les communications seront interrompues entre le lieu de la déportation et la métropole, le condamné subira à perpétuité la peine de la détention [1].

95. Modifications apportées à l'ancien article. Loi du 28 avril 1832.
96. Suite. Loi du 9 septembre 1835.
97. Suite. Loi du 8 juin 1850.

95. La loi du 28 avril 1832 a introduit deux modifications importantes dans l'ancien article du Code.

---

[1] *Ancien article* 17. — La peine de la déportation consistera à être transporté et à demeurer à perpétuité dans un lieu déterminé par le Gouvernement, hors du territoire continental de la France. — Si le déporté rentre sur le territoire du royaume, il sera, sur la seule

Avant elle, l'indication du lieu de la déportation était laissée au pouvoir discrétionnaire du Gouvernement; elle a voulu que cette désignation ne pût être faite que par une loi.

Le Code pénal avait, en outre, omis de régler quelle peine les condamnés à la déportation subiraient tant que le lieu de la déportation ne serait pas désigné. La loi du 28 avril a réparé cette omission, elle a ordonné que, tant qu'il n'aurait pas été établi un lieu de déportation, et lorsque les communications seraient interrompues entre le lieu de la déportation et la métropole, les condamnés subiraient à perpétuité la peine de la détention, qui, comme je l'ai déjà fait remarquer, est la peine inférieure à la déportation dans l'échelle des peines politiques.

96. On sentit, quelques années plus tard, la nécessité de donner un nouveau complément à la loi du 28 avril 1832. Cette loi avait eu le soin d'indiquer que la détention serait substituée à la déportation dans les deux cas qu'elle avait déterminés; mais elle avait omis de régler où et comment la peine de la détention serait exécutée. Cette lacune a été remplie par la loi du 9 septembre 1835, art. 2. En voici le texte : « Tant qu'il n'aura pas été établi un lieu de déportation, le condamné subira à perpétuité la peine de la détention, soit dans une prison du royaume, soit dans une prison située hors du territoire continental, dans l'une des possessions françaises qui sera déterminée par la loi, selon que les juges l'auront expressément décidé par l'arrêt de condamnation. Lorsque les commu-

---

preuve de son identité, condamné aux travaux forcés à perpétuité. — Le déporté qui ne sera pas rentré sur le territoire du royaume, mais qui sera saisi dans des pays occupés par les armées françaises, sera reconduit dans le lieu de sa déportation.

nications seront interrompues entre la métropole et le lieu de l'exécution de la peine, l'exécution aura lieu provisoirement en France. »

97. Enfin l'article que j'étudie a reçu son complément définitif de la loi du 8 juin 1850.

D'abord, cette loi a très-notablement changé le système du Code pénal et des lois qui l'ont complété.

Elle a, comme je l'ai indiqué sous l'art. 7, augmenté le nombre des peines en matière politique, et conséquemment modifié leur échelle. Elle a décrété deux espèces de déportation : la déportation dans une enceinte fortifiée et la déportation simple; elle a puni de la première de ces peines les condamnés politiques qui auraient subi la peine de mort, si cette peine n'avait pas été abolie; elle a puni de la seconde ceux qui, par les lois antérieures, n'étaient condamnés qu'à la déportation.

Elle a même pris soin de déterminer quelle serait l'influence de la déclaration des circonstances atténuantes, dans le cas où l'accusé, reconnu coupable, aurait, cessant cette déclaration, été condamné à la déportation dans une enceinte fortifiée. Elle a considéré que la déportation simple était un premier degré d'atténuation, et qu'ainsi le second ne pouvait descendre au-dessous de la détention; elle a de plus indiqué que, dans les cas prévus par les art. 86, 96, 97 du Code pénal, la peine ne pourrait être abaissée au-dessous de la déportation simple (L., 8 juin 1850, art. 1 et 2).

Ensuite elle a déterminé les lieux de déportation. La vallée de Vaithau, aux îles Marquises, est déclarée lieu de déportation pour les condamnés à la déportation dans une enceinte fortifiée; l'île de Noukahiva,

l'une des Marquises, pour les condamnés à la déportation simple.

Les lieux de déportation ne peuvent être changés que par une loi. S'ils le sont, les déportés devront être transférés des anciens lieux de déportation dans les nouveaux (Même loi, art. 4, 5 et 6).

En outre, la loi du 8 juin 1850, devançant la loi du 31 mai 1854, abolitive de la mort civile, déclare qu'en aucun cas la condamnation à la déportation n'emportera la mort civile; elle détermine les incapacités qui la remplaceront. Cette peine entraînera d'abord la dégradation civique; de plus, elle placera les condamnés en état d'interdiction légale, conformément aux art. 29 et 31 du Code pénal; la loi, d'ailleurs, maintenant la distinction qu'elle établissait entre la déportation dans une enceinte fortifiée et la déportation simple, modère, quant aux déportés de cette dernière catégorie, les effets de l'interdiction légale et leur conserve l'exercice des droits civils dans le lieu de déportation. Elle permet de leur remettre, avec l'autorisation du Gouvernement, leurs biens en tout ou en partie.

La loi du 8 juin 1850 continue à régir la capacité civile des condamnés à la déportation pour crimes commis antérieurement à la promulgation de la loi du 31 mai 1854. Mais la capacité civile de ceux qui auront été condamnés postérieurement sera réglée par cette dernière loi (L. 31 mai 1854, art. 6).

Cette remarque ne manque pas d'intérêt, car les individus condamnés à la déportation pour crime commis antérieurement à la loi du 31 mai 1854 ne sont frappés que de dégradation civique et d'interdiction légale, tandis que ceux qui auront été condamnés à cette peine pour crimes commis depuis cette loi seront

non-seulement dégradés civiquement et atteints d'interdiction légale, mais en outre incapables de disposer de leurs biens, soit par donation entre-vifs, soit par testament, et de recevoir à ce titre, si ce n'est pour cause d'aliments (L. 31 mai 1854, art. 3 et 6).

Enfin, la loi du 8 juin 1850 porte qu'elle n'est applicable qu'aux crimes commis postérieurement à sa promulgation. Une question transitoire d'un certain intérêt s'est présentée, à ce sujet, devant la Cour de cassation. Alphonse Gent et plusieurs autres, poursuivis et condamnés pour complot, ont prétendu que cette loi ne leur était pas applicable parce qu'elle n'était pas promulguée lorsqu'ils avaient formé le complot pour lequel ils avaient été condamnés. Leur pourvoi a été rejeté par cette considération, que si le complot avait été formé avant la promulgation de la loi, il avait continué depuis. 17 nov. 1851, n° 473.

ARTICLE 18.

La condamnation aux travaux forcés à perpétuité et la déportation emporteront mort civile. Néanmoins le Gouvernement pourra accorder au condamné à la déportation l'exercice des droits civils ou de quelques-uns de ces droits [1].

98. Cet article complète les articles 23 et 24 du Code Napoléon.

99. Abolition de la mort civile. Loi du 31 mai 1854.

100. Elle est remplacée par certaines incapacités. Renvoi à l'article 28.

101. Effet rétroactif de la loi du 31 mai 1854.

---

[1] *Ancien article* 18. — Les condamnations aux travaux forcés à perpétuité et à la déportation emporteront mort civile.—Néanmoins le Gouvernement pourra accorder au déporté, dans le lieu de la déportation, l'exercice des droits civils ou de quelques-uns de ces droits.

98. Cet article n'était que le complément des art. 23 et 24 du Code Napoléon dont voici le texte :

Art. 23. La condamnation à la mort naturelle emportera la mort civile.

Art. 24. Les autres peines afflictives perpétuelles n'emporteront la mort civile qu'autant que la loi y aurait attaché cet effet.

99. La mort civile a été abolie par la loi du 31 mai 1854.

100. Les effets civils des peines afflictives perpétuelles ne consistent plus désormais que dans la dégradation civique, dans l'interdiction légale et dans l'incapacité de disposer et de recevoir, soit par donation entre-vifs, soit par testament. La loi autorise même le Gouvernement à relever, en tout ou en partie, le condamné de cette dernière incapacité et à lui accorder l'exercice, dans le lieu d'exécution de la peine, des droits civils dont il est privé par son état d'interdiction légale ou de quelques-uns de ces droits.

Je m'expliquerai plus amplement sur les différentes incapacités qui ont remplacé la mort civile, lorsque j'étudierai l'art. 28.

101. La loi du 31 mai 1854 renferme une disposition rétroactive que les esprits, même les plus timorés, ne peuvent critiquer : elle fait cesser pour les condamnés, qui étaient morts civilement au moment de sa promulgation, les effets de la mort civile, sauf, bien entendu, les droits acquis aux tiers. Elle leur applique les bienfaits de la législation nouvelle ; elle fait ainsi disparaître, autant que possible, dit l'exposé des motifs, les derniers vestiges d'une institution surannée et injuste.

ARTICLE 19.

La condamnation à la peine des travaux forcés à temps sera prononcée pour cinq ans au moins et vingt ans au plus.

102. Cas auquel le maximum de cette peine peut être élevé jusqu'au double.

102. D'après l'une des dispositions de l'art. 56 du Code, la peine des travaux forcés à temps peut être, en cas de récidive, élevée jusqu'au double du maximum, c'est-à-dire jusqu'à quarante ans.

ARTICLE 20.

Quiconque aura été condamné à la détention sera renfermé dans l'une des forteresses situées sur le territoire continental du royaume, qui auront été déterminées par une ordonnance du roi, rendue dans la forme des règlements d'administration publique.

Il communiquera avec les personnes placées dans l'intérieur du lieu de la détention ou avec celles du dehors, conformément aux règlements de police établis par une ordonnance du roi.

La détention ne peut être prononcée pour moins de cinq ans, ni pour plus de vingt ans, sauf le cas prévu par l'art. 33 [1].

---

[1] *Ancien article* 20. — Quiconque aura été condamné à la peine des travaux forcés à perpétuité sera flétri, sur la place publique, par application d'une empreinte avec un fer brûlant sur l'épaule droite. — Les condamnés à d'autres peines ne subiront la flétrissure que dans les cas où la loi l'aurait attachée à la peine qui leur est infligée. —

103. Caractère de la détention.
104. Lieux affectés à l'exécution de cette peine.
105. Cas auquel le maximum de cette peine peut être porté jusqu'au double.

103. La détention est, comme je l'ai déjà dit, l'une des peines politiques.

104. L'ordonnance du 5 mai 1833 a désigné comme lieu de détention, un quartier du Mont-Saint-Michel ; ce quartier ayant été brûlé, l'ordonnance du 12 janv. 1835, désigna la citadelle de Doullens. Le décret du 23 juill. 1850 a affecté à cette destination la citadelle de Belle-Isle-en-mer.

105. Puisque cet article prenait soin d'indiquer que le minimum de la détention pourrait être abaissé dans le cas de l'art. 33, il aurait dû ajouter que le maximum pouvait être, suivant l'une des dispositions de l'art. 56, élevé jusqu'au double, c'est-à-dire jusqu'à quarante ans.

ARTICLE 21.

Tout individu de l'un ou de l'autre sexe, condamné à la peine de la réclusion, sera renfermé dans une maison de force et employé à des travaux dont le produit pourra être, en partie, appliqué à son profit, ainsi qu'il sera réglé par le Gouvernement.

La durée de cette peine sera au moins de cinq années et de dix ans au plus.

Cette empreinte sera des lettres T. P. pour les coupables condamnés aux travaux forcés à perpétuité ; de la lettre T pour les coupables condamnés aux travaux forcés à temps, lorsqu'ils devront être flétris ; la lettre F sera ajoutée dans l'empreinte si le coupable est un faussaire.

ARTICLE 22.

Quiconque aura été condamné à l'une des peines des travaux forcés à perpétuité, des travaux forcés à temps ou de la réclusion, avant de subir sa peine, demeurera durant une heure exposé aux regards du peuple sur la place publique. Au-dessus de sa tête sera placé un écriteau portant, en caractères gros et lisibles, ses noms, sa profession, son domicile, sa peine et la cause de sa condamnation. En cas de condamnation aux travaux forcés à temps ou à la réclusion, la Cour d'assises pourra ordonner par son arrêt que le condamné, s'il n'est pas en état de récidive, ne subira pas l'exposition publique. Néanmoins, l'exposition publique ne sera jamais prononcée à l'égard des mineurs de dix-huit ans et des septuagénaires [1].

106. La loi du 28 avril 1832 tempère la rigueur du Code pénal.
107. Le décret du 12 avril 1848 abolit l'exposition publique.

106. Le Code pénal de 1810 ordonnait l'exposition publique, contre tous les individus condamnés aux travaux forcés à perpétuité, aux travaux forcés à temps ou à la réclusion; il ne tenait aucun compte de l'âge des condamnés.

---

[1] *Ancien article* 22. — Quiconque aura été condamné à l'une des peines des travaux forcés à perpétuité, des travaux forcés à temps, ou de la réclusion, avant de subir sa peine, sera attaché au carcan sur la place publique; il y demeurera exposé aux regards du peuple durant une heure. Au-dessus de sa tête sera placé un écriteau, portant en caractères gros et lisibles ses noms, sa profession, son domicile, sa peine et la cause de sa condamnation.

La loi du 28 avril 1832 tempéra la rigueur du Code pénal; l'exposition ne resta obligatoire que pour les condamnés aux travaux forcés à perpétuité et que pour ceux des condamnés à temps ou à la réclusion qui étaient en état de récidive. Quant aux autres condamnés aux travaux forcés à temps ou à la réclusion, il fut facultatif aux Cours d'assises de les en dispenser. De plus, cette loi dispensa de l'exposition publique les mineurs de dix-huit ans et les septuagénaires.

107. Le décret du 12 avril 1848 compléta l'œuvre de la loi du 28 avril 1832 en prononçant l'abolition de l'exposition publique.

Comme j'espère que cette peine, aussi dégradante qu'inefficace, ne reprendra jamais place dans la législation pénale de la France, je m'abstiendrai d'examiner les difficultés auxquelles elle a pu donner lieu.

ARTICLE 23.

La durée des peines temporaires comptera du jour où la condamnation sera devenue irrévocable. [1]

ARTICLE 24.

Néanmoins, à l'égard des condamnations à l'emprisonnement prononcées contre les individus en état de détention préalable, la durée de la peine, si le condamné ne s'est pas pourvu, comptera du jour du jugement ou de l'arrêt, nonobstant l'appel ou le

---

[1] *Ancien article* 23. — La durée de la peine des travaux forcés à temps et de la peine de la réclusion se comptera du jour de l'exposition.

pourvoi du ministère public et quel que soit le résultat de cet appel ou de ce pourvoi. Il en sera de même dans le cas où la peine aura été réduite sur l'appel ou le pourvoi du condamné. [1]

108. Nécessité d'indiquer le jour du quel compte la durée des peines temporaires.
109. Règle générale : ce jour est celui où la condamnation devient irrévocable.
110. Cette règle est applicable aux matières correctionnelles comme aux matières criminelles, sauf dans les cas exceptionnels indiqués par l'article 24.
111. Première conséquence de cette règle, applicable à ces deux matières : l'incarcération préventive ne peut être calculée dans la durée de la peine.
112. Seconde conséquence : la durée de la peine ne compte pas du jour de la condamnation, mais du jour où la condamnation est devenue irrévocable.
113. Application de cette seconde conséquence aux matières criminelles.
114. Jour où la condamnation devient irrévocable.
115. Application de cette seconde conséquence aux matières correctionnelles.
116. Comment ces affaires sont jugées.
117. Conséquences de l'application de l'article 23 à ces matières, s'il n'avait pas été modifié par l'article 24.
118. Étude de l'article 24.
119. Jour où commence l'exécution de la peine, si aucun appel n'est formé contre la condamnation.
120. Quel sera ce jour s'il y a appel ?
121. Appel interjeté par le ministère public.
122. Appel interjeté par le condamné.
123. Peines dont les arrêts sont le point de départ, s'ils ne sont pas l'objet d'un pourvoi.
124. Pourvois. Leur influence sur le point de départ de la peine.

---

[1] *Ancien article* 24. — La condamnation à la peine du carcan sera exécutée de la manière prescrite par l'article 22.

125. Pourvoi formé par le ministère public.
126. Pourvoi formé par le condamné.
127. Désistements.
128. Désistement du condamné.
129. Désistement du pourvoi. Jurisprudence.
130. Désistement de l'appel. Jurisprudence.
131. Désistement du ministère public : appel et pourvoi.
132. Résumé.
133. Les règles relatives à la durée des peines sont applicables même à celui qui est détenu préventivement pour une autre cause au moment où l'exécution de la peine peut commencer. Jurisprudence.
134. Le ministère public n'a pas qualité pour vider les difficultés, relatives à l'exécution des peines, qui prennent un caractère contentieux. Elles rentrent dans les attributions du juge compétent pour statuer sur le principal. Jurisprudence.

108. Il était essentiel que la loi indiquât de quel jour la durée de la peine temporaire compterait pour les condamnés qui seraient en état de détention préalable au moment de leur condamnation; sans cela, comment connaître le jour où la peine finirait pour eux ?

Compterait–elle du jour de la mise en détention préalable?

Compterait–elle du jour même de la condamnation?

Ne compterait-elle que d'une époque postérieure à la condamnation ?

109. Le principe général, posé par l'article 23, c'est que la durée des peines temporaires commence à partir du jour où la condamnation est devenue irrévocable.

De là deux règles : la première, c'est que la durée de la peine temporaire ne peut commencer avant ce jour; la seconde, c'est qu'elle commence ce jour–là même.

110. Ces règles sont applicables aux matières correctionnelles comme aux matières criminelles dans tous les cas où il n'y est pas dérogé par l'article 24.

111. La première conséquence à déduire de l'article 23, c'est que l'incarcération préventive ne peut pas être calculée dans la durée de la peine; et, comme l'article 24 ne déroge pas sur ce point à l'article 23, cette conséquence est applicable aussi bien aux matières correctionnelles qu'aux matières criminelles.

L'hésitation n'était guère à craindre lorsque la peine était d'une nature tout autre que l'incarcération préventive; par exemple, lorsqu'elle était celle des travaux forcés, de la détention, de la réclusion; mais le doute pouvait naître si elle n'était, en quelque sorte, comme l'emprisonnement, que la continuation de la détention préalable; il n'est plus permis en présence de la disposition que j'examine. Ainsi, lorsque les tribunaux correctionnels prononcent la peine de l'emprisonnement, lorsque les Cours d'assises prononcent la même peine, ou parce que le jury a écarté les circonstances aggravantes qui avaient donné à un délit le caractère d'un crime, ou parce qu'il a admis en faveur de l'accusé le bénéfice des circonstances atténuantes, il leur est interdit d'ordonner que le temps de l'incarcération préventive sera compris dans le calcul de la durée de la peine.

Je n'entends pas dire que, dans le for intérieur, les juges ne doivent pas tenir compte au condamné du temps plus ou moins long pendant lequel il a été détenu préventivement. Mais ce que je rappelle, c'est que cette considération, qui peut autoriser le juge à modérer la condamnation, ne peut jamais l'autoriser à abaisser la peine au-dessous de son minimum légal,

ou à ordonner que le temps de la détention préalable comptera dans la durée de la peine qu'il prononce. En effet, d'une part, il n'est pas possible que le condamné exécute, pendant sa détention préalable, une peine qui n'est pas encore prononcée, et, d'autre part, la détention préalable n'est pas une peine, elle est seulement une mesure d'ordre, de police et de sûreté.

Toutes les fois que les juges se sont écartés de cette règle, la Cour de cassation les y a rappelés. 19 août 1808, n° 173; 1er mai 1812, n° 113; 9 avril 1813, n° 71; 15 oct. 1813, n° 221; 22 nov. 1816, n° 83; 2 mars 1827, n° 46; 7 mai 1851, n° 169.

112. La seconde conséquence à déduire du principe général posé par l'article 23, c'est que la durée des peines temporaires ne commencera même pas le jour où la condamnation aura été prononcée; c'est qu'elle ne commencera qu'à partir du jour où la condamnation sera devenue irrévocable.

Cette seconde conséquence est, comme la première, applicable aux matières correctionnelles, si ce n'est dans les cas exceptionnels, indiqués par l'article 24.

113. En matière criminelle, la durée de la peine compte donc invariablement du jour où la condamnation est devenue irrévocable; dans aucun cas elle ne commence ni avant ni après.

Les révisions de la loi du 28 avril 1832 ont introduit, sur ce point, une amélioration notable dans le Code pénal de 1810. Sous l'empire de ce Code, la durée des peines afflictives et infamantes temporaires, c'est-à-dire des travaux forcés à temps et de la réclusion, ne comptait que du jour de l'exposition publique. Sans doute la loi avait pris soin de déterminer le délai dans lequel l'exposition devait

avoir lieu. Mais cette injonction de la loi n'avait rien d'obligatoire, et mille circonstances diverses retardaient plus ou moins longtemps l'exposition du condamné, si bien que le commencement des peines afflictives et infamantes temporaires était remis au hasard ou tout au moins au pouvoir discrétionnaire du magistrat chargé de requérir l'exécution de la peine. Aujourd'hui, le point de départ de ces peines n'est plus laissé à l'arbitraire; c'est à partir d'un moment précis, du jour où la condamnation est devenue irrévocable, que leur durée commence.

114. Le Code pénal ne nous indique pas le jour où la condamnation criminelle devient irrévocable; mais cette indication nous est donnée par le Code d'instruction criminelle.

Les condamnations contradictoires, en matière criminelle, ne peuvent être attaquées que par la voie du pourvoi en cassation.

Aux termes de l'article 373 du Cod. d'instr. crim., le condamné a trois jours francs, après celui où son arrêt lui a été prononcé, pour former son pourvoi; le ministère public peut, dans le même délai, user également de ce droit.

Pendant ce délai, la condamnation n'est pas irrévocable, puisqu'elle peut être encore attaquée; et par conséquent le condamné ne commence pas à la subir. Mais, à l'expiration des trois jours, elle le devient, si elle n'a pas été l'objet d'un pourvoi, et la durée de la peine compte à partir de ce jour.

Si, au contraire, elle est dénoncée à la Cour de cassation, soit par le condamné, soit par le ministère public, elle est, par ce recours, remise en question, et tout demeure en suspens.

Dans ce cas, de quel jour deviendra-t-elle irrévocable?

Il faut distinguer.

Le pourvoi est-il rejeté, l'arrêt de rejet rend la condamnation irrévocable; et c'est de ce moment que la durée de la peine comptera.

L'arrêt de condamnation est-il annulé, la culpabilité de l'accusé ou tout au moins l'application de la peine est remise en question; en un mot, la condamnation est effacée; il n'en reste plus rien; l'œuvre de la justice est à recommencer. Si, sur le nouveau débat, il y a acquittement ou absolution, l'accusé recouvre sa liberté, et conséquemment n'a pas de peine à subir. Si, au contraire, il est de nouveau condamné, il pourra faire sur ce second arrêt ce qui lui a été permis de faire sur le premier; il peut se pourvoir ou ne pas se pourvoir. S'il ne se pourvoit pas, la condamnation devient irrévocable à l'expiration des trois jours qui lui sont donnés pour former son recours, comme la première condamnation le serait devenue, s'il ne s'était pas pourvu contre elle. S'il se pourvoit et que son recours soit rejeté, l'arrêt de rejet rend la condamnation irrévocable, et c'est du jour de cet arrêt, comme je l'ai dit plus haut, que la durée de la peine compte. Si la condamnation est de nouveau annulée, la procédure recommence, comme après le premier arrêt de cassation; et, en définitive, la condamnation ne devient irrévocable que lorsque le condamné s'abstient de se pourvoir ou que la Cour de cassation rejette son pourvoi.

115. La règle générale est, également, dans les matières correctionnelles, que la peine compte du jour où la condamnation est devenue irrévocable. Mais cette règle ne leur est applicable qu'avec les tempéraments indiqués dans l'article 24.

116. Avant de commencer l'étude de cet article,

et pour la rendre plus facile, je rappellerai comment il est procédé au jugement des affaires correctionnelles.

Ces affaires sont soumises, en première instance, aux tribunaux d'arrondissement.

Il peut être appelé de cette première décision devant les Cours impériales, soit par le condamné, soit par le ministère public près les tribunaux d'arrondissement, soit par le ministère public près les Cours impériales, soit par la partie civile, mais quant à ses intérêts civils seulement (C. instr. crim., art. 199 et suivants; L., 13 juin 1856).

L'arrêt rendu, sur appel, par la Cour impériale, peut être dénoncé à la Cour de cassation, soit par le condamné, soit par le ministère public, soit par la partie civile, mais toujours quant à ses intérêts civils seulement (C. instr. crim., art. 216, 373).

117. Si la règle que la peine ne compte que du jour où la condamnation est devenue irrévocable avait été, dans tous les cas, applicable aux matières correctionnelles, il en serait résulté : 1° que, dans toutes les affaires de cette nature, l'exécution de la peine eût été retardée jusqu'à l'expiration des délais de l'appel, et que, pendant ces délais, qui sont, pour le ministère public près le juge d'appel, d'un mois au moins et le plus souvent de deux mois (C. instr. crim., art. 205), le condamné serait resté en état d'incarcération préventive; 2° que, dans les affaires où il y aurait eu appel, cette situation se serait prolongée non-seulement jusqu'à l'arrêt de la Cour impériale, mais même jusqu'à l'expiration du délai, pendant lequel un pourvoi en cassation peut être formé contre cet arrêt; 3° que, dans les affaires où il y aurait eu pourvoi, cette situation se serait encore prolongée jusqu'à la décision de la Cour de cassation, et même, s'il y avait eu annu-

lation de l'arrêt de la Cour impériale jusqu'à ce que l'arrêt de la Cour de renvoi fût devenu irrévocable.

Les condamnés correctionnels ne pouvaient pas être traités aussi rigoureusement. S'il était juste de maintenir la règle générale pour certains cas, il était non moins équitable de la modifier dans certains autres; c'est à quoi il a été pourvu par les dispositions de l'article 24.

118. Commençons l'étude de cet article et donnons-lui tout le soin qu'elle mérite; c'est en examinant les hypothèses qui peuvent se présenter dans la pratique que nous déterminerons avec certitude les cas qui restent soumis à la règle générale et ceux qui en sont affranchis.

119. Lorsque la condamnation est prononcée par le tribunal d'arrondissement, elle est loin d'être irrévocable, puisqu'elle peut devenir l'objet d'un appel. Cependant si le jugement qui l'applique n'est attaqué ni par le condamné, ni par le procureur impérial, ni par le procureur général, la peine comptera du jour où il aura été rendu. Cette première exception à la règle générale résulte virtuellement de l'article 24; elle se justifie d'elle-même. Eût-il été raisonnable de suspendre, jusqu'à l'expiration des délais d'appel, l'exécution d'une condamnation, qui est acceptée non-seulement par le condamné, mais aussi par la partie publique?

120. En sera-t-il autrement dans le cas où il y aura eu appel?

121. Si l'appel a été interjeté par le ministère public, la durée de l'emprisonnement continuera, dans tous les cas, et quoique la peine ait été aggravée par la Cour impériale, à compter du jour même de la condamnation.

Mais il est clair que cette règle ne reçoit d'application que dans le cas où le jugement de première instance soumet le détenu à une peine corporelle. En effet, si le prévenu a été renvoyé des poursuites, ou s'il n'a été condamné qu'à l'amende, c'est la détention préventive qui continue pour lui pendant les délais d'appel (C. instr. crim., art. 206), et le prévenu n'exécute pas par anticipation une condamnation qui n'existe pas encore. Si donc il est condamné à l'emprisonnement par la Cour impériale, la durée de la peine ne comptera que du jour de cette condamnation.

La même règle s'applique, en se modifiant, au cas où la peine corporelle, prononcée par les premiers juges, s'est trouvée pleinement exécutée avant la décision des juges d'appel. Ainsi, je suppose qu'un prévenu est condamné en première instance à quinze jours d'emprisonnement. Le ministère public interjette appel dans le délai fixé par l'article 206 du Code d'instruction criminelle. Après un mois, intervient un arrêt qui porte à deux mois la peine prononcée par les premiers juges. Le détenu a-t-il exécuté une partie de cette peine? C'est, selon moi, incontestable: l'appel du ministère public n'a pu suspendre l'exécution de la peine appliquée par le tribunal de première instance; c'est la prescription formelle de l'article 24. Le détenu aura donc exécuté les quinze jours d'emprisonnement prononcés par le tribunal; mais il n'aura exécuté et n'aura pu exécuter que cette partie de la peine. Il se sera retrouvé en état de détention préventive, à partir de l'expiration des quinze jours jusqu'à l'arrêt de la Cour impériale. Il est impossible qu'il en soit autrement. Il n'a pas pu exécuter un emprisonnement qui n'était pas encore ordonné. Il

aura donc exécuté quinze jours sur les deux mois prononcés par la Cour impériale, mais il n'aura exécuté que ces quinze jours. Il aura à subir six semaines d'emprisonnement à partir de l'arrêt de condamnation, à moins que la Cour impériale n'ait formellement déclaré que les quinze jours ne seraient pas compris dans les deux mois qu'elle prononce : car alors elle sera réputée avoir voulu infliger une condamnation de deux mois et demi d'emprisonnement.

122. Si l'appel a été formé par le condamné, il faut distinguer.

Le jour de la condamnation restera le point de départ de la peine dans le cas où le condamné réussira sur son appel, c'est-à-dire obtiendra la réduction de la peine prononcée contre lui par les premiers juges.

Mais, dans le cas où la décision du tribunal de première instance est maintenue par la Cour impériale, la règle générale reprend en grande partie son empire; la durée de la peine ne compte plus du jour où la condamnation a été prononcée par les premiers juges. Si elle n'est pas, à cause des dispositions bienveillantes de l'article 24, retardée jusqu'à ce que la condamnation soit devenue irrévocable, c'est-à-dire jusqu'à l'expiration du délai pendant lequel le condamné a la faculté de se pourvoir en cassation, elle ne compte du moins que du jour de l'arrêt qui a rejeté l'appel; à moins, comme je le dirai au n° 126 (2^e^ cas), que le condamné n'obtienne par l'effet d'un pourvoi ce qui lui a été refusé sur son appel.

Il importerait peu que le ministère public eût appelé en même temps que le condamné. L'insuccès de l'un n'effacerait pas celui de l'autre; la peine n'en

continuerait pas moins à ne compter que du jour où l'arrêt de la Cour impériale aurait été rendu.

123. Les arrêts prononcés, en matière correctionnelle, par les Cours impériales n'ont pas une vertu irrévocable, puisqu'ils peuvent, comme nous le savons, être attaqués par la voie du recours en cassation.

Cependant, s'ils ne sont l'objet d'aucun pourvoi, l'article 24 les répute irrévocables; et ils deviendront, dès qu'ils auront été rendus, le point de départ de toutes les peines d'emprisonnement dont l'exécution n'aurait pas commencé le jour même où la décision des premiers juges était rendue. Ces peines sont : 1° celles que les Cours impériales appliquent, sur l'appel du ministère public, aux prévenus acquittés, absous ou condamnés seulement à l'amende par les premiers juges; 2° même celles que ceux-ci ont prononcées lorsque, sur l'appel du condamné, les Cours n'ont fait que confirmer le jugement.

124. Si, au contraire, un pourvoi est formé, résultera-t-il de ce que tout est remis en question, que l'exécution, qui n'a pas été suspendue par l'appel, s'arrêtera, et que celle qui n'a son point de départ que dans l'arrêt ne commencera pas?

Cette question comprend bien des espèces; je vais les étudier successivement.

Je distinguerai d'abord entre le cas où le pourvoi aura été formé par le ministère public et celui où il aura été formé par le condamné.

125. Si le pourvoi est formé par le ministère public, il demeurera sans influence sur le sort du condamné; le point de départ de la peine restera le même : ce sera, suivant les distinctions que je viens d'établir un peu plus haut, le jugement du tribunal ou l'arrêt de la Cour impériale.

Ce cas est régi, non par la règle générale de l'article 23, mais par les dispositions exceptionnelles de l'article 24.

126. Si le pourvoi est formé par le condamné, il faut tenir compte des circonstances dans lesquelles il a lieu.

Premier cas. — Le condamné a, sur son appel, obtenu une première réduction de peine. Cependant il s'est pourvu. Son pourvoi a été admis; l'arrêt de condamnation a été annulé et il a obtenu une seconde réduction de peine devant la Cour à laquelle le procès a été renvoyé par la Cour de cassation. Il est manifeste que, dans cette hypothèse, la durée de la peine comptera du jour où le jugement de première instance a été rendu : le condamné avait réussi sur son appel; il a, de plus, obtenu sur son pourvoi une nouvelle amélioration. C'est une double raison pour qu'il jouisse de la faveur de l'article 24.

Deuxième cas. — Le condamné, sur son appel, n'a obtenu aucune réduction de peine, et conséquemment, s'il en reste là, sa peine ne comptera que du jour de l'arrêt de la Cour impériale. Mais s'il se pourvoit et que, sur son pourvoi, il obtienne d'abord de la Cour de cassation l'annulation de cet arrêt, et ensuite de la Cour impériale de renvoi une réduction de peine, comme il aura, en définitive, réussi sur son appel, il aura commencé à exécuter sa peine du jour où le jugement de première instance a été rendu. Cette conséquence me paraît découler tout naturellement de l'article 24.

Troisième cas. — Le condamné a obtenu, sur son appel, une réduction de peine. Néanmoins il se pourvoit en cassation; mais son pourvoi n'est pas heureux, il ne lui procure aucune diminution de peine,

soit parce qu'il est rejeté par la Cour de cassation. soit parce que la Cour de renvoi prononce une peine non moins sévère que la première Cour impériale.

Comment se calculera la durée de cette peine qui a été réduite sur l'appel et qui ne l'a pas été sur le pourvoi? On comprendra dans la durée de la peine le temps qui se sera écoulé entre le jugement et l'arrêt de la Cour impériale qui aura accordé la réduction de peine, et on en exclura, au contraire, celui qui sera écoulé depuis l'arrêt de la Cour impériale jusqu'à l'arrêt qui statuera définitivement sur le pourvoi. Cet arrêt sera l'arrêt de la Cour de cassation, qui rejettera le pourvoi, si le pourvoi est rejeté; cet arrêt sera, si le pourvoi a été admis, l'arrêt de la Cour de renvoi qui refusera au condamné une nouvelle réduction de peine. La durée de la peine, suspendue depuis le premier arrêt, qui aura accordé la diminution de peine, ne recommencera qu'à partir de l'arrêt de rejet du pourvoi ou de l'arrêt de la Cour impériale qui, après admission du pourvoi, n'a pas amélioré la condition du condamné.

C'est cette règle de computation que la Cour de cassation a admise dans l'espèce suivante : Bacon avait été condamné le 16 juillet 1846 à cinq années d'emprisonnement par le tribunal correctionnel de Nantes. Après l'annulation d'un premier arrêt de la Cour de Rennes, qu'il est inutile de connaître, Bacon avait, le 30 décembre suivant, fait réduire cette condamnation à une année d'emprisonnement par la Cour d'Angers, à laquelle son appel avait été soumis, par suite du renvoi ordonné par la Cour de cassation. Le condamné se pourvut contre cet arrêt du 30 décembre, et son pourvoi fut rejeté le 30 mars 1847. Le mi-

nistère public pensa que l'insuccès du pourvoi avait fait perdre à Bacon le bénéfice que la loi attache à la réduction de peine prononcée par le juge d'appel. Mais la Cour de cassation n'a pas partagé cette manière de voir. Elle a jugé que si le pourvoi formé par Bacon contre l'arrêt du 30 décembre et dans lequel il avait définitivement succombé, avait eu pour effet d'empêcher la peine de continuer à courir tant qu'il n'avait pas été statué sur ce pourvoi, il ne résultait d'aucune des dispositions de l'article 24 que l'exercice du recours, qui lui était ouvert, lui eût fait perdre le bénéfice que la loi attache à la réduction de peine prononcée par le juge d'appel; et en conséquence elle a décidé que Bacon n'avait à subir, à partir du 30 mars 1847, jour du rejet de son pourvoi, que la portion de peine qu'il aurait encore eu à subir après l'arrêt du 30 décembre, s'il ne s'était pas pourvu contre cet arrêt. 3 juill. 1847, n° 148.

Quatrième cas.—Le condamné, qui n'a obtenu sur l'appel aucune réduction de peine, n'en obtient également aucune sur son pourvoi. Il est évident que, pour celui-ci, la détention préalable durera jusqu'à l'arrêt qui a statué, en définitive, sur le pourvoi, et que ce n'est que de cet arrêt que comptera la durée de la peine qu'il doit subir. Ici la règle générale de l'art. 23 reprend son autorité.

La situation de ce condamné ne serait pas changée si, sur son pourvoi, la durée de la contrainte par corps était diminuée; car la contrainte par corps n'est pas une peine; elle n'est qu'un mode d'exécution des condamnations pécuniaires, et ce n'est qu'en cas de réduction de peine que le condamné peut revendiquer le bénéfice de l'art. 24.

C'est ce que la Cour de cassation a jugé dans l'espèce suivante.

Lemeneur, condamné à l'emprisonnement, avait sans succès interjeté appel; il s'était pourvu contre l'arrêt qui avait confirmé la peine prononcée par les premiers juges. La Cour de cassation avait rejeté le pourvoi sur le chef de l'arrêt attaqué, qui avait condamné Lemeneur à l'emprisonnement, et ne l'avait admis que sur le chef relatif à la durée de la contrainte par corps. La Cour de renvoi n'avait donc eu à examiner que cette condamnation secondaire et s'était bornée à diminuer la durée de la contrainte. Néanmoins, Lemeneur prétendait que la durée de la peine devait compter du jour du jugement de première instance et non de l'arrêt qui avait rejeté son pourvoi sur l'application de la peine, puisque, disait-il, sur son appel, la Cour de renvoi avait diminué la durée de la contrainte par corps. La Cour de cassation a repoussé ses prétentions; elle a considéré «que Lemeneur n'avait obtenu aucune réduction de peine ni sur son appel, ni sur son pourvoi;» elle a ajouté «que si, sur le pourvoi de Lemeneur, la durée de la contrainte par corps avait été modifiée, ce n'était pas là une véritable réduction de peine, la contrainte par corps n'étant pas rangée par le Code pénal au nombre des peines;» et, en conséquence, elle a jugé que la peine de Lemeneur ne courait que du jour où son pourvoi avait été rejeté sur la partie de l'arrêt qui maintenait l'emprisonnement ordonné par les premiers juges. 10 mai 1839, n° 152.

Si le pourvoi de Lemeneur, au lieu d'être rejeté sur le chef de la condamnation, avait été admis, et si la Cour de renvoi, saisie ainsi de l'appel de Lemeneur, avait maintenu l'emprisonnement prononcé par

le tribunal de première instance, comme l'avait fait la Cour, qui avait été saisie d'abord, il aurait fallu décider, en appliquant les mêmes principes, que la peine n'aurait compté que de cet arrêt de la Cour de renvoi.

Cinquième cas. — Je suppose que c'est le ministère public qui a interjeté appel, et j'admets indifféremment que, sur cet appel, la Cour impériale a maintenu ou même aggravé la peine.

Le condamné se pourvoit en cassation ; son pourvoi est admis et, devant la Cour de renvoi, il obtient une réduction de peine. J'admets, sans hésitation, que, dans ce cas, la durée de la peine comptera du jugement de première instance. En effet, l'article 24 nous apprend d'une part que, nonobstant l'appel du ministère public, la durée de la peine compte du jour du jugement, et d'autre part qu'il en est ainsi lorsque le condamné obtient, sur son pourvoi, une réduction de peine.

Sixième cas. — Je suppose, comme dans le cas précédent, que c'est le ministère public qui a interjeté appel, et que le condamné s'est pourvu contre l'arrêt de la Cour impériale; mais j'admets que le pourvoi est rejeté, ou que, après l'admission de son pourvoi, le condamné n'a obtenu aucune réduction de peine de la Cour de renvoi. Ce cas doit être, ce me semble, régi par les principes que j'ai développés à l'occasion du troisième cas. On tiendra compte, dans la durée de la peine, du temps qui se sera écoulé entre le jugement de première instance et l'arrêt de la Cour impériale, qui aura statué sur l'appel du ministère public, puisque cet appel, quel qu'en soit le résultat, ne peut pas tenir en suspens le cours de la peine; mais on n'y comprendra pas le temps qui s'est

écoulé entre cet arrêt et celui qui a statué sur le pourvoi du condamné, puisque cet arrêt ne lui a produit aucune réduction de peine, et que, suivant la disposition finale de l'article 24, le temps, employé au jugement du pourvoi formé par le condamné, ne peut pas être compris dans la computation de la peine, si, en définitive, le condamné n'en obtient pas, sur son pourvoi, la réduction.

127. J'ai supposé jusqu'ici qu'il avait été statué sur le pourvoi et sur l'appel. Mais il peut arriver que l'un et l'autre soient suivis de désistement. Je vais maintenant rechercher quel sera, dans cette nouvelle hypothèse, le jour duquel comptera la durée de la peine.

128. Je m'occuperai d'abord des désistements donnés par les condamnés.

Je distinguerai entre ceux qui concernent le pourvoi et ceux qui concernent l'appel : car la jurisprudence a appliqué aux uns et aux autres des règles toutes différentes.

129. Je suppose donc que le condamné, soit en matière criminelle, soit en matière correctionnelle, après s'être pourvu contre l'arrêt de condamnation, se désiste de son pourvoi.

La Cour de cassation juge que, dans ces cas, le pourvoi doit être considéré comme *non avenu*, c'est-à-dire que l'exécution de la peine n'a pas été suspendue par le pourvoi et qu'elle a commencé ou continué comme si le condamné ne s'était pas pourvu.

Je recommande plus spécialement cette jurisprudence à l'attention des magistrats chargés de l'exécution des peines. Car il est possible que, dans certains ressorts, on soit encore dans l'habitude de considérer que l'exécution de la peine ne commence ou ne con-

tinue pour le condamné, qui s'est pourvu et qui se désiste de son pourvoi, que du jour de l'arrêt qui a donné acte du désistement. Cette pratique, qui ajoute à la peine, puisqu'elle en augmente la durée, a été, je le répète, formellement proscrite par la Cour de cassation, toutes les fois que cette Cour a été appelée à s'expliquer sur ce point.

Cette manière de voir n'est pas, assurément, conforme aux règles du droit strict.

En matière criminelle, l'effet du pourvoi est incontestablement de suspendre l'exécution de la peine (C. inst. crim., art. 373, 375).

En matière correctionnelle, pour que l'exécution de la peine n'ait pas été suspendue par le pourvoi du condamné, il faut que celui-ci, aux termes de l'article 24, ait obtenu, sur son pourvoi, une réduction de peine. Or, celui qui se désiste, celui qui renonce à son pourvoi, celui qui reconnaît, par conséquent, qu'il a été régulièrement condamné, ne satisfait pas à la condition de l'article 24; il n'obtient aucune réduction de peine. Comment donc se fait-il que son pourvoi n'ait pas suspendu l'exécution de la peine?

C'est sur des motifs de raison et d'humanité que la Cour de cassation se fonde pour accorder au désistement du pourvoi les effets favorables que nous venons de lui reconnaître. Si la Cour juge que le pourvoi du condamné qui se désiste doit être considéré comme non avenu, « c'est qu'elle a égard au « caractère spécial de ce recours, à la brièveté du « délai de trois jours à compter de la prononciation « de la condamnation et à l'impossibilité où se trou- « vent les parties de savoir exactement alors, en « l'absence du texte de l'arrêt, s'il existe des moyens

« de nullité ou quelle peut être leur valeur. » 2 juill. 1852, n° 221 ; 26 mai 1853, n° 185.

Malgré mon extrême déférence pour les décisions de la Cour de cassation, je me permettrai de faire remarquer qu'en statuant ainsi, la Cour n'applique pas la loi, mais qu'elle la fait, qu'elle ne *juge pas*, mais qu'elle *administre*. Quoi qu'il en soit, j'estime que, dans la pratique, les officiers du parquet doivent suivre scrupuleusement les règles qui leur sont tracées par cette jurisprudence.

En voici deux exemples qui la feront très-bien comprendre :

Bloch et Fournier, détenus préventivement et condamnés pour abus de confiance par le tribunal correctionnel de la Seine, le 26 septembre 1851, à une année d'emprisonnement, avaient, sur leur appel, obtenu de la Cour de Paris, le 1^er^ avril suivant, une réduction de leur emprisonnement à huit mois : aux termes de l'article 24, ils avaient donc commencé à exécuter leur peine le 26 septembre; les huit mois d'emprisonnement auxquels ils avaient été condamnés expiraient à l'époque correspondante du mois de mai. Mais Bloch et Fournier s'étaient pourvus en cassation contre l'arrêt du 1^er^ avril, et la Cour de cassation ne leur avait donné acte de leur désistement que par arrêt du 21 mai. Il s'est agi de savoir si l'exécution de la peine avait été suspendue de la date du pourvoi à l'arrêt du 21 mai, ou si, au contraire, les condamnés s'étant désistés de leur pourvoi, la peine n'avait pas couru sans interruption depuis le 26 septembre 1851. La Cour de Paris avait fait produire au pourvoi un effet suspensif et décidé que l'exécution de la peine n'avait pas couru dans l'intervalle qui s'était écoulé entre le pourvoi et l'arrêt sur

le désistement. La Cour de cassation a annulé cet arrêt; elle a considéré, d'une part, que, lorsqu'elle donne acte à un condamné de son désistement et déclare qu'en conséquence le pourvoi est réputé non avenu, une telle décision replace le condamné dans le même état que si son pourvoi n'avait jamais existé, et que, par suite, son recours ne peut plus à l'avenir faire obstacle à ce que la détention préventive, postérieure au pourvoi, compte, s'il y a lieu, en déduction de la peine, et, d'autre part, qu'en n'observant pas l'arrêt qu'elle avait rendu sur le désistement des condamnés, la Cour de Paris avait méconnu l'autorité de la chose jugée souverainement par la Cour de cassation et commis un excès de pouvoir. 2 juill. 1852, n° 221.

Le procureur général de Paris a voulu que la Cour de cassation s'expliquât une seconde fois sur la question : il s'est pourvu contre un arrêt du 27 avril 1853 qui s'était conformé à la doctrine de l'arrêt du 2 juillet 1852; mais son pourvoi a été rejeté. — Voici l'espèce :

Verpillas avait été condamné par arrêt de la Cour impériale de Paris du 23 avril 1851 à deux années d'emprisonnement. Le 22 du même mois, il s'était pourvu contre cette décision; mais, le 21 mai suivant, il s'était désisté de son pourvoi. Par arrêt du 5 juin de la même année, la Cour de cassation, en admettant le désistement, avait déclaré *n'y avoir lieu à statuer sur le pourvoi, lequel devait être réputé non avenu.* Le procureur général près la Cour de Paris a prétendu que ce pourvoi avait suspendu l'exécution de la peine; cette Cour a, au contraire, déclaré que le pourvoi ne l'avait pas arrêtée. En rejetant le pourvoi du ministère public, la Cour de cassation a, de nou-

veau, consacré les principes de l'arrêt du 2 juillet 1852. 26 mai 1853, n° 185.

130. Je supposerai à présent que le condamné, après avoir interjeté appel du jugement correctionnel qui a prononcé contre lui la peine de l'emprisonnement, se désiste de son appel.

Quel sera l'effet de ce désistement dans la computation de la durée de la peine? L'appel sera-t-il considéré comme non avenu, et la durée de la peine comptera-t-elle du jour du jugement? Ne comptera-t-elle, au contraire, que du jour du désistement ou de l'arrêt qui en aura donné acte?

Les motifs qui ont déterminé la Cour de cassation à tenir le pourvoi du condamné pour non avenu, après son désistement, ne se rencontrent pas ici.

On ne peut plus invoquer en faveur du condamné, qui a interjeté appel, comme on l'a fait en faveur du condamné qui s'est pourvu, la brièveté du délai dans lequel il a dû agir. Si la loi n'accorde au condamné que trois jours pour se pourvoir, elle lui donne, au contraire, dix jours pour interjeter appel. On ne peut donc attribuer au désistement de l'appel les effets, qui sont attribués au désistement du pourvoi à cause de la nature spéciale de ce recours. Il faut revenir au principe général de l'article 23 et aux règles spéciales de l'article 24 et en faire l'application : la condamnation n'étant pas irrévocable, ne peut être prise, aux termes du premier de ces articles, comme point de départ de l'exécution. Quant au second, le condamné, qui n'obtient, sur son appel, aucune réduction de peine, ne peut point en réclamer les faveurs. La peine ne comptera donc que du jour du désistement ou plutôt du jour de son acceptation.

Le nommé Govillé avait été condamné, par juge-

ment du tribunal de la Flèche du 1^er août 1855, à deux mois d'emprisonnement. Il avait interjeté appel de cette décision; mais, devant le tribunal supérieur du Mans, et à l'audience du 31 du même mois, il avait déclaré se désister de son appel, et le même jour il lui avait été donné acte de cette déclaration. Le même tribunal, par un jugement postérieur, en se fondant sur ce que l'appel de Govillé, suivi de désistement, devait être considéré comme non avenu, avait ordonné que la durée de la peine compterait du 1^er août 1855, jour de la condamnation prononcée par les premiers juges. La Cour de cassation a annulé cette décision. Cette Cour a considéré « qu'aux termes de l'article 23, la durée des peines temporaires ne compte que du jour où la condamnation est devenue irrévocable; que l'appel en matière correctionnelle a pour effet, non-seulement d'arrêter l'exécution du jugement, mais de remettre en question, devant la juridiction supérieure, les faits qui ont été soumis à l'appréciation des premiers juges; que, devant le tribunal d'appel, l'appelant comparaît à l'état de prévention; que, s'il est détenu, c'est en vertu du mandat décerné contre lui, au cours de l'instruction, et non en exécution du jugement qui l'a condamné; que le temps pendant lequel subsiste l'appel ne peut donc être compris dans la durée de la peine, si ce n'est au cas spécialement prévu par l'article 24, c'est-à-dire lorsque l'appel a été interjeté par le ministère public, quel qu'en soit le résultat, ou lorsque l'appel du prévenu a amené une réduction dans la durée de la peine; que ce principe est applicable à l'appel suivi de désistement; que, tant que le jugement reste frappé de l'appel, il n'est pas définitif; que si, plus tard, le désistement du prévenu fait cesser, pour l'a-

venir, les effets de l'appel, il ne peut restituer au jugement, à partir du jour où la condamnation a été prononcée, le caractère d'irrévocabilité que l'appel lui avait enlevé, et qui seul détermine le point de départ pour l'exécution de la peine ; et qu'en faisant courir la peine pendant que la condamnation n'était pas irrévocable, le jugement attaqué avait violé les dispositions de l'article 23 du Code pénal. » 22 nov. 1855, n° 367.

Cet arrêt s'est borné à juger que, dans l'espèce, la durée de la peine n'avait pu compter de la décision des premiers juges; mais il ne s'est pas expliqué sur le point de savoir si, lorsque le désistement et l'acceptation du désistement ont deux dates différentes, la peine compte du jour du désistement ou seulement du jour de son acceptation par le ministère public.

Je ne connais pas de précédent sur ce point dans la jurisprudence de la Cour de cassation. Mais il me semble que les principes généraux du droit conduisent à penser que, dans ce cas, la peine ne comptera que du jour de l'acceptation du désistement. En effet, le désistement, comme tous les actes unilatéraux, demeure à la merci de celui qui l'a consenti et peut être rétracté, tant qu'il n'a pas été accepté. Il en résulte que l'appel subsiste dans toute sa force jusqu'à l'acceptation du ministère public : 31 août 1820, n° 117; ce n'est que par cet acquiescement que l'appel est effacé et que la condamnation devient irrévocable. Ce n'est donc qu'à partir de l'acceptation du désistement que la durée de la peine comptera.

131. Quant aux désistements donnés par le ministère public, je ferai une première observation.

c'est que la loi ne les admet pas, parce que le ministère public n'a pas qualité pour renoncer à l'action publique, dont il n'a que l'exercice; j'ajouterai que si, malgré cette défense, ils sont donnés, ils sont considérés comme non avenus, et qu'ainsi il doit être statué sur le pourvoi ou sur l'appel de la même façon et dans les mêmes conditions que si ces actes n'avaient pas été suivis de désistement. 24 brum. an VII, n° 100; 2 mars 1827. n° 46; 3 janv. 1834, n° 8; 15 juill. 1836, n° 234; 21 nov. 1839, n° 353; 9 juill. 1840, n° 198; 16 sept. 1842, n° 241; 20 déc. 1845, n° 368; 24 fév. 1854, n° 54; 10 avril 1856, n° 143; 31 juill. 1856, n° 271.

Le pourvoi et l'appel subsistent donc malgré le désistement, et ils subsistent avec leurs effets ordinaires.

Quels sont ces effets? je les rappelle.

S'il s'agit d'un pourvoi en matière criminelle, la peine ne compte, comme je l'ai expliqué précédemment, que du jour où la Cour de cassation a, par son arrêt de rejet, rendu la condamnation irrévocable. Le condamné ne peut pas, dans ce cas, invoquer la faveur de l'art. 24. Il ne peut pas prétendre que le pourvoi, n'ayant été formé que par le ministère public, doit demeurer sans influence sur le point de départ de la peine. La matière étant criminelle, les effets du pourvoi sont régis par l'art. 23, et non par l'art. 24.

S'il s'agit au contraire d'un pourvoi en matière correctionnelle, ou d'un appel, ces actes demeurent sans effet sur le point de départ de la peine, ainsi qu'il résulte de l'art. 24 et que je l'ai expliqué précédemment.

132. Je me suis efforcé de prévoir toutes les difficultés qui peuvent se présenter dans la pratique, sur

l'application des art. 23 et 24; j'en ai peut-être omis quelques-unes; mais je pense que les principes que j'ai exposés pourront servir à résoudre celles qui m'auraient échappé.

133. On peut se demander si ces règles sur la durée des peines temporaires doivent recevoir leur application, même lorsque le condamné est, au moment où la durée de la peine peut commencer, détenu préventivement et écroué à l'occasion d'un fait autre que celui pour lequel la peine a été ordonnée contre lui.

Le ministère public s'est cru autorisé à soutenir, à deux reprises, devant la Cour de cassation que, dans ce cas, le détenu continuait à demeurer en état de détention préalable, même après le jour à partir duquel la durée de la peine pouvait compter, et qu'il ne commençait à exécuter la peine temporaire prononcée contre lui que lorsque l'instruction à raison de laquelle il était détenu préventivement était terminée d'une façon quelconque.

Deux fois la Cour de cassation a repoussé cette prétention, qui n'est que l'exagération de principes d'ailleurs fort contestables.

Les magistrats qui l'avaient soulevée se fondaient principalement sur ce que l'exécution du jugement ne commence que par la rédaction de l'acte d'écrou, qui la constate sur le registre de la maison de correction, et sur ce que, dans le cas particulier, le jugement n'avait pas été suivi de cette mesure, puisque le détenu était écroué, non pas en vertu du jugement qui le condamnait, mais en vertu du mandat de dépôt ou d'arrêt décerné contre lui par le juge d'instruction à raison d'un fait autre que celui qui avait été l'objet du jugement.

Sans doute, l'exécution du jugement doit se constater par un écrou sur les registres de la maison de correction (C. inst. crim., art. 608); mais ni l'art. 23, ni l'art. 24 du Code pénal ne font dépendre l'exécution de la peine temporaire de l'accomplissement de cette formalité. Il n'est pas permis d'ajouter une nouvelle condition à celles que la loi a déterminées et de se montrer plus rigoureux qu'elle. L'écrou est une garantie donnée à la liberté individuelle; nul gardien ne peut, à peine d'être poursuivi et puni comme coupable de détention arbitraire, recevoir ni retenir aucune personne qu'en vertu soit d'un mandat de dépôt, soit d'un mandat d'arrêt, soit d'un arrêt de renvoi devant une Cour d'assises ou d'un jugement ou arrêt de condamnation à une peine afflictive ou à un emprisonnement, et sans que la transcription en ait été faite sur son registre (C. inst. crim., art. 609). Mais est-ce qu'on peut rendre le détenu responsable de ce que cette formalité, qui n'est commandée que dans son intérêt, n'a pas été remplie, et perpétuer son incarcération, sous le prétexte qu'il n'a pas été écroué en vertu du jugement qui l'a condamné?

Les partisans du système que je combats m'objecteront sans doute que le détenu n'est pas incarcéré à raison du jugement qui l'a condamné; que la cause de sa détention est étrangère et antérieure à ce jugement, et qu'à raison de cette cause, il serait détenu, alors même qu'il n'aurait pas été condamné pour un autre fait.

Je leur répondrai que la détention préalable n'est qu'une mesure de police, que l'inculpé ne doit y être assujetti qu'en cas d'absolue nécessité, et qu'en conséquence il doit y être soustrait dès qu'elle peut être remplacée par l'emploi d'une mesure qui lui est

profitable, comme l'exécution d'une peine temporaire.

Il faut admettre, et je ne saurais trop insister sur ce point, que si un inculpé est détenu préventivement à raison de certains faits, et que si, pendant cette détention préventive, il est condamné à raison de certains autres, il cessera d'être en état de détention préventive, dès que la peine prononcée contre lui, à cause de ces derniers faits, deviendra exécutoire, et que, de ce moment, la durée de la peine comptera pour lui.

Les deux exemples que je puise dans la jurisprudence de la Cour de cassation compléteront ma démonstration.

Le nommé Perroteau, poursuivi pour bris de clôture, était détenu préventivement, à raison de ce fait, dans la maison d'arrêt de Saintes. Pendant cette détention préventive, il fut, le 13 janvier 1837, condamné, pour diffamation, à un mois d'emprisonnement. Il n'interjeta pas appel de ce jugement. Quant à la prévention relative au bris de clôture, elle ne fut définitivement vidée que le 17 février suivant. Le ministère public prétendit que Perroteau n'avait commencé à exécuter le mois d'emprisonnement prononcé contre lui le 13 janvier qu'à partir du 17 février, la détention préalable dont il avait été l'objet n'ayant cessé que ce jour-là. Perroteau soutint, au contraire, que la durée de cette peine devait se compter du 13 janvier, puisqu'il n'avait pas interjeté appel et que l'art. 24 du Code dispose que la durée de la peine, si le condamné n'a pas appelé, court du jour du jugement. Le tribunal de Niort accueillit la demande de Perroteau. Le ministère public se pourvut en cassation ; mais son pourvoi fut rejeté. 12 mai 1837, n° 148.

Le notaire Grosse avait été condamné à trois mois d'emprisonnement, pour divers abus de confiance. Cependant il était écroué et détenu préventivement pour faux en écriture publique. Après une détention de neuf mois, Grosse comparut en Cour d'assises et fut acquitté. Il prétendit alors avoir subi la peine de trois mois d'emprisonnement pendant ses neuf mois d'incarcération. Le ministère public s'opposa à son élargissement. Mais le tribunal de Rennes l'ordonna, et cette décision fut maintenue par les juges d'appel. Le ministère public se pourvut contre cet arrêt. La Cour de cassation, persistant dans sa précédente jurisprudence, rejeta le pourvoi. 26 septembre 1839, n° 310.

Cette jurisprudence est aussi conforme à la loi qu'à la raison : elle sera une règle invariable pour les officiers du ministère public, qui doivent veiller avec un soin scrupuleux à ce que les peines ne soient jamais prolongées au delà des injonctions de la loi.

134. Tout ce qui précède indique suffisamment que l'application des articles 23 et 24 peut donner lieu à de sérieuses et fréquentes difficultés. Je vais, pour clore mon travail sur ces dispositions, rechercher à qui il appartient de statuer sur ces sortes de contestations.

Les règles à suivre, en pareil cas, me paraissent très-exactement tracées dans un réquisitoire de M. le procureur général Dupin, présenté le 27 mai 1845 à la chambre criminelle de la Cour de cassation.

« La loi, est-il dit dans ce réquisitoire, a chargé le ministère public du soin d'assurer l'exécution des jugements (art. 197 et 376, C. instr. crim.); et de cette attribution générale il faut induire qu'il appartient aux magistrats qui sont investis de ces fonctions d'or-

donner toutes les mesures nécessaires pour opérer cette exécution, et même de statuer sur les difficultés qui peuvent incidemment s'élever à cet égard ; mais il est évident, en même temps, que, s'il y a réclamation de la part du condamné, s'il s'élève un incident contentieux, la seule interprétation de ce magistrat ne peut suffire ; car s'il est investi d'une autorité, incontestable pour l'exécution des peines, il n'est nullement investi d'une juridiction pour statuer sur les contestations que cette exécution peut soulever. Dès qu'il y a contestation, sa compétence cesse donc, et c'est au tribunal duquel émane le jugement qu'il appartient, soit de l'interpréter, soit de prononcer sur les incidents contentieux que son exécution fait naître. »

Il ne s'agit plus que de faire, dans la pratique, l'application de ces principes.

Il appartient donc aux magistrats du ministère public de requérir les mesures nécessaires pour assurer l'exécution des peines, et même de statuer sur les difficultés qui peuvent incidemment s'élever à cet égard. 11 juin 1829, n° 121. Mais ces décisions pourront fort bien n'être que provisoires : car, si le condamné réclame à l'occasion de l'exécution ordonnée par le ministère public, sous le prétexte qu'il y a prescription ou remise de la peine ou que son terme est atteint, l'incident prenant un caractère contentieux qui devient l'accessoire de l'action publique et qui doit en suivre le sort, il n'appartient plus qu'aux juges qui ont statué sur le principal de prononcer sur la réclamation.

La Cour de cassation a fait à deux espèces remarquables l'application de ces règles ; dans la première, elle a rejeté le pourvoi formé par le procureur gé-

néral près la Cour de Toulouse; dans la seconde, elle a prononcé une cassation dans l'intérêt de la loi.

Voici ces deux espèces :

Puy-la-Roque, condamné à cinq jours de prison disciplinaire, pour refus de service dans la garde nationale, par le tribunal correctionnel de Montauban, fut arrêté à Toulouse, le 30 juillet, en exécution de ce jugement, et écroué dans la maison d'arrêt de cette ville. Le 2 août il fut averti qu'il serait transféré à Montauban; l'ordre de translation fut en effet signé le 3; le 4, on se présenta à cinq heures du matin pour l'exécuter. Puy-la-Roque fit signifier au concierge que sa peine était expirée et qu'il devait être mis en liberté; le procureur général, averti de cet incident, consentit à lever l'écrou, sauf au détenu à se représenter le 13 à la maison d'arrêt de Montauban, s'il y avait lieu. Le 7, Puy-la-Roque fit assigner le ministère public devant le tribunal correctionnel de Montauban, pour faire décider qu'il avait expié sa peine et qu'ainsi sa mise en liberté devait être considérée comme définitive.

Le ministère public opposa une fin de non-recevoir à Puy-la-Roque; il prétendit que le tribunal était incompétent, puisqu'il s'agissait d'une exécution dont il était seul juge, sauf la prise à partie, en cas d'erreur.

Le tribunal de Montauban rejeta la fin de non-recevoir. Sur l'appel du ministère public, la Cour de Toulouse confirma cette décision. Le procureur général se pourvut inutilement; son pourvoi fut rejeté par l'arrêt du 23 février 1833, n° 74, qui considéra « que si le ministère public est exclusivement chargé de l'exécution des jugements correctionnels, et si les

tribunaux ne peuvent accorder de sursis à cette exécution, sans violer les articles 197, 375 et 376 du Code d'instruction criminelle, les questions qui s'élèvent à l'occasion de cette exécution, soit quant à la prescription, soit quant à la remise, soit quant à l'expiration de la peine, présentent un caractère contentieux qui devient l'accessoire de l'action publique, et qu'elles doivent suivre le sort de cette action et être portées devant les juges compétents pour décider sur le principal. »

Plusieurs détenus à la maison de correction de Pontoise présentèrent au tribunal de cette ville une requête par laquelle ils demandaient qu'il fût décidé, contradictoirement avec le ministère public, que les condamnations à plusieurs mois d'emprisonnement seraient subies par périodes égales de trente jours comme les condamnations à un seul mois.

Le tribunal statua en ce sens par jugement du 15 janvier 1845.

Le ministère public appela du jugement rendu par le tribunal de Pontoise. Le tribunal de Versailles, se fondant sur ce qu'il appartient au ministère public seul d'apprécier les réclamations élevées au sujet de l'exécution des jugements, se déclara incompétent pour statuer sur la question qui lui était soumise.

Le ministre de la justice chargea, conformément à l'article 441 du Code d'instruction criminelle, le procureur général près la Cour de cassation, de requérir, dans l'intérêt de la loi, l'annulation de cette décision. Elle fut prononcée par l'arrêt du 27 juin 1845, n° 207. La Cour consacra de nouveau les principes de son arrêt du 23 février 1833.

Cette jurisprudence est irréprochable; elle sauvegarde les intérêts de la société et des condamnés; elle

soulage la responsabilité des officiers du ministère public, qui doivent s'empresser de la suivre toutes les fois que l'occasion s'en présente.

ARTICLE 25.

Aucune condamnation ne pourra être exécutée les jours de fête nationale ou religieuse ni les dimanches.

135. Mesure dans laquelle on doit entendre cet article.

135. Cet article, qui n'est qu'une satisfaction donnée à la décence publique, ne concerne que les exécutions extérieures. Si le hasard veut que les peines temporaires puissent compter du jour d'une fête nationale ou religieuse, ou d'un dimanche, il est clair que c'est de ce jour qu'elles prendront cours, malgré la prohibition de cet article, et que le point de départ de la peine ne sera pas remis au lendemain de la fête ou du dimanche.

ARTICLE 26.

L'exécution se fera sur l'une des places publiques du lieu qui sera indiqué par l'arrêt de condamnation.

136. Peine dont l'exécution est réglée par cet article.
137. Le lieu de l'exécution est désigné par l'autorité judiciaire ; la place par l'autorité administrative.
138. Pouvoir discrétionnaire du juge.
139. La désignation n'est pas prescrite à peine de nullité de l'arrêt.
140. La Cour d'assises commettrait un excès de pouvoir si elle complétait son premier arrêt par un second.

Dans ce cas, l'exécution a lieu sur la place ordinaire.

136. Depuis la suppression de l'exposition publi-

que, cet article ne concerne plus que les exécutions capitales.

137. Il faut observer que, s'il confie à l'autorité judiciaire le soin d'indiquer la localité dans laquelle l'exécution se fera, il ne lui donne pas, en même temps, le droit de déterminer la place publique sur laquelle elle aura lieu. C'est un hommage rendu à la division des pouvoirs, et une reconnaissance du droit conféré par la loi des 16-24 avril 1790 (tit. XI, art. 3), à l'autorité municipale, qui tient de cette loi la police des voies et places publiques.

Lorsque l'autorité judiciaire ordonne une exécution, elle doit donc indiquer la localité, mais s'abstenir de déterminer la place publique où elle se fera. 17 sept. 1857, n° 341.

138. La loi attribue sur le choix de la localité un pouvoir discrétionnaire aux juges chargés d'ordonner l'exécution.

Ils pourraient, en cas de condamnation à mort de deux individus pour un même crime, ordonner l'exécution de l'un d'eux dans une localité, et l'exécution du second dans une autre. C'est ce qui résulte des principes que la Cour de cassation a appliqués, dans l'espèce suivante, à l'exposition publique.

La Cour d'assises du département des Deux-Sèvres avait condamné la veuve Prisset, Suzanne Guicheteau et Magdelaine Bouranneau, la première à vingt ans de travaux forcés, les deux autres à cinq ans de la même peine, et ordonné que l'exécution de son arrêt se ferait, quant à l'exposition publique, pour la veuve Prisset à Parthenay et pour les autres à Niort.

Les condamnées se pourvurent en cassation, se fondant sur ce que, en divisant ainsi l'exécution, on

rendait inapplicable l'art. 378 du Code d'instruction criminelle, le greffier ne pouvant, dans les vingt-quatre heures, se transporter à Parthenay et à Niort.

La Cour rejeta le pourvoi « attendu que la Cour d'assises, en ordonnant l'exécution de son arrêt de la manière qu'elle l'a ordonnée, n'a violé aucune loi. 17 janvier 1812 (inédit).

Les juges peuvent également ordonner que l'exécution aura lieu dans une commune sise hors de leur ressort.

Heurteaux et Daguet, habitants de la commune de Bourgtheroude, département de l'Eure, avaient assassiné un notaire de cette commune sur le territoire de la Bouille, localité de la Seine-Inférieure. Ils furent condamnés à mort par la Cour d'assises de ce département. Cette Cour ordonna que l'exécution aurait lieu à Bourgtheroude. Entre autres moyens de cassation, Heurteaux et Daguet prétendirent que l'arrêt attaqué n'avait pu, sans excès de pouvoir, ordonner que l'exécution aurait lieu dans une commune située hors de la circonscription de la Cour d'assises du département de la Seine-Inférieure. Le pourvoi fut rejeté : « attendu qu'aux termes de l'art. 26 du Code pénal les Cours d'assises sont autorisées à ordonner l'exécution de leurs jugements sur la place publique du lieu qu'elles indiqueront; que cet article ne contient aucune restriction, et que les arrêts et jugements des Cours et tribunaux sont exécutoires de plein droit sur toute l'étendue des terres de l'obéissance du roi. » 30 déc. 1826 (inédit).

139. Au reste, l'arrêt de condamnation n'est pas tenu, sous peine de nullité, de faire cette désignation.

La seule conséquence à tirer du silence de l'arrêt, c'est qu'il a été dans la volonté des juges que l'exécution eût lieu, dans la localité où siége la Cour d'assises, sur la place publique désignée, à cet effet, par l'autorité municipale. 25 avril 1839, n° 136; 3 août 1843, n° 191; 21 juillet 1847 (Dall. 1847, 360).

140. La Cour d'assises qui a négligé d'indiquer la localité où son arrêt sera exécuté ne peut pas réparer cette omission dans un arrêt postérieur.

Le premier arrêt est complet, puisque, comme je viens de le dire, à défaut de désignation spéciale, il est reconnu que l'exécution aura lieu sur la place publique des exécutions de la ville où siége la Cour d'assises. Le second arrêt, rendu par un juge qui aurait précédemment épuisé sa compétence, renfermerait un excès de pouvoir; il serait annulé, s'il était dénoncé à la Cour de cassation, et l'exécution se ferait dans les termes du premier arrêt, c'est-à-dire, sur le lieu ordinaire des exécutions. 3 août 1843, n° 191.

ARTICLE 27.

Si une femme condamnée à mort se déclare, et s'il est vérifié qu'elle est enceinte, elle ne subira la peine qu'après sa délivrance.

141. Abrogation de l'article 1er de la loi du 23 germinal an III.

141. Cette disposition a implicitement abrogé la loi du 23 germinal an III, portant (art. 1er) que « *aucune femme prévenue de crime emportant la peine de mort ne pourra être mise en jugement qu'il n'ait été vérifié qu'elle n'est pas enceinte.*

La femme enceinte ne peut plus réclamer que le bénéfice de notre article (7 nov. 1811, S., à sa date, J. P., à sa date); sauf au président de la Cour d'assises à renvoyer l'affaire à une autre session, s'il juge que l'accusée n'est pas en état de supporter les débats.

ARTICLE 28.

La condamnation à la peine des travaux forcés à temps, de la détention, de la réclusion et du bannissement, emportera la dégradation civique. La dégradation civique sera encourue du jour où la condamnation sera devenue irrévocable, et, en cas de condamnation par contumace, du jour de l'exécution par effigie [1].

ARTICLE 29.

Quiconque aura été condamné à la peine des travaux forcés à temps, de la détention ou de la réclusion sera de plus, pendant la durée de sa peine, en état d'interdiction légale : il lui sera nommé un tuteur et un subrogé tuteur pour gérer et administrer ses biens, dans les formes prescrites pour les nominations des tuteurs et subrogés tuteurs aux interdits [2].

---

[1] *Ancien article* 28.—Quiconque aura été condamné à la peine des travaux forcés à temps, du bannissement, de la réclusion ou du carcan, ne pourra jamais être juré ni expert, ni être employé comme témoin dans les actes, ni déposer en justice autrement que pour y donner de simples renseignements.—Il sera incapable de tutelle ou de curatelle, si ce n'est de ses enfants et sur l'avis seulement de sa famille.—Il sera déchu du droit de port d'armes et du droit de servir dans les armées du roi.

[2] *Ancien article* 29.—Quiconque aura été condamné à la peine

ARTICLE 30.

Les biens du condamné lui seront remis après qu'il aura subi sa peine, et le tuteur lui rendra compte de son administration [1].

ARTICLE 31.

Pendant la durée de la peine, il ne pourra lui être remis aucune somme, aucune provision, aucune portion de ses revenus.

142. Incapacités attachées à la peine principale. Leur moralité.
143. Règle de leur gradation.
144. Adoption de cette règle par la législation française : trois incapacités, la dégradation civique, l'interdiction légale, l'interdiction de disposer et de recevoir par donation entre-vifs et par testament.
145. Nature et caractère de la dégradation civique.
146. Nature et caractère de l'interdiction légale.
147. Nature et caractère de l'interdiction de recevoir ou de disposer.
148. Jour où le condamné encourt ces incapacités. — Dégradation civique.
149. Suite. Interdiction légale.
150. Le point de départ des incapacités attachées aux peines temporaires est-il celui des incapacités attachées aux peines perpétuelles ?
151. Influence de la réhabilitation, l'amnistie, la grâce et la prescription sur ces incapacités.—Autorisation don-

---

des travaux forcés à temps ou de la réclusion, sera de plus, pendant la durée de sa peine, en état d'interdiction légale; il lui sera nommé un curateur pour gérer et administrer ses biens, dans les formes prescrites pour la nomination des tuteurs aux interdits.

[1] *Ancien article* 30.—Les biens du condamné lui seront remis après qu'il aura subi sa peine, et le curateur lui rendra compte de son administration.

née au Gouvernement de relever le condamné de certaines de ces incapacités.
152. Réhabilitation.
153. Amnistie : absolue ou restreinte.
154. Amnistie absolue. Ses effets.
155. Les étend-elle sur le passé ? Jurisprudence.
156. Amnistie limitée. Ses effets.
157. Grâce.
158. Distinction entre la grâce accordée avant l'exécution de la peine et la grâce accordée après cette époque.
159. Grâce accordée avant l'exécution de la peine. Code pénal de 1810. Ses effets. Jurisprudence.
160. Suite. Révisions de la loi du 28 avril 1832.
161. Grâce accordée après l'exécution de la peine. Ses effets.
162. Suite. Distinction entre les lettres de grâce pures et simples et celles à clause expresse.
163. Les lettres de grâce pures et simples ne font pas remise des incapacités. Jurisprudence.
164. Les lettres de grâce peuvent-elles en faire la remise expresse ?
165. Prescription.
166. Le Gouvernement peut, dans certains cas, relever les condamnés de certaines incapacités.

142. Toutes les législations ont admis que certains châtiments pouvaient et devaient être accompagnés de certaines incapacités ; c'est le complément rationnel de la peine, destinée à réprimer les crimes qui portent une atteinte violente à l'ordre social.

« La mort civile abolie, dit M. Riché, dans son Rapport sur la loi du 31 mai 1854, on reste en présence de ces idées faites, morales, pratiques, au nom desquelles le condamné à des peines graves ne peut conserver certains droits, qui emportent une participation à la chose publique ou qui supposent l'estime publique ; il doit perdre les jouissances de la fortune, inconciliables avec l'égalité devant la peine et avec les précautions nécessaires contre les évasions. Ces

idées ont été organisées en 1791 et, plus complétement, par notre Code pénal actuel, qui associe aux peines afflictives temporaires les déchéances et les incapacités dont l'ensemble compose la dégradation civique et l'interdiction légale. Ces deux mots sont énergiques et vrais; leurs effets n'excèdent pas les bornes des droits dont la société peut disposer. »

143. La gravité de ces incapacités accessoires doit être en raison directe de la sévérité de la peine à laquelle elles se rattachent. Les incapacités attachées aux peines afflictives perpétuelles doivent être plus étendues que celles qui ne sont que la suite d'une peine afflictive temporaire, et celles qui accompagnent les peines afflictives temporaires doivent être plus étendues que celles qui ne sont que le complément des peines infamantes.

144. Cette gradation est observée dans notre législation.

Les peines afflictives perpétuelles, comme je l'ai dit sous l'article 18, engendrent trois incapacités : la dégradation civique, l'interdiction légale, l'interdiction de disposer et de recevoir, soit par donation entre-vifs, soit par testament.

Les peines afflictives temporaires n'engendrent que la dégradation civique et l'interdiction légale.

La peine infamante du bannissement n'engendre que la dégradation civique.

145. Je vais dire en quoi consiste chacune de ces incapacités.

La dégradation civique imprime une flétrissure profonde au condamné qu'elle exclut des fonctions, emplois ou offices publics; qu'elle prive du droit de vote, d'élection, d'éligibilité, et en général de tous les droits civiques et politiques, comme du droit de

porter aucune décoration; qu'elle rend incapable d'être juré, expert, d'être employé comme témoin dans les actes, de déposer en justice autrement que pour y donner de simples renseignements, de faire partie d'aucun conseil de famille et d'être tuteur, curateur, subrogé tuteur ou conseil judiciaire, si ce n'est de ses propres enfants et sur l'avis conforme de la famille; qu'elle prive du droit de port d'armes, du droit de faire partie de la garde nationale, de servir dans l'armée française, de tenir école ou d'enseigner et d'être employé dans aucun établissement d'instruction à titre de professeur, maître ou surveillant (art. 34).

La dégradation civique est, de sa nature, perpétuelle, à quelque peine qu'elle se rattache; le juge ne peut donc se permettre d'en limiter la durée, « attendu que si l'article 29 du Code assigne à l'interdiction légale la même durée que celle de la peine, il n'en est pas de même de la dégradation civique, qui, d'après l'article 28, est la conséquence virtuelle et nécessaire des peines principales portées par cet article; attendu que la dégradation civique établit pour celui qui en est frappé un état personnel permanent qui suit la peine principale après son expiration et dont il n'est pas permis aux Cours d'assises de limiter la durée. » 24 mars 1836, n° 92; 21 avril 1836, n° 125; 31 mars 1842, n° 72; 9 avril 1842, n° 85.

146. L'interdiction légale se distingue sous plusieurs rapports essentiels de l'interdiction civile. Celle-ci est prononcée dans l'intérêt du malheureux que son état habituel d'imbécillité, de démence ou de fureur rend impropre à la vie civile. La loi le pourvoit d'un tuteur qu'elle charge d'administrer sa personne et ses biens, et d'employer ses revenus à l'a-

doucissement de son sort et à l'accélération de sa guérison. L'interdiction légale, au contraire, est une disposition prise plutôt contre le condamné qu'en considération de son intérêt personnel; la loi abandonne sa personne à l'exécution de la peine, et elle lui enlève non-seulement l'administration, mais la jouissance même de ses biens; elle défend à son tuteur de lui remettre aucune somme, aucune portion de ses revenus : elle ne veut pas qu'une portion quelconque de sa fortune soit employée à tempérer la rigueur de la peine qu'il subit (art. 29, 31).

Au reste, quoique la loi déclare le condamné incapable d'administrer ses biens, il ne demeure pas moins responsable, au point de vue de la répression, des actes personnels qu'il exécute à raison de cette administration; il ne peut pas s'abriter derrière l'interdiction dont il est frappé pour en décliner la responsabilité.

Berthe de Villers avait été condamné, en 1851, à cinq ans de travaux forcés et, par suite, se trouvait en état d'interdiction légale. Il fut accusé et condamné de nouveau pour avoir, pendant l'exécution de sa peine et conséquemment pendant son interdiction légale, fait usage de pièces fausses dans une procédure de 1853. Berthe demanda la cassation de ce dernier arrêt, sous prétexte qu'étant en état d'interdiction légale en 1853 et, par suite, incapable d'ester personnellement en justice, il ne pouvait être responsable des pièces dont il avait pu faire usage. Son pourvoi fut rejeté. La Cour de cassation considéra « que, si à l'époque où avait eu lieu la procédure de 1853, Berthe se trouvait, par suite de l'arrêt de 1851, en état d'interdiction légale, et si, par suite, il ne pouvait légalement ester en justice, il n'en restait

pas moins légalement et moralement responsable des actes qu'il pouvait faire, et qui constituaient des crimes ou des délits. » 4 déc. 1856, n° 386.

L'interdiction légale est perpétuelle ou temporaire, selon qu'elle est le complément d'une peine perpétuelle ou d'une peine temporaire.

Elle ne s'attache qu'aux condamnations contradictoires. Quant aux condamnés par contumace, leurs biens sont, à partir de l'exécution de l'arrêt de condamnation, considérés et régis comme biens d'absent (C. instr. crim., art. 471).

147. L'interdiction de recevoir ou de disposer soit par donation entre-vifs, soit par testament, qui se rattache, avec les deux premières incapacités dont je viens de parler, aux peines afflictives perpétuelles, n'est, selon moi, qu'un hommage rendu à la plus saine morale. La faculté de disposer par donation entre-vifs ou par testament et celle de recevoir au même titre sont évidemment de ces droits naturels ou civils, dont la société peut dépouiller, sans injustice et sans cruauté, celui qui l'a offensée par un crime odieux.

Cette incapacité de donner et de recevoir est perpétuelle comme la peine dont elle est l'accessoire.

148. Il importe de déterminer de quel moment les condamnés sont frappés de l'une ou de l'autre de ces trois incapacités.

La dégradation civique est encourue par ceux qui sont condamnés contradictoirement aux travaux forcés à temps, à la détention, à la réclusion et au bannissement, du jour où la condamnation est devenue irrévocable (art. 28).

La Cour de cassation a fait l'application de ce prin-

cipe, qui n'est pas d'ailleurs contestable, dans l'espèce suivante.

Steintein, cité comme témoin dans le procès criminel suivi contre Couret devant la Cour d'assises de la Haute-Garonne, avait été entendu, sans prestation de serment, à titre de simples renseignements. Le président s'était abstenu de l'entendre comme témoin, parce qu'il avait été condamné à la réclusion et que sa condamnation était devenue irrévocable. Couret se pourvut contre l'arrêt qui l'avait condamné ; il prétendit que Steintein aurait dû prêter serment, parce que, s'il avait été condamné à la réclusion et si sa condamnation était définitive, il n'avait pas encore commencé à l'exécuter et qu'ainsi il n'était pas atteint par la dégradation civique. Ces faits avaient lieu en 1842, ils étaient conséquemment régis par la loi du 28 avril 1832. La Cour de cassation rejeta le pourvoi ; elle déclara, conformément à la disposition littérale de l'art. 28, que l'incapacité était encourue du jour même où la condamnation était devenue irrévocable. 13 oct. 1842, n° 277. Elle avait jugé autrement, et avec raison, sous l'empire du Code pénal de 1810, qui ne faisait commencer la peine que du jour de l'exposition (ancien art. 23). 8 avril 1826, n° 67.

Quant aux condamnés par contumace aux travaux forcés à temps, à la détention, à la réclusion, au bannissement, ils encourent la dégradation civique du jour de l'exécution par effigie.

Ce mode d'exécution est aujourd'hui réglé par la loi du 2 janvier 1850, modificative de l'art. 472 du Code d'instruction criminelle. Cette loi dispose ainsi: « L'art. 472 du Code d'instruction criminelle est modifié ainsi qu'il suit : extrait du jugement de con-

damnation sera, dans les huit jours de la prononciation, à la diligence du procureur général ou de son substitut, inséré dans l'un des journaux du département du dernier domicile du condamné. Il sera affiché, en outre : 1° à la porte de ce dernier domicile; 2° de la maison commune du chef-lieu d'arrondissement où le crime a été commis ; 3° du prétoire de la Cour d'assises. — Pareil extrait sera, dans le même délai, adressé au directeur de l'enregistrement et des domaines du domicile du contumax.—Les effets que la loi attache à l'exécution par effigie seront produits à partir de la date du dernier procès-verbal constatant l'accomplissement de la formalité de l'affiche prescrite par le présent article. »

149. L'interdiction légale est encourue par ceux qui sont condamnés contradictoirement aux travaux forcés à temps, à la détention, à la réclusion, du jour où la condamnation est devenue irrévocable. Cette règle n'est pas formellement écrite dans l'art. 29; mais elle s'y trouve au moins d'une manière implicite. En effet, aux termes de cette disposition, les condamnés sont en état d'interdiction *pendant la durée de leur peine;* ils y sont par conséquent dès qu'elle commence; or, la peine commence aussitôt que la condamnation est devenue irrévocable : donc le point de départ de l'interdiction légale est, pour ceux qui sont condamnés par sentence contradictoire, l'irrévocabilité de la peine.

Quant aux condamnés par contumace, ainsi que je l'ai déjà dit plus haut, ils ne sont pas en état d'interdiction légale, et leurs biens sont régis comme biens d'absent à partir de l'exécution de l'arrêt (C. inst. crim. art. 471; L. 2 janv. 1850).

150. Ces règles, que le Code pénal n'a tracées

que pour les peines temporaires, sont-elles applicables aux incapacités qui, substituées à la mort civile, sont devenues la conséquence des peines perpétuelles?

Des trois incapacités qui remplacent la mort civile, deux d'entre elles, la dégradation civique et l'interdiction légale, ont été empruntées au Code pénal : la loi du 31 mai 1854 n'en ayant pas modifié le régime, elles ont évidemment conservé leurs conditions d'application telles qu'elles sont indiquées par le Code pénal et le Code d'instruction criminelle.

Quant à la troisième, l'interdiction de recevoir et de disposer, elle aura le même point de départ que les deux autres, si elle résulte d'une condamnation contradictoire.

La raison le dit assez; et cette vérité résulte d'ailleurs du texte même de la loi du 31 mai 1854 (art. 3).

En effet, d'après le Code Napoléon, la nullité du testament, que le condamné avait pu faire précédemment, n'avait lieu que du jour de l'exécution de la peine. L'irrévocabilité même de la condamnation ne l'atteignait pas ; il produisait ses effets si le condamné mourait avant l'exécution.

Mais la loi du 31 mai 1854 a réglé autrement ce cas. Elle a déclaré le testament annulé par le fait même de l'irrévocabilité de la condamnation, d'où la conséquence incontestable que l'interdiction de recevoir et de disposer est encourue par le condamné du jour même où la condamnation est devenue irrévocable.

Si la condamnation est par contumace, l'incapacité de disposer et de recevoir, soit par testament, soit par donation entre-vifs, n'est encourue par le con-

damné que cinq ans après l'exécution par effigie (L. 31 mai 1854, art. 3).

151. Pour terminer l'étude des art. 28, 29, 30 et 31, il ne me reste plus qu'à rechercher quelle influence la réhabilitation, l'amnistie, la grâce et la prescription peuvent exercer sur ces diverses incapacités et si, dans certains cas, il n'est pas permis au Gouvernement de relever le condamné de quelques-unes d'entre elles.

152. La réhabilitation fait cesser, pour l'avenir, dans la personne du condamné, toutes les incapacités qui résultaient de la condamnation. Ainsi l'ordonne littéralement l'art. 634 du Code d'instruction criminelle, modifié par la loi du 3 juillet 1852.

Remarquons que les effets de la réhabilitation ne sont pas rétroactifs et qu'ils n'opèrent que sur l'avenir.

153. L'amnistie est l'acte par lequel le souverain, sans rechercher les coupables et sans les désigner, jette un voile impénétrable sur des faits condamnables ou en atténue la gravité, défend ou arrête les poursuites, en efface ou en modifie les résultats. Elle diffère de la grâce, qui est, en général, individuelle et limitée à la remise totale ou partielle des peines prononcées contre un ou plusieurs individus dénommés, et qui laisse subsister la culpabilité des graciés. 9 mars 1839, n° 234.

L'amnistie peut être absolue ou restreinte. 9 mars 1811, n° 31 ; 1er sept. 1837 (Dall., 1838, 6).

154. Si elle est absolue, elle efface le fait lui-même; elle emporte l'oubli du passé. C'est assez dire que, lorsqu'elle intervient après la condamnation, elle l'efface ainsi que les incapacités qui en ont été la suite. Je lis dans l'arrêt du 11 juin 1825,

n° 114 « que si l'effet des lettres de grâce est limité à la remise de tout ou partie des peines prononcées contre un ou plusieurs individus; que si elles laissent subsister le délit, la culpabilité des graciés et déclarent même la justice de la condamnation, il en est autrement de l'amnistie pleine et entière, qui porte avec elle l'abolition des délits qui en sont l'objet, des poursuites faites ou à faire, des condamnations qui auraient été ou qui pourraient être prononcées, tellement que ces délits, couverts du voile de la loi par la puissance ou la clémence royale, sont, au regard des Cours et des tribunaux, sauf le droit des tiers en réparation du dommage par action civile, comme s'ils n'avaient jamais été commis. » La Cour de cassation a consacré de nouveau ces principes dans ses autres arrêts des 19 juill. 1839, n° 235; 7 mars 1844, n° 83; et elle en a fait l'application à la dégradation civique dans l'arrêt du 20 juin 1829, n° 140 :

« Attendu, dit cet arrêt, qu'en supposant l'identité du témoin Franz avec l'individu portant le même nom, condamné à mort par contumace, ce condamné aurait recouvré, par l'amnistie postérieure, l'exercice du droit dont il aurait été privé par l'art. 28 du Code pénal. »

155. L'amnistie qui efface la condamnation l'efface-t-elle non-seulement pour l'avenir, mais encore pour le passé? Replace-t-elle les amnistiés, sauf les droits acquis aux tiers, dans la position où ils étaient avant que la condamnation eût produit ses effets? La Cour de cassation l'a pensé dans deux espèces remarquables que je vais rapporter.

Le sieur de Girardin et la demoiselle de Meaulne s'étaient mariés au mois de mai 1822. Le 16 janvier 1834, un arrêt de la Cour d'assises du département

de la Vendée, rendu par contumace et pour cause politique, condamna à mort le sieur de Girardin. L'exécution par effigie ayant eu lieu le 15 février suivant, les cinq années accordées par l'art. 27 du Code Napoléon pour se représenter étaient expirées le 16 février 1839.

Le 27 avril 1840, une ordonnance du roi porta amnistie en faveur de tous les condamnés pour crimes ou délits politiques, qu'ils fussent ou non détenus dans les prisons de l'État. Cette amnistie profitait évidemment au sieur de Girardin et le replaçait au rang des autres citoyens. Mais la mort civile encourue par lui, entre l'époque de l'expiration des cinq ans pendant lesquels il pouvait se représenter et celle de la publication de l'amnistie, avait-elle dissous son mariage avec la demoiselle de Meaulne, et, par voie de conséquence, ces deux personnes, pour être unies légitimement, étaient-elles dans l'obligation de se remarier? Elles l'avaient cru ; mais l'officier de l'état civil auquel elles s'étaient adressées avait refusé de procéder à ce nouveau mariage, sur le motif que l'amnistie avait effacé les effets de la mort civile.

Un jugement du tribunal d'Angers du 14 janvier 1840 avait considéré que le mariage avait été dissous par la mort civile et restait dissous malgré l'amnistie, et avait enjoint à l'officier de l'état civil de procéder au nouveau mariage.

Sur l'appel de celui-ci, la Cour d'Angers, par arrêt du 21 août 1840, infirma ce jugement, estima que le mariage n'était pas dissous et déclara les intimés non recevables dans leur demande.

Les époux de Girardin se sont pourvus en cassation ; mais la chambre des requêtes, dans l'arrêt du 31 juillet 1850 (S., 1850, 672), a rejeté le pourvoi

par les considérations suivantes : « Attendu que, l'amnistie ayant pour but d'effacer complétement le passé, c'est-à-dire de replacer les amnistiés dans la position où ils étaient avant que la condamnation fût encourue, il en résulte qu'elle produit le rétablissement complet de l'amnistié dans la jouissance des droits qu'il avait avant sa condamnation, à moins que ces droits ne soient devenus la propriété des tiers; que cette restriction forcée, rendue nécessaire par le principe conservateur de la non-rétroactivité, est la seule que puisse éprouver l'amnistie; —Attendu que, lorsque les droits de l'amnistié, au lieu de passer à des tiers, ont seulement sommeillé dans sa personne, il s'ensuit nécessairement que l'amnistie, ne rencontrant aucun obstacle et ne portant préjudice à qui que ce soit, reçoit sans limites l'application qu'elle recherche, dans la plus grande étendue, c'est-à-dire l'oubli de tous les faits antérieurs ; — Attendu que l'arrêt attaqué constate qu'aucun droit de nature à porter atteinte au mariage des époux de Girardin n'a été acquis à des tiers; que bien loin de là les deux époux ont considéré leur union comme n'ayant jamais reçu d'atteinte et ont continué la vie conjugale même avant l'amnistie ; qu'en décidant dans de telles circonstances que le mariage des demandeurs n'avait jamais cessé de subsister, et qu'une nouvelle célébration, loin d'être nécessaire, serait un acte contraire à la sainteté du mariage, l'arrêt attaqué a fait une saine et exacte application des principes qui régissent l'amnistie; que ce seul motif suffit au maintien de l'arrêt. »

Par arrêt de la Cour d'assises du Morbihan, du 28 mars 1832, le sieur Guérin de La Houssaye, poursuivi pour crime politique, fut condamné à mort par

contumace. Le 28 mai, même année, le sieur de La Houssaye fut exécuté par effigie, conformément à l'art. 472 du Code d'instruction criminelle. Le 10 juillet suivant, sa femme, la dame de Bellouan, déclara renoncer à la communauté qui existait entre elle et son mari. Le sieur de La Houssaye, ne s'étant pas représenté dans les cinq ans pour purger sa contumace, se trouva frappé de mort civile, aux termes de l'art. 27 du Code civil, à partir du 28 mai 1837. Le 28 avril 1840 intervint une ordonnance royale qui rendit applicable aux condamnés par contumace l'amnistie du 3 mai 1837. Par l'effet de cette ordonnance, le sieur de La Houssaye rentrait, au moins pour l'avenir, dans la plénitude de ses droits civils. Le 1^er juin 1840, la dame de Bellouan acquit, en son nom personnel, la métairie de la Ville-Étienne, et elle fut autorisée à vendre ses propres pour en payer le prix. Par jugement du 23 avril 1843, confirmé par arrêt de la Cour de Rennes du 13 janvier 1844, la séparation de corps et de biens fut prononcée entre elle et son mari ; et le 1^er avril 1844, pour le cas où une communauté nouvelle existerait, la dame de Bellouan déclara y renoncer.

Dans cet état, le 5 août 1845, le sieur Guérin de La Houssaye assigna la dame de Bellouan devant le tribunal civil de Ploërmel, pour : 1° Voir ordonner la liquidation de la communauté qui avait existé entre eux depuis leur mariage, et se faire déclarer créancier de cette communauté de 23,000 francs ; 2° Voir dire que la métairie de la Ville-Étienne serait déclarée acquêt de communauté et lui serait allouée en entier par suite de la renonciation de sa femme à cette communauté.

Le 22 juin 1846, jugement qui, considérant que le sieur de La Houssaye a encouru la mort civile à l'ex-

piration des cinq années qui ont suivi l'exécution par effigie de sa condamnation par contumace, et que l'un des effets de la mort civile est la dissolution du mariage, déclare le sieur de La Houssaye sans qualité et le déboute de ses demandes.

Sur l'appel du sieur de La Houssaye, arrêt de la Cour de Rennes, du 11 mai 1847, qui confirme le jugement (S., 1847, 2, 344).

Guérin de La Houssaye s'est pourvu contre cet arrêt; outre certains autres moyens qu'il est inutile de rappeler, il a soutenu que l'arrêt attaqué avait violé l'ordonnance d'amnistie du 27 avril 1840 et les art. 30, 227 et 1401 du Code civil, en jugeant que l'amnistie, en faisant disparaître pour l'avenir les effets de la mort civile, n'avait pas rétabli entre les époux la communauté que la mort civile avait dissoute en même temps que le mariage.

La Cour de cassation, après avoir constaté, en fait, « que le domaine de la Ville-Étienne avait été acquis par la dame de la Houssaye, par acte notarié du 1er juin 1840, c'est-à-dire après le retour de Guérin à la vie civile, par l'effet de l'amnistie du 27 avril 1840,» a considéré, en droit, « que, par le fait et à la date de l'ordonnance d'amnistie du 27 avril 1840, le sieur Guérin de La Houssaye était rentré dans les droits que lui donnait son contrat de mariage, et que la communauté ancienne avait repris force et vigueur sauf les droits qui dans l'intervalle où a duré la mort civile auraient pu être acquis à des tiers; que l'art. 1451 du Code civil ne dispose que pour le cas du rétablissement de la communauté par convention volontaire des époux séparés, soit de corps et de biens, soit de biens seulement, et non pour le cas du rétablissement de la communauté comme conséquence naturelle et

nécessaire de la cessation de la mort civile ; que, dès lors, l'arrêt attaqué, en refusant à l'amnistie, prononcée le 27 avril 1840, le pouvoir de rétablir virtuellement entre les sieur et dame Guérin de La Houssaye la communauté existante avant la mort civile du mari, et en refusant de comprendre dans cette communauté un immeuble acquis par la femme depuis le retour du mari à la vie civile et avant la séparation de corps prononcée entre les époux, avait faussement interprété et par suite violé ladite ordonnance d'amnistie du 27 avril 1840, » et, en conséquence, elle a cassé l'arrêt de la Cour de Rennes.

Elle a ainsi jugé que l'amnistie, accordée à des condamnés morts civilement, rétablit de plein droit leur mariage, qui avait été dissous par l'effet de la mort civile, et que la communauté, qui avait été dissoute comme le mariage par l'effet de la mort civile, revit avec lui par l'effet de l'amnistie. 8 déc. 1851 (S., 1852, 215).

Elle a donc décidé, par ce second arrêt, comme par le premier, que l'amnistie replaçait les amnistiés, sauf les droits acquis aux tiers, dans la position où ils étaient avant que la condamnation eût produit ses effets.

156. Si l'amnistie est limitée, elle laisse incontestablement subsister les effets des condamnations qu'elle maintient. Mais quant aux autres, elle ne les efface pas moins que si elle était absolue. C'est un principe que la Cour de cassation a reconnu dans ses arrêts des 7 mars 1844, n° 83, déjà cité, et 10 août 1845 (Dall., 1845, 399).

157. La grâce est l'acte par lequel le souverain fait aux condamnés remise totale ou partielle de leur peine. Elle laisse subsister, comme l'indique l'arrêt

du 11 juin 1825, que j'ai cité plus haut, le crime ou le délit, la culpabilité du gracié, et déclare même la justice de la condamnation.

Elle est, le plus ordinairement, individuelle; il semble cependant qu'aucun principe du droit public ne s'oppose à ce que le souverain accorde des grâces générales. Je citerai, comme exemple, le décret du 15 septembre 1860, qui, en faisant remise des condamnations prononcées jusqu'à ce jour dans le département de la Corse, en matière correctionnelle et de simple police, me paraît avoir bien plus le caractère de la grâce que de l'amnistie.

158. Quant aux effets de la grâce sur les incapacités attachées aux peines criminelles, on distinguait, avant les révisions de la loi du 28 avril 1832, entre celle qui avait précédé l'exécution de la peine et celle qui ne lui était que postérieure.

159. Dans un avis des comités réunis de législation, des finances, de la guerre, du conseil d'État, en date des 8–17 janvier 1823, sur la question de savoir si les militaires retraités qui, condamnés à des peines afflictives ou infamantes, avaient subi leur jugement ou avaient été graciés, devaient justifier de leur réhabilitation légale pour être remis en jouissance de leurs pensions, se trouvent posées les questions suivantes :

1° Les lettres de grâce pleine et entière, accordées avant toute exécution du jugement de condamnation, peuvent-elles tenir lieu de réhabilitation?

2° Les lettres de grâce, accordées après l'exécution du jugement, et qui ne contiendraient aucune clause relative à la réhabilitation du condamné, dispensent-elles de l'exécution des dispositions du Code d'instruction criminelle relatives à la réhabilitation?

3° Les lettres de grâce peuvent-elles, par une clause explicite, dispenser des formalités prescrites par le Code d'instruction criminelle pour la réhabilitation?

159 *bis*. Les comités réunis ont répondu à la première de ces trois questions :

« Considérant, sur la première question, qu'en matière criminelle, nul jugement de condamnation ne peut avoir d'effet avant l'exécution ; que, lorsque la grâce a précédé l'exécution, les incapacités légales ne sont pas encourues ; que, par conséquent, il ne peut y avoir lieu, dans ce cas, à solliciter des lettres de réhabilitation, puisque la réhabilitation n'a pour objet que de relever le condamné des incapacités légales auxquelles il a été réellement soumis. »

Cette réponse était parfaitement conforme au droit et à la raison : puisque la condamnation ne produisait ses effets qu'après l'exécution de la peine, il était manifeste que, si la peine encourue par le condamné lui avait été remise avant ce moment, cette peine et les incapacités, qui n'en pouvaient être que la conséquence, ne l'avaient pas atteint, et que la grâce lui avait conservé sa capacité civique et civile.

Ces principes ont été appliqués par la Cour de cassation dans l'espèce suivante :

Antoine Raynal, fusilier au 17^e régiment d'infanterie de ligne, avait été condamné contradictoirement, le 23 août 1824, par le 2^e conseil de guerre de la 19^e division militaire, à la peine de mort, pour voies de fait envers son supérieur. Ce jugement ne fut pas exécuté : par lettres de grâce, la peine de mort fut commuée en dix années d'emprisonnement. Plus tard, le roi, ayant fait remise du restant de cette peine, Raynal fut incorporé au 21^e régiment d'infanterie. En 1832, ce militaire fut poursuivi de nouveau

pour insulte et voie de fait envers son supérieur. Le 1er conseil de guerre de la 8e division militaire se déclara incompétent pour le juger, sous le prétexte que Raynal se trouvait, par suite de sa condamnation antérieure à une peine afflictive et infamante, entraînant la mort civile, déchu du droit de servir dans les armées françaises, et que, son incorporation ayant eu lieu, non par sa volonté, mais par l'effet d'une erreur de l'administration militaire, il n'était pas justiciable des conseils de guerre.

Cette décision fut, sur l'ordre du ministre de la justice, déférée à la Cour de cassation, qui l'annula. Elle admit, comme motif de cassation, « que si l'article 23 du Code civil porte que la condamnation à la mort naturelle emporte la mort civile, d'après l'article 26 du même Code, les condamnations contradictoires n'emportent la mort civile qu'à compter du jour de leur exécution, soit réelle, soit par effigie; que les lettres de commutation de peine ne laissent subsister la mort civile contre le condamné à la peine de mort, qu'autant que la peine substituée entraînerait légalement la même conséquence; qu'elle n'est aucunement attachée à la peine correctionnelle de l'emprisonnement; qu'en conséquence, Antoine Raynal n'avait jamais, en fait ni en droit, encouru la mort civile, ni même la privation de ses droits civils. » 6 avril 1832, n° 130.

160. Cette question ne peut plus se présenter, ce me semble, depuis les révisions de la loi du 28 avril 1832.

Sous le Code pénal de 1810, un temps plus ou moins long s'écoulait entre le jour où la condamnation aux peines afflictives et infamantes devenait irrévocable et celui où la peine était exécutée. Le

souverain pouvait user de son droit de grâce, entre ces deux jours, sans porter atteinte à ce principe de raison et de justice, qui ne permet l'exercice de la grâce que pour faire remise d'une peine devenue irrévocable.

Depuis les révisions de la loi du 28 avril 1832, il n'y a plus à distinguer entre le jour où la condamnation à une peine afflictive ou infamante devient irrévocable et celui où la peine reçoit son commencement d'exécution. Il résulte, en effet, du nouvel article 23 du Code, dont la règle est applicable, comme nous l'avons reconnu, non-seulement aux peines temporaires, mais aussi aux peines perpétuelles, que l'exécution de la peine commence du jour où la condamnation est devenue irrévocable. Il faudrait donc, pour que la question que je viens d'examiner pût encore se présenter, que le souverain eût fait grâce avant que la condamnation fût devenue irrévocable, ce qui, sans doute, n'aurait rien d'inconstitutionnel, mais serait, comme je l'ai déjà indiqué, peu conforme à la nature même de la grâce. Autrement, la grâce n'intervient qu'après l'irrévocabilité de la condamnation, elle n'intervient par cela même qu'après l'exécution de la peine, et par conséquent ne peut pas produire les effets que le conseil d'État a eu raison de lui reconnaître sous un autre régime.

161. Quant à la grâce qui ne sera accordée qu'après que la condamnation sera devenue irrévocable, quels effets produira-t-elle?

162. Je distinguerai entre les lettres de grâce pures et simples et celles qui, par une clause expresse, auraient fait remise des incapacités attachées à la peine principale.

165. Je n'hésite pas à croire que les premières n'auront pas pour résultat de remettre les incapacités.

Les comités réunis ont répondu à la seconde des trois questions que j'ai rappelées ci-dessus et qui est celle que j'étudie en ce moment :

« Considérant que l'article 8 de la Charte a maintenu les lois qui n'y sont pas contraires; que la nécessité de la réhabilitation imposée par le Code d'instruction criminelle au condamné, pour qu'il soit relevé des incapacités légales encourues par l'exécution du jugement, n'a rien de contraire à l'article 87 de la Charte, qui donne aussi le droit de faire grâce ou de commuer la peine; qu'en effet, la grâce et la réhabilitation diffèrent essentiellement, soit dans leurs principes, soit dans leurs effets; que la grâce dérive de la clémence du roi, la réhabilitation, de sa justice; que l'effet de la grâce n'est pas d'abolir le jugement, mais seulement de faire cesser la peine; qu'aux termes du Code d'instruction criminelle, le droit de réhabilitation ne commence qu'après que le condamné a subi sa peine; que l'effet de la réhabilitation est de relever le condamné de toutes les incapacités soit politiques, soit civiles qu'il a encourues; que ces incapacités sont des garanties données par la loi, soit à la société, soit aux tiers, et que la grâce accordée au condamné ne peut pas plus le relever de ces incapacités que de toutes les autres dispositions du jugement qui auraient été rendues en faveur des tiers. »

C'est en se fondant sur ces raisons, qui ne sont pas toutes également vraies, comme je l'indiquerai sur la dernière question, que les comités réunis ont émis l'avis que les incapacités survivent aux lettres de grâce pures et simples.

Cet avis me paraît juste au fond. Le condamné a été atteint par la peine principale et les incapacités, qui n'en sont que le corollaire, dès que la condamnation est devenue irrévocable; le souverain lui fait remise de la peine principale : il ne la subira plus; mais il restera frappé des incapacités sur lesquelles les lettres de grâce ne se sont pas expliquées.

C'est ainsi, au surplus, que l'ont jugé deux arrêts de la Cour de cassation, l'un de la chambre criminelle, l'autre de la chambre des requêtes.

Voici l'arrêt de la chambre criminelle :

Le nommé Jacquin, accusé du crime d'homicide volontaire, avait fait assigner devant la Cour d'assises, comme témoin à décharge, un individu qui avait été précédemment condamné à une peine afflictive, de laquelle il avait été relevé par des lettres de grâce. Le président des assises, considérant ce témoin comme encore frappé des incapacités écrites dans l'article 28 du Code pénal, ne lui avait pas fait prêter le serment prescrit, à peine de nullité, par l'article 317 du Code d'instruction criminelle, et ne l'avait admis à déposer que pour donner de simples renseignements.

Jacquin, déclaré coupable par le jury, et condamné par la Cour d'assises, s'est pourvu en cassation, et a soutenu que le témoin à décharge, à qui il avait été refusé de prêter serment, ayant été libéré de sa peine par les lettres de grâce qu'il avait obtenues, avait été, par cela même, relevé de toutes les incapacités que sa condamnation lui avait fait encourir, et qu'ainsi, en refusant de l'admettre à la prestation du serment, le président de la Cour d'assises avait contrevenu à l'article 317 du Code d'instruction criminelle.

Mais, par arrêt du 6 juillet 1827, attendu que les

lettres de grâce, qui ne portent que la remise de la peine et *ne contiennent pas la réintégration de l'individu gracié dans la jouissance de ses droits civils*, ne délient pas celui à qui elles sont accordées de l'incapacité de témoigner en justice qu'a encourue cet individu par sa condamnation, la Cour a rejeté le pourvoi (Dall., ann. 1827, 442).

Les mêmes principes sont admis par la chambre des requêtes dans l'arrêt suivant :

Nicolas Olivier, déclaré coupable d'homicide volontaire sur la personne d'un garde-chasse, avait été condamné à la peine des travaux forcés à perpétuité, par arrêt de la Cour d'assises du département de l'Hérault. En 1835, il obtint des lettres de grâce, et, plus tard, il remplit les formalités tracées par le Code d'instruction criminelle pour faire convertir les lettres de grâce en lettres de réhabilitation, lesquelles lui furent accordées.

Dans l'intervalle écoulé entre la grâce obtenue par Olivier et sa réhabilitation, sa mère décéda. La part héréditaire fut dévolue à ses enfants.

Lorsqu'il eut obtenu sa réhabilitation, il intenta une demande en revendication. Il se fondait sur ce que la mort civile, qui l'avait frappé par suite de sa condamnation, avait cessé par l'effet des lettres de grâce qu'il avait obtenues, et qu'ainsi, au moment du décès de sa mère, il avait eu capacité pour recueillir la succession de celle-ci.

Les prétentions d'Olivier furent successivement rejetées par le tribunal de Montpellier, la Cour de la même ville et la chambre des requêtes de la Cour de cassation : « Attendu, porte l'arrêt de cette chambre, du 10 avril 1849 (Dall., 1849, 142), que s'il est vrai que sous l'ancienne législation de la France, la clé-

mence royale pouvait s'exercer par les voies de lettres de grâce, de lettres de réhabilitation et aussi, dans des cas extraordinaires, par des lettres d'abolition, il devient inutile d'examiner dans la cause actuelle quelle a pu être l'étendue des pouvoirs conservés à l'autorité royale, sous l'empire des Chartes de 1814 et 1830 ; qu'en effet, il est incontestable que les lettres de grâce n'ont jamais eu d'action que du souverain au condamné auquel, par lesdites lettres, il est seulement fait remise de la peine, tandis que les lettres de réhabilitation intéressent la société, dans le sein de laquelle le gracié est rétabli avec la plénitude des droits dont il jouissait avant sa condamnation ; que, dans l'espèce, ne s'agissant que de lettres de grâce portant, suivant que l'énonce l'arrêt attaqué, simple remise de la peine restant à courir, il demeure évident que de telles lettres de grâce n'ont pu dépasser le but qu'elles voulaient atteindre, ni réintégrer dans ses droits civils le gracié qui avait perdu ces droits, non par l'application d'une peine, mais par voie de conséquence d'une condamnation infamante prononcée contre lui et exécutée, selon l'axiome de droit : *Indulgentia quos liberat notat, nec infamiam criminis tollit sed pœnæ gratiam facit* (l. 3, Cod., lib., 9, tit. 43); qu'en le jugeant ainsi, l'arrêt attaqué, loin de violer la loi, n'a fait qu'une juste application des principes qui régissent la matière. »

164. Mais la question devient beaucoup plus délicate si les lettres de grâce, par une clause expresse, remettent avec la peine principale les incapacités qui l'accompagnent.

Les comités réunis de législation, des finances et de la guerre refusent au souverain le droit de remettre, par lettre de grâce, au condamné, les incapacités,

accessoires de la peine principale. Ils répondent, en effet, dans les termes suivants à la troisième des questions que j'ai prises dans leur avis :

« Considérant que la prérogative royale ne s'étend pas jusqu'à dispenser les citoyens des obligations qui leur sont imposées en vertu des lois maintenues par la Charte, et dont ils ne pourraient être relevés que par la puissance législative. »

Cette opinion des comités réunis a été adoptée, je ne dois pas le laisser ignorer, par les auteurs les plus considérables, parmi lesquels je me contenterai de citer M. Favard (v° *Réhabilitation*), et M. Demolombe, *Cours de droit civil*. Ce dernier résume ainsi les raisons sur lesquelles se fondent les partisans du système qu'il embrasse (t. 1, p. 280) : « La grâce est la remise de la peine, de la peine elle-même, de la peine proprement dite ; or, les différentes incapacités dont le condamné est frappé, bien que pénales aussi sans doute, n'ont pourtant pas le même caractère que la peine principale et directe, et c'est de là qu'est venue cette proposition que la mort civile n'est pas une peine ; donc la grâce n'en peut pas faire remise. C'est la réhabilitation seule qui peut les effacer ; car ces différentes incapacités sont, pour la plupart, autant de garanties données à la société et aux tiers. Tels sont les principes proclamés par le conseil d'État, le 18 janvier 1823, dans une occasion spéciale, il est vrai, mais d'une manière générale et théorique. Enfin le doute paraît bien devoir être levé par la rédaction actuelle des art. 619 et 635 du Code d'instr. crim. »

La Cour de cassation ne s'est pas prononcée sur cette grave question. Dans l'arrêt du 7 juillet 1827, que j'ai reproduit plus haut, elle paraît admettre que le souverain pourrait ordonner *la réintégration de*

l'individu gracié dans la jouissance de ses droits civils : elle semble adopter l'opinion contraire dans l'arrêt du 10 avril 1849, dont j'ai également copié les termes.

Quoi qu'il en soit de ces hésitations de la Cour de cassation, de l'avis des comités réunis du conseil d'État et des opinions respectables que j'ai rappelées, il m'est impossible de me rendre à cette opinion.

On reconnaît, sans difficulté, au chef de l'État le pouvoir d'amnistier, c'est-à-dire d'ordonner, par mesure générale, sans exception et sans désignation de personnes, qu'un fait criminel ne sera pas poursuivi ou cessera de l'être, que la condamnation, même la plus rigoureuse, encourue pour le crime le plus odieux, cessera d'être subie et que les amnistiés rentreront dans la plénitude de leurs droits civils; je ne comprends pas qu'on puisse en même temps lui nier le droit de faire, par lettres de grâce, remise des incapacités, accessoires de la peine principale. C'est lui refuser le pouvoir de faire pour un seul ce qu'on lui reconnaît le droit de faire pour une catégorie de criminels.

Si le pouvoir d'amnistier était réservé au Corps législatif, s'il n'était pas dévolu au chef de l'État, je comprendrais qu'on déniât à celui-ci le pouvoir de remettre par ses lettres de grâce autre chose que la peine principale. Mais lorsque le pouvoir d'amnistier est dans les attributions constitutionnelles du chef de l'État, je ne vois plus comment et sur quelles raisons on peut renfermer son droit de grâce dans des limites aussi restreintes.

L'opinion que je me permets de soutenir est celle de Merlin, qui la défend avec toute la puissance de sa dialectique. Le savant procureur général rappelle que, sous l'ancienne monarchie, on entendait par le

droit de faire grâce non-seulement celui de remettre la peine à laquelle un coupable était condamné, mais encore celui d'abolir son crime, de rendre comme non avenu le jugement de sa condamnation et de le réintégrer dans tous ses honneurs, dans tous ses droits civils.

Il me paraît, en effet, hors de doute que, sous l'ancienne monarchie, le droit de grâce laissé au roi comportait non-seulement la grâce proprement dite, mais encore l'amnistie.

Ce droit complexe de nos anciens rois fut, il est vrai, aboli par le Code pénal des 25 septembre-6 octobre 1791 (1re part., tit. 7, art. 13), qui, des différentes manières de faire cesser les effets des condamnations afflictives ou infamantes, ne conserva que la réhabilitation.

Le sénatus-consulte du 14 thermidor an x ne toucha pas à la réhabilitation, organisée par le Code pénal de 1791; mais, dans son article 86, il rendit au premier consul le droit de faire grâce.

Le Code d'instruction criminelle abrogea le système de réhabilitation du Code pénal de 1791, et remit à l'Empereur le droit de prononcer les réhabilitations, sur l'avis des Cours impériales.

Le droit de faire grâce, accordé au premier consul par le sénatus-consulte de l'an x, renfermait assurément non-seulement celui d'accorder des grâces individuelles, mais encore celui de prononcer des amnisties.

En recevant du Code d'instruction criminelle le droit d'ordonner les réhabilitations, le chef de l'État n'a-t-il plus eu dans ses attributions qu'un droit de grâce restreint aux remises de peines individuelles?

Les hommes d'État ne l'ont jamais cru. Aussi trouvons-nous, sous le règne de Napoléon I^er, plusieurs décrets d'amnistie, celui du 25 mars 1810, relatif aux délinquants forestiers et aux sous-officiers et soldats des troupes de terre et de mer, qui étaient en état de désertion; celui du 24 avril de la même année, prorogé successivement par les décrets des 9 décembre suivant, 15 juillet 1811 et 16 août suivant, relatif aux Français coupables d'avoir porté les armes contre la France; celui du 13 juin 1813, relatif aux officiers mariniers et marins qui étaient en état de désertion.

Il résulte clairement de ces divers décrets qu'avant la Restauration, le droit de faire grâce comprenait non-seulement celui d'accorder des grâces individuelles, mais encore celui de prononcer des amnisties.

Le droit de grâce n'a pas été modifié par la Charte du 4 juin 1814. En effet, si l'article 68 de cette Charte maintient implicitement le titre de la réhabilitation du Code d'instruction criminelle, l'article 67 attribue expressément au roi le droit de faire grâce et celui de commuer les peines. Ces deux articles ont placé le roi, relativement au droit de grâce, dans la même situation où le sénatus-consulte de l'an x et le Code d'instruction criminelle avaient placé l'empereur Napoléon I^er. Aussi le roi continua-t-il à rendre des ordonnances d'amnistie, et personne ne songea à voir dans ces émanations du pouvoir royal des empiétements sur le pouvoir législatif.

La Charte de 1830, dans ses articles 58 et 59, a maintenu, sans les modifier, les articles 67 et 68 de la Charte de 1814. Le droit de grâce est donc resté aussi étendu qu'il était précédemment. Aussi le Gou-

vernement de Juillet a-t-il, comme les Gouvernements auxquels il succédait, ordonné de nombreuses amnisties.

La Constitution du 4 novembre 1848 avait divisé les éléments de ce droit complexe. Dans son article 55, elle avait remis au président de la République le droit de faire grâce; mais elle avait réservé, dans le même article, au pouvoir législatif le droit d'accorder des amnisties.

Assurément, si cette Constitution était encore le droit public de la France, il ne serait pas permis de revendiquer, au profit du chef de l'État, le droit de remettre, par ses lettres de grâce, non-seulement la peine proprement dite, mais encore les incapacités qui en sont l'accessoire.

Mais cette Constitution a été modifiée par celle du 14 janvier 1852, qui a rendu au chef de l'État la plénitude du droit de grâce (art. 9).

L'Empereur a donc le pouvoir d'accorder des grâces individuelles et, en outre, celui de prononcer des amnisties, c'est-à-dire d'exercer de la manière la plus entière le droit de grâce. « Or, encore une fois, comme le dit Merlin, dès que le droit de faire grâce renferme celui d'accorder amnistie, il faut, de toute nécessité, qu'il renferme aussi le droit de faire cesser les incapacités qui résultent des condamnations. » *Questions de droit*, v° *Grâce*.

Quelles objections les comités réunis peuvent-ils faire à ce raisonnement si péremptoire et si décisif? Ils objectent que la Charte, en maintenant les lois qui ne lui étaient pas contraires, a maintenu le titre de la réhabilitation du Code d'instruction criminelle; ils en tirent la conséquence que le condamné qui veut se faire relever des incapacités qu'il a encourues,

doit recourir à la réhabilitation; et qu'il ne pourrait être dispensé de cette obligation, qui lui est imposée par la loi, que par la puissance législative. Oui, sans doute, la Charte a maintenu le Code d'instruction criminelle, et conséquemment les dispositions que ce Code renferme sur la réhabilitation; mais, en même temps qu'elle conservait au roi le droit de prononcer les réhabilitations sur l'avis des Cours d'appel, la Charte lui donnait, sans restriction ni réserve, le droit de faire grâce; oui, sans doute, le premier de ces droits n'est pas paralysé par le second; mais ils existent tous deux à la fois; ils existent parallèlement, et l'un n'est ni restrictif ni exclusif de l'autre.

« Concluons donc, me permettrai-je de dire avec Merlin, qu'aucun principe ne serait violé, qu'aucune loi ne serait enfreinte par l'insertion qui serait faite dans les lettres de grâce accordées à un condamné qui a subi partiellement sa peine, d'une clause qui le réintégrerait dans ses droits civils. »

165. La prescription de la peine principale n'agit que dans des cas fort rares sur les incapacités qui en sont l'accessoire.

Elle ne relèvera jamais le condamné de la dégradation civique, qui survit à l'expiation de la peine et qui constitue pour celui qui l'a encourue un état permanent.

Elle ne le relèvera, non plus, jamais de l'interdiction de disposer ou de recevoir, soit par donation entre-vifs; soit par testament, attachée aux peines afflictives perpétuelles. Cette interdiction a frappé le condamné pour le reste de ses jours; elle est l'effet de la condamnation et non de la peine qui est prescrite.

Parmi les trois incapacités attachées aux peines afflictives, perpétuelles ou temporaires, il n'y a que l'interdiction légale qui pourra être, dans certains cas, effacée par la prescription de la peine principale. Ces cas même seront fort rares. En général, ce sont les condamnés par contumace, ceux qui se sont soustraits par la fuite aux poursuites de la justice, qui prescrivent leur peine ; mais ces condamnés ne sont pas atteints par l'interdiction légale ; nous le savons ; leurs biens sont considérés et régis comme biens d'absents (C. instr. crim., art. 471). Ce n'est donc pas pour eux que nous avons à rechercher si la prescription de la peine efface l'interdiction légale. La question ne peut se présenter que pour ceux qui, après condamnation contradictoire, se sont évadés. Quant à ces derniers, la prescription de la peine mettra fin, ce me semble, à l'interdiction légale. En effet, une peine prescrite est une peine expiée. Or, aux termes de l'article 29 du Code, l'interdiction légale n'a lieu que pendant la durée de la peine. Donc elle ne peut se continuer, lorsque la peine est expiée ou prescrite, ce qui est la même chose.

Voilà donc le seul cas, selon moi, où la prescription de la peine principale agira sur les incapacités encourues par le condamné.

166. La loi permet au Gouvernement de relever, dans certains cas fort exceptionnels, les condamnés de quelques-unes des incapacités qui les privent de l'exercice des droits civils.

La loi du 31 mai 1854 autorise le Gouvernement à relever le condamné à une peine afflictive perpétuelle de l'incapacité de disposer ou recevoir soit par donation entre-vifs, soit par testament, et à lui accorder l'exercice, dans le lieu d'exécution de la peine, des

droits civils dont il est privé par son état d'interdiction légale, ou de quelques-uns de ces droits.

La loi du 30 mai 1854 autorise également le Gouvernement à accorder aux condamnés aux travaux forcés à temps l'exercice, dans la colonie pénitentiaire, des droits civils dont ils sont privés par leur état d'interdiction légale ou de quelques-uns de ces droits.

La même loi permet au Gouvernement d'accorder aux libérés l'exercice, dans la colonie, des droits dont ils sont privés par les troisième et quatrième paragraphes de l'art. 34 du Code pénal, c'est-à-dire que les libérés pourront recouvrer, dans la colonie, le droit d'être juré-expert, d'être employé comme témoin dans les actes, de déposer en justice sous la foi du serment, de faire partie d'un conseil de famille et d'être tuteur, curateur, subrogé tuteur ou conseil judiciaire.

Cette remise partielle de certaines incapacités ne doit être confondue ni avec l'amnistie ni avec la grâce; elle n'en a ni le caractère ni l'étendue, elle n'est qu'une sorte de mesure administrative que le Gouvernement peut modifier et même rapporter, si le condamné se montre indigne de la faveur dont il a été l'objet.

ARTICLE 32.

Quiconque aura été condamné au bannissement sera transporté, par ordre du Gouvernement, hors du territoire du royaume. La durée du bannissement sera au moins de cinq années et de dix ans au plus.

ARTICLE 33.

Si le banni, avant l'expiration de sa peine, rentre sur le territoire du royaume, il sera, sur la seule preuve de son identité, condamné à la détention pour un temps au moins égal à celui qui restait à courir jusqu'à l'expiration du bannissement et qui ne pourra excéder le double de ce temps [1].

167. Caractère de la peine du bannissement.
168. Le banni qui, avant l'expiration de sa peine, rentre sur le territoire de l'Empire ne peut être condamné que s'il est repris ; jurisprudence.

167. Le bannissement est plus spécialement appliqué à certains crimes politiques. Il est cependant prononcé pour certains faits qui n'ont pas ce caractère, et qui seraient plus convenablement réprimés par la réclusion ou l'emprisonnement. Je veux parler des faits prévus par les art. 156, 158, et le dernier paragraphe de l'art. 229 du Code.

168. Le banni qui, avant l'expiration de sa peine, rentre sur le territoire de l'Empire, ne devant être, d'après l'art. 33, condamné que sur la preuve de son identité, il en résulte qu'il ne peut devenir l'objet d'une condamnation que s'il est repris, c'est-à-dire arrêté et présent, puisque, d'après l'art. 519 du Code d'instruction criminelle, il faut, à peine de nullité, que l'individu repris soit présent aux débats et au jugement de l'identité. Il ne peut donc être procédé contre lui par la voie de la contumace. C'est ce qui

---

[1] *Ancien article* 33. — Si le banni, durant le temps de son bannissement, rentre sur le territoire du royaume, il sera, sur la seule preuve de son identité, condamné à la peine de la déportation.

Ancien article 35. — La durée du bannissement se comptera du jour où l'arrêt sera devenu irrévocable.

a été jugé par la Cour de cassation dans les termes suivants :

« Attendu que si l'art. 33 du Code pénal prescrit que le banni qui, durant le temps de son bannissement, rentre sur le territoire du royaume, soit condamné à la peine de la déportation (depuis la loi du 28 avril 1832, de la détention), il subordonne cette condamnation à la preuve de l'identité du banni ; que cet article se lie donc d'une manière intime et nécessaire avec les dispositions du Code d'instruction criminelle, qui ont fixé les règles à suivre pour la reconnaissance de l'identité des individus condamnés et évadés ; que ces règles sont déterminées par les art. 518, 519 et 520 du Code d'instruction criminelle ; que, d'après l'art. 518, pour qu'il y ait lieu à la reconnaissance de l'identité d'un individu condamné à la déportation ou au bannissement, qui aura enfreint son ban, il faut qu'il soit repris ; que, d'après l'art. 519, il faut, à peine de nullité, que l'individu repris soit présent aux débats et au jugement de l'identité ;—Attendu que Monnot, accusé d'avoir enfreint son ban, n'avait pas été repris ; qu'il n'était pas présent devant la Cour d'assises du département du Doubs; lorsqu'elle a prononcé sur l'accusation portée contre lui ; qu'en jugeant donc, dans cet état de choses, qu'il n'échoit de statuer sur cette accusation, cette Cour s'est conformée à la loi. 6 mars 1817 (Dall.; 1817, 167).

ARTICLE 34.

La dégradation civique consiste :

1° Dans la destitution et l'exclusion des condamnés de toutes fonctions, emplois ou offices publics ;

2° Dans la privation du droit de vote, d'élection, d'éligibilité, et, en général, de tous les droits civiques et politiques et du droit de porter aucune décoration ;

3° Dans l'incapacité d'être juré-expert, d'être employé comme témoin dans les actes, et de déposer en justice, autrement que pour y donner de simples renseignements ;

4° Dans l'incapacité de faire partie d'aucun conseil de famille, et d'être tuteur, curateur, subrogé tuteur ou conseil judiciaire, si ce n'est de ses propres enfants et sur l'avis conforme de la famille ;

5° Dans la privation du droit de port d'armes, du droit de faire partie de la garde nationale, de servir dans les armées françaises, de tenir école ou d'enseigner et d'être employé dans aucun établissement d'instruction, à titre de professeur, maître ou surveillant [1].

ARTICLE 35.

Toutes les fois que la dégradation civique sera prononcée comme peine principale, elle pourra être accompagnée d'un emprisonnement dont la durée, fixée par l'arrêt de condamnation, n'excédera pas cinq ans.

Si le coupable est un étranger ou un Français ayant perdu la qualité de citoyen, la peine de

---

[1] *Ancien article* 34. — La dégradation civique consiste dans la destitution et l'exclusion du condamné de toutes les fonctions ou emplois publics, et dans la privation de tous les droits énoncés dans l'article 28.

l'emprisonnement devra toujours être prononcée [1].

169. La dégradation civique est, suivant les cas, une incapacité accessoire ou une peine principale infamante.

170. Elle est perpétuelle.

171. Le minimum de l'emprisonnement qui peut ou doit, suivant les cas, accompagner la peine de la dégradation civique, ne peut être abaissée au-dessous de six jours.

169. Nous avons vu précédemment, sous l'art. 28, que la dégradation civique est l'une des incapacités attachées aux peines afflictives, perpétuelles ou temporaires, et à la peine infamante du bannissement. Les art. 34 et 35 nous la présentent comme peine principale infamante.

170. Je ferai observer que la dégradation civique, soit qu'elle se rattache comme accessoire à une peine afflictive ou infamante, soit qu'elle soit prise comme peine principale, est perpétuelle et qu'elle constitue pour le condamné un état permanent, ainsi que l'ont reconnu les arrêts des 24 mars 1836, 21 avril 1836, 31 mars 1842, 9 avril 1842, que j'ai cités sous l'art. 28.

171. A cette première observation, j'en joindrai une seconde, c'est que la loi ne détermine pas le minimum de la peine d'emprisonnement qui peut ou doit, selon les circonstances, être prononcée, concurremment avec la dégradation civique. Il faut, ce me semble, conclure de ce silence de la loi que la durée de l'emprisonnement peut être réduite au délai de six jours, qui, aux termes de l'art. 49, est le délai le plus bref de l'emprisonnement correctionnel; mais je n'admets pas que le juge puisse ne

---

[1] L'ancien article 35, concernant la peine du bannissement, a été classé à l'article 33.

prononcer que le minimum de la peine de simple police, c'est-à-dire un jour d'emprisonnement, comme je l'expliquerai plus amplement sur l'art. 40.

ARTICLE 36.

Tous arrêts qui porteront la peine de mort, des travaux forcés à perpétuité et à temps, la déportation, la détention, la réclusion, la dégradation civique et le bannissement seront imprimés par extrait.

Ils seront affichés dans la ville centrale du département, dans celle où l'arrêt aura été rendu, dans la commune du lieu où le délit aura été commis, dans celle où se fera l'exécution, et dans celle du domicile du condamné [1].

ARTICLES 37, 38, 39 [2].

172. Abrogation de ces articles.

172. Ces articles concernaient la confiscation générale. Ils ont été abrogés, comme elle, par la Charte de 1814 (art. 66). L'abrogation a été maintenue par celle de 1830 (art. 57) et confirmée par la Constitution du 14 janvier 1852 (art. 56).

---

[1] *Ancien article* 36. — Tous arrêts qui porteront la peine de mort, des travaux forcés à perpétuité ou à temps, la déportation, la réclusion, la peine du carcan, le bannissement et la dégradation civique seront imprimés par extraits.

Ils seront affichés dans la ville centrale du département, dans celle où l'arrêt aura été rendu, dans la commune du lieu où le délit aura été commis, dans celle où se fera l'exécution et dans celle du domicile du condamné.

[2] *Ancien article* 37. — La confiscation générale est l'attribution des biens d'un condamné au domaine de l'État. Elle ne sera la suite

CHAPITRE II.

DES PEINES EN MATIÈRE CORRECTIONNELLE.

173. Objet du chapitre II.

173. L'article 9 du Code nous a appris que les peines correctionnelles étaient l'emprisonnement à temps dans un lieu de correction, l'interdiction à temps de certains droits civiques, civils ou de famille, et l'amende.

Le chapitre dont nous allons nous occuper a pour objet de nous apprendre où et comment s'exécute l'emprisonnement correctionnel ; quel en est, en général, le terme le plus long et le terme le plus court ; quels sont les droits civiques, civils et de famille, dont les tribunaux correctionnels peuvent prononcer l'interdiction, et dans quels cas cette interdiction peut être prononcée.

Quant à l'amende, nous savons (art. 11) que cette peine n'est pas exclusivement réservée aux matières correctionnelles, mais qu'elle est commune à ces matières et aux matières criminelles. Aussi le Code s'est-il réservé d'en traiter dans le chapitre III, rela-

---

nécessaire d'aucune condamnation ; elle n'aura lieu que dans les cas où la loi la prononce expressément.

Ancien article 38. — La confiscation générale demeure grevée de toutes les dettes légitimes, jusqu'à concurrence de la valeur des biens confisqués, de l'obligation de fournir aux enfants ou autres descendants une moitié de la portion dont le père n'aurait pu les priver. De plus, la confiscation générale demeure grevée de la prestation des aliments à qui il en est dû de droit.

Ancien article 39. — L'Empereur pourra disposer des biens confisqués en faveur soit des père, mère ou autres ascendants, soit de la veuve, soit des enfants ou autres descendants légitimes ou adoptifs, soit des autres parents des condamnés.

tif aux peines et autres condamnations qui peuvent être prononcées *pour crimes ou pour délits*. Je ferai comme le Code, je n'en parlerai que dans ce chapitre sous l'art. 52.

ARTICLE 40.

Quiconque aura été condamné à la peine d'emprisonnement sera renfermé dans une maison de correction : il y sera employé à l'un des travaux établis dans cette maison, selon son choix. La durée de cette peine sera au moins de six jours et de cinq années au plus, sauf les cas de récidive ou autres où la loi aura déterminé d'autres limites. La peine à un jour d'emprisonnement est de vingt-quatre heures. Celle à un mois est de trente jours.

174. Lieu où l'emprisonnement doit être subi.
175. Cas où la peine est exécutée dans un autre lieu. Jurisprudence.
176. Travaux auxquels les condamnés correctionnels peuvent être employés.
177. Durée de l'emprisonnement.
178. Lorsque, pour un fait de la compétence du tribunal correctionnel, la loi n'a pas fixé le minimum de l'emprisonnement, le juge peut-il considérer que la loi lui permet de ne prononcer que la peine d'emprisonnement relative aux affaires de simple police?
179. Durée d'un jour, d'un mois, d'une annéé d'emprisonnement.

174. Le Code n'indique pas dans quelle maison de correction l'emprisonnement doit être subi. En règle générale, il doit être exécuté dans la maison de correction du lieu de la condamnation : la raison le veut ainsi ; et c'est d'ailleurs une conséquence que l'on peut tirer de l'art. 197 du Code d'instruction

criminelle, lequel charge le procureur impérial, qui a requis la poursuite, de l'exécution du jugement. Cependant le condamné peut obtenir, pour des motifs sérieux, de subir sa peine ailleurs.

175. Mais il peut arriver que, sans qu'il y ait eu consentement de l'autorité compétente, le condamné ait été déposé dans une prison autre que celle où il devait régulièrement exécuter sa peine, et qu'il y soit resté écroué pendant un temps égal à la durée de l'emprisonnement prononcé contre lui. Sera-t-il, dans ce cas, réputé avoir exécuté sa peine?

Il semble, d'après les précédents de la Cour de cassation, que je vais rappeler tout à l'heure, que cette question doit être résolue par une distinction. La peine sera réputée exécutée si la prison, dans laquelle le condamné a été enfermé, peut être assimilée à une maison de correction; il en sera autrement, si l'assimilation n'est pas possible.

Puy Laroque, condamné à cinq jours de prison disciplinaire, pour refus de service dans la garde nationale, par le tribunal correctionnel de Montauban, fut arrêté à Toulouse, en exécution de ce jugement, et écroué dans la maison d'arrêt de cette ville par la gendarmerie, pour être mis à la disposition de qui de droit. Au bout de cinq jours, Puy Laroque demanda son élargissement. Le ministère public consentit à la levée de l'écrou, mais en se réservant de faire décider que la peine n'était pas expiée.

Le litige s'engagea devant le tribunal de Montauban; le ministère public soutint que la peine n'était pas expiée, parce que, d'après l'art. 40, elle ne pouvait être subie que dans la maison de correction du lieu de la condamnation. Le tribunal de Montauban jugea que la peine était exécutée. La Cour de Tou-

louse confirma cette décision par un arrêt, fondé sur ce qu'aucune loi ne déclare que la peine doit être subie, à peine de ne pas compter, dans le lieu de la condamnation, sur ce qu'au contraire, d'après l'art. 24 du Code, la privation de la liberté doit compter du jour même de la condamnation, quoique subie dans une maison d'arrêt, et enfin, sur ce que, dans l'espèce, il ne s'agissait que d'une peine disciplinaire limitée à cinq jours de prison. L'arrêt ajoutait que l'écrou avait été fait en exécution du jugement correctionnel de Montauban, et que la maison d'arrêt de Toulouse avait été affectée, par un règlement d'administration publique, comme maison de correction pour les condamnés à une peine inférieure à un an de prison.

La Cour de cassation rejeta le pourvoi du procureur général de Toulouse; elle considéra que Puy Laroque avait été écroué en vertu du jugement de condamnation; qu'il avait été détenu dans une prison, que l'arrêt attaqué reconnaissait «avoir été assimilée à une maison de correction destinée à recevoir les personnes condamnées à une peine d'emprisonnement au-dessous d'un an» ; qu'en conséquence, il avait subi la peine à laquelle il avait été condamné. 23 fév. 1833, n° 74.

Belon de Chassy avait été condamné, par le tribunal correctionnel de Clamecy, à un mois d'emprisonnement et 500 francs de dommages-intérêts pour diffamation publique envers un avoué. Sur l'appel du condamné, le tribunal de Nevers avait réduit à quinze jours la durée de l'emprisonnement. Belon, étant venu à Paris, forma un recours en grâce qui fut rejeté; puis il sollicita l'autorisation de subir sa peine à Paris; il fut refusé. Le ministère public de Clamecy

adressa au préfet de police un extrait du jugement de Nevers. Belon fut arrêté à Paris, le 8 août, et conduit au Dépôt de la préfecture de police, pour de là être transféré à Clamecy. Mais son transférement n'eut pas lieu immédiatement. L'ordre de transférement était donné lorsque Belon prétendit que sa peine expirait le 23 août, qu'elle avait été subie régulièrement au Dépôt de la préfecture de police, et qu'en conséquence il devait être mis en liberté.

Belon assigna le directeur du Dépôt devant le tribunal civil de la Seine, à l'effet d'entendre prononcer sa mise en liberté. Le ministère public soutint l'incompétence du tribunal civil; mais ce tribunal se reconnut compétent, et en outre, déclara, «que, le Dépôt de la préfecture de police étant un lieu où les détenus sont privés de leur liberté,» Belon avait exécuté sa peine et qu'il ne pouvait pas être retenu au delà du 23 août.

Appel ne fut pas interjeté de cette singulière décision, mais le garde des sceaux invita le procureur général près la Cour de cassation à se pourvoir dans l'intérêt de la loi.

La chambre des requêtes considéra « que le Dépôt de la préfecture de police ne pouvait être, sous aucun rapport, considéré comme une maison de correction; que l'arrestation de Belon et son incarcération à Paris ne constituaient que des mesures préalables qui avaient pour objet de préparer et d'assurer son transférement dans la maison de correction du lieu où il devait régulièrement subir sa peine; qu'on ne saurait, sans de grands inconvénients, confondre les mesures nécessaires à l'exécution de la peine, avec la peine elle-même, ni considérer toute incarcération comme l'équivalent de l'emprisonnement; que, dans

aucun cas, le condamné, qui s'est volontairement éloigné du lieu où devait être exécuté le jugement de condamnation, n'a le droit de se plaindre des mesures de sûreté auxquelles peut donner lieu un transférement qu'il a lui-même rendu nécessaire. » En conséquence, elle déclara qu'en décidant, comme il l'avait fait, que Belon, incarcéré au Dépôt de la préfecture de police, y avait régulièrement subi sa peine, le tribunal de la Seine avait commis un excès de pouvoir. Ch. des requêtes, 17 déc. 1850 (Dall., 1850, 343).

Cette dernière décision me paraît essentiellement juridique, et je n'hésite pas à inviter les magistrats du parquet à en faire, le cas échéant, la règle de leur conduite.

176. Les condamnés à l'emprisonnement correctionnel sont, nous dit notre article, employés à leur choix à l'un des travaux établis dans la maison de correction. C'est un point de vie intérieure qui est réglé par l'autorité administrative et auquel l'autorité judiciaire est tout à fait étrangère.

177. Le terme le plus long de l'emprisonnement correctionnel est, en général, de cinq années. Ce pendant cette mesure n'est pas une limite que le législateur ne puisse point franchir. Il est clair qu'il peut l'étendre, s'il le juge convenable. C'est ce qu'il a fait à l'occasion de la récidive (art. 58) et des crimes commis par les mineurs de seize ans (art. 67).

Le terme le plus court de l'emprisonnement correctionnel est de six jours. Le juge ne peut l'abaisser au delà de cette limite qu'à la condition d'admettre des circonstances atténuantes en faveur du condamné (art. 463). Mais, dans ce cas même, la durée de l'emprisonnement ne peut jamais être moindre d'un jour.

le juge ne peut pas la réduire à quelques heures. 4 août 1854, n° 251; 2 mars 1855, n° 73.

178. Une question fort intéressante, et qui est diversement résolue, se présente ici. L'art. 40, dans la partie qui détermine le minimum de l'emprisonnement correctionnel, est-il une disposition générale qui doive compléter les dispositions particulières de ce Code et les lois spéciales, qui ont omis de régler le minimum de l'emprisonnement qu'elles ordonnent pour des faits de la compétence du tribunal correctionnel?

J'explique ma pensée par deux exemples, l'un que je tire du Code pénal, l'autre d'une loi spéciale.

L'art. 45 du Code pénal, qui punit la désobéissance aux règles de la surveillance de la haute police, porte que les contrevenants seront condamnés par les tribunaux correctionnels à un emprisonnement qui ne pourra excéder cinq ans. Voilà bien le maximum de la peine; mais le minimum n'est pas indiqué. Quel sera-t-il? Les tribunaux pourront-ils le réduire aux proportions des peines de simple police, c'est-à-dire à un jour? Je ne saurais le croire. Puisque la rupture de ban est punie par les tribunaux correctionnels, l'emprisonnement appliqué ne peut être qu'un emprisonnement de la même nature. Le minimum ne peut donc être que celui de l'emprisonnement correctionnel, c'est-à-dire six jours.

L'art. 42 de la loi du 28 avril 1816 sur les douanes porte que les contrevenants à l'article précédent seront, outre les peines prononcées par cet article, condamnés à l'emprisonnement. L'art. 43 de la même loi a limité, pour tous les cas qu'il énumère, le maximum de cet emprisonnement à un mois, mais il n'a limité le minimum à trois jours que pour un

seul cas, pour le cas où la contravention a été commise par moins de trois individus et où, en même temps, les *marchandises introduites en fraude n'excèdent pas cinq kilogrammes*. Mais quel sera le minimum si les marchandises excèdent ce poids, sans que le nombre des fraudeurs soit augmenté? Ce minimum sera-t-il celui des peines de police ou celui des peines correctionnelles? Ce sera, selon moi, évidemment ce dernier. Il s'agit, en effet, d'une contravention, punie par les tribunaux correctionnels; il s'agit d'un emprisonnement correctionnel. Le minimum ne peut être que celui de cet emprisonnement.

C'est ce que la Cour de cassation a formellement décidé par son arrêt du 11 octobre 1855, n° 345, en déclarant, en outre, que les principes qu'elle consacrait étaient applicables à toute espèce de matière. Cet arrêt juge, en effet, «que les dispositions de l'art. 40 sont générales et s'appliquent à tous les cas prévus, soit par le Code pénal lui-même, soit par les autres lois, non-seulement quant à la nature de l'emprisonnement correctionnel, mais aussi quant au minimum et au maximum; qu'il n'y a d'exception, d'après les termes formels du même article, que pour le cas où la loi aura déterminé d'autres limites. »

179. Le Code pénal a pris soin d'indiquer quelle était la durée d'un jour, quelle était la durée d'un mois d'emprisonnement: un jour, c'est vingt-quatre heures; un mois, c'est trente jours.—Ainsi celui qui aura été condamné à six jours d'emprisonnement devra rester enfermé pendant six fois vingt-quatre heures; de même celui qui aura été condamné à six mois d'emprisonnement devra demeurer enfermé pendant six fois trente jours.

Le Code n'avait pas à indiquer la durée de l'année, qui ne varie pas comme celle des mois ; les années se calculeront, suivant l'usage, de quantième à quantième sans qu'il y ait même à tenir compte, lorsqu'il est compris dans l'exécution, du jour, qui, tous les quatre ans, s'ajoute au mois de février.

Si la condamnation est d'un an et de quelques mois, le condamné sera enfermé pendant une année, et, en outre, pendant autant de fois trente jours qu'il aura de mois à subir. Ainsi la condamnation à dix-huit mois d'emprisonnement sera exécutée par une incarcération d'un an et de six fois trente jours. C'est du moins ce qui paraît résulter du texte même de la loi, et ce qui doit être suivi dans la pratique.

Cependant je ne dois pas laisser ignorer que cette manière de voir est contraire à plusieurs décisions du Ministre de la justice. La Chancellerie considère que l'art. 40 du Code pénal ne prévoit qu'un cas spécial, celui d'une condamnation à un mois d'emprisonnement. Cette règle spéciale ne doit pas être, suivant elle, étendue hors de cette limite ; elle cesse d'être applicable lorsque la condamnation est de deux ou de plusieurs mois. Alors les mois d'emprisonnement doivent être comptés date par date, d'après le calendrier grégorien. Ce mode de computation, ajoute la Chancellerie, est simple ; tout autre entraînerait des calculs perpétuels, et de plus amènerait un résultat différent pour l'individu condamné à douze mois, et pour l'individu condamné à un an. Décisions 12 déc. 1835, 16 mai 1840.

Je reconnais que le mode de computation proposé par la Chancellerie est fort simple ; mais, quelque respect que j'aie pour les instructions émanées de ce Département, je n'en demeure pas moins convaincu

que l'interprétation que je donne, sur ce point, à l'art. 40, est la seule qui puisse lui appartenir.

ARTICLE 41.

Les produits du travail de chaque détenu pour délit correctionnel seront appliqués, partie aux dépenses communes de la maison, partie à lui procurer quelques adoucissements s'il les mérite, partie à former pour lui, pour le temps de sa sortie, un fonds de réserve; le tout ainsi qu'il sera ordonné par des règlements d'administration publique. »

ARTICLE 42.

Les tribunaux jugeant correctionnellement pourront, dans certains cas, interdire, en tout ou en partie, l'exercice des droits civiques, civils et de famille, suivants : 1° de vote et d'élection; 2° d'éligibilité; 3° d'être appelé ou nommé aux fonctions de juré ou autres fonctions publiques, ou aux emplois de l'administration, ou d'exercer ces fonctions ou emplois; 4° de port d'armes; 5° de vote et de suffrage dans les délibérations de famille; 6° d'être tuteur, curateur, si ce n'est de ses enfants et sur l'avis seulement de la famille; 7° d'être expert ou employé comme témoin dans les actes; 8° de témoignage en justice, autrement que pour y faire de simples déclarations. »

ARTICLE 43.

Les tribunaux ne prononceront l'interdiction men-

tionnée dans l'article précédent que lorsqu'elle aura été autorisée ou ordonnée par une disposition particulière de la loi.

180. Caractère de l'interdiction mentionnée dans l'article 42.
181. Moment à partir duquel elle est encourue.

180. L'interdiction, dont il est question dans ces deux articles, ne doit pas être confondue avec la dégradation civique; elles diffèrent l'une de l'autre sous les rapports les plus essentiels.

La dégradation civique est une peine infamante; l'interdiction civique n'est qu'une peine correctionnelle.

La dégradation civique, considérée comme peine accessoire, est une conséquence nécessaire et forcée de la condamnation principale, et par suite est encourue et subie, quoiqu'elle n'ait pas été prononcée. L'interdiction correctionnelle, au contraire, n'est subie que lorsqu'elle a été formellement ordonnée par le juge; si, malgré l'injonction de la loi, celui-ci omet de l'appliquer, le jugement est, sans doute, irrégulier et peut être réformé; mais, s'il ne l'est pas, le condamné demeure affranchi de l'interdiction.

Toutes les incapacités mentionnées en l'art. 42 font partie de la dégradation civique; mais toutes les incapacités, résultant de la dégradation civique, ne sont pas comprises dans ce même article. Ainsi, la privation du droit de porter des décorations et l'incapacité d'être subrogé tuteur, conseil judiciaire, de faire partie de la garde nationale ou de l'armée, de tenir école ou d'exercer des emplois dans un établissement d'instruction, qui sont les conséquences de la dégradation civique, ne figurent pas parmi les droits, dont l'interdiction peut être prononcée aux termes de l'art. 42.

La dégradation civique est de sa nature perpétuelle, tandis que, le plus souvent, l'interdiction civique n'est que temporaire (art. 86, 109, 112, 113, 123, 185, 187, 197, 335, 388, 400, 401, 405, 406, 410). Cependant, elle est, dans deux cas, perpétuelle (art. 171, 175) et dans deux autres (art. 89, 91), la loi a omis d'en fixer la durée.

Que devra faire le juge dans ces deux cas? devra-t-il la prononcer à perpétuité ou ne devra-t-il lui donner qu'une durée limitée? Il pourra, ce me semble, suivre les inspirations de sa conscience. En effet, quelle que soit sa décision, il n'aura violé aucune loi.

La dégradation civique est tantôt peine accessoire, tantôt peine principale. L'interdiction n'est jamais prononcée qu'accessoirement à une peine principale.

La dégradation civique forme un ensemble qui ne peut pas être divisé, tandis que le juge peut et doit même parfois ne prononcer qu'une partie des incapacités énumérées dans l'art. 42. Le juge peut les scinder, c'est-à-dire ne les prononcer qu'en partie, lorsqu'il applique les art. 86, 89, 91, 388, 400, 401, 405, 406 et 410; il ne peut prononcer que certaines de ces incapacités lorsqu'il applique les art. 109, 112, 113, 123, 171, 175, 185, 187, 197 et 335.

181. L'interdiction civique est-elle, comme la dégradation civique, encourue du jour où la condamnation est devenue irrévocable?

Les art. 86, 197, 388, 400, 401, 405, 406 et 410 disposent que le temps de l'interdiction « courra à compter du jour où le coupable aura subi sa peine. » Il semble qu'il faut conclure de là que, dans les cas

prévus par ces différents articles, l'interdiction n'est pas encourue du jour où la condamnation est devenue définitive, comme l'enseignent certains auteurs. C'est une conclusion qui me paraît évidente. D'ailleurs, il est parfaitement rationnel que, pour la plupart des incapacités, l'interdiction ne commence qu'après l'exécution de la peine principale; sans quoi les deux exécutions se confondraient et la peine serait amoindrie. En effet, à quoi bon interdire au condamné, qui est détenu, et pendant qu'il est détenu, le droit de vote, d'élection et d'éligibilité, le droit d'être appelé aux fonctions de juré, aux autres fonctions publiques et aux emplois de l'administration, le droit d'exercer ces fonctions ou emplois, le droit de port d'armes, le droit de vote et de suffrage dans les délibérations de famille, le droit d'être tuteur et curateur, le droit d'être expert ou employé comme témoin dans les actes? Est-ce que le fait de l'incarcération n'est pas par lui-même un obstacle à l'exercice de ces divers droits? La loi a donc eu raison, à ces différents points de vue, lorsqu'elle a ordonné, dans les articles que j'ai rappelés, que l'interdiction ne courrait qu'à compter du jour où le coupable aurait subi sa peine. Mais parmi les incapacités de l'art. 42, il en est une qui aurait évidemment demandé une autre règle, c'est l'incapacité de témoigner en justice. En effet, la loi, telle qu'elle est, va produire, relativement à cette incapacité, les conséquences les plus bizarres. Le condamné, en vertu de l'un des art. 86, 197, 388, 400, 401, 405, 406, 410, ne subissant qu'à l'expiration de sa peine l'interdiction civique, pourra, pendant la durée de son incarcération, témoigner en justice; et ce ne sera que lorsqu'il aura expié sa peine qu'il ne devra plus être

entendu qu'à titre de simples renseignements. Quelle que soit l'anomalie de cette situation, je ne crois pas qu'il appartienne au juge d'y pourvoir autrement que par l'application de la loi. Le juge n'est pas autorisé à tenir pour incapable de prêter serment le condamné qui exécute encore sa peine, sous le prétexte qu'il en sera incapable lorsqu'il l'aura exécutée. Il ne peut pas se constituer le réformateur de la loi.

Dans les art. 89, 91, 109, 112, 171, 175, 185, 187, 335, le Code pénal se tait sur le point de départ de l'interdiction. De quel jour courra-t-elle dans ces divers cas? Sera-ce du jour où la condamnation est devenue définitive? Sera-ce du jour où la peine principale a été expiée? Je ne dirai qu'un mot sur cette question, qui ne se présentera guère dans la pratique. La loi n'ordonnant pas, c'est au juge à prononcer : il pourra, selon les circonstances, et surtout en prenant en considération la nature de l'incapacité qu'il appliquera, ordonner que l'interdiction courra soit du jour où la condamnation sera devenue définitive, soit du jour où le coupable aura subi sa peine. En prenant l'un ou l'autre parti, il ne pourra pas enfreindre la loi, puisque la loi ne s'explique pas sur ce point.

CHAPITRE III.

DES PEINES ET DES AUTRES CONDAMNATIONS QUI PEUVENT ÊTRE PRONONCÉES POUR CRIMES ET DÉLITS.

182. Objet du chapitre III.
183. Observation sur la rubrique de ce chapitre.

182. Les deux chapitres qui précèdent ont eu pour objet de régler. l'un l'exécution des peines criminelles, l'autre celle des peines correctionnelles. Le

premier a été le développement des art. 7 et 8 du Code; le second celui de l'art. 9.

Le chapitre dont je commence l'étude, concerne les peines et autres condamnations qui peuvent être prononcées aussi bien en matière correctionnelle qu'en matière criminelle, c'est-à-dire la mise en surveillance, l'amende, la confiscation, les restitutions, les dommages-intérêts et les frais, et en outre la contrainte par corps et la solidarité, applicables à ces deux matières.

183. Avant la loi du 28 avril 1832, les dispositions contenues dans l'un ou l'autre de ces chapitres concordaient toutes avec ces divisions. Le premier ne réglait que l'exécution des peines criminelles; le second que celle des peines correctionnelles; le troisième embrassait toutes les peines et toutes les condamnations qui étaient communes à ces deux matières. Mais, depuis les révisions de 1832, cette concordance n'est plus parfaitement exacte. J'ai déjà remarqué, sous le n° 84, que le chapitre Ier renfermait des dispositions applicables non-seulement aux matières criminelles, mais encore aux matières correctionnelles, et je dois faire observer ici que, dans le chapitre dont je vais m'occuper, il n'est plus question de la confiscation spéciale, quoique cette peine n'ait pas cessé d'être commune aux matières criminelles et aux matières correctionnelles. Ce dernier chapitre, qui devrait être le développement de toutes les condamnations dont il est question dans les articles 10 et 11 du Code, ne traite que de la mise en surveillance, de l'amende, des restitutions, des dommages-intérêts, des frais et de la mise à exécution de ces condamnations pécuniaires. C'est, pour me conformer à cette distribution des matières, que j'ai

examiné sous l'art. 11 toutes les questions concernant la confiscation. Je ne vais donc m'occuper dans ce chapitre que de la mise en surveillance, de la rupture de ban qui peut en être la suite, des restitutions, des dommages-intérêts, de l'amende, des frais, de la contrainte par corps et de la solidarité.

ARTICLE 44.

L'effet du renvoi sous la surveillance de la haute police sera de donner au Gouvernement le droit de déterminer certains lieux dans lesquels il sera interdit au condamné de paraître après qu'il aura subi sa peine. En outre, le condamné devra déclarer, avant sa mise en liberté, le lieu où il veut fixer sa résidence ; il recevra une feuille de route réglant l'itinéraire dont il ne pourra s'écarter, et la durée de son séjour dans chaque lieu de passage. Il sera tenu de se présenter, dans les vingt-quatre heures de son arrivée, devant le maire de la commune; il ne pourra changer de résidence sans avoir indiqué trois jours à l'avance, à ce fonctionnaire, le lieu où il se propose d'aller habiter et sans avoir reçu de lui une feuille de route [1].

---

[1] *Ancien article 44.* — L'effet du renvoi sous la surveillance de la haute police de l'État sera de donner au Gouvernement, ainsi qu'à la partie intéressée, le droit d'exiger, soit de l'individu placé dans cet état, après qu'il aura subi sa peine, soit de ses père et mère, tuteur ou curateur, s'il est en âge de minorité, une caution solvable de bonne conduite, jusqu'à la somme qui sera fixée par l'arrêt ou le jugement : toute personne pourra être admise à fournir cette caution. — Faute de fournir ce cautionnement, le condamné demeure à la disposition du Gouvernement, qui a le droit d'ordonner, soit l'éloignement de l'individu, d'un certain lieu, soit sa résidence continue dans un lieu déterminé de l'un des départements du royaume.

184. La mise en surveillance est une peine — commune aux matières criminelles et aux matières correctionnelles.
185. Dans certains cas elle a lieu de plein droit, dans certains autres elle doit être prononcée.
186. Lorsqu'elle n'a pas lieu de plein droit, elle est obligatoire ou facultative.
187. Elle est perpétuelle ou temporaire.
188. Sa durée, lorsqu'elle est temporaire.
189. Son point de départ.
190. Mesures d'exécution. Code pénal de 1810, loi du 28 avril 1832, décret du 8 décembre 1851.
191. Mesures d'exécution prescrites par le Code de 1810.
192. Mesures d'exécution prescrites par la loi du 28 avril 1832.
193. Mesures d'exécution prescrites par le décret du 8 décembre 1851.
194. Règle particulière aux condamnés criminels qui ont prescrit leur peine.
195. Effets des changements successifs de la législation sur l'exécution de la mise en surveillance.
196. Transition du Code de 1810 à la loi du 28 avril 1832.
197. Transition de la loi du 28 avril 1810 au décret du 8 décembre 1851.
198. Examen des difficultés auxquelles l'application et l'exécution de la mise en surveillance a donné lieu.
199. La mise en surveillance ne peut pas être prononcée contre les individus condamnés à une peine perpétuelle.
200. Suite. Le condamné, dont la peine perpétuelle serait convertie, par lettres de grâce, en peine temporaire, serait-il assujetti à la surveillance?—Distinction.
201. La règle prohibitive du cumul des peines est inapplicable à la mise en surveillance. Jurisprudence.
202. La peine de la mise en surveillance peut être supprimée ou modifiée dans sa durée par l'application de l'art. 463 du Code pénal. Jurisprudence.
203. L'exécution de la peine de la mise en surveillance est suspendue pendant l'emprisonnement subi par celui qui en est l'objet, à raison d'un nouveau délit.
204. Il en est ainsi, alors même que le nouveau délit est une infraction aux règles de la surveillance. Jurisprudence.

205. Mais l'exécution de la mise en surveillance continue pendant la détention préventive.
206. La peine de la mise en surveillance peut-elle être prescrite?
207. Distinction entre le cas où la peine principale a été prescrite et celui où elle a été exécutée.
208. Suite. Cas où la peine principale a été prescrite.
209. Suite. Cas où la peine principale a été exécutée.

184. Le renvoi sous la surveillance de la haute police est une peine. L'art. 11 du Code le déclare formellement, et, comme l'indique le même article, c'est une peine commune aux matières criminelles et aux matières correctionnelles.

Le plus habituellement, la mise en surveillance n'est qu'une peine accessoire; elle prend cependant le caractère de peine principale dans les cas prévus par les art. 100, 108, 138, 144 et la dernière disposition de l'art. 271.

185. Dans certains cas, expressément déterminés par la loi, elle est encourue de plein droit, c'est-à-dire, comme l'a déclaré la Cour de cassation dans l'arrêt du 31 janvier 1834, n° 39, sans que, dans ces cas, il soit nécessaire que l'arrêt de condamnation renferme une disposition expresse et spéciale sur ce point; d'où la conséquence que si, dans les mêmes cas, l'arrêt néglige de la prononcer, cette omission ne peut donner ouverture à cassation, puisqu'elle ne constitue qu'une simple irrégularité n'empêchant pas que le condamné demeure de plein droit, à l'expiration de sa peine, sous la surveillance de la haute police. 21 nov. 1836, n° 356.

Dans tous les autres cas, au contraire, les condamnés ne la subissent que lorsqu'elle a été prononcée par l'arrêt ou le jugement de condamnation.

186. Lorsque la surveillance n'a pas lieu de plein

droit, elle est ou obligatoire, ou facultative, c'est-à-dire que, pour certains faits, la loi impose au juge l'obligation de la prononcer, et que pour certains autres elle le laisse libre de l'ordonner ou de ne pas l'ordonner; mais, alors même qu'il y a pour le juge obligation de l'appliquer, elle n'est pas subie, si elle n'a pas été prononcée.

187. La surveillance est perpétuelle ou temporaire.

188. La durée de la surveillance temporaire n'est pas limitée, soit pour son terme le plus long, soit pour son terme le plus court, par une disposition générale de la loi. Le Code n'a pas fait pour elle ce qu'il a fait pour les peines principales temporaires, dont il a fixé le minimum et le maximum dans la disposition même qui les définit. Il s'est réservé de déterminer la durée de la surveillance à chacune des applications spéciales qu'il en fait. Ainsi, dans l'art. 58 du Code, et, dans certains autres, la surveillance est de cinq à dix ans ; dans les art. 315, 317, 335, 416, 419, 421, 452, le minimum s'abaisse à deux ans et le maximum à cinq années. Dans la loi du 24 mai 1834, sur la détention d'armes ou munitions de guerre, le maximum n'est plus que deux ans, et la loi ne fixe aucune limite au minimum.

189. Cette peine commence lorsque le condamné a recouvré sa liberté; elle le met à la disposition du Gouvernement et le place sous la surveillance de la haute police; elle consiste dans cet état de gêne imposé à celui qui en est l'objet.

190. Les mesures que l'administration a été autorisée à prendre pour l'exercice de cette surveillance ont été diversement réglées par le Code pénal, par la loi du 28 avril 1832 et par le décret législatif du 8 décembre 1851.

191. L'effet du renvoi sous la surveillance de la haute police de l'État était, sous le premier de ces régimes, de donner au Gouvernement le droit d'exiger, soit de l'individu placé dans cet état après qu'il avait subi sa peine, soit de ses père et mère, tuteur ou curateur, s'il était en âge de minorité, une caution solvable de bonne conduite, jusqu'à la somme fixée par l'arrêt ou le jugement de condamnation. Si le cautionnement n'avait pas été fixé par cet arrêt ou ce jugement (avis du conseil d'État des 4 août-20 septembre 1812), ou, s'il n'était pas fourni, le condamné demeurait à la disposition du Gouvernement, qui pouvait ordonner, soit son éloignement d'un certain lieu, soit sa résidence continue dans un lieu déterminé.

Ce régime était loin d'être satisfaisant, et on pouvait le blâmer à plus d'un point de vue. D'abord, il méconnaissait le principe de l'égalité de la peine. D'une tolérance extrême pour ceux qui fournissaient la caution de bonne conduite, il ne conservait sa sévérité que pour ceux qui ne la donnaient pas. Les premiers étaient affranchis des entraves de la surveillance, les seconds y demeuraient soumis. En outre, il ne présentait qu'imparfaitement à la société les garanties auxquelles elle avait droit. Désarmée contre les condamnés qui donnaient la caution solvable de bonne conduite, et c'étaient souvent les plus dangereux, elle n'était protégée que contre ceux qui se trouvaient dans l'impuissance de la fournir, puisque ce n'était qu'à ceux-là qu'elle pouvait faire l'injonction de résidence.

192. Les révisions de 1832 substituèrent un régime tout nouveau à celui de 1810. On ôta, il est vrai, aux condamnés la faculté de fournir un cau-

tionnement; mais, en même temps, on retira au Gouvernement le droit de fixer leur résidence; il n'eut plus que celui de leur interdire certains lieux. Il leur fut permis de déclarer, à l'expiration de leur peine, le lieu où ils voulaient fixer leur résidence; il leur fut également permis de la changer lorsqu'ils le jugeraient convenable.

Les dangers de ce nouveau régime ne tardèrent pas à se faire sentir. Il avait rendu, pour ainsi dire, illusoire la surveillance de la police, en autorisant les condamnés à changer de lieu au gré de leur caprice et aussi fréquemment qu'ils le voulaient. On vit bientôt des condamnés passer leur vie à courir du Nord au Midi, de l'Est à l'Ouest, et pour lesquels les lieux de résidence ne furent plus que des étapes. Dès que, dans une ville, ils sentaient l'action de la police, ils s'empressaient de la fuir et de chercher ailleurs un refuge.

193. Cependant, malgré toutes ses imperfections, ce régime dura pendant près de vingt années. Ce ne fut qu'au mois de décembre 1851 que le Gouvernement eut l'heureuse inspiration de le remplacer par des mesures plus rationnelles et plus conformes à la situation exceptionnelle des condamnés assujettis à la surveillance de la haute police. Le décret législatif[1] du 8 de ce mois disposa (art. 3) que l'effet du renvoi

---

[1] Décret des 8-12 décembre 1851.—Art. 1er. Tout individu placé sous la surveillance de la haute police, qui sera reconnu coupable de rupture de ban, pourra être transporté, par mesure de sûreté générale, dans une colonie pénitentiaire, à Cayenne ou en Algérie. La durée de la transportation sera de cinq années au moins et de dix ans au plus.

Art. 3. L'effet du renvoi sous la surveillance de la haute police sera, à l'avenir, de donner au Gouvernement le droit de déterminer le lieu dans lequel le condamné devra résider après qu'il aura subi sa peine.

sous la surveillance de la haute police serait, à l'avenir, de donner le droit au Gouvernement de déterminer le lieu où le condamné devrait résider après avoir subi sa peine, et il interdit (art. 4) le séjour de Paris et de sa banlieue à tous les individus placés sous la surveillance.

Voilà comment la mise en surveillance s'exécutait sous le Code pénal et sous la loi du 28 avril 1832; voilà comment elle s'exécute sous le décret du 8 décembre 1851.

194. De ces dispositions générales, qui s'appliquent aux condamnés ordinaires, il faut rapprocher, pour avoir l'ensemble de la législation sur la matière, l'art. 635 du Code d'instr. crim., qui concerne une classe particulière de condamnés, ceux qui, après avoir été atteints de peines criminelles, s'en sont affranchis par la prescription. La loi, reconnaissant que ces condamnés, en prescrivant la peine principale, ont en même temps prescrit, comme je le démontrerai plus loin, la peine de la surveillance, qui n'en était que la conséquence, a considéré qu'il était sage de ne pas leur laisser la liberté d'aller et de venir comme ils l'entendraient. En conséquence, elle les a placés dans un état de gêne qui a la plus grande analogie avec le renvoi sous la surveillance

---

—L'administration déterminera les formalités propres à constater la présence continue du condamné dans son lieu de résidence.

Art. 4. Le séjour de Paris et celui de la banlieue de cette ville son interdits à tous les individus placés sous la surveillance de la haute police.

Art. 5. Les individus désignés par l'article précédent seront tenus de quitter Paris et la banlieue dans le délai de dix jours à partir de la promulgation du présent décret, à moins qu'ils n'aient obtenu un permis de séjour de l'administration. Il sera délivré à ceux qui le demanderont une feuille de route et de secours qui réglera leur itinéraire jusqu'à leur domicile d'origine ou jusqu'au lieu qu'ils auront désigné.

de l ahaute police, en leur interdisant de résider dans le département habité soit par celui contre lequel ou contre la propriété duquel le crime a été exécuté, soit par ses héritiers directs, et en donnant au Gouvernement le droit de leur assigner le lieu de leur domicile.

195. Les changements de législation opérés par la loi du 28 avril 1832 et par le décret législatif du 8 décembre 1851 ont donné et peuvent encore donner lieu à des questions transitoires d'un sérieux intérêt.

196. La loi du 28 avril 1832 ne régissait-elle que l'avenir ?

Le Code de 1810 devait-il continuer à régler la situation non-seulement des condamnés assujettis à la surveillance avant la promulgation de la loi nouvelle, mais encore de ceux qui, poursuivis pour les faits exécutés sous l'empire du Code de 1810, n'avaient été soumis à cette peine que depuis la loi de 1832?

Ces questions et quelques autres, que j'examinerai sous l'art. 45, ont été proposées par le Gouvernement au comité de justice administrative du conseil d'État, qui les a résolues dans l'avis du 7 novembre 1832 [1].

Je vais en reprendre l'examen. J'aurai le regret de

---

[1] Voici les parties essentielles de cet avis; le comité estime : « Que les individus déjà condamnés par des arrêts ou jugements ayant acquis l'autorité de la chose jugée avant la loi du 28 avril 1832 restent soumis à l'effet de l'envoi en surveillance du Gouvernement, auquel ils avaient été condamnés, ou qui était la suite nécessaire de leur condamnation, tel qu'il avait été déterminé par l'ancien art. 44 du Code pénal;

« Mais qu'il est convenable que le Gouvernement, usant de la faculté que lui confère cet article, et dirigé par les motifs qui l'ont porté à provoquer les modifications qu'a reçues cet article par la loi du 28 avril 1832, substitue lui-même le simple éloignement de certains lieux,

ne pas pouvoir m'associer à toutes les résolutions proposées par le conseil d'État.

Je recherche d'abord si les condamnés, qui étaient, au moment de la promulgation de la loi du 28 avril 1832, assujettis à la surveillance, sont demeurés soumis au régime du Code de 1810, ou si, au contraire, il ont profité des adoucissements de la loi de 1832.

---

sous les formalités prescrites par le nouvel art. 44, à la résidence obligée dans un lieu déterminé, pour ceux de ces individus auxquels il avait déjà assigné cette résidence;

« Que les mêmes individus, lorsque, mis en surveillance avant la loi du 28 avril 1832, ils n'auraient violé leur ban que postérieurement à la publication de cette loi, doivent, conformément au nouvel art. 45 du Code pénal, être renvoyés par-devant les tribunaux correctionnels pour y être condamnés à la peine indiquée dans cet article;

« Qu'il en est de même de ceux qui auraient violé leur ban antérieurement à la promulgation de la loi du 28 avril dernier, si le Gouvernement ne les avait point encore fait arrêter en vertu de l'ancien art. 45;

« Mais que ceux qui, ayant violé leur ban antérieurement à la promulgation de la loi du 28 avril dernier, avaient déjà été arrêtés et détenus par ordre du Gouvernement avant la même époque, en exécution de l'ancien art. 45 du Code pénal, restent soumis à la peine qu'ils avaient encourue d'après cet article;

« Que, toutefois, il est convenable qu'ici encore le Gouvernement, fidèle à l'esprit de la loi du 28 avril 1832, et conséquent avec lui-même dans les motifs qui l'ont porté à la proposer, limite à cinq ans la détention qu'il avait ordonnée;

« Que les condamnés déjà mis en surveillance avant la publication de la loi du 28 avril 1832, et qui avaient déjà fourni caution en vertu de la faculté que leur accordait l'ancien art. 44 du Code pénal, conservent le bénéfice qui leur était acquis par cet article et ne peuvent être soumis aux nouvelles mesures prescrites par cette loi;

« Que la faculté de fournir caution reste acquise à tous ceux qui avaient été condamnés par des arrêts ou des jugements ayant obtenu l'autorité de la chose jugée, antérieurement à la loi du 28 avril dernier, soit que la mise en surveillance n'eût pas encore commencé pour eux, soit qu'ils se trouvassent déjà placés en surveillance, faute d'avoir usé de cette faculté. »

Le comité de justice administrative a considéré, en droit, que « ces condamnés, déjà atteints par des arrêts ou jugements, ayant acquis l'autorité de la chose jugée avant la loi du 28 avril 1832, restaient soumis à l'effet de l'envoi en surveillance du Gouvernement, auquel ils avaient été condamnés ou qui était la suite nécessaire de leur condamnation, tel qu'il avait été déterminé par l'ancien art. 44 du Code pénal. » Ce n'était qu'à titre de bienveillance et de pitié qu'il conseillait au Gouvernement « d'user de la faculté alternative que lui conférait cet article, pour substituer de lui-même le simple éloignement de certains lieux à la résidence obligée dans un lieu déterminé. »

Je ne saurais être de cet avis ; il me semble qu'au moment où la loi du 28 avril 1832 est devenue exécutoire, les mesures administratives qu'elle prescrit sont devenues, de droit, applicables, même à ceux qui avaient été assujettis à la surveillance par des décisions ayant acquis l'autorité de la chose jugée avant cette époque.

Si je suis en dissentiment avec l'avis du 7 novembre 1832, c'est que je nie ce qu'il admet; c'est que, tandis qu'il considère que les mesures de police, ordonnées par le Code de 1810 pour assurer l'exécution de la mise en surveillance, étaient la peine elle-même et qu'elles se confondaient avec elle, je les en sépare, au contraire, et je distingue de la peine les mesures administratives qui n'en étaient que l'exécution. Tout est dans cette différence d'appréciation ; en effet, si l'exécution n'est que la peine elle-même, le conseil d'État a eu raison de dire que ceux qui avaient été assujettis à la surveillance par des arrêts ou jugements ayant acquis l'autorité de la chose jugée avant

la loi du 28 avril 1832, restaient soumis à la règle déterminée par le Code de 1810. Dès que la décision, qui prononçait la peine, avait acquis l'autorité de la chose jugée, la peine était devenue immuable comme le jugement qui l'avait ordonnée; une loi nouvelle ne pouvait pas avoir la puissance de la modifier, même pour en adoucir les rigueurs. Mais si, au contraire, la peine et les mesures administratives, qui en étaient la suite, ne se confondaient pas, la chose jugée, qui avait, sans aucun doute, déterminé irrévocablement les conditions de la peine, ne s'étendait plus à la mesure administrative qui n'était que le mode de procéder destiné à en assurer l'exécution. Ce mode de procéder, comme toutes les règles de procédure, pouvait et devait se plier aux prescriptions de la loi nouvelle, conformément à ce que j'ai démontré sous l'art. 4.

Voyons donc si les mesures administratives prescrites par le Code de 1810, pour assurer l'exécution de la mise en surveillance, n'étaient autres que la peine elle-même.

Je reconnais que. dans certains cas, la peine et son mode d'exécution ne seront qu'une seule et même chose. Il en sera ainsi lorsque le mode d'exécution tiendra à la constitution même du châtiment, lorsqu'ils s'identifieront ensemble, comme dans le cas de la déportation ou de la détention.

Mais lorsque le mode d'exécution ne touche pas à la peine, lorsqu'il ne s'y rattache que comme l'effet à la cause, il cesse, me semble-t-il, de se confondre avec elle; il n'est plus qu'un moyen d'exécution, ou, en d'autres termes, qu'une règle de procédure.

Dans le premier cas, le mode d'exécution sera, comme la peine proprement dite, compris dans la

chose jugée, qui le réglera tout aussi irrévocablement que la peine elle-même. Dans le second cas, au contraire, il ne fera pas partie de la chose jugée; il se détachera d'elle, n'en subira pas l'influence et se pliera à toutes les modifications de la loi nouvelle.

La question se réduit donc à savoir quel était le caractère des mesures administratives successivement organisées par le Code de 1810 et par la loi du 28 avril 1832 pour l'exécution de la peine de la mise en surveillance. Ces mesures entraient-elles dans la constitution de la peine? S'identifiaient-elles avec elle? Je ne le crois pas.

La peine consistait, avant comme depuis les révisions de 1832, dans la soumission du condamné au Gouvernement, qui était autorisé à le suivre pas à pas, à interroger chacun de ses actes, à surveiller ses moindres démarches. Voilà ce qui constituait la peine, et ce qui pouvait constituer la chose jugée et en prendre l'autorité. Voilà ce qui ne pouvait pas être changé et soumis à l'influence de la loi nouvelle.

Mais en était-il de même des mesures prescrites par le Code de 1810 pour l'exécution de la peine? Ces mesures n'avaient qu'un but, c'était de donner au Gouvernement le moyen d'assurer, même par la contrainte, les effets de la condamnation; elles ne tenaient pas à la substance de la peine, elles n'en étaient que la conséquence; c'étaient, en un mot, des moyens forcés d'exécution et des voies de procédure que le juge n'avait pas eu à régler et qu'il n'avait pas réglés. Elles n'étaient donc pas comprises dans la chose jugée; elles pouvaient, par conséquent, recevoir toute espèce de modifications qui n'allaient pas jusqu'à dénaturer la peine.

Les mesures de police, substituées par la loi du

28 avril 1832 à celles qui avaient été ordonnées par le Code, n'ont pas eu un autre but que les premières. Comme elles, elles n'ont eu pour but que d'assurer les effets de la mise en surveillance; mais elles n'ont pas changé la nature de cette peine. C'est un mode d'exécution qui s'est substitué à un autre mode d'exécution.

Il en résulte que les nouvelles mesures administratives ont pu être appliquées sans qu'il fût porté atteinte à l'autorité de la chose jugée, et qu'elles ont dû l'être en vertu du principe de la rétroactivité des lois de procédure que j'ai expliquées sous l'art. 4.

Au reste, l'opinion que je me permets de soutenir contre le comité de justice administrative, je la trouve consacrée par l'arrêt de la Cour de cassation du 18 mai 1833, n° 190, qui, s'expliquant sur la nature et les effets des règles prescrites par la loi du 28 avril 1832 pour l'exécution de la mise en surveillance, juge «*que ce sont là des mesures de police administrative, qui s'appliquent non-seulement à ceux qui seraient condamnés postérieurement au nouveau Code pénal, mais encore à ceux qui l'avaient été auparavant.*»

Sur la question de savoir si le Code de 1810 devait continuer à régler la situation de ceux qui, poursuivis pour des faits exécutés sous l'empire de ce Code, n'avaient été soumis à la surveillance que depuis la loi de 1832, le comité de justice administrative a été d'avis que le Code de 1810 ne pouvait continuer à régir la situation de ces condamnés et qu'ils étaient placés sous le régime de la loi de 1832. J'arrive à ce résultat avec d'autant plus de facilité que je l'ai admis sur la première question, qui présentait bien plus de difficulté; mais je ne me détermine pas par les mêmes raisons que le comité de justice administrative.

Ce qui détermine le comité, qui, comme nous l'avons vu sous la question précédente, confond la peine et son mode d'exécution, ce sont les principes de l'art. 6 du décret du 23 juillet 1810; en d'autres termes, c'est que, dans le concours de deux lois pénales, la peine la plus douce doit être appliquée; c'est que la mise en surveillance ordonnée par la loi du 28 avril 1832 est moins rigoureuse que celle qui avait été organisée par le Code de 1810.

Ce qui me détermine, au contraire, sur cette question comme sur la précédente, c'est que la peine de la mise en surveillance et les mesures qui en règlent l'exécution sont essentiellement distinctes, c'est qu'on ne doit considérer ces mesures que comme des règles de procédure et que, comme toutes les règles de procédure, elles sont devenues applicables dès qu'elles ont été promulguées (D. 23 juill. 1810, art. 1, 2, 5) sans qu'il y ait à rechercher d'ailleurs si elles sont moins rigoureuses que le mode ancien d'exécution.

197. Le changement de législation, opéré par le décret du 8 décembre 1851, a donné lieu à des questions identiques à celles qui précèdent : les nouvelles règles d'exécution ne seront-elles applicables qu'à ceux qui auront été assujettis à la peine de la surveillance depuis la promulgation du décret et pour des faits postérieurs à cette époque? Ne sont-elles pas applicables même à ceux qui, au moment où le décret est devenu exécutoire, étaient sous la surveillance de la haute police, ou pouvaient y être placés à raison de crimes ou délits commis antérieurement?

Ces questions, je les résoudrai comme celles que je viens d'examiner, à moins qu'il ne se rencontre, dans le décret du 8 décembre 1851, quelque disposition particulière qui ne permette pas de lui donner

l'effet rétroactif que j'ai reconnu à la loi du 28 avril 1832.

C'est ce que je vais rechercher.

M'objecterait-on que le décret du 8 décembre repousse, par ses art. 3 et 5, l'effet rétroactif que je lui donne et qu'il a lui-même déclaré qu'il n'entendait régir que l'avenir ? L'art. 3 porte, il est vrai : « L'effet du renvoi sous la surveillance de la haute police sera, *à l'avenir*, de donner au Gouvernement le droit de déterminer le lieu dans lequel le condamné devra résider. » Mais que veulent dire ces mots *à l'avenir* ? Veulent-ils dire que le mode d'exécution réglé par cet article ne sera applicable qu'aux rupturés de ban à venir ? Ne veulent-ils pas dire plutôt qu'à l'avenir, que désormais, qu'à partir de ce jour, le Gouvernement aura le droit de fixer la résidence de tout individu condamné à la mise en surveillance ? Je suis d'autant plus autorisé à leur donner cette dernière interprétation, que c'est dans le même sens qu'ils ont été employés plus tard par la loi du 30 mai 1854. « La peine de travaux forcés sera subie *à l'avenir*, porte l'art. 1^er^ de cette loi, dans des établissements créés, par décrets de l'Empereur, sur le territoire d'une ou de plusieurs possessions françaises autres que l'Algérie. » Dans cette loi, la valeur des mots *à l'avenir* ne peut pas être douteuse. Il est certain qu'on les emploie pour indiquer que désormais, qu'à partir de ce jour, tous les individus condamnés à la peine des travaux forcés, quelle que soit la date de leur condamnation, seront soumis au nouveau mode d'exécution de cette peine : car cette interprétation résulte formellement de l'art. 15 de la même loi, qui, complétant et paraphrasant les mots *à l'avenir* de l'art. 1^er^, déclare cet article applicable aux

crimes antérieurement commis et aux condamnations antérieurement prononcées.

Je reconnais aussi que le décret, après avoir interdit, dans son art. 4, le séjour de Paris et de sa banlieue, à tous les individus placés sous la surveillance de la haute police, et leur avoir enjoint de quitter Paris ou la banlieue dans le délai de dix jours, ajoute dans son art. 5, que : « Il sera délivré à ceux qui la demanderont, une feuille de route et de secours qui réglera leur itinéraire jusqu'à leur domicile d'origine ou *jusqu'au lieu qu'ils auront désigné*... » J'admets qu'il résulte de cette dernière disposition que, pour le cas qu'elle règle, le décret n'aura pas d'effet rétroactif, puisque, malgré les prescriptions de son art. 3, les libérés qui sont obligés de quitter Paris, sont autorisés à fixer eux-mêmes le lieu de leur résidence, comme la loi du 28 avril leur en donnait la faculté.

Mais je me demande si cette disposition, qui ne concerne que les condamnés auxquels la résidence de Paris avait été permise, peut servir à régler la situation de ceux qui n'avaient pas été autorisés à y fixer leur domicile.

Il y a plus d'une raison pour en douter.

Je ferai d'abord remarquer que le mode d'interprétation proposé par les adversaires de mon opinion serait au moins singulier. Habituellement, ce n'est pas dans les dispositions exceptionnelles de la loi qu'on en cherche le sens général.

J'ajouterai que, si la disposition qu'on m'oppose était conforme au principe même du décret, elle eût été parfaitement inutile : en effet, à quoi bon indiquer que les condamnés qui sont obligés de renoncer à la résidence de Paris ou de sa banlieue, auront la faculté de désigner eux-mêmes le lieu de leur résí-

dence, si cette faculté est demeuréé, en vertu de la loi du 28 avril 1832, commune à tous les condamnés ?

Enfin, je dirai qu'il y avait une raison pour traiter avec quelque faveur les condamnés qui avaient été précédemment autorisés à fixer leur domicile à Paris ou dans sa banlieue. C'était avec l'autorisation de l'administration qu'ils étaient venus à Paris ; c'était, pour ainsi dire, avec son concours, ou tout au moins avec son approbation , qu'ils y avaient organisé leur vie ; il était raisonnable que le Gouvernement, revenant sur la mesure qu'il avait permise , montrât quelque bienveillance à ceux dont il compromettait peut-être l'existence, tandis, au contraire, qu'il n'en devait aucune à ceux des condamnés qui ne se trouvaient pas dans la même situation.

Au reste, il ne paraît pas que le Gouvernement ait interprété autrement que je ne le fais le décret du 8 décembre 1851, car je lis dans la circulaire du ministre de la police, du 1er septembre 1852 (Dall., 1852.3.29): « *Les libérés en surveillance ne doivent plus changer de résidence sans l'autorisation du Gouvernement.* Je ne saurais trop insister pour que vous apportiez une prudente réserve dans l'usage de la *faculté qui vous a été attribuée de permettre ces déplacements*... La société est éminemment intéressée à ce que la classe si dangereuse des condamnés libérés ne puisse plus se soustraire, comme par le passé, aux salutaires effets du renvoi sous la surveillance de la haute police. L'expérience a démontré avec trop d'évidence les funestes résultats du système, substitué par la loi de 1832 au régime jusqu'alors en vigueur, pour que le Gouvernement ne se préoccupe pas incessamment des moyens de remédier aux périls de la situation. Je suis

déterminé, pour mon compte, à veiller avec persévérance à ce que le décret réparateur du 8 décembre reçoive son exécution la plus complète. »

En résumé, le nouveau mode d'exécution de la mise en surveillance, réglé par le décret du 8 décembre 1851, est devenu applicable, aussitôt qu'il a été promulgué, à tous les condamnés assujettis à la surveillance, comme le nouveau mode d'exécution des travaux forcés, organisé par la loi du 30 mars 1854, est devenu applicable, dès qu'il a été décrété, à tous les individus condamnés à cette peine. Il est heureux que les principes ne se soient pas opposés à cette sorte de rétroactivité, si impérieusement réclamée par l'intérêt social, et admise, comme je l'ai dit, par l'arrêt de la Cour de cassation du 18 mai 1833.

198. Je compléterai l'étude de l'art. 44 en examinant les difficultés auxquelles la peine de la mise en surveillance a donné lieu, soit dans son application, soit dans son exécution.

199. Cette peine peut-elle être prononcée contre les individus condamnés à une peine perpétuelle? Cette question paraît au moins singulière. La mise en surveillance, lorsqu'elle est la suite d'une peine principale, n'étant subie qu'après l'exécution de cette peine, il semble dérisoire de l'ordonner contre ceux dont la peine principale doit durer toujours. Aussi la loi ne la prononce-t-elle pas dans ce cas. Il semble donc que le juge ne pourrait pas, sans violer la loi, l'ajouter à la peine perpétuelle qu'il prononcerait.

C'est ce que la Cour de cassation a jugé dans son arrêt du 13 septembre 1834, n° 304.

Louis-François Perrier avait été condamné par la Cour d'assises d'Eure-et-Loir à la peine des tra-

vaux forcés à perpétuité; et, en outre, l'arrêt avait ordonné qu'il serait de plein droit sous la surveillance de la haute police, à compter de l'expiration de sa peine, et pendant toute sa vie.

Sur le pourvoi de Perrier, l'arrêt fut cassé en cette dernière partie, « attendu qu'il résulte de la combinaison des art. 47, 48, 49 et 50 du Code, que la mise en surveillance de la haute police ne peut jamais être prononcée que contre des individus condamnés à des peines temporaires, et qu'ainsi elle ne peut l'être contre des condamnés à des peines perpétuelles, ce qui serait tout à la fois inutile et dérisoire à leur égard. »

200. Cette décision est, sans aucun doute, aussi conforme à la loi qu'à la raison.

Mais qu'arrivera-t-il si un individu, condamné à une peine perpétuelle, obtient, par des lettres de grâce, que cette peine soit convertie en une peine temporaire? sera-t-il ou ne sera-t-il pas, à l'expiration de la peine substituée par le souverain à celle de l'arrêt de condamnation, assujetti à la surveillance de la haute police?

Certains auteurs pensent que le condamné n'y sera assujetti que s'il y a été soumis par les lettres de grâce. Pour moi, je crois que la question doit être résolue par une distinction.

Si la peine est convertie en l'une des peines temporaires afflictives et infamantes ou en la peine infamante du bannissement, le condamné, selon moi, sera de plein droit, à l'expiration de cette peine, sous la surveillance de la haute police. Pourquoi en serait-il dispensé? Est-ce que l'art. 47 du Code ne dispose pas que les coupables condamnés aux travaux forcés à temps, à la réclusion, à la détention, sont de plein

droit, après avoir subi leur peine et pendant toute leur vie, sous la surveillance de la haute police? Est-ce que l'art. 48 ne dispose pas également que les coupables condamnés au bannissement sont de plein droit soumis à la même surveillance pendant un temps égal à la durée de la peine qu'ils ont subie? Est-ce que le condamné n'aura pas subi l'une des peines qui entraînent de plein droit la surveillance? Est-ce qu'il n'aura pas subi cette peine à raison de la condamnation dont il a été l'objet? Enfin, est-ce que la faveur du prince, lorsqu'elle ne s'explique pas à cet égard, peut avoir pour conséquence de dépouiller la peine qu'elle applique des effets légaux qui en sont la conséquence nécessaire et forcée?

Si, au contraire, la peine perpétuelle est convertie en une peine correctionnelle, le condamné ne sera assujetti à la surveillance que s'il y a été mis par les lettres de grâce. C'est qu'en effet la surveillance ne résulte jamais de plein droit d'une condamnation correctionnelle, et que, même lorsqu'elle est obligatoire, le condamné ne la subit que dans les cas où elle a été prononcée par le juge.

Je ne sais si je m'abuse; mais cette distinction me paraît tellement conforme aux principes et à la raison, que je ne conçois pas qu'elle puisse être sérieusement contredite.

201. En règle générale, chaque crime et chaque délit doit recevoir son châtiment. Ce n'est que par exception à cette règle que l'art. 365 du Code d'instruction criminelle dispose, qu'en cas de conviction de plusieurs crimes ou délits, la peine la plus forte sera seule prononcée.

Cette exception doit être, sans aucun doute, scrupuleusement observée; mais, ce qui n'est pas moins

certain, c'est qu'elle ne doit pas être étendue au delà des cas qu'elle a prévus.

Je me demande si, lorsque le même individu a été déclaré coupable de deux délits dont le moins grave rend la peine accessoire de la surveillance obligatoire, le juge peut se dispenser de la prononcer, sous le prétexte qu'il ne doit appliquer que la peine du délit le plus fortement réprimé, et que, s'il ordonnait concurremment la peine accessoire de l'autre délit, il violerait la disposition que je viens de rappeler.

Au premier abord on serait tenté de le croire. En effet, que semble prescrire l'art. 635 du Code d'instruction criminelle? C'est que les tribunaux, en cas de conviction de plusieurs crimes et délits, ne prononcent que la peine la plus forte, c'est-à-dire celle qui est attachée au délit puni le plus sévèrement. Or, si les tribunaux pouvaient appliquer tout à la fois cette peine, et, en outre, l'accessoire de la peine la moins rigoureuse, il semble qu'ils iraient au delà des dispositions de l'art. 365, puisqu'ils ne se borneraient pas à prononcer la peine la plus forte comme cet article le prescrit.

Mais cette première impression ne résiste pas à un examen sérieux.

L'art. 365 ne prohibe que le cumul des peines qui peuvent se comparer entre elles, puisque ce n'est qu'en comparant les peines encourues simultanément par le prévenu, que le juge peut déterminer celle qui est la plus forte, et que, par conséquent, il doit prononcer.

Or, si le Code, en énumérant les peines principales dans les art. 7, 8 et 9, les a classées suivant l'ordre de leur gravité relative, et a fourni ainsi au juge les moyens de reconnaître, en cas de concours

de plusieurs crimes ou délits, laquelle des peines est légalement la plus forte, il n'en est pas de même des peines accessoires dont la loi ne détermine pas la gravité respective, et qui, sous ce rapport, ne peuvent être comparées ni entre elles ni avec les peines principales.

Voilà une première raison pour que les peines accessoires, et entre autres la surveillance, ne soient pas comprises dans les prohibitions de cumul de l'art. 365.

Il y en a une autre. Il ne faut pas croire que la remise de la peine accessoire doit être la conséquence de la remise de la peine principale. Les peines accessoires sont, en effet, des peines d'une nature particulière; elles ne sont pas une dépendance de la peine principale qu'elles accompagnent; elles sont attachées au fait même dont elles complètent la répression. Si la loi place, par exemple, le mendiant et le vagabond sous la surveillance de la haute police, ce n'est pas parce qu'ils auront été condamnés à un emprisonnement plus ou moins rigoureux; mais c'est à cause de la nature particulière de l'infraction dont ils se sont rendus coupables; c'est à cause des dangers que présente pour la société leur vie nomade et désœuvrée. La surveillance est ordonnée contre eux parce qu'ils sont mendiants ou vagabonds; est-ce qu'ils cessent de l'être parce qu'ils sont, en outre, des voleurs ou des escrocs? En un mot, la surveillance est bien plus l'accessoire du délit que l'accessoire de la peine principale qui le punit.

Enfin, si la remise de la peine accessoire devait être la conséquence de la remise de la peine principale, la loi, qui ne peut être que la raison écrite, conduirait aux résultats les plus bizarres, je dirai

même les plus absurdes. Elle aurait ordonné de placer sous la surveillance de la haute police ceux-là même qui n'étaient déclarés coupables que de vagabondage ou de mendicité, et, en même temps, elle aurait affranchi de cette peine ceux qui, outre ce délit, en auraient commis un plus grave et plus inquiétant.

L'opinion que je viens de développer n'est plus contestable. Elle a été plusieurs fois consacrée par la Cour de cassation.

« Il y a lieu de distinguer, dit cette Cour, pour l'application de l'art. 365 du Code d'instruction criminelle, entre les peines qui peuvent être prononcées seules et qui forment la répression principale des crimes et délits, et les autres peines qui, dans certains cas, peuvent être prononcées contre les coupables en sus de la peine principale, et que l'on peut qualifier de peines accessoires : les premières, énumérées dans les art. 7, 8, 9 du Code pénal, y sont classées suivant leur ordre de gravité, de manière qu'en recourant à ces articles on peut reconnaître, en cas de conviction de deux crimes ou délits, laquelle des deux peines encourues est légalement la plus forte ; il en est autrement des peines accessoires, soit celles qui sont mentionnées en l'art. 11 du Code, comme la surveillance et la confiscation spéciale, soit celles qui sont établies par des dispositions spéciales pour certains délits particuliers, comme la réparation d'honneur, l'affiche et la destitution. La loi ne déterminant pas la gravité relative de ces peines, elles ne peuvent être comparées ni entre elles ni avec les peines principales. L'art. 365 du Code d'instruction criminelle ne fait donc pas obstacle à ce que la peine accessoire soit prononcée cumulati-

vement avec la peine principale la plus forte. En effet, d'une part, la remise de la peine accessoire ne résulte pas du texte de cet article, puisqu'il n'existe aucune règle légale pour décider si elle est plus forte ou moins forte que la peine principale à prononcer. D'autre part, elle ne pourrait être la conséquence de la remise de la peine principale qu'autant qu'elle serait une dépendance de celle-ci; mais il n'en est point ainsi, la peine accessoire étant attachée, non à la peine principale, mais au délit lui-même. D'ailleurs les peines accessoires sont établies dans l'intérêt général, en vue du caractère propre à certains délits. Le but du législateur serait donc manqué, si celui contre qui il a voulu que ces mesures fussent employées y échappait par cela seul, qu'outre le délit spécial qui les rend nécessaires, il en aurait commis un autre plus grave. 23 sept. 1837, n° 288; 12 sept. 1844, n° 316; 24 avril 1847, n° 85: 13 mai 1853, n° 162.

Le prévenu avait été déclaré coupable, dans deux de ces espèces, d'escroquerie et de vagabondage; dans la troisième, de vol et de mendicité; dans la quatrième, de vagabondage et de rupture de ban.

202. L'art. 463 autorise les Cours et tribunaux, lorsqu'ils reconnaissent en faveur des prévenus des circonstances atténuantes, non-seulement à réduire la peine de l'emprisonnement et de l'amende au-dessous du minimum fixé par la loi ou à les prononcer séparément, mais encore à abaisser la condamnation jusqu'aux peines de simple police. Cette disposition permet-elle aux tribunaux de faire remise complète de la surveillance, lorsqu'elle est obligatoire, ou d'en abaisser le minimum lorsqu'elle est facultative et qu'ils jugent convenable de la prononcer?

Ces questions ont, pendant quelques années, divisé les meilleurs esprits.

Les uns soutenaient que l'art. 463, n'autorisant les juges qu'à réduire les peines de l'emprisonnement et de l'amende, et qu'à substituer l'amende à l'emprisonnement, ne leur permettait, ni de remettre la peine accessoire attachée au délit, ni d'en diminuer la durée; ils se fondaient sur ce brocard de droit : *Qui dicit de uno negat de altero ;* ils ajoutaient que si, dans les cas où la surveillance est facultative, il était loisible aux juges de ne pas l'appliquer du tout, il ne leur était pas également permis d'en abaisser le minimum fixé par la loi, parce qu'en procédant ainsi les juges appliqueraient une peine qui ne serait plus celle que la loi avait ordonnée.

Les autres répondaient que l'art. 463, en autorisant les tribunaux, en cas de circonstances atténuantes, à réduire les peines de l'emprisonnement et de l'amende au-dessous du minimum fixé par la loi, à substituer l'amende à l'emprisonnement, et même à abaisser la condamnation jusqu'aux peines de simple police, les avait par cela même autorisés à remettre la peine de la surveillance et à en diminuer la durée. Il était irrationnel, disaient-ils, de supposer que la loi eût permis au juge de réduire la peine principale même au minimum des peines de simple police, c'est-à-dire à un franc d'amende, et lui eût en même temps interdit de remettre, en tout ou partie, la peine si rigoureuse de la mise en surveillance. Ils faisaient encore remarquer que la surveillance n'est placée, par l'art. 11 du Code, qu'au rang des peines communes aux matières criminelles et correctionnelles, et qu'elle ne fait pas partie des peines de police, lesquelles sont déterminées par

l'art. 464 du Code; ils ajoutaient que les tribunaux, qui peuvent, lorsqu'il y a lieu à l'atténuation de la peine principale permise par l'art. 463, n'appliquer qu'une peine de simple police, doivent être, par là même, autorisés à supprimer la surveillance qui est incompatible avec les peines de cette espèce.

La chambre criminelle de la Cour de cassation suivit d'abord la première opinion. Elle jugea que la dernière partie de l'art. 463, qui autorise les tribunaux correctionnels à réduire les peines de l'emprisonnement et de l'amende, n'étendant pas cette faculté à la mise en surveillance, il s'en suivait que les tribunaux ne pouvaient pas dispenser de cette peine ceux qui devaient y être condamnés. 8 mars 1833, n° 87; 18 juill. 1833, n° 273; 26 sept. 1834, n° 323 *bis*; 12 mars 1835, n° 87; 12 mars 1835, n° 88; 8 mai 1835, n° 174; 25 juin 1835, n° 250; 22 oct. 1835, n° 403; 5 nov. 1835, n° 405; 15 juin 1837, n° 178; 11 août 1837, n° 237; 23 sept. 1837, n° 291. Elle jugea également que, dans les cas où il est facultatif pour les tribunaux de ne pas appliquer la peine de la surveillance, il ne leur était pas facultatif, lorsqu'ils la prononçaient, d'en restreindre la durée au-dessous du minimum fixé par la loi. 7 août 1834, n° 260; 2 sept. 1837, n° 257; 6 janv. 1838, n° 8.

Mais cette jurisprudence n'a pas obtenu l'assentiment des chambres réunies, qui ont décidé que les tribunaux pouvaient, en vertu de l'art. 463 et en cas de circonstances atténuantes, non-seulement faire remise de la surveillance au condamné; 2 janv. 1836, n° 1; 26 juin 1838, n° 181; 24 nov. 1838, n° 368; mais encore, et à plus forte raison, en abaisser la durée au-dessous du minimum fixé par la loi.

La chambre criminelle s'est rendue à cette juris-

prudence. Comme les chambres réunies, elle juge maintenant que l'art. 463, étant général dans ses dispositions, s'applique à tous les crimes et délits prévus par le Code et à toutes les peines qu'il prononce, et que la mise en surveillance étant une peine, les tribunaux ont, en cas de circonstances atténuantes, la faculté de la remettre; 26 avril 1839, n° 141 ; elle juge aussi que la surveillance peut, comme toute autre peine, être modifiée dans sa durée par l'effet des circonstances atténuantes. 9 septembre 1853, n° 456.

Cette jurisprudence doit être, selon moi, la règle invariable des tribunaux ; mais il est bien entendu qu'ils ne peuvent faire remise totale ou partielle de la surveillance, que s'ils accordent au condamné des circonstances atténuantes. Autrement, ils doivent la prononcer toutes les fois qu'elle est obligatoire, et ils ne peuvent pas, dans le cas où elle est facultative, en abaisser la durée au-dessous du minimum fixé par la disposition qu'ils appliquent. 5 mars 1825, n° 43 ; 11 nov. 1825, n° 47; 2 sept. 1837, n° 257 ; 24 nov. 1838, n° 367.

203. Toute peine doit être exécutée; c'est une vérité qui n'est pas à démontrer. Or, comme le renvoi sous la surveillance de la haute police consiste dans de certaines restrictions apportées à l'état de liberté, il est clair que le condamné à la surveillance, qui commet un délit nouveau pour lequel l'emprisonnement est prononcé contre lui, ne peut pas continuer à exécuter la peine de la surveillance pendant qu'il exécute l'emprisonnement qui lui a été appliqué à raison de l'infraction nouvelle dont il a été reconnu coupable ; sans quoi il exécuterait en même temps deux peines, celle de la mise en surveillance et celle

de l'emprisonnement; ce que la loi ne permet pas plus que la raison.

204. En principe, cette vérité n'a jamais été mise en doute; mais elle a été contestée dans un cas particulier.

On a prétendu que, lorsque le nouveau délit était la désobéissance aux règles de la mise en surveillance, le temps, pendant lequel l'emprisonnement prononcé à raison de cette désobéissance était exécuté, devait être compris dans la durée de la surveillance temporaire pour en déterminer la limite. On a soutenu que, dans ce cas, l'emprisonnement, prononcé par les tribunaux correctionnels, devait être assimilé à la détention administrative, autorisée par le Code de 1810 contre ceux qui rompaient alors leur ban; qu'il n'était, comme cette détention, qu'un mode d'exécution plus rigoureux de la surveillance elle-même, et que, par conséquent, il ne pouvait, pas plus que la détention administrative, retarder l'expiration de la surveillance.

Les Cours de Paris et d'Orléans se sont associées à cette théorie; mais elle a été successivement repoussée par la chambre criminelle et par les chambres réunies de la Cour de cassation. Voici l'espèce.

Le nommé Rodelche avait été condamné à cinq ans de surveillance, qui avaient commencé à courir le 22 février 1835. Il s'est agi de savoir si cette peine était expirée, lorsqu'au mois de mars 1840 il fut arrêté à Paris, où il se trouvait sans autorisation.

Depuis 1835, Rodelche avait subi plusieurs condamnations, pour rupture de ban, s'élevant à 21 mois et 7 jours.

Le ministère public prétendit que ces condamnations avaient suspendu l'exécution de la mise en sur-

veillance, et qu'ainsi, au mois de mars 1840, Rodelche était encore loin d'avoir exécuté sa peine.

La Cour de Paris, par arrêt du 8 juillet 1840, se fondant sur les raisons que j'ai indiquées plus haut, déclara que Rodelche n'était plus sous la surveillance de la haute police, et, en conséquence, refusa de lui appliquer les peines de l'art. 45 du Code.

Cet arrêt fut cassé sur le pourvoi du ministère public. La chambre criminelle posa d'abord en principe « qu'en règle générale, et sauf les exceptions établies par la loi, tout délit doit être puni d'une peine, et que toute peine prononcée doit être subie; que le renvoi sous la surveillance de la haute police étant une peine qui consiste, d'après l'art. 44 du Code, dans de certaines restrictions apportées à l'état de liberté, ne peut, dès lors, être réellement subi que par un individu en liberté. » Elle en tira la conséquence « que, lorsque le condamné à la surveillance vient à commettre un autre délit pour lequel un emprisonnement est prononcé contre lui, l'exécution de cette nouvelle peine interrompt nécessairement l'exécution de la peine de la surveillance qui ne reprend son cours qu'à l'expiration de l'emprisonnement; qu'aucune disposition ne déroge à ces principes pour le cas où la condamnation à l'emprisonnement a pour cause une infraction au ban de surveillance. » Elle répondit à l'argument tiré du Code de 1810 que « si, sous l'empire de l'ancienne législation, la détention que le Gouvernement était autorisé, par l'art. 45 de ce Code, à faire subir au condamné qui rompait son ban, ne prolongeait pas d'autant la surveillance, c'est qu'alors cette détention, qui n'était qu'un mode de surveillance plus rigoureux, substitué administrativement au mode ordinaire auquel le condamné n'a-

vait pas voulu se soumettre, ne pouvait jamais s'étendre, d'après la disposition expresse dudit art. 45, au delà du temps fixé par la condamnation pour l'état de surveillance. » Enfin elle fit remarquer, et ce dernier argument est péremptoire, « que le système, d'après lequel on compterait à la décharge du condamné, dans le temps de la surveillance, la durée de la peine d'emprisonnement, est inconciliable avec la latitude laissée aux juges par l'art. 45 de porter l'emprisonnement jusqu'à cinq ans, quel que soit le temps que la surveillance a encore à courir, puisque le bénéfice de ce système ne pourrait profiter à ceux dont l'emprisonnement, d'après les conditions et les termes dans lesquels il aurait été prononcé, devrait se prolonger au delà de l'expiration de la surveillance. » 5 sept. 1840, n° 255.

L'affaire fut renvoyée devant la Cour d'Orléans. Cette Cour jugea comme la Cour de Paris. Les motifs de son arrêt sont « que le renvoi sous la surveillance de la haute police est moins une réparation du délit commis qu'une précaution contre les délits à venir; que la durée de la peine, déterminée dans l'esprit des juges par les circonstances d'âge et de moralité du condamné, ne peut être prolongée au delà du terme fixé; que la garantie résultant de l'état de surveillance est efficacement remplacée par celle qui résulte de l'état de détention; que, si la surveillance ne pouvait courir que dans l'état de liberté, il faudrait dire qu'elle serait suspendue pendant la simple détention préventive, ce qui est inadmissible; que, si ces prémisses doivent être suivies lorsque la peine nouvelle a été prononcée pour un délit commun portant atteinte aux personnes et aux propriétés, il doit surtout en être ainsi lorsque cette peine a eu pour cause une

simple infraction à la surveillance; qu'en ce cas, la peine n'est que la réparation de la désobéissance à des obligations imposées, n'est que l'aggravation de l'état auquel on n'a pas voulu se soumettre; qu'elle change seulement le mode, mais qu'elle ne suspend pas le cours de la surveillance; que tel était l'esprit de la loi avant la révision du Code pénal, puisque, aux termes de l'art. 45, la détention administrative pour infraction à la surveillance ne pouvait excéder le temps qui restait à courir de la peine de la surveillance; que si, en 1832, l'emprisonnement pour désobéissance aux dispositions prescrites par l'art. 44 a été mis au rang des peines, et a été étendu au delà du temps qui restait à courir jusqu'à l'expiration de la surveillance, le législateur n'a voulu que placer sous les garanties du pouvoir judiciaire une application plus rigoureuse de la surveillance; que, d'un autre côté, la faculté de prolonger l'emprisonnement au delà des limites de la surveillance n'empêche pas que, du moins, ce qui reste à courir de la surveillance ne s'absorbe dans cet emprisonnement. »

L'affaire fut portée devant les chambres réunies de la Cour de cassation qui confirmèrent la jurisprudence de la chambre criminelle. Voici le texte de ce dernier arrêt qui répond, avec l'autorité de la loi et de la raison, aux divers arguments de la Cour d'Orléans :

« Attendu qu'une condamnation nouvelle pour un fait postérieur à une première condamnation ne détruit pas l'effet de cette première condamnation, et ne peut dispenser le condamné d'en subir les conséquences; attendu que le renvoi sous la surveillance de la haute police est qualifié peine par l'art. 11 du Code pénal; attendu qu'aucune disposition de la loi ne porte que, dans le cas où un individu, placé sous

la surveillance de la haute police pour un temps qui n'est pas encore expiré, vient à être condamné à l'emprisonnement pour un délit quelconque, notamment pour désobéissance aux dispositions prescrites par l'art. 44 du Code pénal, il sera, en subissant la peine d'emprisonnement, libéré d'une partie de la peine de la surveillance; attendu que la condamnation à l'emprisonnement, en vertu de l'art. 45 du Code pénal, est la punition d'un nouveau fait qualifié délit par la loi, et non le remplacement ou la simple aggravation de la peine de surveillance précédemment prononcée; attendu que le renvoi de Rodelche sous la surveillance de la haute police n'ayant pas été prononcé jusqu'à ce qu'il ait atteint un âge déterminé, ou jusqu'à un jour fixe, mais pendant cinq années, cette surveillance n'est pas prolongée au delà du terme auquel elle a été fixée, lorsque cet état, tel qu'il est réglé par l'art. 44 du Code pénal, n'a pas duré plus de cinq années; attendu que le condamné n'est plus dans l'état légal de surveillance de la haute police pendant qu'il subit une autre peine; attendu que l'art. 45 du Code pénal actuel ne limite point l'emprisonnement au temps fixé pour l'état de la surveillance spéciale, comme le faisait le Code pénal de 1810 à l'égard de la détention administrative qu'il autorisait; qu'au contraire, le nouvel art. 45 prononce la peine d'emprisonnement pour un temps dont le maximum est fixé à cinq ans, sans subordonner en aucune manière cette peine au plus ou moins de temps qui reste à courir de la peine de la surveillance, la Cour casse. 19 mai 1841, n° 146.

Ces deux arrêts de la Cour de cassation reposent sur les bases les plus solides; ils me paraissent avoir jugé définitivement la question.

205. Mais il ne faudrait pas faire de ces décisions une application qu'elles ne comportent pas. On doit remarquer qu'elles se bornent à juger que l'exécution de la peine de la mise en surveillance est suspendue pendant l'exécution de la peine nouvelle; mais elles ne jugent pas qu'elle soit suspendue pendant la détention préventive qui précède cette condamnation. Il est en effet certain que pendant la détention préventive, qui n'est qu'une mesure de sûreté prise contre le prévenu, celui-ci exécute les peines qu'il peut avoir encourues précédemment, comme je l'ai démontré sous les art. 23 et 24 (n° 133); il n'y a aucune raison pour faire exception à ce principe en ce qui concerne l'exécution de la mise en surveillance.

206. En règle générale, les peines criminelles et les peines correctionnelles sont prescriptibles. Les premières, suivant l'art. 635 du Code d'instr. crim., se prescrivent par vingt années révolues, à compter de la date de l'arrêt qui les ordonne; les secondes, aux termes de l'art. 636 du même Code, se prescrivent, si elles ont été prononcées par les juges d'appel, par cinq années révolues, à compter de la date de l'arrêt et, si elles ont été prononcées par les tribunaux de première instance, à compter du même nombre d'années, à dater du jour où le jugement ne peut plus être attaqué par la voie de l'appel.

La peine de la surveillance est-elle prescriptible comme les autres peines?

207. Il faut, ce me semble, pour répondre à cette question, se placer à un double point de vue. Il faut distinguer le cas où la condamnation principale a été prescrite de celui où elle a été exécutée.

208. Je ne vois pas pourquoi, dans le premier cas,

la peine de la surveillance n'aurait pas été prescrite en même temps que la peine principale.

Occupons-nous d'abord des matières criminelles.

Je commence par remarquer que l'art. 635, que j'ai rappelé tout à l'heure, est conçu en termes généraux et absolus. Il comprend, dans sa généralité, les peines perpétuelles tout aussi bien que les peines temporaires, les peines accessoires tout aussi bien que les peines principales ; après vingt années révolues, à compter de la date de l'arrêt, toutes les peines criminelles sont prescrites.

Pourquoi en serait-il différemment de la mise en surveillance ?

Serait-ce parce qu'elle est perpétuelle? Mais est-ce que les peines principales perpétuelles ne sont pas prescrites comme les peines principales temporaires? La perpétuité de la peine n'enlève pas au condamné le bénéfice de la prescription.

Serait-ce parce qu'elle est peine accessoire? Mais, comme je l'ai déjà dit, l'art. 635 est général ; ses dispositions n'excluent aucune espèce de peine; les unes et les autres peuvent se prescrire.

Mon opinion trouve d'ailleurs un bien puissant argument dans le dernier paragraphe de l'art. 635 du Code d'instr. crim. Cette disposition autorise le Gouvernement à assigner au condamné qui a prescrit sa peine le lieu de son domicile. Quelle en est l'utilité, si ce condamné est encore sous la surveillance de la haute police ? Est-ce que le Code de 1810, qui est la loi contemporaine du Code d'instruction criminelle, ne donnait pas au Gouvernement, dans son art. 44, le droit de désigner la résidence de tout condamné assujetti à la surveillance ? A quoi bon cette confirmation d'un droit qui ne pouvait pas être contesté ? Mais

la disposition se comprend, au contraire, si le condamné affranchi par la prescription de la peine principale, est également affranchi de la peine accessoire de la surveillance. Dans ce cas, l'art. 44 du Code n'étend plus sur lui son empire ; le Gouvernement ne peut plus, en vertu de cet article, lui fixer le lieu de sa résidence. Il faut donc, si l'on veut qu'il soit assujetti néanmoins à la surveillance de l'administration qu'une nouvelle disposition remplace l'art. 44 du Code et donne, pour ce cas, au Gouvernement, le droit de lui assigner le lieu de son domicile. C'est à quoi le dernier paragraphe de l'art. 635 a évidemment voulu pourvoir. La conséquence qu'il faut en tirer, c'est que le condamné qui a prescrit la peine criminelle prononcée contre lui a également prescrit la surveillance, qui était la conséquence de sa condamnation.

En sera-t-il autrement en matière correctionnelle ? L'art. 636 est, comme l'art. 635, conçu en termes généraux ; il déclare prescrites par le laps de temps qu'il détermine les *peines portées par les arrêts ou jugements en matière correctionnelle* : il ne distingue pas les peines accessoires des peines principales ; ce sont les peines, quelles qu'elles soient, portées par les arrêts ou jugements, qui sont déclarées prescrites. La surveillance n'est pas moins que l'emprisonnement portée par les arrêts ou jugements. Donc elle est prescrite comme lui. Le bon sens me vient aussi en aide sur ce point. Je crois avoir démontré, surtout avec le dernier paragraphe de l'art. 635, qu'en matière criminelle le condamné s'affranchit, par la prescription, de la surveillance comme de la peine principale. En matière correctionnelle, la prescription ne peut pas avoir des conséquences moins

étendues. La loi, avec raison, s'est montrée à tous égards plus indulgente pour les délits que pour les crimes; elle les punit moins rigoureusement; elle admet pour eux une prescription moins longue. Ne serait-elle pas en contradiction avec elle-même si, après avoir voulu que la surveillance, attachée aux crimes, fût prescrite en même temps que la peine principale, elle voulait, au contraire, que la surveillance, attachée aux délits, fût maintenue malgré la prescription de la peine principale? C'est évident; aussi je crois fermement qu'en matière correctionnelle comme en matière criminelle, la prescription, en affranchissant le condamné de la peine principale, l'affranchit également de la surveillance.

209. Je passe au second point de vue que j'ai indiqué plus haut : la peine principale, au lieu d'avoir été prescrite, a été exécutée.

Dans cette hypothèse, la peine de la surveillance peut-elle se trouver prescrite ?

Voici le fait que je suppose : un libéré, après avoir subi la peine principale à laquelle il était condamné, n'est l'objet d'aucune mesure administrative. S'il reste dans cette situation pendant un temps égal à la prescription, pendant vingt ans en cas de condamnation criminelle, pendant cinq ans en cas de condamnation correctionnelle, aura-t-il prescrit la surveillance qui lui reste à subir? Je ne le crois pas. Rien, dans les art. 635 et 636 du Code d'instr. crim., n'autorise à le penser; ces articles ne s'occupent, ni de près ni de loin, d'une prescription dont le point de départ serait l'expiration de la peine principale; ils ne semblent pas admettre qu'elle puisse exister puisqu'ils n'en règlent ni le commencement ni la durée.

Il y a plus : dans l'hypothèse que j'examine, le condamné ne se soustrait pas, à vrai dire, à la peine de la surveillance. Cette peine, qui n'a pour objet que de le mettre à la disposition du Gouvernement, l'accompagne et le suit à l'expiration de la peine principale. Il ne peut pas dire qu'il ne l'exécute pas par la raison que le Gouvernement s'abstient de lui fixer le lieu de son domicile. La peine n'est pas suspendue ; elle se continue, au contraire, et se perpétue ; donc elle ne se prescrit pas et le condamné demeure toujours à la disposition du Gouvernement qui, lorsqu'il en sentira la nécessité, pourra prendre les mesures administratives qu'il a négligées jusque-là.

Cette opinion, qui se fonde sur le texte des art. 635 et 636 du Code d'instr. crim., et sur la nature même de la peine de la surveillance, a été confirmée par la Cour de cassation. Cette Cour a jugé, dans l'arrêt du 31 janvier 1834, n° 39 : « Que la surveillance de la haute police de l'État est, de sa nature, continue et, par conséquent, imprescriptible, puisque l'exécution de cette peine est indépendante des mesures facultatives attribuées par la loi à l'autorité administrative. »

ARTICLE 44.

En cas de désobéissance aux dispositions prescrites par l'article précédent, l'individu mis sous la surveillance de la haute police sera condamné par les tribunaux correctionnels à un emprisonnement qui ne pourra excéder cinq ans [1].

---

[1] *Ancien article* 45. — En cas de désobéissance à cet ordre, le Gouvernement aura le droit de faire arrêter et détenir le condamné, durant un intervalle de temps qui pourra s'étendre jusqu'à l'expiration du temps fixé pour l'état de la surveillance spéciale.

210. Le décret du 8 décembre 1851 a appelé rupture de ban l'infraction prévue par l'art. 45.
211. Définition de cette infraction.
212. En quoi elle consiste. Jurisprudence.
213. Suite. Les juges doivent indiquer dans leurs décisions les faits qui la constituent.
214. Formule que les juges doivent adopter à cet égard.
215. Nature de la rupture du ban sous le Code de 1810 et depuis la loi du 28 avril 1832.
216. Punition applicable à ce fait sous le Code de 1810, sous la loi du 28 avril 1832 et sous le décret du 8 décembre 1851.
217. Questions transitoires.
218. Transition du Code de 1810 à la loi du 28 avril 1832.
219. Suite.
220. Suite.
221. Transition de la loi du 28 avril 1832 au décret du 8 décembre 1851.
222. Trois questions termineront l'étude de l'article 45.
223. Indication du minimum et du maximum de la peine prononcée par cet article. Jurisprudence.
224. Les peines de la récidive sont-elles applicables à la rupture de ban? Distinction. Jurisprudence.
225. Tribunal compétent pour statuer sur ce délit.

210. Le fait, prévu et réprimé par cet article, n'avait reçu ni du Code pénal de 1810, ni de la loi du 28 avril 1832, aucune dénomination particulière. Le décret du 8 décembre 1851 l'a appelé rupture de ban.

211. L'infraction, punie par cet article, consiste dans la désobéissance aux dispositions prescrites par la loi pour assurer l'exécution de la mise en surveillance.

212. Elle a lieu toutes les fois que le condamné a désobéi d'une façon quelconque à l'une ou à plusieurs de ces règles.

C'est un principe certain que les tribunaux ne

pourraient pas méconnaître sans encourir la censure de la Cour de cassation. J'en trouve plusieurs fois la preuve dans la jurisprudence contemporaine de la loi du 28 avril 1832. Il a été en effet jugé que les tribunaux ne pouvaient pas se dispenser d'appliquer notre article :

1° Lorsque le condamné ne s'était pas conformé aux injonctions de l'autorité administrative qui lui interdisait le séjour de Paris, et que, d'ailleurs, ayant refusé de faire connaître le lieu où il voulait fixer sa résidence, il ne s'était pas rendu à la destination qui lui avait été indiquée d'office par l'administration. 31 janv. 1834, n° 39 ;

2° Lorsque le condamné auquel l'administration avait d'abord interdit de résider dans un département, et ensuite accordé l'autorisation de se rendre en pays étranger, revenait plus tard dans le département qui lui avait été interdit. 13 déc. 1844, n° 399 ;

3° Lorsque le condamné, auquel un passeport avait été accordé pour une destination fixe et déterminée, la quittait sans avoir rempli les nouvelles formalités qui lui étaient prescrites. 18 oct. 1845, n° 330.

Ces décisions peuvent et doivent encore servir de guide sous le régime du décret du 8 décembre 1851.

213. Mais s'il est vrai que l'infraction existe dès qu'il y a désobéissance aux dispositions qui règlent l'exécution de la mise en surveillance, il n'est pas moins certain qu'elle n'existe que dans le cas où il y a désobéissance à ces dispositions. Il importe, en conséquence, que les juges indiquent avec soin dans leurs décisions en quels faits ou en quelles omissions consiste la désobéissance ; sans quoi, l'applica-

tion de la peine n'étant pas motivée, leurs jugements donneraient ouverture à cassation : « Attendu que c'est seulement en cas de désobéissance aux dispositions prescrites par l'art. 44 du Code ou aux mesures que cet article autorise à prendre à l'égard des individus mis sous la surveillance de la haute police, que la peine portée par l'art. 45 du même Code peut être appliquée à ces individus ; que l'arrêt qui prononce cette peine doit signaler les infractions qui en motivent l'application ; attendu que l'arrêt attaqué n'établit pas qu'une résidence ait été assignée au prévenu, et qu'il ait quitté cette résidence, ni qu'on lui ait donné une feuille de route avec itinéraire obligé, et qu'il ne se soit pas conformé à cet itinéraire ; qu'ainsi les caractères constitutifs du délit prévu par l'art. 45 du Code ne sont pas constatés par l'arrêt attaqué, et qu'en prononçant dans cet état la peine portée par l'art. 45 du Code, la Cour de Lyon a fait une fausse application de cet article. 16 août 1845, n° 260.

214. Les tribunaux correctionnels devront donc qualifier avec soin, dans leurs décisions, la rupture de ban ; ils devront rappeler d'abord que le prévenu est assujetti à la surveillance de la haute police, et indiquer ensuite le fait à raison duquel il a désobéi aux prescriptions de l'art. 44. Ils pourront formuler leur qualification à peu près en ces termes : le tribunal déclare le nommé....., assujetti à la surveillance de la haute police, coupable de rupture de ban, pour ne pas s'être rendu dans la commune que le Gouvernement lui a déterminée comme résidence, *ou*, pour n'avoir pas suivi l'itinéraire obligé qui lui a été tracé par l'administration, *ou*, pour avoir continué à résider dans un lieu que l'administration lui interdit, etc.

En un mot, la qualification devra indiquer tout à la fois que le condamné est en surveillance, et le fait qui constitue la désobéissance à l'art. 44.

215. L'infraction que j'étudie a été classée parmi les délits par la loi du 28 avril 1832. C'est à présent son caractère légal ; je me borne ici à le constater ; j'en déduirai plus loin des conséquences importantes. Auparavant, elle n'avait pas ce caractère ; elle n'était considérée que comme un manquement à des mesures de haute police, que le Gouvernement était libre de réprimer ou de ne pas réprimer.

216. Sous le Code de 1810, le condamné, qui désobéissait à l'ordre de résidence qui lui avait été donné par le Gouvernement, pouvait être arrêté et détenu par mesure administrative durant un intervalle de temps que l'administration avait le droit de prolonger jusqu'à l'expiration du temps fixé pour l'état de surveillance, c'est-à-dire que si le condamné était assujetti à une surveillance perpétuelle il pouvait être détenu jusqu'à son dernier jour.

A cette répression administrative, la loi du 28 avril 1832 a substitué la peine de l'emprisonnement prononcé par les tribunaux correctionnels.

Le décret du 8 décembre 1851 n'a pas modifié cette peine ; mais il a, de plus, autorisé le Gouvernement à transporter, par mesure de sûreté générale, dans une colonie pénitentiaire, à Cayenne ou en Algérie, pour cinq ans au moins et dix ans au plus, tout individu reconnu coupable de rupture de ban.

217. Ces changements de législation donnent lieu à plusieurs questions transitoires que je vais examiner.

218. Je rechercherai d'abord si, lorsque la loi du

28 avril 1832 fut promulguée, et que l'emprisonnement au maximum de cinq années eut remplacé la détention administrative qui n'avait pour limite de durée que l'expiration du temps fixé pour l'état de la surveillance, la condition de ceux qui étaient à ce moment arrêtés et détenus par mesure administrative dut être améliorée par ce changement de législation.

Le décret du 23 juillet 1810, et les principes sur l'autorité de la chose jugée, me serviront à résoudre cette question.

L'art. 6 de ce décret dispose que les Cours et tribunaux appliqueront aux crimes et aux délits les peines prononcées par les lois pénales existantes au moment où ils ont été commis ; il est vrai qu'il ajoute que, si la peine prononcée par la loi nouvelle est moins forte que celle prononcée par la loi ancienne, les Cours et tribunaux appliqueront celle de la loi nouvelle ; mais il n'en reste pas moins que le principe général, c'est que la loi applicable est celle qui existait au moment où les crimes et délits qu'il s'agit de punir ont été commis, et qu'il n'y a d'exception à ce principe que dans les cas où cette loi a été remplacée avant le jugement par une loi plus douce. Ce n'est que dans ce cas que les effets de cette dernière loi peuvent être substitués à ceux de la loi ancienne. Le décret n'étend pas sa faveur rétroactive jusque sur les condamnations prononcées avant la loi nouvelle. Il devait, en effet, les respecter quelque dures qu'elles fussent, sans quoi il aurait porté atteinte à l'autorité de la chose jugée.

Il résulte de ces principes, qui sont à l'abri de la controverse, que les condamnés, assujettis à la surveillance, qui avaient été arrêtés et détenus par mesure

administrative pour infraction à leur ban de surveillance, avant la loi de 1832, ont dû continuer de subir cette détention malgré les adoucissements de cette loi.

C'est l'opinion émise par le comité de justice administrative dans son avis du 7 novembre 1832, que j'ai transcrit plus haut [1].

C'est aussi ce que la Cour de cassation a jugé dans l'espèce suivante, en reconnaissant d'ailleurs l'incompétence de l'autorité judiciaire pour statuer sur l'ordre de détention émané dans cette circonstance de l'administration.

Par arrêt de la Cour d'assises de la Vienne, du 26 août 1831, Jean Blanchard avait été condamné à la peine capitale pour attentat à la sûreté intérieure de l'État. Mais, par lettres de grâce du 6 octobre suivant, le Roi lui avait fait remise pleine et entière de sa peine, en le soumettant toutefois, pendant dix ans, à la surveillance de la haute police de l'État. La Cour de Poitiers entérina les lettres, et fixa le cautionnement à fournir par Blanchard à la somme de 3,000 francs. Ce cautionnement n'étant pas fourni, le Gouvernement lui assigna pour résidence la commune de Doulon. Blanchard, ayant quitté cette résidence, fut arrêté, le 2 mars 1832, par ordre du préfet de la Loire-Inférieure, et écroué dans la prison de Nantes, pour y être détenu en vertu de l'art. 45 du Code de 1810. Il offrit alors de verser les 3,000 francs fixés par la Cour de Poitiers, afin d'obtenir sa mise en liberté; mais le préfet refusa de recevoir le cautionnement offert, et maintint la détention prononcée.

Par requête du 13 août 1833, Blanchard demanda

---

[1] Page 228, note.

à la chambre du conseil du tribunal de Nantes de déclarer valable et suffisant le cautionnement offert, et de prononcer sa mise en liberté ; mais le tribunal se déclara incompétent pour statuer sur une détention ordonnée par un acte administratif.

Blanchard, ayant formé opposition à cette ordonnance, la chambre des mises en accusation de la Cour de Rennes la réforma par arrêt du 17 septembre 1833, se déclara compétente, et ordonna la mise en liberté du détenu.

Sur le pourvoi du ministère public, fondé sur la violation de l'art. 13, titre II, de la loi du 24 août 1790, et de l'art. 127 du Code pénal, la Cour de cassation considéra que Blanchard, ayant rompu son ban et ayant été arrêté et mis en état de détention avant la promulgation du nouveau Code pénal révisé, la Cour de Rennes n'avait pu, sans violer les règles de sa compétence, arrêter l'exécution d'un acte administratif accompli sous l'empire d'une loi qui donnait à l'autorité administrative le droit de le faire ; en conséquence, elle cassa l'arrêt de la Cour de Rennes et, de plus, elle jugea que l'autorité judiciaire, étant incompétente pour faire cesser la détention dudit Blanchard, il n'y avait pas lieu à renvoyer l'affaire devant une autre Cour. 8 nov. 1833, n° 449.

Si donc le Gouvernement, après la promulgation de la loi de 1832, a cessé de détenir les individus, dont l'arrestation avait déjà eu lieu, il n'a cédé qu'à un sentiment de bienveillance et de commisération ; la loi nouvelle ne l'y obligeait pas.

219. Mais cette loi fut applicable à ceux qui, ayant enfreint leur ban avant sa promulgation, n'étaient pas encore, à ce moment, arrêtés par mesure administrative. La peine nouvelle étant beaucoup

plus douce et moins arbitraire que l'ancienne, ce fut elle qui dut leur être infligée, comme le prescrivait formellement l'art. 6 du décret du 23 juillet 1810. C'est aussi l'avis du comité de justice administrative.

220. Il n'est pas moins évident que la peine de la loi nouvelle a dû être également appliquée à ceux qui, assujettis à la surveillance par des condamnations antérieures à la loi de 1832, ne se sont rendus coupables de rupture de ban que postérieurement à cette loi. En effet, comme le porte le décret du 23 juillet 1810, la peine applicable est celle qui existe au moment où les crimes ou délits sont commis. Or, quel est le délit à punir? C'est la désobéissance aux règles de la surveillance. Si elle n'a eu lieu que depuis la loi du 28 avril 1832, la peine ne peut être que celle de cette loi, puisque c'était elle qui existait au moment où le délit a été commis. Il importe peu que la cause génératrice de la rupture de ban, que la mise en surveillance résulte d'une condamnation antérieure à cette loi : la date à rechercher est celle du délit à punir et non celle de l'arrêt qui en est le principe.

On a voulu contester cette vérité, mais elle a été proclamée par le comité de justice administrative et par la Cour de cassation.

Le nommé Guillin, assujetti à la surveillance par condamnation antérieure à la loi du 28 avril 1832, était poursuivi pour une rupture de ban accomplie depuis cette loi.

La chambre du conseil du tribunal de Fontainebleau avait refusé de le renvoyer devant le tribunal de police correctionnelle, sous le prétexte que, condamné à la surveillance antérieurement à la loi nou-

velle, il n'était justiciable que de l'administration qui avait droit de l'arrêter et de le détenir.

Sur l'opposition du ministère public, la Cour de Paris avait confirmé l'ordonnance de la chambre du conseil.

Cet arrêt fut annulé le 18 mai 1833, nº 190.

La question s'étant représentée devant la Cour de cassation, cette Cour persista à juger « que les dispositions pénales de la loi de 1832 ne s'appliquent pas seulement aux condamnés qui ont été renvoyés sous la surveillance de la haute police par des jugements postérieurs à cette loi, mais aussi à ceux qui avaient été placés dans cet état par des jugements antérieurs à sa publication ; qu'en effet, la désobéissance est une infraction nouvelle qui ne peut être atteinte que par les lois en vigueur au moment où elle a été commise. » 23 janv. 1840, nº 31.

221. J'ai déjà dit que le décret du 8 décembre 1851, sans modifier autrement la peine portée par la loi du 28 avril 1832 contre les infractions au ban de surveillance, y avait ajouté la transportation facultative du condamné par mesure de sûreté générale.

Il est intéressant de rechercher quels sont les condamnés pour rupture de ban que cette mesure peut atteindre.

Si la transportation avait le caractère d'une peine, il est clair qu'elle ne serait applicable à aucune des ruptures de ban, commises avant le décret du 8 décembre 1851. En effet, comme le porte le décret du 23 juillet 1810, et, comme je l'ai trop répété peut-être, la peine applicable est celle qui existe au moment où les crimes et les délits sont commis, et la loi nouvelle ne peut être appliquée que dans le cas où elle est moins dure que celle qui l'a précédée. Le

décret du 8 décembre étant plus rigoureux que la loi du 28 avril 1832 ne pourrait devenir applicable aux faits accomplis sous cette loi : il ne pourrait atteindre que les faits exécutés depuis sa promulgation.

Mais cette transportation n'est pas une peine que le juge ait à prononcer ; elle n'est, comme l'indique le décret lui-même, qu'une mesure de sûreté générale mise à la disposition du Gouvernement. La conséquence nécessaire et virtuelle, c'est qu'elle n'est pas, comme les peines, soumise au principe de la non-rétroactivité. Il en résulte que le Gouvernement peut faire de cette mesure, comme de toutes les mesures de sûreté générale que la loi confie à sa prudence pour la défense de la société, l'emploi qu'il juge utile pourvu qu'il n'excède pas les autorisations qui lui sont données. Le décret permettant au Gouvernement d'ordonner la transportation de tout individu placé sous la surveillance de la haute police, reconnu coupable de rupture de ban, le Gouvernement peutincontestablement, sans qu'on ait à lui reprocher aucun excès de pouvoir, appliquer cette mesure à tous ceux qui auront été déclarés coupables de rupture de ban, même à ceux dont la condamnation a été prononcée avant le décret du 8 décembre 1851.

Ainsi donc, la peine de la rupture de ban n'est, depuis ce décret, comme auparavant, que l'emprisonnement, dont l'application est confiée aux tribunaux correctionnels ; et si tout individu déclaré coupable de rupture de ban peut être transporté, ce n'est que par mesure de sûreté générale.

222. Je vais terminer l'étude de l'art. 45 par l'examen de plusieurs questions fort intéressantes. Je vais rechercher quel est le minimum et le maximum de l'emprisonnement que le juge peut ordonner pour

la rupture de ban ; si les peines de la récidive sont, le cas échéant, applicables à l'individu déclaré coupable de cette infraction; enfin quel est le tribunal compétent pour reconnaître l'existence de ce délit et prononcer la condamnation.

223. L'art. 45 se bornant à disposer que l'emprisonnement qu'il prononce n'excéderait pas cinq années, on s'est demandé, d'un côté, si l'article, s'abstenant de fixer le minimum de la peine, ne permettait pas au juge de la réduire aux proportions des peines de simple police; et, d'un autre côté, s'il était bien certain que, malgré l'autorisation que la loi semble lui en donner, le juge pût, dans tous les cas, élever le maximum de la peine à cinq années d'emprisonnement.

Je reconnais volontiers que la rédaction de l'art. 45 eût dû être plus précise et prêter moins à l'équivoque. Néanmoins je crois que les deux difficultés que je viens d'indiquer peuvent être aisément résolues.

D'abord je ne pense pas que le minimum de la peine puisse être ramené aux proportions des peines de simple police. Voici mes raisons : les tribunaux correctionnels ne sont appelés, sauf de très-rares exceptions, à prononcer que des peines correctionnelles. La règle générale c'est que leur compétence n'a d'action que dans les limites de ces peines. Elle ne va jamais au delà, et ne peut rester en deçà que dans les cas où la loi l'a formellement permis. Puis-je classer parmi ces cas celui dont je m'occupe? Je n'ai qu'à jeter les yeux sur l'art. 45 pour reconnaître que la loi ne l'y a pas compris. Sans doute, elle n'a pas fixé le minimum de l'emprisonnement applicable à la rupture de ban et, par conséquent, a permis

la réduction de la peine de la façon la plus large ; mais comme elle n'a pas en même temps autorisé le juge à l'abaisser au delà des limites de sa compétence; elle a nécessairement entendu que la peine ne pourrait être réduite que dans ces limites. La conséquence, c'est que le juge compétent, étant le tribunal correctionnel, le minimum sera celui de l'emprisonnement correctionnel, c'est-à-dire six jours comme le porte l'art. 40. Si le juge voulait l'abaisser jusqu'à la peine de simple police, il ne pourrait le faire qu'en admettant des circonstances atténuantes et en se fondant sur l'art. 463.

Sur la seconde question, je crois que les tribunaux correctionnels sont autorisés, toutes les fois qu'ils le jugent convenable, à prononcer l'emprisonnement pendant cinq années.

Cependant on fait les objections suivantes à cette opinion.

On s'arrête d'abord aux termes de l'art. 45 ; on fait remarquer que cet article dispose non pas que l'emprisonnement pourra être prononcé pour cinq ans, mais, ce qui est bien différent, qu'il ne pourra excéder cinq années. C'est une défense que la loi fait aux juges, ce n'est pas une permission qu'elle leur donne. Les cinq années ne seront jamais excédées, mais il n'est pas dit qu'elles pourront toujours être atteintes.

Cette rédaction, ajoute-t-on, révèle la pensée de la loi nouvelle. Sous le Code de 1810, le Gouvernement avait le droit de faire détenir les condamnés durant un intervalle de temps qui pouvait, il est vrai, se prolonger jusqu'à l'expiration du temps fixé pour l'état de surveillance, mais qui ne s'étendait jamais au delà. Il n'est pas permis d'admettre que la loi nou-

velle qui est, sans contredit, plus douce que ce Code, en ait aggravé les dispositions, en autorisant à prolonger la durée de l'emprisonnement contrairement à ce qui se pratiquait précédemment, même au delà du temps fixé pour l'état de surveillance. Aussi, dit-on, n'est-ce pas ce système qu'elle a entendu consacrer. Elle a maintenu ce que le Code de 1810 avait de rationnel; elle n'a modifié que ce qu'il avait de trop rigoureux. Comme précédemment, la durée de l'emprisonnement se mesurera sur la durée du temps fixé pour l'état de la surveillance qu'elle ne pourra jamais dépasser, c'est-à-dire que l'individu qui n'aura plus à subir qu'un an de surveillance, ne devra pas, s'il rompt son ban, être condamné à plus d'un an d'emprisonnement. Mais si l'état de surveillance est perpétuel ou s'il doit se prolonger encore pendant plus de cinq années, le juge n'aura plus le pouvoir, comme le Gouvernement l'avait sous le Code de 1810, d'ordonner que la durée de l'emprisonnement sera égale à la durée de la surveillance. La loi nouvelle lui en fait défense; l'emprisonnement ne pourra pas excéder cinq années.

J'aurais compris que la loi du 28 avril 1832 eût suivi ce système, mais je suis profondément convaincu qu'elle ne l'a pas adopté.

Si je consulte le texte de l'art. 45, aucune disposition ne m'autorise à y trouver tout ce qu'y ont découvert les partisans de la doctrine que je combats. Je vois bien qu'il défend aux tribunaux correctionnels de prononcer un emprisonnement dont la durée excéderait cinq années; mais je n'y vois pas que ce maximum ne puisse être appliqué qu'à ceux dont la surveillance serait perpétuelle ou devrait tout au moins se prolonger pendant cinq années ou au delà.

Cette disposition est générale; elle est conçue en termes absolus; elle est conséquemment applicable à tous les délits de rupture de ban que les juges estiment convenable de réprimer avec cette sévérité.

D'ailleurs, si je me rends compte du système de législation admis par la loi du 28 avril 1832 sur la mise en surveillance, mon opinion se confirme de plus en plus.

Sous le Code de 1810, la rupture de ban n'était pas un délit; elle ne constituait qu'un manquement à des mesures de haute police; la détention administrative n'était pas une peine; elle n'était qu'un mode d'exécution plus rigoureux de la surveillance, et, par conséquent, ne pouvait pas se prolonger au delà du temps fixé pour celle qu'il s'agissait d'exécuter. Au contraire, depuis la loi de 1832, la rupture de ban est devenue un délit; l'emprisonnement, qui atteint celui qui s'en est rendu coupable, est une peine; d'où il suit que, comme toute peine, il est toujours applicable, dans les limites de son minimum et de son maximum, suivant les circonstances plus ou moins graves de l'infraction, quelle que soit d'ailleurs la durée de la surveillance à laquelle il a été contrevenu. C'est ce que la Cour de cassation a reconnu par son arrêt du 23 janvier 1840, n° 31, dans lequel elle a jugé que la Cour de Paris, en condamnant à une année d'emprisonnement Larchevêque, déclaré coupable de rupture de ban « encore que la durée de cette peine excédât le temps, qui restait à s'écouler pour que l'état de surveillance dût finir, loin de violer l'art. 45 du Code, en avait fait une juste application. »

224. Aux termes de l'art. 57 du Code pénal, « quiconque, ayant été condamné pour un crime, aura

commis un délit de nature à être puni correctionnellement, sera condamné au maximum de la peine portée par la loi, et cette peine pourra être élevée jusqu'au double. » De même, aux termes de l'art. 58, « les coupables condamnés correctionnellement à un emprisonnement de plus d'une année seront, en cas de nouveau délit, condamnés au maximum de la peine portée par la loi ; et cette peine pourra être élevée jusqu'au double. Ils seront de plus mis sous la surveillance spéciale du Gouvernement pendant au moins cinq années, et dix ans au plus. »

Ces articles demeurent-ils applicables, ou au contraire y est-il fait exception si la nouvelle infraction qui, rapprochée de la première condamnation, constituerait la récidive, est une rupture de ban ?

Le premier arrêt, rendu par la Cour de cassation sur cette question, semble avoir jeté une sorte de confusion dans les esprits.

Jean Fontaleyron avait été condamné pour un premier délit à plus d'un an d'emprisonnement. Plus tard, il fut poursuivi comme coupable de rupture de ban. En le condamnant, la Cour de Poitiers refusa de lui appliquer les peines de la récidive.

La Cour de cassation rejeta le pourvoi formé contre cet arrêt. Ce qui la détermina, c'est « que l'infraction au ban de surveillance est un délit d'une nature spéciale qui se rattache à l'exécution de la première condamnation prononcée contre le prévenu, et que l'inexécution de cette condamnation, quant à la mesure de police de la surveillance à laquelle il a été soumis par le premier jugement de condamnation, ne peut constituer une récidive passible de l'aggravation de peine portée par l'art. 58 du Code ; » c'est que « ce fait, qualifié de désobéissance, n'est pas

classé par le Code dans la division générale des délits qui peuvent être commis contre la chose publique, contre les personnes ou les propriétés, » et que par ces raisons il n'est pas soumis, comme ces délits, aux effets de la récidive. 15 juin 1837, n° 181.

Cet arrêt ne fait pas suffisamment connaître l'espèce sur laquelle il a été rendu. Fontaleyron n'était-il en récidive qu'à raison de la condamnation qui l'avait mis en surveillance? Ou bien la récidive avait-elle pour principe une autre condamnation? L'arrêt ne le dit pas. La Cour, en ne s'expliquant pas sur ce fait, a-t-elle considéré qu'il était indifférent, et que, dans aucun cas, les peines de la récidive ne pouvaient être appliquées à Fontaleyron? N'a-t-elle, au contraire, rejeté le pourvoi que parce qu'elle reconnaissait que l'état de récidive ne résultait que de la condamnation qui avait placé le prévenu en surveillance? Je ne saurais le dire, malgré toutes les recherches que j'ai faites.

Quoi qu'il en soit, on admit généralement que cet arrêt jugeait que, dans aucun cas, les peines de la récidive n'étaient applicables à la rupture de ban; on l'interpréta ainsi dans la pratique, tout en se demandant si, vrai dans l'hypothèse où l'état de récidive ne serait résulté que de la condamnation qui avait prononcé la surveillance, il ne serait pas faux dans celle où la rupture du ban aurait trouvé son principe dans une condamnation et la récidive dans une autre.

Cependant, peu à peu la raison se fit jour, et l'on arriva à reconnaître que la question que j'examine doit être résolue par une distinction.

La condamnation, génératrice de la surveillance, quelle que soit d'ailleurs la peine qu'elle ait prononcée, ne constituera point, par elle-même et par elle

seule, en état de récidive, l'individu qui, plus tard, s'est rendu coupable de rupture de ban.

Voici les raisons qu'on en donne et qui me paraissent satisfaisantes.

La première, c'est que les peines de la récidive ne sont applicables qu'à un fait nouveau, se détachant et s'isolant de la première condamnation, et n'en étant pas la conséquence. C'est, dit-on, cette succession de faits condamnables, distincts les uns des autres, que la loi a voulu punir avec plus de sévérité en tenant compte de la récidive. Or, la rupture de ban n'est pas précisément un fait nouveau par rapport à la condamnation qui a engendré la mise en surveillance; elle s'y rattache au contraire et n'en est que l'inexécution. Il est donc permis de soutenir que la rupture de ban n'est pas, relativement à l'arrêt ou au jugement qui a engendré la mise en surveillance, un fait nouveau, comme l'entendent les art. 57 et 58 du Code.

La seconde raison, qui me satisfait encore mieux que la première, c'est que, si l'arrêt ou le jugement qui a placé le condamné sous la surveillance de la police pouvait constituer l'état de récidive, cet état serait l'état habituel, et, pour ainsi dire, normal des individus poursuivis pour rupture de ban. En effet, la plupart du temps, la mise en surveillance accompagne une peine correctionnelle supérieure à une année d'emprisonnement, en un mot, une peine qui, en cas d'infraction nouvelle, constitue l'état de récidive. Il en résulte que tous ceux dont la surveillance accompagnerait une peine de cette espèce seraient en état de récidive, et que le maximum, porté par l'art. 45, deviendrait le minimum de la peine qu'ils auraient encourue. Cette situation serait tellement

exorbitante du droit commun que, si elle avait été dans la pensée du législateur, il en aurait certainement laissé quelques traces dans son œuvre. La loi ne l'indiquant pas, il n'est point permis de la supposer.

Il faut donc conclure de ces deux raisons que la condamnation génératrice de la surveillance, quelle que soit d'ailleurs la peine principale qu'elle ordonne, ne peut jamais servir de fondement à l'état de récidive.

Mais si, outre la condamnation qui a prononcé la mise en surveillance, l'individu, déclaré coupable de rupture de ban, a subi une autre condamnation qui puisse devenir l'un des éléments de l'état de récidive, il sera condamné aux peines attachées à cet état.

Je n'ai jamais compris que, dans ce cas, il en dût être autrement. En effet, pourquoi la rupture de ban jouirait-elle de ce singulier privilége? Serait-ce, comme le dit l'arrêt du 15 juin 1837, parce qu'on devrait la considérer comme un délit d'une nature spéciale? Qu'importe qu'elle ait une nature particulière si elle est un délit, puisque les règles de la récidive s'appliquent à tous les délits. Serait-ce parce que la loi ne voit en elle qu'une désobéissance à certaines mesures de police? Mais est-ce que les crimes et les délits sont autre chose que des désobéissances à la loi? L'excitation à la guerre civile, le meurtre, l'incendie, le vol, l'escroquerie, l'abus de confiance, sont-ils autre chose que des désobéissances à la loi qui prescrit le respect de l'autorité constituée, des personnes et des propriétés? Serait-ce parce que la disposition qui punit la rupture de ban n'est pas classée dans la division générale des crimes et délits, c'est-à-dire dans les art. 75 à 462 du Code pénal? Mais est-ce que les faits, prévus expressément par ce

Code, se qualifient à raison de la place occupée par la disposition qui les défend? Ces faits se qualifient, comme nous l'apprend l'art. 1^er, à raison de la peine qui les réprime. Les infractions, punies par le Code pénal de peines correctionnelles, sont des délits, peu importe la place qu'elles occupent. La rupture de ban est donc un délit, puisqu'elle est punie de peines correctionnelles. Si elle est un délit, pourquoi ne serait-elle pas soumise comme tous les délits aux effets de la récidive lorsque cet état résulte d'une condamtion autre que celle qui a ordonné la mise en surveillance? Rien ne justifierait une pareille exception, ni le texte du Code, ni la nature du fait, ni la situation du condamné.

La jurisprudence actuelle de la Cour de cassation a d'ailleurs fait cesser le doute que pouvait laisser sa première décision. Cette Cour continue à juger que l'état de récidive ne peut pas trouver son principe dans la condamnation génératrice de la surveillance; mais, en même temps, elle juge formellement qu'il y a lieu d'appliquer les peines de la récidive à l'individu déclaré coupable de rupture de ban, lorsque, indépendamment de la condamnation qui l'a mis en surveillance, il en a subi une autre qui peut servir de premier terme à l'état de récidive, soit que d'ailleurs cette condamnation ait suivi, soit qu'elle ait précédé celle qui a prononcé la mise en surveillance.

La femme Leclanche avait été condamnée, par un premier jugement, à six mois d'emprisonnement et cinq années de surveillance pour vagabondage, et, par un second, à plus d'un an d'emprisonnement pour rupture de ban. Elle était de nouveau poursuivie pour une infraction de cette nature. La Cour de Rennes avait refusé de lui appliquer les peines de la

récidive. Sur le pourvoi du ministère public, la Cour de cassation annula cette décision, « attendu que si la condamnation pour l'infraction de ban ne peut se combiner avec la condamnation qui a placé le condamné en état de surveillance, pour produire l'état de récidive, il n'en est plus ainsi quand la condamnation pour infraction de ban (supérieure, comme dans l'espèce, à une année d'emprisonnement) est suivie d'une seconde infraction de même nature; que, dans la première hypothèse, l'infraction supposant par elle-même l'état de récidive, cette circonstance ne peut entrer dans la mesure de la peine, tandis que, dans la seconde, cette considération cesse d'exister. » 20 juill. 1854, n° 229.

Dans l'espèce qui suit, la Cour de cassation a encore plus nettement posé les principes qui sont devenus la base de sa jurisprudence.

Jean Pasquier avait été condamné, une première fois, le 15 juillet 1844, par la Cour d'assises du Loiret à quinze mois d'emprisonnement pour attentat à la pudeur, et, une deuxième fois, le 24 novembre 1852, par la Cour d'Orléans, vu son état de récidive, à trois ans d'emprisonnement et cinq ans de surveillance pour escroquerie; il était poursuivi en dernier lieu pour rupture de ban. Dans cette affaire, la Cour de cassation a de nouveau reconnu que l'état de récidive ne pouvait pas résulter de la condamnation génératrice de la surveillance, c'est-à-dire, dans l'espèce, de la condamnation à trois ans d'emprisonnement et cinq ans de surveillance prononcée par la Cour d'Orléans le 24 novembre 1852; mais elle a en même temps décidé que l'état de récidive résultait de la condamnation à quinze mois d'emprisonnement prononcée, le 15 juillet 1844, par la Cour d'assises du

Loiret, « attendu, porte cet arrêt rédigé avec une remarquable précision, que toute condamnation, soit pour crime, soit à un emprisonnement de plus d'une année pour délit, fixe dans la personne du condamné une cause permanente, dont l'effet légal et nécessaire est de le constituer en état de récidive chaque fois qu'il se rend coupable d'un nouveau délit; attendu que si la condamnation qui a prononcé la mise en surveillance ne peut produire l'état de récidive, par rapport aux infractions qui ne résultent que du refus de se soumettre à son exécution, cette raison spéciale reste complétement étrangère à toutes autres condamnations, antérieures ou postérieures, ayant une cause distincte; qu'elle ne peut ni modifier les effets qui leur sont propres, ni les empêcher de se reproduire successivement pour chaque nouveau délit. » 14 nov. 1856, n° 352.

En résumé, il résulte du dernier état de la jurisprudence, qu'en principe il y a lieu d'appliquer à la rupture de ban l'aggravation pénale résultant de l'état de récidive, et qu'il n'y a d'exception à cette règle que si cet état n'est produit que par la condamnation génératrice de la surveillance.

225. En matière criminelle, la compétence du juge se détermine ou par le lieu où le délit a été commis, ou par la résidence du prévenu, ou par le lieu de son arrestation; c'est la disposition des art. 23, 63, 69 du Code d'instruction criminelle.

Ces règles de compétence sont-elles modifiées par la nature spéciale du délit de rupture de ban?

Il faut distinguer entre le cas où l'individu poursuivi pour rupture de ban nie son identité et celui où il ne la nie pas.

Dans le premier cas, la compétence se réglera par

les art. 518 et suivants du Code d'instruction criminelle, c'est-à-dire que l'identité du prévenu sera reconnue et sa condamnation prononcée par le tribunal qui aura ordonné la mise en surveillance.

La Cour de cassation l'a jugé dans l'espèce suivante :

César Vieil avait été condamné à Beauvais à trois mois d'emprisonnement et à cinq ans de surveillance pour vagabondage ; il avait subi sa peine d'emprisonnement à Clermont, où il avait reçu, à sa sortie de la maison de correction, une feuille de route pour Grenoble, lieu de sa résidence. Arrêté à Saint-Amand, sous l'inculpation de rupture de ban, il prétendit qu'il n'était pas César Vieil condamné à Beauvais. La chambre du conseil du tribunal de Saint-Amand, considérant que l'identité serait facilement constatée au lieu où l'emprisonnement avait été subi, le renvoya devant le tribunal de Clermont. En exécution de cette ordonnance, César Vieil, ayant été conduit à Clermont, y fut renvoyé en police correctionnelle par ordonnance de la chambre du conseil et condamné à quatre mois d'emprisonnement pour infraction à son ban de surveillance ; mais, sur l'appel du prévenu, ce jugement fut infirmé pour cause d'incompétence par le tribunal supérieur de Beauvais. Ce dernier jugement et l'ordonnance de la chambre du conseil du tribunal de Saint-Amand étant passés en force de chose jugée, le procureur du roi se pourvut en règlement de juges devant la Cour de cassation. Il résulte de l'arrêt de cette Cour que César Vieil, ayant nié son identité, c'était le tribunal qui avait prononcé la condamnation, c'est-à-dire celui de Beauvais, qui devait statuer sur la rupture de ban. 17 sept. 1834, n° 308.

Dans le second cas, au contraire, lorsque le prévenu ne nie pas son identité, les règles générales de compétence conservent leur empire, c'est-à-dire que le prévenu de rupture de ban peut être jugé par le tribunal du lieu où il a été arrêté. 23 juill. 1835, n° 302; 8 oct. 1835, n° 385.

ARTICLE 46 [1].

226. Abrogation de cet article.

226. Cet article, qui n'était que le corollaire de l'ancien article 45, a été abrogé par la loi du 28 avril 1832 et n'a été remplacé par aucune autre disposition.

ARTICLE 47.

Les coupables condamnés aux travaux forcés à temps, à la détention et à la réclusion, seront, de plein droit, après qu'ils auront subi leur peine, et pendant toute leur vie, sous la surveillance de la haute police [2].

ARTICLE 48.

Les coupables condamnés au bannissement se-

---

[1] *Ancien article* 46. — Lorsque la personne mise sous la surveillance spéciale du Gouvernement et ayant obtenu sa liberté sous caution aura été condamnée par un arrêt ou jugement devenu irrévocable, pour un ou plusieurs crimes ou pour un ou plusieurs délits commis dans l'intervalle déterminé par l'acte de cautionnement, les cautions seront contraintes, même par corps, au paiement des sommes portées dans cet acte.—Les sommes recouvrées seront affectées de préférence aux restitutions, aux dommages-intérêts et frais adjugés aux parties lésées par ces crimes ou délits.

[2] *Ancien article* 47.—Les coupables condamnés aux travaux forcés à temps et à la réclusion seront de plein droit, après qu'ils auront subi leur peine et pendant toute leur vie, sous la surveillance de la haute police de l'État.

ront de plein droit sous la même surveillance, pendant un temps égal à la durée de la peine qu'ils auront subie.

227. Renvoi à l'art. 44.— Le bannissement est la seule des deux peines infamantes qui entraîne de plein droit la mise en surveillance.

227. J'ai examiné sous l'art. 44 les questions auxquelles ces deux articles peuvent donner lieu.

Je ferai seulement remarquer que la peine du bannissement est la seule des deux peines infamantes qui entraîne de plein droit le renvoi sous la surveillance de la haute police.

ARTICLE 49.

Devront être renvoyés sous la même surveillance ceux qui auront été condamnés pour crimes ou délits qui intéressent la sûreté intérieure ou extérieure de l'État.

228. Cas auxquels cet article est applicable.
229. Difficultés auxquelles il peut donner lieu.
230. La mise en surveillance qu'il ordonne est-elle perpétuelle ou temporaire?
231. Est-elle encourue de plein droit?

228. Cet article sera bien rarement applicable. Il ne peut concerner ni les crimes attentatoires à la sûreté intérieure ou extérieure de l'État qui sont punis d'une peine perpétuelle, ni ceux qui sont punis d'une peine afflictive et infamante, ou de la peine infamante du bannissement, ni même ceux de ces attentats, qui ne sont punis que d'une peine inférieure et auxquels la loi, par une disposition spéciale, a attaché directement la peine de la surveillance. En

effet, dans le premier cas, les condamnés ne doivent pas être renvoyés sous la surveillance de la haute police, comme nous l'avons vu au n° 199. Dans le second, la surveillance est réglée par les art. 47 et 48, et, dans le troisième, par la disposition même qui la prononce. L'art. 49 ne sera donc applicable qu'aux attentats à la sûreté intérieure ou extérieure de l'État qui ne rentreraient dans aucun de ces cas.

229. L'art. 49 donne lieu à deux difficultés, qui, assurément, intéressent plus la théorie que la pratique.

Quelle est la durée de la mise en surveillance qu'il impose? Sera-t-elle perpétuelle? Ne sera-t-elle que temporaire? Quelle en sera la nature? Sera-t-elle encourue de plein droit ou ne sera-t-elle subie que si le juge la prononce?

230. Les termes de cet article ne nous fournissent aucune indication qui nous autorise à résoudre la première question dans un sens ou dans l'autre.

Je sais bien que certains auteurs ont considéré que, « comme l'art. 49 parle de *la même surveillance*, sa disposition se rapporte à celle de l'art. 48 qui le précède immédiatement » et qu'ils en ont conclu « que la mise en surveillance au cas prévu par l'art. 49, comme en celui qui l'a été par l'art. 48, ne peut avoir d'autre durée que celle de la peine dont elle se trouve être la conséquence. »

Mais ce rapprochement n'est pas heureux.

Il est vrai que l'art. 49 dispose que ceux qui auront été condamnés pour crimes ou délits, intéressant la sûreté intérieure ou extérieure de l'État, devront être renvoyés sous *la même surveillance* que celle dont il a été question précédemment; mais ce n'est pas l'art. 48 qui définit cette surveillance. Comme l'art. 49,

et en usant des mêmes mots, il n'applique également qu'une surveillance déjà définie.

Ces deux articles, étant conçus dans les mêmes termes, ne peuvent avoir que la même signification.

Or, pourquoi l'art. 48 renvoie-t-il à la disposition qui le précède? Est-ce tout à la fois pour définir la surveillance qu'il ordonne et pour en déterminer la durée? Non, assurément : car la disposition, qui précède l'art. 48, applique à vie la surveillance, tandis que cet article ne l'ordonne que pour un temps égal à la durée de la peine temporaire dont elle est la suite. En quoi donc y a-t-il identité entre la surveillance prononcée par l'art. 48 et celle qui est réglée par l'art. 47? Tout simplement, en ce que ces deux surveillances sont de même nature, en ce que la surveillance, dont il est question dans le premier de ces articles est, comme celle dont il a été parlé dans le second, la surveillance de la haute police de l'État. Pour se convaincre que la loi n'a pas établi d'autre relation entre ces deux articles, il suffit d'en faire la lecture. Au lieu de répéter, dans le second, que les coupables condamnés au bannissement seraient de plein droit sous la surveillance de la haute police, elle a jugé qu'il était plus bref de déclarer qu'ils seraient placés sous la *même surveillance*.

Si ces expressions n'ont que cette valeur dans l'art. 48, pourquoi en auraient-elles une autre dans l'art. 49? Pourquoi indiqueraient-elles dans cette dernière disposition non-seulement que la surveillance qu'elle ordonne est la surveillance de la haute police, comme dans les art. 48 et 47, mais, de plus, que cette surveillance n'a que la durée limitée de la surveillance prononcée dans l'art. 48? Les mêmes ter-

mes, surtout lorsqu'ils sont aussi rapprochés l'un de l'autre que ceux dont je recherche le sens, ne peuvent reproduire que la même pensée. Aussi faut-il reconnaître que l'art. 49, en usant des mêmes mots que l'art. 48, n'a entendu, comme lui, que désigner la surveillance de la haute police, *cette même surveillance* dont il a été parlé dans l'art. 47.

C'est donc en dehors des termes de l'art. 49 qu'il faut chercher les raisons de décision.

Je ne disconviens pas que la question est difficile; cependant elle est loin de me paraître insoluble. Je remarquerai d'abord que l'article, en enjoignant au juge de prononcer la mise en surveillance, ne lui indique pas les conditions de durée dans lesquelles il devra l'ordonner. N'est-ce pas lui laisser pleine liberté à cet égard? Quelle loi le juge violerait-il s'il renvoyait le condamné sous la surveillance perpétuelle de la haute police? Quelle loi violerait-il s'il ne l'y renvoyait que pour une durée limitée? En quoi sa décision, quelle qu'elle fût, donnerait-elle ouverture à cassation? Il ne faudrait pas m'objecter que la loi n'a pas pu laisser une pareille étendue au pouvoir du juge; car je répondrais que l'art. 108 du Code, qui statue précisément sur un fait attentatoire à la sûreté intérieure ou extérieure de l'État, permet au juge de condamner le coupable à rester pour la vie ou à temps sous la surveillance de la haute police.

Ces raisons m'autorisent donc à penser que, dans tous les cas où la surveillance sera prononcée, en vertu des dispositions de l'art. 49, elle pourra l'être à vie ou à temps, suivant que les tribunaux le jugeront convenable.

231. Quant à la seconde question à laquelle cet article peut donner lieu, elle paraît résolue par les

termes mêmes de sa rédaction. En effet, l'art. 49 ne dit pas, comme les art. 47 et 48, que les condamnés seront de plein droit sous la surveillance de la haute police; il dit, au contraire, qu'ils devront y être renvoyés. Ne résulte-t-il pas clairement de ces expressions que, si le juge a omis d'ordonner la peine de la surveillance, les condamnés n'y seront pas soumis? En effet, alors même qu'il est dans l'obligation du juge d'appliquer la surveillance, s'il omet de la prononcer, le condamné en est affranchi, comme je l'ai déjà dit sous les n^os^ 185, 186.

ARTICLE 50.

Hors les cas déterminés par les articles précédents, les condamnés ne seront placés sous la surveillance de la haute police de l'État que dans le cas où une disposition particulière de la loi l'aura permis.

232. Les tribunaux ne peuvent jamais suppléer la peine de la surveillance.

233. Peuvent-ils, en admettant des circonstances atténuantes, supprimer cette peine ou en modifier la durée?—Renvoi.

232. Les tribunaux ne peuvent jamais suppléer la peine de la surveillance. Hors les cas déterminés par les articles précédents, les condamnés ne seront placés sous cette peine que dans les espèces où une disposition particulière de la loi l'aura permis ou ordonné.

233. J'ai examiné sous le n° 202 si, en admettant des circonstances atténuantes et en se fondant sur l'art. 463 du Code, les tribunaux peuvent faire remise totale ou partielle de la surveillance.

ARTICLE 51.

Quand il y aura lieu à restitution, le coupable pourra être condamné, en outre, envers la partie lésée, si elle le requiert, à des indemnités dont la détermination est laissée à la justice de la Cour ou du tribunal, lorsque la loi ne les aura pas réglées, sans que la Cour ou le tribunal puisse, du consentement même de ladite partie, en prononcer l'application à une œuvre quelconque [1].

234. La partie lésée peut obtenir non-seulement la restitution des objets dont elle a été dépossédée, mais en outre, si les circonstances le permettent, des dommages-intérêts.
235. Il ne faut pas confondre les restitutions et les dommages-intérêts.
236. Étude des restitutions.
237. Les restitutions peuvent être ordonnées d'office.
238. Peuvent-elles être ordonnées, même dans le cas où l'accusé ou le prévenu est acquitté ou absous ?
239. Oui, dans les matières criminelles. Jurisprudence.
240. Non, dans les matières correctionnelles. Jurisprudence.
241. Dans ce dernier cas, si la partie lésée veut obtenir la restitution de l'objet, dont elle a été dépouillée, elle doit s'adresser aux tribunaux civils.
242. Les restitutions ne peuvent s'appliquer qu'aux choses retrouvées en nature. Jurisprudence.
243. Étude des dommages-intérêts. Leur cause.
244. Leur nature ; leur estimation est laissée, sauf les excep-

---

[1] *Ancien article* 51.—Quand il y aura lieu à restitution, le coupable sera condamné en outre envers la partie, à des indemnités, dont la détermination est laissée à la justice de la Cour ou du tribunal, lorsque la loi ne les aura pas réglées, sans qu'elles puissent jamais être au-dessous du quart des restitutions, et sans que la Cour ou le tribunal puisse, du consentement même de la partie, en prononcer l'application à une œuvre quelconque.

tions, à l'appréciation des tribunaux correctionnels. Jurisprudence.

245. L'impression, l'affiche et la publication du jugement peuvent être ordonnées à titre de dommages-intérêts. Jurisprudence.

246. Les dommages-intérêts ne peuvent être accordés à la partie lésée que sur sa réquisition. Jurisprudence.

247. Ils ne peuvent être accordés que dans les limites de la réquisition. Jurisprudence.

248. Ils ne peuvent pas être appliqués à une œuvre.

249. Lorsque cette application est requise, les tribunaux doivent, en la refusant, accorder les dommages-intérêts comme si elle n'avait pas été demandée. Jurisprudence.

250. Les tribunaux peuvent répartir l'indemnité non-seulement entre les parties lésées présentes au débat, mais même entre certaines parties qui n'y auraient pas concouru. Jurisprudence.

251. En cas d'acquittement ou d'absolution de l'accusé ou du prévenu, les tribunaux demeurent-ils compétents, pour statuer sur les dommages-intérêts réclamés par la partie civile? Distinction.

252. Les Cours d'assises conservent leur compétence à cet égard.

253. Elles devront, dans l'exercice de cette compétence, s'abstenir de contredire la déclaration du jury. Jurisprudence.

254. Elles ne peuvent pas fonder la condamnation aux dommages-intérêts sur un fait étranger à l'accusation. Jurisprudence.

255. En cas d'acquittement ou d'absolution, les tribunaux correctionnels n'ont plus compétence pour statuer sur les dommages-intérêts réclamés par la partie civile. Jurisprudence.

256. Ainsi, ils ne peuvent pas plus rejeter qu'admettre la demande de cette partie : ils doivent déclarer leur incompétence. Jurisprudence.

257. Mais il suffit pour que les tribunaux correctionnels soient compétents, pour statuer sur la demande de la partie civile, qu'ils déclarent que le délit existe et que le prévenu en est l'auteur.

258. Suite. Exemple. Jurisprudence.
259. Suite. Autre exemple. Jurisprudence.
260. Suite. Résumé.
261. Les tribunaux correctionnels ne sont compétents, pour statuer sur les conséquences du fait dommageable, que si ce fait constitue par lui-même le délit ou la contravention qu'ils répriment. Jurisprudence.
262. Suite. Exemple : non-paiement de place sur un marché public.
263. Suite. Autre exemple : prêts sur gages.
264. Suite. Autre exemple. Faits individuels d'usure.
265. Les tribunaux criminels ne peuvent statuer sur l'action civile qu'autant qu'ils demeurent saisis de l'action publique. Explication de cette règle.
266. Application de cette règle aux Cours d'assises. Jurisprudence.
267. Application de la même règle aux tribunaux correctionnels. Jurisprudence.

234. La rédaction de cet article est assez confuse. Cette disposition ne veut pas dire que les dommages-intérêts ne pourront être réclamés par la partie lésée que lorsqu'il y aura lieu à restitution ; ce qui aurait été tout à fait irrationnel ; car il se rencontre un grand nombre de cas dans lesquels il ne pourrait être question de restitutions, comme dans ceux d'assassinat, de meurtre, de viol, d'attentat à la pudeur, etc., etc., qui peuvent cependant autoriser la demande de dommages-intérêts considérables ; cet article entend, au contraire, que, dans le cas même où la partie lésée aura obtenu la restitution de la chose dont elle aura été dépouillée, elle pourra, en outre, si les circonstances le permettent, obtenir des dommages-intérêts. C'est ce qui résulte de la discussion dont l'ancien article 51 du Code a été l'objet dans la séance du conseil d'État du 15 juillet 1809 (Locré, XXIX, 168). Voici donc, en deux mots, la pensée

de l'article : la partie lésée peut, dans tous les cas, réclamer des dommages-intérêts, et, en outre, elle peut, le cas échéant, obtenir la restitution des objets dont elle a été dépouillée.

235. Il faut bien se garder de confondre les restitutions et les dommages-intérêts. Les unes ont pour objet les choses dont la partie lésée a été dépossédée; les autres concernent le préjudice moral ou matériel que cette partie a souffert.

236. Je m'occupe d'abord des restitutions.

237. Les restitutions peuvent être demandées par la partie lésée; mais elles peuvent aussi être ordonnées d'office par le juge : c'est ce qui résulte, selon moi, jusqu'à l'évidence de l'article que j'étudie. En effet, s'il n'autorise le juge à prononcer les dommages-intérêts que sur la réquisition de la partie lésée, il ne lui commande pas la même réserve à l'égard des restitutions.

On conçoit facilement les motifs de cette différence : la morale publique n'était pas intéressée à ce que la partie lésée obtînt des indemnités, tandis qu'elle eût été gravement compromise si le silence de cette partie avait imposé au juge l'obligation de laisser au condamné les choses qu'il n'avait obtenues qu'à l'aide d'un crime ou d'un délit.

238. Les restitutions peuvent-elles être ordonnées, même dans le cas où l'accusé ou le prévenu est acquitté ou absous?

Ce qui cause la difficulté, c'est qu'en principe les tribunaux criminels n'ont compétence pour statuer sur les intérêts civils qu'accessoirement à l'action publique, c'est-à-dire que s'ils déclarent l'accusé ou le prévenu coupable du crime ou délit qui lui est reproché; et que, s'il y a acquittement ou absolution,

cette compétence ne peut leur appartenir que s'ils la tiennent d'une disposition spéciale et formelle.

239. S'agit-il d'un crime? l'art. 366 du Code d'instruction criminelle permet d'affirmer que, même en cas d'acquittement ou d'absolution, les Cours d'assises peuvent ordonner les restitutions. Cet article, après avoir autorisé les Cours à statuer dans le cas d'absolution comme dans celui d'acquittement ou de condamnation, sur les dommages-intérêts prétendus par la partie civile ou par l'accusé, leur enjoint, par sa disposition subséquente, d'ordonner *aussi* que les effets pris seront restitués au propriétaire. Il est clair que, par ces deux dispositions, qui s'expliquent et se complètent l'une par l'autre, l'art. 366 autorise les Cours d'assises à statuer en cas d'acquittement ou d'absolution tant sur les dommages-intérêts que sur les restitutions. Si cette interprétation avait besoin d'une confirmation, je la trouverais dans la dernière partie du même article qui dispose que « néanmoins, *s'il y a eu condamnation*, cette restitution ne sera faite qu'en justifiant, par le propriétaire, que le condamné a laissé passer les délais pour se pourvoir en cassation, ou, s'il s'est pourvu, que l'affaire est définitivement terminée. » Il est manifeste que cette disposition admet qu'il est des cas dans lesquels la restitution peut avoir lieu immédiatement et sans délai. Ce n'est, en effet, qu'exceptionnellement qu'elle prescrit de suspendre la restitution dans le cas de condamnation. Or, quels sont les cas dans lesquels la restitution peut être opérée sur-le-champ, si ce n'est ceux d'acquittement ou d'absolution ?

C'est, du reste, l'interprétation que la Cour de cassation a donnée à l'art. 366.

Le nommé Romanet était accusé d'avoir soustrait

frauduleusement 515 francs 45 centimes au préjudice de Boyer, conducteur des messageries royales. Une somme de 515 francs 45 centimes avait été saisie sur lui au moment de son arrestation. Traduit devant la Cour d'assises de Seine-et-Oise, Romanet fut acquitté. Néanmoins, la Cour ordonna que la somme saisie sur Romanet serait restituée à Boyer. L'arrêt, en ordonnant cette restitution, avait constaté qu'il résultait, en fait, des pièces de l'instruction ainsi que des déclarations reçues aux débats « que parmi les deniers saisis sur l'accusé Romanet, au moment de son arrestation, se trouvait en nature, et dans les mêmes espèces, la somme de 515 francs 45 centimes appartenant à l'administration des messageries royales, momentanément distraite du lieu où elle avait été placée par le conducteur Boyer, astreint à la responsabilité de cette somme vis-à-vis de l'administration des messageries. »

Romanet se pourvut contre cet arrêt; son pourvoi fut rejeté. La Cour « considéra qu'il résultait de l'art. 366 du Code d'instruction criminelle que la restitution des effets pris peut être ordonnée d'office en faveur de celui qui est reconnu propriétaire, alors même que l'accusé serait acquitté. » Elle ajouta : « que si l'acquittement de l'accusé établit sa non-culpabilité, il n'établit pas que l'accusé fût propriétaire des effets dont le détournement frauduleux ou non a fait le sujet de l'accusation, et que, s'il n'en est pas réellement propriétaire, si le vrai propriétaire est connu, il serait étrange que l'acquittement eût pour conséquence de faire attribuer à l'individu non coupable une chose qui ne lui appartient pas au préjudice du vrai propriétaire connu. » 30 mars 1843, n° 73.

La Cour a rendu, le 21 février 1852, n° 72, un second arrêt entièrement conforme à celui que je viens de reproduire.

Nous verrons, sous l'art. 53, au n° 391, que, dans ce cas, les restitutions ne sont pas recouvrables par la voie de la contrainte par corps des matières criminelles; et nous rechercherons, sous l'art. 55, au n° 422, si elles pourraient donner lieu à la solidarité contre ceux qui, dans le même cas, seraient condamnés concurremment à les faire.

240. Ces principes cessent-ils d'être applicables lorsqu'il s'agit d'un délit?

Sans doute, il n'est plus permis de s'étayer sur l'art. 366 du Code d'instruction criminelle, qui n'est relatif qu'aux affaires soumises au jury. Mais du moins ne peut-on pas reproduire ces considérations pleines de raison, par lesquelles la Cour de cassation a expliqué la disposition de cet article? Ne peut-on pas répéter que si l'acquittement du prévenu établit sa non-culpabilité, il n'établit pas, plus que celui de l'accusé, qu'il soit propriétaire des effets dont l'enlèvement frauduleux ou non a fait le sujet de la prévention? Ne peut-on pas ajouter à l'égard du prévenu, comme à l'égard de l'accusé, que, s'il n'en est pas réellement propriétaire et si le vrai propriétaire est connu, son acquittement ne peut avoir pour conséquence d'enlever aux juges le droit d'ordonner la restitution à qui elle doit être faite, et de les forcer à laisser à l'individu déclaré non coupable une chose qui ne lui appartient pas?

Il faut pourtant bien reconnaître que la loi semble ne permettre aux tribunaux correctionnels de prononcer les restitutions que dans le cas de condamnation du prévenu. L'art. 191 du Code d'instruction

criminelle, qui détermine leur compétence en cas d'acquittement et d'absolution, est loin d'être conçu dans les mêmes termes que l'art. 366. Il ne leur attribue pas le droit que ce dernier article donne aux Cours d'assises de prononcer, même en cas d'acquittement et d'absolution, les restitutions des objets détournés; et s'il les autorise, même dans ce cas, à statuer sur des dommages-intérêts, il n'a en vue, ainsi que nous le dirons plus loin, que les dommages-intérêts réclamés par le prévenu, et non pas tout à la fois, comme l'art. 366, ces dommages-intérêts et ceux qui pourraient être demandés par la partie civile. Ce n'est que de l'art. 161 du Code d'instruction criminelle, rendu commun aux matières correctionnelles par l'art. 189 du même Code, que les tribunaux correctionnels reçoivent compétence pour statuer sur les restitutions. Or, cet article ne la leur donne que dans le cas où le prévenu est condamné.

Il est difficile de résister à des dispositions aussi précises, d'autant plus qu'elles ont reçu de la Cour de cassation l'interprétation que je viens de leur donner.

Au mois de décembre 1819, Guillemin et Joseph Laveissierre sont traduits, sur la dénonciation du vicomte de Stacpoole, au tribunal de police correctionnelle de Paris, comme prévenus, le premier, du vol d'une quantité considérable de vieux fers et de vieux plombs; le second, de complicité de ce vol, pour avoir recélé les objets volés. Le vicomte de Stacpoole se constitue partie civile; il demande la restitution des fers et plombs volés, et des dommages-intérêts.

Le 1er juin 1820, jugement qui déclare Guillemin coupable du délit prévu par l'art. 401 du Code pénal,

le condamne, en conséquence, à une année d'emprisonnement et à payer à la partie civile 25,000 fr. à titre de dommages-intérêts; renvoie Laveissierre de l'action intentée contre lui, pour complicité du vol; « mais, attendu qu'il n'a pas acheté les fers et plombs dont il s'agit, dans une foire ou dans un marché, ou dans une vente publique, ou d'un marchand vendant des choses pareilles, ainsi qu'il est dit à l'art. 2280 du Code civil, ordonne qu'il les restituera au vicomte de Stacpoole, sauf son recours contre son vendeur. »

Appel par le ministère public et par Laveissierre; et, le 28 juillet, arrêt qui prononce la confirmation du jugement de première instance, par les motifs qui y sont énoncés.

Laveissierre s'est pourvu contre cet arrêt; il a fondé son pourvoi sur ce que la juridiction correctionnelle était incompétente pour prononcer contre lui la restitution demandée par le vicomte de Stacpoole.

Le moyen a été accueilli par l'arrêt suivant, que je transcris textuellement : « Vu l'art. 161 du Code d'instruction criminelle, qui est rendu commun aux tribunaux correctionnels : —Attendu que les tribunaux correctionnels n'exercent point une juridiction générale; que leurs attributions sont restreintes à la connaissance des délits, et qu'ils ne peuvent prononcer sur des intérêts civils qu'accessoirement à un délit et d'après les règles fixées par la loi; que, par les articles 161 et 189 du Code d'instruction criminelle, ils ne sont autorisés à statuer sur les demandes en restitution que lorsqu'elles sont formées contre des prévenus coupables d'un délit qui sert de base à ces demandes; et attendu que, dans l'espèce, Laveissierre

a été condamné par l'arrêt de la chambre de police correctionnelle de la Cour royale de Paris, du 18 juillet dernier, à restituer au sieur Stacpoole, partie civile, des fers et des plombs qui lui avaient été volés par Guillemin, sauf son recours contre celui-ci; que Laveissierre n'était pourtant pas un prévenu déclaré coupable; que, s'il avait été poursuivi comme complice de Guillemin, il avait été renvoyé de cette poursuite; que la restitution demandée contre lui ne rentrait donc pas dans l'application du susdit art. 161; que, s'il pouvait être tenu à cette restitution, en vertu des art. 2279 et 2280 du Code civil, comme ayant acheté lesdits fers et plombs hors de foire et d'un homme qui ne faisait pas commerce de cette marchandise, elle ne pouvait être ordonnée contre lui que par la juridiction commune et par les tribunaux civils; qu'en condamnant Laveissierre à la restitution demandée, la chambre correctionnelle de la Cour royale de Paris a donc faussement appliqué les articles 161 et 189 du Code d'instruction criminelle et violé les règles de sa compétence. » 7 sept. 1820, n° 118.

Les motifs de cet arrêt sont incontestablement juridiques; et, quoique je regrette vivement que les règles de l'art. 366 ne puissent pas être applicables aux matières correctionnelles, je suis d'avis, néanmoins, qu'en cette matière, ainsi que cela résulte de la combinaison des art. 161 et 189 du Code d'instruction criminelle et de l'arrêt que je viens de rappeler, le juge n'a compétence, pour ordonner la restitution des objets dont la partie lésée a été dépossédée, que dans le cas de condamnation du prévenu. La loi a cru pouvoir accorder aux Cours d'assises, qu'elle plaçait au premier rang des juridictions criminelles,

un pouvoir qu'elle jugeait prudent de ne pas attribuer aux tribunaux qui ne venaient que dans un ordre inférieur.

Cependant cette règle n'est pas entièrement absolue; elle admet certaines exceptions que j'indique aux nos 258 et 259.

241. Il n'y a qu'un moyen, pour la partie lésée, d'obtenir, dans le cas que je viens d'examiner, la restitution des objets dont elle a été dépouillée, c'est de former opposition à la remise de ces objets et de faire reconnaître son droit de propriété par les tribunaux civils.

242. Les restitutions, lorsqu'elles peuvent être compétemment ordonnées, ne doivent comprendre que les choses retrouvées en nature dans la possession de l'accusé ou du prévenu. Il faut que les choses détournées portent encore, en quelque sorte, l'empreinte du propriétaire; car c'est cette empreinte qui maintient et assure son droit de revendication. Si la chose avait été dénaturée, elle serait tombée dans le patrimoine de l'accusé ou du prévenu; elle se serait confondue avec celles qui lui seraient propres; aux termes de l'art. 2093 du Code Napoléon, elle serait devenue, comme elles, le gage commun de ses créanciers. Autoriser la partie lésée à prélever sur cette masse les valeurs représentant l'objet dont elle a été dépouillée, ce serait lui accorder un privilége que la loi civile ne reconnaît pas.

Affnaër avait été déclaré coupable d'avoir soustrait frauduleusement neuf actions de la banque de Vienne, vingt-sept obligations de l'emprunt de Naples, vingt-deux obligations de la banque de Belgique. Pendant l'instruction, on avait saisi, chez lui, différentes valeurs, parmi lesquelles étaient les vingt-deux obliga-

tions de la banque de Belgique. Quant aux actions de la banque de Vienne et aux obligations de l'emprunt de Naples, on ne les avait pas retrouvées; elles avaient été dénaturées.

Cependant la Cour d'assises de la Seine ne s'était pas bornée à ordonner la restitution des obligations de la banque de Belgique : elle avait dit que toutes les valeurs, saisies chez Affnaër et déposées au greffe, seraient restituées à la partie lésée.

Affnaër se pourvut en cassation. La Cour annula cette partie de l'arrêt en tant qu'elle ordonnait la restitution de valeurs autres que celles qui avaient été retrouvées en nature. Elle considéra que, si la Cour d'assises doit ordonner la restitution des objets qui n'ont pas été dénaturés, elle ne peut, sans commettre d'excès de pouvoir, lorsqu'il n'y a pas de partie civile et de conclusion à fin de dommages-intérêts, attribuer à la partie lésée des objets mobiliers ou valeurs autres que ceux provenant du vol et retrouvés en nature. 6 juin 1845, n° 191.

243. Je passe à l'étude des dommages-intérêts.

Ils sont la réparation du préjudice matériel ou moral souffert soit par la partie plaignante, soit même par l'accusé ou le prévenu renvoyé de la plainte.

244. Le plus ordinairement, ils consistent en des indemnités pécuniaires.

L'art. 51 en laisse la détermination à la justice de la Cour ou du tribunal, lorsque la loi ne les aura pas réglées, c'est-à-dire que le juge ne doit, si ce n'est en ce dernier cas, aucun compte de ses évaluations, qui échappent à la censure de la Cour de cassation (17 septembre 1846, n° 251), et qu'il n'est pas obligé de suivre, dans sa décision, les dispositions du Code Napoléon sur les dommages-intérêts, lesquelles ne

sont pas applicables aux matières criminelles. 19 mars 1825, n° 50.

La Cour de cassation a appliqué ces principes dans l'espèce suivante :

Jérôme Roche, déclaré coupable de soustractions frauduleuses au préjudice de l'administration des messageries impériales, avait été condamné à 3,500 fr. de dommages-intérêts. Il prétendit, sur le pourvoi qu'il forma contre cette décision, que cette somme comprenait non-seulement le capital des sommes soustraites, mais encore des dommages-intérêts supérieurs à l'intérêt légal que ces sommes avaient pu produire depuis qu'il les avait détournées, et qu'ainsi l'art. 1153 du Code Napoléon avait été violé.

La Cour de cassation a rejeté le pourvoi, en se fondant sur ce « que cet article n'est pas applicable aux dommages-intérêts résultant d'un délit ou d'un quasi-délit; que les dommages-intérêts, réclamés en matière criminelle, ne sont pas de la même nature, et peuvent n'être pas restreints comme doivent l'être ceux qui sont réclamés en matière civile; que le préjudice matériel résultant d'un crime ou d'un délit peut, en outre, être accompagné d'un préjudice moral, qui doit entrer dans les appréciations du juge, et, par conséquent, influer sur la quotité des dommages-intérêts qu'il accorde à la partie civile. » 18 mars 1853, n° 99.

La même Cour avait précédemment rendu deux arrêts qui consacrent les mêmes principes. 29 mars 1849, n° 67; 8 juin 1849, n° 131.

245. Les tribunaux peuvent aussi, à titre de réparation civile, ordonner l'impression, l'affiche et la publication de leurs décisions : « Attendu que Gerber, dit l'arrêt du 22 octobre 1812, n° 226, avait conclu de-

vant les premiers juges à l'impression et l'affichage du jugement à intervenir, par forme de réparation de l'outrage qui lui avait été fait par le prévenu, et à titre de dédommagement; que c'était à ce titre que l'affiche du jugement de première instance avait été ordonnée; que, dans cet état, cette disposition du jugement n'avait aucun caractère pénal; *qu'elle était un complément de réparation civile qui n'était réprouvé par aucune loi.* »

La Cour a consacré des principes conformes dans ses arrêts des 1er février 1828 (Dall., 1828, 118); 28 juillet 1844, n° 272, et dans un grand nombre d'arrêts de rejet qu'il est inutile de citer même par leur date.

246. Les dommages-intérêts ne peuvent être accordés à la partie lésée que sur sa réquisition formelle. Cette règle, qui est incontestable, puisqu'elle est écrite dans l'art. 51, demande néanmoins quelques explications.

Le plaignant, comme l'accusé ou le prévenu renvoyé de la plainte, ne peuvent obtenir des dommages-intérêts qu'à condition de les requérir; mais le plaignant ne peut les demander que s'il se constitue partie civile, et l'accusé ou le prévenu, renvoyé de la plainte, ne peut y conclure et les obtenir que si celui dont la plainte a motivé la poursuite est au procès comme partie civile.

Ces principes ont été plus d'une fois appliqués par la Cour de cassation. Xhénomon, au profit duquel l'arrêt attaqué avait prononcé une indemnité pécuniaire, ne s'était rendu ni partie poursuivante, ni partie jointe en l'instance introduite par le ministère public. La Cour cassa cette décision, « attendu qu'il n'est permis au tribunal, saisi de l'instruction et du jugement des affaires de police correctionnelle, de

prononcer des condamnations civiles que dans le cas où la citation est donnée à la requête de la partie intéressée ou bien dans celui où cette partie est intervenue sur la poursuite du ministère public. » 16 janv. 1808, n° 8; Conf. 9 août 1811, n° 113; 17 sept. 1835, n° 358; 30 mars 1843, n° 73.

247. De plus, les dommages-intérêts ne peuvent être accordés à la partie lésée que dans les limites de sa réquisition; c'est ce que la jurisprudence a également reconnu.

La partie, qui se prétendait lésée par Giraud, n'avait conclu contre ce dernier qu'au paiement des frais de la procédure; cependant le tribunal lui avait adjugé six francs de dommages-intérêts et avait ordonné, en outre, l'impression et l'affiche du jugement. Cette décision fut annulée : « Attendu que le tribunal de police ne pouvait condamner au paiement d'une indemnité non réclamée par la partie qui se prétendait lésée; qu'en condamnant Giraud en six francs de dommages-intérêts, qui n'étaient pas requis, il a commis un excès de pouvoir et violé les lois qui ont déterminé ses attributions ; qu'en ordonnant que son jugement serait imprimé et affiché, il a aussi méconnu et violé lesdites lois ; qu'en effet, cette ordonnance d'impression et d'affiche n'a pu être considérée par le tribunal que comme peine infligée par la loi ou comme faisant partie des dommages-intérêts. Sous le premier point de vue, cette condamnation était dans la réalité une augmentation de peine arbitrairement requise et prononcée contre la défense de la loi ; sous le second, le tribunal ne pouvait prononcer une impression et une affiche qui n'étaient pas demandées par la partie lésée à titre de réparation. » 30 juill. 1807, n° 163.

248. La partie lésée peut disposer, comme elle le veut, des dommages-intérêts qu'elle a obtenus; ils sont dans son patrimoine; elle peut donc en user comme du reste; mais elle ne peut pas demander et les tribunaux ne peuvent pas ordonner, même sur sa réquisition, qu'ils seront appliqués à une œuvre quelconque. S'ils se le permettaient, leur décision serait cassée comme violant l'art. 51 du Code. 7 déc. 1821, n° 193.

249. Il importe d'indiquer quel parti les tribunaux devraient suivre dans le cas où la partie lésée prendrait de semblables réquisitions.

Rejetteront-ils purement et simplement la demande, sous le prétexte qu'ils ne peuvent faire l'application à laquelle il est conclu? Ne devront-ils pas, au contraire, l'examiner, et, si elle est fondée, attribuer l'indemnité à la partie qui poursuit la réparation, quoique cette partie ne l'ait requise que pour en faire une application déterminée? J'estime que c'est ce dernier parti qu'ils devront prendre. Ils retiendront de la demande ce qui est licite et n'en écarteront que ce qui constituerait une contravention à la loi.

C'est ce que la Cour de cassation a jugé dans l'arrêt du 25 juillet 1830, n° 54. En voici les termes : « Sur le moyen tiré de ce que l'arrêt attaqué a adjugé des dommages-intérêts au plaignant et à son profit personnel, tandis qu'il ne les avait demandés que pour en faire application, moitié aux réparations de l'église, moitié à l'impression et à l'affiche du jugement : — Attendu que le plaignant avait formé une demande en dommages-intérêts; qu'en exécution de l'art. 161 du Code d'instruction criminelle, le tribunal, après avoir reconnu la contravention et prononcé la peine déterminée par la loi, a statué et dû statuer

sur la demande en dommages-intérêts ; qu'il ne pouvait, aux termes de l'art. 51 du Code pénal, prononcer l'application à une œuvre quelconque de ceux qu'il a cru devoir accorder, même sur la demande ou le consentement du plaignant, la Cour rejette. »

La Cour approuve donc tout à la fois le juge d'avoir prononcé des dommages–intérêts et de n'en avoir pas fait l'application sollicitée par la partie civile.

250. Il ne faudrait pas donner à la partie de l'article 51 que j'étudie une signification qu'elle n'a pas, et s'imaginer que, dans l'adjudication des dommages-intérêts, le juge est obligé d'en restreindre les effets à la partie qui les réclame.

La loi ne veut pas que le juge prononce l'application des dommages-intérêts à une œuvre quelconque; mais elle ne lui interdit pas d'en faire une équitable répartition entre les parties, qui ont été diversement lésées par le crime ou le délit, en imposant de lui-même certaines charges à la partie qui les obtient personnellement. Dans ce cas, le juge stipule, en quelque sorte, au profit des parties lésées qui ne sont pas au procès ; il use du droit de stipulation au profit d'un tiers, reconnu par l'art. 1121 du Code Napoléon, comme l'a jugé la Cour de cassation par l'arrêt du 12 juin 1841, n° 177, que je transcris textuellement : « Vu l'art. 51 du Code pénal ; vu les art. 1119, 1120, 1121 du Code civil : — Attendu qu'il appartenait à la Cour de déclarer qu'il y avait eu dommage causé, de déterminer l'indemnité qui en était la conséquence, ainsi que les personnes qui étaient tenues de la payer et *celles qui avaient le droit de la recevoir* ; attendu que l'arrêt attaqué n'a point ordonné l'application de l'indemnité à une œuvre quelconque, mais a seulement subordonné l'attribution faite à la veuve Clenis, à la

veuve Galitet et à la veuve Chaigneau d'une portion de l'indemnité, à la condition d'en délivrer partie aux ascendants de Clénis et aux enfants de Galitet et de Chaigneau; ce qui n'est pas prévu par la disposition prohibitive de l'art. 51 du Code pénal, mais est, au contraire, autorisé par l'art. 1121 du Code civil; attendu que cette condition, favorable *à des tiers non parties à l'arrêt*, ne peut lier ces tiers, mais peut leur profiter, s'ils jugent à propos de s'en prévaloir, la Cour rejette. »

251. J'ai déjà eu l'occasion de remarquer qu'en principe, les tribunaux criminels ne sont compétents pour statuer sur l'action civile que dans le cas où ils déclarent l'accusé ou le prévenu coupable du crime ou du délit qui fait l'objet de l'action publique, et qu'en dehors de ce cas ils n'ont cette compétence que s'ils la tiennent d'une disposition expresse de la loi (n° 237).

Je vais rechercher, en m'aidant de ces principes, si les tribunaux criminels sont compétents, même dans le cas de l'acquittement ou de l'absolution de l'accusé ou du prévenu, pour rendre décision sur les dommages-intérêts que la partie civile requiert.

Je distinguerai, comme je l'ai déjà fait, entre la compétence des Cours d'assises et celle des tribunaux correctionnels.

252. En ce qui concerne les Cours d'assises, l'art. 358 du Code d'instruction criminelle dispose que, lorsque l'accusé aura été déclaré non coupable, le président prononcera qu'il est acquitté de l'accusation, et que la Cour statuera ensuite sur les dommages-intérêts respectivement prétendus; l'art. 366 du même Code dispose aussi que, dans le cas d'absolution comme dans celui d'acquittement ou de condam-

nation, la Cour statuera sur les dommages-intérêts prétendus par la partie civile ou par l'accusé.

Il résulte manifestement de ces dispositions que les Cours d'assises conservent, même en cas d'acquittement ou d'absolution de l'accusé, leur compétence exceptionnelle sur l'adjudication des réparations réclamées par la partie civile.

Mais je démontrerai sous l'art. 53, au n° 391, que, dans ce cas, les dommages-intérêts ne sont plus recouvrables par la voie de la contrainte par corps des matières criminelles; et je me demanderai sous l'art. 55, au n° 422, si, dans le même cas, ils pourraient donner lieu à la solidarité contre ceux qui y seraient concurremment condamnés.

253. Est-ce à dire qu'en adjugeant les dommages-intérêts à la partie civile, les Cours d'assises pourront contredire la déclaration du jury et qu'il leur sera permis de fonder leur décision sur la culpabilité même de l'accusé? Non, assurément; elles devront respecter la réponse du jury qui a pour elle l'autorité de la chose souverainement jugée et qui ne peut être soumise à aucun recours (C. inst. crim., art. 350).

Mais, si le jury a nié la culpabilité de l'accusé, il n'a pas nié le fait dommageable. En conséquence, ce fait pourra être étudié de nouveau par la Cour d'assises qui aura le pouvoir d'en faire ressortir une cause de dommages-intérêts. Lui interdire cet examen, ce serait méconnaître la compétence qui lui est attribuée par les art. 358 et 366 du Code d'instruction criminelle. Comment, en effet, pourrait-elle l'exercer s'il ne lui appartenait même pas d'apprécier les faits matériels qui ont été la base de l'accusation et les circonstances de ces faits?

Si l'on consulte la jurisprudence de la Cour de

cassation, on reconnaît que cette Cour, en maintenant avec fermeté aux Cours d'assises le pouvoir d'admettre, comme base des réparations civiles, les faits mêmes de l'accusation, leur a toujours refusé celui de remettre en question la culpabilité de l'accusé et de s'en autoriser pour adjuger des dommages-intérêts à la partie civile.

En voici la preuve :

Jacques Mancel et Marc-Antoine Berthout étaient accusés d'être, l'un auteur, l'autre complice d'un homicide volontaire commis sur la personne du nommé Gosse.

Le jury les déclara non coupables; mais la Cour d'assises, considérant que la mort de Gosse était due à la conduite extrêmement imprudente de Mancel et de Berthout, les condamna à payer 4,000 fr. chacun pour dommages-intérêts à la veuve Gosse.

Ils se pourvurent en cassation. Leur pourvoi fut rejeté par arrêt du 11 octobre 1817, n° 95; il fut considéré « que, lorsque la non-culpabilité de l'accusé a été déclarée d'une manière générale, conformément à la formule indiquée par le Code d'instruction criminelle, cette déclaration, en excluant le crime de l'accusation, n'a pas nécessairement décidé, en faveur de l'accusé, les faits ou les circonstances qui pourraient le soumettre à des réparations civiles; que, dans ce cas, les Cours d'assises ne peuvent exercer l'attribution, qui leur est conférée par l'art. 358 du Code d'instruction criminelle, sans examiner et juger les faits, dont la décision ne résulte pas de la déclaration du jury, et qui peuvent servir de base à l'action civile sur laquelle ils doivent prononcer; que si elles sont sans caractère pour y statuer, dans l'intérêt de la vindicte publique, leur compétence, pour y statuer

dans l'intérêt de l'action civile, est une suite nécessaire de la compétence que la loi leur attribue pour le jugement de cette action ; que, dans l'espèce, la réponse du jury se réduisait à une déclaration générale par laquelle les demandeurs en cassation étaient reconnus non coupables de l'homicide volontaire dont ils avaient été accusés ; que, sur la demande en réparation civile formée par la veuve de l'individu, qui avait été homicidé, la Cour d'assises du Calvados avait donc pu, sans violer les règles de compétence, examiner et juger le fait matériel de l'homicide et les circonstances qui l'avaient précédé et accompagné ; qu'elle avait pu décider, d'après cet examen, et seulement dans l'intérêt de l'action civile de la veuve Gosse, que l'homicide de son mari avait été l'effet de l'imprudence de Mancel et de Berthout, les condamner en conséquence à des dommages-intérêts, et que, par cette condamnation, ladite Cour n'avait violé ni faussement appliqué l'art. 358 du Code d'instruction criminelle. »

Dans une autre espèce, le jury avait déclaré que Bernard Halloïnder n'était coupable ni d'homicide volontaire, ni de coups portés et de blessures faites volontairement, ni d'homicide commis involontairement par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des règlements. Néanmoins il avait été condamné à 5,000 fr. de dommages-intérêts envers la veuve de celui qui avait été homicidé.

Il se pourvut contre cette décision et prétendit qu'elle renfermait un excès de pouvoir. La Cour de cassation rejeta son pourvoi. Je transcrirai cet arrêt; il résume avec autant de clarté que de précision les motifs de droit et de raison qui autorisent les Cours

d'assises à reprendre, au point de vue de l'action civile, l'examen des faits matériels qui ont servi de base à l'accusation : « Attendu qu'il résulte des articles 358, 359 et 366 du Code d'instruction criminelle que, même en cas d'acquittement, la partie civile peut former contre l'accusé une demande en dommages-intérêts, et que la Cour d'assises est compétente pour y statuer ; qu'en effet, la question posée au jury. conformément à l'art. 337, comprenant le fait matériel et le fait moral, et la réponse négative qui est faite à cette question ne révélant pas le motif de la décision du jury, il est incertain si l'accusé a été acquitté, parce qu'il ne serait pas l'auteur du fait ou parce qu'il l'aurait accompli sans intention criminelle ; qu'il suit de là que la déclaration de non-culpabilité purge l'accusation ; qu'elle éteint l'action publique et met l'accusé à l'abri de toute peine, mais qu'elle ne fait point obstacle à ce que, par rapport à l'action civile et d'après les débats qui ont eu lieu devant elle, la Cour d'assises recherche si le fait matériel est imputable à l'accusé, et s'il porte le caractère d'une faute ou d'un quasi-délit qui rende l'accusé passible de dommages-intérêts ; qu'ainsi, dans une accusation de meurtre, et sur une question d'homicide commis involontairement, par négligence ou par imprudence, question posée comme résultant des débats, la réponse négative du jury absout l'accusé du délit prévu par l'art. 319 du Code pénal, mais qu'elle n'exclut ni la participation de l'accusé au fait matériel, ni l'examen des circonstances qui laissent à l'action son caractère de fait dommageable, pouvant entraîner une réparation civile. » 19 nov. 1841, n° 330.

Ce sont ces mêmes principes que la Cour de cassa-

tion a encore appliqués dans ses arrêts des 12 novembre 1846, n° 301, et 13 mai 1852, n° 154.

Mais, comme je l'ai dit, les Cours d'assises ne peuvent pas se permettre, dans les arrêts qu'elles rendent sur les réparations civiles, de se mettre en contradiction avec la déclaration du jury. Si elles le faisaient, elles méconnaîtraient les règles de leur compétence et seraient infailliblement censurées par la Cour de cassation, comme il est arrivé dans l'espèce suivante :

Jean Toiron avait comparu devant le jury sous l'accusation d'avoir volontairement porté des coups et fait des blessures à la fille Méchambre, lesquels avaient occasionné à cette fille une incapacité de travail personnel de plus de vingt jours. Le jury l'avait déclaré non coupable de ce crime. Cependant la Cour d'assises l'avait condamné à des dommages-intérêts envers la fille Méchambre, par le motif qu'il était constaté que celle-ci *avait été volontairement frappée par Toiron, et que les blessures ou contusions qu'elle avait reçues lui avaient occasionné une maladie ou incapacité de travail de plus de vingt jours*.

Toiron se pourvut contre cette décision, qui fut annulée. En effet, dit la Cour de cassation, dans son arrêt du 6 mai 1852, n° 147, « cette condamnation civile, ainsi motivée, reposant en réalité sur un fait qualifié crime par la loi, dont l'accusé venait d'être acquitté, impliquait contradiction avec la déclaration du jury et portait atteinte à l'autorité de la chose jugée et à l'irrévocabilité de la décision du jury. »

254. De même, les Cours d'assises ne peuvent pas fonder une condamnation en dommages-intérêts sur des faits, étrangers à l'accusation portée contre celui qui est l'objet des conclusions de la partie civile.

N'étant qu'exceptionnellement compétentes pour statuer sur les intérêts civils, leur compétence ne peut s'appliquer à cet égard qu'aux faits matériels qui ont fait, pour chaque accusé, la matière de l'accusation. C'est ce qui résulte clairement des art. 358 et 366 du Code d'instruction criminelle. C'est donc à raison de ces faits, et exclusivement à raison de ces faits, qu'elles sont autorisées à adjuger des dommages-intérêts à la partie civile.

J'en trouve un exemple assez curieux dans la jurisprudence de la Cour de cassation.

Rolland avait été traduit, avec Berthout et Mancel, devant la Cour d'assises du Calvados ; ils étaient, tous trois, accusés comme auteurs ou complices d'un attentat à la liberté individuelle du nommé Gosse. Mancel et Berthout étaient accusés, en outre, d'homicide volontaire sur la personne dudit Gosse. Quant à Rolland, il n'était pas compris dans ce second chef d'accusation.

Les trois accusés furent déclarés non coupables par le jury. Néanmoins, la veuve Gosse demanda des dommages-intérêts contre chacun d'eux. La Cour les accorda et ne s'étaya pour le faire que sur les circonstances de l'homicide dudit Gosse.

Rolland se pourvut contre la partie de cet arrêt qui le concernait. La Cour de cassation, par arrêt du 11 octobre 1817, n° 95, cité déjà plus haut, jugea « que le droit, conféré aux Cours d'assises, de statuer sur les dommages-intérêts respectivement prétendus est restreint, relativement à la partie civile, aux dommages-intérêts qui peuvent lui être dus à raison du fait de l'acte d'accusation, et par celui qui y a été accusé de ce fait; que ce droit, qui constitue une attribution dérogatoire au droit commun, d'après lequel

les tribunaux civils sont seuls compétents pour prononcer sur les intérêts civils, ne peut donc être étendu par les Cours d'assises sur d'autres faits et d'autres personnes; et attendu que Rolland n'avait pas été accusé, soit comme auteur, soit comme complice, de l'homicide de Gosse; que l'accusation de cet homicide n'avait porté que contre Berthout et Mancel; que Rolland n'avait été accusé et mis en jugement que pour le fait de complicité d'un prétendu acte arbitraire, attentatoire à la liberté individuelle dudit Gosse; que néanmoins la condamnation en dommages-intérêts prononcée contre Rolland n'avait point eu pour base les faits ou les circonstances de cet acte arbitraire; qu'elle n'était fondée que sur l'homicide de Gosse, auquel Rolland n'avait pas été accusé d'avoir participé, dont les débats et le jugement lui étaient conséquemment étrangers, et ne pouvaient légalement produire une action civile contre lui devant la Cour d'assises, » elle annula l'arrêt qui lui était dénoncé.

Voici une seconde espèce qui confirme cette théorie et qui la rend peut-être encore plus facile à saisir.

Berthelet avait été mis en accusation pour rébellion, violences et voies de fait graves, commises envers un préposé des douanes dans l'exercice de ses fonctions.

Après la déclaration du jury, qui le reconnut coupable de ces faits, l'administration des douanes requit que Berthelet fût condamné non-seulement à l'amende des art. 14, tit. XIII, de la loi des 6–22 août 1791 et 2, tit. IV, de la loi du 4 germ. an II, pour avoir maltraité un préposé des douanes dans l'exercice de ses fonctions, mais encore à celle de la loi du

28 avril 1816, et à la confiscation des objets saisis, pour fait de contrebande.

La Cour d'assises prononça contre Berthelet la première de ces amendes, mais elle se déclara incompétente pour statuer sur le fait de fraude, à raison de ce que ce fait n'avait pas été compris dans l'accusation.

L'administration des douanes se pourvut contre cet arrêt ; mais son pourvoi fut rejeté : « Attendu qu'il résulte des dispositions de l'art. 358 du Code d'instruction criminelle que le droit conféré par cet article aux Cours d'assises pour statuer sur les dommages-intérêts respectivement prétendus, est, en ce qui concerne la partie civile, restreint aux dommages-intérêts qui peuvent lui être dus, à raison du fait ou des faits de l'accusation ; que ce droit, qui constitue une attribution dérogatoire au droit commun, d'après lequel les tribunaux civils sont seuls compétents pour statuer sur les intérêts civils, ne peut donc être étendu par les Cours d'assises à d'autres faits ; attendu que de la combinaison des art. 54, 55 et 56 de la loi du 28 avril 1816, il résulte que les Cours prévôtales, remplacées aujourd'hui par les Cours d'assises, ne sont autorisées à statuer, dans l'intérêt des parties lésées, que sur les condamnations civiles résultant des crimes prévus par lesdits articles, et nullement sur des faits non compris dans l'accusation ; et attendu que, dans l'espèce, l'individu, traduit devant la Cour d'assises, était accusé uniquement de rébellion, de violences et de voies de fait graves, commises envers un préposé des douanes, dans l'exercice de ses fonctions ; attendu que le fait de contrebande, pour lequel l'administration des douanes demandait, à titre de réparation civile et de

dommages-intérêts, la confiscation des objets saisis et la condamnation à l'amende portée en la loi du 28 avril 1816, n'était compris ni dans l'arrêt de renvoi qui avait saisi la Cour d'assises, ni dans le résumé de l'acte d'accusation rédigé en conséquence de cet arrêt; qu'ainsi la Cour d'assises du département du Nord, en déclarant qu'il n'y avait pas lieu, pour elle, de prononcer la confiscation et l'amende réclamées pour le délit de fraude, et, en renvoyant à cet égard la cause et les parties devant qui de droit, s'est conformée aux règles de sa compétence, et n'a violé ni l'art. 358 du Code d'instruction criminelle, ni l'article 56 de la loi du 28 avril 1816, ni aucune autre disposition de la loi. » 17 déc. 1831, n°. 319.

255. Quant aux tribunaux correctionnels, conservent-ils, comme les Cours d'assises, le droit de statuer, même en cas d'acquittement ou d'absolution du prévenu, sur les réparations civiles réclamées par la partie civile?

L'art. 191 du Code d'instruction criminelle, qui détermine les règles à suivre en cas d'acquittement ou d'absolution du prévenu, cité devant les tribunaux correctionnels, dispose dans les termes suivants :

« Si le fait n'est réputé ni délit ni contravention de police, le tribunal annulera la citation et tout ce qui aura suivi, renverra le prévenu et statuera sur les demandes en dommages-intérêts. »

La première remarque que je ferai sur cet article, ce sera que son texte n'autorise pas les tribunaux correctionnels, comme celui des art. 358 et 366 du même Code le fait pour les Cours d'assises, à prononcer sur les dommages-intérêts *respectivement prétendus par la partie civile et par l'accusé*. L'art. 191 se borne à indiquer que le tribunal statuera sur les

demandes en dommages-intérêts sans autrement préciser sa pensée. Il faut donc la rechercher et s'efforcer de la découvrir. Entend-il parler, comme les art. 358 et 366, des demandes en dommages-intérêts que la partie civile et l'accusé peuvent former respectivement? C'est peu probable. En effet, si la loi avait entendu conférer aux tribunaux correctionnels la même compétence qu'aux Cours d'assises, elle aurait employé dans le premier de ces articles les mêmes expressions que dans les deux autres. Il est donc plus que vraisemblable que l'art. 191 ne donne aux tribunaux correctionnels qu'une compétence moins étendue et qu'il ne les autorise à statuer que sur l'une ou l'autre des demandes respectives dont il s'agit dans les art. 258 et 366. Mais quelle est celle de ces demandes qui peut, en cas d'acquittement ou d'absolution du prévenu, être de la compétence des tribunaux correctionnels? Est-ce la demande de la partie civile? est-ce la demande du prévenu? Si la discussion devait se renfermer dans l'art. 191, la question pourrait présenter une difficulté sérieuse. On ne saurait guère, en effet, de quelle demande cet article a voulu parler; car les règles générales de compétence excluent des attributions des tribunaux correctionnels, en cas d'acquittement ou d'absolution, tout aussi bien les demandes civiles qui peuvent être formées par le prévenu que celles que la partie civile peut présenter. Les unes et les autres ne peuvent, en cas d'acquittement ou d'absolution, être de la compétence du tribunal correctionnel qu'en vertu d'une exception formelle et spéciale. Quelle est celle des deux parties qui pourrait revendiquer l'exception de l'art. 191? Pourquoi serait-ce plutôt le prévenu que la partie civile? On le voit, si l'art. 191 demeurait isolé de

toute autre disposition, il ne serait pas facile d'en déterminer la valeur. Mais cet article, qui est la règle des tribunaux correctionnels du premier degré, doit être rapproché de l'art. 212 du même Code, qui est la règle des tribunaux correctionnels du second degré. Ces deux articles doivent se compléter et s'interpréter l'un par l'autre; ils ont le même but; ils règlent la même compétence, celle du juge d'appel ne pouvant être que celle du juge de première instance. La difficulté disparaît, et il devient évident qu'en cas d'acquittement ou d'absolution, la compétence des tribunaux correctionnels ne s'étend qu'aux réparations civiles réclamées par le prévenu. « Si le jugement est réformé, dit en effet l'art. 212, parce que le fait n'est réputé ni délit ni contravention de police par aucune loi, la Cour renverra le prévenu et statuera, s'il y a lieu, sur *ses* dommages-intérêts. »

Voilà donc l'attribution des tribunaux correctionnels nettement déterminée. La loi ne faisant exception aux règles ordinaires de compétence que pour les dommages-intérêts du prévenu, il faut en conclure que ces règles demeurent applicables aux demandes de la partie civile, et que, par conséquent, les tribunaux correctionnels sont incompétents, dans le cas d'acquittement ou d'absolution du prévenu, pour statuer sur les dommages-intérêts que cette partie réclame.

Ce point, qui paraît sans difficulté quand on étudie sérieusement les art. 191 et 212 du Code d'instruction criminelle, a cependant donné lieu à plus d'une controverse judiciaire.

Dès 1812, la question était portée devant la Cour de cassation. Le jugement, qui avait méconnu les principes que je viens de rappeler, fut annulé : « at-

tendu que le tribunal avait violé les règles de sa compétence, en condamnant le prévenu aux dommages-intérêts de la partie poursuivante, après avoir reconnu que le fait qui donnait lieu à la poursuite n'était ni délit ni contravention; que, lorsqu'il n'y a ni délit ni contravention, les tribunaux correctionnels doivent annuler l'instruction, la citation et tout ce qui a suivi; que si néanmoins, en ce cas, la partie poursuivante prétend qu'il lui a été fait quelque préjudice, son action purement civile doit être portée devant les tribunaux ordinaires; que, si les art. 191 et 212 les autorisent à prononcer des dommages-intérêts lorsqu'il n'y a ni délit ni contravention, c'est en faveur du prévenu seulement, à cause du préjudice que la poursuite peut lui avoir fait essuyer. » 27 juin 1812, n° 158.

La question se représenta, et fut jugée de même par l'arrêt du 30 avril 1813, n° 88 : « attendu que les tribunaux correctionnels n'ont qu'une juridiction spéciale d'attribution; que si, d'après les principes généraux consacrés par l'art. 192 du Code d'instruction criminelle, ils sont autorisés à statuer sur les dommages-intérêts qui peuvent être dus à une partie lésée par un délit, ce n'est qu'accessoirement à ce délit par eux reconnu; mais que, lorsque ces tribunaux ne reconnaissent dans le fait de la poursuite ni délit ni contravention, l'action civile pour les dommages-intérêts ne se rattachant, dans ce cas, à aucun délit ni à aucune contravention qui puisse autoriser la juridiction correctionnelle à y statuer, les tribunaux correctionnels ne peuvent, sans violer les règles de leur institution, prononcer sur cette action civile, s'ils n'en ont pas reçu l'attribution par une disposition formelle de la loi; que cette attribution,

pour un cas semblable, ne leur est conférée par l'art. 212 qu'en faveur du prévenu, et nullement en celle de la partie poursuivante; que si l'art. 191, qui se rapporte au tribunal correctionnel jugeant en premier ressort, paraît faire naître quelque doute à cet égard par la généralité de sa rédaction, ces doutes sont clairement dissipés par la rédaction précise de l'art. 212, qui est corrélatif à l'art. 191 et qui a le même cas pour objet. »

Cette jurisprudence a été maintenue invariablement par la Cour de cassation : 22 oct. 1818, n° 131; 3 nov. 1826, n° 220; 12 mai 1827, n° 115; 17 mai 1834, n° 147; 29 mai 1849, n° 151; 8 sept. 1843, n° 237; 2 mai 1851, n° 162; 3 août 1855, n° 277.

256. En cas d'acquittement ou d'absolution du prévenu, les tribunaux correctionnels sont donc incompétents pour statuer sur les dommages-intérêts que la partie civile pourrait persister à réclamer; ils doivent en conséquence s'abstenir de prononcer sur cette demande; il faut même observer qu'à raison de cette incompétence, ils n'ont pas plus le pouvoir de refuser que d'adjuger à la partie civile les dommages-intérêts qu'elle demande. Le refus serait, comme l'adjudication, une violation de la loi, puisque, dans un cas comme dans l'autre, les juges statueraient sur une matière placée hors de leur compétence. En voici un exemple que je prends dans la jurisprudence de la Cour de cassation :

Le troupeau de moutons de Hubert Poncelet avait été trouvé parcourant des prairies artificielles appartenant à autrui. Poncelet se présenta devant le tribunal de simple police, et déclara prendre le fait et cause de son berger; il fut condamné par le tribunal de simple police à une amende et à des dommages-

intérêts envers la partie civile; il interjeta appel. Le tribunal de police correctionnelle déclara que la coopération de Poncelet au fait de pâturage n'était pas suffisamment prouvée; il le déchargea de l'amende, et, en même temps, il décida qu'à raison des faits constatés, il ne pouvait pas être condamné à des dommages-intérêts envers la partie civile.

Ce jugement fut déféré à la Cour de cassation, qui l'annula : « attendu que les tribunaux de police n'ont compétence sur l'action civile qu'accessoirement à l'action publique; qu'il suivait de là que, dans l'état des faits admis par le jugement du tribunal correctionnel, ce tribunal aurait dû déclarer l'incompétence de la juridiction de police, annuler par suite le jugement de première instance dans son entier, et délaisser au ministère public et à la partie civile à se pourvoir par nouvelle action principale, ainsi qu'ils l'auraient jugé convenable, et qu'en statuant au fond il avait violé l'art. 3 du Code d'instruction criminelle et les règles de compétence. » 3 août 1855, n° 277, précédemment cité.

257. Il ne faudrait pas conclure de ce que les tribunaux correctionnels sont incompétents pour statuer, en cas d'acquittement ou d'absolution du prévenu, sur les dommages-intérêts de la partie civile, qu'ils n'ont compétence sur ce point que dans le cas où ils appliquent une peine. Ce serait exagérer la théorie que je viens de développer, et se mettre en opposition flagrante avec la loi.

Il suffit, pour que les tribunaux correctionnels puissent examiner la demande de la partie civile, qu'ils déclarent, d'une part, que le fait dénoncé constitue un délit ou une contravention; d'autre part, que le prévenu en est l'auteur. Il n'est pas nécessaire

qu'ils aient, en outre, le pouvoir de lui infliger une peine. Il peut, en effet, se présenter des cas où, à raison de certaines circonstances que je vais indiquer, les tribunaux correctionnels, après avoir constaté l'existence du délit ou de la contravention et la culpabilité du prévenu, sont impuissants à faire l'application d'une loi pénale.

258. Ainsi, je suppose que le prévenu a été acquitté ou absous par le tribunal de première instance, et que, par suite, la partie civile n'a pas obtenu la réparation qu'elle poursuivait. Il peut arriver que le ministère public accepte la décision, et qu'il n'y ait que la partie civile qui interjette appel. Cet appel est incontestablement recevable. Il suffit, pour le reconnaître, de jeter les yeux sur l'art. 202 du Code d'instruction criminelle. Mais l'appel de la partie civile ne peut porter et ne porte que sur les dommages-intérêts; par conséquent la Cour, qui n'est saisie que de cet appel, ne peut pas infliger une peine au prévenu; mais elle peut et elle doit rechercher si le fait qui lui est dénoncé constitue un délit ou une contravention, et si le prévenu en est l'auteur; et, dans le cas où elle résout affirmativement ces deux questions, elle est compétente pour statuer sur les restitutions et les dommages-intérêts requis par la partie civile.

Ces principes sont certains; ils ont été fréquemment appliqués par la jurisprudence. 23 sept. 1837, n° 293; 15 juin 1844, n° 217; 2 mai 1851, n° 162; je n'en reproduirai que la dernière décision.

Le nommé Meynard Prudent avait été poursuivi devant le tribunal correctionnel d'Avignon pour complicité d'un délit d'abus de confiance. Ce tribunal avait renvoyé Meynard Prudent de la prévention, et, par suite, s'était déclaré incompétent pour statuer

sur la demande en dommages-intérêts, formée par la partie civile, qui était intervenue au débat.

Le ministère public acquiesça au jugement, mais la partie civile en interjeta appel. La Cour de Nîmes déclara Meynard Prudent coupable d'un délit d'abus de confiance, ne lui appliqua aucune peine, mais adjugea des dommages-intérêts à la partie civile.

Meynard Prudent se pourvut contre cette décision pour violation des art. 159, 191, 212 du Code d'instruction criminelle, 1350 et 1351 du Code Napoléon et fausse application de l'art. 202 du Code d'instruction criminelle.

Son pourvoi soulevait la question que j'examine.

La Cour lui a répondu « que la disposition de l'art. 202 du Code d'instruction criminelle est générale et absolue; qu'elle accorde à la partie civile le droit d'appeler, même en cas d'acquittement et en l'absence de tout appel du ministère public, sous la seule restriction que son appel n'aura d'effet que relativement à ses intérêts privés; qu'il suit de là qu'à la différence des cas, prévus par les art. 159, 191, 212 du Code d'instruction criminelle, où il ne peut être statué que sur les dommages réclamés par le prévenu, la Cour impériale, saisie par l'appel de la partie civile, doit statuer sur sa demande, bien qu'elle soit séparée de l'action publique, irrévocablement éteinte par l'effet du silence du ministère public; que, par suite, la Cour impériale a le droit et l'obligation de reconnaître la réalité ou la fausseté du fait, d'où serait résulté le dommage allégué, d'en rechercher l'auteur et de déclarer si ce fait réunit tous les caractères d'un délit, cette dernière circonstance étant la condition essentielle de sa compétence; qu'à la vérité, cette condition venant à s'accomplir, la Cour ne

serait pas autorisée à prononcer des peines que le ministère public, par son abstention, s'est interdit de requérir; mais que l'action civile, indépendante, en ce cas, de l'action publique, demeure entière; qu'elle a saisi la Cour, comme juridiction répressive, ainsi qu'elle aurait pu saisir le tribunal correctionnel par voie de citation directe; qu'elle n'obtiendrait pas tous les avantages du second degré de juridiction, si elle ne pouvait discuter librement, devant la juridiction supérieure, la question de l'existence du délit, et provoquer, dans son intérêt, sur ce point capital, une décision souveraine; que l'autorité de la chose jugée n'existait qu'à l'égard du ministère public, dont l'acquiescement au jugement n'a pu ôter à la cause son caractère correctionnel;» et, en conséquence, elle a rejeté le pourvoi. 14 avril 1860, n° 98.

Nous verrons même, aux n^os 389 et 421, que, dans cette hypothèse comme dans celle où il y a eu condamnation à une peine, les dommages-intérêts sont recouvrables par la voie de la contrainte par corps des matières criminelles, et qu'il y a lieu à solidarité entre ceux qui en sont déclarés responsables.

259. Il peut aussi arriver que l'inculpé soit, en même temps, mis en accusation pour un crime et en prévention pour un délit. Le plus ordinairement, il sera jugé d'abord par la Cour d'assises. Supposons qu'il y soit déclaré coupable et condamné à une peine afflictive et infamante. Quoique aucune peine correctionnelle ne puisse plus lui être infligée à raison du délit, compris dans la même poursuite, en vertu du principe, écrit dans l'art. 365 du Code d'instruction criminelle, qu'en cas de conviction de plusieurs crimes ou délits la peine la plus forte sera seule prononcée,

néanmoins, si le ministère public le juge utile, il pourra être traduit devant le tribunal correctionnel. La partie lésée pourra intervenir dans le débat et conclure à des dommages-intérêts ou à des restitutions. Le tribunal correctionnel, qui devra s'abstenir de prononcer aucune peine, sera cependant compétent pour statuer sur ces conclusions, s'il déclare que le fait dont il est saisi constitue un délit ou une contravention, et que le prévenu en est l'auteur. C'est en appliquant ces principes que la Cour de cassation a reconnu que les juges correctionnels avaient compétence pour statuer sur la demande de la partie civile dans l'affaire que je vais rappeler.

Marie Capelle, veuve Lafarge, avait été renvoyée après instruction devant le tribunal de police correctionnelle sous prévention de vol. Une partie civile avait été reçue partie intervenante, et des jugements d'avant faire droit avaient été rendus en première instance et en appel. Les choses étant en cet état, Marie Capelle avait comparu en Cour d'assises, et y avait été condamnée aux travaux forcés à perpétuité. Après cette condamnation, la poursuite correctionnelle fut reprise. On soutint, dans l'intérêt de Marie Capelle, que la compétence du tribunal correctionnel était épuisée, et que ce tribunal ne pouvait pas plus statuer sur la demande en dommages-intérêts de la partie civile que prononcer une peine. Aucune peine ne fut en effet prononcée ; mais des dommages-intérêts furent accordés à la partie civile.

Marie Capelle se pourvut contre cette décision ; son pourvoi fut rejeté par l'arrêt du 18 juin 1841, n° 180, « Attendu que la poursuite au criminel dirigée par le ministère public contre Marie Capelle ne pouvait enlever aux parties civiles le droit de suivre leur action

devant la juridiction correctionnelle, légalement saisie, et que si, par l'effet de la condamnation de Marie Capelle aux travaux forcés à perpétuité, la poursuite correctionnelle ne pouvait amener aucune condamnation pénale, le tribunal correctionnel n'en restait pas moins compétent pour déclarer et caractériser le fait dommageable, dont il avait été appelé à connaître, et pour accorder les réparations civiles qui pouvaient en résulter. »

Dans ce cas, comme dans celui qui précède, et par les mêmes raisons, les dommages-intérêts seraient recouvrables par la voie de la contrainte par corps des matières criminelles, et ceux qui en seraient déclarés responsables en seraient tenus solidairement.

260. Les tribunaux correctionnels demeurent donc compétents pour statuer sur les dommages-intérêts de la partie civile, lorsqu'ils déclarent que le fait qui leur est dénoncé constitue un délit ou une contravention, et que le prévenu en est l'auteur, alors même qu'il leur est interdit, par une raison ou par une autre, de prononcer aucune peine. En effet, la matière demeure correctionnelle et conséquemment la compétence reste la même.

261. Au reste, ces tribunaux n'ont compétence pour statuer sur les conséquences du fait dommageable que si ce fait constitue le délit ou la contravention même dont ils reconnaissent l'inculpé coupable; il ne suffirait pas qu'il s'y rattachât par quelque lien, ni même qu'il en fût l'un des éléments.

Cette vérité a reçu de curieuses applications dans la jurisprudence.

262. Un arrêté du maire d'Aumale ordonnait de n'exposer les denrées en vente que sur la place du

marché public; il déterminait, en outre, le prix de la location des places occupées par les marchands sur ce marché. Bellemanière et Courtin s'étaient rendus adjudicataires de ces droits de place et conséquemment les percevaient au lieu de la commune. Morin, ayant exposé ses denrées en vente ailleurs que sur le marché, fut poursuivi à la requête du ministère public. Bellemanière et Courtin intervinrent comme parties civiles, et demandèrent des dommages-intérêts à raison de la contravention dont Morin s'était rendu coupable, et qui leur avait occasionné un préjudice. Morin fut renvoyé de la poursuite par le tribunal de Neufchâtel, sous le prétexte qu'il avait loué la chambre dans laquelle il se livrait à son débit.

Les parties civiles se pourvurent contre cette décision. Mais elles furent déclarées non recevables, parce que la Cour de cassation considéra que le préjudice résultait pour elles, non de la contravention même qui consistait dans l'exposition en vente des denrées ailleurs qu'au marché, mais d'un fait étranger à la contravention, c'est-à-dire du non-paiement des droits de place, qui, n'étant réprimé par aucune loi pénale, ne pouvait pas par conséquent donner ouverture à l'action publique ni, accessoirement, à l'action civile. Voici le texte de cet arrêt : « Statuant sur le pourvoi de Bellemanière et de Courtin : attendu que l'arrêté du maire de la ville d'Aumale, en date du 7 mars 1810, renferme deux dispositions distinctes ; que par l'une le maire, agissant dans le cercle des attributions du pouvoir municipal, ordonne que, pour assurer son inspection sur la fidélité dans le débit des denrées, ces denrées ne seront exposées en vente que le mardi de chaque semaine;

et sur le marché public; que, par l'autre disposition, le maire, agissant comme administrateur des biens et revenus de la commune, détermine le prix de la location des places que les marchands de denrées occuperont sur ce marché; que c'est par suite de cette seconde disposition que les demandeurs se sont rendus adjudicataires de ces droits de place; que l'infraction commise à la première partie de cet arrêté constituait une contravention de police, aux termes de la loi du 24 août 1790, et du Code de brumaire an IV; mais que l'infraction commise à la seconde, ne lésant que les intérêts privés de la commune ou des adjudicataires, ne pouvait donner ouverture qu'à une action purement civile; attendu que Morin, ayant été traduit, à la requête du ministère public, devant le tribunal de simple police, pour avoir exposé des denrées en vente ailleurs que sur le marché, les adjudicataires sont intervenus et ont voulu joindre à l'action publique leur action civile en réparation du dommage qu'ils soutenaient avoir éprouvé par la privation des droits de place qui leur étaient dus; que cette action a été repoussée par le jugement qu'ils défèrent à l'examen de la Cour de cassation; attendu que les tribunaux de répression ne sont compétents pour connaître de la réparation civile d'un dommage, qu'autant que le fait d'où résulte ce dommage constitue, par lui-même, un crime, un délit ou une contravention; que, dans l'espèce, le fait de n'avoir point payé le droit de place n'était réprimé par aucune loi pénale et ne donnait point ouverture à l'action publique; qu'à la vérité ce fait concourait avec celui de la contravention résultant, contre Morin, d'avoir vendu ailleurs que sur le marché; mais qu'il n'en était pas moins un fait distinct de la con-

travention même ; qu'il ne constituait qu'une infraction aux actes passés par le maire en sa qualité d'administrateur des biens communaux ; que le tribunal de police était donc incompétent pour l'apprécier sous le rapport des réparations civiles auxquelles il pouvait donner lieu ; qu'il suit de là que les demandeurs sont non recevables à se pourvoir en cassation contre le jugement du tribunal de Neufchâtel, qui a renvoyé Morin des poursuites dirigées contre lui par le ministère public et, par suite, de la demande en dommages-intérêts formée contre lui, quelque erronés que soient d'ailleurs les motifs dont le tribunal s'est étayé. » 30 juillet 1829, n° 165.

Les mêmes principes ont été consacrés par l'arrêt du 12 avril 1834, n° 108, qui a répété que les tribunaux correctionnels ne sont compétents pour connaître de la réparation civile d'un dommage qu'autant que le fait duquel il résulte constitue par lui-même un délit ou une contravention.

263. C'est aussi en appliquant cette vérité juridique que la même Cour a décidé que les faits particuliers de prêts sur gage, ne formant qu'une partie des éléments constitutifs du délit d'ouverture d'une maison de prêt sur gages sans autorisation légale, ne pouvaient autoriser la partie lésée à intervenir dans la poursuite dirigée par le ministère public à l'occasion de ce délit et à y conclure à des dommages-intérêts.

L'arrêt du 17 mars 1855, n° 99, résume de la façon la plus claire toutes les règles de la matière. Il est conçu en ces termes :

« Vu les art. 411 du Code pénal, 1, 2, 3, 63 du Code d'instruction criminelle : attendu que l'action civile en réparation du dommage causé par tout fait quel-

conque de l'homme est, de sa nature, dans les attributions des tribunaux civils; que ce n'est que par exception à l'ordre général des juridictions que la loi criminelle a autorisé facultativement l'exercice de l'action d'intérêt privé devant les juges qui ont pour mission de réprimer, dans l'intérêt de la société, les crimes, délits et contraventions; attendu qu'en réglant l'exercice de cette faculté, les articles précités du Code d'instruction criminelle, conformes au principe antérieurement établi, ne permettent de transporter l'action civile devant les tribunaux de répression, soit accessoirement à l'action publique, soit par citation directe, qu'à celui qui se prétend lésé par le délit; qu'il faut donc que le fait sur lequel cette action se fonde constitue par lui-même un délit; attendu que l'établissement ou la tenue d'une maison de prêt sur gages, sans autorisation légale, est, aux termes de l'art. 411 du Code pénal, un délit complexe par sa nature; qu'il implique une sorte d'habitude, la répétition de plusieurs faits semblables; attendu que chaque fait isolé de prêt sur gages peut bien être le principe d'une action devant les tribunaux civils en nullité du contrat par l'une des causes énoncées aux art. 1109 et suivants du Code Napoléon, et, par suite, en restitution et dommages-intérêts; mais qu'en admettant même que le défaut d'autorisation, dont parle l'art. 411 du Code pénal, puisse être considéré comme ayant été préjudiciable à l'emprunteur, ce dernier, pour être reçu partie civile, aurait encore besoin de compléter le délit par des faits qui lui sont étrangers, des prêts autres que ceux dont il se plaint, et dont la réunion et l'ensemble sont nécessaires pour constituer l'établissement ou la tenue d'une maison de prêt sur gages; attendu que le demandeur a été poursuivi

par le ministère public devant le tribunal correctionnel, comme prévenu d'avoir tenu une maison de prêt sur gages sans autorisation légale; attendu que les défenderesses, les nommées Nefissa ben Caïd Hassen et Fathma ben Caïd Hassen, Moresques, demeurant à Alger, qui avaient porté plainte contre le demandeur, à raison de prêts à elles faits sur dépôts de bijoux et objets mobiliers, ont demandé à être reçues parties civiles, et ont conclu à ce que ce dernier fût condamné à restituer ceux desdits bijoux et objets mobiliers à elles appartenant saisis dans la maison de prêts sur gages, et à des dommages-intérêts pour tenir lieu de ceux manquants; attendu que les faits de prêts sur gages qui motivent l'action civile des défenderesses ne forment qu'une partie des éléments constitutifs du délit ci-dessus spécifié; que le défaut du registre que sont obligés de tenir, d'après l'art. 411, ceux qui ont obtenu l'autorisation légale, n'était point et ne pouvait être l'objet de la prévention, lorsque le demandeur était justement poursuivi pour n'avoir point obtenu cette autorisation; attendu, néanmoins, que l'arrêt attaqué, après avoir établi que l'absence totale de livres, où les défenderesses puissent retrouver inscrits les divers objets qu'elles ont mis en gage, les diverses sommes, qui leur ont été prêtées sur les dépôts qu'elles ont faits, constitue le fait dommageable dont elles se plaignent, décide que l'action civile repose sur les mêmes faits que l'action publique, et admet, en conséquence, les défenderesses à intervenir en la cause comme parties civiles, en quoi ledit arrêt a faussement interprété et, par suite, expressément violé les dispositions précitées, la Cour casse. »

264. C'est encore en suivant les mêmes règles que

la Cour de cassation a décidé que les parties lésées par la perception d'intérêts usuraires ne peuvent ni citer directement le prévenu devant la juridiction correctionnelle, ni se constituer parties civiles en intervenant dans l'instance ouverte sur les poursuites du ministère public : « Considérant, porte l'arrêt du 3 février 1809, n° 23, que c'est seulement l'habitude de l'usure que la loi range dans la classe des délits; que l'habitude d'usure est un fait général et moral qui se compose de faits particuliers dont l'appréciation est soumise, sans doute, aux tribunaux correctionnels pour en déduire leur conviction sur le fait d'habitude d'usure, dont ces faits particuliers sont les éléments, mais que ces faits particuliers, considérés séparément et en eux-mêmes, n'ont pas individuellement le caractère de délit ; que les tribunaux correctionnels qui ne peuvent connaître des réparations civiles que lorsqu'ils y statuent accessoirement à un délit, sont donc sans attribution pour prononcer sur la réparation civile à laquelle un fait particulier peut donner lieu ; que le fait général d'habitude d'usure, quoique constituant un délit, ne peut jamais produire une action en réparation civile, parce que ce fait est moral et complexe ; qu'il ne peut résulter que de l'ensemble de plusieurs faits particuliers; qu'il ne peut conséquemment être rattaché à aucun de ces faits, et que, néanmoins, ce n'est que par les faits particuliers qu'il peut y avoir eu dommage ou préjudice.... ; qu'il suit de là que les tribunaux correctionnels ne peuvent, dans aucun cas, être saisis de la connaissance de ce délit par la poursuite d'une partie plaignante; qu'ils ne pourraient pas plus accueillir son intervention dans une procédure commencée sur l'action du ministère public... ; que la

partie lésée *par un ou plusieurs de ces faits d'usure*, doit agir pour la réparation du dommage, par elle souffert, devant les tribunaux civils. »

Il importe de remarquer les points jugés par cet arrêt. Il dénie à la partie lésée le droit de produire sa demande en dommages-intérêts devant le tribunal correctionnel, non-seulement lorsqu'elle réclame pour un fait isolé d'usure, mais encore lorsqu'elle se plaint de faits géminés.

Le premier point de l'arrêt est sans difficulté. Comme les tribunaux correctionnels ne sont compétents pour connaître de la réparation civile d'un dommage qu'autant que le fait, qui en est l'occasion, constitue par lui-même un délit ou une contravention, et qu'un fait isolé ne peut pas constituer le délit d'habitude d'usure, il en résulte évidemment que les tribunaux correctionnels n'ont pas compétence pour statuer sur le préjudice qui peut être causé par un fait isolé d'usure.

Mais le second point jugé par la Cour mérite quelques explications. Ne peut-on pas dire que la réclamation de la partie civile, ne se bornant plus à un fait isolé, mais s'étendant à plusieurs faits qui suffisent pour constituer l'habitude d'usure, l'adjudication des dommages-intérêts rentre, en ce cas, dans la compétence des tribunaux correctionnels? Ce raisonnement n'est que spécieux et ne résiste pas à un examen approfondi de la nature du délit d'usure et des causes qui peuvent motiver la réclamation de la partie civile. Le délit d'usure consiste dans le fait complexe et moral de l'habitude. Le dommage, au contraire, résulte des faits individuels : ce qui cause le dommage, ce n'est pas le fait complexe et moral qui est le délit ; mais chacune des perceptions usu-

raires qui n'en sont que les éléments, et qui, par elles-mêmes, ne constituent ni la cause de l'action publique, ni la base de l'action pénale, ni par conséquent le délit. Si la partie civile a droit à une réparation, ce n'est pas parce que le prévenu s'est livré habituellement à l'usure; mais c'est parce que celui-ci a exigé d'elle à plusieurs reprises des intérêts usuraires. Les faits qui peuvent donner lieu à des réparations civiles, quelque nombreux qu'ils soient, ne seront donc jamais le délit lui-même; ils n'en seront toujours que les éléments; et comme les tribunaux correctionnels ne sont compétents pour statuer sur les dommages-intérêts de la partie civile que lorsque le fait, duquel résulte le dommage, constitue par lui-même un délit ou une contravention, il faut en conclure que c'est avec raison que la Cour de cassation a dénié, dans les deux cas que je viens d'examiner, la compétence de ces tribunaux.

La chambre criminelle de la Cour a maintenu tous les principes de l'arrêt du 3 février 1809 dans ses arrêts des 4 mars 1826, n° 43; 8 mars 1838, n° 57; 5 septembre 1840, n° 254.

Les chambres réunies les ont aussi consacrés dans les arrêts du 4 nov. 1839, n° 333 et 21 juill. 1841, n° 215.

265. Les tribunaux de répression ne sont, je l'ai déjà dit bien des fois, compétents pour statuer sur l'action civile qu'accessoirement à l'action publique. La dernière conséquence que je tirerai de ce principe, c'est qu'ils ne peuvent statuer sur la première de ces actions que tant qu'ils demeurent saisis de la seconde. D'où la conséquence que si, en jugeant l'action publique, ils avaient négligé de statuer sur

l'action civile, ils ne pourraient plus en faire l'objet d'un jugement subséquent.

Voyons jusqu'à quel point ces principes ont été mis en pratique par la loi, et comment la jurisprudence les a appliqués.

266. Les règles à suivre devant les Cours d'assises sont écrites dans les art. 358, 359 et 366 du Code d'instruction criminelle. En cas d'acquittement, après l'ordonnance de mise en liberté prononcée par le président, la Cour est autorisée, soit à statuer immédiatement sur les dommages-intérêts, soit à n'en reconnaître alors que le principe, et en remettre la liquidation après l'instruction dont elle peut charger un de ses membres. De même, en cas d'absolution ou de condamnation, la Cour est autorisée, soit à liquider les dommages-intérêts par l'arrêt d'absolution ou de condamnation, soit, après en avoir reconnu le principe dans cet arrêt, à en renvoyer la liquidation à un arrêt postérieur.

Il peut ainsi arriver que la question ne revienne pas à l'audience dans la même session; la compétence de la Cour d'assises n'en continue pas moins. Il résulte, en effet, comme le dit l'arrêt du 24 juin 1825, n° 120, «des dispositions de l'art. 358 du Code d'instruction criminelle qui admettent la supposition d'une instruction qui peut n'être pas terminée durant le cours d'une session d'assises, que cette compétence ne cesse pas avec la session, pendant laquelle la demande en dommages-intérêts a été intentée.» D'ailleurs, ajoute cet arrêt, «les juges, appelés à composer la Cour d'assises pour une session subséquente, ne sauraient en être dépouillés sur le fondement qu'ils n'ont pas assisté aux débats qui ont précédé le jugement, puisque les juges civils, de-

vant lesquels les parties seraient renvoyées, auraient été également étrangers à ces débats. » Enfin, continue le même arrêt, « la disposition de l'art. 359 du Code d'instruction criminelle relative à l'accusé qui, après avoir été acquitté, n'a connu son dénonciateur qu'après la clôture de la session, ne saurait être applicable à la partie civile qui a saisi la Cour d'assises en temps utile, et les dispositions finales de l'art. 429 dudit Code ne se rapportant qu'au cas où la Cour d'assises a exclusivement prononcé sur les intérêts civils sont également inapplicables. »

267. Quant aux affaires correctionnelles, l'art. 161 du Code d'instruction criminelle, qui est rendu commun aux matières correctionnelles par l'art. 189 du même Code, dispose que : « si le prévenu est convaincu de contravention de police, le tribunal prononcera la peine, et statuera par le même jugement sur les demandes en dommages-intérêts. » La règle, c'est donc que les tribunaux correctionnels doivent statuer par le même jugement sur la prévention et sur les dommages-intérêts ; mais, comme les Cours d'assises, les tribunaux peuvent se borner à en reconnaître le principe dans le jugement qui prononce sur la prévention, et, après avoir ordonné le moyen d'instruction qui leur paraît le plus propre à les éclairer, en renvoyer la liquidation à un jugement ultérieur. La loi n'a pas pu leur refuser les moyens de s'éclairer.

La jurisprudence a reconnu leur droit; en voici la preuve :

« Sur le quatrième moyen, fondé 1° sur une contravention aux art. 161, 189, 191 et 211 du Code d'instr. crim., en ce que l'arrêt attaqué n'a pas fixé le chiffre des dommages-intérêts par lui accordés aux

défendeurs, et 2° sur une fausse application des art. 126, 128 et 523 du Code de proc. civ., en ce que cet arrêt a ordonné que les dommages-intérêts seront fournis par état : attendu, 1° que les art. 161 et 189, qui prescrivent aux tribunaux de simple police et de police correctionnelle de statuer par le même jugement, sur la peine requise et sur les demandes en dommages-intérêts que les parties civiles ont formées devant eux, accessoirement à l'action publique dont ils sont saisis, supposent que ces tribunaux auront le moyen de procéder ainsi en parfaite connaissance de cause; qu'aucun texte de ce Code ne leur interdit, quand il en est autrement, de se contenter, en réprimant la contravention ou le délit, de reconnaître la légitimité de ces demandes et de surseoir à fixer la quotité du dédommagement réclamé, en employant les mesures d'instruction qui sont de nature à éclairer leur conscience sur ce point; qu'en ajournant donc cette fixation, l'arrêt attaqué n'a point violé les articles précités; attendu, 2° qu'il suit de ce qui vient d'être dit sur la première branche du moyen proposé, que la Cour impériale de Paris n'a point violé non plus l'art. 128 du Code de proc. civ. en ordonnant que les dommages-intérêts qu'elle a reconnu être dus aux défendeurs, seront déterminés ultérieurement, d'après l'état que ceux-ci en fourniront, puisqu'en l'absence de toute disposition contraire du Code d'instr. crim., cette forme de procéder est, de plein droit, commune à toute les juridictions qui statuent sur les intérêts civils qu'elle régit.» 7 juillet 1855, n° 243; conf., 16 déc. 1848, n° 323.

ARTICLE 52.

L'exécution des condamnations à l'amende, aux restitutions, aux dommages-intérêts et aux frais, pourra être poursuivie par la voie de la contrainte par corps.

268. Matières traitées sous cet article.—Amende.—Frais.
269. Définition de l'amende.
270. En général, la loi fixe d'une manière invariable le maximum et le minimum de l'amende.
271. L'amende est variable quelquefois dans son maximum ; quelquefois dans son maximum et son minimum.
272. Devoir du juge lorsque l'amende est invariable dans ses deux termes.
273. Devoir du juge lorsque l'un des deux termes est variable.
274. Détermination de la base de l'amende variable.
275. Qui fera cette détermination. Jurisprudence.
276. Devoir du juge lorsque les deux termes de l'amende sont variables.
277. Nature de l'amende.
278. Conséquences.
279. Première conséquence. L'amende est individuelle, c'est-à-dire qu'à moins d'exception formelle les tribunaux doivent prononcer autant d'amendes qu'il y a d'individus déclarés coupables. Jurisprudence.
280. Suite. Lorsque l'infraction est commise par un être moral, une collection d'individus, les tribunaux doivent-ils prononcer autant d'amendes qu'il y a d'individus dans l'être moral ? Distinctions. Jurisprudence.
281. Exceptions à cette conséquence.
282. Exemples pris dans le Code forestier. Jurisprudence.
283. Exemples tirés des lois fiscales. Jurisprudence.
284. Résumé.
285. Deuxième conséquence. L'amende est personnelle, c'est-à-dire que, sauf les exceptions, elle ne peut être appliquée qu'aux personnes qui ont pris part à l'exécution du fait punissable. Jurisprudence.

286. Exceptions : loi positive : caractère particulier de l'amende.
287. Exceptions résultant d'une loi positive. Leur énumération.
288. Exceptions résultant du caractère particulier de l'amende : matières fiscales.
289. Étude de ces diverses exceptions.
290. Loi des 6-22 août 1791. Jurisprudence.
291. Décret du 4 germinal an II.
292. Décret du 1er germinal an XIII. Jurisprudence.
293. Décret du 27 prairial an IX. Jurisprudence.
294. Code forestier. Jurisprudence.
295. Exceptions résultant du caractère particulier de l'amende : matières fiscales.
296. Dans ces matières, l'amende est plutôt une réparation civile qu'une peine. En conséquence, elle rentre dans les condamnations dont sont tenues les personnes civilement responsables. Jurisprudence.
297. Dans le cas de condamnation d'un tiers, resté étranger à l'exécution du fait punissable, il n'y a néanmoins qu'un délinquant et par conséquent qu'une amende à prononcer.
298. Troisième conséquence. L'amende ne peut être prononcée que contre une personne vivante.
299. Y a-t-il exception à cette règle lorsque l'amende est plutôt assimilée à une réparation civile qu'à une peine ? Jurisprudence.
300. De ce que l'amende ne peut être prononcée que contre une personne vivante, faut-il en conclure qu'elle ne peut être réclamée des héritiers du condamné ?
301. Quatrième conséquence. L'application de l'amende est régie par la règle prohibitive du cumul des peines, sauf les exceptions indiquées par la loi.
302. Premier état de la jurisprudence. Erreur.
303. Son état actuel.
305. Règles qui en résultent.
306. 1re. L'amende, soit criminelle, soit correctionnelle, ne peut être cumulée avec une peine corporelle. Jurisprudence.
307. 2e. Il est également interdit de cumuler plusieures

amendes, soit criminelles, soit correctionnelles. Jurisprudence.

308. 3^e. La règle prohibitive du cumul des peines est applicable en matière correctionnelle comme en matière criminelle. Jurisprudence.

309. 4^e. Le cumul est interdit même lorsque les faits contemporains ne sont jugés que successivement. Jurisprudence.

310. 5^e. Il n'y a d'exceptions à ces règles que celles qui résultent ou d'une disposition précise de la loi ou du caractère particulier de l'amende.

311. Suite. Exception résultant d'une disposition précise de la loi. Exemple. Jurisprudence.

312. Suite. Exception résultant du caractère spécial de l'amende. Exemples. Jurisprudence.

313. Frais.

314. Objet de cette étude : contre qui la condamnation aux frais sera-t-elle prononcée?

315. Frais dont une poursuite criminelle est la cause.

316. Ils sont avancés ou par le trésor public ou par la partie civile.

317. Frais recouvrables.

318. Contre qui sont-ils recouvrables?

319. La condamnation ne peut être prononcée que contre ceux qui ont été parties au procès; elle ne doit être prononcée que contre ceux qui succombent; en matière correctionnelle elle est prononcée contre la partie civile même dans le cas où elle ne succombe pas.

320. Ne pouvant pas être prononcée contre ceux qui n'ont pas été parties au procès, elle ne peut être prononcée ni contre le plaignant qui ne s'est pas constitué partie civile, ni contre les officiers de police judiciaire, rédacteurs des procès-verbaux. Jurisprudence.

321. Quant aux personnes qui ont été parties au procès, l'une d'elles ne peut jamais être condamnée aux frais; les autres y sont ou n'y sont pas condamnées suivant les circonstances.

322. Le ministère public ne peut jamais être condamné aux frais, soit explicitement, soit implicitement. Jurisprudence.

323. En conséquence, l'accusé ou le prévenu ne peuvent, dans aucun cas, répéter du trésor public les frais qu'ils ont faits personnellement. Exemples. Jurisprudence.
324. Ils ne pourraient recourir qu'à la prise à partie.
325. Les accusés ou les prévenus qui sont condamnés à une peine doivent être condamnés aux frais
326. Cette règle ne se modifierait pas au cas où le juge amoindrirait le fait de la poursuite. Jurisprudence.
327. Se modifierait-elle dans le cas où, la poursuite ayant compris plusieurs infractions, l'accusé ou le prévenu ne serait condamné que pour l'une d'elles? Distinctions. Jurisprudence.
328. Se modifierait-elle dans le cas où l'accusé, déclaré coupable d'un crime, est exempté de toute peine? Exemples. Jurisprudence.
329. Se modifierait-elle si le prévenu avait obtenu, sur son appel, une réduction de peine? Jurisprudence.
330. Continuera-t-elle d'être appliquée si l'appel n'a été formé que par le ministère public et que la Cour se soit bornée à confirmer le jugement? Jurisprudence.
331. La condamnation aux frais ne découle pas virtuellement de la condamnation à une peine. Conséquences.
332. Les accusés ou prévenus sont renvoyés des poursuites ou par acquittement ou par absolution.
333. Acquittés, ils ne peuvent pas être condamnés aux frais. Jurisprudence.
334. Cette règle cesse-t-elle d'être applicable lorsque l'accusé acquitté est condamné à des dommages-intérêts envers la partie civile? Jurisprudence.
335. Exception à cette règle pour les frais de la contumace et de la condamnation par défaut.
336. Renvoi de la question relative aux mineurs de seize ans déclarés acquittés.
337. Les accusés ou prévenus, absous, doivent-ils être condamnés aux dépens? Distinctions.
338. Règle applicable au cas où les accusés ou prévenus sont absous, parce que le fait, tel qu'il est qualifié par la partie poursuivante, ne constitue ni crime, ni délit, ni contravention. Jurisprudence.
339. Règle applicable au cas où les accusés ou prévenus sont

absous, parce que le fait de la poursuite a été dégagé, par le juge, des circonstances qui le rendaient punissable. Jurisprudence. Variation.

340. Règle applicable au cas où l'accusé ou le prévenu sont absous à cause de leur état de démence. Distinctions. Jurisprudence.

341. Règle applicable au cas où l'accusé et le prévenu sont absous par l'effet de la prescription. Distinctions. Jurisprudence.

342. Règle applicable au cas où le mineur de seize ans est renvoyé des poursuites pour avoir agi sans discernement. Jurisprudence.

343. Résumé.

344. Le prévenu qui a succombé sera condamné aux dépens, quoique la partie civile y doive être, en même temps, condamnée.

345. Les personnes civilement responsables doivent-elles être condamnées aux frais? Distinctions.

346. Non, lorsqu'elles ne sont pas parties au procès.

347. Oui, lorsqu'elles y figurent, et que celui dont elles sont responsables y est lui-même condamné. Jurisprudence.

348. Quel parti le juge doit-il prendre, si la personne civilement responsable est citée, par erreur, comme auteur du fait punissable? Jurisprudence.

349. La partie civile est l'une des personnes qui, parties au procès, peuvent être condamnées aux frais.

350. Dans quels cas la partie civile est-elle réputée avoir succombé dans les affaires de grand criminel? Jurisprudence.

351. Les administrations publiques, les communes et les établissements publics sont assimilés à la partie civile.

352. Leur responsabilité ne s'étend pas au cas où il s'agit d'un crime ou d'un délit de droit commun. Jurisprudence. Avis du conseil d'État.

353. Administrations publiques assimilées à la partie civile.

268. J'ai traité sous l'article précédent des restitutions et des dommages-intérêts; je vais traiter sous

celui-ci de l'amende et des frais ; je ne m'occuperai de la contrainte par corps que sous l'article 53.

269. L'amende consiste dans la condamnation au paiement d'une somme pécuniaire.

270. Dans la plupart des cas, la loi détermine, d'une manière fixe et invariable, le minimum et le maximum de l'amende.

271. Dans certains autres, comme ceux des art. 164, 177, 179, 406, 423, elle ne fixe d'une manière ferme que le minimum, et, quant au maximum, elle permet au juge de l'élever ou de l'abaisser, selon que le bénéfice illégitime résultant du crime ou du délit ou la somme des dommages-intérêts dus à la partie lésée est plus ou moins considérable.

Dans d'autres cas enfin, comme ceux des art. 172, 174, 175, le minimum et le maximum de l'amende sont également variables ; ils s'élèvent et s'abaissent avec la quotité du bénéfice illégitime ou des dommages-intérêts.

272. Lorsque l'amende est d'un chiffre invariable dans son maximum et son minimum, le devoir du juge est facile à remplir ; sa décision est régulière pourvu qu'il la gradue entre les deux limites qui lui sont fixées par la loi.

273. Le devoir du juge se complique lorsqu'il s'agit d'une amende à minimum fixe et à maximum variable. S'il estime convenable de n'appliquer que le minimum, il n'a, il est vrai, aucune recherche à faire, aucune proportion à établir entre l'amende qu'il prononce et la somme du bénéfice illégitime ou des dommages-intérêts, dont le fait qu'il punit a été ou a pu être l'occasion, puisque, dans toutes les hypothèses, il lui est permis d'appliquer ce minimum :

Mais il en est autrement s'il considère l'amende fixe comme insuffisante à la répression du fait à punir. Il n'est, en effet, autorisé à élever l'amende au-dessus du minimum que dans le cas où ce minimum demeure inférieur à la part proportionnelle du bénéfice illégitime ou des dommages-intérêts que la loi détermine comme le maximum de l'amende ; car si le minimum est déjà par lui-même supérieur ou égal à cette part, il ne peut être élevé de quelque faible somme que ce soit, puisqu'il se trouve être tout à la fois le minimum et le maximum de l'amende.

Le juge ne peut donc excéder le minimum de l'amende qu'à la condition de reconnaître qu'il n'atteint pas la somme variable, indiquée par la loi comme devant en être le maximum.

Donnons un corps à ces principes, et prenons, pour exemple d'application, l'art. 164 du Code. Le minimum fixe de l'amende, ordonnée par cet article, est de 100 francs ; mais le maximum proportionnel en peut être porté jusqu'au quart du bénéfice illégitime.

Je suppose que ce bénéfice s'est élevé ou a pu s'élever à 300 francs ; le juge pourra-t-il prononcer une amende supérieure au minimum fixe ? Non, vraiment ; le quart du bénéfice illégitime, n'étant que de 75 francs, est atteint, et même plus qu'atteint par le chiffre de ce minimum, qui est de 100 francs. La conséquence c'est que le juge ne pourra pas appliquer une amende supérieure au minimum qui se trouve être déjà supérieur au maximum proportionnel de l'amende.

Je suppose, au contraire, que le bénéfice illégitime a été ou a pu être de 1,200 francs. Dans ce cas, le

juge pourra-t-il prononcer une amende supérieure au minimum, à 100 francs? C'est évident. Le quart du bénéfice illégitime étant de 300 francs, le juge aura le droit de graduer l'amende du minimum, 100 francs, au maximum qui sera de 300 francs.

274. Mais comme l'amende ne pourra être élevée au-dessus du minimum que si cette élévation est justifiée par la somme du bénéfice illégitime, ou des dommages-intérêts, il en résulte que, toutes les fois que le juge voudra excéder le minimum fixe de l'amende, le chiffre du bénéfice illégitime ou des dommages-intérêts devra être régulièrement constaté, puisque c'est la connaissance de ce chiffre qui permettra de vérifier si la condamnation est restée dans les limites tracées par la loi.

275. Comment et par qui se fera cette constatation? Pour que ma réponse soit plus précise, je distinguerai entre les matières criminelles et les matières correctionnelles.

En matière criminelle, la déclaration du bénéfice illégitime, ou des dommages-intérêts, se trouvera, soit dans l'arrêt de condamnation, soit dans les questions résolues affirmativement par le jury.

Il est, en effet, reconnu par la jurisprudence que les réponses du jury n'ont pas moins d'efficacité, à cet égard, que l'arrêt même de condamnation. C'est ce que juge l'arrêt de la Cour de cassation du 13 mars 1856, n° 102. En voici le texte : «Attendu que le chiffre des bénéfices illégitimes que l'accusé pouvait se procurer est établi par les questions soumises au jury, lesquelles constatent le quantum des sommes portées aux billets faux dont la fabrication a été reconnue constante à sa charge; que ces sommes dépassent, en effet, la somme de 1,200 francs; que

dès lors l'arrêt attaqué, en prononçant contre Brode une amende de 200 francs, laquelle est inférieure au quart des bénéfices illégitimes qu'il a pu se procurer, loin de méconnaître les dispositions de l'art. 164 du Code, en a fait une saine application; qu'il n'était pas nécessaire, à peine de nullité, que le chiffre de ces bénéfices illégitimes fût établi et relevé dans les motifs de l'arrêt de condamnation, lequel se réfère nécessairement aux faits déclarés constants par le jury. »

En matière correctionnelle, l'évaluation du bénéfice illégitime ou des dommages-intérêts devra se trouver dans le jugement ou dans l'arrêt de condamnation. 4 nov. 1854, n° 308; 14 avril 1855, n° 128; 27 mars 1857, n° 128; 24 juill. 1857, n° 287.

Si l'amende proportionnelle ne repose pas sur les bases que je viens d'indiquer, elle n'est pas justifiée, et l'arrêt qui la prononce donne ouverture à cassation. 10 avril 1841, n° 91; 4 nov. 1854; 14 avril 1855; 27 mars 1857; 24 juill. 1857, cités au numéro précédent; 7 déc. 1860, n° 278.

276. Le devoir du juge se complique encore plus, lorsque l'amende est variable tout aussi bien dans son maximum que dans son minimum.

Dans ces cas, si le juge veut prononcer une amende quelconque, il faut avant tout qu'il commence par évaluer le chiffre des dommages-intérêts ou du bénéfice illégitime dont l'amende ne peut être, dans son minimum et son maximum, qu'une fraction proportionnelle.

Ainsi, s'agit-il d'appliquer l'art. 172 du Code? Le juge procédera d'abord à l'évaluation dont je viens de parler. Je suppose qu'elle donne le chiffre de 1,200 francs; le maximum, qui est du quart des res-

titutions et indemnités, sera pour ce cas de 300 fr., et le minimum, qui est du douzième, sera de 100 fr. Le juge pourra donc graduer l'amende entre ces deux extrêmes. Si les juges prononçaient l'amende en dehors de ces deux chiffres, ou s'ils la prononçaient sans procéder à l'évaluation des restitutions et indemnités, leur décision manquerait de base légale et donnerait ouverture à cassation. 7 avril 1842, n° 79.

277. En principe, l'amende doit être considérée comme une peine. Elle est prononcée tantôt seule, tantôt conjointement à une peine corporelle; elle est commune aux matières criminelles et correctionnelles (art. 9, 11).

Dans quelques cas exceptionnels, tout en conservant jusqu'à un certain point son caractère de peine, elle prend aussi et principalement celui de réparation civile, comme je vais le démontrer un peu plus loin.

278. Du principe que l'amende est une peine découlent plusieurs conséquences.

279. La première, c'est que l'amende est individuelle, c'est-à-dire que, sauf les exceptions formellement autorisées par la loi, les tribunaux doivent prononcer autant d'amendes qu'il y a d'individus déclarés coupables.

Cette vérité a été uniformément reconnue dans les arrêts suivants. 22 avril 1813, n° 81; 7 janv. 1814, n° 1; 8 oct. 1822, n° 150; 25 mars 1825, n° 53; 7 déc. 1826, n° 246; 18 janv. 1828, n° 18; 15 fév. 1828, n° 34; 10 nov. 1853, n° 534.

Une seule amende avait été prononcée dans l'espèce du premier de ces arrêts contre trois particuliers qui avaient négligé de nettoyer le pavé des rues devant leurs maisons, mais dont la contravention avait été cons-

tatée par le même procès-verbal ; dans celle du second contre le fils, la femme et la servante de René Lorieux, qui avaient été surpris, dans le même moment, les deux premiers coupant des herbes dans un triage de forêt impériale, et la troisième arrachant des herbes dans un autre triage de la même forêt (Ord. de 1669, tit. XXXII, art. 12); dans celle du troisième contre deux délinquantes qui, malgré les défenses des mêmes dispositions de l'ordonnance de 1669, avaient été surprises ramassant du gland dans une forêt de l'État ; dans l'espèce du quatrième arrêt, contre le mari et la femme qui avaient été déclarés coupables, l'un et l'autre, de la contravention d'injures ; dans celle du cinquième, contre six ouvriers, qui avaient été déclarés coupables de tapage injurieux ou nocturne ; dans l'espèce du sixième, contre deux individus qui s'étaient rendus coupables, chacun, d'usurpation sur la largeur des chemins communaux; dans celle du septième, contre deux époux qui avaient été déclarés l'un et l'autre coupables d'avoir jeté des immondices contre la maison d'un voisin ; dans celle du huitième, contre plusieurs portefaix d'Alger, qui avaient été vus secouant des sacs de farine sur la voie publique.

Je ne transcrirai aucun de ces arrêts ; j'aime mieux rappeler quelques lignes du réquisitoire de M. le procureur général Mourre, dont l'arrêt du 15 février 1828, le septième de ceux que j'ai cités, a adopté les motifs.

« Ce jugement, porte le réquisitoire, a violé la loi sous deux rapports ; d'abord en ce qu'il a réduit arbitrairement la peine encourue par les contrevenants au-dessous du minimum fixé par la loi, et, en second lieu, en ce qu'il ne prononce qu'une seule

amende collective contre les deux prévenus au lieu de les condamner chacun à une amende distincte. La qualité d'époux ne changeait rien au principe, alors qu'il était constant qu'ils étaient coupables l'un et l'autre de la contravention. »

280. Mais si l'infraction était commise par une collection d'individus, par une personne civile, par une société, les tribunaux devraient-ils prononcer autant d'amendes qu'il y aurait d'individus composant la personne civile, la société?

Je crois que dans ce cas il faut procéder par une distinction et que la difficulté se réduit à une question de fait.

Si l'infraction n'a été commise que par la personne civile, les tribunaux ne devront prononcer qu'une seule amende; mais si, au contraire, plusieurs des membres de la société y ont concouru, chacun devra être condamné à une amende particulière, quoique l'infraction ait été exécutée dans l'intérêt de la personne civile. C'est ce qui semble résulter de la jurisprudence de la Cour de cassation.

Dans une première espèce, Devillez Bodson et ses deux fils étaient prévenus d'avoir établi, sans permission, un lavoir à minerai de fer, contravention réprimée par l'art. 96 de la loi du 21 avril 1810 sur les mines. Le procès-verbal constatait que la contravention avait été commise par les ouvriers et le régisseur de Devillez Bodson et de ses fils; et il résultait de l'information que Devillez Bodson et ses fils n'avaient été poursuivis que collectivement, comme propriétaires réunis ou associés, et comme responsables, à ce titre, des travaux que leurs agents n'avaient exécutés que sur leurs ordres.

Néanmoins, la Cour de Metz, dans son arrêt du 29

avril 1829, avait étendu l'application de la peine à chacun des individus composant la réunion ou la société.

Cet arrêt fut cassé, sur le pourvoi des condamnés, le 6 août 1839, n° 178 : « Attendu, qu'il résultait du procès-verbal, qui constatait la contravention, qu'elle avait été commise par les ouvriers et le régisseur de Devillez Bodson et de ses fils; que, si ces derniers avaient été mis en cause, ce ne pouvait être pour leur coopération personnelle au fait incriminé, mais à cause de la responsabilité du fait de leurs agents qui pesait sur eux en qualité de propriétaires; attendu que cette qualité de propriétaire avait été donnée dans l'espèce à Devillez Bodson et à ses fils collectivement, et que c'était en cette qualité que des poursuites avaient été dirigées contre eux; attendu, dès lors, que la société ou réunion Devillez Bodson père et fils paraissait seule comme propriétaire dans l'espèce, et devait seule, en cette qualité, subir l'application des dispositions pénales de la loi, puisqu'elle était, dans l'espèce, la seule personne responsable; attendu qu'il n'appartenait pas à la Cour de Metz d'étendre la portée et l'application légale de la peine à des individus dont la réunion seule était propriétaire, dans l'espèce, et seule poursuivie à ce titre; qu'elle n'avait pu dès lors prononcer une amende contre chacune des personnes faisant partie de cette société, lesquelles n'étaient pas individuellement responsables en leur propre et privé nom, sans contrevenir aux dispositions de l'art. 93 de la loi du 21 avril 1810, et 74 du Code pénal. »

Cet arrêt, comme on le remarque, prend soin de constater que la contravention est le fait de l'être

moral, de l'être collectif, et non des individualités qui le constituent, et, s'il déclare qu'il y a violation de la loi, dans l'arrêt qui prononce plusieurs amendes, c'est qu'en fait il reconnaît que l'infraction a été commise par l'être collectif et non par les individualités.

Il est permis de croire que, s'il avait été établi que chacun des membres, constituant la réunion ou l'être moral, eût participé à la contravention, la décision de la Cour de cassation eût été différente.

En effet, dans une seconde espèce, Maissiat et Guinet, associés pour faire le commerce, furent inculpés de s'être livrés habituellement à l'usure ; le tribunal supérieur de Bourg, en reconnaissant que chacun d'eux avait concouru au délit, ne les condamna néanmoins, à cause de leur association, qu'à une amende collective et solidaire; ils se pourvurent contre ce jugement et en obtinrent l'annulation. La Cour de cassation, dans son arrêt du 14 déc. 1838, n° 384, jugea « que, d'après les principes généraux du droit criminel, toute personne qui se rend coupable d'un délit doit être punie d'une peine; qu'il suit de là que si un délit est imputable à plusieurs personnes, soit comme auteurs, soit comme complices, il doit être prononcé contre chacune d'elles une peine distincte et proportionnée, dans les limites du maximum et du minimum fixé par la loi, au degré de culpabilité de chacune; qu'il ne peut y avoir d'exception à cette règle qu'en vertu d'une disposition spéciale de la loi; que la loi particulière sur l'usure, loin de déroger au droit commun, le confirme expressément, puisqu'elle ordonne que tout individu, convaincu de se livrer habituellement à l'usure, soit condamné à l'amende ; que la communauté d'intérêt entre ceux

qui se rendent coupables de ce délit, comme, par exemple, s'ils sont associés pour faire le commerce, ne peut pas davantage autoriser les tribunaux à se dispenser d'apprécier la culpabilité personnelle de chacun des prévenus, et à se borner à prononcer une seule amende solidairement contre tous ; qu'en fait Maissiat et Guinet avaient été reconnus coupables par le tribunal de Bourg de s'être livrés habituellement à l'usure ; que ce tribunal devait donc prononcer contre chacun d'eux l'amende qu'il avait encourue, et qu'en ne les condamnant qu'à une seule amende collectivement il avait commis un excès de pouvoir et formellement violé l'art. 4 de la loi du 3 septembre 1807. »

281. Il y a cependant, comme je l'ai dit, des exceptions au principe que l'amende est individuelle. En conséquence, cette règle cessera d'être suivie chaque fois que la loi en aura formellement disposé.

282. Je donnerai comme premier exemple de cette exception le Code forestier, art. 144, 192, 194.

Dans l'application de l'art. 144, les tribunaux n'ont pas à se préoccuper de la pluralité des individus, qui, dans un but commun, ont concouru à l'extraction ou à l'enlèvement; ils n'ont qu'à tenir compte du mode d'enlèvement; par exemple, si la pierre a été enlevée par tombereau, l'amende sera calculée sur le nombre de bêtes attelées, mais le juge n'aura pas à la prononcer distinctement contre chacune des personnes qui auront concouru à l'enlèvement. Une seule amende sera prononcée solidairement contre elles.

C'est ce qui a été jugé par la Cour de cassation dans son arrêt du 24 avril 1828, n° 126 : « attendu, qu'il résulte clairement des termes de cet article que

le législateur a voulu punir l'extraction ou l'enlèvement non autorisé des matières que ledit article énonce, non à raison du nombre des personnes qui y seraient employées, mais à raison du mode d'enlèvement desdites matières, par charretée ou tombereau, et pour chaque bête attelée, par chaque bête de somme ou par chaque charge d'homme ; attendu qu'en disposant que l'extraction ou l'enlèvement de chaque charretée ou tombereau serait punie d'une amende de 10 à 30 francs par chaque bête attelée, il a évidemment entendu que ce serait le nombre des bêtes attelées qui déterminerait le nombre des amendes de 10 à 30 francs ; que si, par son article 203, le Code a défendu aux tribunaux d'atténuer les peines qu'il prononce, ils ne doivent pas, à plus forte raison, les aggraver ; attendu que, dans l'espèce, le procès-verbal régulier et non attaqué a constaté que le 4 septembre 1827 Houdin et sa femme avaient coupé dans les bois de Lebec dix gerbes de genêts qu'ils chargeaient sur une charrette attelée d'un mulet ; attendu que, pour la répression de ce délit, les deux prévenus ayant été traduits devant le tribunal correctionnel de Fontainebleau, et, par appel, devant celui de Melun, et le ministère public ayant conclu à ce que chacun des deux prévenus fût condamné à l'amende de 10 à 30 francs, le tribunal de Fontainebleau a jugé que, la charrette n'étant attelée que d'un mulet, il ne devait être prononcé qu'une amende de 10 à 30 francs, supportable par les deux délinquants cumulativement, par la raison que le nombre des délinquants n'était pas, d'après l'art. 144, un des éléments de condamnation ; que, sur l'appel, ce premier jugement a été confirmé par celui du tribunal correctionnel de Melun du 29 février 1828, et, qu'en

jugeant ainsi, le tribunal de Melun s'est conformé à l'esprit et au texte de la loi. »

C'est le même principe que le juge doit suivre dans l'application des art. 192 et 194 du même Code, ainsi que la Cour de cassation l'a également jugé dans ses arrêts des 10 avril 1835 et 23 août 1834, qui ne se trouvent pas au *Bulletin criminel*, mais dont voici le texte : arrêt du 10 avril 1835 : « Attendu qu'aux termes de l'art. 192 du Code forestier, l'amende pour la coupe ou l'enlèvement des arbres, ayant deux décimètres de tour et au-dessus, est déterminée dans des proportions fixées suivant l'essence et la circonférence des arbres ; attendu qu'il résulte évidemment de ces expressions que l'amende a été proportionnée à l'importance du délit, et que cette importance a été calculée par le législateur en raison de la valeur présumée des arbres coupés ou enlevés, sans aucun égard au nombre des individus coauteurs du délit ; attendu qu'en interprétant en ce sens l'art. 192 du Code forestier, le jugement attaqué, loin d'avoir violé cet article, en a fait au contraire une juste et saine application, la Cour rejette le pourvoi. » — Arrêt du 23 août 1834 : « Attendu que, aux termes de l'art. 194 du Code forestier, l'amende pour coupe ou enlèvement de bois, qui n'auront pas deux décimètres de tour, sera pour chaque charretée de 10 fr. par bête attelée ; attendu qu'il résulte évidemment de ces expressions que, dans les cas prévus par l'article 194, l'amende a été proportionnée à l'importance du délit, et que cette importance est calculée par le législateur sur la quantité de bois coupé ou enlevé, sans égard au nombre des personnes qui auront coopéré à la coupe ou à l'enlèvement ; attendu qu'en l'interprétant en ce sens, l'arrêt attaqué, loin d'avoir

violé cet article ou de l'avoir faussement interprété, en a fait au contraire une juste et saine application, la Cour rejette le pourvoi. »

Le même jour, la Cour de cassation a rendu trois autres arrêts identiques à cette décision.

283. Il est également reconnu par la jurisprudence que l'amende cesse d'être individuelle dans les matières fiscales où on la considère bien plutôt comme une indemnité que comme une peine proprement dite.

Les principes de l'arrêt, que je vais citer, sont applicables non-seulement en matière de contributions indirectes, mais aussi en matière de douanes.

« Sur l'unique moyen de cassation proposé par l'administration des contributions indirectes et tiré d'une prétendue violation des art. 55 et 59 du Code pénal, en ce que le tribunal de Saint-Mihiel (jugeant sur appel), au lieu de condamner à l'amende, portée par l'art. 19 de la loi du 28 avril 1816, chacun des inculpés, n'aurait condamné qu'à une amende solidaire de 300 fr. les nommés Baurin, Viard, Chaumont et Morel, prévenus d'avoir participé à l'enlèvement de quatre tonneaux de vin, sortant de la cave de Baurin, destinés à Viard et Chaumont et conduits par Morel, sans déclaration préalable de l'expéditeur ou des acquéreurs, et sans que le conducteur fût porteur d'aucun congé, acquit-à-caution ou passavant; vu lesdits articles; attendu, sur ce moyen, que les art. 55 du Code pénal et 37 de la loi du 1^er^ germinal an XIII ne sauraient être invoqués dans l'espèce, puisque, aux termes de ces articles, les condamnations pécuniaires prononcées contre plusieurs personnes pour un même délit ou pour un même fait de fraude seront solidaires et que, dans l'hypothèse ac-

tuelle, la solidarité de l'amende et des frais a été prononcée contre les quatre prévenus par le jugement attaqué; attendu que si, aux termes de l'art. 59 dudit Code pénal, les complices d'un crime ou d'un délit doivent être punis de la même peine, ce même article ajoute, sauf le cas où la loi en aurait disposé autrement; que cet article, en consacrant le principe, consacre donc en même temps l'exception; qu'il s'agit dès lors d'examiner si les quatre prévenus ne se trouvaient pas dans quelqu'un des cas d'exception apportés à la règle générale; et attendu que, d'après leur nature, les amendes en matière fiscale sont moins une peine que la réparation civile du préjudice causé à l'État par la fraude; qu'elles sont donc plutôt réelles que personnelles, qu'elles frappent le fait matériel de la contravention, abstraction faite du nombre des personnes qui ont pu y coopérer; que, de ces principes et des termes mêmes des art. 6, 17 et 19 de la loi du 28 avril 1816, il suit que c'est l'enlèvement ou le transport des boissons, sans déclaration préalable, soit de l'expéditeur, soit de l'acheteur ou sans représentation, de la part du conducteur, d'un congé, acquit-à-caution ou passavant pris au bureau de la régie (congé, acquit-à-caution ou passavant qui peut suffire seul à plusieurs voitures ayant la même destination ou marchant ensemble), que la loi punit : 1° de la confiscation des objets saisis; 2° de celle des moyens de transport, pour la garantie de l'amende seulement, et d'une seule amende solidaire, plus ou moins grave, sans déterminer, en aucune sorte, que, dans ce cas, l'expéditeur, l'acheteur et le voiturier seront punis chacun d'une amende distincte; attendu que, dans l'espèce, n'y ayant qu'un seul fait, celui de l'enlèvement et du transport de quatre tonneaux ou

pièces de vin, la loi, pour régulariser cet enlèvement et ce transport, ne prescrivait qu'une déclaration, et, par suite, la remise au conducteur du congé, passavant ou acquit-à-caution justifiant cette déclaration; que si l'art. 6 exige la déclaration avant l'enlèvement ou le transport de boissons de la part de l'expéditeur ou de l'acheteur, il ne s'ensuit, en aucune sorte, que le défaut de déclaration doive constituer une contravention distincte de la part de l'un et de l'autre, et encore de la part du voiturier non muni de congé, acquit-à-caution ou passavant; que seulement la solidarité qui doit être prononcée et qui a été prononcée, en effet, contre les divers individus, offre une plus grande garantie pour le recouvrement des condamnations pécuniaires, entre autres de l'amende qui, selon la gravité des circonstances et aux termes de l'art. 17, peut s'élever de 100 à 600 fr.; attendu que si, en matière de contributions indirectes, il est défendu aux tribunaux d'atténuer les peines, ils ne doivent pas, à plus forte raison, les aggraver;.... attendu qu'en décidant, comme il l'a fait, que, dans la saisie des quatre tonneaux, il n'y avait qu'un seul fait, ne devant constituer qu'une seule contravention et ne donner lieu qu'à une seule amende dont les quatre prévenus devaient être déclarés solidairement responsables, le tribunal correctionnel de Saint-Mihiel, loin d'avoir violé les art. 55 et 59 du Code pénal, l'art. 37 du décret du 1^er^ germinal an XIII et les art. 6, 17, 19 de la loi du 28 avril 1816, en a fait, au contraire, une juste application et s'est conformé tant à leur esprit qu'à leur texte, la Cour rejette.» 19 août 1836 (Dall., *Jur. gén.*, t. 27, p. 593).

284. Au reste, les tribunaux n'oublieront pas que l'individualité de l'amende est la règle générale de

notre législation pénale et qu'ils ne pourront soustraire les condamnés aux effets de cette règle, conforme aux principes de justice distributive, que dans les cas où ils y seront manifestement autorisés, soit par la lettre, soit par l'esprit de la loi.

285. Du principe que l'amende est une peine, découle une seconde conséquence, c'est qu'elle est personnelle, c'est-à-dire qu'elle ne peut être prononcée que contre ceux qui se sont rendus personnellement coupables du fait punissable; et que, pour qu'elle puisse être appliquée à des personnes demeurées étrangères à ce fait, il faut que la loi l'ait positivement ordonné.

Cette règle a été confirmée par de nombreux arrêts : 16 vendémiaire an IX, n° 8; 12 pluviôse an X, n° 107; 6 juin 1811, n° 87; 13 mai 1813, n° 100; 14 juillet 1814, n° 33; 14 janvier 1819, n° 4; 8 août 1823, n° 114; 4 septembre 1823, n° 126; 19 novembre 1824, n° 166; 18 novembre 1825, n° 224; même date, n° 225; 21 avril 1827, n° 98; 15 décembre 1827, n° 310; 9 juin 1832, n° 208; 6 octobre 1832, n° 392.

L'amende avait été prononcée, dans l'espèce du premier arrêt, contre le propriétaire d'une maison, à raison du jet d'un corps dur parti de sa maison, mais qui n'était pas son fait personnel : 16 vendém. an IX;

Dans l'espèce du second et du sixième, contre un père à raison de la contravention d'injures commise par ses enfants mineurs : 12 pluv. an X; 14 janv. 1819;

Dans celle des troisième, quatrième et neuvième, contre un mari à raison de la contravention d'injures commise par sa femme : 6 juin 1811; 13 mai 1813; 19 nov. 1824;

Dans celle du cinquième, contre un fermier de pêche à raison de l'infraction commise par un porteur de licence : 14 juill. 1814;

Dans celle des septième et treizième, contre un maître à raison du délit rural commis par son domestique : 8 août 1823; 15 déc. 1827;

Dans celle des huitième et douzième, contre un père à raison d'une contravention rurale commise par ses enfants mineurs : 19 nov. 1824; 21 avril 1827;

Dans celle des dixième et onzième, contre un entrepreneur de diligences à raison de la contravention commise par ses préposés, sans qu'il y eût concouru personnellement : 18 nov. 1825;

Dans celle des quatorzième et quinzième, contre un maître à raison de la contravention urbaine commise par son domestique : 9 juin 1832; 6 oct. 1832.

La Cour de cassation a annulé les décisions qui avaient prononcé l'amende dans ces différentes espèces, parce qu'elle a considéré « qu'il résulte des art. 9 et 74 du Code, 1° qu'en thèse générale, la responsabilité, à laquelle sont soumis des tiers, étrangers aux délits qui donnent lieu à des condamnations, est essentiellement civile; qu'elle est conséquemment restreinte aux dommages causés par ces délits et ne peut être étendue aux peines prononcées contre les délinquants; 2° qu'en thèse générale aussi, les amendes sont des peines, et que si, dans certains cas déterminés par les lois spéciales et positives, les amendes sont considérées comme des réparations civiles, et si, dans ces cas, des tiers en sont déclarés responsables, ce sont des exceptions qui doivent être renfermées dans leurs termes. »

Ainsi la règle générale, c'est que l'amende ne peut être prononcée que contre les délinquants, et que les

tiers ne peuvent être que civilement responsables des dommages causés par les crimes et les délits.

Il y a cependant, comme je l'ai dit, des exceptions à cette règle. Je vais les indiquer.

286. Il y aura lieu à appliquer exceptionnellement l'amende à des personnes demeurées étrangères à l'exécution de l'infraction punissable, soit lorsqu'il en sera ainsi ordonné par une loi positive, soit même, dans le silence de la loi, lorsque l'amende aura plutôt le caractère d'une réparation civile que d'une peine.

287. Comme cas exceptionnels, dans lesquels une loi positive ordonne d'appliquer l'amende à des personnes restées étrangères à l'exécution du fait punissable, je citerai :

1° Celui qui est réglé par l'art. 20 du titre XIII de la loi des 6–22 août 1791, lequel déclare les propriétaires des marchandises responsables civilement du fait de leurs facteurs, agents, serviteurs et domestiques, en ce qui concerne les droits, confiscations, amendes et dépens ;

2° Celui qui est réglé par l'art. 8 du titre III du décret du 4 germinal an II, lequel est ainsi conçu : « Les conducteurs de messageries et voitures publiques seront soumis aux lois des douanes ; si des objets ne sont pas portés sur la feuille de voyage, ils seront personnellement condamnés à une amende de 300 livres ; les marchandises en contravention seront confisquées, de même que les voitures et chevaux ; et les fermiers ou régisseurs intéressés seront solidaires avec le conducteur pour l'amende de 300 livres ;

3° Celui qui est réglé par l'art. 35 du décret du 1er germinal an XIII, sur les droits réunis, lequel, empruntant les termes mêmes de la loi des douanes,

dispose que les propriétaires des marchandises seront responsables du fait de leurs facteurs, agents ou domestiques, en ce qui concerne les droits, confiscations, amendes et dépens;

4° Celui qui est réglé par l'art. 9 du décret du 27 prairial an IX, sur les défenses faites aux entrepreneurs de voitures de transporter les lettres, les journaux, lequel est ainsi conçu : « Les maîtres de poste, les entrepreneurs de voitures libres et messageries sont *personnellement* responsables des contraventions de leurs postillons, conducteurs, porteurs et courriers, sauf leur recours; »

5° Celui qui est réglé par l'art. 45 du Code forestier, lequel déclare que les « adjudicataires, à dater du permis d'exploiter et jusqu'à ce qu'ils aient obtenu leur décharge, sont responsables de tout délit forestier commis dans leurs ventes et à l'ouïe de la cognée, si leurs facteurs ou gardes-ventes n'en font leurs rapports, lesquels doivent être remis à l'agent forestier dans le délai de cinq jours; »

6° Celui qui est réglé par l'art. 46 du même Code, lequel déclare « Les adjudicataires et leurs cautions responsables et contraignables par corps au paiement des amendes et restitutions encourues pour délits et contraventions commis soit dans la vente, soit à l'ouïe de la cognée, par les facteurs, gardes-ventes, ouvriers, bûcherons, voituriers et tous autres employés par les adjudicataires. »

Ces cas ne sont peut-être pas les seuls pour lesquels une loi positive a déclaré que l'amende serait applicable même à certaines personnes étrangères à l'infraction. Si des exceptions analogues se rencontrent dans quelques autres lois que j'aurais omises, elles devront être, comme celles-ci, respectées. Mais

les tribunaux devront se garder de procéder, en cette matière, par voie d'analogie : car ils se rappelleront qu'en principe l'amende n'est que personnelle.

288. Quant aux cas dans lesquels l'amende peut être appliquée, à raison de sa nature plus particulière de réparation civile, même à certaines personnes restées étrangères à l'exécution du fait punissable, ce sont les contraventions aux lois fiscales.

289. Reprenons chacune de ces exceptions au principe général de la personnalité de l'amende, et consacrons-leur quelques instants.

290. La loi des 6–22 août 1791, sur les douanes, déclare les propriétaires des marchandises responsables civilement du fait de leurs facteurs, agents, serviteurs, domestiques, non-seulement en ce qui concerne les confiscations et dépens, mais même en ce qui concerne l'amende.

Si la fraude a été commise par les facteurs, les agents, les serviteurs ou domestiques du propriétaire de la marchandise en contravention, il n'y a aucune difficulté à condamner celui-ci à l'amende. C'est la prescription formelle d'une loi positive.

Mais devra-t-il y être également condamné si la fraude, au lieu d'être le fait de l'une des personnes indiquées par la loi, est celui de sa femme ou de ses enfants mineurs habitant avec lui?

Je m'occuperai d'abord du cas où la fraude aurait été commise par la femme du propriétaire de la marchandise.

L'épouse n'est pas littéralement comprise parmi les personnes dont la contravention engage, aux termes de l'art. 13 de la loi des 6-22 août 1791, la responsabilité pénale du propriétaire de la marchandise. Si on ne poussait pas plus loin l'étude de cette disposition, on

serait, assurément, tenté de prétendre qu'elle n'autorise pas à condamner le propriétaire de la marchandise à l'amende, à raison de la fraude que sa femme exécute à l'occasion de cette marchandise. Mais l'on changera peut-être d'avis si l'on se rend compte des différentes expressions employées par la loi des 6-22 août 1791, et si l'on remarque que l'une d'elles rend le propriétaire de la marchandise responsable de l'amende encourue par ceux qui agissent pour lui, par ceux qui sont ses agents. Il ne reste plus qu'à rechercher si la femme, qui exécute un fait, relatif à une chose appartenant au mari et dont il profitera, peut et doit être présumée de droit l'agent de celui-ci. La réponse est, sans contredit, facile : il est évident que la femme doit être réputée avoir agi pour son mari, en d'autres termes, qu'elle est son agent. La conséquence, c'est que le mari doit être condamné personnellement à l'amende pour les faits de fraude, exécutés par sa femme à l'occasion des marchandises dont il est propriétaire.

La Cour de cassation a ainsi jugé, dans l'arrêt du 15 janvier 1820, n° 8, que je ne citerai qu'un peu plus loin, au n° 292, parce qu'il est plus particulièrement applicable aux contraventions en matière de contributions indirectes.

Quant au cas où la fraude a été commise par les enfants mineurs du propriétaire de la marchandise, il n'est pas plus que celui que je viens d'examiner, compris littéralement dans la loi des 6–22 août 1791. Mais il est clair que si la femme, qui exécute la fraude dans l'intérêt de son mari, est réputée l'agent de celui-ci, les enfants mineurs qui la commettent pour le compte de leur père ou de leur mère, dont ils partagent l'habitation, doivent être également considérés

comme leurs agents; et qu'ainsi, par cette considération, le père ou la mère doivent, comme le mari dans l'hypothèse qui précède, être condamnés personnellement à l'amende pour les contraventions, imputables à leurs enfants mineurs à raison des marchandises dont ils sont propriétaires.

A ce motif, qui se fonde sur une loi positive, c'est-à-dire sur la loi des 6–22 août 1791, et qui suffit, assurément, pour engager, dans l'espèce que j'étudie, la responsabilité du propriétaire de la marchandise, s'en joint un autre, qui se tire de la nature même de l'amende applicable aux matières fiscales et de la responsabilité qui pèse sur les père et mère à cause du dommage causé par leurs enfants mineurs habitant avec eux.

Je ne fais qu'indiquer ce second motif; j'en réserve l'examen pour le moment où je rechercherai les cas dans lesquels l'amende, ayant plutôt le caractère d'une réparation civile que d'une peine, devient applicable, même en l'absence d'une loi positive, à certaines personnes, restées étrangères à la contravention.

La Cour de cassation s'est placée à ce double point de vue pour engager la responsabilité pénale du propriétaire de la marchandise dans l'espèce jugée par son arrêt du 6 juin 1811, n° 83.

Une saisie de sel avait eu lieu sur la fille Marchand, âgée de dix ans, demeurant chez sa mère. La prévenue fut traduite devant le tribunal correctionnel pour voir ordonner la confiscation du sel, avec amende de 100 francs. La mère y fut citée aussi pour se voir condamner solidairement au paiement de l'amende, comme responsable de la fraude, commise par sa fille.

Le tribunal correctionnel jugea que, les peines étant personnelles, et l'amende étant, dans l'espèce, une véritable peine, elle ne pouvait être prononcée que contre l'auteur de l'infraction. Le jugement fut confirmé par la Cour de justice criminelle.

L'administration des douanes se pourvut contre cette décision; elle représenta, d'un côté, qu'en matière de douanes, l'amende n'est pas une peine proprement dite, et qu'elle doit être plutôt considérée comme la réparation civile du préjudice causé à l'État. Elle prétendit que, sous ce premier rapport, d'après la disposition de l'art. 1384 du Code Napoléon, la veuve Marchand était responsable de la fraude commise par sa fille. Elle soutint, d'un autre côté, que l'art. 20 du titre XIII de la loi des 6-22 août 1791 rend les propriétaires des marchandises, responsables du fait de leurs agents, en ce qui concerne les droits, la confiscation et l'amende; que la fille Marchand était présumée, de droit, avoir agi pour le compte et dans l'intérêt de sa mère, et que celle-ci était encore responsable de l'amende sous ce nouveau rapport.

Ces deux moyens furent accueillis par la Cour de cassation.

Je ne reproduirai ici que la partie de l'arrêt relative au point de vue dont je m'occupe; l'autre sera mieux placée dans la partie de mon travail, relative aux cas où le caractère particulier de l'amende suffit pour la rendre applicable à certaines personnes qui n'ont pas coopéré directement au fait punissable.

La Cour jugea donc, sur le second moyen qui lui était présenté par l'administration des douanes, «que par une disposition particulière, la loi du 22 août 1791 rend les propriétaires responsables civilement du fait de leurs agents, en ce qui concerne les droits,

la confiscation et l'amende; que cette disposition prouve que l'amende n'est point une peine qui soit exclusivement applicable à celui qui a personnellement et matériellement commis la contravention; que, dans l'espèce, la fille Marchand, âgée de dix ans, était présumée, de droit, agir pour le compte et l'intérêt de sa mère, chez laquelle elle demeurait, en transportant le sel dont il s'agit, sans que les droits dus eussent été acquittés; que, sous ce rapport, la veuve Marchand était donc civilement responsable de la fraude commise par sa fille, et que la Cour de justice criminelle avait violé le vœu de l'art. 20 du titre XIII de ladite loi du 22 août 1791, en affranchissant la veuve Marchand de cette responsabilité;» et, en conséquence, elle cassa l'arrêt qui lui était dénoncé.

291. Je n'ai aucune observation particulière à faire sur l'exception qui a pour fondement l'art. 8 du titre III du décret du 4 germ. an II; il résulte trop clairement de cet article que la responsabilité pénale des fermiers ou régisseurs est engagée par la contravention de leurs préposés pour qu'il soit nécessaire d'insister.

292. Quant à la troisième exception, c'est-à-dire à celle qui repose sur l'art. 35 du décret du 1er germinal an XIII, elle est formulée dans les mêmes termes que la première, et, par conséquent, elle est, dans son application, soumise aux mêmes principes.

Il en résulte que si la contravention a été commise par la femme du propriétaire de la marchandise, celui-ci sera responsable de l'amende parce que la femme sera considérée comme son agent.

Voici une espèce fort remarquable dans laquelle la Cour de cassation a consacré ce principe.

L'art. 101 de la loi du 25 mars 1817, sur les finances, assujettit les entrepositaires d'huiles à toutes les obligations imposées aux marchands en gros de boissons par la loi du 28 avril 1816 ; il les oblige, en outre, à produire aux commis, lors de leurs exercices, des certificats de sortie pour les huiles qu'ils ont expédiées pour l'extérieur et des quittances du droit d'entrée pour celles qu'ils ont livrées à l'intérieur.

Deux employés des contributions indirectes, s'étant rendus chez le sieur Sitger, entrepositaire d'huiles, à Céret, et alors absent de son domicile, ne trouvèrent que sa femme qui s'opposa à l'exercice qu'ils devaient faire. Procès-verbal fut dressé du refus, et le sieur Sitger fut cité par l'administration devant le tribunal correctionnel de Céret pour voir prononcer contre lui l'amende de 100 francs déterminée par l'art. 109 de la loi de 1817.

Le tribunal annula la citation, déclara la régie non recevable en sa demande, et la condamna aux dépens.

La régie fit appel devant le tribunal supérieur de Perpignan qui déclara la citation régulière, mais, au fond, repoussa la demande formée contre Sitger.

La régie se pourvut en cassation et la Cour rendit l'arrêt suivant : « Vu l'art. 35 du décret du 1er germinal an XIII, qui porte : « Les propriétaires des marchandises seront responsables du fait de leurs facteurs, agents ou domestiques, en ce qui concerne les droits, confiscations, amendes et dépens ; »

« Considérant que ce décret est un acte législatif qui fait, en matière de contravention, la règle spéciale de la procédure à suivre et de la responsabilité acquise à la régie des contributions indirectes ; et qu'il suit de son esprit et du texte de son art. 35 qui vient

d'être transcrit, que, si le mari est absent, sa femme, qu'il a laissée dans son domicile où les employés de la régie peuvent se présenter à toute heure du jour pour l'exercice légal de leurs fonctions, y est nécessairement sa préposée, son agent, et, comme telle, le représente pour tout ce qui s'y fait ou est requis par eux en vertu de la loi ; qu'en ce cas le mari est donc de plein droit réputé agir lui-même par le ministère de sa femme, et, par conséquent, peut et doit être poursuivi directement et puni personnellement pour les contraventions résultant d'un fait de cette femme ou constatées en sa présence ; considérant que c'est en l'absence du sieur Sitger que la femme, sommée, le 9 février 1819, par les employés, de leur ouvrir l'endroit où se trouvaient les huiles nouvellement fabriquées, à l'effet d'en prendre inventaire, a bien fait l'ouverture requise ; mais que, quand ils se sont mis en devoir d'apprécier ces huiles d'après le procédé indiqué par la régie, elle s'y est fortement opposée ; et que, malgré leurs observations et la liberté qu'ils lui ont donnée de les dépoter elle-même, ou de les faire dépoter en leur présence pour être plus sûre de l'opération, elle a persisté dans son opposition ; considérant que cette insistance, constatée par un procès-verbal régulier, formant obstacle à toute reconnaissance exacte des quantités entreposées, a constitué un refus d'exercice, par conséquent une contravention formelle à l'art. 101 de la loi du 25 mars 1817 sur les finances, combiné avec l'art. 101 de celle du 28 avril 1816 ; contravention réputée commise par le sieur Sitger, et pour laquelle ledit art. 35 du décret du 1er germ. an XIII autorisait la régie à le poursuivre directement, comme elle l'a fait, en condamnation personnelle à l'amende de

100 francs établie par l'art. 109 de ladite loi du 25 mars ; qu'il était donc du devoir des juges de prononcer cette condamnation contre le sieur Sitger ; considérant que, néanmoins, le tribunal de police correctionnelle de Perpignan, tout en reconnaissant en principe qu'un entrepositaire d'huile, qui s'oppose à l'exercice des employés de la régie, est passible de ladite amende, a, par son jugement en dernier ressort du 19 octobre 1819, déclaré la régie non recevable et mal fondée dans son action contre Sitger ; que, pour juger de la sorte, il a dit que c'était la femme seule qui s'était opposée à l'exercice des employés ; qu'elle était conséquemment seule auteur de la contravention ; que son mari avait été assigné comme civilement responsable d'un fait qui n'était pas le sien, et que la responsabilité ne lui était pas applicable ; mais que les conclusions de la régie contre le sieur Sitger ne tendaient pas à ce qu'il fût condamné comme civilement responsable des faits de sa femme, qu'elles avaient pour objet d'obtenir contre lui une condamnation en son nom personnel, comme auteur légalement réputé du fait de sa femme qui l'avait représenté, et que cette demande, ainsi dirigée, avait pour base une loi spéciale non abrogée, ni implicitement, ni explicitement par aucune loi spéciale postérieure ; de tout quoi il résulte que le tribunal correctionnel de Perpignan, en déclarant l'action de la régie non recevable et mal fondée contre le sieur Sitger, a violé ledit art. 35 du décret du 1er germ. an III ; par ces motifs, la Cour casse. » 15 janv. 1820, n° 8.

Le mêmes principes avaient déjà été admis par la Cour de cassation dans son arrêt du 31 juillet 1807, n° 168.

De même, si la contravention a été commise par les enfants mineurs du propriétaire de la marchandise, habitant avec lui, il sera responsable de l'amende applicable à la contravention, dont ils se seront rendus coupables, soit parce que ses enfants seront présumés de droit avoir été ses agents, soit parce que, comme je le démontrerai plus loin, n° 296, l'amende étant en matière fiscale assimilée à une réparation civile, les père ou mère en seront responsables aux termes des art. 74 du Code pénal et 1384 du Code Napoléon, combinés. 6 juin 1811, n° 83.

293. L'art. 9 du décret du 27 prairial an IX sur la poste aux lettres déclare les maîtres de poste, les entrepreneurs de voitures libres et messageries personnellement responsables des contraventions de leurs postillons, conducteurs, porteurs et courriers, sauf leur recours. C'est encore un cas où, selon moi, il est prescrit par une loi positive d'appliquer l'amende à une personne demeurée étrangère au fait punissable. Il faut remarquer, en effet, que cette disposition ne se borne pas à considérer les entrepreneurs de messageries comme civilement responsables de l'infraction commise par leurs préposés ; mais, ce qui est bien différent, elle les déclare personnellement responsables de la contravention, et conséquemment, de toutes ses conséquences juridiques dont fait nécessairement partie la condamnation à l'amende.

C'est ainsi que la Cour de cassation paraît l'avoir entendu dans les deux arrêts que je vais citer.

Un procès-verbal des agents de l'administration des postes avait constaté la saisie dans un colis, sorti de l'intérieur de la gare de Compiègne et déjà placé dans un wagon allant à Saint-Quentin, d'une lettre

adressée à *Monsieur Prudhomme, à Pontoise.* Fournier, chef de la gare de Compiègne, avait été poursuivi personnellement en police correctionnelle à raison de ce fait.

Le tribunal supérieur de Beauvais avait reconnu le transport frauduleux de la lettre saisie et néanmoins relaxé Fournier de la poursuite, sous le prétexte qu'aucune participation personnelle au délit n'était établie contre lui.

Sur le pourvoi du ministère public, cette décision fut annulée par arrêt du 5 mars 1855, n° 157. La chambre criminelle considéra « qu'un chef de gare de chemin de fer, étant le représentant de l'administration dans la localité où il exerce ses fonctions, tout ce qui s'y passe relativement à son service est soumis à sa surveillance et à ses ordres, et que, par conséquent, il est personnellement responsable de toute immixtion dans le transport des lettres, dans la partie du service dont il est le chef, sauf son recours, s'il y a lieu, par les voies civiles. »

L'affaire fut renvoyée devant la Cour d'Amiens. Cette Cour persista dans les appréciations du tribunal supérieur de Beauvais.

Son arrêt fut annulé par les chambres réunies, le 28 février 1856, n° 85, qui pensèrent, comme la chambre criminelle, que le chef de gare de Compiègne était personnellement responsable de l'immixtion dans le transport de lettres, qui avait eu lieu dans cette gare, quoiqu'il ne fût pas établi qu'il y eût pris une part directe.

Je sais qu'en général, dans la pratique, on se contente de considérer les entrepreneurs de messageries comme civilement responsables de l'infraction de leurs préposés ; mais on a tort, on ne donne pas à la

loi toute sa valeur : ils sont personnellement responsables de la contravention.

294. La même responsabilité pèse sur les adjudicataires des coupes de bois et leurs cautions, dans les cas prévus par les art. 45 et 46 du Code forestier; elle s'étend à toutes les réparations qui peuvent résulter des délits et, par conséquent, aux amendes, comme aux restitutions et aux dommages-intérêts.

Cette thèse, qui semble bien ressortir du texte même de la loi, a été contestée assez vivement par les Cours d'appel; mais la Cour de cassation n'a jamais balancé à la faire respecter. Le 20 septembre 1832, n° 365, elle a annulé un jugement du tribunal supérieur de Troyes, qui, en reconnaissant qu'un adjudicataire était responsable du délit prévu par l'art. 45, avait refusé de le condamner à l'amende sous le prétexte que la responsabilité se bornait aux restitutions civiles. Dans cet arrêt, la Cour de cassation fait observer « que la responsabilité, établie par cet article, est générale, » d'où elle conclut qu'elle s'étend à toutes les réparations qui peuvent résulter du délit et, par conséquent, à l'amende aussi bien qu'aux restitutions et aux dommages-intérêts. Conf. 16 novembre 1833, n° 464; 8 mai 1835, n° 171; 23 avril 1836, n° 129.

295. Outre les cas spéciaux dans lesquels une loi positive étend jusqu'à l'amende, quelle qu'en soit la nature, la responsabilité de certaines personnes restées étrangères à la contravention, il y en a d'autres où le caractère particulier de l'amende suffit pour produire des résultats identiques.

Ces cas se présentent, comme je l'ai déjà dit, dans l'application des lois fiscales; je vais le démontrer.

296. Dans ces matières, l'amende, sans perdre

complétement son caractère pénal, devient surtout la réparation civile du préjudice causé par la fraude au Trésor public.

D'excellents esprits ont contesté cette vérité, mais ils ne me paraissent pas avoir assez tenu compte de plusieurs actes législatifs que je vais citer.

Je rappellerai d'abord l'art. 20 du titre XIII de la loi des 6–22 août 1791 et l'art. 35 du décret du 1er germinal an XIII, qui classent textuellement l'amende, qu'ils prononcent, parmi les condamnations, dont le propriétaire de la marchandise est civilement responsable. J'y ajouterai l'arrêté du Directoire du 27 thermidor an IV, qui, dans son préambule, reconnaît que « *les peines à prononcer contre les contrevenants en matière fiscale ne sont pas de la même nature que celles à prononcer contre les délinquants qui troublent l'ordre social*, » et l'art. 56 de la loi du 28 avril 1816 sur les douanes, qui comprend l'amende parmi les condamnations civiles encourues par les contrevenants.

N'est-il pas évident que ces dispositions attribuent à l'amende en matière fiscale un caractère particulier, celui d'une réparation civile? Cette déduction, déjà incontestable par elle–même, se fortifie de la jurisprudence la plus constante de la Cour de cassation.

« En matière de douanes, l'amende prononcée par les lois des 22 août 1791 et 4 germinal an II n'a pas, dit l'arrêt du 17 décembre 1831, n° 319, le caractère d'une peine proprement dite, et doit être considérée comme une réparation civile. » Conf. 5 oct. 1832, n° 382; 14 mai 1842, n° 121; 13 mars 1844, n° 98.

« En matière de contributions indirectes, dit l'arrêt du 11 octobre 1834, n° 345, l'amende encourue

par les contrevenants n'est point une peine proprement dite; elle doit être considérée plutôt comme une réparation du préjudice causé à l'État par les effets de la fraude. »

Un autre principe qui n'est pas moins certain, c'est que, si les peines ne peuvent atteindre que ceux qui ont pris part à l'infraction, il n'en est pas de même des réparations civiles qui peuvent en être la conséquence. Ces réparations sont soumises aux règles du droit civil (C. pén., art. 74), et conséquemment, comme nous l'apprend l'art. 1384 du Code Napoléon, elles doivent être prononcées non-seulement contre les auteurs des faits dommageables, mais encore contre les personnes qui en sont responsables.

Le même article nous indique quelles sont ces personnes. C'est le père, et la mère après le décès du mari, lorsque le dommage a été causé par leurs enfants mineurs habitant avec eux; ce sont les maîtres et les commettants, lorsqu'il a été causé par leurs domestiques et préposés dans les fonctions auxquelles ils les emploient; ce sont les instituteurs et les artisans, lorsqu'il a été causé par leurs élèves et apprentis pendant qu'ils sont sous leur surveillance.

La conséquence à tirer de tout ceci, c'est que l'amende fiscale, étant assimilée à la réparation civile, et la réparation civile étant due non-seulement par les auteurs du fait, mais encore par ceux qui en sont responsables, l'amende doit être prononcée, en matière fiscale, non-seulement contre les premiers, mais encore contre les seconds.

C'est ce qui a été constamment jugé par la Cour de cassation, « attendu qu'en matière de simple contravention aux lois sur les douanes, l'amende encourue par les contrevenants n'est pas une peine proprement

dite; qu'elle doit être considérée comme une réparation du préjudice causé à l'État par les effets de la fraude, et que, par cette raison, les tribunaux civils ont aussi, dans beaucoup de cas, le droit de la prononcer; qu'elle ne peut donc être assimilée aux peines qui sont personnelles et ne peuvent en effet être appliquées qu'à ceux qui ont commis le délit, qui y donne lieu; d'où il suit que lorsque, comme dans l'espèce, la contravention a été commise par un enfant mineur demeurant chez ses père et mère, ceux-ci sont civilement responsables du fait de leur enfant, tant qu'ils n'ont pas prouvé qu'il n'a pas été en leur pouvoir de l'empêcher, et qu'en jugeant le contraire, la Cour de justice criminelle dont l'arrêt est attaqué s'est écartée du vœu de l'article ci-dessus cité du Code Napoléon. » 6 juin 1811, n° 83, déjà cité; conf. 30 mai 1828, n° 164; 5 sept. 1828, n° 253; 11 oct. 1834, n° 345.

Je pourrais multiplier les citations, mais celles-ci suffisent pour établir quelle est la doctrine de la Cour de cassation sur la question que j'examine. Rapprochée des actes législatifs que j'ai rappelés, elle doit porter la conviction dans les esprits les plus rebelles.

297. Je terminerai ce que j'avais à dire sur la responsabilité des personnes, demeurées étrangères à l'exécution du fait punissable, par une dernière observation.

Il ne faut pas croire que, dans le cas où il y a lieu à cette responsabilité, pour une raison ou pour une autre, il y a deux délinquants à punir et par conséquent deux amendes à appliquer, comme si l'infraction avait été commise par deux personnes. Non, il n'y a qu'un délinquant, et, par suite, les tribunaux

n'ont à prononcer qu'une amende. Seulement, la personne qui en sera responsable sera condamnée solidairement au paiement de cette amende avec l'auteur de l'infraction; elle pourra même y être condamnée directement et personnellement, comme la Cour de cassation l'a jugé, notamment dans l'affaire Sitger, que j'ai rapportée au n° 292.

298. Du principe que l'amende est une peine découle une troisième conséquence, c'est qu'elle ne peut être prononcée que contre une personne vivante. Cette conséquence se démontre d'elle-même; elle est d'ailleurs l'un des corollaires de l'art. 2 du Code d'instruction criminelle, qui déclare l'action publique éteinte par la mort du prévenu.

299. On s'est demandé cependant si ce principe si moral, si raisonnable, ne devait pas fléchir en matière fiscale; on a rappelé que, dans ces matières, l'amende était plutôt la réparation du préjudice causé au Trésor qu'une peine proprement dite; et on en a conclu un peu vite peut-être qu'à ce titre elle pouvait être poursuivie devant les tribunaux correctionnels contre les héritiers du délinquant.

Mais on a répondu d'abord que, s'il était vrai qu'en matière fiscale l'amende pût être, jusqu'à un certain point, assimilée à une réparation civile, il n'était pas moins vrai qu'elle ne s'était pas dépouillée complétement de son caractère pénal, et que cela suffisait pour qu'il n'en pût pas être question après le décès du délinquant, qui avait éteint l'action publique. On a ajouté qu'en admettant même que les héritiers du délinquant pussent être condamnés à cette amende, à titre de réparation civile, il était évident qu'ils ne devaient pas être poursuivis devant les tribunaux correctionnels, qui n'ont compétence que pour sta-

tuer sur des faits punissables, et que l'administration ne pouvait tout au plus engager contre eux qu'un procès civil dans les formes ordinaires.

Cette opinion a été adoptée par la Cour de cassation; je citerai deux de ses arrêts.

Dans la première espèce, une saisie de marchandises anglaises avait été faite au domicile du sieur Mitchell, qui décéda avant aucune poursuite.

Malgré le décès du délinquant, ce fut au tribunal correctionnel de Bruxelles que l'administration des douanes porta l'affaire. Ce tribunal se déclara compétent et prononça l'amende. Sur l'appel du curateur de la succession de Mitchell, le jugement fut confirmé par le tribunal criminel du département de la Dyle. Mais « considérant qu'aux termes de l'art. 7 du Code des délits et des peines, l'action publique s'éteint par la mort du coupable, et que l'action civile seule peut être exercée contre ses héritiers; considérant que, de l'art. 168 du même Code, il résulte que les tribunaux correctionnels n'ont compétence que pour les cas dans lesquels il peut y avoir lieu à l'action publique, ce qui résulte encore de l'art. 184 de la même loi, suivant lequel, dans les affaires portées devant les tribunaux correctionnels, le prévenu doit être interrogé; qu'on ne peut pas dire de l'héritier d'un prévenu que cette qualité le constitue prévenu lui-même, » la Cour de cassation annula le jugement du tribunal criminel du département de la Dyle, « comme ayant, ledit jugement, en rejetant l'appel interjeté de celui du tribunal correctionnel de Bruxelles, lequel avait été rendu par usurpation de pouvoir, ayant été rendu non sur une poursuite faite contre un prévenu, mais sur une poursuite faite contre la succession d'un prévenu, confirmé cette

usurpation de pouvoir, sauf à la régie des douanes à se pourvoir pour l'exercice de l'action civile qui peut lui compéter contre la succession de Mitchell, où et ainsi qu'il appartiendra. » 28 mess. an VIII, n° 391.

La question s'est représentée dans une seconde espèce dont les détails sont fort intéressants.

François Vaubrabant était prévenu d'avoir planté ou fait planter deux cent soixante-dix pieds de tabac, dans un jardin dépendant d'une ferme à lui appartenant, sans avoir obtenu l'autorisation préalable prescrite par les lois. Par suite de cette prévention, constatée par procès-verbal, Vaubrabant avait été traduit, aux fins de confiscation et d'amende, devant le tribunal de Furnes, ensuite, sur l'appel de la régie, devant le tribunal de Bruges.

Ces deux tribunaux avaient rejeté l'action de la régie, sous le prétexte qu'il n'était pas constant au procès que Vaubrabant exploitât lui-même, ou qu'il fît exploiter pour son compte, le jardin sur lequel les plantes de tabac avaient été trouvées. Le jugement rendu en dernier ressort par le tribunal de Bruges avait été cassé par arrêt du 3 juin 1813, et l'affaire renvoyée devant la Cour impériale de Bruxelles.

François Vaubrabant étant décédé, Ferdinand son fils, et principal héritier, a été assigné devant cette Cour, pour procéder aux lieu et place de son père. Par arrêt du 25 août 1813, l'appel de la régie a été rejeté, par les motifs que, d'après la combinaison des deux premiers articles du Code d'instruction criminelle, l'action de la régie était éteinte par le décès du prévenu François Vaubrabant.

L'administration des douanes s'est pourvue contre cette décision ; elle a obtenu l'annulation de

la partie de l'arrêt qui avait refusé d'ordonner la confiscation des tabacs saisis en contravention. Mais son pourvoi a été rejeté « relativement à la disposition de l'arrêt, jugeant qu'il n'y avait lieu de prononcer contre Ferdinand Vaubraban, en qualité d'héritier de son père, l'amende de 1,000 francs ordonnée par l'art. 28 du décret du 29 décembre 1810, attendu qu'en matière de contravention aux lois fiscales, comme dans toutes les autres matières, les amendes ont un caractère pénal, qu'elles sont donc personnelles; que l'action s'en éteint donc par le décès du contrevenant, lorsqu'il a lieu avant que la condamnation ait été prononcée; que si l'administration a le droit de poursuivre cette peine de contravention, c'est qu'elle en a reçu l'attribution de la loi; que cette attribution est fondée sur ce que les amendes font partie des intérêts fiscaux qui sont soumis à sa surveillance; mais que son action, en cette partie, n'en est pas moins soumise aux règles qui concernent les actions publiques; qu'en jugeant donc que cette action de la régie aux fins de la condamnation à l'amende de 1,000 fr. ne pouvait être exercée contre Ferdinand Vaubrabant, en qualité d'héritier de son père prévenu de contravention, qui était décédé dans le cours de l'instance d'appel, et avant qu'aucune condamnation eût été prononcée contre lui, la Cour impériale de Bruxelles a fait une juste application de la matière. » 9 déc. 1813, n° 258.

300. Mais de ce que l'amende ne peut être prononcée que contre une personne vivante, faut-il conclure que le recouvrement de l'amende prononcée contre le délinquant avant son décès ne peut pas être poursuivi contre ses héritiers?

Cette question n'est pas sans difficulté.

En effet, les fautes sont personnelles, et les peines ne peuvent atteindre que ceux qui en sont reconnus coupables. Ne serait-ce pas violer ces principes de justice éternelle que de soumettre les héritiers du condamné au paiement de l'amende, et de les rendre ainsi responsables d'une faute qu'ils n'ont pas commise ? Ne serait-ce pas leur faire subir une peine qui n'a pas été prononcée contre eux?

Il ne viendrait à l'esprit de personne de leur demander compte de la peine corporelle que leur auteur n'aurait pas exécutée. De quel droit pourrait-on exiger d'eux l'exécution de la peine pécuniaire ? Est-ce que ces deux espèces de peines ne sont pas également personnelles ? Comment admettre que l'une ne sera due que par le condamné, tandis que l'autre pourra devenir la dette de ses héritiers? La loi ne permet pas cette distinction, qui est également réprouvée par le bon sens.

Quelque graves que soient ces considérations, il faut cependant reconnaître qu'il est généralement admis que le paiement de l'amende, prononcée contre l'auteur de l'infraction, peut être exigé des héritiers de celui-ci.

La question a été soulevée au conseil d'État dans la discussion du Code d'instruction criminelle. Un membre demanda si l'héritier était affranchi du paiement de l'amende prononcée contre son auteur et non payée par celui-ci. Cambacérès et Treilhard firent remarquer que l'art. 2 du Code d'instruction criminelle n'éteignait que l'action publique et ne réagissait pas sur les condamnations, lorsque le décès du condamné n'en rendait pas l'exécution impossible. Merlin distingua entre l'amende prononcée et celle qui ne l'avait pas été : dans le premier cas, ajouta-t-il,

la condamnation doit avoir ses effets ; dans le deuxième, la mort du prévenu, le faisant réputer innocent, empêche qu'aucune peine, même pécuniaire, puisse lui être appliquée. Cambacérès termina la discussion en disant : «L'explication de M. Merlin, étant consignée au procès-verbal, lèvera tous les doutes et fixera le sens de l'article. Il sera bien entendu que le jugement qui a prononcé l'amende recevra son exécution nonobstant la mort du condamné. » Locré, XXV, 118.

Voici les raisons qui justifient cette opinion. Dès que la condamnation est prononcée, l'amende devient la dette du condamné ; elle entre dans son passif. S'il meurt sans l'avoir acquittée, elle est une des charges de sa succession, et, conséquemment, ses héritiers sont obligés de l'acquitter au même titre que les autres. Ces raisons sont parfaitement juridiques, et il faut s'y soumettre, d'autant plus que les choses ont été ainsi entendues au conseil d'État. Cependant je n'en persiste pas moins à dire que, dans la vérité des faits, c'est une peine qui est exécutée par ceux qui ne l'ont pas encourue.

301. Du principe que l'amende est une peine découle une quatrième et dernière conséquence, c'est qu'en l'ordonnant, le juge doit respecter la règle prohibitive du cumul des peines, si ce n'est dans les cas où il en est autrement ordonné par une disposition formelle de la loi, et dans ceux où l'amende est plutôt une réparation civile qu'une peine proprement dite.

302. La jurisprudence n'a pas, du premier coup, reconnu cette vérité si simple, si conforme au droit et à la raison.

On a d'abord jugé que la règle prohibitive du cumul des peines ne concernait que les peines corpo-

relles et qu'elle devait demeurer étrangère aux peines pécuniaires. C'était introduire dans la loi une distinction qui n'y est pas; car l'art. 365 du Code d'instruction criminelle dispose, d'une manière générale et absolue, qu'en cas de conviction de plusieurs crimes ou délits, la peine la plus forte sera seule prononcée.

La Cour de cassation elle-même a, dans le principe, prêté à cette erreur l'appui de son autorité.

Joseph Pernier avait été condamné par la Cour de Paris à un mois d'emprisonnement et 20,000 fr. d'amende pour s'être livré habituellement à l'usure et avoir tenu une maison de prêt sans autorisation. Pernier se pourvut contre cet arrêt, et, entre autres moyens de cassation, prétendit que cet arrêt violait l'art. 365 du Code d'instruction criminelle, en ce que la Cour avait appliqué deux peines, celle de l'emprisonnement pour le prêt clandestin et celle de l'amende pour l'usure, tandis qu'elle aurait dû se borner à appliquer la peine la plus forte.

Tous les moyens proposés par Pernier furent rejetés, celui-ci comme les autres. En ce qui le concerne, la Cour jugea : « que les peines pécuniaires sont distinctes des peines personnelles, et que, dudit art. 365, il ne résulte nullement que, dans le cas de la conviction de plusieurs délits, dont l'un n'emporterait que la peine d'amende, cette amende ne puisse être cumulée avec la peine d'emprisonnement encourue pour les autres délits. 15 juin 1821, n° 122.

Elle jugea encore de même dans l'espèce suivante :

Alexis Dubosc avait été condamné, le 23 août 1827, par le tribunal correctionnel de Rouen, pour usure à deux années d'emprisonnement et à 110,000 fr. d'a-

mende. Il interjeta appel, et, avant que la Cour eût statué, il falsifia au greffe plusieurs pièces dont il avait été autorisé à prendre communication; il fut immédiatement poursuivi à raison de ce crime. Le 28 janvier 1828, Dubosc comparut devant la chambre des appels correctionnels de la Cour de Rouen. Il conclut ce jour-là à ce qu'il fût sursis à statuer sur son appel jusqu'à l'issue de la poursuite en faux, se fondant sur ce que, en cas de condamnation par la Cour d'assises pour crime de faux, il ne pourrait être condamné pour délit d'usure, puisque, en cas de conviction de plusieurs crimes ou délits, la peine la plus forte doit être seule prononcée. La Cour de Rouen ne s'arrêta pas à ces conclusions, et, par arrêt du 8 février 1828, elle confirma le jugement en réduisant l'amende à 80,000 fr. Le 15 août suivant, Dubosc fut traduit devant la Cour d'assises pour le crime de faux et condamné aux travaux forcés à temps, à l'amende et aux peines accessoires.

L'administration des domaines poursuivit contre le curateur de Dubosc le recouvrement de l'amende de 80,000 fr. Celui-ci opposa à la demande de la régie que la condamnation pour crime avait absorbé la condamnation pour délit, et qu'en vertu de l'art. 365 du Code d'instruction criminelle, la seule peine qui pût être exécutée contre Dubosc, c'était celle qui avait été prononcée à raison du crime de faux, puisque cette peine était plus forte que celle du délit d'usure. Jugement et arrêt qui décident successivement que la prohibition du cumul des peines ne s'étend pas aux peines pécuniaires, et qu'il en est surtout ainsi, lorsqu'il s'agit de peines pécuniaires établies par des lois spéciales en dehors du Code pénal.

Pourvoi du curateur de Dubosc, fondé sur ce principe que l'art. 365 est absolu, qu'il régit les peines pécuniaires tout aussi bien que les peines corporelles, les peines pécuniaires des lois spéciales aussi bien que celles du Code pénal.

Ce pourvoi fut soumis à la chambre des requêtes; il s'agissait, en effet, comme on le remarque, d'une contestation civile, engagée entre le curateur de Dubosc et l'administration de l'enregistrement et des domaines. La chambre des requêtes rejeta le pourvoi. Elle jugea, comme la chambre criminelle dans l'arrêt du 15 juin 1821, que l'amende peut être cumulée avec d'autres peines, et, en outre, que, pour deux faits contemporains, constituant l'un un crime, l'autre un délit, le même individu peut être condamné par la Cour d'assises, à raison du crime, à une peine afflictive et infamante, et par le tribunal correctionnel, à raison du délit, à une peine correctionnelle. Voici son arrêt : « Attendu que la disposition de l'art. 365 du Code d'instruction criminelle, ayant pour objet les arrêts, que sont appelées à rendre les Cours d'assises dans l'exercice de leur juridiction criminelle, ne fait pas obstacle aux peines à prononcer contre les mêmes individus par les tribunaux correctionnels, et que, d'ailleurs, les peines pécuniaires étant essentiellement distinctes des peines corporelles, l'art. 365 n'empêche pas de cumuler ces deux espèces de peines dans les cas de conviction de plusieurs crimes ou délits dont les uns n'encourent qu'une amende, tandis que les autres emportent la peine de l'emprisonnement, la Cour rejette. » 14 nov. 1832 (Dall. 1833, 48).

Cette jurisprudence ne reposait que sur des pétitions de principes.

Elle affirmait, il est vrai, que l'art. 365 du Code d'instruction criminelle ne s'appliquait qu'aux peines corporelles ; mais elle ne le prouvait pas ; il suffisait, pour lui répondre, de lire cet article, conçu en termes généraux et ne comportant aucune distinction. En effet, pourquoi en aurait-on fait une à l'égard de l'amende? Est-ce qu'elle n'est, comme la confiscation et la surveillance, qu'une peine accessoire, dont la gravité ne puisse pas être comparée avec celle des peines principales ? D'une part, elle est classée par le Code pénal parmi les peines de cette dernière espèce : ce qui indique assurément qu'elle doit être considérée comme une peine principale, quoiqu'elle soit assez fréquemment prononcée conjointement à une autre peine ; d'autre part, elle figure dans la nomenclature des peines, au degré le plus bas des peines principales qui puissent être prononcées soit en matière criminelle, soit en matière correctionnelle : ce qui permet d'en comparer la gravité à celle des autres peines avec lesquelles elle peut se trouver en concours.

La même jurisprudence affirmait aussi que les prohibitions de l'art. 365 ne s'adressaient qu'aux Cours d'assises, et qu'elles ne devaient pas arrêter les tribunaux correctionnels dans la répression des délits qui leur étaient dénoncés, quoiqu'ils fussent contemporains des crimes déjà réprimés par l'application d'une peine afflictive et infamante. Elle fondait cette affirmation sur ce que l'art. 365 n'a pour objet que les arrêts à rendre par les Cours d'assises dans l'exercice de leur juridiction criminelle.

Il est vrai que l'art. 365 se trouve dans le titre du Code d'instruction criminelle, relatif aux affaires soumises au jury, et que par les expressions qu'il em-

ploie dans sa première partie, il paraît restreindre son application aux arrêts rendus par les Cours d'assises. Mais il faut en même temps remarquer que cet article, dans sa seconde partie, ne se borne pas à prohiber le cumul des peines en cas de conviction de plusieurs crimes, mais qu'il le prohibe en cas de conviction de plusieurs crimes ou délits.

Ne faut-il pas, pour introduire dans cette disposition la restriction indiquée par la chambre des requêtes, attribuer à la loi plus d'une pensée peu conforme à la raison?

Ne faut-il pas admettre d'abord, si la prohibition du cumul des peines ne concerne que les arrêts rendus par les Cours d'assises, que les peines pourront être cumulées en matière correctionnelle? Pourquoi cette rigueur? Comment! l'homme déclaré coupable de deux crimes ne subira que la peine la plus forte des peines qu'il aura méritées, et celui qui ne serait déclaré coupable que de faits correctionnels, c'est-à-dire moins graves, subirait successivement la peine de chacun de ces faits, la moins rigoureuse comme la plus forte! La loi n'a pas de telles inconséquences. Il est clair qu'elle étend sa prévoyance au delà des matières criminelles et qu'elle la porte jusque sur les matières correctionnelles.

Ne serait-on pas, en outre, obligé de reconnaître, si la règle prohibitive du cumul des peines ne devait être respectée, comme l'a dit la chambre des requêtes, que par les Cours d'assises, qu'elle ne serait applicable, lorsque le même individu se serait rendu coupable d'un crime et d'un délit, que dans le cas où ces faits seraient jugés simultanément, à raison de leur connexité, par les Cours d'assises, et qu'elle cesserait de l'être dans le cas où ces mêmes faits seraient jugés

distinctement et successivement l'un par la Cour d'assises, l'autre par le tribunal correctionnel? Mais alors je me demanderai pourquoi la loi, qui se serait montrée bienveillante pour celui dont le crime et le délit auraient été jugés en même temps par la Cour d'assises, serait restée inhumaine et intraitable pour celui qui aurait été jugé successivement, à raison des mêmes faits, par la Cour d'assises et le tribunal correctionnel.

Le degré de culpabilité est le même dans les deux cas : c'est manifeste. Si donc, dans l'un, la peine la plus forte a été réputée une expiation suffisante, elle ne peut pas, dans l'autre, être considérée comme insuffisante

En résumé, la dernière disposition de l'art. 365 doit être prise dans son sens général et absolu ; elle est applicable en matière correctionnelle comme en matière criminelle ; elle est applicable au condamné, reconnu coupable d'un crime et d'un délit contemporains, soit lorsque les deux faits sont jugés simultanément par la Cour d'assises, soit lorsqu'ils sont jugés distinctement, l'un par la Cour d'assises, l'autre par le tribunal correctionnel.

303. La chambre criminelle avait reconnu, même avant l'arrêt de la chambre des requêtes du 14 novembre 1832, que la règle prohibitive du cumul des peines s'applique à l'amende comme à toute autre peine principale ; elle a persisté, depuis, et persiste encore dans cette jurisprudence.

Il est vrai que dans l'arrêt du 17 mars 1853, n° 95, elle paraît revenir aux principes de l'arrêt du 15 juin 1821 ; mais cet arrêt, qui se trouve isolé au milieu de décisions nombreuses qui le contredisent, ne renferme vraisemblablement qu'une erreur de rédaction.

En voici l'espèce :

Jean-Alexandre Baudin avait été condamné par un premier arrêt à la peine des travaux forcés à temps pour vol avec effraction intérieure, et, par un second, à la réclusion et à l'amende pour faux en écriture privée. Les deux peines ne pouvaient pas être prononcées cumulativement, car les deux crimes étaient contemporains. Baudin se pourvut contre l'arrêt qui l'avait condamné à la réclusion et à l'amende. Cet arrêt fut annulé. La Cour reconnut que la règle prohibitive du cumul des peines avait été violée et qu'on n'aurait dû prononcer contre Baudin que les travaux forcés. Voilà ce qui est jugé par les motifs de l'arrêt dans lesquels il n'est fait aucune réserve pour l'amende. Ce n'est que dans le dispositif qu'il en est question.

« La Cour, y est-il dit, casse et annule l'arrêt de la Cour d'assises prononçant la peine de la réclusion pour réparation de la peine du crime de faux, mais seulement en ce qu'il prononce cette peine, le maintient dans toutes ses autres parties, et spécialement en ce qui touche la condamnation à l'amende et aux frais. » Encore une fois, on ne peut pas voir dans cet arrêt une protestation contre la jurisprudence nouvelle adoptée par la chambre criminelle. En tout cas, ce serait une réminiscence qui n'aurait pas été heureuse, comme l'étude des arrêts nous l'apprendra tout à l'heure.

305. Les propositions suivantes semblent avoir été définitivement consacrées par la jurisprudence de la Cour de cassation :

306. 1° Il est interdit de cumuler l'amende, criminelle ou correctionnelle, avec une peine corporelle.

Dans une première espèce, Leclerc avait été dé-

claré coupable, en même temps de banqueroute frauduleuse, crime qui entraînait la peine des travaux forcés à temps, et de faux en écriture privée, crime qui était puni de la réclusion et de l'amende. Les travaux forcés devaient être prononcés à l'exclusion de la peine de la réclusion, comme étant la peine la plus forte; c'est ce qui avait eu lieu. Mais la Cour d'assises avait cru pouvoir cumuler, avec cette peine corporelle, l'amende, qui était l'une des peines attachées au crime de faux. Son arrêt a été cassé pour violation de l'art. 365 du Code d'instruction criminelle. 29 déc. 1826, n° 264; conf., 6 avril 1827, n° 72; 16 fév. 1860, n° 40.

Dans une seconde espèce, Laurent Martin avait été déclaré coupable du délit de rébellion et du délit de chasse sans permis de port d'armes. La Cour d'Aix avait décidé que la peine d'emprisonnement encourue pour fait de rébellion lui serait seule appliquée, et qu'on ne la cumulerait pas avec l'amende encourue pour le délit de chasse sans permis de port d'armes. Le ministère public se pourvut contre cet arrêt; mais la Cour de cassation rejeta le pourvoi, «attendu qu'en l'état des faits, d'après le principe général contenu dans l'art. 365 du Code d'instruction criminelle, il n'y avait lieu de prononcer contre Martin qu'une seule peine, la plus forte de celles qu'il avait encourues.» 17 mai 1838, n° 129.

Dans une troisième espèce, Pierre Chabrier avait été déclaré coupable de vol simple et de délit de chasse sans permis de port d'armes et condamné à quinze jours d'emprisonnement par le tribunal supérieur de Digne, qui avait refusé de lui appliquer, en outre, l'amende du décret du 4 mai 1812. Le ministère public se pourvut contre cette décision. Son pourvoi fut rejeté par arrêt du 2 juin 1838, n° 153.

Dans une quatrième espèce, Berger, convaincu du double délit de chasse, sans permis de port d'armes, et de détention d'une arme prohibée, n'avait été condamné, par application de l'art. 365 du Code d'instruction criminelle, qu'à la peine la plus forte, c'est-à-dire à celle qui était portée contre le second délit par les art. 1 et 4 de la loi du 24 mai 1834, à six jours d'emprisonnement, 16 francs d'amende et confiscation de l'arme. Le pourvoi formé par le ministère public contre cette décision fut rejeté par arrêt du 23 mai 1839 (Dall., 1839.297).

Dans une cinquième espèce, Lefranc avait été déclaré par le jury coupable de violences contre un garde forestier de la couronne, dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, commises avec l'intention de donner la mort, et, en même temps, de délit de chasse; la Cour d'assises de Seine-et-Marne, cumulant la peine corporelle et la peine pécuniaire, avait condamné Lefranc aux travaux forcés à perpétuité et à 200 francs d'amende. Sur le pourvoi du condamné, cet arrêt fut annulé pour violation de l'art. 365 du Code d'instruction criminelle. 6 mars 1856, n° 95; conf., 12 janv. 1860, n° 9.

Je pourrais encore ajouter à ces espèces celles des arrêts du 3 octobre 1835, n° 384, et du 4 mars 1859, n° 72.

Mais celles qui précèdent suffisent assurément pour démontrer que la Cour de cassation juge invariablement que, dans les matières du droit commun, la peine de l'amende ne peut pas être cumulée avec une peine corporelle.

307. 2° Il est également interdit de cumuler deux ou plusieurs amendes criminelles ou correctionnelles. 26 janv. 1837, n° 30; 28 fév. 1857, n^os 89, 90; 12

juin 1857, n° 226; 13 juin 1857, n° 229; 13 juillet 1860, n° 158.

Je ferai remarquer qu'il résulte de la jurisprudence de la Cour de cassation que cette règle n'est pas applicable aux amendes de simple police.

308. 3° La règle prohibitive du cumul des peines s'applique aux matières correctionnelles comme aux matières criminelles, et, par conséquent, elle doit être observée par les tribunaux correctionnels aussi bien que par les Cours d'assises. 3 oct. 1835, n° 384; 2 juin 1838, n° 153; 28 fév. 1857, n° 89, 90.

309. 4° Le cumul est prohibé, non-seulement lorsque les faits contemporains sont jugés par la même décision, mais encore lorsqu'ils sont jugés par des décisions successives. 28 janv. 1857, n° 30.

310. 5° Il n'y a d'exception à ces règles que dans le cas où la loi l'ordonne expressément, et dans celui où l'amende, objet du cumul, doit être considérée plutôt comme une réparation civile que comme une peine. 3 oct. 1835, n° 384; 2 juin 1838, n° 153; 6 mars 1856, n° 95; 28 fév. 1857, n^os 89, 90; 4 février 1860, n° 29.

311. Je donnerai, comme exemple d'exception résultant d'une disposition précise de la loi, l'art. 4 de la loi du 19 décembre 1850, relative au délit d'usure.

Il résulte de cet article que, dans le cas où les prêts usuraires sont liés au délit d'escroquerie, les tribunaux doivent appliquer d'une part l'art. 405 du Code pénal qui réprime l'escroquerie, et, d'autre part, l'amende réglée par l'art. 2 de la loi du 19 décembre 1850, qui punit le délit d'usure. Il y a dans ce cas, par la volonté de la loi, cumul de l'amende et d'une peine corporelle.

J'ajouterai que la Cour de cassation paraît dispo-

sée à interpréter largement l'art. 4 de la loi de 1850. En effet, quoique cet article ne semble admettre le cumul des peines que dans le cas d'escroquerie, cette Cour a jugé qu'il était également applicable dans le cas où l'usure pouvait se lier à un délit d'abus de confiance. Voici l'espèce dont je parle et l'arrêt qui l'a jugée :

Le nommé Barroist avait été chargé de négocier, pour le compte des sieurs Mesnard et de Courron, un certain nombre de lettres de change, qui étaient les instruments des prêts usuraires.

Barroist détournait une partie des fonds qui lui étaient remis par l'escompteur et retenait sur le surplus des intérêts usuraires. Il fut condamné, à raison de ces faits, à l'emprisonnement déterminé par les art. 408 et 406 du Code pénal, et, en outre, à l'amende réglée par l'art. 2 de la loi de 1850.

Parmi les moyens qui furent présentés sur le pourvoi, l'un était tiré de ce que l'arrêt attaqué, ayant cumulé la peine d'emprisonnement résultant de l'article 406 du Code pénal, et l'amende encourue pour le délit d'usure habituelle, avait violé l'art. 365 du Code d'instruction criminelle.

Le moyen a été rejeté.

La Cour a jugé, « en fait, que Barroist, chargé de négocier pour le compte des sieurs Mesnard et de Courron, un certain nombre de lettres de change, ne leur avait remis, en abusant de leur confiance, qu'une partie des sommes provenant de cette négociation, retenant le reste pour les intérêts usuraires considérables qu'il prélevait ; d'où il suit que le délit d'usure et le délit d'abus de confiance, dont il se rendait coupable, se rattachant l'un à l'autre, formaient un ensemble de fraudes qui les rendait indivisibles. »

La Cour a jugé, «en droit, que la loi du 19 décembre 1850 a eu pour objet principal la répression plus sévère du délit d'habitude d'usure; que si l'article 4 porte qu'en cas d'escroquerie de la part du prêteur il sera passible des peines prononcées par l'art. 405 du Code pénal, il ne faut pas en tirer cette conséquence que, le sens de cet article étant restrictif, le cumul de la peine d'emprisonnement et de l'amende encourue pour le délit d'usure habituelle n'est autorisé que dans ce cas tout spécial; que cette exception doit, au contraire, s'étendre à tous les délits consistant dans des fraudes pratiquées envers les emprunteurs; que, le délit d'abus de confiance se liant à des prêts usuraires, le principe prohibitif du cumul des peines devenait inapplicable.»

312. Je rapporte les deux espèces suivantes comme exemples de cas où le cumul est permis, à raison du caractère particulier de l'amende.

Lesueur, entrepreneur d'une voiture publique, parcourait la distance de Bordeaux à Libourne sans employer les chevaux de poste et sans payer l'indemnité réglée par la loi du 15 ventôse an XIII. Il fut poursuivi et condamné à l'amende autant de fois qu'il avait refusé de payer l'indemnité aux maîtres de poste. Il se pourvut, invoqua, entre autres moyens de cassation, la violation de l'art. 365 du Code d'instruction criminelle; la Cour rejeta son pourvoi. 11 oct. 1827, n° 264; conf. 3 janv. 1856, n° 1. — *Contrà*, 28 déc. 1838, n° 390; 29 janv. 1851, n° 34.

En cette matière, l'amende, dont une partie est attribuée aux maîtres de poste, est, en effet, considérée comme constituant plutôt une réparation civile qu'une peine proprement dite.

Dans une autre espèce, Berthelet avait été condamné

à la peine portée par l'art. 231 du Code pénal et à 500 fr. d'amende, en vertu des art. 14, tit. XIII de la loi des 6–22 août 1791, et 2, tit. IV de la loi du 4 germinal an II, pour avoir maltraité un préposé des douanes dans l'exercice de ses fonctions. Il se pourvut contre cet arrêt, qui, suivant lui, avait illégalement cumulé la peine afflictive de l'art. 231 du Code pénal et l'amende des lois précitées. La Cour de cassation rejeta le pourvoi en déclarant « que l'amende portée par les lois des 22 août 1791 et 4 germinal an II n'a point le caractère d'une peine proprement dite, et qu'alors elle doit être considérée comme une réparation civile, dont la cumulation avec la peine portée par l'art. 231 du Code pénal rentre dans les dispositions générales de ce Code. » Elle ajouta que d'ailleurs ce cumul était formellement autorisé dans l'espèce par l'art. 2 de la loi du 28 avril 1816. 17 déc. 1831, n° 319.

Les différentes propositions que je viens d'examiner sont désormais incontestables; il y aurait plus que de la témérité à les remettre en discussion.

313. Je passe à l'étude des frais.

314. Quoique cette matière soit, pour ainsi dire, étrangère à mon sujet, et qu'elle concerne plutôt la procédure criminelle que l'application de la loi pénale, j'en examinerai néanmoins certains points. Je rechercherai contre qui, suivant les circonstances, la condamnation aux frais doit ou peut être prononcée; mais je laisserai aux commentateurs du décret du 18 juin 1811, qui contient le tarif des frais en matière criminelle, et à ceux du Code d'instruction criminelle, le soin d'entrer dans tous les développements que comporte cette matière, dont l'étude est généralement trop négligée, je le dis à regret, par les tribu-

naux et même par les officiers du ministère public.

315. Toute poursuite criminelle est la cause de certains frais : frais de translation des prévenus ou accusés, de transport des procédures et pièces à conviction ou à décharge, frais d'extradition des prévenus, accusés ou condamnés; honoraires et vacations des médecins, chirurgiens, sages-femmes, experts, interprètes; indemnités accordées aux témoins; frais de garde de scellés, de mise en fourrière; droits d'expédition et autres alloués aux greffiers; salaires des huissiers; indemnités accordées aux officiers de justice dans les cas de transport sur le lieu du crime ou du délit; frais de voyage et de séjour auxquels l'instruction peut donner lieu; ports de lettres et paquets pour l'instruction (L. du 5 mai 1855, art. 18); frais d'impression des arrêts, jugements et ordonnances de justice.

316. Lorsque la poursuite a lieu à la requête du ministère public, les frais sont faits par l'État; lorsqu'elle a lieu à la requête de la partie civile, ils le sont par cette partie.

317. Tous ces frais, sauf quelques droits d'expédition (art. 305, C. instr. crim.) et quelques salaires d'huissier (même Code, art. 389, 394) qui doivent toujours rester à la charge de l'État, sont, de leur nature, recouvrables.

318. Mais dans quels cas et de qui la partie qui les a faits peut-elle les recouvrer?

Les textes à consulter sur cette question sont, en premier ordre, les art. 162, 194 et 368 du Code d'instruction criminelle. Le premier de ces articles, qui est au titre des tribunaux de police, dispose que « la partie qui succombera, sera condamnée aux frais, même envers la partie publique; » le second, qui est

au titre des tribunaux correctionnels, que « tout jugement de condamnation, rendu contre le prévenu et contre les personnes civilement responsables du délit ou contre la partie civile, les condamnera aux frais même envers la partie publique; » et le troisième, qui est au titre des Cours d'assises, que « l'accusé ou la partie civile qui succombera sera condamnée aux frais envers l'État et envers l'autre partie. »

Telles étaient, dans le principe, les seules dispositions qui réglassent la question que j'étudie. Quelques années plus tard, on considéra que la partie civile devait être, dans tous les cas, responsable des frais, et l'art. 157 du décret du 18 juin 1811 ordonna que « ceux qui se seraient constitués parties civiles, qu'ils succombassent ou non, seraient personnellement tenus des frais, sauf leur recours contre les prévenus ou accusés qui seraient condamnés et contre les personnes civilement responsables. »

La législation se maintint dans ces termes jusqu'en 1832. Alors on revint à penser qu'il était trop rigoureux, du moins en matière criminelle, de rendre responsable des frais la partie civile qui n'avait pas succombé et qui, par conséquent, avait concouru à la répression d'un attentat sérieux à l'ordre public. Dans la loi du 28 avril 1832, on modifia partiellement l'art. 157 du décret du 18 juin 1811, en ajoutant au texte primitif de l'art. 368 du Code d'instruction criminelle la disposition suivante : « Dans les affaires soumises au jury, la partie civile qui n'aura pas succombé ne sera jamais tenue des frais. »

319. Il résulte de ces différentes dispositions, d'abord que la condamnation aux frais ne peut être prononcée que contre ceux qui ont été parties au procès; ensuite qu'elle ne doit être prononcée que

contre ceux qui succombent ; enfin que, si elle peut être ordonnée même contre la partie civile qui ne succombe pas, ce n'est qu'en matière correctionnelle.

320. La condamnation aux frais ne pouvant avoir lieu que contre ceux qui ont été parties au procès, elle ne doit pas être prononcée contre :

1° Le plaignant qui ne s'est pas porté partie civile. 6 vent. an XI, n° 96 ; 14 fruct. an XI, n° 200 ; 11 nov. 1824, n° 163 ; 20 juin 1828, n° 181 ; 2 mai 1840, n° 126 ;

2° Les officiers de police judiciaire rédacteurs des procès-verbaux qui servent de base aux poursuites. 25 germ. an XI, n° 123 ; 4 oct. 1811, n° 134 ; 26 juin 1812, n° 155 ; 27 juin 1812, n° 159 ; 20 août 1812, n° 192 ; 17 sept. 1819, n° 103 ; 24 sept. 1819, n° 104 ; 8 mars 1822, n° 39 ; 14 juin 1822, n° 87 ; 10 juin 1824, n° 77 ; 29 fév. 1828, n° 581 ; et, comme le dit M. le procureur général Mourre, dans le réquisitoire qui a précédé l'arrêt du 8 mars 1822, « quand même il y aurait eu méchanceté, il ne pourrait intervenir aucune condamnation contre eux, puisqu'ils ne sont pas parties au procès. »

321. Quant aux personnes qui ont été parties au procès, l'une d'elles ne peut jamais être condamnée aux frais. Les autres y sont ou n'y sont pas condamnées, suivant les circonstances.

322. La partie qui ne peut jamais être condamnée aux frais, c'est le ministère public ; celles qui y sont ou n'y sont pas condamnées, suivant les circonstances, ce sont les accusés ou prévenus, les parties civilement responsables, la partie civile et les administrations publiques.

La condamnation aux frais ne peut, dans aucun cas, être prononcée contre le ministère public.

Il a toujours été reconnu par le droit public de la France que le ministère public, qui n'agit que dans l'intérêt général, n'est jamais responsable des frais; et ce principe a été implicitement confirmé par les art. 162, 176, 194 et 368 du Code d'instruction criminelle.

Il y a violation de cette règle non-seulement dans le cas où le ministère public est condamné directement aux frais, 7 frim. an VII, n° 130; 23 frim. an VII, n° 161; 5 niv. an VII, n° 176; 23 germ. an VII, n° 364; 17 flor. an VII, n° 391; 21 pluv. an VIII, n° 242; 6 niv. an IX, n° 84; 6 prair. an IX, n° 189; 18 mess. an IX, n° 254; 29 therm. an IX, n° 306; 18 fruct. an IX, n° 329; 17 vend. an X, n° 18; 28 vend. an X, n° 32; 25 flor. an X, n° 184; 3 therm. an X, n° 217; 9 niv. an XI, n° 63; 1^er flor. an XI, n° 108; 20 vend. an XII, n° 5; 19 prair. an XII, n° 147; 3 frim. an XIII, n^os 26, 27, 28; 9 frim. an XIII, n° 33; 17 vent. an XIII, n° 99; 15 mess. an XIII, n° 171; 29 août 1806, n° 143; 8 janv. 1807, n° 4; 17 déc. 1807, n° 264; 21 janv. 1808, n° 10; 10 nov. 1808, n° 224; 19 janv. 1809, n° 11; 22 juin 1809, n° 108; 7 juill. 1809, n° 117; 22 nov. 1811, n° 159; 27 juin 1812, n° 157; 22 oct. 1813, n° 228; 4 nov. 1813, n° 244; 30 juin 1814, n° 28; 23 mai 1817, n° 40; 19 janv. 1821, n° 8; 11 oct. 1821, n° 161; 26 oct. 1821, n° 168; 31 mai 1822, n° 77; 11 avril 1823, n° 56; 11 nov. 1824, n° 163; 16 déc. 1826, n° 261; 18 avril 1828, n° 116; 26 avril 1828, n° 129; 24 avril 1829, n° 85; 28 juin 1832, n° 332; 23 août 1833, n° 333; 7 juin 1839, n° 184; 10 sept. 1841, n° 278; 24 fév. 1842, n° 36; 5 août 1843, n° 200; 13 fév. 1845, n° 46; 6 mars 1845, n° 78; 1^er août 1845, n° 249; 9 janv. 1846, n° 13; 7 sept. 1848, n° 236; 2 déc. 1848, n° 303;

20 déc. 1849, n° 348; 3 mai 1850, n° 146; 1er mars 1851, n° 83; 5 mai 1855, n° 159; 22 nov. 1856, n° 369; 15 mai 1857, n° 194, mais encore lorsque le prévenu est renvoyé de la poursuite du ministère public avec dépens : car, dans ce second cas, comme dans le premier, le prévenu se trouverait autorisé à poursuivre le recouvrement de ses frais contre la partie publique, ce que la loi ne permet pas. 6 niv. an VII, n° 179; 8 therm. an VII, n° 528; 12 fruct. an VII, n° 591; 5 therm. an X, n° 218; 25 frim. an XI, n° 55; 29 mars 1806, n° 49; 12 mars 1813, n° 48; 27 sept. 1816, n° 70; 19 mars 1818, n° 32; 15 juill. 1820, n° 102; 10 mai 1821, n° 72; 6 sept. 1822, n° 123; 24 fév. 1827, n° 45; 12 juin 1828, n° 170; 4 avril 1835, n° 129; 23 avril 1835, n° 154.

323. De ce que la partie publique ne peut jamais être, soit implicitement, soit explicitement, condamnée aux frais, il résulte que, dans aucun cas, l'accusé et le prévenu ne peuvent répéter du Trésor public les frais qu'ils ont pu faire personnellement. 19 juill. 1833, n° 283.

Ainsi le jugement qui les autoriserait à réclamer leurs frais contre le Gouvernement, et l'exécutoire qui serait délivré à la suite de ce jugement, ne seraient pas moins contraires à la loi que les décisions qui prononceraient directement ou indirectement contre le ministère public la condamnation aux frais.

Decroix était cité à la requête du ministère public à comparaître devant le tribunal de simple police de Ribemont. Il opposa l'incompétence. Ce moyen, rejeté par le tribunal de police, fut accueilli par le tribunal d'appel, qui, en conséquence, déchargea Decroix des condamnations prononcées contre lui, et l'autorisa à réclamer ses frais contre le Gouverne-

ment. A la suite de ce jugement, le tribunal délivra un exécutoire portant «que le tribunal mandait et ordonnait au premier huissier, sur ce requis, de contraindre par toutes les voies de droit M. le procureur du roi près le tribunal de Saint-Quentin au paiement de la somme 22 francs 84 centimes, montant des dépenses suivant la taxe, que Decroix avait été autorisé à recouvrer du Gouvernement.»

Le ministre de la justice, informé de cette singulière décision, ordonna au procureur général près la Cour de cassation d'en requérir l'annulation dans l'intérêt de la loi. Voici le réquisitoire de ce magistrat, dont les motifs ont servi de fondement à l'arrêt de cassation : «La Cour sent d'avance, a-t-il dit, combien il était important de faire anéantir une condamnation et un exécutoire aussi extraordinaires. Le procureur du roi, malgré ces expressions, qui, dans l'exécutoire, se trouvent placées d'une manière purement énonciative, savoir, y est-il dit, qu'il s'agit des frais que le sieur Decroix a été autorisé à réclamer du Gouvernement, n'en est pas moins personnellement et directement l'objet de l'exécutoire. Et quand même cette forme ne serait personnelle qu'en apparence, et qu'il faudrait la considérer comme une voie qu'on se serait tracée pour arriver à la caisse publique, il n'en serait pas moins vrai que cette voie est insolite, choquante et contraire à tous les principes. Des condamnations contre le Gouvernement ne peuvent être poursuivies que par les voies administratives. L'exposant ne fait, à cet égard, que rappeler le principe, qui est bien connu de la Cour, et il ne s'y appesantira pas, parce que c'est la condamnation en elle-même qu'il faut surtout considérer. Cette condamnation aux dépens blesse une maxime impor-

tante de notre droit public. Le ministère public ou le fisc ne peut être jamais condamné aux dépens. Il est vrai qu'en général la maxime était réciproque, et l'on disait : *fiscus neque dat, neque accipit*. Cependant la réciprocité n'était pas universellement observée. Dans la Lorraine, dans l'Artois, l'accusé convaincu était toujours condamné aux dépens, et le ministère public n'en était passible que lorsqu'il y avait calomnie et vexation. Notre législation actuelle rejette la réciprocité. Si le ministère public est coupable de passion, la prise à partie est ouverte contre lui. Mais, s'il a agi dans le seul sentiment de ses devoirs, s'il n'a agi que pour l'intérêt public, ni lui personnellement, ni le Gouvernement qu'il représente, ne doivent être condamnés aux dépens. C'est du moins le principe qui résulte des dispositions combinées de la loi du 18 germinal an VII et des art. 162, 176, 194 et 368 du Code d'instruction criminelle. Et ce principe s'appuie sur de graves motifs. Entre l'accusé qui succombe ou qui, le plus souvent, n'est acquitté que parce que les preuves ne sont pas assez sensibles, et le ministère public qui agit par devoir, qui agit tout au moins entouré des indices les plus frappants, des présomptions les plus violentes, la différence est énorme. Peut-être aurait-il fallu faire une exception pour le cas d'une procédure nulle et frustratoire ; mais, outre que ce cas est extrêmement rare, c'est toujours au principe de l'action publique qu'il faut se reporter. Ce principe est l'intérêt public, l'obligation est le mobile ; l'erreur dans la direction que l'on a donnée à une action nécessaire ne peut être punie comme le fait d'un téméraire plaideur. Enfin, la législation existe, il faut l'exécuter ; et il est déplorable que tant d'officiers publics, négligeant

les sources où ils pourraient si facilement trouver la saine interprétation des lois, obligent notre ministère et la Cour, sur nos réquisitions, à revenir sans cesse sur le même sujet. »

La Cour rendit l'arrêt suivant : « Vu l'ordre de M. le garde des sceaux, ministre de la justice, au procureur général de dénoncer à la Cour une disposition d'un jugement rendu, le 29 septembre dernier, par le tribunal correctionnel de Saint-Quentin, ainsi que l'exécutoire qui en a été la suite ; vu enfin le réquisitoire du procureur général près la Cour, en exécution dudit ordre formel de M. le garde des sceaux, et en adoptant les motifs, casse et annule le jugement rendu par le tribunal de Saint-Quentin, et l'exécutoire qui en a été la suite. » 11 mars 1825, n° 48.

Il en serait de même si l'exécutoire, au lieu d'être décerné contre le procureur impérial, l'était contre le receveur de l'enregistrement ; car ce que la loi défend avant tout, c'est que l'État supporte les frais faits directement par l'accusé ou le prévenu. 7 mai 1825, n° 90.

La Cour de cassation a maintenu le respect de ce principe, en matière de traite des noirs comme dans les matières de droit commun. 17 sept. 1825, n° 187; 19 fév. 1829, n° 43.

324. Cependant, s'il se rencontrait un magistrat assez oublieux de ses devoirs pour mettre en mouvement l'action publique dans l'intérêt d'un mauvais sentiment, l'accusé ou le prévenu qui auraient été l'objet de cette poursuite inique et vexatoire pourraient, en recourant à la prise à partie (C. proc. civ., art. 505-516), obtenir du magistrat prévaricateur le remboursement des frais qu'ils auraient faits pour leur défense et les autres dommages-intérêts que les

circonstances pourraient motiver. 13 sept. 1811, n° 133; 5 sept. 1812, n° 202; 29 janv. 1813, n° 15; 30 juill. 1825, n° 143; 28 avril 1827, n° 102.

325. Les accusés ou les prévenus sont, suivant l'issue du procès, ou condamnés, ou acquittés, ou absous.

Dans le premier cas, ils succombent : ils doivent, en conséquence, être condamnés aux frais de la procédure. 8 therm. an VII, n° 529, 530; 27 frim. an VIII, n° 173; 31 juill. 1830, n° 198; 28 juin 1839, n° 207; 17 sept. 1846, n° 250; 20 sept. 1855, n° 326.

326. Cette règle pourrait-elle se modifier au cas où le juge donnerait au fait de la prévention un caractère moins grave que la partie poursuivante? La jurisprudence ne l'a pas cru, et elle a eu raison. Il importe peu, en effet, pour la question des frais, que le fait, qui a motivé les poursuites, soit, en définitive, qualifié plus ou moins sévèrement. Ce qui est certain, c'est que le ministère public a eu raison d'en faire l'objet d'une poursuite, puisqu'il est condamnable et condamné.

Le nommé Andrieu avait été originairement poursuivi pour le délit correctionnel réprimé par l'art. 423 du Code pénal; mais il n'avait été condamné que pour une simple contravention. Le tribunal de Béziers, à cause de cette transformation de l'infraction, ne l'avait condamné qu'aux frais du jugement.

Le ministère public s'est pourvu contre cette décision et en a obtenu la cassation; 25 avril 1833, n° 151, « attendu que les dispositions des art. 162 et 194 du Code d'instruction criminelle sont générales et absolues, ne renferment aucune exception et n'autorisent pas une distinction dans la condamnation aux frais, qui aurait pour effet de ne point comprendre dans

cette condamnation les frais faits pour la poursuite originaire, lorsque, changeant de nature, elle n'amène, au moment du jugement, qu'une condamnation à des peines moindres que celles qui étaient annoncées par le titre primitif de cette poursuite; attendu que la lettre même de l'art. 194 du Code d'instruction criminelle repousse évidemment cette distinction, puisque, placé par le législateur à la suite des articles qui prévoient les cas où des poursuites correctionnelles n'ont amené qu'une condamnation à des peines de police, il déclare, toutefois, en termes généraux, que « TOUT JUGEMENT DE CONDAMNATION *rendu contre le prévenu ou contre les personnes civilement responsables du délit, ou contre la partie civile, les condamnera aux frais;* » attendu, d'ailleurs, que cette distinction ne pouvait rentrer dans l'esprit de la loi, parce que son application serait le plus souvent impossible, et qu'on ne saurait, par exemple, discerner, quant à la plupart des délits, le point précis de la procédure où des faits matériels, originairement poursuivis comme tels, se seraient, au moment des jugements, transformés dans l'esprit des juges en simple contravention. »

327. L'accusé ou le prévenu devrait-il encore être condamné à tous les dépens dans le cas même où, la poursuite ayant compris dans le principe plusieurs infractions, la condamnation ne serait prononcée que pour une seule? Pourrait-on ne mettre à la charge du condamné que les frais concernant le fait dont il serait reconnu coupable et laisser les autres à la charge du Trésor public?

Cette question doit, ce me semble, se résoudre par une distinction.

Si les faits sont connexes, comme en instruisant

sur l'un on instruisait sur les autres, il me paraît évident que la condamnation aux frais doit s'étendre à tous ceux qui ont été faits.

Mais je crois qu'il en serait autrement si les faits étaient parfaitement indépendants les uns des autres. Il serait contraire à la loi comme au bon sens que si l'accusé ou le prévenu ne succombe que sur un chef, il fût néanmoins condamné aux frais de tous les autres chefs sur lesquels il n'a pas succombé. Lorsque les faits sont distincts les uns des autres, on ne peut plus dire qu'instruire sur l'un c'est instruire sur les autres; conséquemment il n'y a plus de raison pour mettre à la charge de l'inculpé les frais concernant des faits pour lesquels il n'a pas été condamné.

Cette distinction me paraît admise par la jurisprudence; elle est d'ailleurs si conforme au droit et à la raison, que je ne rappellerai que l'arrêt suivant :

Salloignon était accusé du crime de meurtre sur la personne d'un garde forestier et de délit de chasse commis au même lieu et au même instant, avec la circonstance que le meurtre avait eu pour objet de favoriser la fuite et d'assurer l'impunité de l'auteur du délit. Le jury avait écarté le crime et répondu affirmativement sur le délit. La Cour d'assises avait condamné l'accusé à 100 fr. d'amende pour ce dernier fait et à tous les frais du procès, en se fondant sur ce que l'information avait dû porter à la fois sur le crime et sur le délit. La Cour de cassation considéra, sur le pourvoi de Salloignon, « que les deux incriminations se confondaient et ne formaient qu'une seule accusation; que, par suite, en condamnant Salloignon à tous les frais du procès, l'arrêt attaqué n'avait violé ni l'art. 365 du Code d'instruction criminelle ni aucune autre loi. » 3 fév. 1855, n° 31.

328. Il est des cas où l'accusé peut être tout à la fois déclaré coupable d'un crime et exempté de toute peine. Ainsi les personnes, qui ont participé à la contrefaçon et à l'émission de fausse monnaie ayant cours légal en France, seront exemptes de peine si, avant toutes poursuites, elles en ont donné connaissance et révélé les auteurs aux autorités constituées, ou si, même après les poursuites commencées, elles ont procuré l'arrestation des autres coupables (C. pén., art. 138). Il en est de même des auteurs de complots et autres crimes attentatoires à la sûreté intérieure ou extérieure de l'État qui, « avant toute exécution ou tentative de ces complots ou de ces crimes et avant toutes poursuites commencées, ont les premiers donné au Gouvernement ou aux autorités administratives ou judiciaires, connaissance de ces complots ou crimes et de leurs auteurs ou complices, ou qui, même depuis le commencement des poursuites, ont procuré l'arrestation desdits auteurs ou complices (C. pén., art. 108).

Ces coupables, exemptés de toute peine, devront-ils être condamnés aux frais? Il n'est guère permis d'en douter. Il est vrai qu'ils n'ont pas été condamnés; mais ils ont été déclarés coupables du crime pour lequel ils étaient poursuivis. Si la société leur fait remise de toute peine, ce n'est qu'en considération de l'utilité de leurs révélations. Leur conduite a motivé la mise en mouvement de l'action publique et les frais qu'elle a occasionnés; il est juste qu'ils les supportent comme si une peine leur avait été appliquée.

C'est ce que la Cour de cassation a décidé dans l'espèce suivante :

Saulcy et Grosgeorges avaient été déclarés coupa-

bles de participation à l'émission de monnaies d'argent, contrefaites ou altérées, ayant cours légal en France. En même temps, le jury avait reconnu qu'ils avaient, depuis les poursuites commencées, procuré l'arrestation des autres coupables. En conséquence de ce fait et des dispositions de l'art. 138 du Code pénal, la Cour les avait exemptés de toutes peines et s'était abstenue de les condamner aux frais. Cette décision a été cassée, « attendu que tout accusé qui succombe doit être condamné aux frais ; que les accusés Saulcy et Grosgeorges ont été déclarés coupables par le jury de participation à l'émission de monnaies d'argent contrefaites ou altérées, ayant cours légal en France; que, si l'arrêt attaqué les a exemptés de toute peine, à raison du fait reconnu constant par le jury qu'ils avaient, depuis les poursuites commencées, procuré l'arrestation des autres coupables, l'accusation dirigée contre eux n'en a pas moins été complétement justifiée; attendu que la condamnation aux frais n'est point une peine, qu'elle a pour objet d'assurer à l'État la restitution des avances nécessitées par la recherche et le jugement du crime, et que l'utilité de cette procédure est démontrée par la déclaration de culpabilité qui en a été la suite et la conséquence ; attendu que, dès lors, les accusés Saulcy et Grosgeorges, qui, en tant que leur culpabilité a été reconnue, ont succombé, nonobstant l'exception en vertu de laquelle ils ont été affranchis de la peine qu'ils avaient encourue, et dont le relaxe prononcé, non de l'autorité seule du président, mais au nom de la Cour d'assises, ne saurait être considéré comme un acquittement, auraient dû, conformément à l'article 55 du Code pénal, être condamnés aux frais. »
24 juill. 1840, n° 212.

329. Si le prévenu avait obtenu, sur son appel, une atténuation du fait pour lequel il est poursuivi ou une réduction de peine, pourrait-on, dans ce cas, distinguer entre les dépens faits devant les premiers juges et ceux que l'appel aurait occasionnés? Pourrait-on ne condamner le prévenu qu'aux frais de première instance et laisser les autres au compte de l'État, sous prétexte qu'en appel le prévenu n'aurait pas succombé?

La jurisprudence ne l'a pas cru. En effet, le succès que le prévenu obtient, dans ce cas, en appel, n'est que partiel. Sans doute, il a fait juger que l'infraction qu'il a commise est moins grave que celle dont les premiers juges l'avaient déclaré coupable; sans doute, il a fait diminuer la peine prononcée contre lui par le tribunal correctionnel; mais il n'a pas été déchargé des poursuites dont il est l'objet; il continue à être déclaré coupable d'une infraction punissable et à subir une condamnation principale. Il suit de là que, condamné à raison de ce fait et à cette peine par la Cour impériale, il doit supporter les frais qui ont été faits, tant au premier qu'au second degré de juridiction.

Dienne avait cité Clin devant le tribunal de Cambrai sous la prévention de diffamation publique. Clin avait été reconnu coupable de ce délit par les premiers juges. Il interjeta appel. La Cour de Douai ne le déclara coupable que d'injure non publique, et néanmoins le condamna en tous les dépens. Clin se pourvut en cassation; il prétendit, sur cette dernière partie de l'arrêt, que la condamnation était exagérée, puisque, sur son appel, il avait obtenu une atténuation du fait dont il était reconnu coupable et une réduction de peine. Il s'ensuivait, selon lui, que,

devant la Cour, il n'avait pas succombé, et qu'en conséquence, les frais d'appel auraient dû être mis à la charge de la partie civile. Ce moyen ne réussit pas. Dans son arrêt du 22 août 1828, n° 244, la Cour lui répondit qu'ayant été, en définitive, déclaré par la Cour coupable d'un fait punissable et condamné à une amende, il devait être condamné en tous les dépens, puisque c'était lui qui, par son fait, les avait occasionnés.

Dans une autre espèce, Alexandre Louis avait été condamné par le tribunal de Clermont (Oise) à une année d'emprisonnement, comme coupable du délit d'évasion, réprimé par l'art. 245 du Code. Sur l'appel qu'il interjeta de ce jugement, le tribunal supérieur de Beauvais le déclara coupable du même fait, mais il abaissa la peine à huit mois d'emprisonnement et, à cause de cette réduction, refusa de condamner Alexandre Louis aux frais de l'appel. Ce jugement fut cassé le 15 octobre 1830, n° 233. La Cour considéra qu'Alexandre Louis avait été, sauf la différence dans la durée de la peine, condamné en appel comme il l'avait été en première instance, et qu'il devait être, en conséquence, condamné à tous les dépens de l'instance.

330. Cette règle continuera-t-elle à être observée si l'appel n'a été formé que par le ministère public, et si la Cour s'est bornée à confirmer le jugement du tribunal correctionnel, contre lequel le condamné n'avait élevé aucune réclamation ?

La Cour de cassation l'avait d'abord pensé ; elle avait considéré que cette conséquence découlait nécessairement de la généralité des termes de l'art. 1 de la loi du 18 germinal an VII, et des art. 194, 211 du Code d'instruction criminelle, et 156 du décret du 18 juin

1811, et qu'ainsi la loi ne permettait pas de retrancher des frais, qu'elle met à la charge du condamné, les dépens des instances d'appel, lors même que l'appel n'a été formé que par le ministère public, et qu'il a eu pour issue la confirmation de la sentence des premiers juges.

Une ordonnance de la chambre du conseil avait renvoyé Angioli devant le tribunal correctionnel sous la prévention de vol simple. Ce tribunal n'avait vu, comme la chambre du conseil, qu'un délit dans les faits reprochés à Angioli. Le procureur impérial interjeta appel de ce jugement; mais le tribunal de Pise n'accueillit pas ses réquisitions, et confirma la décision du tribunal de Livourne, en affranchissant Angioli du paiement des frais d'appel. Sur le pourvoi du ministère public, la Cour de cassation annula le jugement du tribunal de Pise : « Vu l'art. 1^er de la loi du 18 germinal an VII, les art. 194 et 211 du Code d'instruction criminelle, et l'art. 156 du décret du 18 juin 1811, et attendu que la disposition de ces lois est générale et absolue; qu'elle ne retranche pas des frais, qu'elle met à la charge des condamnés, ceux des instances sur l'appel du ministère public, et dans lesquelles ce ministère a succombé; que ces instances sont, en effet, une suite du délit qu'il s'agit de punir; que les jugements qui y statuent ne peuvent rejeter l'appel sans confirmer au moins implicitement les condamnations prononcées; qu'ils sont placés eux-mêmes dans la classe des jugements de condamnation, lesquels, aux termes des articles cités du Code d'instruction criminelle, doivent condamner les coupables aux frais envers la partie publique; qu'en dispensant Angioli du paiement des frais du jugement rendu sur l'appel du procureur impérial

criminel, le tribunal de Pise avait donc violé lesdites lois. » 21 mai 1813, n° 111.

Dans une autre espèce, un jugement du tribunal de Ziericzée ayant condamné Jean Van Don à une peine correctionnelle, qui parut trop modérée au ministère public, celui-ci interjeta appel devant le tribunal de Middelbourg. Ce tribunal rejeta l'appel et confirma le jugement de première instance, en refusant de condamner le prévenu aux frais de l'instance d'appel. Cette décision fut annulée comme celle du tribunal de Pise, et par des considérations identiques. 31 déc. 1813, n° 266; conf., 4 sept. 1824, n° 111; 24 sept. 1824, n° 119. Ce dernier arrêt est rendu, dans l'intérêt de la loi, sur un pourvoi formé par le procureur général près la Cour de cassation en vertu d'un ordre du ministre de la justice.

Les Cours et les tribunaux résistèrent à cette jurisprudence, et la question fut enfin portée devant les chambres réunies qui décidèrent tout autrement que la chambre criminelle, 22 nov. 1828, n° 310. Voici le texte de cet arrêt dont les motifs me paraissent bien plus sûrs, beaucoup plus juridiques, que ceux des arrêts de la chambre criminelle que j'ai précédemment rappelés :

« Attendu que, sous l'ancien droit criminel, il n'était prononcé aucune condamnation de dépens, soit pour, soit contre le ministère public chargé, dans l'intérêt de la vindicte publique, de la poursuite des crimes et des délits, et ce d'après la jurisprudence constante et uniforme des parlements, fondée sur les dispositions de l'art. 161 de l'ordonnance de 1539, implicitement maintenues par les art. 6 du titre 1^er^ et 17 du titre 25 de l'ordonnance criminelle de 1670; que si, d'après ce qui est prescrit par les art. 194,

211 du Code d'instruction criminelle, et 156 du décret du 18 juin 1811, tout individu condamné pour crime ou délit doit l'être aux frais, même envers la partie publique, il n'en peut être induit que le condamné par un jugement de première instance, et qui ne s'est point porté appelant, doit, dans le cas de la confirmation dudit jugement, supporter envers le ministère public les frais d'un appel mal fondé, interjeté par ce dernier en vertu de la faculté qui lui en est conférée par la loi ; que ce serait donner au nouveau droit une extension qui n'est pas dans les termes sainement entendus des articles ci-dessus cités du Code d'instruction criminelle, et du décret du 18 juin 1811, et qui serait d'ailleurs en contradiction avec les principes généraux sur le règlement des dépens, la Cour rejette. »

C'est cette dernière jurisprudence qui doit être suivie ; en conséquence, lorsque l'appel n'aura été formé que par le ministère public, et que la Cour se sera bornée à confirmer le jugement de première instance, le condamné demeurera affranchi des dépens faits devant la Cour impériale.

331. La condamnation aux dépens ne découle pas virtuellement et de plein droit de la condamnation principale, comme la mise en surveillance découle de la condamnation principale aux travaux forcés, à la détention, à la réclusion. Il en résulte que, si les tribunaux omettent de prononcer cette condamnation, les frais ne pourront pas être recouvrés par l'État. Aussi, lorsque cette omission se trouvera dans un jugement de première instance, le ministère public devra interjeter appel pour le faire compléter ; lorsqu'elle se trouvera dans un arrêt, il devra se pourvoir, dans le délai légal,

pour en obtenir l'annulation, comme cela a eu lieu dans les arrêts du 8 therm. an VII, n° 529 ; 27 frim. an VIII, n° 173; 31 juill. 1830, n° 198 ; 28 juin 1839, n° 207; 17 sept. 1846, n° 250; 20 sept. 1855, n° 326, déjà cités ; faute de quoi la décision ne pourrait être annulée que dans l'intérêt de la loi, c'est-à-dire sans utilité pour le Trésor public. 17 sept. 1846, n° 250.

332. Les accusés ou les prévenus sont renvoyés de la poursuite, ou parce qu'ils sont acquittés, ou parce qu'ils sont absous.

Ils sont acquittés lorsqu'il est jugé qu'ils n'ont pas exécuté le fait, quel qu'il soit, à raison duquel ils sont poursuivis.

Ils sont absous lorsqu'il est jugé que le fait, qu'ils sont déclarés avoir exécuté, n'est puni par aucune loi.

333. Les accusés ou prévenus acquittés ne succombent pas ; ils ne peuvent donc pas être condamnés aux dépens. Comme le disait M. le procureur général Mourre, dans le réquisitoire qui a précédé l'arrêt du 15 mars 1828 : « Le jugement qui déclarerait que les prévenus n'ont commis aucune contravention, et qui les condamnerait aux dépens, impliquerait une contradiction qui serait une violation de la loi. »

La jurisprudence a mainte fois rappelé les tribunaux inférieurs au respect de ces principes. 17 fruct. an VII, n° 604; 18 germ. an X, n° 157; 18 therm. an X, n° 225; 17 vent. an XII, n° 81; 1er sept. 1827, n° 233; 15 mars 1828, n° 78; 16 nov. 1832, n° 446; 7 mai 1840, n° 127; 16 fév. 1854, n° 39; 3 mars 1854, n° 60.

334. Il peut arriver, comme nous l'avons vu sous

l'art. 51, que l'accusé, acquitté du crime, à raison duquel il a été poursuivi par la partie publique, soit néanmoins condamné à des dommages-intérêts envers la partie civile. Dans ce cas, sera-t-il condamné non-seulement aux frais de la partie civile, mais encore à ceux qu'aura faits le ministère public? Je ne le crois pas. En effet, si l'accusé succombe envers la partie civile, il ne succombe pas envers la partie publique. Je sais bien que l'on peut m'objecter que l'art. 368 du Code d'instruction criminelle dispose, en termes généraux, que l'accusé qui succombera sera condamné aux frais, et que l'accusé succombe lorsqu'il est condamné à des dommages-intérêts. Mais ne puis-je pas répondre que, dans la vérité du fait, si l'accusé, condamné à des dommages-intérêts malgré son acquittement, succombe sur l'action civile, il ne succombe pas sur l'action publique, et que conséquemment s'il doit être condamné aux frais de la partie civile vis-à-vis de laquelle il a succombé, il ne peut être condamné à ceux de la partie publique vis-à-vis de laquelle il n'a pas succombé? Dans l'arrêt du 27 novembre 1840, n° 340, la Cour de cassation avait repoussé cette opinion; elle avait décidé que l'accusé, qui avait succombé à l'égard de la partie civile, devait supporter non-seulement les frais que cette partie avait exposés contre lui, mais aussi ceux qui avaient été faits par le Trésor public. La Cour est revenue, dans l'arrêt du 10 janvier 1851, n° 16, à l'opinion que j'ai cru devoir adopter. Elle considère, dans ce dernier arrêt, « qu'aux termes de l'art. 368 du Code d'instruction criminelle, l'accusé ne peut être condamné aux frais envers l'État qu'autant qu'il aura succombé sur l'accusation portée contre lui; que, dans aucun cas, l'accusé acquitté ne peut être

réputé avoir succombé à l'égard de la partie publique, dans le sens de l'art. 368, sainement entendu, et qu'il ne peut, par conséquent, être condamné aux dépens faits à la requête du ministère public. »

355. En règle générale, les accusés ou les prévenus acquittés ne peuvent donc point être condamnés aux frais de la poursuite; mais il est fait exception à cette règle pour une partie des frais, si ces accusés se sont, par la fuite, mis en état de contumace, ou si ces prévenus se sont laissé juger d'abord par défaut. Ils doivent, dans ce cas, être condamnés, à peine de cassation, les premiers à tous les frais de la contumace (C. instr. crim., art. 478), 2 déc. 1830, n° 242; les seconds aux frais de l'expédition, de la signification du jugement par défaut et de l'opposition (C. inst. crim., art. 187), 4 juin 1830, n° 156, 21 août 1852, n° 293, quoiqu'ils soient acquittés du fait à raison duquel ils ont été poursuivis.

356. Ce n'est pas ici que je rechercherai si les accusés ou prévenus, mineurs de seize ans, renvoyés des poursuites pour avoir agi sans discernement, doivent être condamnés aux frais. En réalité, ils ne sont pas acquittés, ils ne sont qu'absous, puisqu'il est reconnu qu'ils ont exécuté l'acte à raison duquel ils sont poursuivis, et qu'ils ne sont renvoyés qu'à raison de ce qu'ils ont agi sans discernement. Je n'examinerai cette question que, plus loin, lorsque je rechercherai si les accusés ou prévenus absous doivent être condamnés aux frais.

357. Les accusés ou prévenus absous doivent-ils être condamnés aux dépens?

Si l'on ne consulte que les principes que je viens d'exposer, il semble que les accusés ou prévenus absous sont affranchis des frais. En effet, ils ne suc-

combent pas, et la preuve qu'ils ne succombent pas, c'est que le Code d'instruction criminelle dispose : dans l'art. 159, au chapitre des tribunaux de simple police, que, « si le fait ne présente ni délit ni contravention de police, le tribunal annulera la citation et tout ce qui aura suivi; » dans les art. 191 et 212, au chapitre des tribunaux correctionnels, que, « si le fait n'est réputé ni délit ni contravention, les juges annuleront l'instruction, la citation, tout ce qui aura suivi et renverront le prévenu; » et, dans l'art. 364, au chapitre des Cours d'assises, que « la Cour prononcera l'absolution de l'accusé si le fait dont il est déclaré coupable n'est pas défendu par une loi pénale. » La conséquence qui paraît découler de ces différents articles, c'est que, si les accusés ou prévenus absous ne succombent pas, ils ne peuvent pas être condamnés aux frais, puisqu'il n'y a que les accusés ou prévenus qui succombent qui en soient responsables.

Je crois qu'en général ce principe doit être scrupuleusement observé; cependant je ne méconnais pas qu'il y a de certaines causes particulières d'absolution qu'il peut ne pas régir.

Voyons comment il a été entendu et appliqué dans la pratique.

Distinguons les divers cas d'absolution qui peuvent se présenter.

338. 1° L'accusé ou le prévenu peut être absous parce que le fait, tel qu'il est qualifié par l'accusation ou la prévention elle-même, ne constitue ni crime, ni délit, ni contravention.

Ainsi un inculpé est traduit en police correctionnelle comme prévenu d'avoir détourné au préjudice du propriétaire les effets mobiliers que celui-ci lui a

remis à titre de prêt. Quoique ce fait soit établi par l'information et reconnu par le juge, l'inculpé ne sera pas condamné ; il sera absous, car le contrat de prêt n'est pas compris parmi ceux dont l'art. 408 du Code punit la violation.

De même, sous la loi du 2 octobre 1814, qui n'a reçu sa sanction pénale que de l'art. 24 du décret du 17 février 1852, l'inculpé, convaincu d'avoir exercé le commerce de la librairie sans être pourvu d'un brevet, était absous, puisque le fait, dont il était déclaré coupable, n'était pas puni par la loi.

Est-ce que, dans ces cas et dans ceux qui leur sont analogues, le prévenu absous pourrait être condamné aux dépens? Je ne saurais le croire. Comment, en effet, serait-il permis de rendre le prévenu responsable des frais occasionnés par la témérité ou l'inexpérience de la partie publique? Le principe général, que j'ai établi plus haut, conservera tout son empire, et le prévenu absous ne devra pas être condamné aux frais.

Sur ce premier point, mon opinion s'autorise de la jurisprudence de la Cour de cassation.

Delangle avait été poursuivi, comme ayant négligé de dénoncer les auteurs de désordres qui s'étaient commis dans la maison où il exerçait l'état de cafetier. Il avait été absous, le fait pour lequel il avait été poursuivi n'étant qualifié ni puni par aucune loi ; néanmoins il avait été condamné aux frais à raison de la négligence qu'il avait montrée. Sur le pourvoi du procureur général près la Cour de cassation, cette sentence fut annulée dans l'intérêt de la loi. Il fut considéré, d'une part, qu'aucune loi ne prononçant une peine quelconque contre les propriétaires ou locataires de maisons ouvertes au public qui négligent

de dénoncer les auteurs des troubles qui se commettent dans leurs maisons, le défaut de dénonciation ne pouvait être réputé délit, et, d'autre part, que Delangle n'ayant été poursuivi et n'ayant été condamné aux frais que pour avoir négligé de dénoncer les auteurs des désordres qui s'étaient commis dans la maison où il exerçait l'état de cafetier, cette condamnation était un excès de pouvoir. 14 déc. 1809, n° 188.

Dans une autre espèce, la veuve Rosier et Moreau-Revalière avaient été poursuivis, en 1843, devant le tribunal correctionnel de Mayenne comme exerçant la profession de libraires sans être brevetés. Ils furent absous, ce fait n'étant alors puni d'aucune peine ni par la loi du 21 octobre 1814 ni par aucune autre loi; et, par suite, ils ne furent pas soumis aux frais de la procédure. Le ministère public se pourvut contre ce jugement; mais son pourvoi fut rejeté, « attendu qu'aux termes des art. 1 et 2 du Code d'instruction criminelle, l'action confiée au ministère public a pour objet l'application des peines; que, d'un autre côté, d'après la combinaison des art. 179 et 182 du même Code, les tribunaux correctionnels n'ont de juridiction qu'à l'égard des délits dont la peine excède cinq jours d'emprisonnement et 15 fr. d'amende, et qu'à ces règles fondamentales de notre droit criminel, il ne peut être admis d'exception qu'en vertu d'une disposition législative spéciale et expresse; attendu que la veuve Rosier et Moreau-Revalière avaient été poursuivis devant le tribunal correctionnel de Mayenne comme exerçant la profession de libraires sans être brevetés; que ce fait, prévu par l'art. 11 de la loi du 21 octobre 1814, n'était puni d'aucune peine ni par cette loi ni par

aucune autre; qu'ainsi le ministère public s'était borné à conclure contre eux à ce qu'il leur fût fait défense de continuer leur commerce tant qu'ils n'auraient pas obtenu un brevet, et à la fermeture de leurs magasins; mais que les condamnations ainsi requises n'ayant aucun caractère pénal, elles ne pouvaient former la matière d'une action du ministère public à exercer devant la justice répressive; attendu que l'art. 21 de ladite loi de 1814, qui charge le ministère public de poursuivre les contrevenants devant les tribunaux de police correctionnelle, doit s'entendre seulement des contraventions punissables suivant la loi, conformément aux principes ordinaires sur l'action publique et sur la compétence, les termes dans lesquels il est conçu ne manifestant pas d'une façon claire et formelle l'intention d'y déroger; attendu, en conséquence, qu'en rejetant la demande du ministère public, le jugement attaqué n'avait violé aucune loi; attendu, en ce qui touche les frais, que l'action du ministère public était *non recevable dès l'origine*, et que, par conséquent, ils ne pouvaient être mis à la charge des prévenus. » 7 nov. 1844, n° 360.

339. 2° L'accusé ou le prévenu peut être absous, non pas parce que le fait tel qu'il était qualifié par l'accusation ou la prévention ne constituait ni crime, ni délit, ni contravention, mais parce que le fait, dont il est reconnu l'auteur, a été dégagé par le juge soit de l'élément intentionnel, soit de l'un des éléments physiques qui le rendaient punissable.

Ainsi, l'inculpé est accusé ou prévenu, par la partie publique, d'avoir commis une soustraction frauduleuse. Le juge reconnaît que la soustraction a eu lieu; mais, en même temps, il déclare qu'elle n'est pas

frauduleuse ; l'inculpé ne sera pas condamné, la loi ne punissant que la soustraction qui a ce caractère ; il sera absous, le fait dont il est déclaré coupable ne constituant ni crime, ni délit, ni contravention.

Ainsi, l'inculpé est prévenu par la partie publique d'avoir, en employant des manœuvres frauduleuses, pour persuader l'existence de fausses entreprises, obtenu la remise ou la délivrance de certains fonds et d'avoir, par ce moyen, escroqué en tout ou en partie la fortune d'autrui. Le juge reconnaît que l'inculpé s'est fait remettre ou délivrer ces fonds ; mais il nie que, pour les obtenir, l'inculpé ait employé des manœuvres frauduleuses. L'inculpé ne sera pas condamné ; il sera absous, le délit d'escroquerie ayant été dépouillé par le juge de l'un de ses éléments essentiels.

Dans ces cas et dans ceux qui leur sont analogues, l'accusé ou le prévenu absous devra-t-il être condamné aux frais ? Je ne le crois pas : l'accusé ou le prévenu a démontré qu'il ne s'était rendu coupable d'aucun fait condamnable ; donc il ne succombe pas. Je ne conçois pas que l'imputation d'un fait innocent, ou qui du moins n'est pas réprimé par la loi pénale, puisse le rendre responsable des frais, qui n'auraient été légitimement faits contre lui par la partie publique que que si l'issue du procès avait justifié les poursuites dont il a été l'objet.

La jurisprudence de la Cour de cassation a singulièrement varié sur cette question ; examinons-la.

Vibert et plusieurs autres étaient accusés d'avoir soustrait frauduleusement des cordages. Le jury les déclara coupables de la soustraction ; mais il ajouta que les accusés avaient exécuté cette soustraction sans intention frauduleuse.

Vibert et ses complices avaient été, il est vrai, poursuivis pour un fait constituant une infraction punissable; mais la réponse du jury avait enlevé à ce fait son caractère primitif; il avait cessé d'être condamnable, puisque la loi pénale ne punit les soustractions que dans le cas où elles sont frauduleuses. Vibert et ses complices furent absous et néanmoins condamnés aux frais de la procédure; ils se pourvurent contre cette décision; mais leur pourvoi fut rejeté par l'arrêt du 14 mai 1824, qui ne se trouve pas au *Bulletin criminel*. En voici le texte :

«La Cour, vu l'art. 368 du Code d'instruction criminelle; attendu que dans cet article le mot *succomber* est employé sans restriction, et, par conséquent, dans toute l'étendue de sa généralité; que dès lors il doit s'appliquer au cas où l'accusé, absous de la partie de l'accusation constituant la criminalité, serait néanmoins déclaré coupable de celle qui constituerait un fait dommageable, pouvant sous ce rapport autoriser des poursuites judiciaires; et attendu que, dans l'espèce, sur la question de savoir si les accusés étaient coupables d'avoir soustrait des cordages et d'avoir commis cette soustraction avec intention frauduleuse, le jury les a déclarés coupables de la soustraction et non coupables de l'intention frauduleuse; que si, d'après la réponse négative sur l'intention, ils ont dû être absous de la criminalité du fait, d'autre part, d'après la réponse affirmative sur la soustraction, ils sont restés convaincus d'avoir commis un fait dommageable, susceptible d'autoriser contre eux une action en justice pour la réparation du dommage causé; que, par conséquent, ils ont succombé dans cette partie du fait comprise dans l'accusation, et que, dans cet état de la cause, la

Cour d'assises, en les condamnant aux frais envers le Trésor public, après les avoir absous de l'accusation, n'a violé ni le texte ni l'esprit de l'art. 368 du Code d'instruction criminelle, rejette. »

Jehlen était accusé d'avoir tenté d'incendier son bâtiment. Le jury déclara qu'il avait agi sans intention criminelle ; il fut absous, mais condamné aux dépens. Par arrêt du 7 janvier 1830, qui n'est pas inséré au *Bulletin criminel*, la Cour de cassation rejeta son pourvoi : « Vu les art. 1384 du Code civil et l'art. 368 du Code d'instruction criminelle, attendu que, lorsqu'il est reconnu par le jury que le fait accompli par un accusé, sans constituer un crime prévu par la loi, a cependant occasionné des frais ou dommages, soit à l'État, soit à un tiers, les Cours *peuvent* condamner l'accusé aux frais de la procédure ; et qu'en mettant à la charge du demandeur les frais du procès intenté contre lui, l'arrêt attaqué n'avait violé aucune loi. »

Grivot était accusé d'avoir soustrait frauduleusement deux paniers attachés sur la voiture de Pernay, et d'avoir effectué ce vol, la nuit, sur un chemin public. A la question relative à cette accusation, le jury répondit : « L'accusé n'est pas coupable d'avoir soustrait frauduleusement les deux paniers attachés derrière la voiture de Pernay ; mais il est coupable, les ayant trouvés, de les avoir conservés chez lui avec l'intention de les soustraire pour les appliquer à son profit au préjudice des propriétaires : intention qui n'a été conçue qu'après que les objets ont été par lui déposés à son domicile. Ces objets ont été trouvés la nuit sur un chemin public. »

Grivot fut, sur cette déclaration, condamné à quatre années d'emprisonnement et aux frais du procès.

La Cour de cassation, saisie de cette affaire par le pourvoi du condamné, considéra « qu'il résultait de cette déclaration que l'accusé n'était pas coupable de la soustraction frauduleuse dont il était accusé, et que s'il avait eu l'intention de s'approprier, au préjudice des propriétaires, les objets par lui trouvés sur un chemin public, il n'avait conçu cette intention qu'après avoir déposé ces objets en son domicile; » elle ajouta « que les jurés, ayant formellement déclaré que l'intention de s'approprier les objets trouvés n'avait été conçue par l'accusé qu'à une époque postérieure à leur enlèvement sur le chemin public, il s'ensuivait que cet enlèvement n'avait pas été frauduleux, que le fait immoral dont l'accusé était déclaré coupable ne constituait pas un délit punissable par l'application d'une loi pénale, et qu'il y avait lieu pour la Cour d'assises à le renvoyer absous, *en le condamnant au remboursement des frais occasionnés par l'immoralité du fait qui avait nécessité les poursuites.* » En conséquence, elle cassa et annula l'arrêt de la Cour d'assises en ce qu'il avait condamné Grivot en quatre années d'emprisonnement et le maintint en ce qu'il le condamnait aux dépens. 2 sept. 1830, n° 210.

Jean-Nicolas Puiseux, négociant failli, était accusé de banqueroute frauduleuse. Le jury le déclara coupable d'avoir, en 1829, détourné des sommes d'argent et des effets mobiliers au préjudice de ses créanciers, mais non en qualité de commerçant. Le ministère public, en requérant l'absolution de Puiseux, demanda qu'il fût condamné aux frais envers l'État. La Cour d'assises jugea que l'accusé n'avait pas succombé; elle prononça son absolution et ne le condamna pas aux dépens. Cette décision fut annulée

par la Cour de cassation ; « Vu l'art. 368 du Code d'instruction criminelle : attendu que cet article, par la généralité de sa disposition, s'applique à *tous* les cas où l'accusé, malgré qu'il soit absous quant à la circonstance qui constituait la criminalité de l'accusation, se trouve convaincu, par la déclaration du jury, d'un fait préjudiciable, qui a dû provoquer contre lui des poursuites judiciaires, et attendu que, dans l'espèce, Jean-Nicolas Puiseux, accusé comme négociant failli, avait été déclaré coupable d'avoir détourné des sommes d'argent et des effets mobiliers au préjudice de ses créanciers, mais non en qualité de commerçant ; que si cette réponse négative sur sa qualité entraînait l'absolution de l'accusé, celui-ci n'avait pas moins succombé sur le fait de détournement pour lequel il avait été poursuivi, et qu'en refusant néanmoins de le condamner à la restitution des frais avancés par l'État, la Cour d'assises avait formellement violé ledit article 368 du Code d'instruction criminelle. » 9 déc. 1830, n° 246.

La Cour de cassation jugeait encore dans son arrêt du 30 juillet 1831, non inséré au *Bulletin criminel*, que l'absolution ne produit pas les mêmes effets que l'acquittement pur et simple ; que dès lors la Cour d'assises, en prononçant contre l'accusé absous la condamnation aux frais, n'avait pas violé les articles 360 et 368 du Code d'instruction criminelle.

Mais, à partir de cet arrêt, les convictions de cette Cour paraissent fort ébranlées.

Le 5 novembre 1831, la question se représente devant la chambre criminelle, et cette chambre, malgré ses précédents arrêts, est amenée à rendre un arrêt de partage.

Par son arrêt du 16 décembre de la même année,

n°317, elle ne va pas encore jusqu'à contredire ouvertement son ancienne jurisprudence ; mais, du moins, elle juge que, l'accusé ayant été absous, le fait dont il était déclaré l'auteur ne constituant ni crime, ni délit, ni contravention, la Cour d'assises n'était pas obligée de le condamner aux frais, et qu'en ne le faisant pas, l'arrêt attaqué n'avait violé aucune loi ; et, en conséquence, elle rejette le pourvoi du procureur général près la Cour de Poitiers.

Elle laisse, dans cet arrêt, à l'appréciation discrétionnaire du juge du fait le point de savoir si l'accusé ou le prévenu absous doit être ou ne doit pas être condamné aux frais.

Elle reproduit encore la même théorie dans l'arrêt du 22 décembre 1831, en rejetant le pourvoi formé par le procureur général de Paris contre un arrêt de la Cour d'assises de la Seine qui avait refusé de condamner aux dépens l'accusé absous. Voici le texte de ce nouvel arrêt :

« Attendu que l'art. 368 du Code d'instruction criminelle impose aux Cours d'assises l'obligation de condamner aux frais l'accusé qui succombe; qu'il appartient aux Cours d'assises, quand l'accusé est acquitté ou absous, d'examiner si, d'après l'instruction et les débats, il n'a pas donné lieu aux frais exposés, et si, d'après l'art. 366 du Code d'instruction criminelle et l'art. 1382 du Code civil, les frais ne doivent pas être à sa charge, à titre de restitution ou dommages-intérêts envers l'État, qui, suivant l'avis du conseil d'État du 26 fructidor an XIII, a, sur ce point, les mêmes droits que les plaignants ou accusateurs privés; attendu que, dans l'espèce, l'accusé ayant été absous, la Cour d'assises a pu, d'après les circonstances de la cause, le condamner

ou ne pas le condamner aux frais, et que, si les motifs en droit donnés par la Cour peuvent être en opposition à l'esprit de la législation, son dispositif n'est contraire à aucun article de loi ; qu'ainsi, en l'état, il y a lieu de rejeter le pourvoi. » 22 décembre 1831, n° 324.

Enfin la Cour devait renoncer à cette jurisprudence incertaine et vacillante qui ne reposait sur aucun principe. Elle devait adopter l'opinion qui me paraît vraie; c'est que l'accusé ou le prévenu, absous à raison des circonstances que j'examine en ce moment, ne peut, pas plus que l'accusé ou le prévenu acquitté, être condamné aux dépens.

Un arrêt de la Cour d'Angers avait déclaré qu'il n'y avait lieu d'appliquer aucune peine contre les nommés Pérard père et fils, à raison du délit de maraudage qui faisait l'objet de la poursuite dirigée contre eux; par le motif qu'ils paraissaient avoir été de bonne foi, et néanmoins, après les avoir absous, les avait condamnés aux dépens. La Cour de cassation, sur le pourvoi dont elle fut saisie, jugea formellement, après délibéré en chambre du conseil, « que, d'après les art. 194 et 195 du Code d'instruction criminelle, la condamnation aux frais n'est que la conséquence de la condamnation prononcée contre le prévenu déclaré coupable d'un fait punissable, et que, aux termes des art. 162 et 368 dudit Code, le juge ne peut condamner aux frais que la partie qui succombe, » et, en conséquence, elle annula l'arrêt de la Cour d'Angers pour avoir violé les art. 161, 162, 194 et 195 du Code d'instruction criminelle. 29 nov. 1844, n° 385.

La Cour de cassation consacra de nouveau la même doctrine dans l'arrêt du 23 mars 1848, n° 77, annulant l'arrêt de la Cour de la Guadeloupe, qui avait

absous le nommé Marin par le motif que les faits qui lui étaient imputés ne caractérisaient pas l'outrage réprimé par l'art. 222 du Code, et néanmoins l'avait condamné aux frais.

340. 3° Si l'accusé ou le prévenu est renvoyé des poursuites parce qu'il est reconnu, soit qu'il était en état de démence au moment où il a exécuté l'infraction dont il est déclaré l'auteur, soit qu'il est en cet état au moment où il comparaît devant ses juges, il est absous et non acquitté. 2 juin 1831, n° 121.

N'étant qu'absous, doit-il être condamné aux dépens?

La Cour de cassation ne confond pas ces deux cas; je les distinguerai comme elle.

Il est évident, ce me semble, que, dans le cas où l'accusé ou le prévenu est absous parce qu'il était en état de démence au moment de l'action, il ne peut y avoir lieu à condamnation aux frais. En effet, loin qu'il soit déclaré que l'accusé ou le prévenu se soit rendu coupable de l'infraction à raison de laquelle il est poursuivi, loin qu'il succombe, il est, au contraire, jugé qu'il n'a commis aucun fait punissable, puisqu'il est déclaré que, au moment où il exécutaît le fait, il était privé de ses facultés intellectuelles, et que la loi, comme la raison, enseigne qu'il n'y a ni crime ni délit lorsque le prévenu est en état de démence au moment de l'action (C. pén., art. 64).

C'est ce qui a été jugé par la Cour de cassation. Joachim Daunaygon, poursuivi pour vagabondage, fut absous parce qu'il était constaté qu'au moment de son arrestation il ne jouissait pas de ses facultés intellectuelles. Malgré les réquisitions du ministère public, le tribunal supérieur de Saintes refusa de le condamner aux dépens. La Cour de cassation rejeta le

pourvoi, « attendu qu'aux termes de l'art. 64 du Code pénal, il n'y a ni crime ni délit lorsque le prévenu était en état de démence au temps de l'action ; attendu que le jugement attaqué constatait en fait qu'au moment où Daunaygon avait été arrêté par la gendarmerie il ne jouissait pas de ses facultés intellectuelles ; que le prévenu, n'ayant pas succombé, n'était passible d'aucune condamnation de dépens, et qu'en jugeant, comme il l'avait fait, le tribunal de Saintes, loin d'avoir violé les art. 191, 194 et 368 du Code d'instruction criminelle, en avait fait une saine application. » 29 avril 1837, n° 139.

La Cour a décidé qu'il en devait être autrement si l'accusé ou le prévenu n'était absous qu'à raison de ce qu'il était en état de démence au moment où il comparaissait devant ses juges.

Célestine Beauvais avait été déclarée par le jury coupable d'avoir, dans la nuit du 22 au 23 novembre 1830, volontairement mis le feu à la maison habitée par Étienne Dieune, son mari, laquelle avait communiqué l'incendie à deux autres maisons voisines. Sur une question posée, comme résultant des débats, le jury avait déclaré que ladite Célestine Beauvais était en démence au temps de l'action qui lui était imputée. En présence de cette double déclaration, le ministère public requit l'absolution de l'accusée et sa condamnation aux frais. La Cour d'assises jugea que l'accusée devait être acquittée et non absoute, et qu'il n'y avait pas lieu à la condamner aux dépens. Le procureur général de Douai se pourvut contre cet arrêt. La Cour de cassation jugea d'abord qu'il y avait lieu à absolution et non à acquittement ; et, sur la question des frais, elle s'expliqua ainsi : « Attendu que Célestine Beauvais a été déclarée coupable d'être l'auteur de

l'incendie dont elle était accusée; qu'il résulte de cette déclaration qu'elle a été justement poursuivie, d'autant plus qu'il suit des motifs, sur le chef même de l'arrêt attaqué portant qu'elle serait mise à la disposition de l'autorité administrative, que, si elle n'a dû être condamnée à aucune peine, à raison de sa démence, résultant des débats, cette démence n'était pas légalement établie au temps des poursuites, ni même au temps de l'ordonnance de prise de corps décernée par la chambre du conseil de première instance et de l'arrêt de renvoi à la Cour d'assises; qu'ayant été déclarée coupable, elle a succombé dans le procès; attendu que les dépens ne sont point une peine; qu'ils ne sont pas classés au nombre des peines, mais une simple restitution des frais avancés par l'État dans l'intérêt de l'ordre public; d'où il suit qu'en refusant de condamner Célestine Beauvais aux frais du procès, la Cour d'assises a violé l'art. 368 du Code d'instruction criminelle, la Cour casse ». 2 juin 1831, n° 121.

Malgré la déclaration du jury sur la démence de l'accusée, la Cour de cassation a tenu pour constant, sans que j'aie pu en découvrir la raison, qu'il n'était pas établi légalement que la démence existait au moment des poursuites, ni même au temps de l'ordonnance de prise de corps et de l'arrêt de renvoi à la Cour d'assises, d'où elle a conclu que l'accusée, ayant été déclarée coupable, et ayant, par conséquent, succombé dans le procès, devait être condamnée aux frais, puisque les dépens ne sont pas une peine, mais une simple restitution des frais avancés par l'État dans l'intérêt de l'ordre public.

Je crois, comme la Cour de cassation, que si l'accusé ou le prévenu n'est renvoyé des poursuites que

parce qu'il est en état de démence au moment du jugement, il doit être condamné aux frais. En effet, dans ce cas, il demeure établi qu'il y a eu infraction punissable, que l'accusé ou le prévenu l'a exécutée, qu'il l'a exécutée dans la plénitude de ses facultés intellectuelles, et qu'ainsi il a dû être poursuivi. S'il est absous, ce n'est qu'à raison de la démence dont il a été atteint dans les jours qui ont précédé le jugement, et, conséquemment, ce n'est qu'à raison d'un fait qui peut bien le soustraire à l'application de la peine, mais qui ne peut pas l'exonérer des frais que sa faute a occasionnés. Il est donc juste qu'il soit condamné aux dépens qui, comme le dit la Cour de cassation, ne sont que la restitution des frais avancés par l'État dans l'intérêt de l'ordre public.

Mais, dans cette hypothèse, les frais seraient-ils encore recouvrables par la voie de la contrainte par corps des matières criminelles? Je renvoie cette question à l'étude de la contrainte par corps.

341. 4° Si l'accusé ou le prévenu est renvoyé des poursuites par l'effet de la prescription, il est absous et non acquitté. 22 avril 1830, n° 104; 2 juin 1831, n° 121.

Dans ce cas, y a-t-il lieu de le condamner aux dépens?

Cette question doit, comme la précédente, se résoudre par une distinction.

Si la prescription avait produit son effet avant le commencement des poursuites; en d'autres termes, si, avant qu'elles fussent intentées, l'action publique était prescrite, je ne vois pas en vertu de quels principes l'accusé ou le prévenu pourrait être condamné aux frais. Non-seulement l'accusé ou le prévenu n'a pas succombé; mais il y a plus, il ne pouvait

pas même être l'objet de la poursuite si témérairement intentée contre lui. Comment pourrait-il être responsable des frais qu'elle a occasionnés? Je n'ai trouvé aucun arrêt qui ait jugé cette question; je n'en ai pas moins la confiance la plus entière dans la solution que je lui donne.

Mais la question est beaucoup plus délicate si l'effet de la prescription ne s'est produit que dans le cours des poursuites, par le résultat de circonstances que je vais expliquer.

Une infraction est dénoncée; il y a plus de trois ans, mais moins de dix ans qu'elle a été commise; si elle ne constituait qu'un délit, elle serait prescrite (C. inst. crim., art. 638); mais les circonstances qui l'accompagnent lui donnent le caractère d'un crime; en conséquence il est encore permis d'en poursuivre la répression, puisque les crimes ne se prescrivent que par dix ans (C. inst. crim., art. 637); le ministère public requiert donc une information, et l'inculpé est renvoyé devant la Cour d'assises sous l'accusation d'un crime. Mais le jury dégage le fait des circonstances aggravantes qui lui donnaient ce caractère, et l'accusé n'est déclaré coupable que d'un délit; comme plus de trois ans se sont écoulés entre la perpétration de ce délit et le commencement des poursuites, l'accusé profite du bénéfice de la prescription; aucune peine n'est prononcée contre lui; il est absous.

De même, un individu a été condamné par contumace à une peine afflictive et infamante. Avant la prescription de cette peine, il s'est présenté ou est arrêté et purge sa contumace, comme l'art. 476 du Code d'instruction criminelle lui en reconnaît le droit. Traduit devant le jury, il est déclaré coupable

non plus du crime pour lequel il a été poursuivi et condamné par contumace, mais d'un délit; le jury a écarté les circonstances qui donnaient à ce délit le caractère de crime, et conséquemment l'accusé n'est plus passible que d'une peine correctionnelle; s'il s'est écoulé plus de cinq ans entre l'arrêt de contumace et le jour où le condamné s'est représenté ou a été arrêté, la peine correctionnelle, attachée au délit dont il a été en définitive déclaré coupable, est prescrite et ne peut pas être prononcée contre lui. 2 fév. 1827, n° 23; 17 janv. 1829, n° 13; 9 juill. 1829, n° 150; 21 août 1845, n° 261; 9 fév. 1854, n° 31; il est donc absous.

Les accusés absous dans ces conditions, par l'effet de la prescription, doivent-ils être condamnés aux dépens?

La jurisprudence a varié sur cette question; la Cour de cassation a d'abord jugé que la condamnation aux frais devait être prononcée; plus tard elle a admis qu'elle était facultative; dans ses derniers arrêts, elle est revenue à sa première manière de voir.

Austin-Jacques Richeville, accusé, par arrêt de la Cour de Toulouse du 9 juillet 1824, d'avoir, dans ladite année 1824, commis divers vols d'argent et de marchandises, avec la circonstance de la nuit, de l'escalade, de l'effraction extérieure, de fausses clefs, dans une maison habitée ou destinée à l'habitation, avait été condamné par contumace à des peines afflictives et infamantes par arrêt de la Cour d'assises du département du Tarn-et-Garonne, du 4 décembre de la même année; il s'était plus tard constitué prisonnier à l'effet de purger sa contumace. Traduit devant le jury, il ne fut déclaré coupable que

de vol simple, c'est-à-dire d'un délit dont la peine se trouvait prescrite; il devait, sans aucun doute, être condamné aux frais de la contumace (C. inst. crim., art. 478); mais devait-il être condamné aux autres frais de la procédure? Le ministère public le pensa et requit cette condamnation. La Cour d'assises refusa de la prononcer.

Saisie par le pourvoi du ministère public, la Cour de cassation annula cette décision ; considérant «que, d'après l'art. 368 du Code d'instruction criminelle, l'accusé ou la partie civile qui succombe, doit être condamné aux frais envers l'État et envers l'autre partie ; que, si l'art. 478 du même Code porte que le contumax, qui, après s'être représenté, obtiendrait son renvoi de l'accusation, sera toujours condamné aux frais occasionnés par sa contumace, cette disposition n'est pas exclusive des autres frais qu'il avait pareillement occasionnés par son crime ou par son délit, dans le cas où il serait déclaré coupable ; que les dépens ne sont pas classés au nombre des peines; qu'ils sont une simple restitution des frais avancés par l'État pour la poursuite ou la répression des crimes et délits; que, dès lors, tout individu déclaré coupable et qui succombe par l'effet de cette déclaration, étant absous ou renvoyé parce que la peine est prescrite, doit, en conformité de l'art. 368, être condamné aux frais qu'il a occasionnés par son crime ou par son délit. » 22 avril 1830, n° 104.

Deux ans plus tard, la Cour de cassation appliquait une autre doctrine : elle jugeait que les Cours d'assises n'étaient pas obligées de condamner aux frais les accusés déclarés coupables, mais absous par l'effet de la prescription.

Laurent, accusé d'avoir, il y avait plus de trois

ans, soustrait frauduleusement plusieurs serrures dans une maison où il travaillait habituellement, fut déclaré coupable du fait principal, mais les circonstances aggravantes furent, au contraire, écartées par le jury. Le fait poursuivi n'était plus qu'un délit. Comme il était prescrit, la Cour d'assises prononça l'absolution de Laurent, et refusa même de le condamner aux frais. Le ministère public se pourvut contre cette décision. Mais le pourvoi fut rejeté, attendu « que l'accusé ayant été absous parce que le fait, dont il était déclaré coupable, se trouvait prescrit, la Cour d'assises n'était pas obligée de le condamner aux frais, et qu'en ne prononçant pas cette condamnation, l'arrêt attaqué n'avait pas violé l'article 368 du Code d'instruction criminelle. » 24 fév. 1832, non inséré au *Bulletin*.

Comme je l'ai déjà dit, depuis cet arrêt, la Cour de cassation est revenue très-nettement à sa première opinion.

Lamache avait été traduit aux assises comme accusé de vol qualifié, dont l'exécution était, de plus de trois ans, antérieure aux poursuites; le jury écarta les circonstances aggravantes. Le fait, dont Lamache fut déclaré coupable, ne constitua plus qu'un délit: ce fait étant prescrit, aucune peine ne fut prononcée. Lamache fut absous, mais il fut en même temps condamné aux frais. Il se pourvut inutilement contre cette décision ; son pourvoi fut rejeté par l'arrêt du 21 août 1845, n° 265 : « Attendu que le demandeur avait été déclaré coupable du vol qui lui avait été imputé et qu'ainsi il avait succombé ; que, s'il avait été renvoyé de l'action du ministère public, parce que ce vol, d'après la déclaration du jury, ne constituait plus qu'un délit dont la perpétration était antérieure de

plus de trois ans aux premières poursuites et, par conséquent, prescrit, il n'en restait pas moins constant qu'il était auteur du fait à raison duquel la poursuite avait eu lieu et, comme tel, passible du remboursement des frais avancés par l'État à raison de ce fait; qu'ainsi l'arrêt attaqué n'avait commis aucune violation de l'art. 368 du Code d'instruction criminelle. »

La Cour a maintenu cette doctrine dans les arrêts subséquents qu'elle a rendus sur la même question. 17 déc. 1846, n° 320 ; 9 fév. 1854, n° 31.

Je ne me dissimule pas la puissance des considérations qui ont déterminé la Cour de cassation à revenir à sa première jurisprudence et à ne pas suivre les principes de son arrêt du 24 février 1832 ; je reconnais que, puisque le jury a déclaré l'accusé coupable d'un fait condamnable, on peut raisonnablement soutenir que l'accusé a succombé et qu'il est responsable des frais. Je conseille aux juges d'appliquer ces principes dans leurs décisions ; cependant j'éprouve encore un doute sérieux sur cette question, et je ne suis pas parfaitement convaincu que la loi considère comme succombant l'accusé qui est absous par l'effet de la prescription.

Je renvoie à l'étude de la contrainte par corps la question de savoir si, dans ce cas, les frais seraient recouvrables par la voie de la contrainte par corps des matières criminelles, et à l'étude de la solidarité celle de savoir si, en supposant que la condamnation eût été prononcée contre plusieurs individus, ils en seraient tenus solidairement.

342. 5° Le mineur de seize ans qui est renvoyé des poursuites pour avoir agi sans discernement est absous, quoique l'art. 66 indique qu'il est *acquitté*.

Quelques explications suffiront pour démontrer que

cet article ne fait qu'ajouter, en faveur du mineur de seize ans, un cas d'absolution à ceux du droit commun.

En effet, lorsqu'il sera établi que le mineur de seize ans n'a pas exécuté le fait qui lui est imputé, il sera acquitté, comme les autres accusés ou prévenus. Il sera de même absous, comme eux, lorsqu'il sera établi ou que le fait ne constitue ni crime, ni délit ni contravention, ou qu'il a été accompli sans intention criminelle ou qu'il est couvert par la prescription.

Le juge n'aura à rechercher si le mineur de seize ans est excusable pour avoir agi sans discernement qu'après avoir reconnu qu'il ne peut être acquitté ou absous par aucune de ces premières considérations.

Il suit de là que, lorsque le mineur de seize ans n'est renvoyé des poursuites que pour avoir agi sans discernement, c'est que le juge a reconnu préalablement qu'il a commis le fait dont il est accusé ou prévenu, que ce fait constitue une infraction punissable, qu'il a été exécuté avec une intention criminelle et qu'il n'est pas couvert par la prescription. Or le renvoi par acquittement n'ayant lieu que dans le cas où il est jugé que l'inculpé n'a pas exécuté le fait pour lequel il est poursuivi, la conséquence, c'est que le mineur de seize ans, renvoyé de l'action pour avoir agi sans discernement, n'est pas acquitté et qu'il n'est qu'absous.

Cette théorie me paraît d'autant moins contestable qu'elle a reçu l'approbation de la Cour de cassation. 2 juin, 1831, n° 121.

Le mineur de seize ans absous pour avoir agi sans discernement doit-il être condamné aux frais? Je n'hésite pas à l'affirmer. En effet, il est reconnu, dans ce cas, que le mineur a accompli l'acte qui lui est imputé et même qu'il l'a accompli avec une pensée cou-

pable, il succombe, c'est évident. Il est si vrai qu'il succombe que le juge a la disposition de sa personne soit pour le remettre à sa famille, soit pour ordonner qu'il sera renfermé dans une maison de correction. La loi ne l'exempte de la peine qu'en considération de la faiblesse de son âge.

J'ajoute que le mineur de seize ans est responsable des dépens, tout aussi bien lorsqu'il est remis à sa famille que lorsqu'il est renfermé dans une maison de correction.

La Cour de cassation n'a jamais varié sur ce point. Elle a constamment jugé que, dans ces deux hypothèses, le mineur de seize ans, renvoyé des poursuites pour avoir agi sans discernement, devait être condamné aux frais, 6 août 1813, n° 170 ; 19 mai 1815, n° 33 ; 27 mars 1823, n° 44 ; 12 fév. 1829, n° 35 ; 5 janv. 1832, n° 1 ; 13 avril 1832, n° 134 ; 20 oct. 1832, n° 431 ; 22 sept. 1836, n° 309 ; 26 mai 1838, n° 141 ; 18 fév. 1841, n° 43 ; 8 avril 1841, n° 86 ; 10 juin 1842, n° 142 ; 2 sept. 1842, n° 228 ; 8 déc. 1842, n° 319 ; 8 mai 1845, n° 162 ; 11 oct. 1845, n° 321 ; 16 janv. 1846, n° 23 ; 24 mai 1855, n° 172 ; 22 juin 1855, n° 227 ; 19 déc. 1856, n° 402 ; 26 mai 1858, n° 108.

Nous verrons, lorsque nous ferons l'étude de la contrainte par corps, si, dans ce cas, les frais sont recouvrables par ce mode d'exécution.

343. En résumé, les accusés ou les prévenus doivent être condamnés aux frais lorsqu'ils succombent sur la poursuite dont ils sont l'objet ; ils en sont au contraire affranchis lorsqu'ils sont acquittés. En cas d'absolution, ils en sont ou n'en sont pas responsables suivant les distinctions que je viens d'établir.

344. Je n'ai plus, pour terminer ce que j'avais à

dire sur la condamnation des accusés ou prévenus aux frais de la procédure, qu'à examiner une dernière question.

Lorsque la partie civile, qui n'aura pas succombé, sera, conformément aux dispositions de l'art. 157 du décret du 18 juin 1811, condamnée aux frais, les tribunaux devront-ils y condamner en même temps les prévenus qui auront succombé?

Voici le cas dont je veux parler.

Le tribunal de police correctionnelle a déclaré le prévenu coupable et l'a condamné. Si celui-ci n'était qu'en présence de la partie publique, il serait, aux termes de l'art. 194 du Code d'instruction criminelle, nécessairement condamné aux frais. Mais il y a partie civile au procès : quoique le prévenu ait succombé, cette partie devra, néanmoins, d'après l'art. 157 du décret du 18 juin 1811, être condamnée aux dépens envers l'État, sauf son recours contre le prévenu. Je me demande si, dans ce cas, l'État, qui obtient une condamnation directe contre la partie civile, ne doit pas également en obtenir une contre le prévenu. Je suis d'autant plus autorisé à me proposer cette question que, pendant ma longue pratique, je n'ai jamais entendu un tribunal correctionnel prononcer dans ce cas, tout à la fois, la condamnation directe de la partie civile et celle du prévenu.

Je crois fermement que la double condamnation doit être prononcée. Je ne comprendrais pas que la loi, en ordonnant par un surcroît de prudence la condamnation de la partie civile, eût enlevé à l'État le droit d'obtenir une condamnation directe contre le prévenu qui succombe. Sans doute, si cette condamnation n'est pas prononcée, l'État ne sera pas dépourvu de tout recours contre celui-ci ; il pourra,

comme créancier de la partie civile, et en se fondant sur l'art. 1166 du Code Napoléon, exercer les droits de sa débitrice et, par conséquent, poursuivre contre le condamné le recouvrement des frais; mais ce n'est pas une raison, pour que l'État n'obtienne pas une condamnation directe contre le prévenu, s'il a le droit de l'obtenir.

Examinons les textes qui peuvent servir à résoudre la question.

Aux termes de l'art. 194 du Code d'instruction criminelle, la partie qui succombe doit être condamnée aux frais, mais c'est la seule qui doive y être condamnée.

Tant que le recouvrement des frais ne fut réglé que par cette disposition, la partie civile ne fut condamnée aux dépens que dans le cas où elle avait succombé.

Alors il n'y avait jamais lieu à prononcer la condamnation aux dépens concurremment contre le prévenu et la partie civile, puisque, si le premier avait succombé, la seconde avait réussi et que, si celle-ci avait succombé, le prévenu avait réussi.

Mais quelques années plus tard, lorsqu'on fit le règlement et le tarif des frais en matière criminelle, on se crut autorisé à rendre la partie civile responsable, dans tous les cas, des frais des procès dans lesquels elle aurait figuré : en conséquence on disposa dans l'art. 157 du décret du 18 juin 1811 que les parties civiles, soit qu'elles succombassent ou non, seraient responsables des dépens.

Cette disposition, qui n'a été modifiée par la loi du 28 avril 1832 que pour les affaires soumises au jury, a conservé toute sa valeur primitive pour les affaires correctionnelles. Il en résulte que la partie civile doit

être condamnée aux dépens, même dans le cas où le prévenu a succombé, c'est-à-dire dans le cas où, aux termes de l'art. 194 du Code d'instruction criminelle, il doit y être lui-même condamné.

Selon moi, le droit conféré à l'État par l'art. 157 du décret du 18 juin 1811, n'est pas exclusif du droit que lui reconnaît l'art. 194 du Code d'instruction criminelle. Rien ne s'oppose, en effet, à ce que ces deux droits coexistent; et même, lorsqu'on se rend compte du motif de prudence, qui a déterminé l'adoption du premier de ces articles, il devient évident qu'en se créant un droit contre la partie civile, l'État n'a pas renoncé à celui qu'il tenait du Code d'instruction criminelle contre le prévenu qui avait succombé.

Il me paraît certain que, dans le cas que j'examine et dans les cas analogues, les tribunaux sont tenus de condamner simultanément aux frais le prévenu qui succombe et la partie civile, en prononçant, bien entendu, au profit de celle-ci, le recours que lui assure l'art. 157 du décret de 1811.

345. La condamnation aux frais atteint-elle les personnes civilement responsables?

Il faut distinguer :

346. Si le ministère public a négligé de les mettre en cause, elles profiteront de cet oubli; leur responsabilité ne sera pas engagée.

347. Celles, au contraire, qui seront parties au procès, devront être condamnées aux frais de la procédure, toutes les fois que celui dont elles sont responsables y est lui-même condamné.

Les frais, en effet, ne peuvent être considérés, ni comme une peine, ni comme un accessoire de la peine; ils doivent être classés parmi les réparations civiles, ainsi que l'indique l'article que j'étudie et

l'art. 469 au titre des contraventions de police. La condamnation aux frais n'est effectivement que l'indemnité ou la restitution des avances faites pour la poursuite du délit. Il en résulte qu'ils constituent, en faveur de la partie poursuivante, une créance civile, qui naît du fait servant de base à son action et qu'à ce titre ils rentrent dans la classe des dommages, dont l'indemnité peut être poursuivie contre les personnes civilement responsables.

Ces principes ont été consacrés, pour les matières correctionnelles, par l'art. 194 du Code d'instruction criminelle, et rendus communs à toutes les procédures par l'art. 156 du décret du 18 juin 1811.

Il semble difficile que ces principes, si justes et si formellement écrits dans la loi, aient pu être méconnus; ils l'ont été, cependant, et même assez fréquemment.

Des tribunaux les ont niés ouvertement, quelqu'évidents qu'ils soient. D'autres ont tenté de les tourner à l'aide d'expédients plus ou moins étranges.

La Cour de cassation a rappelé aux premiers que les dépens ne sont pas une peine, et qu'ainsi, comme le prescrivent les art. 194 du Code d'instruction criminelle et 156 du décret du 18 juin 1811, ils rentrent dans les réparations dont sont tenues les personnes civilement responsables. 28 février 1823, n° 30; 28 avril 1828, n° 115; 19 mars 1836, n° 87; 26 mai 1836, n° 164; 2 septembre 1837, n° 258; 18 août 1842, n° 208; 7 mars 1845, n° 87.

Elle a répondu aux seconds que leurs considérations n'étaient que des faux-fuyants, aussi réprouvés par la loi que par la raison. L'un de ces tribunaux avait refusé de condamner aux frais la personne civilement responsable, sous le prétexte qu'il n'était

résulté aucun dommage de la contravention, comme si, pour que la condamnation aux frais fût prononcée contre les personnes civilement responsables, il ne suffisait pas que les frais eussent été avancés par le Trésor public, et qu'il y eût eu condamnation contre l'auteur de la contravention. 11 juin 1836, n° 187.

Un autre avait jugé que l'action en responsabilité civile appartenait exclusivement à la partie civile, et qu'aucune partie n'ayant, ni obtenu de dommages-intérêts, ni même comparu dans la poursuite, il ne pouvait y avoir lieu à condamner aux frais la personne civilement responsable. C'était une violation de tous les principes en matière de responsabilité civile. La Cour de cassation, en annulant la décision, rappela « que cette responsabilité s'étend à toutes les réparations civiles du fait dont elle dérive; qu'elle s'applique non-seulement aux dommages causés par ce fait, mais encore aux frais qui en ont été la suite; que, si elle procède de la qualité de la personne, elle a son principe dans le fait, et qu'elle lui est inhérente; qu'elle le suit, par conséquent, dans toutes les actions auxquelles il peut donner lieu; que tout délit peut être poursuivi par le ministère public sans le concours de la partie lésée; que les frais des poursuites constituent, en faveur de la partie publique, un intérêt civil qui provient du fait qui sert de base à l'exercice de son action; que la responsabilité civile est donc nécessairement engagée dans ces poursuites lorsqu'elle y est appelée par le ministère public, et que, lorsque ces poursuites sont reconnues bien fondées, elle doit subir la condamnation aux frais qu'elles ont produits. » 8 mars 1821, n° 30; 28 nov. 1828, n° 317; 13 déc. 1856, n° 366.

348. S'il arrivait que les personnes civilement

responsables fussent citées par erreur comme coupables de la contravention, et qu'on eût laissé à l'écart le délinquant dont la condamnation pouvait seule engager leur responsabilité, quel parti les juges devraient-ils prendre? Pourraient-ils renvoyer immédiatement des poursuites la personne civilement responsable? Ne devraient-ils pas plutôt accorder un délai au ministère public, pour qu'il pût réparer l'erreur et mettre en cause l'auteur de la contravention?

C'est ce dernier parti que le juge aurait à prendre sous peine d'encourir la censure de la Cour de cassation. En voici un exemple :

Il résultait d'un procès-verbal régulier, dressé par un commissaire de police de la ville de Rouen, que ce fonctionnaire avait rencontré dans cette ville un individu conduisant une voiture sur laquelle il était monté, au lieu de se tenir à pied et à la tête de ses chevaux, conformément à un arrêté municipal. Cet individu, ayant refusé de dire son nom, le ministère public fit citer devant le tribunal de police le propriétaire, dont le nom était indiqué sur la plaque. Ce propriétaire avoua que la voiture lui appartenait, mais prétendit que, le jour de la contravention, il l'avait confiée à son domestique. Le ministère public requit alors le renvoi de la cause à huitaine, afin de faire assigner ce domestique; mais le juge refusa ce renvoi et relaxa Delépine, propriétaire de la voiture, sous prétexte qu'il n'était pas coupable de la contravention.

Cette décision fut annulée par la Cour de cassation, « attendu que Delépine était civilement responsable de l'infraction commise par son domestique; que, si cette responsabilité ne s'étendait pas à

l'amende encourue par ce domestique, elle le rendait au moins passible de la condamnation aux frais de la poursuite ; qu'en effet les dépens ne sont pas une peine ; qu'ils ne sont que l'indemnité des frais avancés pour parvenir à la répression du délit; qu'un maître peut y être condamné comme responsable des faits de son domestique ; qu'ainsi le jugement attaqué ne pouvait, sans violer l'art. 1384 du Code civil, renvoyer Delépine de l'action intentée contre lui ; que, l'affaire ne pouvant être jugée qu'avec le domestique qu'il indiquait comme l'auteur de la contravention, il était indispensable d'accorder au ministère public un délai suffisant pour le faire citer. » 17 oct. 1827, n° 269 ; conf., 31 janv. 1833, n° 28.

349. La partie civile figure parmi les personnes qui, parties au procès, peuvent, suivant les circonstances, devenir responsables des dépens.

Sous l'empire du Code d'instruction criminelle, comme je l'ai déjà expliqué (n° 318), elle ne pouvait être condamnée aux frais que dans le cas où elle succombait. Cette règle, écrite dans les art. 162, 194 et 368 de ce Code, était commune aux matières criminelles, correctionnelles et de police.

Le décret du 18 juin 1811 disposa (art. 157), qu'en toute matière, soit qu'elle succombât ou non, elle en serait tenue personnellement, sauf son recours contre les accusés ou prévenus qui seraient condamnés, et contre les personnes civilement responsables; on a prétendu que ce décret était illégal, et qu'il n'avait pu, contrairement aux dispositions du Code d'instruction criminelle, rendre la partie civile, qui ne succombait pas, responsable des frais de la procédure. La Cour de cassation a toujours rejeté ces

prétentions, et jugé que le décret de 1811 avait autorité législative, et qu'il devait être appliqué. 27 mai 1819, n° 63; 7 juill. 1820, n° 98; 31 juill. 1829, n° 169; 12 nov. 1829, n° 259.

La loi du 28 avril 1832 a, en ce qui concerne les affaires soumises au jury, abrogé ce décret. Cette loi a disposé, dans l'addition qu'elle a faite à l'art. 368 du Code d'instruction criminelle, qu'en ces matières la partie civile, qui ne succomberait pas, ne serait jamais tenue des frais. Mais elle a maintenu la règle du décret relativement aux matières correctionnelles et de police, si bien que, dans ces dernières matières, depuis la loi du 28 avril 1832 comme auparavant, la partie civile, soit qu'elle succombe ou non, est toujours responsable des frais de la procédure. 7 déc. 1837, n° 423; 26 sept. 1839, n° 309.

350. L'addition, faite par la loi du 28 avril 1832 à l'art. 368 du Code d'instruction criminelle, peut donner lieu à deux questions, qui sont d'autant plus intéressantes qu'elles peuvent se présenter fréquemment dans la pratique.

Si l'accusé est condamné et que la partie civile n'obtienne pas de dommages-intérêts, cette partie sera-t-elle réputée avoir succombé, et, par conséquent, devra-t-elle être déclarée responsable des frais? Sans doute, la partie civile succombe sur son action personnelle, puisqu'elle n'obtient pas la réparation civile qu'elle a sollicitée, mais elle ne succombe pas dans le concours qu'elle a prêté à la partie publique; le procès criminel était nécessaire; il est justifié par la condamnation qui le termine. Ce succès suffit, ce me semble, pour que, sous le régime de la loi du 28 avril 1832, la partie civile soit affranchie des dépens.

En sens inverse, si l'accusé est renvoyé des poursuites, et que la partie civile obtienne les dommages-intérêts auxquels elle a conclu, devra-t-on considérer que l'accusé, n'ayant pas été condamné, la partie civile a succombé, et doit conséquemment, malgré le succès de son action personnelle, être condamnée aux dépens? Cette question me paraît beaucoup plus délicate que la précédente. Assurément, la partie civile n'a pas succombé en ce qui la touche le plus directement, puisqu'elle a obtenu ce qu'elle demandait. Cependant, les considérations qui, sur la question précédente, me déterminent à penser que, dans ce premier cas, elle n'est pas responsable des dépens, me font croire que, dans le cas que j'examine, elle en est responsable. En effet, le procès criminel n'a pas réussi; c'est sans nécessité pour l'ordre public que l'État a exposé des frais peut-être considérables. Le succès partiel de la partie civile ne me semble pas être celui que la loi du 28 avril 1832 avait en vue, lorsqu'elle exonérait cette partie des dépens de l'instruction criminelle.

C'est cette dernière opinion que la Cour de cassation a adoptée.

Le ministre de la guerre, représentant l'État, était intervenu dans une affaire criminelle portée devant la Cour d'assises du Pas-de-Calais. Les accusés furent acquittés, mais l'un d'eux fut condamné à des dommages-intérêts envers le Département de la guerre, qui néanmoins fut déclaré responsable des frais de la procédure. Le ministre se pourvut contre cette décision; il prétendit qu'il n'avait pas succombé puisqu'il avait obtenu des dommages-intérêts contre l'un des accusés, et qu'ainsi il n'aurait pas dû être condamné aux dépens. Son pourvoi fut rejeté : « Attendu

que, les accusés ayant été déclarés non coupables et acquittés, il en résultait que la partie civile avait succombé, sous ce rapport, dans son intervention et qu'elle devait être condamnée aux dépens envers le Trésor public, comme elle l'avait été en effet; qu'en le prononçant ainsi, l'arrêt attaqué n'avait fait qu'une juste application des articles combinés 368 du Code d'instruction criminelle, 157 et 158 du décret du 18 juin 1811. 1er déc. 1855, n° 383.

351. L'art. 158 du décret du 18 juin 1811 assimile aux parties civiles toute régie ou administration publique, relativement aux procès suivis, soit à sa requête, soit même d'office et dans son intérêt, et les communes, établissements publics dans les procès instruits à leur requête ou même d'office, pour crimes ou délits commis contre leurs propriétés.

352. Dès le principe, le Département de la justice admettait que, la répression des crimes se rattachant essentiellement à l'ordre public, quels que soient les intérêts particuliers qui s'en trouvent lésés, les administrations et les établissements publics n'étaient pas tenus des frais de poursuite dans les affaires qui pouvaient donner lieu à des peines afflictives et infamantes.

Mais, en restreignant aux matières correctionnelles et de police l'assimilation faite par le décret de 1811 entre la partie civile et les administrations ou établissements publics, il indiquait, dans ses instructions que, du moins, en ces matières l'assimilation était complète, et que les administrations et établissements publics devaient supporter tous les frais qui, dans les affaires ordinaires, seraient à la charge des parties civiles.

Aussitôt que l'occasion lui en fut offerte, la Cour

de cassation témoigna qu'elle ne donnait même pas cette portée restreinte à l'art. 158 du décret de 1811. Elle décida, « que, si les administrations publiques sont assimilées aux parties civiles relativement aux procès suivis d'office et dans leur intérêt, cela ne peut s'entendre que d'un intérêt matériel et pécuniaire, qu'elles pourraient avoir à la condamnation des délinquants poursuivis à la requête du ministère public. » Je ferai même remarquer qu'elle ajouta « que le jugement, en condamnant aux frais l'administration des douanes, qui n'était, dans la cause, ni partie citée, ni partie intervenante, avait violé la règle des juridictions qui veut que nul ne soit condamné en jugement, s'il n'est partie présente ou appelée au procès. » 19 mars 1830, n° 67.

Cet arrêt indique bien que la Cour de cassation ne partageait pas les idées du Département de la justice sur l'application de l'art. 158 du décret de 1811. Il en résulte en effet que cette Cour n'assimilait les administrations aux parties civiles que pour les cas où ces administrations auraient eu un intérêt matériel et pécuniaire à la condamnation des délinquants, et qu'à raison même de cette assimilation, ainsi limitée, elle n'autorisait à condamner ces administrations aux frais que si elles étaient parties au procès.

Le Gouvernement crut devoir soumettre la question au Conseil d'État. Les sections réunies de législation et de finances donnèrent à l'art. 158 du décret la même interprétation que la Cour de cassation. Voici le texte de leur avis qui est en date du 15 janvier 1834.

« Considérant que l'art. 158 du décret du 18 juin 1811, en déclarant les régies et administrations publiques passibles des frais, occasionnés par les in-

stances suivies dans leur intérêt, n'a eu et n'a pu avoir en vue que les procès intentés dans l'intérêt de la perception, en vertu des lois spéciales qui ont établi l'impôt ou qui en ont assuré le recouvrement par des dispositions particulières ; qu'en effet, ces poursuites ayant lieu principalement dans l'intérêt de ces administrations et pouvant amener une recette à leur profit, il était juste que les frais, auxquels elles pouvaient donner lieu, fussent à leur charge, que ces administrations eussent ou non pris la qualité de parties civiles; mais qu'il ne saurait en être ainsi des instances poursuivies pour délits communs prévus par les lois ordinaires, et dont la répression, tout en présentant un intérêt moral à ces administrations, a lieu principalement dans l'intérêt de la vindicte publique, le Conseil est d'avis que l'art. 158 du décret ne peut être appliqué aux régies et administrations publiques que dans les instances qui sont suivies en vertu des lois spéciales relatives à ces administrations.»

Le Département de la justice a admis les principes de cet avis (circulaire du Garde des sceaux du 27 juin 1835) ; c'est donc un point définitivement résolu.

Au reste, cette question n'est pas, qu'il me soit permis de le dire, d'un intérêt bien considérable, lorsqu'elle se débat entre le Département de la justice et les administrations publiques proprement dites. Ce n'est, dans ce cas, qu'une affaire de comptabilité ministérielle. Il s'agit, en effet, de frais qui doivent rester, en définitive, à la charge de l'État ; il importe peu vraiment qu'ils sortent de la caisse du ministère de la justice ou de celle du ministère des finances ; ils n'en seront pas moins à la charge du budget.

353. Les administrations et établissements pu-

blics, dont il est question dans l'art. 158 du décret du 18 juin 1811, sont la direction des contributions indirectes, l'administration des douanes, l'administration des forêts, l'administration de l'enregistrement et des domaines, l'administration des postes, le corps des invalides de la marine, les communes, les hospices.

On pense assez généralement qu'on ne doit plus y comprendre l'Université depuis la loi du 24 mai 1834; toutes les rétributions universitaires étant perçues directement pour le compte de l'État, il est rationnel que les frais, auxquels cette administration peut donner lieu, soient acquittés sur les frais généraux de justice criminelle.

ARTICLE 53.

Lorsque des amendes et des frais seront prononcés au profit de l'État, si, après l'expiration de la peine afflictive ou infamante, l'emprisonnement du condamné, pour l'acquit de ces condamnations pécuniaires, a duré une année complète, il pourra, sur la preuve, acquise par les voies de droit, de son absolue insolvabilité, obtenir sa liberté provisoire. La durée de l'emprisonnement sera réduite à six mois s'il s'agit d'un délit, sauf, dans tous les cas, à reprendre la contrainte par corps s'il survient au condamné quelque moyen de solvabilité.

354. Abrogation de cet article. Il est remplacé par la loi du 17 avril 1832 et par le décret du 13 décembre 1848.

355. Objet de ce commentaire.

356. Définition de la contrainte par corps : mode d'exécution

commun aux matières commerciales, civiles et criminelles.

357. Étude plus spéciale de la contrainte par corps des matières criminelles: dans quels cas est-elle applicable? — résulte-t-elle virtuellement de la condamnation pénale, ou doit-elle être prononcée? — quelles condamnations garantit-elle? — sa durée doit-elle être fixée? — quelles personnes atteint-elle?

358. Les tribunaux criminels ne sont-ils pas autorisés à appliquer, dans certains cas, la contrainte par corps des matières civiles?

359. La contrainte par corps des matières criminelles n'est applicable que dans les cas où la matière est criminelle.

360. Cas où cette contrainte cesse d'être applicable.
Accusé, acquitté ou absous, condamné à des restitutions ou dommages-intérêts envers la partie civile. Jurisprudence.

361. Suite. Accusé ou prévenu; absous et condamné aux dépens. Jurisprudence.

362. Suite. Résumé.

363. Cas dans lesquels la matière demeure criminelle. Jurisprudence.

364. La contrainte par corps en matière criminelle découle virtuellement de la condamnation pénale.

365. Conséquences. Le juge peut la prononcer d'office. Jurisprudence.

366. Suite. Le juge d'appel peut la prononcer sur l'appel du prévenu. Jurisprudence.

367. Suite. Elle peut être exécutée sans qu'elle ait été prononcée.

368. Exception relative au mineur de seize ans.

369. Application de la règle que la contrainte par corps peut être exécutée même lorsqu'elle n'a pas été prononcée. Distinctions. Jurisprudence.

370. Condamnations recouvrables par la voie de la contrainte par corps des matières criminelles.

371. Cette contrainte n'est pas, comme celle des matières commerciales et civiles, restreinte aux condamnations supérieures à un chiffre déterminé.

372. Le chiffre de la condamnation n'agit que sur la question

de savoir si le juge doit fixer la durée de la contrainte.
373. Cas dans lesquels le juge doit la fixer; cas dans lesquels il ne doit pas la fixer.
374. Condamnations inférieures à trois cents francs prononcées au profit de l'État.
375. Condamnations inférieures à trois cents francs prononcées au profit de la partie civile.
376. La durée de la contrainte doit être fixée toutes les fois que la condamnation est égale ou supérieure à trois cents francs.
377. Si les tribunaux négligeaient de la fixer, ils pourraient réparer cette omission par un jugement subséquent. Jurisprudence.
378. Dans le même cas, si leur décision était dénoncée à la Cour de cassation, elle serait annulée.
379. Cas où les frais liquidés par le jugement ou l'arrêt de condamnation sont d'une somme égale ou supérieure à trois cents francs.
380. Suite. Les frais pourraient-ils être liquidés par une ordonnance postérieure à l'arrêt? Jurisprudence. Variation.
381. Cas où l'addition des frais liquidés et des autres adjudications pécuniaires est égale ou supérieure à trois cents francs. Jurisprudence.
382. Cas où, abstraction faite des frais, les autres condamnations pécuniaires s'élèvent à trois cents francs. Jurisprudence.
383. Cas où les condamnations sont solidaires. Jurisprudence.
384. Cas où la somme de trois cents francs n'est atteinte qu'en y comprenant les dommages-intérêts accordés à la partie civile. Jurisprudence.
385. Les tribunaux ne peuvent pas fixer hypothétiquement la durée de la contrainte. Jurisprudence.
386. Lorsque la condamnation pénale est une condamnation à mort ou à une autre peine perpétuelle, les tribunaux doivent s'abstenir de fixer la durée de la contrainte. Jurisprudence.
387. Ils doivent même, dans ces cas, s'abstenir d'ordonner ce mode d'exécution. Jurisprudence.
388. Critique de la jurisprudence sur ces deux points.
389. Personnes auxquelles le régime de la contrainte par

corps des matières criminelles est applicable : condamnés ; accusés ou prévenus déclarés coupables d'un crime ou délit.

390. Exceptions : condamnés à mort et aux autres peines perpétuelles ; septuagénaires ; parents ou alliés.

391. Ce régime n'est pas applicable aux accusés ou prévenus, acquittés ou absous.

392. Il n'est pas applicable aux personnes civilement responsables, à moins qu'il n'en soit autrement ordonné par une loi précise.

393. Il n'est pas applicable à la partie civile. Jurisprudence.

394. Dans certains cas où les tribunaux criminels ne peuvent plus appliquer la contrainte par corps des matières criminelles, ils peuvent appliquer celle qui concerne les matières civiles.

395. Ils ne peuvent l'appliquer que de la même manière que les tribunaux civils.

396. Conséquences : ils ne peuvent l'ordonner contre les femmes et les filles pour le recouvrement des adjudications pécuniaires qu'ils prononcent contre elles. Jurisprudence.

397. Suite : mêmes principes, applicables aux mineurs. Jurisprudence.

398. Suite : ils ne peuvent l'ordonner pour le recouvrement des frais. Jurisprudence.

399. A moins qu'ils ne les adjugent à titre de dommages-intérêts et que la condamnation ne soit égale ou supérieure à trois cents francs. Jurisprudence.

400. Résumé.

354. Quoique cet article ait été conservé dans le texte officiel du Code promulgué par l'ordonnance royale du 28 avril 1832, il n'en faut cependant tenir aucun compte. Il faut le remplacer par le titre v de la loi du 17 avril 1832, lequel a été lui-même modifié par les titres IV et V du décret du 13 décembre 1848.

LOI DU 17 AVRIL 1832.

TITRE V. — *Dispositions relatives à la contrainte par corps en matière criminelle, correctionnelle et de police.*

Art. 33. Les arrêts, jugements et exécutoires portant condamnation, au profit de l'État, à des amendes, restitutions, dommages-intérêts et frais en matière criminelle, correctionnelle ou de police, ne peuvent être exécutés par la voie de la contrainte par corps que cinq jours après le commandement qui sera fait aux condamnés, à la requête du receveur de l'enregistrement et des domaines. — Dans le cas où le jugement de condamnation n'aurait pas été précédemment signifié au débiteur, le commandement portera en tête un extrait de ce jugement, lequel contiendra le nom des parties ou le dispositif. — Sur le vu du commandement et sur la demande du receveur de l'enregistrement et des domaines, le procureur du roi adressera les réquisitions nécessaires aux agents de la force publique et autres fonctionnaires chargés de l'exécution des mandements de justice. — Si le débiteur est détenu, la recommandation peut être ordonnée immédiatement après la notification du commandement.

Art. 34. Les individus contre lesquels la contrainte par corps aura été mise à exécution, aux termes de l'article précédent, subiront l'effet de cette contrainte jusqu'à ce qu'ils aient payé le montant des condamnations ou fourni une caution admise par le receveur des domaines, ou, en cas de contestation de sa part, déclarée bonne et valable par le tribunal civil de l'arrondissement. — La caution devra s'exécuter dans le mois, à peine de poursuites (modifié par la loi du 13 décembre 1848, art. 8).

Art. 35. Néanmoins, les condamnés qui justifieront de leur insolvabilité, suivant le mode prescrit par l'art. 420 du Code d'instr. crim., seront mis en liberté, après avoir subi quinze jours de contrainte, lorsque l'amende et les autres condamnations pécuniaires n'excéderont pas quinze francs; un mois, lorsqu'elles s'élèveront de quinze à cinquante francs; deux mois, lorsque l'amende et les autres condamnations s'élèveront de cinquante à cent francs; et quatre mois, lorsqu'elles excéderont cent francs (modifié par la loi du 13 décembre 1848, art. 8).

Art. 36. Lorsque la contrainte par corps aura cessé en vertu de l'article précédent, elle pourra être reprise, mais une seule fois, et quant aux restitutions, dommages et intérêts et frais seulement, s'il est jugé contradictoirement avec le débiteur qu'il lui est survenu des moyens de solvabilité.

Art. 37. Dans tous les cas, la contrainte par corps exercée en vertu de l'art. 33 est indépendante des peines prononcées contre les condamnés.

Art. 38. Les arrêts et jugements contenant des condamnations en faveur des particuliers pour réparations de crimes, délits ou contraventions commis à leur préjudice, seront, à leur diligence, signifiés et exécutés suivant les mêmes formes et voies de contrainte que les jugements portant des condamnations au profit de l'État. — Toutefois, les parties poursuivantes seront tenues de pourvoir à la consignation d'aliments, aux termes de la présente loi, lorsque la contrainte aura lieu à leur requête et dans leur intérêt.

Art. 39. Lorsque la condamnation prononcée n'excédera pas trois cents francs, la mise en liberté des condamnés, arrêtés ou détenus, à la requête et dans l'intérêt des particuliers, ne pourra avoir lieu, en vertu des art. 34, 35 et 36, qu'autant que la validité des cautions ou l'insolvabilité des condamnés auront été, en cas de contestation, jugées contradictoirement avec le créancier. — La durée de la contrainte sera déterminée par le jugement de condamnation dans les limites de six mois à cinq ans (modifié par la loi du 13 décembre 1848, art. 8).

Art. 40. Dans tous les cas, et quand bien même l'insolvabilité du débiteur pourrait être constatée, si la condamnation prononcée, soit en faveur d'un particulier, soit en faveur de l'État, s'élève à trois cents francs, la durée de la contrainte sera déterminée par le jugement de condamnation dans les limites fixées par l'art. 7 de la présente loi. — Néanmoins, si le débiteur a commencé sa soixante et dixième année avant le jugement, les juges pourront réduire le minimum à six mois, et ils ne pourront dépasser un maximum de cinq ans. — S'il atteint sa soixante et dixième année pendant la durée de la contrainte, sa détention sera de plein droit réduite à la moitié du temps qu'elle avait encore à courir aux termes du jugement (modifié par la loi du 13 décembre 1848, art. 9).

Art. 41. Les art. 19, 21 et 22 de la présente loi sont applicables à la contrainte par corps exercée par suite des condamnations criminelles, correctionnelles et de police.

Articles de la même loi auxquels se réfère le titre V.

Art. 7. Dans tous les cas où la contrainte par corps a lieu en matière civile ordinaire, la durée en sera d'un an au moins et de dix ans au plus (modifié par la loi du 13 décembre 1848, art. 12).

Art. 19. La contrainte par corps n'est jamais prononcée contre le débiteur au profit, 1° de son mari ni de sa femme, 2° de ses ascendants, descendants, frères ou sœurs ou alliés au même degré (modifié par la loi du 13 décembre 1848, art. 10).

Art. 21. Dans aucun cas, la contrainte par corps ne pourra être exécutée contre le mari et contre la femme simultanément pour la même dette (modifié par la loi du 13 décembre 1848, art. 11).

Art. 22. Tout huissier, garde de commerce ou exécuteur des mandements de justice qui, lors de l'arrestation d'un débiteur, se refuserait à le conduire en référé devant le président du tribunal de première instance, aux termes de l'art. 786 du Code de procédure, sera condamné à mille francs d'amende, sans préjudice des dommages-intérêts.

DÉCRET DU 13 DÉCEMBRE 1848.

TITRE IV. — *Dispositions relatives à la contrainte par corps en matière criminelle, correctionnelle et de police.*

Art. 8. La durée de la contrainte par corps, dans les cas prévus par l'art. 35 de la loi du 17 avril 1832, ne pourra excéder trois mois.

Lorsque les condamnations auront été prononcées au profit d'une partie civile et qu'elles seront inférieures à trois cents francs, si le débiteur fait les justifications prescrites par l'article 39 de la même loi, la durée de l'emprisonnement sera la même que pour les condamnations prononcées au profit de l'État.

Lorsque le débiteur de l'État ou de la partie civile ne fera pas les justifications exigées par les articles ci-dessus indiqués de la loi du 17 avril 1832 ou par le paragraphe 2 de l'art. 420 du Code d'instr. crim., la durée de l'emprisonnement sera du double.

Art 9. Si le débiteur a commencé sa soixante et dixième année avant le jugement, la contrainte par corps sera déterminée dans la limite de trois mois à trois ans.

S'il a atteint sa soixante et dixième année avant d'être écroué ou pendant son emprisonnement, la durée de la contrainte sera, de plein droit, réduite à la moitié du temps qui restera à courir.

La contrainte par corps en matière criminelle, correctionnelle et de simple police ne sera exercée, dans l'intérêt de l'État ou des particuliers, contre des individus âgés de moins de seize ans accomplis à l'époque du fait qui a motivé la poursuite, qu'autant qu'elle aura été formellement prononcée par le jugement de condamnation.

TITRE V. — *Dispositions générales.*

Art. 10. La contrainte par corps ne peut être prononcée ni exécutée au profit de l'oncle ou de la tante, du grand-oncle ou de la grand'tante, du neveu ou de la nièce, du petit-neveu ou de la petite-nièce, ni des alliés au même degré.

Art. 11. En aucune matière, la contrainte par corps ne pourra être exercée simultanément contre le mari et la femme, même pour des dettes différentes. — Les tribunaux pourront, dans l'intérêt des enfants mineurs du débiteur, et par le jugement de condamnation, surseoir, pendant une année au plus, à l'exécution de la contrainte par corps.

Art. 12. Dans tous les cas où la durée de la contrainte par corps n'est pas déterminée par la loi, elle sera fixée par le jugement de condamnation dans les limites de six mois à cinq ans. — Néanmoins, les lois spéciales qui assignent à la contrainte une durée moindre continueront à être observées.

355. J'aurais pu commencer l'étude de la contrainte par corps sous l'art. 52 qui, comme nous le verrons bientôt, pose l'un des principes les plus considérables de la matière, mais j'ai mieux aimé ne pas diviser mon travail et en réserver l'ensemble pour l'article que j'étudie.

356. La contrainte par corps est un mode d'exé-

cution des condamnations pécuniaires, commun aux matières commerciales, civiles et criminelles.

Chacune de ces matières a son régime particulier de contrainte par corps.

357. Je vais m'occuper plus spécialement de celui qui concerne les matières criminelles ;

Je rechercherai

Dans quel cas il est applicable ;

Si la contrainte par corps de ce régime résulte virtuellement de la condamnation pénale ou si elle doit être prononcée ;

De quelles condamnations pécuniaires elle garantit le recouvrement ;

Si sa durée doit ou ne doit pas être fixée par le juge ;

Enfin quelles personnes elle atteint.

358. En outre, j'examinerai si, dans certains cas qui ne sont plus soumis à ce régime, les tribunaux de répression ne sont pas autorisés à appliquer le régime de la contrainte par corps en matière civile.

359. Le régime de la contrainte par corps en matière criminelle n'est applicable qu'au cas où la matière est criminelle ; ce qui n'a lieu, en général, que s'il y a condamnation de l'accusé ou du prévenu à l'une des peines déterminées par la loi.

Il est vrai qu'il semble résulter de l'art. 52 du Code pénal que non-seulement la condamnation à la peine de l'amende, mais encore la condamnation aux restitutions, aux dommages-intérêts et aux frais est, dans tous les cas, régie par la contrainte par corps en matière criminelle ; mais interpréter ainsi cet article, ce serait, assurément, lui donner une signification et une étendue qu'il n'a pas, et contre laquelle proteste la place qu'il occupe dans le Code pénal. Il est en effet compris dans le chapitre III du livre Ier dont

l'intitulé est : *Des peines et des autres condamnations prononcées pour* CRIMES ET DÉLITS ; ce titre indique clairement que les dispositions contenues dans ce chapitre, même celles qui concernent les restitutions, les dommages-intérêts et les frais, ne sont applicables qu'aux condamnations ayant un lien nécessaire avec un fait reconnu pour crime ou délit et puni comme tel ; d'où il suit que l'art. 52 ne peut entendre parler que des adjudications pécuniaires qui sont l'accessoire et la conséquence d'une condamnation pénale et qu'il ne régit pas les autres.

S'il pouvait rester un doute sur le point que j'étudie, il serait levé par l'examen de la loi du 17 avril 1832. L'art. 33 de cette loi ne soumet au régime spécial de la contrainte par corps en matière criminelle que l'exécution des arrêts ou jugements *portant condamnation ;* l'art. 38, qui règle l'exécution des jugements et arrêts, contenant des condamnations en faveur des particuliers, considère que ces condamnations n'ont pu être obtenues que *pour réparation de crimes, délits ou contraventions*. Enfin la comparaison de l'intitulé du titre v de cette loi avec l'art. 41, qui le termine, démontre que le régime de la contrainte par corps en matière criminelle ne concerne que le cas où il y a eu condamnation criminelle, correctionnelle ou de police.

Cette doctrine a mainte et mainte fois été confirmée par la Cour de cassation. 18 mars 1842, n° 67 ; 25 mars 1843, n° 68 ; 12 août 1843, n° 205 ; 1er déc. 1855, n° 383.

360. Il en résulte que ce régime n'est pas applicable :

1° Lorsque l'accusé a été acquitté ou absous et n'a été condamné qu'à des dommages-intérêts envers la partie civile.

Leglaire avait été acquitté de l'accusation dont il avait été l'objet; des dommages-intérêts avaient été prononcés contre lui, au profit de la partie civile, sans que la contrainte par corps eût été ordonnée. La partie civile demanda la cassation de cet arrêt sur le prétexte qu'il violait les art. 52 du Code pénal, 7, 10 et 38 de la loi du 17 avril 1832. Le pourvoi fut rejeté: « Attendu que l'art. 52 du Code pénal ne s'applique qu'au cas de condamnation pour crime ou délit; que dans l'espèce la déclaration négative du jury avait fait disparaître le crime et n'avait laissé subsister qu'un fait dommageable.» 1^er déc. 1855, n° 383; conf. 10 janv. 1851, n° 16.

361. 2° Lorsque l'accusé ou le prévenu a été absous et n'a été condamné qu'aux frais de la procédure.

Dans ce cas, en effet, comme dans le précédent, la condamnation n'a qu'une cause purement civile, c'est-à-dire la réparation du préjudice causé par un fait dommageable, dépouillé de tout caractère criminel. 18 mars 1842, n° 67; 25 mars 1843, n° 68; 12 août 1843, n° 205. On ne peut attribuer qu'à une inadvertance, dont les esprits les plus attentifs ne sont pas toujours exempts, l'arrêt du 27 juin 1835, n° 261, qui casse, dans l'intérêt de la loi, un arrêt de la Cour d'assises de la Haute-Vienne pour avoir omis de fixer, conformément aux art. 40 et 7 de la loi du 17 avril 1832, la durée de la contrainte par corps contre un mineur de seize ans, absous, faute de discernement, de l'accusation portée contre lui. Cet arrêt devait être, sans doute, annulé, mais c'était pour avoir prononcé la contrainte par corps contre un mineur absous et non pas pour avoir négligé d'en fixer la durée.

Je n'ai rencontré qu'une disposition qui puisse paraître contraire aux principes que je viens d'indi-

quer. C'est l'art. 174 du décret du 18 juin 1811 qui dispose que «le recouvrement des frais sera poursuivi par toutes voies de droit et même par celle de la contrainte par corps.» Je sais qu'un arrêt de la Cour de Paris du 9 mai 1837, sur lequel je reviendrai au n° 393, a jugé que la disposition de cet art. 174 était générale, et que l'État était autorisé à en user, dans tous les cas, pour le recouvrement des frais. Mais cet arrêt, qui a été annulé par la Cour de cassation, a-t-il fait une juste application de l'article 174?

Avant de rechercher quelle peut être la valeur de cette disposition, je ferai d'abord remarquer qu'elle concerne seulement les frais, et que, par conséquent, elle laisse intacte, en ce qui concerne les dommages-intérêts et les restitutions, le système que je viens de développer. Mais je vais plus loin, et je soutiens qu'elle ne peut, à aucun point de vue, venir en aide à ceux qui combattraient l'opinion que je défends.

Je nie d'abord que cet article soit, comme l'a pensé la Cour de Paris, une disposition générale s'appliquant, dans tous les cas, au recouvrement des frais de justice avancés par l'État. Cet article n'a, selon moi, que la valeur de l'art. 52 du Code, dont il est le corollaire et le développement. Il n'entend autoriser l'exercice de la contrainte par corps des matières criminelles, pour le recouvrement des frais avancés par l'État, que dans le cas où la matière est criminelle. Pour donner à l'art. 174 du décret du 18 juin 1811 l'interprétation qu'en a faite la Cour de Paris, il faudrait admettre qu'il a abrogé, en ce qui concerne les frais, l'art. 52 du Code qui, ainsi que nous l'avons vu un peu plus haut, n'admet le régime de la contrainte par corps, en matière criminelle, que lors-

qu'il y a eu condamnation criminelle, correctionnelle ou de police. Ce serait, en vérité, avoir dit beaucoup en bien peu de mots. Je me refuse à croire que l'article 174 ait eu cette puissance abrogative, et qu'il ait eu pour résultat de constituer deux régimes de contrainte par corps en matière criminelle, concernant, l'un les frais, l'autre les dommages-intérêts et les restitutions, le premier applicable dans tous les cas, le second restreint aux cas de condamnation pénale.

J'ajouterai que, si cet article a jamais eu la valeur que lui attribue la Cour de Paris, il a été abrogé, sans contredit, par la loi du 17 avril 1832. Cette loi, en effet, ne permet d'appliquer la contrainte par corps, qu'elle organise pour les matières criminelles, correctionnelles et de police, que dans le cas de condamnation pénale, et son art. 46 abroge, en ce qui concerne la contrainte par corps, toutes les dispositions de lois antérieures relatives aux cas où cette contrainte pouvait être prononcée contre des débiteurs de l'État.

362. En résumé, le régime de la contrainte par corps en matière criminelle ou, si l'on veut, la disposition de l'art. 52 du Code pénal n'est applicable que dans les cas où la matière est criminelle.

363. La matière n'est, en général, criminelle, comme je l'ai déjà dit, que dans les cas où il y a eu condamnation pour crime, délit ou contravention. Néanmoins il peut se rencontrer des espèces où la matière restera criminelle, sans qu'aucune loi pénale ait été appliquée.

En voici deux exemples :

Aux termes de l'art. 202 du Code d'instruction criminelle, la faculté d'appeler appartient aux parties prévenues ou responsables, au ministère public, à la

partie civile quant à ses intérêts civils. Le droit de la partie civile est indépendant du droit du ministère public. Elle peut interjeter appel du jugement qui renvoie le prévenu des poursuites, même quand le ministère public acquiesce à ce jugement.

Si la Cour impériale n'est saisie que par l'appel de la partie civile, elle ne pourra pas, assurément, prononcer une peine contre le prévenu ; l'action publique a été déclarée mal fondée par les premiers juges ; faute d'appel du ministère public, la sentence a acquis sur ce point l'autorité de la chose jugée ; elle est devenue irrévocable.

Cependant la Cour, saisie par l'appel de la partie civile, ne sera compétente pour statuer sur les intérêts civils de cette partie qu'à la condition de reconnaître l'existence du délit et la culpabilité du prévenu. Bien qu'elle n'ait aucune peine à ordonner, elle devra faire cette double étude, et ce n'est qu'après l'avoir faite qu'elle pourra adjuger à la partie civile les dommages-intérêts qu'elle réclame. La matière n'aura pas changé de nature. Il est vrai qu'aucune peine ne sera prononcée contre le prévenu, mais le délit sera constaté ; la culpabilité du prévenu sera proclamée ; la matière ne cessera pas d'être correctionnelle ; en conséquence, le prévenu sera, comme s'il avait été condamné à une peine, soumis au régime de la contrainte par corps en matière criminelle pour le recouvrement des condamnations pécuniaires adjugées à la partie civile.

C'est ce que la Cour de cassation a jugé dans l'espèce suivante :

Charpentier avait dirigé des poursuites correctionnelles contre Guérin et Didier pour fait de contrefaçon de certains ouvrages littéraires. Les prévenus

furent renvoyés des poursuites par le tribunal correctionnel de la Seine. Il n'y eut que Charpentier, partie civile, qui interjeta appel de cette décision. Sur son appel, la Cour de Paris déclara Guérin et Didier coupables de contrefaçon, n'ordonna aucune peine contre eux, mais adjugea à Charpentier certaines réparations civiles, et, faisant à Didier et Guérin application de l'art. 52 du Code pénal, prononça contre eux la contrainte par corps.

Didier et Guérin se pourvurent contre cet arrêt.

Ils soutinrent d'abord qu'il violait l'art. 202 du Code d'instruction criminelle et l'autorité de la chose jugée par le tribunal de la Seine, et de plus qu'il renfermait un excès de pouvoir. La Cour de cassation répondit à ce premier moyen que « l'arrêt de la Cour de Paris, loin d'avoir violé les dispositions de l'art. 202, dont le paragraphe 2 accorde la faculté d'appeler à la partie civile quant à ses intérêts civils, et l'autorité de la chose jugée, qui n'existait qu'à l'égard du ministère public non appelant, loin d'avoir violé les règles de la compétence et commis un excès de pouvoir, s'était conformé aux vrais principes dès le moment qu'il admettait l'existence d'un délit de contrefaçon ; qu'à la vérité cette reconnaissance n'autorisait pas le juge supérieur à prononcer des peines que le ministère public, par son acquiescement, s'était inhibé de requérir, et qu'aussi, dans l'espèce, aucune peine n'avait été prononcée ; mais que, l'action de la partie civile demeurant entière, la juridiction correctionnelle demeurant saisie par l'appel régulier de la partie civile, elle avait pu obtenir la déclaration du délit par elle poursuivi, pour obtenir des réparations civiles ; que telle est la conséquence des dispositions de la loi qui, en matière

correctionnelle, autorise la partie civile à agir par action directe et à appeler de son chef dans son intérêt privé ; que de telles facultés font qu'en cette matière l'action civile est indépendante de l'action publique, et que le sort de l'une n'est pas subordonné au sort de l'autre, pourvu que le fait qui leur sert de base ait le caractère de délit. »

Ils soutinrent ensuite que le même arrêt violait les art. 1202 et 2063 du Code civil, 126 du Code de procédure civile, 52 et 55 du Code pénal, en ce qu'ils avaient été condamnés solidairement par corps au paiement des adjudications pécuniaires accordées à Charpentier.

Sur ce point, qui est celui dont je m'occupe, la Cour leur répondit « que, dès qu'il avait été établi que l'acquiescement du ministère public n'avait pas ôté à la cause son caractère correctionnel, il en résultait que les règles du droit civil étaient sans application à l'espèce, et qu'au contraire, l'arrêt attaqué avait dû se conformer aux dispositions des art. 52 et 55 du Code pénal, touchant les condamnations aux dépens et aux dommages-intérêts, quand d'ailleurs les prévenus étaient poursuivis et condamnés pour le même délit. » 15 juin 1844, n° 217; conf., 23 sept. 1837, n° 293; 2 mai 1851, n° 162; 14 avril 1860, n° 98.

Je passe au second exemple.

J'ai déjà eu l'occasion de rappeler qu'en cas de conviction de plusieurs crimes ou délits la peine la plus forte peut être seule prononcée (C. instr. crim., art. 365), et que cette règle est applicable même aux cas où les deux faits punissables sont jugés successivement. Il peut arriver qu'en vertu de cette règle le tribunal, qui n'est saisi qu'en second lieu, soit dans l'impuissance d'infliger une peine à l'accusé ou au

prévenu qui est déclaré coupable. La matière n'en conservera pas moins son caractère criminel, 18 juin 1841, n° 180, et, dans ce cas comme dans le précédent, les restitutions, les dommages-intérêts et les frais seront recouvrables par la voie de la contrainte par corps des matières criminelles.

364. La contrainte par corps, sous le régime que j'étudie, découle de plein droit de la condamnation pénale dont elle est l'accessoire et la conséquence.

365. Il en résulte :

1° Que le juge ne commet aucun excès de pouvoir, en la prononçant, même dans le cas où la partie intéressée ne l'a pas requise, puisqu'il ne fait qu'indiquer une des conséquences nécessaires de la condamnation pénale qu'il prononce.

Henri Duchêne avait été condamné à une peine par la Cour d'assises du Pas-de-Calais, et, de plus, la contrainte par corps avait été prononcée contre lui pour l'exécution des réparations pécuniaires accordées à la partie civile. Duchêne se pourvut contre cet arrêt et prétendit qu'il devait être annulé parce qu'il avait ordonné la contrainte par corps sans qu'elle eût été demandée.

La Cour de cassation rejeta son pourvoi, « attendu qu'aux termes de l'art. 52 du Code pénal l'exécution des condamnations à l'amende, aux restitutions, aux dommages-intérêts et aux frais peut être poursuivie par la voie de la contrainte par corps ; attendu qu'il résulte de cette disposition que la contrainte par corps est attachée de plein droit aux dommages-intérêts prononcés pour crimes et délits et que les tribunaux de répression doivent en conséquence la prononcer d'office. » 14 janv. 1853, n° 358.

366. 2° Que le juge d'appel peut, quoiqu'il ne soit

saisi que par l'appel du prévenu, ajouter la contrainte par corps à la condamnation pécuniaire prononcée par les premiers juges.

De Saint-Nicolas avait été condamné par le tribunal de Nogent-le-Rotrou à l'emprisonnement et à l'amende. La contrainte par corps n'avait pas été ordonnée. De Saint-Nicolas appela seul de cette décision. Le tribunal de Chartres la confirma et dit, en outre, que le condamné pourrait être tenu par corps au remboursement des adjudications pécuniaires prononcées contre lui. Entre autres moyens de cassation, de Saint-Nicolas prétendit que le jugement attaqué n'avait pu, sans qu'il y eût appel du ministère public, ordonner qu'il serait contraignable par corps. Son pourvoi fut rejeté, « attendu que le jugement attaqué a pu, sans qu'il y eût appel du ministère public, ordonner que le demandeur serait tenu, par corps, au paiement de l'amende prononcée contre lui; que, si cette disposition ne se rencontre pas dans le jugement du tribunal de Nogent-le-Rotrou, l'amende prononcée par ce jugement n'emportait pas moins la contrainte par corps, parce que, aux termes de l'art. 41 de la loi du 22 juill. 1791 et de l'art. 52 du Code pénal, la contrainte par corps a lieu de plein droit en cette matière. » 14 juill. 1827, n° 186.

367. 3° Qu'il n'est pas nécessaire que la contrainte par corps soit ordonnée par le juge pour qu'elle puisse être exécutée.

Cette règle, qui est textuellement écrite dans l'art. 52 du Code, n'a été modifiée ni par la loi du 17 avril 1832, ni par le décret du 13 décembre 1848. Cette loi et ce décret se sont bornés à réglementer la contrainte par corps dans ses détails de durée et d'exé-

cution et n'ont porté aucune atteinte au principe que je viens de rappeler. 12 juin 1857, n° 225.

368. Je ne connais qu'une exception à cette règle : c'est celle qui est écrite, en faveur des mineurs de seize ans, dans le paragraphe 3 de l'art. 9 du décret du 13 décembre 1848. « La contrainte par corps en matière criminelle, correctionnelle et de police ne sera exercée, porte cet article, dans l'intérêt de l'État et des particuliers, contre des individus âgés de moins de seize ans accomplis à l'époque du fait qui a motivé les poursuites, qu'autant qu'elle aura été formellement prononcée par le jugement de condamnation. »

369. En dehors de cette exception, la règle demeure certaine et absolue : toutes les fois qu'il y a condamnation criminelle, correctionnelle ou de police, le recouvrement des adjudications pécuniaires peut être poursuivi par la voie de la contrainte par corps, quoique le juge ait omis de l'ordonner.

Ce principe, tout vrai qu'il est, ne peut-il pas présenter quelques difficultés dans la pratique ?

Je distingue entre les cas où la loi a fixé elle-même la durée de la contrainte par corps et ceux où elle a laissé ce soin aux tribunaux.

Dans les premiers, l'application de notre principe ne présentera aucun embarras et le silence du juge ne sera d'aucune conséquence. Il n'aura pas autorisé l'emploi de la contrainte par corps ; qu'importe ? La loi l'aura autorisé pour lui. Le créancier tiendra, sinon du jugement, du moins de la loi, le droit d'exécuter par corps son débiteur. En outre, comme la loi aura, dans ce cas, fixé elle-même la durée de la contrainte, il n'y aura qu'à la consulter pour déterminer le temps pendant lequel la contrainte par corps devra être subie.

Mais il n'en sera plus de même dans le cas où la loi remet au juge le soin de fixer la durée de la contrainte.

Le juge, dans cette hypothèse, a un double devoir à remplir ; il doit non-seulement prononcer la contrainte par corps, mais encore et surtout en fixer la durée.

Sans doute, comme dans le cas précédent, la loi se substituera au juge pour autoriser, en principe, l'exercice de la contrainte par corps ; mais elle n'ira pas au delà ; elle n'en indiquera pas la durée, si bien que le créancier n'aura à sa disposition qu'un droit incomplet et inefficace. Comment sortira-t-il de cet embarras? Voici le parti qu'il devra prendre. Il s'adressera au juge qui a prononcé la condamnation pénale d'où la contrainte par corps découle virtuellement et de plein droit ; il lui représentera que, malgré l'injonction de la loi, le temps, pendant lequel la contrainte par corps pourrait être mise à exécution, n'a pas été limité et il le requerra de réparer cette omission. Le juge devra faire droit à cette requête ; il ne pourra pas s'y refuser, sous le prétexte que sa compétence est épuisée et qu'en accueillant la demande du créancier il porterait atteinte à la chose jugée. Le juge n'a épuisé sa compétence que sur les points qu'il a décidés ; il l'a conservée sur ceux qu'il a omis de régler. D'ailleurs en déterminant la durée de la contrainte, qui n'est qu'une conséquence forcée de sa sentence, il ne porte aucune espèce d'atteinte à la chose jugée ; il n'en amoindrit pas, il n'en aggrave pas les effets ; il se borne à régler un point d'exécution et conséquemment il n'accomplit qu'un acte parfaitement légal ; il est en effet de règle, en matière criminelle comme en matière civile, que les tribunaux ont com-

pétence pour interpréter leurs décisions et vider les difficultés auxquelles elles peuvent donner lieu.

La chambre criminelle de la Cour de cassation a plusieurs fois appliqué ce principe à la matière même que j'étudie : « attendu, en droit, porte l'arrêt du 12 juin 1857, n° 225, qu'il est de règle que la contrainte par corps est attachée de plein droit, en matière répressive, à l'exécution des condamnations à l'amende, aux restitutions, aux dommages-intérêts et aux frais; que cette règle, qui est textuellement écrite dans l'art. 52 du Code pénal, n'a point été modifiée, soit par la loi du 17 avril 1832, soit par le décret du 13 décembre 1848, qui, en réglant la contrainte par corps dans les détails de durée et d'exécution, ont laissé intacte le principe de l'art. 52 précité; attendu qu'il est également de règle, d'après les art. 39 et 40 de la loi de 1832, 7 et 12 du décret de 1848, que, lorsque les frais, dommages-intérêts, restitutions ou amendes dépassent la somme de trois cents francs, le juge de répression est obligé, à peine de nullité, en cette partie, de sa décision, de déterminer la durée de la contrainte par corps; attendu qu'il suit de ces deux règles, et ce, à titre de conséquence virtuelle, que ces deux points de décision sont toujours pendants devant la juridiction saisie; que, si elle omet d'y statuer, loin d'épuiser ses pouvoirs, elle les conserve pleins et entiers relativement à la solution de telles questions, questions résultant nécessairement de la poursuite et pour le jugement desquelles on peut toujours, dès lors, revenir devant elle. » — Conf. 14 mai 1836, n° 150.

370. Les condamnations recouvrables par le régime de contrainte par corps que j'étudie sont, aux termes de l'art. 52 du Code pénal et de l'art. 33 de

la loi du 17 avril 1832, les frais, les amendes, les restitutions et dommages-intérêts.

371. La contrainte par corps n'est pas, en cette matière, comme dans les matières civiles ou commerciales, restreinte à l'exécution des condamnations supérieures à une somme déterminée. Quelque abaissé que soit le chiffre de la condamnation, elle est exécutable par la voie de la contrainte par corps.

372. S'il doit être tenu compte de ce chiffre, c'est à un autre point de vue; c'est lorsqu'il s'agit de savoir si le juge doit ou ne doit pas fixer la durée de la contrainte.

373. Quel est à cet égard le devoir du juge?

Je distinguerai entre les sommes inférieures à trois cents francs et celles qui atteignent ou dépassent ce chiffre, et, en outre, entre les condamnations ordonnées au profit de l'État et celles qui ne sont prononcées qu'en faveur d'un particulier.

374. Je m'occupe d'abord des sommes inférieures à trois cents francs adjugées à l'État.

La loi du 17 avril 1832 défend au juge de fixer la durée de la contrainte, lorsque l'adjudication pécuniaire est inférieure à trois cents francs et qu'elle est prononcée au profit de l'État. Ce principe de la loi du 17 avril n'a pas été modifié par le décret du 13 décembre 1848 : les tribunaux doivent donc continuer à l'observer. 24 janvier 1835, n° 40; 20 mars 1835, n° 104; 31 déc. 1835, n° 478; 8 juill. 1836, n° 221; 14 juill. 1836, n° 227; 26 janv. 1837, n° 32; 27 avril 1837, n° 135; 23 juin 1837, n° 185; 29 juin 1837, n° 193; 2 août 1838, n° 255; 3 août 1838, n° 259; 26 avril 1839, n° 139; 6 août 1840, n° 220; 1er déc. 1842, n° 314; 9 nov. 1843,

n° 275; 17 fév. 1849, n° 37; 14 sept. 1849, n° 243; 22 mars 1850, n° 111; 3 mars 1853, n° 70; 14 fév. 1856, n° 68; 17 juill. 1858, n° 171.

La loi, dans ce cas, détermine elle-même la durée de la contrainte.

Voici quel est le système de la loi du 17 avril 1832. Elle distingue entre le cas où le condamné justifie de son insolvabilité et celui où il n'en justifie pas.

Les condamnés qui justifient de leur insolvabilité, suivant le mode prescrit par l'art. 420 du Code d'instruction criminelle, sont mis en liberté, après avoir subi quinze jours de contrainte, lorsque les adjudications pécuniaires n'excèdent pas quinze francs; un mois lorsqu'elles s'élèvent de quinze à cinquante francs; deux mois lorsqu'elles s'élèvent de cinquante à cent francs; et quatre mois lorsqu'elles excèdent cent francs (L. 17 avril 1832, art. 35).

Les condamnés qui ne justifient pas de leur insolvabilité peuvent demeurer indéfiniment privés de leur liberté; la loi n'ayant pas fixé pour ce cas la durée de la contrainte et n'ayant pas permis au juge de la déterminer, on en a conclu qu'elle n'a pour limites que l'entier paiement de la condamnation, la bienveillance de l'État ou la mort du débiteur. 24 janv. 1835, n° 39; 14 sept. 1849, n° 243.

Le décret du 13 décembre 1848 a maintenu la distinction entre les condamnés qui justifient régulièrement de leur insolvabilité et ceux qui n'en justifient pas.

Le décret a conservé pour les premiers le régime de la loi de 1832, sauf qu'il a abaissé à trois mois, au lieu de quatre, l'incarcération, dans les cas où les adjudications pécuniaires excèdent cent francs (D. 13 déc. 1848, art. 8).

Quant aux autres, le décret a très-notablement amélioré leur situation; ils ne sont plus exposés à être détenus toute leur vie pour une dette inférieure à trois cents francs. Le décret a limité la durée de la contrainte qui pourra être exercée contre eux : cette durée sera double de ce qu'elle aurait été si les condamnés avaient établi leur indigence, c'est-à-dire que, pour ceux qui n'en justifient pas, quinze jours de contrainte sont remplacés par trente; un mois par deux mois; deux mois par quatre; trois mois par six (D. 13 déc. 1848, art. 8).

Voilà pour les adjudications pécuniaires inférieures à trois cents francs, prononcées au profit de l'État.

375. Quant à celles qui sont prononcées au profit des particuliers, elles étaient placées par la loi du 17 avril 1832 sous un régime qui leur était propre. Depuis le décret du 13 déc. 1848, elles sont soumises aux mêmes règles que les adjudications prononcées au profit de l'État.

Sous la loi du 17 avril 1832, lorsqu'une adjudication pécuniaire, même inférieure à trois cents francs, était prononcée au profit d'un particulier, le juge devait déterminer la durée de la contrainte dans les limites de six mois à cinq ans (L. 17 avril 1832, art. 39). Si le condamné ne justifiait pas de son insolvabilité, il subissait la contrainte dans les limites que le juge avait déterminées; s'il en justifiait, il ne demeurait incarcéré que quinze jours, lorsque la condamnation n'excédait pas quinze francs; un mois lorsqu'elle s'élevait de quinze à cinquante francs; deux mois lorsqu'elle s'élevait de cinquante à cent francs et quatre mois lorsqu'elle excédait cent francs (L. 17 avril 1832, art. 39).

Depuis le décret du 13 décembre 1848, le juge n'a plus à fixer la durée de la contrainte lorsqu'il prononce, au profit d'une partie civile, une adjudication pécuniaire inférieure à 300 francs, 17 fév. 1849, n° 37, le dernier paragraphe de l'art. 39 de la loi du 17 avril 1832, qui prescrivait de la déterminer dans le jugement de condamnation, ayant été abrogé par les 2^e^ et 3^e^ paragraphes de l'art. 8 de ce décret.

Ainsi, désormais, la durée de la contrainte est fixée par la loi pour tous les cas où il s'agit d'une adjudication pécuniaire inférieure à trois cents francs, sans qu'il y ait lieu de distinguer entre le cas où elle est prononcée au profit de l'État et celui où elle est ordonnée au profit d'un particulier.

La durée de l'emprisonnement est, en outre, pour les condamnations prononcées au profit d'un particulier, la même que pour les condamnations prononcées au profit de l'État (D. 13 déc. 1848, art. 8).

376. Mais, si les tribunaux doivent s'abstenir de limiter la durée de la contrainte par corps lorsque les adjudications pécuniaires sont inférieures à 300 fr., ils doivent, au contraire, la déterminer toutes les fois qu'elles atteignent ou excèdent cette somme.

Sous la loi du 17 avril 1832, la durée que le juge pouvait ordonner était d'un an au moins et de dix au plus (L. 17 avril 1832, art. 7 et 40); sous le décret du 13 décembre 1848 elle n'est plus que de six mois à cinq ans (D. 13 déc. 1848, art. 12).

Je ferai remarquer que, dans ce cas, il n'est pas tenu compte de l'insolvabilité des condamnés qui ne peuvent se soustraire à l'exécution de la contrainte que par l'entier paiement des adjudications pécuniaires (L. 17 avril 1832, art. 40).

377. J'ai indiqué au n° 369 que si les tribunaux omettent, dans les cas dont je m'occupe, de déterminer la durée de la contrainte, ils peuvent, par un jugement subséquent, réparer cette omission. Le condamné ne devrait donc pas être écouté s'il s'opposait à ce que la décision fût complétée, et s'il soutenait que, la durée de la contrainte n'ayant pas été déterminée par le jugement de condamnation, on ne peut la lui faire subir que pendant le délai fixé par la loi pour les condamnations excédant 100 francs, mais inférieures à 300 francs : lequel ne serait que de trois mois s'il justifiait de son insolvabilité, et de six mois s'il n'en justifiait pas (L. 17 avril 1832, art. 35; D. 13 déc. 1848, art. 8).

La question s'est présentée devant la Cour de cassation; je ne fais qu'en adopter l'opinion.

L'arrêt de la Cour d'assises qui avait condamné Lachassagne ne contenant pas la fixation de la durée de la contrainte par corps qu'il aurait à subir à l'expiration de sa peine pour le cas où il n'acquitterait pas l'amende et les frais dont il était tenu, et qui s'élevaient à 651 francs, Lachassagne soutint que cette omission le replaçait sous l'empire de l'art. 35 de la loi du 17 avril 1832, et lui permettait d'obtenir sa mise en liberté après le délai fixé par cet article, s'il justifiait d'ailleurs de son insolvabilité. Cette prétention a été repoussée par la Cour de cassation : « Attendu que le résultat de cette omission ne peut être de faire retomber Lachassagne sous l'empire de l'art. 35 de la loi du 17 avril 1832, qui permet au condamné d'obtenir sa liberté après quatre mois, en justifiant de son insolvabilité, lorsque la somme des condamnations excède cent francs; qu'en effet, l'art. 35 de la loi précitée ne peut être séparé de

l'art. 40, qui en est la modification pour le cas où la condamnation s'élève à trois cents francs, et qu'ainsi l'art. 35 s'applique au cas où la condamnation est inférieure à trois cents francs et supérieure à cent francs ; attendu que, lorsque la condamnation s'élève à trois cents francs, l'art. 40 ne se borne pas à autoriser le tribunal à faire la fixation d'une manière facultative, mais prescrit de la faire dans la limite fixée par l'art. 7 de la loi précitée, et écarte la possibilité de prendre en considération l'insolvabilité du condamné ; attendu que l'omission de la fixation de la durée de la contrainte par corps a pu être en tout temps réparée par la Cour qui avait rendu l'arrêt de condamnation, et que la juridiction de cette Cour n'était épuisée que relativement aux points qu'elle avait jugés. » 14 mai 1836, n° 150.

378. Si les tribunaux ont négligé de fixer la durée de la contrainte par corps dans le cas où la loi leur en impose le devoir, et que leur décision soit dénoncée à la Cour de cassation avant qu'ils l'aient complétée, elle sera infailliblement annulée dans la partie qui renfermera cette violation de la loi.

Cette Cour n'a eu que trop souvent à rappeler les tribunaux à l'observation d'une règle si facile à pratiquer et pourtant si fréquemment méconnue.

379. De ce que la durée de la contrainte par corps doit être déterminée toutes les fois que les adjudications pécuniaires, prononcées par le jugement ou l'arrêt de condamnation, s'élèvent à trois cents francs et au-dessus,

Il résulte d'abord qu'elle doit être fixée dès que les frais ont été taxés et liquidés par le jugement ou l'arrêt de condamnation à une somme égale ou supérieure à ce chiffre. 20 mars 1835, n° 106 ; 2 avril 1835, n° 119 ;

16 avril 1835, n° 138; 12 juin 1835, n° 233; 19 juin 1835, n° 246; 27 juin 1835, n° 259; 16 juill. 1835, n° 291; 22 août 1835, n° 326; 10 sept. 1835, n° 353; 26 nov. 1835, n° 439; 3 déc. 1835, n° 442; 19 déc. 1835, n° 464; 7 janv. 1836, n° 5; 14 janv. 1836, n° 13; 26 fév. 1836, n° 61; 7 avril 1836, n° 109; 16 juin 1836, n° 193; 30 juin 1836, n° 213; 22 sept. 1836, n° 307; 12 janv. 1837, n° 10; 6 avril 1837, n° 100; 7 sept. 1837, n° 260; 14 sept. 1837, n° 270; 19 janv. 1838, n° 17; 8 fév. 1838, n° 36; 27 sept. 1838, n° 318; 4 janv. 1839, n° 9; 10 janv. 1839, n° 15; 28 fév. 1839, n° 67; 4 avril 1839, n° 111; 6 juin 1840, n° 160; 2 juill. 1840, n° 190; 15 oct. 1840, n° 305; 22 oct. 1840, n° 311; 1er juill. 1841, n° 193; 27 janv. 1842, n° 16; 31 mars 1842, n° 73; 7 avril 1842, n° 79; 12 avril 1842, n° 87; 18 août 1842, n° 209; 17 sept. 1842, n° 242; 2 déc. 1842, n° 316; 20 mars 1845, n° 103; 25 sept. 1845, n° 299; 10 sept. 1846, n° 239; 24 juill. 1847, n° 161; 26 août 1847, n° 194; 6 avril 1848, n° 101; 11 mai 1848, n° 142; 27 juill. 1848, n° 208; 10 août 1848, n° 216; 31 août 1848, n° 232; 7 sept. 1848, n° 238; 14 sept. 1848, n° 242; 22 sept. 1848, n° 247; 16 août 1849, n° 202; 4 oct. 1849, n° 265; 14 fév. 1850, n° 53; 6 juin 1850, n° 185; 19 sept. 1850, n° 316; 4 janv. 1851, n° 8; 16 déc. 1852, n° 402; 11 mars 1853, n° 91; 1er avril 1853, n° 112; 3 nov. 1853, n° 521; 31 août 1854, n° 271; 4 janv. 1855, n° 2; 1er mars 1855, n° 73; 6 sept. 1855, n° 313; 4 janv. 1856, n° 5; 19 juin 1856, n° 219; 17 juill. 1856, n° 252; 28 août 1856, n° 300; 2 oct. 1856, n° 326; 31 janv. 1857, n° 42; 5 nov. 1857, n° 366; 3 juin 1858, n° 161; 19 mai 1859, n° 131; 10 déc. 1859, n° 273; 29 déc. 1859, n° 294.

Dans le cas, au contraire, où le jugement ou l'ar-

rêt ne contient pas la taxe et la liquidation des frais, le juge doit s'abstenir de déterminer la durée de la contrainte, si les autres adjudications pécuniaires, comme l'amende et les dommages-intérêts, n'atteignent pas, d'ailleurs, trois cents francs; car il n'est pas alors juridiquement établi qu'il ait eu le pouvoir de la fixer. 6 oct. 1836, n° 329; 13 oct. 1836, n° 342; 17 déc. 1836, n° 391; 29 déc. 1836, n° 398; 8 juill. 1837, n° 203; 10 août 1837, n° 236; 21 sept. 1837, n° 281; 21 sept. 1837, n° 284; 5 oct. 1837, n° 299; 12 oct. 1837, n° 308; 22 mars 1838, n° 73; 12 juill. 1838, n° 203; 17 janv. 1839, n° 21; 10 oct. 1839, n° 325; 16 janv. 1840, n° 18; 2 avril 1840, n° 98; 18 avril 1840, n° 113; 17 déc. 1840, n° 352; 11 mars 1841, n° 59; 16 déc. 1841, n° 354; 22 avril 1842, n° 94; 15 juin 1843, n° 150; 26 sept. 1844, n° 329; 22 sept. 1859, n° 227.

380. Malgré cette règle, qui repose sur de si nombreux arrêts, on peut se demander si la décision qui limiterait la durée de la contrainte par corps, sans taxer ni liquider les frais, ne pourrait pas trouver sa justification dans la taxe et la liquidation, qui seraient faites ultérieurement par le magistrat compétent.

La Cour de cassation a varié sur cette question.

L'arrêt du 11 novembre 1836, n° 376, reconnaît qu'une ordonnance de liquidation, postérieure à l'arrêt de condamnation, peut servir de base légale à l'arrêt qui a limité la durée de la contrainte par corps. Cet arrêt est ainsi conçu: « Vu l'état de liquidation des frais, ledit état rendu exécutoire par le président du tribunal de Bourg, comme remplaçant le président de la Cour d'assises du département de l'Ain, et apporté au greffe de la Cour en vertu de l'arrêt du

22 septembre dernier ; attendu que ledit état de frais s'élève à 557 francs et que bien que l'ordonnance de liquidation ne soit que du 26 août, tandis que l'arrêt de condamnation est du 16 du même mois, la Cour d'assises, qui a eu, sous les yeux, les pièces dont se compose la procédure, a pu prendre pour base de son arrêt le montant desdits frais et que, dès lors qu'elle a eu la preuve que lesdits frais s'élevaient à trois cents francs, elle a dû appliquer, comme elle l'a fait, la loi du 17 avril 1832. »

Dans l'arrêt du 29 décembre suivant, n° 398, la même Cour jugeait, au contraire, « que l'arrêt attaqué ne contenant pas la liquidation des frais et la somme totale à laquelle ils s'élevaient, il était impossible de savoir si la durée de la contrainte par corps avait été déterminée convenablement et que, dès lors, la fixation de la contrainte par corps manquant de base légale, l'arrêt attaqué contenait une fausse application et par suite la violation des art. 7, 39 et 40 de la loi du 17 avril 1832. »

L'année suivante elle s'est encore plus formellement écartée du système des équipollents ; elle a jugé que l'ordonnance postérieure du président des assises ne pouvait pas suppléer à la liquidation des frais par l'arrêt de condamnation : « Attendu que, dans l'espèce, l'arrêt attaqué a fixé la durée de la contrainte par corps à deux ans ; que la taxe des frais n'est pas contenue dans ledit arrêt et qu'elle n'a eu lieu que postérieurement par une ordonnance du président de la Cour d'assises ; d'où il suit que ledit arrêt a fait une fausse application des art. 7 et 40 de ladite loi, la Cour casse. » 8 juin 1837, n° 174.

L'arrêt du 23 juillet 1840, n° 211, est encore, s'il est possible, plus précis : « Attendu qu'un état de la

liquidation des frais s'élevant à 441 francs 75 centimes rendu exécutoire par le président des assises, joint aux pièces de la procédure et postérieur de plusieurs jours à l'arrêt de condamnation, ne saurait, aux termes de la loi, suppléer à la liquidation de ces mêmes frais, qui doit être contenue dans l'arrêt même de condamnation, la Cour casse. »

Cette jurisprudence peut paraître bien sévère. L'article 40 de la loi du 17 avril 1832 semble moins exigeant qu'elle : il ne prescrit pas au juge de ne limiter la durée de la contrainte par corps que dans le cas où il taxe et liquide les frais dans sa décision même. En lui imposant ce devoir, la Cour de cassation n'ajoute-t-elle pas à cette loi, qui n'ordonne qu'une seule chose: c'est que la durée de la contrainte ne soit fixée par les tribunaux que dans les cas où les adjudications pécuniaires s'élèvent à trois cents francs? Est-ce que cette loi n'est pas satistaite, s'il est prouvé par une ordonnance de liquidation, émanée du magistrat compétent, que les frais s'élèvent bien au chiffre, qui permet et enjoint au juge de déterminer la durée de la contrainte par corps ? N'était-ce pas la pensée de la Cour de cassation lorsque, dans son arrêt du 4 janvier 1851, n° 9, annulant un arrêt qui avait limité la durée de la contrainte, elle ne se bornait pas à constater que cet arrêt ne contenait aucune liquidation de frais, mais qu'elle ajoutait, sans doute, parce qu'elle sentait que cette base était nécessaire à sa décision, *qu'il n'y était suppléé par aucune pièce du dossier* ?

Quoi qu'il en soit de cet arrêt du 4 janvier 1851, la Cour a maintenu la théorie de ses arrêts des 29 décembre 1836, 8 juin 1837 et 23 juillet 1840 dans celui du 22 septembre 1859, n° 227, en déclarant que la liquidation des frais par le jugement ou l'arrêt de con-

damnation *est la seule base légale* de la disposition qui fixe la durée de la contrainte par corps.

Les tribunaux devront donc prendre le soin de taxer et liquider les frais dans le jugement ou l'arrêt de condamnation : c'est d'ailleurs l'injonction qui leur est faite par les art. 162, 194 et 366 du Code d'instruction criminelle.

381. De ce que la contrainte par corps doit être limitée par le juge toutes les fois que les adjudications pécuniaires s'élèvent à trois cents francs et au-dessus, il résulte encore :

1° Que la durée de la contrainte doit être fixée par le jugement ou l'arrêt de condamnation, quoique les frais liquidés soient d'une somme inférieure à trois cents francs, si, dans le cas où une amende est prononcée contre le condamné, l'addition des frais et de l'amende est égale ou supérieure à ce chiffre. 16 juill. 1835, n° 288 ; 12 janv. 1837, n° 11 ; 28 nov. 1839, n° 363 ; 9 sept. 1841, n° 272 ; 22 déc. 1842, n° 336 ; 24 août 1843, n° 215 ; 25 août 1843, n° 222 ; 14 sept. 1854, n° 277 ; 22 mai 1857, n° 203 ; 28 mai 1857, n° 207 ; 26 fév. 1858, n° 70 ; 29 déc. 1859, n° 294 ;

382. 2° Qu'elle doit être aussi fixée, quoique les frais ne soient pas liquidés par le jugement ou l'arrêt, si les autres condamnations pécuniaires, telles que l'amende et les dommages-intérêts, s'élèvent, abstraction faite des frais, à trois cents francs et au-dessus, 16 janv. 1841, n° 14 ; 3 fév. 1843, n° 21 ; 28 déc. 1843, n° 332 ;

383. 3° Qu'elle doit être également déterminée dans le cas où les condamnations solidaires, soit aux frais, soit aux amendes, prononcées contre les accusés ou prévenus compris dans une même affaire, s'élèvent

à trois cents francs, quoique la part afférente à chacun d'eux puisse être inférieure à ce chiffre. Chaque débiteur solidaire pouvant être contraint par le créancier au paiement de la totalité de la dette (C. Nap., art. 1203), il est clair que chacun des accusés ou prévenus est condamné, dans l'hypothèse que je suppose, à des adjudications égales ou supérieures à trois cents francs. Il n'importe pas que, dans le partage qu'ils feront ultérieurement entre eux, les parts individuelles se trouvent inférieures à cette somme. 20 mars 1835, n° 103; 24 sept. 1835, n° 372; 26 nov. 1835, n° 439; 17 déc. 1835, n° 460; 15 juin 1837, n° 179; 28 sept. 1837, n° 294; 12 oct. 1837, n° 310; 5 mai 1838, n° 122; 7 juin 1838, n° 160; 28 fév. 1839, n° 67; 16 janv. 1841, n° 14; 30 déc. 1841, n° 375; 15 déc. 1842, n° 325; 3 fév. 1843, n° 21; 28 déc. 1843, n° 332; 10 juill. 1856, n° 246;

384. 4° Qu'elle doit être déterminée même dans le cas où les adjudications pécuniaires ne s'élèvent à trois cents francs qu'en y comprenant les dommages-intérêts accordés à la partie civile. 4 nov. 1842, n° 293; 3 juin 1843, n° 130; 25 juill. 1846, n° 196; 1^er juill. 1855, n° 249; 10 sept. 1857, n° 335.

385. Les tribunaux n'étant autorisés à fixer la durée de la contrainte par corps que dans le cas où la condamnation atteint ou excède trois cents francs, il faut en conclure qu'ils ne peuvent la déterminer hypothétiquement pour le cas où, vérification faite, il serait établi que les adjudications pécuniaires atteindraient ou dépasseraient cette somme. La législation française n'admet pas les décisions éventuelles ou hypothétiques; elle ne les admet pas surtout dans une matière aussi rigoureuse que la contrainte par

corps ; elle ne permet pas au juge de statuer avant d'avoir vérifié.

La Cour de cassation a annulé toutes les décisions de cette nature qui lui ont été dénoncées. 6 avril 1837, n° 102; 20 avril 1837, n° 123; 18 mai 1837, n° 156; 8 juill. 1837, n° 203; 2 août 1838, n° 252; 6 juin 1839, n° 178.

386. Malgré la généralité des termes de l'art. 40 de la loi du 17 avril 1832 qui exige que, dans tous les cas, le jugement, portant condamnation au remboursement des frais s'élevant à trois cents francs, détermine la durée de la contrainte par corps, la Cour de cassation décide que cette prescription de la loi n'est applicable qu'aux peines temporaires, et, par conséquent, ne concerne pas les individus condamnés à mort ou à une peine perpétuelle. Il a paru à cette Cour que la disposition de l'arrêt qui détermine la durée de la contrainte était inconciliable avec la perpétuité de la peine prononcée. 19 avril 1838, n° 102; 27 avril 1838, n° 115; 18 mai 1838, n° 131; 14 juin 1838, n° 166; 21 juin 1838, n° 169; 12 juill. 1838, n° 201; 9 août 1838, n° 268; 30 août 1838, n° 298; 10 janv. 1839, n° 17; 11 janv. 1839, n° 19; 17 janv. 1839, n° 23; 30 mars 1839, n° 107; 13 juin 1839, n° 191; 21 juin 1839, n° 199; 27 juin 1839, n° 206; 29 août 1839, n° 282; 16 mai 1840, n° 137; 29 mai 1840, n° 148; 19 juin 1840, n° 179; 23 juill. 1840, n° 209; 12 nov. 1840, n° 322; 23 déc. 1841, n° 365; 15 janv. 1842, n° 10; 27 janv. 1842, n° 15; 25 août 1842, n° 218; 8 sept. 1842, n° 235; 3 fév. 1843, n° 24; 4 avril 1844, n° 129; 4 juill. 1844, n° 253; 11 juill. 1844, n° 259; n° 260; 15 avril 1847, n° 77; 7 mai 1847, n° 100; 9 nov. 1850, n° 374; 19 juin 1851, n° 228; 10 janv. 1856, n° 11; 22 mai 1856,

n° 183; 13 août 1857, n° 300; 13 janv. 1859, n° 15.

387. J'ajouterai tout de suite, pour épuiser ce qui se rattache à la question que j'examine, que la Cour de cassation n'admet même pas que la contrainte par corps puisse être ordonnée contre les condamnés soit à mort, 19 avril 1838, n° 102; 27 avril 1838, n° 115; 18 mai 1838, n° 131; 18 mai 1855, n° 165; 20 août 1857, nos 309, 310; soit aux autres peines perpétuelles, 30 août 1838, n° 298; 30 mars 1839, n° 107; 21 juin 1839, n° 199; 31 déc. 1841, n° 365; 15 janv. 1842, n° 10; 25 août 1842, n° 218; 15 avril 1847, n° 77; 22 mai 1856, n° 183.

388. Malgré ces nombreux arrêts, cette jurisprudence pourrait bien n'être, me semble-t-il, ni juridique ni utile.

Juridique, elle ne paraît pas l'être. En effet, ni l'art. 52 du Code pénal, ni les art. 33 et 40 de la loi du 17 avril 1832 ne dispensent de la contrainte par corps les condamnés aux peines perpétuelles; ces articles sont conçus en termes généraux; ils s'appliquent tout aussi bien aux condamnations perpétuelles qu'aux condamnations temporaires; mais, dit-on, et c'est là le grand, l'unique argument, la contrainte par corps est inconciliable avec la perpétuité de la peine. Je le demande, cette objection ne confond-elle pas le droit et l'exercice du droit? Sans doute, si le coupable, condamné à une peine perpétuelle, subit son châtiment jusqu'à sa dernière heure, la contrainte par corps ne pourra pas être exécutée; mais de ce que l'exercice d'un droit est suspendu, de ce qu'il est subordonné à une condition qui ne se réalisera peut-être jamais, peut-on conclure que ce droit n'existe pas? Personne n'a jamais songé à tirer cette conclusion.

Je pourrais citer bien des exemples ; je me contenterai d'un seul qui m'est fourni par la matière que j'étudie.

L'exercice de la contrainte par corps fut suspendu par le décret du Gouvernement provisoire du 9 mars 1848 ; il pouvait n'être jamais rétabli. Les tribunaux furent-ils donc autorisés par ce décret à ne plus prononcer ce mode d'exécution dans les cas où la loi leur en imposait le devoir ? La Cour d'assises du département de la Vendée l'avait cru ; mais son arrêt a été cassé le 5 avril 1848, n° 105. Ce jour-là, la Cour de cassation n'a pas pensé que le droit était effacé, parce que l'exercice en était suspendu.

Quant à l'utilité de cette jurisprudence, on peut aussi la contester.

A quoi bon, en effet, interdire au juge d'ordonner la contrainte par corps, si, comme la Cour de cassation l'a jugé plusieurs fois (n° 364), elle découle virtuellement et de plein droit de la condamnation pénale? Le juge ne l'aura pas appliquée, mais la loi l'aura prononcée. Le condamné ne sera pas exécuté à raison d'une disposition spéciale de l'arrêt, mais il le sera en vertu de la loi : il sera ni plus ni moins contraignable par corps, si, un jour, par l'effet de la grâce, il rentre dans la société.

Qu'importe également que la durée de la contrainte ait été fixée par l'arrêt de condamnation, si d'ailleurs elle devait l'être, comme je le suppose, à raison du chiffre de l'adjudication pécuniaire? Le condamné, qui recouvrera sa liberté et deviendra contraignable par corps, profitera-t-il donc du silence de l'arrêt? Non, le créancier aura le droit, comme la Cour de cassation l'a reconnu (n° 369), de requérir le juge de compléter sa décision, et de fixer

la durée de la contrainte. La situation du condamné restera la même.

Quoi qu'il en soit, cette jurisprudence compte trop de décisions pour que les Cours d'assises songent à y résister. Elles devront donc, dans les cas où il y aura condamnation à mort ou à une peine perpétuelle, s'abstenir non-seulement de fixer la durée de la contrainte par corps, mais même d'ordonner ce mode d'exécution.

389. Pour compléter ce que j'avais à dire sur le régime particulier de la contrainte par corps en matière criminelle, je n'ai plus qu'à indiquer les personnes auxquelles ce régime est applicable.

Il est applicable à tous les accusés ou prévenus condamnés à une peine ; il l'est également aux prévenus, acquittés ou absous en première instance, mais condamnés sur l'appel de la partie civile à des dommages-intérêts envers cette partie, à tous les accusés ou prévenus, déclarés coupables d'un crime ou d'un délit, qui, en vertu de la règle prohibitive du cumul des peines ou d'une exemption particulière, reste sans punition (nos 328, 363), et aux personnes civilement responsables, lorsque la loi l'a ordonné par une disposition expresse et formelle (n° 392).

390. Cependant cette règle n'est pas tellement absolue qu'elle ne souffre aucune exception.

Je rappellerai d'abord que la Cour de cassation ne permet pas de prononcer la contrainte par corps contre les individus condamnés à une peine perpétuelle; ce qui ne les dispensera pas (n° 388) du régime de la contrainte par corps en matière criminelle si ce régime peut leur être ultérieurement appliqué à raison d'une commutation de peine.

J'ajouterai que la loi a fait aussi plier la rigueur du

principe devant certaines considérations, tirées de l'âge du condamné ou de ses liens de parenté ou d'alliance avec le créancier.

1° L'art. 40 de la loi du 17 avril 1832 autorisait les juges, si le débiteur avait commencé sa soixante-dixième année avant le jugement, à réduire le minimum de la contrainte, qui était alors d'un an, à six mois, et leur enjoignait, dans le même cas, de ne pas dépasser un maximum de cinq ans. Il disposait de plus que si le débiteur atteignait sa soixante-dixième année pendant la durée de la contrainte, sa détention serait de plein droit réduite à la moitié du temps qu'elle avait encore à courir aux termes du jugement.

Le décret du 13 décembre 1848 s'est montré encore plus humain. Aujourd'hui, si le débiteur a commencé sa soixante-dixième année avant le jugement, la contrainte par corps ne peut plus être déterminée que dans les limites de trois mois à trois ans; et, s'il atteint cet âge, avant même d'être écroué ou pendant son emprisonnement, la durée de la contrainte à subir sera de plein droit réduite de moitié (D. 13 déc. 1848, art. 9).

2° Il résulte des art. 19 et 41 de la loi du 17 avril 1832 que la contrainte par corps ne peut être prononcée contre le débiteur au profit ni de son conjoint ni de ses ascendants, descendants, frères ou sœurs ou alliés aux mêmes degrés.

Le décret du 13 décembre 1848, par son art. 10, a étendu cette interdiction à l'oncle, à la tante, au grand-oncle, à la grand'tante, au neveu, à la nièce, au petit-neveu, à la petite-nièce et aux alliés au même degré.

3° Enfin la loi du 17 avril 1832, dans son art. 21, interdisait d'exécuter simultanément, pour la même

dette, la contrainte par corps contre le mari et contre la femme.

Le décret du 13 décembre 1848 (art. 11) a poussé plus loin la prévoyance; il étend cette interdiction même au cas où il s'agit de dettes différentes. En outre, il ajoute que, dans l'intérêt des enfants mineurs du débiteur, les tribunaux pourront, par le jugement de condamnation, surseoir pendant une année à l'exécution de la contrainte.

391. Le régime de la contrainte par corps en matière criminelle n'est applicable qu'aux personnes que j'ai indiquées au n° 389. Ce n'est, en effet, qu'à leur égard que les adjudications pécuniaires prennent le caractère pénal, à raison duquel ce régime a été organisé. Quant aux adjudications pécuniaires prononcées, soit contre les accusés ou prévenus renvoyés des poursuites, soit, dans les cas ordinaires, contre les personnes civilement responsables, soit contre la partie civile, elles ne sont que d'une nature purement civile, et, par conséquent, si elles peuvent être, dans certains cas, recouvrables par la contrainte par corps, ce n'est que par le mode de contrainte, spécial aux matières civiles.

Il résulte de ce qui précède que le régime que j'étudie n'est pas applicable :

1° Ainsi que je l'ai dit aux nos 360, 361, aux accusés ou prévenus, acquittés ou absous, à raison des adjudications pécuniaires qui pourraient être prononcées contre eux, malgré leur acquittement ou absolution.

392. 2° Aux personnes civilement responsables, quoique celui dont elles sont responsables ait été condamné pour crime, délit ou contravention, à moins qu'il n'en ait été autrement ordonné par la loi, comme, par exemple, dans le cas de l'art. 46 du Code forestier.

« Les père et mère, porte l'arrêt du 11 février 1843, n° 34, condamnés, comme civilement responsables, au paiement des amendes encourues par leurs enfants mineurs, ne sont pas de plein droit contraignables par corps;... il résulte, en effet, de la combinaison des art. 51 et 52 du Code pénal, 33, 37 et 41 de la loi du 17 avril 1832, que si le recouvrement des amendes, restitutions, dommages-intérêts et frais peut être poursuivi par corps, c'est lorsque ces réparations sont l'accessoire et la conséquence des condamnations pénales prononcées pour un crime ou pour un délit et seulement contre celui qui a été déclaré coupable. » Conf. 18 mai 1843, n° 116; 3 juin 1843, n° 130.

393. 3° A la partie civile, soit qu'il s'agisse de dommages-intérêts obtenus contre elle par l'accusé ou le prévenu, soit qu'il s'agisse de frais au remboursement desquels elle est condamnée envers l'État.

La première partie de cette proposition se démontre en quelque sorte d'elle-même.

La partie civile n'est pas condamnée à une peine; la réparation civile, prononcée contre elle, n'est pas la conséquence d'un crime, d'un délit ou d'une contravention. L'art. 52 du Code pénal ne lui est donc pas applicable; en d'autres termes, elle n'est pas soumise pour cette condamnation à la contrainte par corps des matières criminelles. C'est ce qui a été jugé dans l'espèce suivante :

François Leguénel, partie civile, avait été condamné à des dommages-intérêts envers le prévenu acquitté; le tribunal avait cru pouvoir lui appliquer l'art. 52 du Code pénal. Cette décision a été annulée, « attendu que l'art. 52 précité, placé dans un chapitre intitulé *Des peines et autres condamnations pour crimes et délits*, à la suite d'un autre article qui parle

de restitutions auxquelles le coupable sera condamné, et comprenant dans une condamnation commune les dommages-intérêts et l'amende, n'a eu en vue que les condamnations pécuniaires se rattachant à une décision pénale et participant du caractère de cette décision ; que, si l'art. 212 du Code d'instruction criminelle autorise le tribunal correctionnel, qui, saisi d'une prévention de délit, a renvoyé le prévenu de la poursuite, à impartir des dommages-intérêts à ce dernier contre le plaignant, cet article n'a dérogé aux règles de compétence qu'en ce qu'il attribue à un tribunal de répression la connaissance d'une demande purement civile, en dehors du cas où cette demande serait accessoire à une action principale; mais qu'il ne résulte pas de cette disposition exceptionnelle et qui, dès lors, ne saurait être étendue au delà de ses termes, que la juridiction ainsi prorogée et dont les pouvoirs, à titre de tribunal correctionnel, ont été épuisés par la décision de relaxe, puisse appliquer au jugement d'un fait civil des règles autres que les règles civiles. » 2 avril 1842, n° 77.

Je n'éprouve pas plus d'hésitation à soutenir la seconde partie de ma proposition, quoiqu'on ait prétendu la combattre par une disposition formelle, disait-on, par l'art. 174 du décret du 18 juin 1811. Je me suis déjà expliqué sur la valeur de cet article (n° 361). J'ai démontré qu'il n'était que le corollaire de l'art. 52 du Code pénal, et qu'ainsi il ne pouvait être appliqué que dans le cas où cet article pourrait l'être lui-même ; j'ai ajouté que si l'art. 174 du décret du 18 juin 1811 avait pu jamais avoir l'autorité qu'on avait voulu lui reconnaître, il l'avait assurément perdue depuis la loi du 17 avril 1832 qui l'a abrogé : je ne reviendrai pas sur cette discussion.

L'opinion que je combats a été admise par la Cour

de Paris dans un arrêt du 9 mai 1837 dont voici les motifs : « Attendu qu'aux termes de l'art. 174 du décret du 18 juin 1811 la poursuite par corps est autorisée au profit de l'État pour le recouvrement de tous les frais de justice avancés conformément audit décret et qui ne sont pas à sa charge ; que cette disposition générale comprend nécessairement les frais avancés par l'État, et dont les parties civiles sont personnellement tenues, même alors qu'elles ne succombent pas, aux termes de l'art. 157 du même décret, et sauf leur recours contre les prévenus condamnés et les personnes civilement responsables du délit. »

Les principes de cet arrêt ont été deux fois repoussés par la Cour de cassation ; ils l'ont été par l'arrêt du 31 août 1843, n° 228, et par l'arrêt du 21 novembre 1851, n° 491, que je transcrirai en entier.

« Vu l'art. 2063 du Code civil et l'art. 52 du Code pénal : attendu qu'aux termes de l'art. 2063 du Code civil, la contrainte par corps ne peut être prononcée que dans les cas précisément déterminés par la loi ; que le chapitre du Code pénal, dont fait partie l'art. 52, a pour objet les peines et autres condamnations qui peuvent être prononcées pour crimes ou délits ; que la contrainte par corps, autorisée par l'art. 52, n'est donc applicable qu'aux condamnations qui sont la conséquence d'un délit, et que cet article ne saurait être étendu aux condamnations aux frais contre la partie civile qui succombe ; qu'aucune des lois postérieures sur la contrainte par corps ne l'a autorisée pour le cas dont il s'agit ; qu'il y a donc dans le jugement attaqué fausse application de l'art. 52 du Code pénal, et violation formelle de l'art. 2063 du Code civil, la Cour casse. »

394. Nous venons de reconnaître les personnes et

les cas qui sont soumis à la contrainte par corps des matières criminelles ; nous avons reconnu, en même temps, les personnes et les cas auxquels ce régime n'est pas applicable.

Je vais maintenant rechercher si, lorsque les Cours d'assises, les tribunaux correctionnels ou de police, prononcent des adjudications pécuniaires, frais ou dommages-intérêts, qui ne sont pas recouvrables par le régime de la contrainte par corps des matières criminelles, ces tribunaux ont la faculté d'ordonner leur exécution par la voie de la contrainte par corps des matières civiles.

Cette question ne présente, en principe, aucune espèce de difficulté.

Prononçant dans ce cas des condamnations civiles et jugeant avec la même autorité que les tribunaux civils, les tribunaux criminels peuvent, comme les premiers pourraient le faire, donner à leur décision la garantie de la contrainte par corps.

395. Mais, comme les tribunaux criminels n'ont alors que le pouvoir des tribunaux civils, ils ne peuvent appliquer la contrainte par corps que dans les mêmes conditions que ceux-ci ; c'est-à-dire qu'ils ne peuvent l'ordonner que contre les personnes, pour les sommes et pour les causes que la loi civile permet de soumettre à ce mode d'exécution.

396. L'art. 2064 du Code Napoléon n'autorisant, dans aucun cas, la contrainte par corps des matières civiles contre les mineurs, et l'art. 2066 du même Code ne l'autorisant contre les septuagénaires, les femmes et les filles que dans le cas de stellionat, il en résulte que les tribunaux criminels ne peuvent jamais l'ordonner, soit contre les mineurs, soit contre les septuagénaires, les femmes et les filles, pour le recouvrement des frais et dommages-intérêts.

La dame Eugénie Bethfort avait été acquittée de l'accusation portée contre elle. Néanmoins, elle avait été condamnée à des dommages-intérêts envers la partie civile ; mais la Cour, malgré les réquisitions de cette partie, avait refusé d'ordonner l'exécution par corps de son arrêt. La partie civile s'étant pourvue en cassation, son pourvoi fut rejeté par l'arrêt suivant :

« Attendu que l'art. 2066 du Code civil, qui n'est que la reproduction de la novelle 134, chapitre IX ; de l'art. 156 de l'ordonnance de 1629 ; de l'art. 8, titre XXXIV, de celle de 1667, et de la loi du 15 germinal an VI, a formellement interdit aux juges civils de prononcer la contrainte par corps, contre les femmes et les filles, hors le cas de stellionat ; attendu que le Code de procédure, loi organique du Code civil, n'a pu déroger à cette prohibition, et que son article 126 a seulement étendu les cas où la contrainte par corps était autorisée à raison de la matière, sans porter atteinte à l'exception fondée sur la qualité des personnes ; attendu que la loi du 17 avril 1832 ne règle, par son art. 32, l'emploi de cette voie d'exécution que pour les arrêts portant condamnation en matière criminelle, correctionnelle et de police, et que son art. 38, en prévoyant le cas où il sera adjugé des dommages-intérêts à des particuliers, ajoute *pour réparation de crime, délit ou contravention ;* attendu que l'art. 52 du Code pénal, placé dans un chapitre intitulé : *Des peines et des autres condamnations qui peuvent être prononcées pour crimes et délits,* à la suite d'un autre article qui parle de restitutions auxquelles le coupable sera condamné, et comprenant dans une disposition commune les dommages-intérêts et l'amende, n'a eu en vue que les condamnations pécuniaires qui, se rattachant à une décision pénale,

participent du caractère dont cette décision est empreinte ; mais attendu qu'une adjudication de dommages-intérêts, isolée de toute peine, et prononcée, au contraire, contre un accusé affranchi de l'action publique par un acquittement, ne saurait avoir, ni comme accessoire, ni à titre principal, ce caractère répressif, inconciliable avec l'absence judiciairement constatée de tout élément criminel ; attendu que, si l'art. 358 du Code d'instruction criminelle a, dans l'intérêt d'une bonne et prompte justice, attribué à la Cour d'assises, saisie de l'action publique, la connaissance de l'action privée, il n'a pu vouloir, en cas d'acquittement, rendre, sous le point de vue de cette dernière action, la condition de l'accusé moins favorable que celle d'une partie poursuivie seulement devant la juridiction civile et consacrer ainsi, entre l'acquittement et le défaut de toute poursuite criminelle, une distinction contraire à l'autorité de la chose souverainement jugée ; attendu enfin que, la matière étant purement civile, la Cour d'assises prend, à l'égard des parties, le caractère de tribunal civil, la Cour rejette le pourvoi. » 14 déc. 1839, n° 383.

397. Je pourrais ajouter plusieurs arrêts qui ont consacré les mêmes principes à l'égard des mineurs; il me suffira d'en indiquer la date ; car ils ne font que reproduire la doctrine de celui que je viens de transcrire en entier. 18 mars 1842, n° 67 ; 25 mars 1843, n° 68 ; 12 août 1843, n° 205.

398. L'art. 126 du Code de procédure civile ne laissant à la prudence des juges de prononcer la contrainte par corps des matières civiles pour dommages-intérêts qu'à la condition que la somme allouée sera au-dessus de trois cents francs, il en résulte que les tribunaux criminels ne peuvent pas l'ordonner

lorsque l'adjudication pécuniaire qu'ils prononcent n'est qu'égale ou inférieure à ce chiffre.

399. Les juges n'étant autorisés à prononcer la contrainte par corps des matières civiles pour le recouvrement des frais, ni par les art. 2059, 2060, 2061, 2062 du Code Napoléon, ni par l'art. 126 du Code de procédure civile, et l'art. 2063 du premier de ces Codes défendant aux juges de prononcer cette contrainte, hors les cas expressément déterminés, il en résulte que les tribunaux criminels doivent, comme les tribunaux civils, s'abstenir de l'ordonner pour cet objet. 10 janv. 1851, n° 16.

Ils ne pourraient se soustraire à cette prohibition qu'en accordant les frais à la partie lésée, à titre de dommages-intérêts, et que si d'ailleurs la condamnation était au moins égale au chiffre au-dessous duquel la contrainte par corps des matières civiles n'est pas autorisée en matière de dommages-intérêts. 20 juill. 1844, n° 272.

400. En résumé, et pour le dire en un mot, le juge criminel ne peut appliquer la contrainte par corps des matières civiles qu'en observant scrupuleusement les règles spéciales à ce mode d'exécution.

ARTICLE 54.

En cas de concurrence de l'amende avec les restitutions et les dommages-intérêts, sur les biens insuffisants du condamné, ces dernières condamnations obtiendront la préférence [1].

---

[1] *Ancien article* 54. — En cas de concurrence de l'amende ou de la confiscation avec les restitutions et les dommages-intérêts, sur les biens insuffisants du condamné, ces dernières condamnations obtiendront la préférence.

401. Les priviléges de l'État sont réglés par des lois spéciales.

402. Loi du 5 septembre 1807 relative au privilége de l'État pour le remboursement des condamnations prononcées à son profit en matière criminelle.

403. Ce privilége n'a lieu que pour les frais.

404. Les amendes peuvent avoir le caractère de créances hypothécaires.

405. La partie civile n'a pas de privilége. Ses créances peuvent prendre le caractère hypothécaire.

406. La créance de la partie civile n'est préférable qu'à l'amende.

407. Comment se réalisera ce droit de préférence?— Distribution par contribution. Ordre.

408. La partie civile a son droit de préférence non-seulement pour les restitutions et les dommages-intérêts, mais encore pour les frais qu'elle a avancés.

401. L'art. 2098 du Code Napoléon dispose que « le privilége, à raison des droits du Trésor public, et l'ordre dans lequel il s'exerce, sont réglés par les lois qui les concernent. »

402. En conséquence de cette disposition, le privilége du Trésor public pour le remboursement des condamnations, prononcées à son profit en matière criminelle, correctionnelle et de police, a été organisé par la loi du 5 septembre 1807.

403. Cette loi accorde un privilége à l'État pour le remboursement des frais sur les biens meubles et immeubles du condamné et en règle ainsi l'exercice.

Il ne s'exerce sur les meubles qu'après les priviléges et les droits que je vais indiquer : « 1° Les priviléges indiqués aux art. 2101 et 2102 du Code civil; — 2° les sommes dues pour la défense personnelle du condamné, lesquelles, en cas de contestation de la part de l'administration des domaines, seront réglées d'après la nature de l'affaire par le tribunal qui aura

prononcé la condamnation. » (L. 5 sept. 1807, art. 2.)

Sur les immeubles, le privilége ne s'exerce qu'après les autres priviléges et droits suivants : « 1° les priviléges désignés en l'art. 2101 du Code civil dans le cas prévu par l'art. 2105 ; — 2° les priviléges désignés en l'art. 2103 du Code civil, pourvu que les conditions prescrites pour leur conservation aient été accomplies ; — 3° les hypothèques légales existantes indépendamment de l'inscription, pourvu toutefois qu'elles soient antérieures au mandat d'arrêt, dans le cas où il en aurait été décerné contre le condamné, et, dans les autres cas, au jugement de condamnation ; — 4° les autres hypothèques, pourvu que les créances aient été inscrites au bureau des hypothèques avant le privilége du Trésor public, et qu'elles résultent d'actes qui aient une date certaine antérieure auxdits mandat d'arrêt ou jugement de condamnation ; — 5° les sommes dues pour la défense personnelle du condamné. » (5 sept. 1807, art. 4.)

Ce dernier privilége n'a lieu « qu'à la charge de l'inscription dans les deux mois, à dater du jour du jugement de condamnation, passé lequel délai les droits du Trésor public ne pourront s'exercer qu'en conformité de l'art. 2113 du Code civil. » (L. 5 sept. 1807, art. 3.)

404. Quant aux autres créances que l'État peut avoir contre les condamnés, c'est-à-dire les amendes, elles ne jouissent pas de ce privilége, comme le ministre de la justice l'a reconnu lui-même dans sa circulaire du 19 mars 1808.

Mais, résultant d'un jugement, elles ont le caractère hypothécaire et peuvent, à ce titre, prendre rang sur les immeubles du condamné; elles prendront ce

rang lorsque l'acte judiciaire, qui les reconnaît, aura été inscrit, et à dater de l'inscription (C. Nap., art. 2127, 2123, 2134, 2166).

405. La créance de la partie civile n'est pas privilégiée ; mais puisqu'elle résulte d'un jugement, elle a, comme celle de l'État, le caractère hypothécaire, et peut, aux mêmes conditions, prendre rang sur les immeubles du condamné.

406. L'art. 54 du Code pénal n'a pas touché au privilége de l'État ; les frais continueront à en jouir et, par conséquent, seront préférés à la créance de la partie civile. Cet article ne règle que le cas de concurrence de cette créance avec l'amende, sur les biens insuffisants du condamné.

407. Quoique l'application de cette règle soit en dehors de mon sujet, j'en dirai cependant quelques mots et j'indiquerai sommairement comment les choses se passeront en pareille conjoncture.

Si les biens du condamné ne consistent qu'en valeurs mobilières, le prix en sera distribué entre ses créanciers par la voie de la distribution par contribution (C. proc. civ., art. 656 et suivants), c'est-à-dire que les créanciers privilégiés seront d'abord désintéressés et que le surplus du prix sera distribué au marc le franc entre les créanciers ordinaires. Les frais dus à l'État seront classés parmi les créances privilégiées et l'amende parmi les créances qui ne le sont pas, c'est-à-dire que l'État sera colloqué d'abord pour ses frais et les prélèvera en vertu de son privilége, et que, quant à l'amende, il ne sera colloqué qu'au marc le franc, comme les autres créanciers.

Voici comment la partie civile réalisera dans cette procédure le droit de préférence qu'elle a sur l'amende due à l'État. Si les créanciers non privilégiés ne sont

qu'elle et l'État, le règlement sera facile à faire. Elle sera colloquée en premier lieu, et l'amende ne viendra en ordre utile que lorsqu'elle sera complétement désintéressée. Mais la situation n'est plus aussi simple à régler, si l'État, à raison de l'amende, et la partie civile sont en concours avec d'autres créanciers; car si la partie civile a un droit de préférence sur l'État, elle n'a, au contraire, qu'un droit égal à celui des autres créanciers. Il faut donc trouver le moyen de concilier ces divers intérêts, c'est-à-dire de donner à chacun des créanciers le marc le franc qui lui revient et de faire profiter la partie civile de son droit de préférence sur l'État. Pour atteindre ce but, le juge déterminera d'abord le marc le franc de tous les intéressés, des créanciers ordinaires, de l'État et de la partie civile. La part de chacun étant ainsi faite proportionnellement à sa créance, chacun prendra celle qui lui est afférente, si ce n'est l'État, dont la part servira, jusqu'à due concurrence, à désintéresser la partie civile. L'État ne recevra donc, à raison de l'amende, que ce qui restera après ce prélèvement. Tous les intérêts auront été ainsi conciliés. Chacun des créanciers aura le marc le franc qui lui revient, et la créance de la partie civile aura été préférée à l'amende due à l'État.

S'il se trouve des immeubles parmi les biens du condamné et qu'ils soient francs de charges hypothécaires, la distribution du prix se fera selon les règles que je viens d'exposer.

Dans le cas, au contraire, où ces biens seront grevés d'hypothèques, le prix en sera distribué entre les créanciers par la voie de l'ordre (L. 21 mai 1858), c'est-à-dire que chaque créancier sera colloqué au rang de préférence qui appartient à sa créance.

Si la partie civile a inscrit son droit hypothécaire avant que l'État ait inscrit le sien, elle lui sera préférée d'après les règles ordinaires du droit, sans qu'il y ait lieu de recourir à la disposition spéciale de l'art. 54.

Mais cette disposition deviendra applicable si la partie civile a omis de prendre inscription ou si elle ne l'a prise qu'après l'État, et qu'elle ne vienne pas personnellement en ordre utile. Dans ce cas, elle aura le droit de se faire attribuer jusqu'à concurrence de sa créance, par application de notre article, la collocation que l'État aura obtenue pour l'amende. Ce droit ne peut, ce me semble, lui être contesté ; il est la conséquence de ce que l'État ne peut poursuivre le paiement de l'amende sur les biens insuffisants du condamné qu'après que la partie civile a été complétement désintéressée.

Ainsi, dans l'ordre comme dans la distribution, le juge réglera d'abord les droits respectifs de tous les créanciers du condamné ; et ce n'est qu'après ce règlement général qu'il fera le règlement particulier entre l'État, à raison de l'amende, et la partie civile, à raison de sa créance. En procédant ainsi, il respectera les règles générales du droit non moins que la règle spéciale de l'art. 54.

408. Si on prenait cet article à la lettre, la partie civile n'aurait un droit de préférence que pour les restitutions et les dommages-intérêts ; mais il faut y ajouter les frais qu'elle a personnellement avancés. Il est évident qu'ils n'ont été omis dans cette disposition que par inadvertance ; en effet, il n'y a pas de raison pour qu'ils soient traités moins favorablement que les restitutions et les dommages-intérêts. En outre, je ferai observer que, dans une disposition

qui a, avec celle-ci, la plus grande analogie, le Code d'instruction criminelle a ordonné que, comme les réparations civiles, ils seraient acquittés sur les biens du condamné de préférence à l'amende (C. instr. crim., art. 121).

ARTICLE 55.

Tous les individus condamnés pour un même crime ou pour un même délit seront tenus solidairement des amendes, des restitutions, des dommages-intérêts et des frais.

409. Distinction entre la dette solidaire proprement dite et l'obligation *in solidum*.
410. Droit romain. Ancienne jurisprudence française.
411. La législation actuelle admet l'obligation *in solidum*.
412. La solidarité proprement dite ne peut être appliquée que dans les cas pour lesquels elle a été admise ou par la volonté de la loi ou par celle des parties.
413. L'obligation *in solidum* doit être reconnue toutes les fois qu'elle découle du fait dommageable.
414. L'engagement solidaire, dont parle l'article 55, n'est pas une dette solidaire proprement dite; c'est une obligation *in solidum*.
415. Application de ces principes. Renvoi.
416. Double but de l'article 55 : personnes qui sont tenues solidairement; condamnations qui donnent lieu à cet engagement.
417. Personnes tenues solidairement.
418. Condamnés pour un même crime ou un même délit.
419. Condamnés pour crimes ou délits connexes.
420. Condamnés pour crimes et délits distincts, mais identiques et commis dans le même but. Jurisprudence.
421. Accusés ou prévenus, déclarés coupables, mais non condamnés à une peine.
422. La règle continue-t-elle à être applicable lorsque le crime ou le délit a été réduit par le résultat des débats aux proportions d'un quasi-délit? Importance de

la distinction entre la dette solidaire proprement dite et l'obligation *in solidum*. Le juge peut prononcer la solidarité s'il reconnaît que les auteurs du quasi-délit y ont concouru pour le tout. Jurisprudence.

423. Lorsque l'accusé ou le prévenu obtient des dommages-intérêts contre plusieurs individus qui se sont portés parties civiles à raison du même fait, le juge peut ordonner la solidarité. Jurisprudence.

424. Ces différentes règles sont applicables aux litiges suivis dans les tribunaux civils.

425. Même crime ou délit. Jurisprudence.

426. Même quasi-délit. Jurisprudence.

427. La solidarité résulte-t-elle virtuellement de la condamnation, ou doit-elle être prononcée? Distinction.

428. Si la condamnation est prononcée à raison d'un crime ou d'un délit, la solidarité en découle de plein droit. Jurisprudence.

429. Elle doit être prononcée, si la condamnation a lieu à raison d'un quasi-délit.

430. Peut-elle résulter de jugements successifs? Distinction.

431. Oui, si les condamnations sont prononcées pour crime ou délit.

432. Non, si elles sont prononcées pour quasi-délit.

433. Pour qu'il y ait solidarité, il ne suffit pas que les individus soient condamnés par un même jugement; il faut qu'ils soient condamnés pour le même fait. Exemples. Jurisprudence.

434. Adjudications pécuniaires à raison desquelles il y a lieu à solidarité.

435. Amende. Exemples. Jurisprudence.

436. Restitutions et dommages-intérêts.

437. Frais. Quoique la condamnation n'ait lieu qu'à raison d'un quasi-délit, le juge peut prononcer la solidarité des frais contre les condamnés. Jurisprudence.

438. Ces diverses règles sont applicables aux matières de simple police. Jurisprudence.

409. Je ferai précéder l'étude de cet article de quelques observations préliminaires qui en diminueront singulièrement les difficultés.

Plusieurs personnes peuvent être obligées à une seule et même chose, ou à raison de leur volonté, ou à raison du fait, qui est la cause de l'obligation.

Lorsque plusieurs personnes sont tenues à une seule et même chose, à raison de leur volonté, il y a, à proprement parler, dette solidaire.

Lorsqu'elles en sont tenues à raison du fait, qui en est la cause, il y a obligation *in solidum*.

Ce qui distingue la dette solidaire de l'obligation *in solidum*, c'est que dans la première il y a unité de cause et de lien, en un mot unité d'obligation, quel que soit le nombre des obligés, tandis que, dans la seconde, il y a pluralité de causes et de liens, en d'autres termes, il y a autant d'obligations que de débiteurs.

410. Le droit romain avait été amené par les nécessités de la pratique à autoriser et à réglementer cette distinction. Il avait reconnu qu'il ne pouvait y avoir lieu à solidarité que dans les cas où il y avait unité de cause et unité de lien. Mais il avait en même temps admis que, bien qu'il y eût pluralité de causes et pluralité de liens, il y avait néanmoins lieu à obligation *in solidum*, dans les cas où le fait, qui engendrait l'obligation, avait été exécuté en tout et pour le tout par ceux qui y avaient coopéré.

Notre ancienne jurisprudence a confondu ces deux aperçus du droit romain, et il n'était plus question de la distinction faite par cette législation entre la dette solidaire et l'obligation *in solidum* lorsque le Code Napoléon fut rédigé.

411. Quoique ce Code ne l'ait pas rappelée, et qu'il paraisse même avoir classé certaines obligations *in solidum* parmi les dettes solidaires (art. 395, 396, 1033, 1442, § 2, 1724, 1887, 2002), il ne faut pas

croire que cette obligation n'a pas gardé le caractère et le régime qui lui sont propres. En effet, elle ne trouve pas son principe dans la législation écrite ; elle procède d'une cause antérieure ; elle découle de cette vérité qui ne vieillira jamais, c'est que la réparation doit être égale au dommage, c'est que celui qui a concouru *in solidum*, en tout et pour le tout, au fait préjudiciable doit concourir *in solidum*, en tout et pour le tout, à la réparation. Au reste, dans notre législation, elle serait, au besoin, une conséquence de l'art. 1383 du Code Napoléon, qui rend chacun responsable du dommage qu'il a causé ; car si chacun de ceux qui ont concouru au dommage ou fait dommageable, y a concouru pour le tout, il est manifeste, d'après cette disposition, qu'il doit être tenu pour le tout, *in solidum*, de la réparation.

412. La solidarité, qui ne peut procéder que de la volonté directe des parties ou de la loi, n'aura lieu que dans les cas où elle aura été expressément autorisée, soit par une disposition formelle, soit par la convention. Les tribunaux ne pourront l'appliquer que dans ces limites ; ils ne pourront pas l'étendre d'un cas à un autre.

413. Au contraire, l'obligation *in solidum*, découlant de la nature même des choses, existera toutes les fois que les circonstances du fait, qui l'engendrera, lui imprimeront ce caractère, quoique la loi ne l'ait pas attachée par une disposition spéciale aux conséquences de ce fait. Dans ce cas, le juge n'aura, pour déclarer que les débiteurs sont tenus *in solidum*, qu'à reconnaître qu'ils ont concouru, en tout et pour le tout, à l'acte qui est la cause de la condamnation, et que, par suite, leur responsabilité est engagée pour le tout.

414. L'engagement solidaire dont parle l'art. 55 du Code pénal est-il une dette solidaire proprement dite? N'est-il pas plutôt une obligation *in solidum?*

S'il suppose l'unité de cause et l'unité de lien, il sera une dette solidaire. Si, au contraire, les causes, qui l'engendrent, et les liens, qui le forment, sont multiples, il sera une obligation *in solidum.*

Il est, je crois, facile de reconnaître qu'il ne suppose ni l'unité de cause ni l'unité de lien.

La cause, qui en est le principe, n'est pas la même pour chacun de ceux qui ont concouru à l'acte; ils sont engagés, non à raison d'une cause unique et commune, mais à raison des actes individuels qu'ils ont personnellement exécutés et dont la réunion a causé le dommage.

L'unité de lien n'existe pas davantage. Le lien qui unit l'un n'est pas celui qui unit l'autre. Chacun des condamnés est tenu à cause de l'obligation particulière qui découle de sa participation individuelle au crime ou au délit. Il est obligé pour le tout, indépendamment de ses coobligés, et comme si ces derniers étaient tenus, chacun à raison d'une obligation distincte de la sienne.

Il n'y a donc pas dans l'engagement solidaire, dont parle l'art. 55, dette solidaire proprement dite ; il y a obligation *in solidum*, puisque les condamnés ne sont tenus solidairement que pour avoir concouru en tout et pour le tout au même crime ou délit.

415. Je ferai plus tard l'application des observations que je viens d'exposer. Quant à présent, je passe à l'étude de l'art. 55.

416. Cet article, comme on le remarque sans doute, a un double but, celui d'indiquer tout à la fois les personnes qui sont tenues solidairement au paiement

des adjudications pécuniaires prononcées pour crime ou pour délit, et les adjudications pécuniaires elles-mêmes pour lesquelles il y a obligation *in solidum*, entre les condamnés.

417. Les personnes, tenues solidairement au paiement des condamnations pécuniaires prononcées pour crime ou pour délit, sont, d'après notre article, tous les individus condamnés pour un même crime ou pour un même délit.

Quelque simple et facile à comprendre que paraisse cette première disposition de l'art. 55, elle m'arrêtera cependant assez longtemps.

418. La loi, en ordonnant que, dans le cas où plusieurs individus sont condamnés pour le même crime ou pour le même délit, chacun d'eux soit tenu non-seulement des adjudications pécuniaires prononcées directement contre lui, mais encore, comme obligé *in solidum*, de celles qui sont prononcées contre ceux qui ont concouru au même acte, n'a fait que rendre hommage à ce principe de justice et de raison que j'ai déjà rappelé, c'est que l'indemnité doit être égale au préjudice, et que, par suite, les individus condamnés pour le même crime ou pour le même délit, ayant concouru en tout et pour le tout au fait dommageable, doivent concourir, en tout et pour le tout, à la réparation de ce fait.

419. La même règle est applicable aux individus condamnés pour crimes ou délits connexes.

Ces crimes et ces délits sont dépendants les uns des autres et ne forment, à vrai dire, que les parties d'un même tout. En effet, « Il y a connexité, suivant l'art. 227 du Code d'instruction criminelle, soit lorsque les crimes ou les délits ont été commis en même temps par plusieurs personnes réunies, soit lorsqu'ils

ont été commis par différentes personnes, même en différents temps et en divers lieux, mais par suite d'un concert formé à l'avance entre elles, soit lorsque les coupables ont commis les uns pour se procurer les moyens de commettre les autres, pour en faciliter, pour en consommer l'exécution ou pour en assurer l'impunité. » Qui pourrait soutenir qu'on ne doit pas considérer comme mêmes crimes ou mêmes délits, les crimes ou délits commis en même temps, quoique divisément, par plusieurs personnes réunies ; ceux qui sont exécutés par suite d'un concert formé à l'avance, quoiqu'ils aient été commis par différentes personnes, en différents temps et en divers lieux ; ceux enfin qui ne sont que la conséquence les uns des autres ? N'est-il pas vrai que ces crimes et ces délits se confondent et s'identifient et qu'ils ne constituent, au point de vue du droit et de la raison, qu'un même crime ou un même délit ?

De cette déduction il faut conclure que les individus condamnés pour crimes ou délits connexes sont tenus *in solidum* des amendes, des restitutions, des dommages-intérêts et des frais qui sont la suite de ces crimes et de ces délits. Cette conclusion se fonde sur la lettre même de l'art. 55 du Code pénal combiné avec l'art. 227 du Code d'instruction criminelle et sur ce principe que je ne saurais trop répéter que les condamnés, ayant coopéré en tout et pour le tout au fait reprochable, doivent contribuer en tout et pour le tout à la réparation.

Cette opinion a pour elle l'autorité de la Cour de cassation. 7 janv. 1843, n° 1 ; 28 sept. 1849, n° 261.

420. Cette Cour a même considéré comme mêmes crimes ou délits, les crimes et délits distincts, mais identiques et commis dans un même but, dans un

même intérêt et dans une même direction. En conséquence elle a jugé que les condamnés qui avaient participé à ces faits étaient tenus *in solidum* comme ayant pris part à un même crime ou à un même délit. Voici une espèce curieuse dans laquelle elle a fait l'application de ces principes :

Plusieurs créanciers du sieur Gibert, commerçant, en état de faillite, avaient fait avec lui un traité particulier duquel il résultait en leur faveur un avantage à la charge de l'actif de la faillite. Ils furent poursuivis comme coupables du délit réprimé par l'art. 597 du Code de commerce, condamnés à l'emprisonnement et solidairement aux frais de la procédure. Ils se pourvurent en cassation et soutinrent, entre autres moyens, que l'arrêt attaqué avait fait une fausse application de l'art. 55 du Code pénal, en les condamnant solidairement aux frais. La Cour de cassation rejeta le pourvoi ; elle jugea « qu'il s'agissait de faits identiques, commis dans un même but, et qu'ainsi il n'y avait eu aucune violation de la loi à condamner les demandeurs aux frais solidairement. » 23 avril 1841, n° 115 ; conf. 12 août 1859, n° 201.

421. L'art. 55 est encore littéralement applicable dans les deux cas que je vais indiquer, quoiqu'il n'y ait pas eu condamnation à une peine.

J'ai déjà eu occasion de rappeler (n° 363) que si la partie civile interjette seule appel du jugement qui a renvoyé le prévenu des poursuites, la Cour impériale, qui ne peut appliquer aucune peine, reste néanmoins compétente pour rechercher si le délit existe et si le prévenu en est coupable, et, si ces points lui sont démontrés, pour adjuger à la partie civile des dommages-intérêts. Je suppose que, dans ce cas, il y ait plusieurs inculpés, qu'ils soient tous déclarés coupables du fait

incriminé et condamnés à des réparations envers la partie civile ; pourront-ils être tenus solidairement de ces adjudications, quoiqu'ils n'aient été condamnés à aucune peine ? La question me paraît sans difficulté. Sans doute, aucune peine n'aura été prononcée contre eux, mais ils n'en auront pas moins été déclarés coupables du même délit ; il en résulte qu'aux termes mêmes de l'art. 55 ils seront tenus solidairement des adjudications accordées à la partie civile. C'est ce que la Cour de cassation a jugé dans l'arrêt du 15 juin 1844, n° 217, dont j'ai donné l'espèce et les motifs au n° 363 et que je me borne à rappeler.

De même l'art. 55 serait encore applicable dans le cas où, par suite de la règle prohibitive du cumul des peines, les divers individus, qui seraient poursuivis à raison du même crime ou du même délit et qui en seraient déclarés coupables, ne seraient condamnés à aucune peine. Ils seraient tenus solidairement des adjudications pécuniaires prononcées par le jugement ou l'arrêt qui aurait déclaré leur culpabilité.

422. Mais lorsque le fait incriminé sera réduit par le débat aux proportions d'un quasi-délit, les auteurs de ce quasi-délit seront-ils tenus solidairement des adjudications pécuniaires qui en seraient la conséquence, comme s'il s'agissait d'un crime ou d'un délit ?

Cette question peut se présenter dans les procès criminels, soit lorsque les accusés ou prévenus, absous du même crime ou du même délit, sont condamnés aux frais de la procédure, soit lorsque les accusés, absous du même crime, sont condamnés à des dommages-intérêts envers la partie civile.

Si la solidarité ne devait exister qu'en vertu d'une disposition formelle de la loi, la question que j'exa-

mine offrirait les plus sérieuses difficultés, ou plutôt il faudrait reconnaître que les auteurs d'un même quasi-délit ne pourraient, dans aucun cas, être tenus solidairement des conséquences pécuniaires de ce fait.

Lorsque l'acte incriminé est transformé en quasi-délit, de criminelle qu'elle était, la matière devient purement civile. Les règles du droit criminel cessent de lui être applicables ; elle n'est plus régie, comme nous l'avons déjà vu dans notre étude sur la contrainte par corps, n° 359, que par celles du droit civil.

Une première conséquence à tirer de ce principe, c'est que l'art. 55 du Code pénal ne peut plus régir le cas que j'étudie : par son texte et la place qu'il occupe, il ne concerne évidemment que les matières criminelles ; il est sans vertu dès que la matière devient civile, de même que la contrainte par corps, réglementée par l'art. 52 du même Code, n'est plus applicable, comme nous l'avons vu au n° 359, lorsque la matière prend ce caractère.

Une seconde conséquence, c'est qu'il faut alors, pour que les auteurs d'un même quasi-délit puissent être tenus solidairement, que la loi civile en ait ainsi disposé.

C'est ici que se révèle toute l'importance de la distinction que j'ai établie plus haut entre la dette solidaire proprement dite et l'obligation *in solidum*.

En effet, si l'engagement dont je recherche la nature ne peut être solidaire qu'à la condition d'être une dette solidaire proprement dite, il ne le sera certainement pas. Cette sorte de solidarité ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une disposition formelle de la loi (Code Napoléon, art. 1202). Or, il m'est impossible de découvrir dans le Code Napoléon une disposition qui permette de considérer comme tenus

d'une dette solidaire les individus condamnés à raison d'un même quasi-délit.

Mais, si, comme je l'ai démontré, l'obligation *in solidum* existe dans notre droit comme elle existait dans le droit romain, la question sera tout autrement résolue.

Sans doute, lorsque le juge, au lieu d'admettre que chacun des auteurs du quasi-délit a coopéré en tout et pour le tout à l'acte dommageable, estimera que le fait peut se décomposer et la part de chacun être faite, il n'y aura pas lieu à l'obligation *in solidum*.

Mais, au contraire, il y aura lieu à cette obligation lorsque le juge reconnaîtra que les parties, auxquelles le crime ou le délit était imputé, ont pris une même part au quasi-délit, et que chacune d'elles s'y est associée en tout et pour le tout.

Les condamnés auront tous exécuté, pour le tout, le quasi-délit ; il est juste que tous ils puissent être contraints pour le tout à le réparer. Il serait inique que la partie, qui a souffert un dommage causé collectivement, ne pût en poursuivre la réparation que par fraction. Si elle était contrainte à diviser ses poursuites, l'indemnité ne serait plus égale au préjudice, et, à vrai dire, la responsabilité des auteurs du fait dommageable n'aurait pas l'étendue que lui donne l'art. 1383 du Code Napoléon.

Il me paraît donc que la loi et la raison s'accordent pour démontrer que, dans le cas où le quasi-délit est le fait commun et en quelque sorte indivisible de ceux qui y ont pris part, les engagés sont tenus par une obligation *in solidum*.

Cette opinion a été sanctionnée par les différentes chambres de la Cour de cassation.

Je ne citerai ici que deux exemples pris dans la

jurisprudence de la chambre criminelle; je me réserve d'indiquer plus loin les arrêts des chambres civiles relatifs à cette question.

Jean-Baptiste Fages et Guinot Bourdoulle avaient été renvoyés de l'accusation portée contre eux; et néanmoins la Cour d'assises du département de la Haute-Garonne les avait condamnés à payer solidairement et par corps des dommages-intérêts à la partie civile. Ils se pourvurent en cassation, et, entre autres moyens, ils prétendirent que l'arrêt attaqué, en prononçant contre eux, dans l'état de la procédure, une condamnation solidaire, avait violé l'art. 1202 du Code civil et l'art. 55 du Code pénal. Leur pourvoi fut rejeté:

« Attendu que l'art. 1202 du Code civil, destiné à servir de règle aux conventions ordinaires du droit civil, ne s'applique pas au cas où il s'agit de condamnations encourues par suite de délits ou quasi-délits; qu'en ces cas il y a lieu de recourir aux principes posés en l'art. 55 du Code pénal; que cet article renferme une disposition générale et consacre un principe de droit et d'équité, d'après lequel la volonté commune de causer un préjudice entraîne l'obligation de le réparer solidairement, ce qui doit avoir lieu quel que soit le caractère légal des faits par lesquels cette volonté s'est réalisée; qu'il est déclaré, dans l'arrêt attaqué, que les divers individus condamnés à des dommages-intérêts, en coopérant, à divers titres, à certains faits, ont causé un préjudice à la ville de Toulouse et au Trésor; que la solidarité pouvait, dès lors, être prononcée contre eux, et qu'à cet égard la Cour d'assises n'a violé ni l'art. 1202 du Code civil, ni l'art. 55 du Code pénal. » 29 juill. 1844, n° 272.

Dans l'autre espèce, Jean-Pierre Bourgeois et Marc Gilbert Levadoux avaient été absous de l'accusation portée contre eux; et cependant la Cour d'assises du département de Seine-et-Marne les avait condamnés à payer solidairement 5,000 francs à la partie civile. Ils soutinrent devant la Cour de cassation que cet arrêt violait les principes de la solidarité; mais leur pourvoi fut rejeté comme le précédent: «attendu que Levadoux et Bourgeois avaient été renvoyés devant la Cour d'assises comme accusés d'un même crime, savoir la subornation des mêmes témoins, et que, si le crime dont ils étaient accusés a été réduit par le résultat des débats aux proportions d'un quasi-délit, ce quasi-délit a conservé aux yeux des juges le même caractère d'indivisibilité; d'où il suit qu'en condamnant Levadoux et Bourgeois solidairement aux mêmes dommages-intérêts, la Cour d'assises n'a fait qu'une juste application du principe posé dans l'art. 55 du Code pénal et des règles du droit civil sur la matière.» 10 avril 1852, n° 121.

Les mêmes principes seront, à plus forte raison, applicables si, des deux accusés, un seul a été renvoyé des poursuites. C'est ce que la chambre criminelle a jugé dans l'espèce suivante:

Les époux Letellier avaient été traduits devant la Cour d'assises du département de l'Eure, la femme comme auteur d'un vol qualifié, le mari comme complice de ce vol. La femme fut condamnée, le mari renvoyé des poursuites. Cependant la partie civile conclut à ce que l'un et l'autre fussent condamnés solidairement à des réparations civiles; la Cour d'assises accueillit ces conclusions. Letellier se pourvut inutilement contre cet arrêt; la Cour de cassation reconnut qu'une condamnation solidaire avait pu,

malgré son acquittement, être prononcée contre lui. 22 janv. 1830 (Dall.1830.90).

Ces arrêts sont assurément fort explicites sur la question que j'examine; ils reconnaissent que les juges peuvent prononcer une condamnation solidaire contre les différents auteurs d'un même quasi-délit; mais il me paraît regrettable qu'ils n'aient pas mis mieux en lumière la distinction qui existe entre la dette solidaire proprement dite et l'obligation *in solidum*; ils se fondent sur les règles du droit civil et les principes de l'art. 55, qui, suivant eux, *renferme une disposition générale et consacre un principe de droit et d'équité d'après lequel la volonté commune de causer un préjudice entraîne l'obligation de le réparer solidairement, ce qui doit avoir lieu quel que soit le caractère légal des faits par lesquels cette volonté s'est réalisée.* Ceci est assurément vrai; mais la valeur juridique de ces arrêts eût été mieux comprise si la Cour, avec l'autorité qui lui appartient, avait expliqué comment le principe de l'art. 55 est un principe général, applicable aussi bien aux faits civils qu'aux faits criminels. En indiquant que cet article ne suppose qu'une obligation *in solidum*, et que cette obligation existe dès que les obligés ont coopéré à un fait indivisible, quelle qu'en soit la nature, la Cour aurait prévenu bien des irrésolutions.

Je n'ai pas la prétention d'avoir complété ses arrêts; mais je crois que les quelques mots que j'ai dits sur l'obligation *in solidum* en déterminent mieux la signification.

423. La question qui va suivre a la plus grande analogie avec celle que je viens d'étudier; elle doit, selon moi, se résoudre par les mêmes principes.

Lorsque le prévenu ou l'accusé a été victime d'une

plainte inique et vexatoire, le Code d'instruction criminelle autorise les tribunaux correctionnels (art. 191, 212) et les Cours d'assises (art. 358, 366) à lui adjuger les dommages-intérêts qu'il réclame contre la partie civile. Je suppose que la plainte a été portée par plusieurs personnes qui sont au procès comme parties civiles, je me demande si, dans le cas où ces différentes personnes seraient condamnées à des dommages-intérêts envers le prévenu ou l'accusé, elles seront tenues solidairement ?

Je reconnais que l'art. 55 ne leur sera pas applicable ; car elles ne seront condamnées ni pour un même crime ni pour un même délit. Je reconnais aussi qu'il n'y a pas dans le Code Napoléon une disposition particulière qui permette de les considérer comme débitrices d'une obligation solidaire proprement dite ; mais je crois qu'elles peuvent se trouver liées par une obligation *in solidum*. Pourquoi n'en serait-il pas ainsi si elles ont, toutes et chacune, participé à la plainte et si cette plainte est un acte indivisible ? Le préjudice que, dans ces conditions, elles auront causé au prévenu ou à l'accusé, elles l'auront causé *in solidum* ; il est juste qu'elles soient obligées de la même façon à le réparer.

J'estime que dans cette hypothèse, comme dans la précédente, les juges peuvent, en tenant compte des faits, déclarer les différentes personnes, qui se seront constituées parties civiles, solidairement responsables des condamnations prononcées contre chacune d'elles au profit du prévenu ou de l'accusé.

Je n'ai rien trouvé sur cette question dans la jurisprudence de la chambre criminelle ; mais voici un arrêt de la chambre des requêtes dont, sans aucun doute, mon opinion peut s'autoriser.

Bousseau, Jozeraud et Girard assignèrent Guesdon en compte et justification de bon et fidèle emploi d'une somme de 331, 881 francs, à cause des erreurs par lui commises dans la comptabilité qui lui était confiée; en paiement des intérêts de toutes les sommes qu'il aurait détournées et de 100,000 francs de dommages-intérêts.

Dans le cours de l'instance, Bousseau publia deux mémoires contre Guesdon.

Ce dernier conclut au rejet de la demande, à la condamnation solidaire des trois demandeurs en 20,000 francs de dommages-intérêts et à la suppression des deux mémoires de Bousseau, comme étant injurieux et diffamatoires.

Le tribunal de Nantes rendit un jugement qui ne satisfit aucune des parties. Sur leurs appels respectifs, l'affaire fut portée devant la Cour de Rennes, qui, sur l'appel de Guesdon, réforma le jugement du tribunal de Nantes, condamna solidairement Bousseau, Jozeraud et Girard à 10,000 francs de dommages-intérêts et ordonna la suppression des mémoires, comme injurieux et diffamatoires.

Jozeraud et Girard se pourvurent en cassation ; ils prétendirent que l'arrêt attaqué avait violé les règles relatives à la solidarité, en les condamnant solidairement à raison d'un mémoire dont la production, la publication et la signature leur étaient étrangères. Leur pourvoi a été rejeté : « attendu que l'arrêt attaqué déclarait, en fait, que Jozeraud et Girard s'étaient associés à la publication des mémoires, produits par Bousseau, et qui avaient été déclarés injurieux et diffamatoires envers Guesdon ; qu'il avait trouvé la preuve de cette coopération de Jozeraud et de Girard dans les documents du procès; que l'appré-

ciation de ces documents était dans les attributions exclusives et souveraines des juges du fond et qu'il ne pouvait en résulter aucune violation de la loi. » 11 juin 1839 (Dall. 1839, 254).

Si l'obligation *in solidum* peut résulter de la coopération à la publication d'un mémoire injurieux et diffamatoire produit dans une instance civile, il semble qu'elle peut tout aussi bien résulter de la coopération à une plainte inique et vexatoire qui a eu pour résultat d'amener en police correctionnelle ou en Cour d'assises celui qui en a été la victime. Les espèces sont, pour ainsi dire, identiques; les règles de l'une sont nécessairement applicables à l'autre.

424. Jusqu'à présent, j'ai considéré que le litige se suivait devant les tribunaux criminels. Mais, si la partie civile portait sa demande devant les tribunaux civils, comme l'art. 3 du Code d'instruction criminelle lui en donne le droit, les principes resteraient les mêmes et les condamnations engendreraient les mêmes obligations.

425. Aussi, lorsque les tribunaux civils adjugeront des dommages-intérêts contre plusieurs personnes à raison d'un même crime ou d'un même délit, les condamnés seront tenus solidairement aux termes de l'art. 55. Il ne faut pas s'étonner de ce que, dans ce cas, cette disposition devient la règle d'un jugement rendu par un tribunal civil. Il est vrai qu'elle ne concerne que les matières criminelles, que les crimes et les délits, et que son effet le plus habituel, ce sera de régir les condamnations prononcées par un tribunal criminel. Mais, lorsque la partie civile saisit les tribunaux civils de la demande en dommages-intérêts qu'elle fonde sur un crime ou sur un délit, ces tribunaux ne peuvent statuer sur cette action qu'à la

condition de rechercher si le crime ou le délit existe. La loi, en autorisant la partie civile à les saisir de sa plainte, leur a, par cela même, donné compétence pour statuer, du moins au point de vue civil, sur le fait criminel qui sert de base à la demande. D'où la conséquence que, dans cette hypothèse, les tribunaux civils ont qualité, comme les tribunaux criminels, pour appliquer aux suites civiles du crime ou du délit les dispositions qui les concernent. Il en résulte que, dans le cas où les tribunaux civils se fonderont sur l'existence d'un même crime ou d'un même délit pour prononcer contre plusieurs personnes des réparations civiles, l'art. 55 déterminera par lui-même, et sans qu'il soit besoin de recourir à un autre principe, le caractère de l'obligation qui liera chacun des condamnés.

C'est ce que les chambres civiles de la Cour de cassation ont reconnu : je citerai deux espèces.

Dans la première, le sieur Chevalier avait fait citer devant le juge de paix les femmes Rigaud, Ménager et Carbonnier ; il avait conclu à ce qu'elles fussent condamnées solidairement à des dommages-intérêts pour avoir glané dans ses champs, ensemencés de trèfle et de luzerne, avec des râteaux de fer prohibés par d'anciens règlements. Le juge de paix, après avoir constaté la contravention, avait prononcé la condamnation solidaire requise par Chevalier. Les femmes Rigaud, Ménager et Carbonnier se pourvurent en cassation ; elles prétendirent que le jugement attaqué violait l'art. 1202 du Code Napoléon, en ce que, d'une part, la solidarité ne doit être prononcée que lorsqu'elle a été formellement stipulée ou lorsqu'elle est établie par la loi ; et en ce que, d'autre part, aucune loi ne disposait que les personnes, qui avaient commis des dommages en glanant dans les champs, dussent

être condamnées solidairement à les réparer. La Cour, après avoir constaté que le glanage, reproché aux demanderesses, constituait une contravention, a rejeté le pourvoi : « attendu que le jugement attaqué, loin d'avoir violé aucune loi ni contrarié aucun principe, s'était, au contraire, exactement conformé à l'art. 55 du Code pénal, en prononçant la solidarité contre tous les individus condamnés pour le même délit. » 23 déc. 1818 (S. 1819, 278).

Voici la seconde espèce. Brutus-Auguste Mauny avait souscrit, au profit de Samuel Mayer et de Haëm-Hesse, plusieurs billets. A l'échéance, il ne les paya point et rendit plainte au procureur du roi près le tribunal de Nancy contre Mayer et Haëm-Hesse. Le tribunal de police correctionnelle renvoya Mayer des fins de la plainte et condamna Haëm-Hesse à un emprisonnement d'une année et à une amende de 1200 francs, comme coupable d'avoir abusé des passions et de la faiblesse de Mauny.

Il y eut appel de ce jugement, tant de la part de Haëm-Hesse que de celle du ministère public. Alors intervint un arrêt de la Cour royale de Nancy qui, distinguant entre le délit d'abus de confiance particulier à Haëm-Hesse et celui d'habitude d'usure commun à Haëm-Hesse et à Samuel Mayer, son gendre, maintint, quant au premier de ces délits, la peine d'emprisonnement prononcée contre Haëm-Hesse et le condamna à une amende de 237 francs 50 c., faisant le quart des restitutions dues à Mauny, et, quant au délit d'usure habituelle, condamna Haëm-Hesse et Mayer à des amendes proportionnées au montant des capitaux prêtés soit à Mauny, soit à d'autres particuliers.

Mauny, qui, malgré son refus de payer les billets

souscrits par lui, et malgré le dépôt de sa plainte contre Haëm-Hesse et Mayer, avait été condamné par le tribunal de commerce à en payer le montant, forma une demande en restitution des sommes ainsi payées par lui et obtint du tribunal une condamnation solidaire contre Haëm-Hesse et Mayer. Sur l'appel, la Cour impériale de Nancy confirma le jugement. Les condamnés se pourvurent en cassation.

Ils alléguaient, entre autres raisons, que l'arrêt n'avait pu les condamner solidairement parce que, d'une part, l'abus de confiance n'était imputable qu'à l'un d'eux et que, d'autre part, chacun des condamnés n'était responsable que de ses actes individuels d'usure.

La Cour rejeta leur pourvoi : « Attendu, quant à la solidarité prononcée, que cette condamnation est suffisamment justifiée par le fait reconnu constant que les demandeurs s'étaient rendus conjointement coupables du délit d'usure au préjudice du sieur Mauny.» Ch. req., 1^er déc. 1825, inédit.

426. De même, si le crime ou le délit dégénère en quasi-délit ou si la partie ne s'est plainte, dès le début de la procédure, que d'un fait de cette nature, les tribunaux civils pourront, en consultant les faits et en reconnaissant que la responsabilité ne peut pas être légitimement fractionnée entre les différentes personnes qui les ont exécutés, prononcer contre chacune d'elles la condamnation pour le tout, *in solidum*.

Les chambres civiles de la Cour de cassation l'ont ainsi jugé dans de nombreux arrêts; je n'indiquerai que les plus importants, 29 fév. 1836, ch. civ.(Dall., 1836, 131); 19 avril 1836, ch. civ. (Dall., 1836, 183); 3 nov, 1836, ch. req. (Dall., 1836, 411); 12 juill.

1837, ch. civ. (Dall. 1837, 448); 29 janv. 1840, ch. req. (Dall., 1840, 123); 10 janv. 1849, ch. civ. (Dall., 1849, 19); 20 juill. 1852, ch. req. (Dall. 1852, 217); 29 déc. 1852, ch. civ. (Dall., 1853, 49); 4 mai 1859, ch. req. (Dall., 1859, 314).

Les chambres civiles fondent leur jurisprudence sur les mêmes raisons que la chambre criminelle; elles admettent que dans le cas de quasi-délit la condamnation doit être solidaire: la chambre des requêtes, dans l'arrêt du 20 juillet 1852, « attendu, qu'en règle générale et en vertu des principes sur les engagements qui se forment sans convention, la réparation du préjudice causé par un fait dommageable indivisible peut être demandée pour le tout contre chacun des auteurs de ce fait; » la chambre civile, dans l'arrêt du 29 décembre 1852, « attendu que les auteurs d'un fait dommageable sont tenus de réparer le dommage qu'ils ont causé par leur faute; qu'ils en sont tenus solidairement lorsque le fait est le résultat d'un concert entre eux et qu'ils y ont concouru simultanément; que, dans ce cas, chacun des auteurs du quasi-délit doit être considéré comme étant individuellement la cause du dommage, qui peut-être n'aurait pas eu lieu sans sa participation. »

Je me permettrai de répéter, à l'occasion de ces arrêts, ce que j'ai dit déjà, en examinant les arrêts de la chambre criminelle sur la même question, c'est qu'il est regrettable que la Cour n'ait pas expliqué, d'une manière plus magistrale, la distinction qui existe entre la dette solidaire proprement dite et l'obligation *in solidum*.

Quoi qu'il en soit, cette jurisprudence est, en elle-même, à l'abri de la controverse; elle est fondée sur le droit et l'équité.

427. On peut se demander si, dans les divers cas que je viens d'examiner, la solidarité résultera virtuellement et de plein droit du jugement de condamnation ou si, au contraire, elle n'aura lieu que dans le cas où le juge l'aura expressément prononcée.

Cette question se résoudra, je crois, par une distinction.

428. Il me semble que si la condamnation a été prononcée à raison d'un même crime ou d'un même délit, la solidarité résultera virtuellement du jugement, soit que cette décision ait été rendue par un tribunal criminel, soit qu'elle l'ait été par un tribunal civil. En effet, si on jette les yeux sur l'art. 55 qui renferme, comme nous le savons, une règle commune à ces deux juridictions, on remarque qu'il ne se borne pas à donner au juge l'autorisation de prononcer la solidarité, et qu'il atteint, d'une manière plus directe et plus certaine, le but qu'il se propose ; c'est lui-même qui ordonne, sans l'emploi d'aucun intermédiaire, que les condamnés seront tenus solidairement. On concevra de mieux en mieux que telle doit être la valeur de l'art. 55 si on le rapproche de l'art. 52, et si l'on se rappelle qu'on a conclu des termes de ce dernier article que la contrainte par corps est une conséquence virtuelle des condamnations rendues en matière criminelle. On comprendrait, en effet, difficilement que ce mode d'exécution fût attaché de plein droit aux condamnations de cette nature, et que la solidarité, qui n'est aussi qu'un mode d'exécution, ne s'y rattachât que dans les cas où elle serait prononcée par le juge. Réglant, pour ainsi dire, en même temps deux matières, qui ont entre elles une si grande analogie, la loi n'a pu que

les soumettre au même régime. Il faut nécessairement conclure de ce rapprochement et du texte de l'art. 55 que la solidarité découle de plein droit des condamnations prononcées pour même crime ou même délit, et qu'ainsi elle peut, dans ce cas, être exercée quoiqu'elle ne soit pas ordonnée expressément par le juge.

La Cour de cassation a si formellement admis ces principes que deux fois elle a refusé, malgré le pourvoi du ministère public, d'annuler des décisions qui avaient omis de prononcer la solidarité. Elle n'a vu dans cette omission qu'un fait insignifiant qui ne pouvait pas donner ouverture à cassation.

Dans une première espèce, Jacques Thiès et Engelbert Gerreubek, mineurs de seize ans, avaient été reconnus coupables d'un même vol qualifié; mais comme le jury avait déclaré qu'ils avaient agi sans discernement, ils avaient été absous. La Cour d'assises du département du Rhin les avait condamnés aux dépens, sans s'expliquer sur la solidarité.

Le procureur général près la Cour d'appel du grand duché de Berg se pourvut contre cette décision; il invoquait deux moyens de cassation :

1° Les accusés n'ont pas été condamnés à une peine; donc ils ne peuvent être condamnés aux frais;

2° S'ils doivent être condamnés aux frais, ils doivent être condamnés solidairement.

La Cour rejeta le pourvoi : « attendu, 1° que les prévenus ont été déclarés coupables du vol à raison duquel ils étaient poursuivis, et que si la loi, en considération de leur âge et du défaut de discernement, leur fait grâce de la peine corporelle qu'ils ont encourue, elle ne leur fait, par aucune disposition, re-

mise des frais occasionnés par le fait dont ils ont été déclarés coupables ; attendu 2° que la condamnation aux frais a été prononcée cumulativement à l'égard des deux prévenus, et que la solidarité établie par la loi tient au mode d'exécution. » 26 août 1813, inédit.

Dans une autre espèce, dont il est inutile de rappeler les faits, la Cour jugea également que l'art. 55 du Code pénal disant que tous les individus, condamnés pour un même crime ou un même délit, sont tenus solidairement des amendes, des restitutions, des dommages-intérêts et des frais, il résultait des expressions de cet article que la solidarité, qui n'est qu'un mode d'exécution des condamnations pécuniaires, a lieu de plein droit, par la seule force de la loi et sans qu'il soit nécessaire qu'elle soit expressément prononcée par les arrêts ou les jugements. 18 oct. 1821 (Dall., *Jur. gén.*, t. 33, p. 330).

429. Mais si, au contraire, les adjudications ne sont que la conséquence d'un quasi-délit, il n'y aura lieu à solidarité qu'autant que le juge l'aura formellement ordonnée.

Il me suffirait peut-être, pour justifier mon opinion, de faire remarquer qu'un jugement ne produit de conséquence virtuelle que si la loi l'a ainsi ordonné, et qu'autrement il n'a que les effets que le juge y a lui-même attachés. Or, si l'art. 55 dispose que la solidarité découle de plein droit des condamnations pour même crime ou délit, aucune disposition n'attribue cette vertu aux condamnations pour quasi-délit.

J'ajouterai que la nature des choses voulait qu'il en fût ainsi. Ici la solidarité ne résulte pas d'une disposition explicite, formelle, impérative de la loi ; elle n'a lieu qu'à la condition qu'il sera reconnu

que le quasi-délit a été exécuté en tout et pour le tout par tous ceux qui y ont pris part. Si le jugement ne contient pas cette reconnaissance et cette déclaration, l'obligation *in solidum* manque de base et, par conséquent, ne peut découler d'une décision qui n'en renferme pas les éléments.

430. On agite aussi la question de savoir si la solidarité peut résulter de jugements distincts et successifs.

On admet généralement que la solidarité ne lie les auteurs d'un même crime, d'un même délit ou d'un même quasi-délit, que s'ils ont été jugés en même temps et condamnés par le même jugement.

Cette opinion me paraît trop absolue. Je crois que cette question doit se résoudre, comme la précédente, par une distinction entre les condamnations pour crime ou délit et les condamnations pour quasi-délit.

431. Il me semble que, dans le premier cas, les condamnés seront tenus *in solidum*, quoiqu'ils aient été jugés distinctement et successivement.

Je remarque d'abord que l'art. 55, qui est la règle de ce cas, ne paraît pas avoir l'exigence de l'opinion que je combats ; il ne dit pas que les individus condamnés pour le même crime ou le même délit ne sont tenus solidairement que s'ils sont jugés ensemble ; au contraire, il les déclare solidairement responsables dès qu'ils sont condamnés pour le même crime ou le même délit ; il n'y a pas d'autre condition.

En outre, je rappelle que, dans cette hypothèse, la solidarité découle virtuellement de la condamnation, sans que le juge ait autrement à la régler ; j'ajoute que rien ne s'oppose, en droit et en raison, à ce qu'elle résulte de jugements rendus successivement, comme elle résulte de la décision qui statue

d'un même coup sur tous les accusés ou prévenus.

Enfin, je ferai observer qu'il serait par trop singulier que l'un des coupables pût, en retardant sa condamnation, paralyser l'action de la loi et se soustraire à la solidarité qu'elle entend lui imposer.

M'objecterait-on que celui qui est condamné le premier ne peut pas être, au moment où il est jugé, déclaré responsable de condamnations qui n'existent pas encore? m'objecterait-on que celui qui sera jugé le dernier ne peut pas être tenu solidairement de condamnations, auxquelles il n'a pas été partie et qu'il ne lui est pas permis de discuter puisqu'elles ont l'autorité de la chose jugée ? Je répondrais qu'au point de vue où je suis placé, en ce moment, le juge n'a à faire aucune déclaration sur la nature et les suites du lien de droit qui découle de sa décision, puisqu'il s'agit d'une solidarité légale, et que, par conséquent, il n'aura pas à rendre responsable celui qui sera condamné le premier d'une condamnation qui n'existe pas et celui qui sera condamné le second, d'une condamnation que ce dernier n'aurait pas le pouvoir d'attaquer. C'est la loi qui opérera de plein droit, c'est elle qui dira, avec son autorité toute puissante, que chacun des condamnés, quel que soit le jour de sa condamnation, est tenu solidairement des adjudications pécuniaires, ordonnées à l'occasion du même crime ou du même délit, au profit des parties qui auront figuré dans l'une et l'autre instance.

432. Au contraire, il me paraît évident que s'il s'agit d'une condamnation pour quasi-délit, c'est-à-dire d'une solidarité qui ne peut résulter que de la décision du juge, les condamnés ne pourront être tenus solidairement que dans le cas où ils auront été jugés en même temps. Les objections que je repous-

sais tout à l'heure seront ici irrésistibles. En effet, le juge, en statuant à l'égard de l'un des auteurs du quasi-délit, ne peut pas le déclarer hypothétiquement responsable d'une condamnation qui est encore dans le futur contingent et qui n'en sortira peut-être jamais. En statuant à l'égard du second, le juge ne peut pas davantage, sans violer les droits de la défense, le déclarer débiteur solidaire d'une condamnation qu'il n'a pas discutée et qui aurait contre lui, sans qu'il y eût concouru, l'autorité de la chose jugée. Ces considérations suffisent pour démontrer que, dans les cas où la solidarité n'existe qu'en vertu de la décision du juge, elle ne peut pas atteindre les individus qui ne sont condamnés que successivement.

433. Il ne suffirait pas que plusieurs individus fussent condamnés par le même jugement, pour crime, délit ou quasi-délit, pour qu'ils fussent tenus solidairement des suites pécuniaires de cette condamnation ; il faut qu'ils soient condamnés pour le même crime, le même délit ou le même quasi-délit. C'est en effet la communauté de l'acte qui peut seule engendrer la solidarité de la condamation.

C'est ce que la Cour de cassation a jugé mainte et mainte fois. Je ne reproduirai que les espèces des arrêts suivants dont l'un est applicable aux matières de simple police, l'autre aux matières correctionnelles et le troisième aux matières criminelles.

Treize particuliers, demeurant dans divers quartiers de la ville de Saintes, avaient été traduits en même temps devant le tribunal de police pour avoir négligé de nettoyer le pavé de la rue devant leurs maisons. Le tribunal de police les avait condamnés à l'amende et, de plus, avait prononcé la solidarité des condamnations. Cette décision fut annulée : « attendu

qu'il n'y avait aucune liaison, aucune connexité entre les contraventions dénoncées qui, n'étant que le fait propre et individuel de chaque contrevenant, ne pouvaient pas les rendre responsables les uns des autres et provoquer contre eux des condamnations solidaires. » 22 avril 1813, n° 81; conf. 19 mai 1853, n° 172.

Au domicile de Mathieu, poursuivi pour délit de contrefaçon, on avait saisi tant des mécanismes dont Rouget de Lisle était l'auteur que des mécanismes auxquels il était resté étranger. La Cour impériale de Paris avait adjugé à la partie lésée 3,000 francs de dommages-intérêts pour le préjudice que la contrefaçon de ces divers mécanismes lui avait causé, et, en même temps, avait prononcé la solidarité contre tous les inculpés. Rouget de Lisle se pourvut contre cette partie de l'arrêt et soutint qu'elle violait l'article 55 du Code pénal en ce qu'elle le rendait responsable, au point de vue des réparations et des frais, d'un délit auquel il n'avait pas participé, celui qui résultait de la fabrication et de l'emploi des mécanismes qui lui étaient étrangers. La Cour de cassation accueillit son pourvoi; elle jugea « que l'art. 55 ne prononce la solidarité pour les frais et les dommages-intérêts que contre les individus condamnés pour un même crime ou pour un même délit; que cette règle doit être suivie, encore bien que les crimes ou les délits imputés à divers individus aient été compris dans la même poursuite;... qu'une partie du préjudice souffert par la partie lésée se rattachant aux mécanismes qui n'étaient pas le fait de Rouget de Lisle, celui-ci ne pouvait pas être tenu de la réparer; qu'il ne pouvait pas être tenu davantage de la portion des frais afférents à cette partie de l'affaire; que,

moyennant la solidarité prononcée contre lui, et, faute par l'arrêt attaqué d'avoir procédé par distinction, la totalité du dommage et des frais avait été mise à sa charge : en quoi il y avait eu violation formelle de l'art. 55. » 27 juill. 1850, n° 239.

Gilette Lopin et Pinel avaient été mis en accusation pour un vol qualifié qu'ils avaient commis ensemble. Pinel avait été, en outre, mis en accusation par un second arrêt, à raison d'un autre crime qu'il avait exécuté seul. Deux actes d'accusation furent dressés par le ministère public ; mais la Cour d'assises ordonnna la jonction des deux affaires et elles furent soumises au même débat. Les deux accusés furent déclarés coupables et condamnés. La Cour déclara qu'ils seraient tenus solidairement des frais de la procédure. Gilette Lopin se pourvut contre cette partie de l'arrêt, qui fut annulée : « attendu qu'une instruction particulière avait été faite contre Pinel et un acte particulier d'accusation dressé contre lui sur un crime auquel la demanderesse n'avait été ni prévenue ni accusée d'avoir participé; que les frais de cette procédure particulière ne pouvaient être mis à la charge de la demanderesse, ni par condamnation principale, ni par l'effet d'une condamnation générale solidaire ; que néanmoins la demanderesse a été condamnée, par l'arrêt qu'elle attaque, à tous les frais, solidairement avec Pinel; et que dans leur liquidation ont été compris les frais de l'instruction séparément faite contre ledit Pinel, à raison d'un crime particulier qui avait été contre lui l'objet d'une procédure et d'un acte d'accusation distincts ; en quoi il y a eu violation de l'art. 368 du Code d'instruction criminelle. » 24 nov. 1820, n° 148.

Cette règle ne cesserait pas d'être applicable parce

que les accusés ou prévenus auraient été compris dès le début de l'information dans la même procédure. 7 janv. 1843, n° 1; 15 janv. 1846, n° 20; 30 janv. 1846, n° 32; 2 avril 1846, n° 84; 9 juill. 1846, n° 179; 21 août 1846, n° 218; 5 nov. 1846, n° 285; 13 janv. 1848, n° 8; 28 sept. 1849, n° 261; 19 juin 1851, n° 232; 3 avril 1852, n° 116; 11 avril 1856, n° 150.

434. Les adjudications pécuniaires, dont les individus, condamnés pour un même crime ou un même délit, sont tenus solidairement, aux termes de l'article 55, sont: 1° l'amende; 2° les restitutions et dommages-intérêts; 3° les frais.

Je vais m'occuper de chacune d'elles.

435. L'amende est, comme nous l'avons vu, individuelle, c'est-à-dire que, sauf les cas formellement exceptés par la loi, les tribunaux doivent appliquer autant d'amendes qu'il y a d'individus déclarés coupables du fait poursuivi. Si plusieurs individus sont reconnus coupables d'un même délit, punissable de l'amende, chacun d'eux doit être condamné à une amende distincte et particulière. Dans ce cas, chaque condamné est personnellement tenu de l'amende qui lui est directement appliquée, et solidairement responsable, aux termes de l'art. 55, des autres amendes prononcées contre les autres auteurs du même crime ou délit. 6 mars 1812, n° 53; 5 mai 1838, n° 122; 25 sept. 1856, n° 322; 10 oct. 1856, n° 332.

La solidarité aura lieu lors même que les degrés de culpabilité, reconnus entre les condamnés, seraient différents (18 oct. 1818, n° 216), et que les amendes prononcées contre chacun d'eux seraient de valeur inégale. 3 nov. 1827, n° 278.

Cette règle reste même applicable au cas où l'a-

mende, ordonnée contre l'un des condamnés, est plus forte à raison de son état de récidive.

C'est ce que la Cour de cassation a reconnu dans l'espèce suivante. Berrier et Vial avaient été poursuivis pour un délit de chasse en temps prohibé, commis par eux conjointement. Vial avait été condamné à cinquante francs d'amende et Berrier à cent francs. La Cour de Grenoble n'avait prononcé la solidarité de cette dernière amende que jusqu'à concurrence de cinquante francs, sous le prétexte que, si elle avait été élevée à cent francs, c'était à cause de l'état de récidive de Berrier. Cette décision fut annulée par l'arrêt suivant : « Vu les art. 55 du Code pénal et 27 de la loi du 3 mai 1844; attendu que, d'après les dispositions générales de l'art. 55 du Code pénal, tous les individus condamnés pour un même crime ou pour un même délit sont tenus solidairement des amendes, des restitutions, des dommages-intérêts et des frais; que ce principe est, en outre, formellement reproduit en matière de chasse par l'art. 27 de la loi du 3 mai 1844; que ces articles ne distinguent pas entre les divers degrés de culpabilité des prévenus et ne restreignent pas la solidarité au taux de la moindre des amendes prononcées; attendu que Vial et Berrier, condamnés, le premier à cinquante francs d'amende, et le deuxième à cent francs, pour un délit de chasse en temps prohibé, par eux commis conjointement, devaient donc être tenus solidairement du paiement de ces amendes; que, cependant, la Cour impériale de Grenoble s'est fondée sur ce que l'amende encourue par Berrier s'était élevée au chiffre de cent francs à cause de son état de récidive, pour n'en prononcer la solidarité que jusqu'à concurrence de cinquante francs, formant

le minimum établi par l'art. 12 de la même loi; en quoi l'arrêt attaqué a faussement interprété et, par suite, violé les articles ci-dessus visés ; la Cour casse. » 13 août 1853, n° 405.

436. Lorsque plusieurs individus sont condamnés pour un même crime ou un même délit ou pour crimes ou délits connexes, ils sont tenus solidairement, vis-à-vis de la partie lésée, des restitutions et des dommages-intérêts auxquels ces crimes ou délits peuvent donner lieu, quelle que soit d'ailleurs la part individuelle que le juge fasse à chacun d'eux dans l'acquittement de ces restitutions ou dommages-intérêts. Il lui est permis de la faire aussi inégale qu'il le croira convenable; mais, quelle que soit l'inégalité de la répartition entre les condamnés, chacun d'eux ne sera pas moins tenu solidairement de toute l'adjudication au profit de la partie civile.

437. Il en est de même pour les frais ; le juge peut les répartir inégalement entre les condamnés; mais, quel que soit le parti qu'il prenne à cet égard, chacun de ceux qui sont condamnés pour le même crime ou le même délit n'en reste pas moins tenu solidairement.

Lorsque le fait qui engendre l'obligation *in solidum* n'est qu'un quasi-délit, la solidarité peut, comme nous l'avons vu, être prononcée par le juge pour les restitutions et les dommages-intérêts ; mais peut-elle l'être aussi pour les frais? Je n'en fais aucun doute. Je sais bien que plusieurs arrêts ont jugé « que les dépens, peine du plaideur téméraire, sont par eux-mêmes personnels et divisibles, qu'aucune disposition de loi ne prononce en matière civile la solidarité des dépens. » 28 fév. 1848 (Dall, 1848, 122). Mais je ferai remarquer que ces arrêts sont rendus

dans des espèces où ceux qui supportaient les dépens n'étaient pas soumis à une obligation *in solidum*. Ils sont parfaitement juridiques, mais ils sont étrangers à notre question. En effet, le point de vue change complétement si la partie qui doit les dépens est liée par une obligation *in solidum*. Les dépens, qui ne sont que l'accessoire, ne peuvent pas être traités autrement que le principal. Or, si le juge décide que, pour la dette en litige, il y a obligation *in solidum*, et si, en conséquence, il condamne solidairement ceux qui en sont tenus, il est clair qu'il pourra et devra accorder, pour le recouvrement des frais, le même mode d'exécution. C'est ce que la Chambre des requêtes a jugé, sur mes conclusions, dans son arrêt du 13 juillet 1857 : « attendu que les torts et fautes reprochés aux administrateurs par l'arrêt attaqué, et qui ont compromis les intérêts du bureau de bienfaisance, constituent un quasi-délit; que les faits imputés aux administrateurs ont été simultanés; qu'ils sont indivisibles comme les actes de l'administration; que les faits qui forment le quasi-délit sont l'œuvre de chacun d'eux; que, par suite, la condamnation devait peser sur chacun d'eux pour la totalité; qu'ainsi l'arrêt attaqué, en prononçant la condamnation solidaire aux dépens contre les administrateurs, n'a violé aucune loi.... la Cour rejette. » 13 juill. 1857 (Dall. 1858, 348).

438. Quoique je ne m'occupe en ce moment que des matières criminelles et correctionnelles, je dirai, d'un mot, que la Cour de cassation applique aux matières de simple police les principes que je viens de développer dans mon étude sur l'art. 55. J'en citerai, comme exemples, les arrêts des 7 juillet 1827, n° 180, et 7 janvier 1830, n° 3 : « Le principe contenu dans l'art. 55 du Code pénal, disait M. le procureur géné-

ral Mourre dans le réquisitoire qui précède le dernier de ces arrêts, rendu dans l'intérêt de la loi, est un principe de droit commun qui s'applique aux contraventions, ainsi que la Cour l'a plusieurs fois décidé. »

CHAPITRE IV.

DES PEINES DE LA RÉCIDIVE POUR CRIMES ET DÉLITS.

439. Définition de la récidive. — Elle ne doit pas être confondue avec la réitération des actes criminels.
440. Constitution de la récidive. Deux termes. — Explication des règles générales. Renvoi de l'examen des règles spéciales aux articles 56, 57 et 58.
441. Le premier terme de la récidive est une condamnation. Jurisprudence.
442. La condamnation doit avoir été prononcée avant la perpétration du fait nouveau. Jurisprudence.
443. La condamnation doit être définitive.
444. Suite. Condamnation par contumace. Jurisprudence.
445. Suite. Recours en cassation. Jurisprudence.
446. Suite. Condamnation par défaut. Jurisprudence.
447. Suite. Condamnation susceptible d'appel.
448. Il importe peu que la condamnation soit antérieure au Code pénal. Jurisprudence.
449. Il importe peu qu'elle émane d'une juridiction exceptionnelle. Chambre des députés. Tribunaux militaires. Jurisprudence.
450. Il en serait autrement si elle émanait d'un tribunal étranger. Jurisprudence.
451. Il n'est pas nécessaire qu'il y ait identité entre les faits qui constituent les deux termes de la récidive.
452. Il est indifférent qu'un très-long temps se soit écoulé entre la première condamnation et les faits qui sont le second terme de la récidive.
453. La récidive est un état permanent.
454. La condamnation continue-t-elle à servir de premier terme à la récidive après la prescription de la peine;

la réhabilitation, la grâce ou l'amnistie du condamné?
455. Suite. Prescription : jurisprudence.
456. Suite. Réhabilitation : jurisprudence.
457. Suite. Grâce : jurisprudence.
458. Suite. Amnistie : jurisprudence.
459. Constatation de la condamnation qui sert de premier terme à la récidive.
460. Juge compétent pour en reconnaître l'existence. Jurisprudence.
461. Les jugements qui prononcent la peine de la récidive doivent être motivés sur ce point.
462. Mode de preuve. Jurisprudence.
463. Moment où cette preuve doit être faite.
464. Ces règles générales se complètent, pour chaque espèce de récidive, par les règles particulières qui seront indiquées sous les articles 56, 57 et 58.
465. Second terme de la récidive. Fait qui est l'objet des dernières poursuites.
466. Il est soumis comme le premier à des règles générales et à des règles particulières. Explication des premières; renvoi des secondes.
467. En principe, tous les faits délictueux peuvent devenir le second terme de la récidive.
468. Il n'y a pas lieu de distinguer entre ceux qui sont prévus par les lois antérieures au Code pénal et par ce Code, et ceux qui n'ont été prévus que par des lois postérieures.
469. Il n'y a pas lieu de distinguer entre ceux qui sont réprimés par les lois ordinaires et ceux qui sont l'objet de lois spéciales. Jurisprudence.
470. Dérogation à cette règle : exemples.
471. Les peines de la récidive peuvent être modérées par l'admission des circonstances atténuantes.
472. Cas dans lesquels la réitération des actes criminels est considérée par les articles 56, 57 et 58 comme constituant l'état de récidive.

439. Le mot *récidive* vient du latin *recidere*. La récidive est une rechute; mais elle n'a pas lieu cha-

que fois qu'il y a rechute ; elle est d'une nature particulière et ne doit pas être confondue avec la simple réitération des actes criminels. Il n'y a récidive que si la réitération s'opère dans des conditions expressément déterminées par la loi ; il y a réitération par cela seul que le même individu se rend successivement coupable de plusieurs infractions punissables, quelles que soient d'ailleurs la gravité et la peine de ces infractions. La récidive a pour conséquence légale d'aggraver la peine applicable au fait poursuivi; la réitération d'actes criminels n'a pas une influence impérative sur la peine ; elle ne la modifie pas ; elle ne fait qu'imposer au juge le devoir moral de traiter avec sévérité le délinquant qui se fait une habitude d'outrager la loi.

Il est à propos, ce me semble, que cette distinction, qui ressort de la nature même des choses, soit maintenue dans le langage, et que les travaux, qui ont un caractère juridique, désignent chacune de ces situations par l'expression qui la caractérise. J'ai toujours désiré que le *compte général de l'administration de la justice criminelle* présentât deux tableaux distincts, l'un qui renfermerait les récidives légales, l'autre qui s'appliquerait aux faits qui ne constituent que la simple réitération d'infractions punissables. En omettant de faire cette distinction, ce compte présente chaque année un chiffre effrayant de *récidives*, par exemple, 43,276 pour l'exercice de 1858. S'il n'admettait parmi les récidivistes que ceux que la loi considère comme tels, le chiffre des récidives n'offrirait plus ces proportions exorbitantes, et la situation morale de la France serait plus convenablement appréciée.

440. La récidive, en matière criminelle et cor-

rectionnelle, se constitue de deux éléments ou, pour emprunter à l'art du raisonnement l'une de ses locutions les plus familières, de deux termes. Le premier est un acheminement vers l'état de récidive, le second le complète ; l'un expose le condamné, qu'il atteint, à encourir, dans l'avenir, l'aggravation de peine attachée à la récidive, l'autre rend cette aggravation applicable.

Ces deux éléments ou termes de la récidive sont soumis à des règles générales que je vais expliquer ici. J'indiquerai sous les art. 56, 57 et 58 les règles particulières à chacun des cas de récidive prévus par ces différentes dispositions.

441. Le premier élément ou terme de la récidive est une condamnation, et ne peut être qu'une condamnation.

Lorsque l'individu poursuivi est sans précédents judiciaires, le juge n'a pas à se préoccuper des peines de la récidive. L'individu qu'il va juger ne peut point avoir à les subir. Il ne suffirait pas, en effet, qu'il eût antérieurement commis un crime ou un délit de nature à devenir le premier terme de la récidive, pour que le fait, objet des dernières poursuites, pût en constituer le second terme. Il faut nécessairement qu'il y ait eu condamnation. Ce principe résulte du texte même des art. 56, 57 et 58 qui n'appliquent les peines de la récidive qu'à ceux qui ont été condamnés à certaines peines ou pour certains faits. C'est aussi ce qui a été constamment reconnu par la jurisprudence. J'en citerai un exemple assez curieux :

Paul Singès avait été mis en accusation pour vol de pain, commis, le 2 juillet 1817, chez un boulanger, avec circonstances aggravantes. Le jury ne le déclara coupable que de vol simple.

Singès réclama le bénéfice de l'amnistie accordée par l'ordonnance du roi du 13 août 1817 pour les délits auxquels la rareté des subsistances avait donné lieu depuis le 1^er septembre 1816 jusqu'audit jour 13 août 1817. Il est à remarquer que l'ordonnance exceptait de l'amnistie ceux qui, ayant été précédemment condamnés pour crimes ou délits, se trouvaient en état de récidive. En conséquence de cette dernière disposition, la Cour d'assises refusa d'appliquer à Singès le bénéfice de l'amnistie, sous le prétexte qu'il était dans l'habitude de commettre des vols. Singès se pourvut contre cet arrêt et en obtint l'annulation. La Cour reconnut que l'habitude du vol ne constitue pas le premier terme de l'état de récidive. Voici son arrêt : « Vu les art. 57, 58 du Code pénal ; vu l'ordonnance du roi du 13 août 1817 portant amnistie pleine et entière à ceux de ses sujets, poursuivis correctionnellement ou condamnés à des peines correctionnelles pour les délits auxquels la rareté des subsistances a pu les entraîner depuis le 1^er septembre 1816 jusqu'à ce jour ; vu l'art. 2 de ladite ordonnance qui n'excepte de l'amnistie que les individus qui, ayant été précédemment condamnés pour crimes ou délits, se trouvent en état de récidive ; et attendu que, d'après la déclaration du jury, l'accusé Singès n'a été déclaré coupable que d'un délit donnant lieu à une peine correctionnelle ; que son défenseur a prétendu qu'il n'avait été entraîné à commettre ce délit que par son extrême misère et par la rareté des subsistances ; qu'ainsi, aux termes de ladite ordonnance, il était dans le cas de réclamer le bénéfice de l'amnistie ; qu'il a conclu à ce que l'application lui en fût faite ; que cette demande n'a été rejetée que par ce motif que l'accusé

était dans l'habitude de commettre des vols; mais que cette énonciation, vague et non justifiée par aucun jugement précédemment rendu, était insuffisante pour priver Singès du bénéfice qu'il réclamait, et était une contravention formelle audit art. 2, qui ne refuse l'amnistie qu'à ceux qui étaient en état de récidive et déjà condamnés pour crimes ou délits; la Cour casse.» 27 fév. 1818, n° 24; conf., 16 août 1811, n° 115.

442. Il faut, en outre, pour que la condamnation puisse être le premier élément de la récidive, qu'elle ait été prononcée avant la perpétration du fait, objet des dernières poursuites. Des exemples, pris dans la jurisprudence, vont mettre ce principe en action.

Vincent Desgrouas s'était rendu coupable de plusieurs crimes, qui avaient été l'objet de procédures distinctes et successives. Il fut, pour un premier crime, dont il est inutile de connaître la date, condamné, le 4 septembre 1843, à une peine afflictive et infamante. Il fut, pour un autre crime, commis le 7 février précédent, condamné aux peines de la récidive. Il se pourvut en cassation contre ce dernier arrêt, et prétendit que ces peines ne lui étaient pas applicables, puisque le crime, à raison duquel elles avaient été appliquées, était antérieur à la condamnation qui pouvait être le premier terme de la récidive. La Cour de cassation accueillit son pourvoi et annula l'arrêt de la Cour d'assises : «attendu, en droit, que l'art. 56 précité prononce une aggravation de peine contre l'individu qui, *ayant été condamné à une peine afflictive ou infamante, aura commis un second crime*; qu'il suit de ces expressions que l'aggravation de peine ne peut être prononcée que dans le cas où une condamnation afflictive ou infamante a précédé

le second crime, à raison duquel une condamnation est poursuivie ; attendu, en fait, que le crime, pour lequel l'arrêt attaqué a condamné le demandeur, est du 7 février 1843 ; qu'il résulte des pièces produites que le demandeur n'avait été condamné avant ledit jour, 7 février 1843, qu'à des peines correctionnelles; que la seule condamnation à une peine afflictive et infamante, dont il ait été frappé, est du 4 septembre 1843, et se trouve ainsi postérieure au crime, objet des dernières poursuites et de la condamnation attaquée ; qu'elle ne pouvait, dès lors, autoriser la Cour à prononcer contre le demandeur l'aggravation de peine établie par l'art. 56 du Code pénal. » 26 janv. 1844, n° 23.

Louis Camus s'était rendu, comme Vincent Desgrouas, coupable de plusieurs crimes ; condamné le 16 août 1842, pour l'un de ces faits, à une peine afflictive et infamante, il fut ultérieurement jugé pour un crime de faux commis le 7 août de la même année, et condamné pour ce fait aux peines de la récidive, à raison de la condamnation prononcée contre lui le 16 du même mois. La Cour de cassation annula cet arrêt comme elle avait annulé le précédent : « attendu, en fait, qu'aux termes de l'arrêt attaqué, le faux déclaré à la charge de Louis Camus était du 7 août 1842, et la condamnation aux travaux forcés à temps, qui avait servi de base à l'aggravation de peine, résultant de la récidive, était du 16 du même mois de la même année; attendu, en droit, que la récidive prévue par l'art. 57 du Code pénal n'existe qu'autant que le délit, de nature à la constituer, a été perpétré après la condamnation pour crime; qu'ainsi, dans l'espèce, ledit article était inapplicable à un fait de faux, commis antérieurement à la pre-

mière condamnation prononcée contre lui.» 11 avril 1844, n° 132.

Les mêmes principes ont été appliqués par la Cour de cassation, en matière de simple police, 5 nov. 1831, n° 282; et en matière de garde nationale, 8 juin 1833, n° 227.

Cette jurisprudence est aussi juridique que rationnelle. D'une part, il résulte des art. 56, 57 et 58 que le fait objet des dernières poursuites ne peut être le second terme de la récidive que s'il a été commis après la condamnation, qui en est le premier. En effet, le coupable, que ces articles déclarent passible des peines de la récidive, est celui qui a commis le fait nouveau après avoir été condamné aux diverses peines qu'ils spécifient; d'autre part, c'est par la condamnation que la société met le coupable en demeure de se mieux conduire à l'avenir; et ce n'est que parce qu'il manque à cet avertissement que la loi le traite avec plus de sévérité.

443. Il faut enfin, pour que la condamnation puisse être le premier terme de la récidive, qu'elle soit devenue définitive, c'est-à-dire qu'elle ait acquis l'autorité de la chose jugée, avant la perpétration du fait objet des dernières poursuites, de telle sorte qu'il n'y a pas lieu à l'aggravation de peine si ce fait a été exécuté pendant que la condamnation était encore susceptible d'un recours quelconque.

444. Ainsi, la condamnation par contumace ne peut pas être prise comme premier terme de la récidive, tant que la peine n'est pas prescrite, puisque, jusque-là, elle peut être effacée par l'arrestation du condamné (C. instr. crim., art. 476). La situation change lorsque la peine est prescrite, car alors la

condamnation est devenue définitive et a acquis l'autorité de la chose jugée.

Burgrave avait été condamné par contumace pour vol qualifié; arrêté pour un autre crime, postérieur à cette condamnation, il avait comparu devant la Cour de justice criminelle du département de la Lys, qui l'avait condamné aux fers et, vu l'état de récidive, à la déportation. Sur son pourvoi, cet arrêt fut annulé: « attendu qu'aux termes de l'art. 476 du Code des délits et des peines, le jugement par contumace, intervenu contre lui, avait été anéanti de plein droit par son arrestation; d'où il suit que le tribunal de la Lys n'a pu, sur le fondement de ce jugement, prononcer la déportation. » 22 vend. an v, n° 32.

Il en serait assurément de même si la condamnation par contumace n'était pas, comme dans cette espèce, anéantie par l'arrestation du condamné et qu'elle fût seulement annulable, puisque si, dans ce dernier cas, elle existe encore, elle n'existe du moins qu'avec son caractère provisoire, et qu'il n'y a que les condamnations définitives et ayant le caractère de la chose jugée, qui puissent servir de premier terme à la récidive.

445. Les condamnations, qui sont encore susceptibles de recours en cassation, ne peuvent, pas plus que les condamnations par contumace, être prises comme premier terme de la récidive. Elles ne sont pas définitives et par conséquent elles n'opèrent pas sur les faits exécutés pendant les délais du pourvoi.

Drevelle, boucher à Amiens, était poursuivi pour une contravention commise le 26 mars 1856. Le ministère public, se fondant sur un jugement du 22 du même mois, soutenait que la contravention devait être punie des peines de la récidive, comme ayant

été exécutée après une condamnation en constituant le premier terme.

La Cour de cassation ne partagea pas cet avis, parce qu'elle considéra que, le 26 mars, le jour où la contravention avait été commise, le jugement du 22 était encore susceptible du recours en cassation. Voici son arrêt : « Attendu, en fait, que, si le jugement du 22 mars 1856 était contradictoire avec Drevelle, rendu en dernier ressort, puisqu'il ne prononçait contre lui qu'une amende de un franc, néanmoins il pouvait encore être attaqué par la voie du recours en cassation, et que, dès lors, il ne devenait définitif et n'acquérait l'autorité de la chose jugée qu'à l'expiration du délai fixé pour le pourvoi; attendu qu'il résulte des constatations du jugement que ce serait le 26 mars 1856 que la seconde contravention aurait été commise par Drevelle; attendu qu'à cette date le jugement du 22 mars n'avait pas acquis l'autorité de la chose jugée, puisque le délai dans lequel Drevelle pouvait se pourvoir en cassation n'expirait qu'à la fin de ce jour, 26 mars; attendu, en conséquence, que Drevelle, ne se trouvant pas en état de récidive, le jugement attaqué a fait une saine interprétation de l'art. 483 du Code pénal, la Cour rejette ce moyen. » 2 août 1856, n° 275.

446. Les condamnations par défaut, n'étant pas définitives et n'ayant pas le caractère de la chose jugée, ne peuvent pas servir de premier terme à la récidive, tant qu'elles sont susceptibles d'opposition. En conséquence, les faits qui seront exécutés avant qu'elles soient devenues définitives n'auront pas à subir l'aggravation de peine.

La Cour de cassation l'a jugé dans les deux espèces que je vais rapporter.

Antoine Gauthier était renvoyé devant la chambre d'accusation sous la prévention d'avoir volé dans une auberge où il était reçu. D'après l'art. 3 de la loi du 25 juin 1824, ce fait, autrefois passible de la réclusion, suivant l'art. 386, n° 3, du Code pénal, devait être jugé correctionnellement et n'était plus passible que de peines correctionnelles; mais, suivant l'art. 12 de la même loi, la disposition atténuante de l'art. 3 n'était pas applicable aux individus antérieurement condamnés à un emprisonnement de plus de six mois. Or, au moment où il commit ce vol, Gauthier avait été condamné pour vol simple, par jugement par défaut du 4 août 1825, à un an d'emprisonnement. La chambre d'accusation le considéra comme étant en récidive, ce qui laissait, comme on l'a dit, au vol imputé, le caractère de crime déterminé par l'art. 386, n° 3, du Code pénal. Mais le jugement par défaut, prononçant la condamnation à un an d'emprisonnement, n'avait pas été signifié à Gauthier; il n'était donc, à son égard, ni définitif, ni légalement connu, condition indispensable pour constituer l'état de récidive. La chambre d'accusation avait donc faussement appliqué les art. 58 du Code, 12 de la loi du 25 juin 1824, et violé l'art. 3 de la même loi. Sur le pourvoi de Gauthier, la Cour de cassation rendit l'arrêt suivant :

« Attendu qu'aux termes des dispositions du chapitre IV du livre Ier du Code pénal, pour qu'il y ait récidive, il faut d'abord que l'accusé ait déjà été condamné pour un crime ou un dèlit, et ensuite qu'il ait commis un second crime ou un délit nouveau, dans les cas déterminés par la loi; qu'il résulte de ces dispositions que la condamnation prononcée pour le crime ou le délit, qui a précédé le second crime, doit

avoir été définitive et légalement connue de l'auteur du second crime ou du crime postérieur, et, à cet effet, qu'il ait été mis en demeure pour la faire annuler, si elle a été rendue par défaut; que la connaissance légale de la condamnation, en matière correctionnelle, ne peut résulter que de la notification prescrite par l'art. 187 du Code d'instruction criminelle; que l'acquiescement, en matière criminelle, ne se peut induire que d'un acte formel émané du condamné; que, dans l'espèce, aucun de ces éléments ne se rencontre, et qu'en faisant au demandeur l'application des dispositions de l'art. 58 du Code pénal et de l'art. 12 de la loi du 25 juin 1824, lorsqu'il n'avait point eu connaissance légale de la première condamnation avant que de commettre le crime pour lequel il était renvoyé devant la Cour d'assises, et lorsque les faits, d'ailleurs insuffisants, desquels l'arrêt attaqué a induit son acquiescement, sont tous postérieurs à l'époque où il aurait commis le crime dont il était prévenu, la Cour royale de Nancy a fait une fausse application de ces dispositions de loi et violé l'art. 3 de la loi du 23 juin 1824, la Cour casse. » 6 mai 1826, n° 92.

Jean-Baptiste Pascarel n'avait été condamné que par défaut à treize mois d'emprisonnement. Plus tard, il fut déclaré coupable d'un autre délit commis postérieurement à cette condamnation. Le ministère public, qui avait requis inutilement que les peines de la récidive lui fussent appliquées, se pourvut également sans succès contre la décision. Son pourvoi fut rejeté : « attendu que, d'après les dispositions du chapitre IV, livre I^er^, du Code pénal, il faut, pour qu'il y ait récidive, que l'accusé ait été condamné pour un premier crime ou délit, avant que

d'avoir commis celui à raison duquel il est poursuivi; que, par conséquent, il faut aussi que cette première condamnation, qui a précédé le second crime, ait été définitive et soit légalement connue du condamné; que, conséquemment encore, si cette première condamnation a été prononcée en défaut, il faut qu'on l'ait notifiée au condamné, ou que celui-ci y ait acquiescé; d'où il suit que, sans cette notification ou cet acquiescement, la première condamnation en défaut ne peut servir d'élément pour constituer la récidive; et, attendu que, dans l'espèce, le jugement du tribunal correctionnel de Brives, du 17 juillet 1828, qui condamnait Jean-Baptiste Pascarel à treize mois d'emprisonnement, pour vol simple, avait été rendu en défaut; que, d'après l'arrêt attaqué, rien n'établissait que ce jugement eût été notifié à Jean-Baptiste Pascarel, ni que cet accusé y eût acquiescé; que, dans cet état des faits, le refus d'appliquer à Jean-Baptiste Pascarel l'aggravation de peine prononcée par l'art. 58 du Code pénal, en cas de récidive, n'avait pas été une violation de cet article.» 10 avril 1829, n° 78.

La Cour de cassation a appliqué les mêmes principes aux infractions en matière de garde nationale. 22 juin 1844, n° 231.

447. Les condamnations, encore susceptibles d'appel, ne sont pas définitives; et, par conséquent, n'ayant pas le caractère de la chose jugée, elles ne peuvent non plus servir de premier terme à la récidive. Il en résulte qu'elles n'ont pas pour effet de rendre passibles d'aggravation de peine les faits accomplis pendant les délais de l'appel. Les règles des arrêts que je viens de citer sont évidemment applicables à ce cas.

448. Mais, lorsque la condamnation est définitive, les tribunaux ne pourraient pas se refuser à la considérer comme premier terme de la récidive, sous le prétexte qu'elle serait antérieure à la promulgation du Code pénal.

Jean-Baptiste Merle et Pierre Thiron étaient accusés d'avoir, du 9 au 20 octobre 1811, commis un vol qualifié. Ils avaient été condamnés, avant la promulgation du Code pénal, à une peine afflictive et infamante. Ils furent déclarés coupables; et l'on reconnut, en outre, qu'ils avaient été précédemment condamnés ainsi que je viens de l'indiquer. Néanmoins, la Cour d'assises refusa de leur appliquer les peines de la récidive, sous le prétexte que la condamnation qui pouvait en être considérée comme le premier terme, avait eu lieu avant la promulgation du Code pénal. Cet arrêt fut cassé : « attendu que la disposition de l'art. 56 est générale et absolue; qu'elle s'étend conséquemment à toutes condamnations pour crime, dans quelque temps et par quelques tribunaux qu'elles aient été prononcées; qu'elle s'applique aux condamnations dont la peine a été subie, comme à celle dont la peine ne serait pas encore expirée, ou à laquelle le condamné se serait soustrait; que les tribunaux sortent nécessairement des bornes de leurs attributions, lorsqu'ils se permettent de restreindre, à certains cas, des lois pénales qui, par leur généralité, les embrassent tous; que l'application d'une plus forte peine ordonnée, par l'art. 56 du Code, contre les crimes qui ont été précédés d'un autre crime sur lequel il y a eu condamnation, ne saurait être accusée d'aucune espèce de rétroactivité dans le cas où cette première condamnation serait antérieure au Code pénal, puisque cette aggravation

de peine ne porte ni sur la première condamnation, ni sur le premier crime, qu'elle ne frappe que sur le second crime commis sous l'empire de ce Code, et qu'elle est prononcée seulement à raison de la perversité et des habitudes criminelles que suppose la récidive. » 20 juin 1812, n° 148.

Les mêmes principes ont encore été appliqués dans l'espèce suivante : Marie Hisette, déjà condamnée pour crime par arrêt du 15 prairial an XIII, ayant été convaincue de nouveau, sous l'empire du Code pénal de 1810, d'un crime emportant la peine des travaux forcés à temps, la Cour d'assises de la Moselle lui appliqua l'art. 56 de ce Code, et la condamna aux travaux forcés à perpétuité : elle se pourvut en cassation, proposant, pour moyen unique, la fausse application de cet art. 56, en ce que, son premier crime étant antérieur au Code pénal de 1810, on ne pouvait lui appliquer les dispositions de ce Code sans leur donner un effet rétroactif. Ce moyen fut rejeté : « considérant que la disposition de l'art. 56, *quiconque aura été condamné pour un crime*, est générale et absolue, qu'elle s'étend à toute condamnation pour crime, dans quelque temps et par quelques tribunaux qu'elle ait été prononcée, ainsi qu'à celle dont la peine ne serait pas encore expirée ou à laquelle le condamné se serait soustrait ; que l'aggravation de peine, que ledit article prononce, ne porte point sur le premier crime, mais seulement sur le second, et qu'ainsi elle ne peut blesser le principe de la non-rétroactivité. » 2 oct. 1818, n° 134.

449. De même, les tribunaux ne peuvent pas se refuser à considérer la condamnation comme le premier terme de la récidive, sous le prétexte qu'elle émane d'une juridiction exceptionnelle. L'espèce

suivante offre un exemple remarquable de l'application de ce principe.

Le sieur Lionne, gérant du journal *la Tribune*, avait été condamné à un emprisonnement de plus d'une année par la Chambre des députés. Après cette condamnation, il fut poursuivi pour un nouveau délit, et les peines de la récidive lui furent appliquées. Il se pourvut en cassation, et soutint que la première condamnation dont il avait été l'objet, émanant d'une juridiction exceptionnelle, ne pouvait constituer le premier terme de la récidive. La Cour rejeta son pourvoi : « attendu que, le délit, à raison duquel le sieur Lionne a été, au mois d'avril 1833, traduit directement devant la Chambre des députés, et condamné par cette Chambre à plus d'une année d'emprisonnement, était un délit rentrant dans le droit commun, et que, aux termes de l'art. 15 de la loi du 25 mars 1822, ce délit aurait pu, avec l'autorisation de la Chambre des députés, être poursuivi devant les tribunaux ordinaires, et être puni des peines correctionnelles dont la Chambre des députés a fait elle-même directement l'application au sieur Lionne ; attendu que la loi du 25 mars 1822, en attribuant aux Chambres le droit de connaître des délits d'offense commis envers elles, par l'un des moyens énoncés dans la loi du 17 mai 1819, et d'y appliquer, en cas de condamnation, les peines portées par les lois, n'a rien changé à la nature du délit et n'a apporté non plus aucune modification aux peines qu'elle a fixées ; attendu que la loi, en prononçant une aggravation de peine en cas de récidive, n'a point eu en vue la compétence ni le mode de procéder du tribunal qui a statué la première fois et prononcé la condamnation ; mais qu'elle n'a pris en

considération que la nature du délit en lui-même, et surtout celle de la peine dont il a été puni ; attendu qu'il résulte des principes ci-dessus déduits que le sieur Lionne, précédemment condamné par la Chambre des députés à une peine correctionnelle de plus d'une année d'emprisonnement, et, ultérieurement, déclaré coupable par le jury, des délits : 1° d'attaque contre l'inviolabilité de la personne du roi ; 2° d'offense envers la personne du roi, prévus par les art. 1er de la loi du 29 novembre 1830 et 9 de la loi du 17 mai 1819, se trouvait dans le cas prévu par l'art. 58 du Code pénal, et par l'art. 10 de la loi du 9 juin 1819 ; d'où il suit que l'arrêt attaqué, en appliquant à Lionne les peines de la récidive, portées auxdits articles, a fait une juste application de la loi. » 19 oct. 1833 (Dall., 1833, 357).

Il en serait de même des condamnations prononcées par les tribunaux militaires, pourvu qu'elles eussent les caractères déterminés par la disposition finale que la loi du 28 avril 1832 a ajoutée à l'art. 56 du Code pénal de 1810.

450. Mais, au contraire, si la condamnation, pouvant servir de premier terme à la récidive, était émanée d'un tribunal étranger, elle demeurerait sans influence juridique sur les faits objets des dernières poursuites. L'apprécier autrement, ce serait, contre les principes du droit public, donner exécution en France à un jugement rendu par un tribunal étranger.

Louis Kirkenger, condamné précédemment par la Cour d'assises du Brabant méridional, avait été poursuivi, en France, à raison d'un fait postérieur à cette condamnation. Il en fut déclaré coupable ; mais on refusa de lui appliquer les peines de la récidive, en se fondant sur ce que la première condamnation,

émanant d'un tribunal étranger, demeurait en France sans valeur juridique. Le ministère public se pourvut contre cette décision ; mais son pourvoi fut rejeté : « attendu que les dispositions de l'art. 56 du Code pénal pour l'aggravation des peines en cas de récidive, quelque générales et absolues qu'elles soient, ne peuvent s'appliquer qu'aux jugements et arrêts rendus par les Cours et les tribunaux français, par la considération que les limites du territoire sont les limites de la souveraineté ; que ce serait donner, contre tous les principes du droit public, une exécution en France à un jugement rendu par un tribunal étranger que de lui imprimer une force active pour l'application des peines de la récidive ; attendu que l'arrêt de condamnation du 29 décembre 1819, de la Cour d'assises du Brabant méridional, séante à Bruxelles, contre Louis Kirkenger, né à Halensy, province de Luxembourg, et domicilié à Rebecq, avait été rendu par un tribunal étranger, pour la répression d'un crime commis sur ce territoire et contre un individu étranger à la France ; que, dès lors, en rejetant le réquisitoire du ministère public en ce qui concernait l'application de l'art. 56 du Code pénal à Louis Kirkenger, déclaré coupable d'un crime commis en France, la Cour d'assises du département des Ardennes n'avait point violé ledit article, mais, au contraire, avait fait une juste application des principes généraux du droit. » 27 nov. 1828, n° 313.

451. Il serait sans conséquence qu'il n'y eût aucune espèce d'identité entre les faits à raison desquels a été rendue la condamnation qui sert de premier terme à la récidive et les faits, objet des dernières poursuites, la loi n'ayant pas subordonné à cette circonstance les effets juridiques de cette condamnation.

26 avril 1822, n° 68; 13 mai 1830, n° 130; 3 nov. 1831, n° 279; 20 déc. 1839, n° 387.

452. Il serait de même indifférent qu'un très-long temps se fût écoulé entre la première condamnation et les faits qui donnent lieu aux dernières poursuites. La récidive est indépendante du délai qui se trouve entre ces deux termes. 4 juill. 1808, n° 146; 4 oct. 1821, n° 158.

453. De plus, je ferai remarquer que la condamnation, qui sert de premier terme à la récidive, fixe dans la personne du condamné une cause permanente, dont l'effet légal et nécessaire est de le constituer en état de récidive chaque fois qu'il se rend coupable d'un nouveau fait pouvant servir de second terme à la récidive. Il en résulte que le même individu peut être condamné plusieurs fois, comme récidiviste, à raison de la condamnation qui constitue le premier terme de la récidive. 10 mars 1837, n° 76; 14 nov. 1856, n° 352.

454. La condamnation continuera-t-elle à servir de premier terme à la récidive après la prescription de la peine, la réhabilitation, la grâce, l'amnistie du condamné? Je vais m'expliquer sur chacun de ces cas.

455. La prescription de la peine soustrait le condamné à l'exécution, mais n'efface pas la condamnation et, par conséquent, lui laisse tous ses effets. Cette condamnation pourra donc, malgré la prescription de la peine qu'elle ordonne, continuer à être le premier terme de la récidive. C'est ce que la Cour de cassation a jugé plusieurs fois, en reconnaissant que cet état résultait, non-seulement des condamnations dont la peine avait été subie, mais encore de celle dont la peine ne serait pas expirée ou à laquelle le condamné se serait soustrait. 20 juin 1812, n° 148;

10 fév. 1820, n° 36; 4 juill. 1828, n° 199. Je rapporterai l'espèce et les motifs du second de ces arrêts.

Mathis et la femme Cluzel furent déclarés coupables de vol commis de complicité dans une boutique dépendant d'une maison habitée, crime qui n'emportait que la peine de la réclusion ; mais, vu leur état de récidive, la Cour d'assises les condamna à la peine des travaux forcés à temps. Les deux condamnés se pourvurent en cassation ; mais Mathis seul présenta un mémoire dans lequel il soutint qu'à son égard la peine de la récidive, établie par l'art. 56 du Code pénal, avait été mal appliquée, attendu que la première condamnation remontait à l'an 1782, et qu'ainsi la peine était prescrite aux termes de l'art. 635 du Code d'instruction criminelle; il en conclut que, dans cette circonstance, il ne pouvait pas y avoir lieu à la peine de la récidive. Ce moyen a été rejeté par la Cour de cassation : « considérant, relativement au pourvoi d'André Mathis, et sur le moyen de cassation par lui présenté, que les dispositions de l'art. 56 du Code pénal sont générales et absolues; qu'elles s'étendent donc à tous les cas où il existe une première condamnation, qui est la seule condition que ledit art. 56 exige pour son application. » 10 fév. 1820, n° 36.

456. La réhabilitation n'a pour effet que de relever des incapacités résultant de la condamnation; elle ne remet pas le crime ; elle ne remet pas davantage la peine qui en a été le châtiment et qui sert de premier terme à la récidive. C'est ce que la Cour de cassation a jugé, dans l'intérêt de la loi, par son arrêt du 6 février 1823, n° 21.

Claude Lièvre, poursuivi pour crime de faux en écriture privée, avoua, dans un de ses interrogatoires, qu'il avait été condamné à mort en l'an VIII, que

sa peine avait été commuée en dix ans de fers, et qu'il avait été réhabilité le 13 septembre 1820. Claude Lièvre ne fut condamné qu'à six ans de réclusion. Un pourvoi fut formé dans l'intérêt de la loi, pour violation de l'art. 56 et fausse application des suites de la réhabilitation.

« Ce serait, disait M. le procureur général Mourre dans le réquisitoire qu'il présenta à la chambre criminelle à l'occasion de cette affaire, une grande méprise de confondre les lettres de réhabilitation avec celles qui étaient connues anciennement sous le titre d'*abolition*.

« L'ordonnance de 1670 avait pris soin elle-même de les distinguer. On n'a qu'à consulter le titre XVI de cette ordonnance.

« Les lettres de réhabilitation ne faisaient que rétablir le condamné en ses biens et bonne renommée. Les lettres d'abolition éteignaient le crime...

« L'Assemblée constituante, qui avait conservé les lettres de réhabilitation et qui les avait entourées d'un noble appareil, avait dit (Code pénal de 1791, titre VII, 1^re partie, art. 10) : « La réhabilitation fera cesser pour l'avenir dans la personne du condamné tous les effets et toutes les incapacités qui résultaient de la condamnation.

« Ces expressions *tous les effets* pouvaient prêter à une fausse interprétation. Aussi le législateur, en 1810, a-t-il cru devoir s'en expliquer d'une autre manière. Le Code d'instruction criminelle porte, art. 633 : « La réhabilitation fera cesser pour l'avenir, dans la personne du condamné, toutes les incapacités qui résultaient de la condamnation.

« Ainsi c'est avec une intention bien marquée que le législateur a voulu déterminer, de la manière la

plus claire et la plus limitative, les effets de la réhabilitation. Elle n'aura d'autre résultat que de faire cesser, pour l'avenir, les incapacités. Quelles sont ces incapacités? Elles sont marquées dans l'art. 28 du Code pénal...

« La réhabilitation n'abolit pas le crime, elle ne peut même être accordée que lorsque la peine a été subie... Le crime n'a aucun empire sur la réhabilitation, comme la réhabilitation n'a aucun empire sur le crime. Elle ne l'éteint pas, elle ne le pardonne pas; elle a un effet unique: c'est de relever des incapacités pour l'avenir, à cause de la bonne conduite. Comment donc le condamné, pour un premier crime, pourrait-il ne pas être réputé coupable de récidive en commettant un nouveau crime après sa réhabilitation?....

« Dira-t-on que cet homme, qui a repris sa place dans la société, qui se trouve à la même hauteur que les autres citoyens, s'il vient à tomber de nouveau, tombe du même point, et qu'il ne doit pas être puni plus sévèrement? Oui, cette hauteur à laquelle il a été replacé, couvre son crime, mais elle ne le détruit pas. S'il tombe de nouveau, le crime reparaît et s'appesantit de tout son poids sur sa tête coupable...

« Laissons ces considérations et revenons au point de droit.

« Le crime n'a pas été aboli : donc le nouveau crime emporte récidive.

« Et, sans cela, il en résulterait qu'après le nouveau crime, le condamné pourrait être admis à une seconde réhabilitation.

« En effet, l'art. 634 du Code d'instruction criminelle porte : « Le condamné pour récidive ne sera jamais admis à la réhabilitation.

« Si on ne considère pas comme récidive le second crime, il en résultera que le condamné pourra obtenir de nouvelles lettres de réhabilitation. Cela peut-il être? La nature et la raison ne se révoltent-elles pas contre ce système? »

Sur ce réquisitoire, la Cour rendit l'arrêt suivant :

« Vu l'art. 633 du Code d'instruction criminelle sur les effets de la réhabilitation des condamnés, et l'art. 56 du Code pénal, aux termes duquel quiconque ayant été condamné pour un premier crime, en commet un second, doit être puni de la peine immédiatement supérieure à celle qui lui aurait été infligée s'il n'avait pas subi une première condamnation; la Cour, faisant droit audit réquisitoire et adoptant les motifs y énoncés, casse et annule, dans l'intérêt de la loi, l'arrêt rendu par la Cour d'assises du département de la Seine. » 6 fév. 1823, n° 21.

457. La grâce fait remise de la peine, mais elle n'efface pas la condamnation; elle lui laisse le caractère qui la rend propre à devenir le premier terme de la récidive.

Le nommé Benezech, qui avait déjà encouru une condamnation aux travaux forcés et qui avait obtenu sa grâce, avait été traduit devant le tribunal de Castres, comme coupable du délit prévu par l'art. 311 du Code pénal. Ce tribunal avait fait application à Benezech des peines de la récidive; mais, sur l'appel, le tribunal supérieur d'Alby réforma cette décision, sous le prétexte que, par la clémence du roi, Benezech avait été relevé de la condamnation aux travaux forcés, et que cette rémission, ayant annulé la condamnation, c'était mal à propos que le tribunal de Castres lui avait appliqué les peines de la récidive.

Le ministre de la justice ordonna un pourvoi dans l'intérêt de la loi. Dans son réquisitoire, M. le procureur général Mourre rappela un arrêt de la Cour de cassation, du 5 décembre 1811, qui avait consacré ce principe : « attendu que les lettres de grâce obtenues par un individu, pour premier vol, encore qu'elles lui aient fait remise de la peine des travaux publics, n'ont ni aboli le premier crime ni effacé la tache qu'il avait imprimée sur sa personne. » Ce magistrat rappela aussi que les mêmes maximes avaient été accueillies dans une ordonnance royale du 14 octobre 1818, relative à l'application de l'art. 1^er^ du décret du 23 nov. 1811, concernant les sous-officiers et soldats qui, après avoir obtenu grâce pour crime de désertion, et s'être rendus aux corps qui leur auraient été assignés, déserteraient de nouveau.

La Cour de cassation, en adoptant les motifs de ce réquisitoire, annula le jugement du tribunal d'Alby. 5 juill. 1821, n° 108.

La même Cour a répété, dans l'arrêt du 4 juillet 1828, n° 199, « que la prescription de la peine et les lettres de grâce ou de commutation de peine, obtenues de la faveur du monarque, n'éteignent pas le premier crime et n'en changent pas la nature ; qu'elles ne détruisent point une condamnation modifiée seulement dans ses effets, et ne peuvent conséquemment dispenser de la peine encourue pour la récidive... »

458. L'amnistie a, comme nous l'avons vu aux n^es^ 153 et suivants, de tout autres effets ; elle efface, non-seulement la condamnation, mais même le fait criminel qui lui servait de base. Il est évident, dès lors, que les condamnations qu'elle atteint ne peuvent plus être le premier terme de la récidive.

La Cour de cassation l'a jugé souvent ainsi :

13 mess. an IV, n° 193; 11 juin 1825 (Dall., 1825, 395).

Je reproduirai l'arrêt suivant : « Vu l'ordonnance du roi du 8 mai 1837 et l'art. 58 du Code pénal; attendu qu'il est de principe que l'amnistie est un acte de l'autorité souveraine qui fait disparaître tous les effets des peines, des crimes et des délits amnistiés, à l'exception de ceux spécialement maintenus par cet acte; attendu, par suite, que les condamnations prononcées antérieurement à l'acte d'amnistie pour un des crimes ou délits qui en font l'objet, ne sauraient être admises pour constituer l'état de récidive de l'individu qui, frappé par cette condamnation, commettrait un nouveau crime ou délit postérieurement à la date de cette amnistie; attendu que l'ordonnance du 8 mai 1837 porte «qu'amnistie est accordée à tous les individus actuellement détenus dans les prisons de l'État par suite de condamnations prononcées pour crimes et délits politiques; » attendu que cette ordonnance ne maintient d'autre effet des condamnations que celui de la surveillance de la haute police pour ceux des individus amnistiés qui s'y trouvaient soumis; attendu que Dapatie, condamné à deux années d'emprisonnement pour délit politique, antérieurement à l'ordonnance du 8 mai 1837, s'est trouvé amnistié de ce délit par cette ordonnance; attendu que, dans ces circonstances, la Cour impériale de Paris, en prenant pour base de la condamnation de Dapatie au maximum des peines encourues pour les faits dont elle le reconnaissait coupable, son état de récidive, basé sur la condamnation antérieure à l'ordonnance du 8 mai 1837, a fait une fausse interprétation de cette ordonnance, et formellement violé

l'art. 56 du Code pénal ; la Cour casse. » 25 nov. 1853, n° 556.

459. Je terminerai ce que j'ai à dire sur le premier terme de la récidive, en indiquant quel est le juge compétent pour rechercher et reconnaître l'existence de la condamnation qui le constitue, dans quelle forme et à quel moment la preuve en doit être administrée.

460. En matière criminelle, c'est la Cour d'assises et non le jury qui a qualité pour reconnaître l'existence de la condamnation formant le premier terme de la récidive. En effet, la loi limite la compétence du jury aux circonstances physiques et morales du fait incriminé. Elle ne l'étend pas aux faits qui n'ont pas par eux-mêmes le caractère de crime ou de délit, et qui, ne formant pas une circonstance aggravante du fait de l'accusation, ne doivent être considérés et appréciés que comme éléments accidentels de la délibération sur l'application de la loi pénale. Il en résulte que le fait de la récidive, qui n'est pas l'acte incriminé, qui n'en est pas même une circonstance aggravante, ne peut pas être soumis à l'appréciation du jury, et qu'il doit être déclaré par la Cour d'assises.

La Cour de cassation l'a ainsi jugé le 11 juin 1812. Voici le texte de cet arrêt, qui n'est pas au *Bulletin criminel* : « Attendu, relativement à Jean-Silvestre Chiatone, condamné aux travaux forcés à perpétuité et à la flétrissure, à raison de la récidive déclarée contre lui par la Cour d'assises, que si, d'après les art. 337 et 338 du Code d'instruction criminelle, toutes les circonstances aggravantes du fait principal de l'accusation, et qui se rattachent conséquemment à ces faits, doivent être soumises au jury et décidées par lui ; si, par exemple, dans une accusation de viol sur la

personne d'un enfant au-dessous de l'âge de quinze ans accomplis, le fait de l'âge de la personne violée, qui est une circonstance aggravante du viol même, doit être déclaré par le jury ; s'il en est de même des faits qui constituent par eux-mêmes un délit, soit qu'il y ait lieu à jugement sur ces faits comme connexes au fait principal de l'accusation en vertu des art. 226, 227 du Code d'instruction criminelle, soit qu'ils ne doivent être appréciés que pour l'aggravation de la peine du fait principal, comme dans le cas des art. 280 et 304 du Code pénal, cette règle cesse relativement aux faits qui n'ont pas par eux-mêmes le caractère de délit, et qui, ne formant pas non plus une circonstance aggravante du fait de l'accusation, doivent être considérés et appréciés seulement comme éléments accidentels de la délibération sur l'application de la loi pénale, délibération qui, d'après les art. 362, 363, 364 et 365 du Code d'instruction criminelle, est exclusivement dans les attributions des juges de la Cour d'assises ; que le fait de la récidive, qui n'est jamais une circonstance aggravante du fait de l'accusation, puisqu'il en est absolument indépendant, qui ne constitue pas par lui-même un délit, puisqu'il n'est qu'un fait moral dont la loi déduit la preuve d'une perversité à raison de laquelle elle aggrave la peine du fait de la nouvelle accusation, peut et doit donc être jugé et déclaré par la Cour d'assises ; que, dans l'espèce, la Cour d'assises du département de l'Isère n'a donc pas violé les règles de compétence établies par la loi, en déclarant elle-même la récidive encourue par Chiatone, et en aggravant, en conséquence, la peine contre lui par application des art. 56 et 384 du Code pénal ; la Cour rejette. » 11 juin 1812 (Dall., *Anc. rec.*, XI.518).

En matière correctionnelle, le fait de la première condamnation est reconnu et déclaré par le juge, qui fait l'application des peines de la récidive.

461. La loi imposant aux juges le devoir de motiver leurs décisions (L. 20 avril 1810, art. 7), les jugements et arrêts, qui n'indiqueraient pas la raison pour laquelle les peines de la récidive ont été prononcées, seraient nuls pour défaut de motifs : 9 août 1815, n° 281 ; 28 août 1856, n° 301. Mais l'arrêt est suffisamment motivé lorsqu'il vise les articles relatifs à la récidive et que d'ailleurs l'état de récidive est justifié par un extrait joint à la procédure. 1er déc. 1859, n° 262 *bis*.

Seraient également nuls les jugements et arrêts qui ne statueraient pas sur les réquisitions du ministère public relatives à la récidive : 17 janv. 1828, n° 11 ; 14 nov. 1856, n° 352; et ceux qui omettraient de prononcer l'aggravation de peine qui en résulte, sous prétexte que le ministère public ne l'a pas requise. 9 juin 1826, n° 110.

462. En principe, la condamnation, servant de premier terme à la récidive, doit être prouvée par la production d'un extrait en forme. 11 sept. 1828, n° 259; 28 fév. 1846, n° 61.

Je crois cependant que les juges peuvent puiser à d'autres sources la preuve de l'existence de la première condamnation; mais alors « il appartient à la Cour de cassation d'apprécier jusqu'à quel point, eu égard aux circonstances particulières de la cause, l'élément légal de la récidive a été juridiquement établi. » 9 août 1855, n° 281.

Il résulte de la jurisprudence de cette Cour qu'on ne doit pas considérer comme preuve suffisante de la première condamnation l'aveu de l'accusé, lorsqu'il

est isolé de tout autre adminicule : 28 fév. 1846, n° 261; 18 août 1853, n° 418; mais que cet aveu peut devenir une preuve suffisante lorsqu'il est soutenu par certains documents : 1er avril 1853, n° 115; et notamment par un extrait du casier judiciaire. 4 fév. 1860, n° 29.

Il existe cependant un arrêt qui a jugé qu'une Cour d'assises avait pu considérer que l'état de récidive n'était pas juridiquement établi par l'aveu de l'accusé et par le certificat du directeur de la maison dans laquelle la peine avait été subie. Je ne peux pas approuver la théorie de cet arrêt, qui, à mon sens, est beaucoup trop exigeant. Je le citerai néanmoins, dans l'espoir que ce précédent déterminera les officiers du ministère public à joindre, dans tous les cas, aux pièces de la procédure, l'extrait de la condamnation ou tout au moins un extrait dûment en forme du casier judiciaire.

Voici le texte de cet arrêt :

« Statuant sur le pourvoi du procureur général près la Cour de Caen, attendu que, si le ministère public articulait le fait d'une première condamnation pour crime, il ne produisait point l'extrait en forme d'un arrêt qui offrît la preuve judiciaire de cette condamnation; attendu que, si les inductions qu'il tirait soit de l'aveu de l'accusé, soit du certificat du directeur de la maison de détention, pouvaient former des preuves morales, l'art. 56 du Code pénal ne déterminait point quel caractère de force probante des preuves de ce genre devaient avoir pour constater le fait d'une première condamnation pour crime; attendu que, dès lors, l'appréciation de ces preuves était abandonnée aux magistrats juges de l'accusation; que, dans cet état des faits, la Cour d'assises, en dé-

clarant, dans l'arrêt attaqué, que l'aveu de l'accusé et le certificat du directeur de la maison de Melun lui paraissaient insuffisants pour établir le fait d'une condamnation pour crime, n'a point excédé les bornes de ses attributions, ni violé les dispositions de l'art. 56 du Code pénal; la Cour rejette. » 11 sept. 1828, n° 259.

En résumé, la preuve légale, c'est l'extrait de la première condamnation; il sera, selon moi, nécessaire de le produire si l'accusé ou le prévenu ne reconnaît pas l'existence de la première condamnation; s'il la reconnaît, on pourra se contenter de l'extrait du casier judiciaire.

463. C'est au moment du jugement que cette justification doit être faite par le ministère public. Elle serait évidemment tardive si elle n'avait lieu qu'après la décision. Le juge aurait épuisé ses pouvoirs et ne pourrait pas se ressaisir de l'affaire, sous prétexte de compléter son jugement. 18 flor. an VII, n° 394; 18 fruct. an XIII, n° 205.

Mais il est clair que, si la justification est faite sur l'appel, émis par le ministère public, le juge d'appel devra appliquer les peines de la récidive, quoique ce point du litige n'ait point été soumis aux premiers juges. 8 fév. 1821, n° 27. Il en serait autrement si l'appel était formé par le condamné seul, puisque la position de celui-ci ne peut pas être aggravée sur son appel.

464. Telles sont les règles générales applicables à la condamnation qui peut servir de premier terme à la récidive; elles se complètent, pour chaque espèce de récidive, des règles particulières que j'expliquerai, comme je l'ai déjà dit, sur les art. 56, 57 et 58.

465. Le second terme de la récidive, celui qui la

complète, se trouve dans le fait même qui est l'objet de la nouvelle incrimination.

466. Ce second terme est, comme le premier, soumis à des règles générales et à des règles particulières. Je vais exposer les règles générales; je réserve les autres pour l'étude des art. 56, 57 et 58.

467. En principe, tous les faits délictueux peuvent devenir le second terme de la récidive.

468. Il n'y a aucune distinction à faire entre ceux qui sont prévus par les lois antérieures au Code pénal et ceux qui n'ont été prévus que par des lois postérieures. 21 déc. 1827, n° 313.

469. De même, il n'y a aucune distinction à faire entre ceux qui sont réprimés par les lois ordinaires et ceux qui sont l'objet de lois particulièrement rigoureuses ou spéciales.

C'est en appliquant ce principe que la Cour de cassation jugeait que les crimes prévus et réprimés par la loi du 20 avril 1825, sur la répression des crimes et des délits commis dans les édifices ou sur les objets, consacrés à la religion catholique ou à d'autres cultes légalement établis en France, étaient passibles des peines de la récidive. 14 mars 1828, n° 75; 29 nov. 1828, n° 319; 8 janv. 1829, n° 5; 13 janv. 1830, n° 10.

C'est aussi par les mêmes considérations que la Cour de cassation a jugé que les peines de la récidive étaient applicables aux délits réprimés par la loi du 17 mai 1819: 12 sept. 1829, n° 219; 13 sept. 1832, n° 343; et à ceux de la loi du 25 mars 1822; 22 janv. 1824, n° 11; 26 fév. 1835, n° 65.

470. Il ne peut être dérogé à cette règle que dans les cas où la loi autorise, soit formellement, soit au

moins virtuellement cette dérogation. Je citerai, pour exemples, la rupture de ban, qui ne peut pas devenir le second terme de la récidive, dont le premier terme ne serait que la condamnation génératrice de la surveillance (n° 224), et l'évasion, qui ne peut pas également devenir le second terme de la récidive, dont l'autre terme ne serait que la condamnation, à l'exécution de laquelle l'évadé aurait cherché à se soustraire. 22 fév. 1828, n° 50.

471. Je clôrai mes observations sur les règles générales applicables aux différentes espèces de récidive, en faisant remarquer que les tribunaux sont autorisés à modérer l'aggravation de peine, qui en résulte, par l'admission de circonstances atténuantes (C. pén., art. 463).

472. Nous avons reconnu précédemment que la récidive légale ne doit pas être confondue avec la simple réitération des infractions punissables. Les art. 56, 57 et 58 vont nous apprendre dans quels cas la réitération des actes criminels est considérée par la loi, comme constituant l'état de récidive en matière de crimes et de délits.

Il y a récidive suivant ces articles :

1° Lorsqu'un individu est déclaré coupable d'un crime, commis après une condamnation à une peine afflictive ou infamante;

2° Lorsqu'un individu est déclaré coupable d'un délit, commis après une condamnation à une peine afflictive ou infamante;

3° Lorsqu'un individu est déclaré coupable d'un délit, commis après une condamnation correctionnelle à un emprisonnement de plus d'une année.

En dehors de ces cas, il n'y a que des réitérations

de faits punissables que la loi ne soumet pas aux peines de la récidive.

ARTICLE 56.

Quiconque ayant été condamné à une peine afflictive ou infamante aura commis un second crime emportant, comme peine principale, la dégradation civique, sera condamné au bannissement. — Si le second crime emporte la peine du bannissement, il sera condamné à la peine de la détention. — Si le second crime emporte la peine de la réclusion, il sera condamné à la peine des travaux forcés à temps. — Si le second crime emporte la peine de la détention, il sera condamné au maximum de la même peine, laquelle pourra être élevée jusqu'au double. — Si le second crime emporte la peine des travaux forcés à temps, il sera condamné au maximum de la même peine, laquelle pourra être élevée jusqu'au double. — Si le second crime emporte la peine de la déportation, il sera condamné aux travaux forcés à perpétuité. — Quiconque ayant été condamné aux travaux forcés à perpétuité aura commis un second crime, emportant la même peine, sera condamné à la peine de mort. — Toutefois, l'individu condamné par un tribunal militaire ou maritime, ne sera, au cas de crime ou délit postérieur, passible des peines de la récidive qu'autant que la première condamnation aurait été prononcée pour des crimes ou délits punissables d'après les lois pénales ordinaires [1].

---

[1] *Ancien article* 56. — Quiconque, ayant été condamné pour un

473. Définition du cas de récidive prévu par cet article.

474. Compte à tenir des modifications introduites dans cet article par la loi du 28 avril 1832.

475. Sous le Code de 1810, le premier terme de la récidive, réglée par l'article 56, était une condamnation pour crime; depuis la loi du 28 avril 1832, c'est une condamnation à une peine afflictive ou infamante.

476. La condamnation continuera d'être le premier terme de la récidive, quoique la peine afflictive qu'elle a prononcée ne soit plus admise par la législation actuelle. Jurisprudence.

477. Il en serait de même si la peine afflictive ou infamante avait été prononcée à raison d'un fait appelé délit par la législation sous l'empire de laquelle il a été exécuté.

478. De ce que le premier terme de la récidive ne peut être, dans le cas de l'article 56, qu'une peine afflictive ou infamante, il en résulte, 1° que l'emprisonnement correctionnel pour délit ne peut pas produire cet effet.

479. 2° Que l'emprisonnement correctionnel pour crime ne peut pas le produire davantage. Jurisprudence.

480. La condamnation demeurera-t-elle le premier terme de la récidive si la peine afflictive ou infamante n'a été appliquée que par erreur ou si le fait n'est plus actuellement puni que d'une peine correctionnelle?

481. La condamnation à une peine afflictive ou infamante qui est le résultat d'une erreur peut-elle servir de premier terme à la récidive? Jurisprudence. Dissentiment avec la Cour de cassation.

---

crime, aura commis un second crime emportant la dégradation civique, sera condamné à la peine du carcan. — Si le second crime emporte la peine du carcan ou du bannissement, il sera condamné à la peine de la réclusion. — Si le second crime entraîne la peine de la réclusion, il sera condamné à la peine des travaux forcés à temps. — Si le second crime entraîne la peine des travaux à temps ou la déportation, il sera condamné à la peine des travaux forcés à perpétuité. — Si le second crime entraîne la peine des travaux forcés à perpétuité, il sera condamné à la peine de mort.

482. Suite. Elle n'aura pas ce caractère si l'erreur ne consiste que dans la dénomination de la peine appliquée par le juge correctionnel. Jurisprudence.

483. Elle demeurera le premier terme de la récidive, quoique le fait ne soit plus puni que d'une peine correctionnelle. Jurisprudence.

484. Ces règles spéciales se complètent par les règles générales qui ont été développées précédemment.

485. Le second terme de la récidive réglée par l'article 56 est un crime.

486. Le crime demeure le second terme de la récidive, quoique le jury ait admis en faveur des coupables le bénéfice des circonstances atténuantes.

487. Il n'y a de différence que dans l'application de la peine.

488. Conséquence de la récidive lorsque le jury n'admet pas des circonstances atténuantes.

489. Conséquence de la récidive si le jury en admet. Jurisprudence.

490. La récidive ne peut pas produire une double aggravation de peine. Jurisprudence.

491. Explication du dernier paragraphe de l'article 56. Jurisprudence.

492. Suite. Cette disposition est applicable à tous les cas de récidive.

473. La récidive, prévue par cet article, a pour premier terme une condamnation à une peine afflictive ou infamante et pour second terme un crime.

474. Cet article a été modifié, dans plusieurs de ses dispositions, par la loi du 28 avril 1832.

Il faut tenir compte de ces changements lorsqu'on étudie la jurisprudence antérieure à cette loi : sans quoi on pourrait tirer des conséquences erronées de décisions qui étaient juridiques à l'époque où elles ont été rendues.

475. Le premier terme du cas de récidive, que j'étudie en ce moment, était, suivant la rédaction du

Code pénal de 1810, une condamnation pour crime; il est, suivant celle de la loi du 28 avril 1832, une condamnation à une peine afflictive ou infamante.

Ce changement de rédaction est une amélioration très-notable. L'ancien texte avait quelque chose de vague et d'indéterminé qui avait créé bien des indécisions et des difficultés.

Comme il y avait des crimes qui n'étaient punis que de peines correctionnelles (C. pén., art. 67, L. 25 juin 1824), on s'était demandé si ces crimes pouvaient, comme ceux qui avaient été punis d'une peine afflictive ou infamante, devenir le premier terme de ce cas de récidive. De là, des décisions en sens contraire, et une sorte d'anarchie dans la jurisprudence.

Les uns pensaient que l'ancien article 56 n'avait entendu parler que des condamnations pour crime à une peine afflictive ou infamante, et que l'interpréter autrement c'était lui donner un sens qui ne lui appartenait pas, et en tirer des conséquences trop rigoureuses. Les autres s'attachant à la lettre de la loi se refusaient, en quelque sorte, à la discuter et l'appliquaient dans toute sa dureté. La Cour de cassation avait adopté cette dernière opinion.

La rédaction nouvelle a mis un terme à ces luttes. Désormais, plus d'ambiguité, plus d'équivoque; il n'y a que les condamnations à une peine déterminée, à une peine afflictive ou infamante, qui puissent être le premier terme de la récidive, dont le second terme est un crime.

476. Mais la condamnation produira ces effets, alors même que la peine afflictive ou infamante, qu'elle aurait appliquée, aurait pris dans la loi actuelle un autre nom.

Jean Georgen, déclaré coupable d'un vol commis la nuit avec escalade et effraction extérieure, n'avait été condamné par la Cour spéciale du département du Rhin-et-Moselle qu'à la peine des travaux forcés à temps. Cependant il avait été précédemment condamné à quatre années de fers par la Cour de justice criminelle du même département; il se trouvait conséquemment en récidive, et devait, aux termes de l'art. 56 du Code, être condamné aux travaux forcés à perpétuité. Un pourvoi fut formé dans l'intérêt de la loi. La Cour de cassation l'accueillit : « attendu qu'il était reconnu au procès que, par arrêt de la Cour de justice criminelle du département du Rhin-et-Moselle, du 28 octobre 1807, Jean Georgen avait été condamné à la peine de quatre années de fers; que la peine des fers, établie par le Code pénal de 1791, était, sous une autre dénomination, la peine des travaux forcés, et que Georgen, s'étant rendu coupable, en 1812, d'un crime punissable des travaux forcés à temps, devait, attendu la récidive et en exécution de l'art. 56 du Code pénal de 1810, être condamné aux travaux forcés à perpétuité. » 12 fév. 1813, n° 24.

477. Il en serait de même si la peine afflictive ou infamante avait été prononcée à raison d'un fait appelé improprement délit par la législation sous l'empire de laquelle il a été exécuté et puni.

La Cour de cassation l'a également jugé dans l'arrêt suivant :

Jean Cézerac et Jean Pons, déjà condamnés à des peines afflictives et infamantes, furent traduits de nouveau devant la Cour d'assises du département de Tarn-et-Garonne, pour vol, commis la nuit, dans une maison habitée, à l'aide d'effraction. Le ministère

public requit contre eux la peine des travaux forcés à perpétuité, vu leur état de récidive; mais la Cour d'assises ne prononça cette peine que contre Cézerac et condamna Pons seulement aux travaux forcés à temps, sous prétexte qu'il n'avait été condamné antérieurement que pour délit. Le ministère public se pourvut contre cette décision, et son pourvoi fut accueilli par l'arrêt suivant :

« La Cour, attendu qu'antérieurement au Code de 1810, l'expression de délit était indistinctement appliquée aux faits punis de peines correctionnelles et aux faits punis de peines afflictives et infamantes; que l'art. 1^er^ du Code pénal de 1810 est la première disposition législative qui ait expressément attribué la qualification de *délit* aux faits punis de peines correctionnelles, et celle de *crime* aux faits punis de peines afflictives et infamantes; que l'art. 56 de ce Code se réfère nécessairement à cette qualification fixée dans son art. 1^er^, et que l'expression de crime qui y est portée doit être entendue des infractions que les lois punissent de peines afflictives et infamantes; attendu qu'il est constant, en fait, que Jean Pons a été condamné, par le tribunal criminel, à des peines afflictives pour vol d'objets confiés à la foi publique, par récidive; que, dès lors, il avait subi une première condamnation pour crime, et qu'en refusant de prononcer l'aggravation de peine prescrite par l'art. 56 du Code pénal, aggravation requise par le ministère public, la Cour d'assises de Tarn-et-Garonne a violé l'art. 27 du Code pénal de 1791, l'art. 15 de la loi du 27 frimaire an VIII, et, par suite, l'art. 56 du Code pénal de 1810, la Cour casse. » 28 mars 1822, n° 47.

478. De ce que le premier terme de la récidive

ne peut être, dans le cas que j'étudie, qu'une condamnation à une peine afflictive ou infamante il résulte :

1° Que si le coupable n'a été précédemment condamné que pour délit à un emprisonnement correctionnel, il n'y aura pas lieu à lui appliquer l'aggravation de peine attachée par notre article à la récidive.

Il me paraît difficile de contester cette première conséquence. Cependant elle l'a été plusieurs fois ; mais la Cour de cassation a constamment annulé les décisions qui avaient, à ce point, méconnu la loi ; je ne citerai qu'un seul de ses arrêts : « Attendu, qu'aucun des art. 56, 57 et 58, dont est composé tout le chapitre IV du livre 1er du Code pénal, intitulé *Des peines de récidive pour crimes et délits*, ne prononce une aggravation de peine pour un crime commis par un individu qui déjà aurait été condamné à une peine correctionnelle ; qu'en effet, les art. 56 et 57 supposent l'un et l'autre le cas d'une première condamnation pour crime, et l'art. 58 celui où un individu, déjà condamné à une peine correctionnelle de plus d'une année d'emprisonnement aurait commis un nouveau *délit* ; que le mot délit, devant être pris dans l'acception qui lui est donnée par l'art. 1er du Code pénal, il s'ensuit que l'art. 58 ne peut être appliqué à un individu qui, après une première condamnation à une peine correctionnelle quelconque, se serait rendu coupable d'un fait que ledit art. 1er a qualifié crime, et qu'il a spécialement distingué du délit ; que, dans l'espèce, l'accusé n'avait point été condamné pour crime, mais seulement pour un délit correctionnel ; que le nouveau fait, dont il a été reconnu coupable, étant un vol sujet à la peine afflictive de la réclusion, la Cour d'assises a donc pu, sans

violer ni faussement appliquer l'art. 58 du Code pénal, le condamner à ladite peine, dans la latitude déterminée par l'art. 21 dudit Code ; la Cour rejette, etc. » 20 oct. 1818, n° 133.

479. 2° De ce que le premier terme de la récidive ne peut être, dans le cas de l'art. 56, qu'une condamnation à une peine afflictive ou infamante, il résulte également que si le coupable n'a été condamné précédemment pour crime qu'à une peine correctionnelle, il n'y a pas lieu à lui appliquer l'aggravation de peine ordonnée par notre article.

Cette déduction me paraît incontestable pour le cas où le jury, en s'abstenant d'admettre, en faveur de l'accusé déclaré coupable, le bénéfice des circonstances atténuantes, le laisse passible de la peine afflictive ou infamante attachée au crime nouveau à raison duquel il est poursuivi. La première condamnation n'étant que d'un emprisonnement correctionnel ne peut avoir pour résultat d'aggraver la peine afflictive ou infamante de la seconde.

Je rechercherai, sous l'art. 57, s'il en serait autrement dans le cas où, à cause de l'admission des circonstances atténuantes, le coupable n'aurait à subir, pour le deuxième fait, qu'un emprisonnement correctionnel.

La première de ces propositions, si évidente qu'elle soit, a été fréquemment méconnue par les Cours d'assises. Mais la Cour de cassation n'a jamais hésité à rendre, en pareille circonstance, des arrêts d'annulation. Sa jurisprudence en fournit de nombreux exemples.

Denis Saintes n'avait été condamné par un premier arrêt du 13 novembre 1835, pour vol commis la nuit, dans une maison habitée, qu'à deux ans d'emprison-

nement à cause des circonstances atténuantes que le jury avait admises en sa faveur. Après avoir exécuté cette peine, il fut de nouveau poursuivi pour deux vols qualifiés entraînant la peine des travaux forcés à temps. Déclaré coupable de ces deux faits, sans admission de circonstances atténuantes, la Cour d'assises de l'Aisne lui appliqua, à raison de sa première condamnation, vingt ans de travaux forcés. Sur son pourvoi, la Cour de cassation jugea que la Cour d'assises avait eu tort de prononcer contre lui l'aggravation de peine résultant de l'art. 56 : « Attendu que l'arrêt attaqué en prononçant la peine de vingt ans de travaux forcés ne s'est pas fondé exclusivement sur les deux vols qualifiés dont il a été déclaré convaincu par le jury et qui étaient punissables de la peine des travaux forcés à temps d'après les art. 384 et 381 du même Code ; mais que cet arrêt s'est fondé aussi sur la condamnation à deux ans d'emprisonnement prononcée contre le demandeur par la Cour d'assises du même département, le 13 novembre 1835 ; qu'à la vérité cette condamnation avait été prononcée pour un vol de nuit, commis en maison habitée, lequel était passible de la réclusion, aux termes de l'art. 386 du même Code aussi visé dans l'arrêt attaqué, mais que la peine, prononcée par cet arrêt de 1835, a été réduite à deux années d'emprisonnement, à cause des circonstances atténuantes reconnues par le jury en vertu de l'art. 463 du Code pénal ; que, néanmoins, l'arrêt attaqué a conclu de l'existence de cette condamnation, rapprochée des nouveaux faits reconnus constants par le jury, qu'il y avait récidive dans les termes de l'art. 56 du Code pénal, et qu'il y avait lieu de lui faire l'application du paragraphe 5 de cet article ; mais qu'en le ju-

geant ainsi la Cour d'assises de l'Aisne a fait une fausse application de cet alinéa 5 et violé la disposition de l'alinéa 1^er^ qui n'attache plus, comme le Code de 1810, l'état de récidive à la perpétration d'un second crime, mais seulement à la condamnation à une peine afflictive ou infamante; qu'il résulte donc de la réforme introduite, en 1832, dans la législation pénale, que la récidive de crime n'est pas susceptible d'aggravation quand, en vertu des circonstances atténuantes déclarées par le jury, le premier crime n'a été puni par la justice que de peines correctionnelles. » 8 mars 1838, n° 58; conf., 2 déc. 1840, n° 344; 23 janv. 1852, n° 23; même date, n° 25; même date, n° 26; 16 avril 1852, n° 127; 12 août 1852, n° 272; 7 juill. 1853, n° 343; 6 fév. 1858, n° 37.

480. On s'est demandé si la condamnation à une peine afflictive ou infamante produirait les effets que l'art. 56 lui attribue, dans le cas où elle n'aurait été appliquée que par suite d'une erreur de droit; on s'est également demandé si elle les produirait, dans le cas où le fait, à l'occasion duquel elle a été rendue, ne serait plus puni que d'une peine correctionnelle, au moment où il est statué sur le second terme de la récidive, en d'autres termes, sur la nouvelle incrimination.

Je vais examiner ces deux questions :

481. Quant à la première, je ne comprendrais pas facilement qu'on pût autoriser le juge, chargé de prononcer la seconde condamnation, à reviser la première. Est-ce que ce ne serait pas porter l'atteinte la plus directe à la chose jugée? est-ce que ce ne serait pas permettre l'excès de pouvoir le mieux caractérisé? De quel droit le juge, chargé d'appliquer les peines de la récidive, réformerait-il une

décision dont il n'a qu'à tirer une conséquence? Si l'erreur existe, elle a acquis l'autorité de la chose jugée, elle a cessé d'être une erreur, elle est devenue vérité : *res judicata pro veritate habetur*.

Cependant je ne dois pas laisser ignorer que la question a été tout autrement résolue par la Cour de cassation dans les deux espèces suivantes :

Dans la première, Joseph Retrait avait été condamné, pour avoir vendu son uniforme pendant qu'il était sous les drapeaux, à la peine de cinq ans de fers, par un jugement du conseil de guerre de la 13^e division militaire du 17 octobre 1818. Cette condamnation était prononcée par application des art. 13, section 3, titre 1^er de la loi du 12 mai 1793, et 1^er de la loi du 4 floréal an II.

Traduit ensuite devant la Cour d'assises du département du Nord, et déclaré coupable du crime de tentative d'homicide volontaire emportant la peine des travaux forcés à perpétuité, Retrait fut considéré comme étant en récidive et condamné en vertu de l'art. 56 à la peine capitale.

Mais, au 17 octobre 1818, époque à laquelle Retrait avait été condamné à la peine des fers, l'art. 72 du décret du 19 vendém. an XII avait abrogé les lois des 12 mai 1793 et 4 floréal an II, appliquées par le conseil de guerre, et le fait, dont Retrait avait été déclaré coupable, n'était plus puni que de la peine correctionnelle de l'art. 408 du Code pénal.

Néanmoins, la Cour d'assises n'avait-elle pas eu raison de le condamner comme étant en récidive, puisqu'il avait été condamné pour crime à une peine afflictive et infamante? La Cour de cassation ne l'a point pensé : « Attendu, dit l'arrêt de cette Cour, que, s'il est constant que la peine prononcée par un

premier jugement d'un conseil de guerre contre le demandeur, pour avoir vendu son habit d'uniforme pendant qu'il était sous les drapeaux, a été celle de cinq ans de fers, c'est-à-dire une peine afflictive et infamante, il ne l'est pas moins que cette peine a été prononcée par application des art. 13, sect. 3, titre 1^er^ de la loi du 12 mai 1793, et 1^er^ de la loi du 4 floréal an II; que cependant l'art. 72 du décret du 19 vendémiaire an XII, qui ne prononce contre le soldat qui, commettant le crime de désertion, aurait emporté des effets fournis par l'État ou par le corps, que la peine des travaux publics, c'est-à-dire une peine qui n'est ni afflictive ni infamante, a, implicitement, mais nécessairement abrogé les dispositions des lois précitées de 1793 et de l'an II, qui ont servi de base au jugement prononcé contre le demandeur; qu'en effet, un même fait ne saurait, à la fois, être puni d'une peine plus grave, lorsqu'il est isolé et considéré comme fait principal, que lorsqu'il est réuni à un autre fait incriminé par la loi, et qu'il n'est considéré que comme une circonstance aggravante de ce fait; que, dès lors, la législation militaire actuellement en vigueur étant muette sur le délit dont il s'agissait, il y avait lieu, dans le silence de cette législation, de recourir à la loi commune, et d'appliquer à Retrait la peine portée par l'art. 408 du Code pénal; attendu qu'il suit de là que la peine de cinq ans de fers a été mal à propos appliquée au demandeur, et que le fait pour lequel il a été condamné n'étant point qualifié crime par la loi, il n'a point été condamné pour crime lors de son premier jugement; attendu qu'aux termes de l'art. 56 il n'y a lieu d'appliquer la peine de la récidive qu'autant que le condamné, pour un second fait incriminé par

la loi, a été condamné la première fois pour un crime; que, dès lors, ces dispositions n'étaient point applicables au demandeur, et qu'il n'était point passible des peines de la récidive, d'où il suit que l'arrêt attaqué, qui a fait au demandeur l'application de ces peines, a violé les dispositions de l'art. 56 du Code pénal, et fait une fausse application de la disposition pénale, la Cour casse. » 30 déc. 1825, n° 243.

Je ne méconnais pas tout ce qu'il y a d'humain dans cet arrêt, mais je n'en persiste pas moins à me demander s'il est juridique. La Cour de cassation n'a-t-elle pas excédé ses pouvoirs, quelque étendus qu'ils soient? Est-ce que cette Cour pouvait, sans y être autorisée par un pourvoi régulier, annuler, en 1825, la décision rendue par le conseil de guerre en 1818? Est-ce qu'elle n'a pas porté atteinte à la chose jugée, en enlevant à cette décision le caractère qui lui était irrévocablement acquis?

Dans la seconde espèce, l'arrêt attaqué avait condamné Étienne Dezclus aux travaux forcés à perpétuité, comme coupable d'avoir, étant en état de récidive, commis un vol avec fausses clefs.

La condamnation à la réclusion qui servait de premier terme à la récidive avait eu lieu pour vol commis dans des cabarets. Ce fait, je le reconnais, n'aurait pas dû être puni des peines de la réclusion; car le vol dans un cabaret ne prenait le caractère de crime et ne devenait passible d'une peine afflictive, aux termes de l'ancien art. 386 du Code de 1810, que dans le cas où il avait été commis par celui qui y était reçu.

Cependant cette décision avait acquis l'autorité de la chose jugée, et la Cour d'assises avait cru devoir en déduire la conséquence que Dezclus avait commis,

en récidive, le crime nouveau pour lequel il était poursuivi.

Comme dans l'espèce précédente, la Cour de cassation révisa la condamnation qui servait de premier terme à la récidive; elle reconnut qu'il y avait eu erreur dans l'application de la peine; elle déclara que cette première condamnation, n'ayant dû appliquer, pour être régulière, qu'une peine correctionnelle à Dezclus, ne pouvait pas servir de premier terme à une récidive dont le premier terme devait être un crime, et, en conséquence, elle cassa l'arrêt de la Cour d'assises qui avait jugé autrement : « attendu que, des pièces transmises au greffe de la Cour, il résultait que, par arrêt de la Cour d'assises du département du Cher du 13 juillet 1812, le demandeur avait été condamné à la réclusion pour vol dans les cabarets; que la déclaration du jury, non plus que l'arrêt de condamnation, ne portait pas que l'accusé fût reçu dans les cabarets où il avait commis ces vols, quoique cette circonstance fût énoncée dans les questions; que, dès lors, le fait, à raison duquel la condamnation avait été prononcée, ne constituait pas le crime prévu par l'art. 386, n° 4, du Code pénal; qu'ainsi, lors du nouveau crime par lui commis, le demandeur n'était pas précédemment condamné pour crime, ni, par conséquent, passible de l'aggravation de peine portée, à raison de la récidive, par l'art. 56 du Code pénal; que, néanmoins, l'arrêt attaqué avait prononcé contre lui cette aggravation de peine; en quoi il avait fait une fausse application de l'art. 56 du Code pénal. » 16 sept. 1830, n° 216.

Encore une fois, je ne peux pas me rendre à cette jurisprudence; je ne peux pas admettre que les Cours d'assises aient le droit de remettre en question les

condamnations qui leur sont présentées par le ministère public comme premier terme de la récidive. Ni la loi, ni la raison n'autorisent ce contrôle. La loi ordonne le respect de la chose jugée; la raison ne l'ordonne pas moins. Le respect de la chose jugée n'est-il pas un de ces principes primordiaux sans lesquels les hommes ne pourraient pas vivre en société? Est-ce qu'il convient de le méconnaître dans un intérêt individuel? En un mot, je crois que les condamnations qui sont produites comme premier terme de la récidive doivent être prises pour ce qu'elles sont et non pour ce qu'elles devraient être.

482. Cependant je reconnais que, si l'erreur ne consiste que dans un vice de rédaction, que si, par exemple, dans un jugement, la plume du juge a employé le mot *détention* pour celui d'emprisonnement, l'erreur sera sans conséquence, et que le juge, chargé d'appliquer les peines de la récidive, n'aura pas à en tenir compte. Mais cette espèce est bien différente de celles qui précèdent. Dans les premières, le juge a eu la volonté d'appliquer une peine afflictive ou infamante; dans cette dernière, au contraire, il n'a voulu appliquer qu'une peine correctionnelle, et l'erreur ne consiste que dans la dénomination de la peine qu'il a entendu prononcer. Aussi, autant je m'éloigne des deux arrêts que je viens de rappeler, autant j'approuve celui qui suit.

Henri Rey avait été condamné, le 9 vendémiaire an VIII, à la peine d'un an de détention, est-il dit dans le jugement du tribunal correctionnel d'Yssengeaux, pour vol simple d'une pièce de drap. Cette peine avait été appliquée conformément à l'art. 32 de la loi du 22 juillet 1791, et comme on le remarque, en police correctionnelle. J'ajoute que l'art. 32 de la

loi du 22 juillet 1791, ne portant que la peine d'emprisonnement, il était évident que le mot de *détention* n'avait été mis dans le jugement que par méprise pour celui d'emprisonnement.

Plus tard, Henri Rey fut poursuivi pour un fait nouveau. Le tribunal criminel du département de la Haute-Loire, voyant un premier jugement qui l'avait condamné à la détention, le déclara en récidive et, en conséquence, le condamna à la déportation.

Sur le pourvoi de Rey, cette décision fut annulée : « attendu que la peine prononcée par le premier jugement n'a pu et ne pouvait être qu'une peine correctionnelle, soit qu'on la considère d'après la nature du délit, soit encore d'après l'application de la peine et sa durée, conformément à l'art. 32 de la loi du 22 juillet 1791 qui a été appliqué; que, conséquemment, il n'a pu y avoir lieu à la peine de la déportation prononcée par le jugement du tribunal criminel de la Haute-Loire relativement à la récidive; qu'il y a eu, en ce chef, fausse application de la loi. 8 frim. an x, n° 57.

483. Quant à la seconde des questions que j'examine en ce moment, celle de savoir si la condamnation continuera à produire les effets que lui attribue l'art. 56, dans le cas où le fait, à l'occasion duquel elle a été rendue, n'est plus puni que d'une peine correctionnelle au moment où le second terme de la récidive est jugé, je crois qu'elle est résolue par le texte même de l'art. 56. En effet, cet article dispose que le premier terme de la récidive existe dès qu'il y a eu condamnation à une peine afflictive ou infamante; il n'ajoute pas que la condamnation ne conservera ce caractère que si le fait qu'elle réprime continue à être puni d'une peine de cette nature au moment où le

second crime est commis. Il ne faut pas introduire dans cet article une distinction qu'il n'a pas voulu faire; il faut l'appliquer dans sa généralité, c'est-à-dire que toute condamnation à une peine afflictive ou infamante pourra servir de premier terme à la récidive.

C'est ce que la Cour de cassation a jugé dans l'espèce suivante.

Moïse Brissac prétendit que, n'ayant été condamné, en 1818, à la peine de la réclusion que pour un vol qui, qualifié crime alors, n'avait plus, d'après la loi existante au moment où il avait commis le deuxième crime, que le caractère d'un délit, la peine de la récidive ne pouvait pas lui être infligée, et qu'en l'y condamnant, la Cour d'assises du département de la Moselle avait fait une fausse application de l'art. 56. Son pourvoi a été rejeté : « attendu, en droit, que les dispositions de l'art. 56 sont générales et absolues, qu'elles s'étendent à tous les cas où il existe une première condamnation pour crime, à quelque époque et par quelques tribunaux que cette condamnation ait été prononcée; qu'on ne peut admettre de distinctions quand la loi a disposé dans des termes aussi positifs, aussi indéfinis; qu'il suffit donc qu'un crime soit commis par un individu déjà condamné, pour qu'il en résulte contre le coupable la preuve de cette perversité de caractère et de cet accroissement de danger pour l'ordre social, qui déterminent l'aggravation de peine attachée à la récidive; attendu que si une loi nouvelle est venue abroger la loi sous l'empire de laquelle avait été prononcée cette condamnation et convertir en simple délit ce que la première punissait comme crime, elle ne pourrait, sans porter atteinte à l'autorité de la chose jugée et sans une ré-

troactivité contraire au principe fondamental de toute législation, anéantir une condamnation conforme à la loi existante au moment où elle a été prononcée, et qui lui a imprimé dès lors et pour toujours le caractère de l'irrévocabilité; attendu que la peine encourue en dernier lieu par Moïse Brissac, comme complice d'un crime de faux en écriture de commerce et en écriture privée, était, pour ce dernier crime, la peine de la réclusion, et, pour le premier, celle des travaux forcés à temps; que, vu le concours de ces deux peines, la plus forte devant être prononcée, Moïse Brissac était passible de la peine des travaux forcés à perpétuité; que, si la loi du 25 juin 1824 n'a établi que des peines correctionnelles pour un fait que le Code pénal rangeait dans la classe des crimes, cette disposition, applicable à ceux qui, poursuivis sous l'empire de la nouvelle loi, ne sauraient être justement frappés que par elle pour un fait qu'elle seule régit, ne peut anéantir une condamnation antérieure, et que, malgré les changements de législation, la loi abrogée conserve les effets qu'elle a légalement produits; qu'ainsi, dans l'espèce, la peine de la récidive a été, sous l'empire même de la loi nouvelle, justement appliquée à Brissac, puisqu'elle a pour bases deux crimes dont le dernier est entièrement régi par elle et dont le premier appartient à la loi ancienne qui, par une condamnation définitive et irrévocable, a consommé sur lui l'exercice d'un pouvoir que le législateur n'a pu faire cesser pour l'avenir, qu'en respectant dans le passé la force et l'autorité de la chose jugée. » 4 juill. 1828, n° 199.

484. Telles sont les règles spéciales applicables à la condamnation qui peut servir de premier terme au cas particulier de récidive réglé par l'art. 56; elles

complètent, pour ce cas, les règles générales que j'ai précédemment exposées sur la nature même des condamnations propres à devenir le premier élément de la récidive.

485. Quant au second terme du cas de récidive prévu par l'art. 56, c'est un crime qui le constitue.

486. Il faut remarquer que le crime est commis en récidive, non-seulement lorsque le jury refuse au coupable le bénéfice des circonstances atténuantes, mais encore lorsqu'il les lui accorde. Il résulte de la généralité des termes de l'art. 56 que le nouveau crime subit, dans le second cas comme dans le premier, les effets de la récidive.

487. Il n'y a de différence que pour l'application de la peine.

488. Lorsque le jury n'a pas reconnu l'existence de ces circonstances,

Si le second crime emporte la dégradation civique, le coupable est, depuis la loi du 28 avril 1832, condamné au bannissement. Sous le Code pénal de 1810 il était condamné au carcan;

Si le second crime emporte la peine du bannissement, le coupable est condamné à la détention; il était, sous le Code pénal de 1810, condamné à la réclusion. Ce changement est une conséquence du principe que le bannissement est, le plus habituellement, une peine politique, et que, par suite, l'aggravation de peine doit conserver le même caractère;

Si le second crime emporte la peine de la réclusion, le coupable est, depuis la loi du 28 avril 1832, comme il l'était sous le code pénal de 1810, condamné aux travaux forcés à temps;

Si le second crime emporte la peine des travaux forcés à temps, le coupable est condamné au maxi-

mum de la même peine, laquelle peut être élevée jusqu'au double ;

Si le second crime emporte la peine de la déportation, le coupable est condamné aux travaux forcés à perpétuité. Il est à remarquer que la loi du 8 juin 1850 sur la déportation n'a pas modifié cette disposition de l'art. 56 ;

Dans les deux cas précédents, sous le régime du Code pénal de 1810, le coupable était condamné aux travaux forcés à perpétuité ;

Sous le même Code, si le second crime entraînait la peine des travaux forcés à perpétuité, le coupable était condamné à la peine de mort. La loi de 1832 a tout autrement réglé ce cas. Elle n'ordonne plus la peine de mort que contre le coupable qui, ayant été déjà condamné aux travaux forcés à perpétuité, aura commis un second crime emportant la même peine. Quant aux accusés qui, ayant été précédemment condamnés à une peine infamante, ou à une peine afflictive autre que celle des travaux forcés à perpétuité, sont déclarés coupables d'un crime, emportant cette dernière peine, ils ne subissent pas les effets de la récidive, et, par conséquent, ne sont condamnés qu'aux travaux forcés à perpétuité, comme s'ils n'étaient pas récidivistes.

Enfin, je ferai observer que la loi du 28 avril 1832, qui a, comme je l'ai déjà dit, ajouté la détention à la nomenclature des peines criminelles, a réglé les effets que la récidive produira sur cette peine en disposant que, si le second crime emporte la peine de la détention, le coupable sera condamné au maximum de la peine, laquelle pourra être élevée jusqu'au double.

489. Si, au contraire, le jury, en déclarant l'ac-

cusé coupable du crime qui lui est imputé, reconnaît en sa faveur l'existence de circonstances atténuantes, le juge devra procéder dans la détermination de la peine ainsi que je vais l'indiquer. Il tiendra d'abord compte de l'aggravation de peine résultant de la récidive ; puis il appliquera à la peine ainsi aggravée la réduction d'un ou de deux degrés, motivée par les circonstances atténuantes, et autorisée par l'art. 463 du Code. 31 janv. 1845, n° 31.

Je prendrai comme exemple celui qui m'est fourni par la jurisprudence.

Un accusé, en état de récidive, est déclaré coupable, avec circonstances atténuantes, d'un crime emportant, par lui-même, la peine des travaux forcés à temps. En recherchant quelle sera l'aggravation de peine produite par la récidive, on reconnaîtra que, suivant une des règles de l'art. 56, le condamné devient passible du maximum de la peine des travaux forcés, laquelle pourrait même être élevée jusqu'au double. En se demandant ensuite dans quelle proportion cette dernière peine est tempérée, à cause de l'existence des circonstances atténuantes, par l'art. 463 du Code, on reconnaîtra que cet article dispose que, dans les cas où le Code prononce le maximum d'une peine afflictive, les tribunaux ne peuvent appliquer, s'il existe des circonstances atténuantes, que le minimum de cette peine ou la peine inférieure. On saura donc que, dans l'espèce, le coupable ne peut être condamné qu'au minimum de la peine des travaux forcés ou à la réclusion.

Je citerai un réquisitoire de M. le procureur général Dupin qui développe cette théorie, et répond à l'objection qui peut lui être faite :

« Pierre-Nicolas Harion, qui avait déjà subi la

peine de la réclusion prononcée contre lui par arrêt de la Cour d'assises de la Marne, du 2 novembre 1827, a été déclaré par le jury coupable de deux vols commis l'un avec escalade, l'autre avec effraction, dans une maison habitée; mais la déclaration ajoutait qu'il existait des circonstances atténuantes. Néanmoins la Cour d'assises, en se fondant sur l'état de récidive de l'accusé, l'a condamné à dix ans de travaux forcés.

« Cette condamnation renferme une fausse application de la loi pénale. En effet, les deux vols, dont l'existence avait été reconnue, ne rendaient l'accusé passible, aux termes de l'art. 384 du Code pénal, que de la peine des travaux forcés à temps. A la vérité, son état de récidive permettait de porter cette peine au maximum, et même de l'élever jusqu'au double, conformément au paragraphe 5 de l'art. 56 du même Code. Mais le paragraphe 7 de l'art. 463 dispose formellement que, «dans le cas où le Code prononce le *maximum* d'une peine afflictive, s'il existe des circonstances atténuantes, la Cour appliquera le *minimum* de la peine, ou même la peine inférieure.» Enfin, il résulte de l'art. 19 que le *minimum* de la durée des travaux forcés à temps est de cinq ans. Si l'on combine ces diverses dispositions avec la déclaration faite par le jury dans l'espèce, il devient évident que l'accusé ne pouvait être condamné qu'au minimum des travaux forcés qui, aux termes de l'art. 19, n'est que de cinq ans, et que la Cour avait même la faculté d'abaisser la peine jusqu'à la réclusion.

« Il serait impossible de justifier l'arrêt dénoncé par cette considération qu'aux termes de l'art. 56, paragraphe 5, les juges, en cas de récidive, peuvent,

lorsque le crime emporte les travaux forcés à temps, non-seulement prononcer le *maximum*, mais encore élever cette peine *jusqu'au double;* de telle sorte que, dans l'espèce, ils auraient, à raison de l'état de récidive, doublé la peine de cinq ans de travaux forcés qui, par suite de la déclaration des circonstances atténuantes, était devenue la plus haute peine applicable.

« Ce raisonnement, qui paraît avoir causé l'erreur dans laquelle la Cour d'assises est tombée, ne peut résister à l'examen. Si, aux termes de l'art. 56 du Code pénal, on peut, en cas de récidive, doubler même le *maximum*, cette faculté cesse d'appartenir aux juges dès que le jury a déclaré l'existence des circonstances atténuantes, puisque l'art. 463, paragraphe 7, veut impérieusement que les juges appliquent alors le minimum ou la peine inférieure. Or, le minimum dont il s'agit ici n'est autre que celui qui est fixé d'une manière générale et absolue par la disposition qui s'occupe de la peine, c'est-à-dire en matière de travaux forcés à temps par l'art. 19 du Code pénal, portant : « La condamnation à la peine des travaux forcés à temps sera prononcée pour cinq ans au moins, et vingt ans au plus. »

« D'où il suit qu'en prononçant dix années de travaux forcés, l'arrêt a arbitrairement étendu au delà de ses limites la pénalité, et commis une violation des art. 19 et 463 du Code pénal, ce qui, au surplus, a déjà été jugé par la Cour de cassation par arrêt du 31 juillet 1834, n° 248. »

Sur ce réquisitoire, « attendu qu'aux termes du septième alinéa de l'art. 463 du Code pénal, dans le cas où le Code prononce le *maximum* d'une peine afflictive, s'il existe des circonstances atté-

nuantes, la Cour doit appliquer le minimum de la peine; attendu que l'état de récidive n'apporte aucune modification à ce principe, puisqu'il n'a d'autre effet que d'élever la peine, portée par la loi, au *maximum*, et qu'il rentre, par cela même, dans le cas prévu par le septième alinéa de l'art. 463 du Code pénal; attendu néanmoins que, contrairement à ces principes, l'arrêt attaqué a condamné Harion à dix années de travaux forcés, quoique les vols, dont cet individu a été déclaré coupable par le jury, n'entraînassent que la peine de cinq années de travaux forcés, *minimum* de cette peine prononcée par l'art. 19 du Code pénal, puisque des circonstances atténuantes avaient été déclarées en faveur de Harion; que, par conséquent, ledit arrêt a ainsi faussement appliqué l'art. 56 du Code pénal, et formellement violé le septième alinéa de l'art. 463 du Code pénal; la Cour casse. » 22 juill. 1836, n° 237; conf., 31 juill. 1834, n° 248; 1er mars 1838, n° 49; 21 mars 1840, n° 87; 9 juin 1842, n° 140; 10 oct. 1844, n° 340; 31 janv. 1845, n° 31; 2 janv. 1846, n° 1; 8 janv. 1848, n° 4; 4 mars 1848, n° 57; 9 août 1849, n° 195; 7 fév. 1852, n° 53; 24 mars 1854, n° 81.

490. Il faut bien se garder de soumettre le condamné à une double aggravation de peine. La récidive en admet une, mais elle n'en comporte pas deux, comme la Cour de cassation l'a jugé dans l'espèce suivante :

Jean-Antoine Guyon, déjà condamné, le 3 décembre 1841, à cinq ans de travaux forcés pour crime, avait été déclaré coupable d'avoir recélé sciemment des papiers et actes soustraits dans un dépôt public. Le second crime était puni de la réclusion par les

art. 59, 62 et 255 du Code; mais le jury avait admis en faveur de Guyon des circonstances atténuantes; la peine à prononcer devait donc être modifiée par les dispositions de l'art. 463.

La récidive avait eu pour effet de substituer, aux termes de l'art. 56, la peine des travaux forcés à temps à celle de la réclusion. Pouvait-elle, en outre, autoriser les juges, s'ils jugeaient convenable d'abaisser la peine de deux degrés, et de n'appliquer que la peine de l'art. 401, à porter cette peine jusqu'au double? La Cour d'assises l'avait cru et avait condamné Guyon à dix années d'emprisonnement. Son arrêt fut annulé : « attendu que l'art. 57, qui permet, dans les cas qu'il prévoit, de porter la peine jusqu'au double, ne pouvait pas être appliqué, puisque l'art. 56 avait déjà été pris en considération pour déterminer la peine applicable à raison de l'état de récidive du condamné. » 8 janv. 1844, n° 4.

491. Je n'ai plus, pour terminer l'examen de l'art. 56, qu'à m'expliquer sur la disposition finale ajoutée à cet article par la loi du 28 avril 1832.

Il était de principe, comme nous l'avons vu au n° 449, que les condamnations émanées des tribunaux militaires, comme de toute autre juridiction spéciale, pouvaient devenir le premier terme de la récidive; mais les uns voulaient qu'elles le devinssent quelle que fût la nature du fait qu'elles réprimaient; les autres, au contraire, soutenaient qu'elles ne pouvaient avoir cet effet que dans le cas où elles avaient statué sur des faits du droit commun. La lutte avait été vive. La chambre criminelle de la Cour de cassation avait d'abord adopté la première opinion. 3 janv. 1824, n° 1; 28 fév. 1824, n° 38; 25 nov. 1825, n° 227; 19 mars 1829, n° 64; 2 juill. 1829, n° 142;

20 août 1829, n° 193; la seconde avait été consacrée par l'autorité des chambres réunies, le 9 novembre 1829, n° 255, à laquelle s'était rendue la chambre criminelle. 2 fév. 1832, n° 36.

On pensa qu'il était sage de prévenir le renouvellement de ces dissentiments, et, en même temps, on considéra que la raison et l'humanité conseillaient de n'admettre comme premier élément de la récidive que les condamnations prononcées par les tribunaux militaires à raison de faits de droit commun. C'est pourquoi l'on ajouta à l'art. 56 la disposition qui le termine : « Toutefois, l'individu, condamné par un tribunal militaire ou maritime, ne sera, en cas de crime ou délit postérieur, passible des peines de la récidive qu'autant que la première condamnation aurait été prononcée pour des crimes ou délits punissables d'après les lois pénales ordinaires. »

Cette disposition ne dit pas très-nettement ce qu'elle veut dire. On pourrait croire qu'il suffit que la condamnation ait été prononcée pour des faits punissables d'après les lois pénales ordinaires, pour qu'elle serve de premier terme à la récidive; mais il faut y mettre certainement une autre condition; il faut que la condamnation ait été prononcée pour un crime punissable, d'après les lois pénales ordinaires, de peines afflictives ou infamantes. Autrement il arriverait que la condamnation d'un fait, qui n'est puni par la loi ordinaire que de peines correctionnelles, mais qui serait puni par la loi militaire d'une peine afflictive ou infamante, deviendrait le premier terme de la récidive, dont le deuxième terme serait un crime; ce qui serait contraire à l'esprit qui a présidé à la rédaction de la disposition dont je recherche le sens.

C'est en m'autorisant de la jurisprudence de la Cour de cassation que je l'interprète comme je le fais.

François-Marie Leboitté avait été condamné par un tribunal militaire à la réclusion, conformément à la loi du 15 juillet 1829, pour vol simple d'effets appartenant à ses camarades. Plus tard, déclaré coupable d'un crime emportant la peine des travaux forcés à temps, la Cour d'assises se crut, à cause de la précédente condamnation, dans l'obligation de lui imposer les peines de la récidive, c'est-à-dire le maximum des travaux forcés à temps. Sur le pourvoi de Leboitté, cet arrêt fut annulé : «attendu qu'il résulte de l'article 56 que la peine de la récidive ne peut s'appliquer, d'après les lois pénales ordinaires qu'à l'individu qui a déjà subi une condamnation pour un fait ayant la même qualification que celui pour lequel il est de nouveau traduit devant la justice; attendu que, si Leboitté, traduit devant la Cour d'assises du département du Finistère pour un fait qualifié crime par la loi, avait subi une condamnation prononcée par le premier conseil de guerre de la 13e division militaire, comme coupable de vol d'effets appartenant à ses camarades, ce fait n'est qualifié que de simple délit par le Code pénal ordinaire; que, quelle que soit la sévérité des peines militaires appliquées à ce délit, ce n'est pas la sévérité de la peine, mais la qualification du fait qui peut constituer la récidive; que, dès lors, la Cour d'assises du Finistère, en déclarant Leboitté coupable de crime par récidive, a fait une fausse application de l'art. 56 du Code pénal. » 6 janv. 1837, n° 3.

492. Je ferai remarquer que la disposition que je viens d'étudier est assez mal placée dans l'art. 56;

car il résulte de son texte même qu'elle est également applicable aux cas de récidive réglés par les art. 57 et 58. C'est donc une règle générale dont il doit être tenu compte dans tous les cas de récidive.

ARTICLE 57.

Quiconque, ayant été condamné pour un crime, aura commis un délit de nature à être puni correctionnellement, sera condamné au maximum de la peine portée par la loi, et cette peine pourra être élevée jusqu'au double.

ARTICLE 58.

Les coupables condamnés correctionnellement à un emprisonnement de plus d'une année seront aussi, en cas de nouveau délit, condamné au maximum de la peine portée par la loi, et cette peine pourra être élevée jusqu'au double. Ils seront de plus mis sous la surveillance spéciale du Gouvernement pendant au moins cinq années et dix ans au plus.

493. Le premier terme de la récidive est, dans l'article 57, une condamnation pour crime, et, dans l'article 58, une condamnation correctionnelle.

494. Quelles sont les condamnations pour crime qui sont le premier terme de la récidive dans l'article 57, et les condamnations correctionnelles qui sont le premier terme de la récidive dans l'article 58?

495. Intérêt de ces questions.

496. Examen de ces questions sous le Code pénal de 1810. Jurisprudence.

497. Examen de ces questions à l'occasion de la loi du 25 juin 1824. Jurisprudence.

498. Critiques élevées contre cette jurisprudence.
499. Question relative aux mineurs de seize ans, accusés de crimes, et jugés par les tribunaux correctionnels conformément à la loi du 25 juin 1824. Jurisprudence.
500. Révisions de la loi du 28 avril 1832.
501. Conclusion. L'article 57 n'admet, comme premier terme du cas de récidive qu'il prévoit, que les condamnations pour crime à une peine afflictive ou infamante.
502. Les condamnations pour crime à une peine correctionnelle sont, lorsqu'elles excèdent une année d'emprisonnement, le premier terme de la récidive punie par l'article 58.
503. Ce système est en définitive admis par la Cour de cassation. Arrêt.
504. Le second terme de la récidive est, dans les deux cas réglés par les articles 57 et 58, un délit.
505. Les délits peuvent être punis ou de deux peines cumulativement applicables ou d'une peine obligatoire et d'une autre peine facultative ou de deux peines alternatives. Influence de la récidive sur l'application de ces diverses peines.
506. Espèce de deux peines cumulativement applicables.
507. Espèce d'une peine obligatoire et d'une peine facultative.
508. Espèce de deux peines alternatives.
509. L'accusé, déclaré coupable d'un crime avec circonstances atténuantes, encourt-il les peines de la récidive lorsque précédemment il a été condamné, soit pour délit, soit même pour un crime à un emprisonnement de plus d'une année?
510. Cas où la première condamnation a eu lieu pour un délit. Jurisprudence.
511. Cas où la condamnation a eu lieu pour un crime commis avec circonstances atténuantes. Jurisprudence. Dissentiment avec la Cour de cassation.

493. Le premier terme de la récidive est, dans le cas prévu par l'art. 57, une condamnation pour crime, et dans le cas prévu par l'art. 58, une condamnation correctionnelle.

494. Mais que veulent dire ces articles et comment faut-il les entendre?

L'art. 57 prend-il pour premier terme de la récidive toutes les condamnations pour crime, quelle que soit la peine qui ait été appliquée, ou n'a-t-il en vue que les condamnations à une peine afflictive ou infamante?

L'art. 58 ne prend-il pour premier terme de la récidive que les condamnations correctionnelles pour délit? n'a-t-il pas en vue, au contraire, toutes les condamnations à un emprisonnement correctionnel de plus d'une année aussi bien celles qui sont prononcées pour crime que celles qui sont prononcées pour délit?

495. Ces questions sont du plus sérieux intérêt.

En effet, si l'art. 57 prend pour premier terme de la récidive toutes les condamnations pour crime, quelle que soit la peine qui ait été appliquée, il s'ensuit que tous les individus condamnés pour crime, même ceux qui n'ont encouru qu'un emprisonnement d'une année (C. pén., art. 463, § 6), sont, en cas de délit commis postérieurement à cette condamnation, soumis aux peines de la récidive, puisque leur situation est réglée non d'après la peine qu'ils ont subie, mais par le caractère du fait à raison duquel ils ont été condamnés.

De même, si l'art. 57 concerne toutes les condamnations pour crime, celles qui n'ont entraîné qu'une peine correctionnelle comme celles qui ont emporté l'application d'une peine afflictive ou infamante, les individus condamnés pour crime à une peine correctionnelle ne devront pas, en cas de délit, postérieur à cette condamnation, être renvoyés sous la surveillance de la haute police, puisque ce renvoi n'est pas

autorisé par l'art. 57 contre les récidivistes dont il règle la condition.

Si, au contraire, l'art. 57 n'entend parler que des condamnations pour crime à une peine afflictive ou infamante, et si l'art. 58 comprend toutes les condamnations correctionnelles, les individus qui n'auront été condamnés pour crime qu'à une année d'emprisonnement, ne subiront pas, en cas de délit postérieur à cette condamnation, les peines de la récidive, puisque l'art. 58, qui leur sera seul applicable, n'autorise l'application de ces peines que dans le cas où la première condamnation serait supérieure à une année d'emprisonnement.

De même, si l'art. 57 n'a en vue que les condamnations pour crime à une peine afflictive ou infamante, et si l'art. 58 est applicable à toutes les condamnations correctionnelles, les individus, condamnés pour crime à un emprisonnement de plus d'une année, devront être, en cas de récidive, renvoyés sous la surveillance de la haute police, puisque cette peine sera ordonnée par l'art. 58 qui deviendra leur règle.

496. Ces questions ne sont pas nouvelles.

Elles se sont présentées, sous le Code pénal de 1810, comme elles peuvent encore se présenter aujourd'hui.

Sous ce Code, qui admettait une condamnation pour crime comme premier terme de la récidive, dans les cas prévus par les art. 56 et 57, il y avait déjà une catégorie de condamnés pour crime, qui n'encouraient jamais que des peines correctionnelles. C'étaient les mineurs de seize ans ; s'ils avaient encouru la peine de mort, des travaux forcés à perpétuité ou la déportation, ils étaient condamnés à la

peine de dix à vingt ans d'emprisonnement dans une maison de correction. S'ils avaient encouru la peine des travaux forcés à temps ou de la réclusion, ils étaient condamnés à être renfermés dans une maison de correction pendant un temps égal au tiers au moins, et à la moitié au plus, de celui auquel ils auraient pu être condamnés à l'une de ces peines; s'ils avaient encouru la peine du carcan ou du bannissement, ils étaient condamnés à être enfermés d'un an à cinq ans dans une maison de correction (C. pén., anc. art. 67).

La Cour de cassation a été appelée plusieurs fois à examiner si les mineurs de seize ans, condamnés pour crime à une peine correctionnelle, étaient en récidive, lorsque, postérieurement à cette première condamnation, ils s'étaient rendus coupables d'un nouveau crime. Cette Cour n'a jamais hésité à juger que les peines de la récidive leur étaient applicables, par la raison qu'ils avaient été condamnés pour crime.

La fille Élie, mineure de seize ans, avait été, en 1811, condamnée, pour crime, à être renfermée dans une maison de correction pendant six ans, par application de l'art. 67 du Code pénal. Plus tard, elle fut déclarée coupable d'un nouveau crime. La Cour d'assises refusa de lui appliquer les peines de la récidive par le motif qu'elle n'avait subi précédemment qu'une peine correctionnelle. Cette décision fut annulée par l'arrêt suivant : « Vu l'art. 56 du Code pénal, et attendu que par arrêt du 3 septembre 1811 la fille Élie, alors âgée de quatorze ans, mais ayant agi avec discernement, avait été condamnée, pour crime, à être renfermée dans une maison de correction pendant six ans par application de l'art. 67 du Code pénal; que ladite Élie étant condamnée pour

un second crime, la peine, qui devait lui être appliquée, rentrait dans l'art. 56 dudit Code; que la première peine contre elle prononcée, en considération de la faiblesse de son âge, ne changeait pas la nature du fait de sa condamnation, et que sa détention dans une maison de correction avait toujours pour cause la culpabilité du crime dont elle avait été convaincue; d'où il suit que la Cour d'assises, en refusant d'appliquer la peine pour récidive à la fille Élie, s'est mise en opposition avec ledit art. 56 du Code pénal, la Cour casse. » 18 avril 1818, n° 42; conf., 2 avril 1825, n° 84; 13 oct. 1826, n° 204; 18 janv. 1827, n° 11; 10 avril 1828, n° 103; 11 sept. 1828, n° 260.

497. La loi du 25 juin 1824, contenant diverses modifications au Code pénal, créa une seconde catégorie de condamnés qui purent, à raison d'un crime, n'être condamnés qu'à une peine correctionnelle. Ce furent les accusés, déclarés coupables de certains crimes, auxquels les Cours d'assises furent autorisées à accorder le bénéfice des circonstances atténuantes (L. 25 juin 1824, art. 4, 6, 8, 9).

La Cour de cassation jugea également que ces condamnés étaient en état de récidive si, après une condamnation de cette nature, ils se rendaient coupables d'un nouveau crime.

Jean-Joseph Mathieu avait été condamné, en 1825, par la Cour d'assises des Vosges, pour vol commis avec escalade; mais la peine avait été réduite, par application de l'art. 8 de la loi du 25 juin 1824, à un emprisonnement correctionnel.

En 1830, traduit devant la Cour d'assises du département de Seine-et-Marne, il fut reconnu coupable de vol commis la nuit dans une maison habitée, crime passible de la réclusion aux termes de l'art. 386 du

Code; mais la Cour, le déclarant en état de récidive, le condamna à la peine des travaux forcés à temps.

Mathieu se pourvut contre cette décision; il prétendit que, n'ayant été condamné la première fois qu'à une peine correctionnelle, on n'avait pu le déclarer en état de récidive, et lui appliquer l'aggravation de peine prononcée par l'art. 56 du Code. Son pourvoi fut rejeté par l'arrêt suivant :

« Attendu que le demandeur, renvoyé devant la Cour d'assises des Vosges en 1825, sous l'accusation d'un vol à l'aide d'escalade, a été déclaré coupable du fait principal et de la circonstance qui donnait au fait le caractère de crime; que si la Cour d'assises, chargée d'appliquer la loi pénale aux faits déclarés constants, ayant reconnu et déclaré que l'affaire présentait des circonstances atténuantes, a usé de la faculté que lui donnait l'art. 8 de la loi du 25 juin 1824, et n'a appliqué au demandeur que le maximum des peines de l'art. 401 du Code pénal, cette réduction de la peine n'a pas eu ni pu avoir pour effet de changer la nature et le caractère du fait déclaré par le jury, seul appréciateur des faits, et de convertir en délit un vol qualifié crime par la loi; attendu que postérieurement à l'arrêt de la Cour d'assises des Vosges, le demandeur a été accusé et déclaré coupable d'un vol qualifié crime; qu'il était donc évidemment en état de récidive, et avait encouru l'aggravation de peine prescrite par l'art. 56 du Code pénal contre ceux qui, ayant été condamnés pour crime, auront commis un second crime. » 3 mars 1831, n° 36.

498. Cette jurisprudence fut assez vivement attaquée.

On lui reprocha son excessive sévérité. Il paraissait

irrationnel d'assimiler les accusés qui, à raison de la faiblesse de leur âge ou de l'existence de circonstances atténuantes, n'avaient encouru qu'une peine correctionnelle, à ceux qui, à cause de leur âge ou de la gravité de leur forfait, avaient été exposés à toutes les rigueurs de la loi.

On prétendit, en outre, avec raison, selon moi, qu'elle faussait le sens que le législateur avait attaché aux art. 56, 57 et 58 du Code pénal. En effet, disait-on, le système du Code est facile à saisir. Ce Code a réglé, dans l'art. 56, les récidives dont le premier terme est une condamnation pour crime à une peine afflictive ou infamante, et dont le second terme est un crime; dans l'art. 57, celles dont le premier terme est une condamnation pour crime à une peine afflictive ou infamante, et dont le second terme est un délit; et, dans l'art. 58, celles dont le premier terme est une condamnation correctionnelle, et dont le second terme est, comme dans le cas de l'art. 57, un délit. On ajoutait que si le Code de 1810 s'était contenté d'indiquer une condamnation pour crime comme premier terme de la récidive dans les art. 56 et 57, sans indiquer en même temps la peine qui aurait dû être la conséquence de cette condamnation, c'est qu'alors tous les crimes, sauf ceux qui étaient commis par des mineurs de seize ans, étaient punis de peines afflictives ou infamantes.

On faisait remarquer qu'il résultait même de la rédaction de l'art. 58 que ce Code n'avait entendu faire, des condamnations pour crime à une peine correctionnelle, que le premier terme de la récidive réglée par cette dernière disposition. En effet, l'art. 58 s'abstient de caractériser par le fait, qui en a été l'occasion, la condamnation correctionnelle dont il

règle les conséquences; il prend, pour premier terme de la récidive, non-seulement les condamnations correctionnelles pour délit, mais toutes les condamnations correctionnelles quelles qu'elles soient. Ceci devient encore plus clair, continue-t-on, si on rapproche l'art. 58 des art. 56 et 57. Ces derniers articles désignent la condamnation par le fait qui y a donné lieu; ceux qui sont déclarés par ces articles en état de récidive, ce sont ceux qui ont été condamnés pour crime, tandis que ceux qui sont déclarés en état de récidive par l'art. 58, ce sont, non plus ceux qui ont été condamnés pour un délit, mais ceux qui ont été condamnés correctionnellement; d'où l'on concluait que l'état de récidive de tous ceux qui avaient été condamnés correctionnellement, soit pour un délit, soit même pour un crime, était réglé par l'art. 58, et qu'il n'y avait que ceux qui avaient été condamnés pour crime à une autre peine que les peines correctionnelles, c'est-à-dire à une peine afflictive ou infamante, dont l'état était réglé par les art. 56 et 57.

Ces considérations étaient assurément bien puissantes; néanmoins la Cour de cassation n'en persista pas moins à juger, en principe, qu'il suffisait qu'un individu eût été condamné pour crime pour qu'il fût en récidive aux termes des art. 56 et 57.

499. Cependant cette Cour, comme si elle reculait elle-même devant l'exagération de sa doctrine, admit une exception aux conséquences rigoureuses de sa jurisprudence.

La loi du 25 juin 1824 avait disposé, dans son art. 1^er^, que les individus, âgés de moins de seize ans, qui n'auraient pas de complices au-dessus de cet âge, et seraient prévenus de crimes autres que ceux auxquels la loi attache la peine de mort, de la dé-

portation ou des travaux forcés à perpétuité, seraient jugés par les tribunaux correctionnels, qui se conformeraient aux art. 66, 67 et 68 du Code pénal.

Quelques années plus tard on eut à se demander si les mineurs de seize ans condamnés pour crime à un emprisonnement correctionnel par un tribunal correctionnel, étaient en état de récidive, lorsque, après cette première condamnation, ils se rendaient coupables d'un nouveau crime. Il semblait résulter des principes admis par la Cour de cassation que les peines de la récidive devaient être appliquées, puisqu'ils avaient été précédemment condamnés pour un crime; mais la Cour ne crut pas devoir pousser si loin l'application de sa théorie; elle considéra que les crimes, dont la connaissance était attribuée aux tribunaux correctionnels par la loi du 25 juin 1824, étaient rentrés dans la catégorie des délits, et, en conséquence, elle se refusa à appliquer les peines de la récidive aux mineurs de seize ans, condamnés précédemment pour crime par les tribunaux correctionnels à un emprisonnement correctionnel.

Pierre Mercier avait été condamné, en 1825, par le tribunal correctionnel de Châtellerault à deux ans de détention dans une maison de correction pour avoir commis, avec discernement, un vol constituant un crime. En 1828, il fut déclaré coupable d'un nouveau vol qualifié. Le ministère public, se fondant sur la première condamnation, requit l'application de l'art. 56 du Code; la Cour d'assises ayant repoussé ses réquisitions, il se pourvut en cassation; mais la Cour rejeta son pourvoi par l'arrêt suivant: « Vu l'art. 56 du Code pénal, d'après lequel l'aggravation de peine, à raison de la récidive, n'est applicable qu'au cas où l'accusé déclaré coupable aurait

été précédemment condamné pour crime; vu l'article 1^er^, § 2 du Code pénal, portant : « l'infraction que les lois punissent de peines correctionnelles est un délit; » vu les art. 179 et 231 du Code d'instruction criminelle, de la combinaison desquels il résulte que la connaissance des délits passibles d'une peine correctionnelle est attribuée aux tribunaux correctionnels, et que celle des faits ayant le caractère de crime est exclusivement réservée aux Cours d'assises ou spéciales; qu'ainsi l'attribution, donnée aux tribunaux correctionnels de la connaissance des faits à raison desquels ces tribunaux n'ont à prononcer que des peines correctionnelles, place nécessairement ces faits dans la catégorie des délits et ne permet pas de leur reconnaître le caractère de crimes; vu l'art. 1^er^ de la loi du 25 juin 1824; vu enfin le jugement du tribunal correctionnel de Châtellerault, du 5 février 1825, par lequel Pierre Mercier, alors âgé de quinze ans, fut déclaré coupable avec discernement d'un vol commis avec effraction, et fut, attendu son âge, et d'après l'art. 1^er^ de la loi du 25 juin 1824, condamné à deux ans de détention dans une maison de correction; attendu que la connaissance du fait, dont Mercier fut déclaré coupable avec discernement par le tribunal correctionnel de Châtellerault, était dévolue par l'art. 1^er^ précité aux tribunaux correctionnels, et que ce tribunal correctionnel ne l'a puni que d'une peine correctionnelle; que, dès lors, ce fait ne constituait qu'un simple délit, et la condamnation, à laquelle il donna lieu, qu'une condamnation pour délit; qu'ainsi, lorsqu'après cette première condamnation, le même individu a été déclaré coupable d'un vol sur un chemin public, il n'était pas précédemment condamné pour crime, et

ne se trouvait pas dans le cas de l'application de la récidive prévue et punie par l'art. 56 du Code pénal; que, par conséquent, en ne prononçant pas contre lui l'aggravation de peine encourue par une récidive et en ne le condamnant qu'aux travaux forcés à perpétuité, applicables au fait déclaré d'après l'art. 383 du Code pénal, l'arrêt attaqué n'a point faussement appliqué cet article, ni violé l'art. 56 du même Code, la Cour rejette. » 27 juin 1828, n° 191 ; conf., 2 oct. 1828, n° 291 ; 9 fév. 1832, n° 49.

Assurément, je ne critiquerai pas ces arrêts, puisque je considère que la condamnation pour crime à une peine correctionnelle ne peut jamais être le premier terme des cas de récidive prévus par les art. 56 et 57. Mais je ferai remarquer que ces décisions, étudiées en elles-mêmes, ne reposent que sur la base la plus fragile. Pourquoi la Cour de cassation fait-elle cette exception à la règle générale qu'elle maintient avec tant de sévérité? C'est, disent ces arrêts, parce que les faits, dont les mineurs de seize ans ont été déclarés coupables, constituent, non des crimes, mais des délits. Cette raison n'est pas juridique; elle fait violence, tout à la fois, au texte du Code pénal et à la loi du 25 juin 1824. Les faits, dont il s'agit, sont qualifiés crimes par l'art. 68 du Code et par l'art. 1^er de la loi du 25 juin 1824. Il faut, en vérité, pour que la Cour de cassation ait méconnu des textes aussi formels, qu'elle ait senti la nécessité de restreindre l'application d'une jurisprudence que la raison et la loi semblaient réprouver.

500. Tel était l'état de la question lorsqu'on procéda, en 1832, à la révision du Code pénal.

La loi du 28 avril 1832 se plaça au point de vue opposé à celui de la Cour de cassation : elle rompit

nettement avec les précédents judiciaires. Elle déclara formellement, dans l'art. 56, en substituant aux expressions équivoques et ambiguës du Code pénal de 1810 des expressions claires et précises, que les individus, déclarés coupables d'un crime, ne seraient en état de récidive que s'ils avaient été condamnés précédemment à une peine afflictive ou infamante.

Il est vrai qu'elle ne poussa pas ses révisions jusqu'à l'art. 57, et que cet article conserva la rédaction primitive, qui, dans l'application de l'art. 56, avait donné lieu à tant de difficultés. Mais il est facile de se rendre compte de cette omission : si l'art. 57 ne fut pas compris, comme l'art. 56, dans le travail de révision, c'est que les principes en étaient maintenus, et qu'il ne demandait que la modification qui eût mis sa rédaction en concordance avec celle de l'art. 56.

501. Il faut bien se garder de conclure de là que la condamnation pour crime, dont il est parlé dans l'art. 57, pourra être d'une nature autre que celle dont il est question dans l'art. 56. N'est-il pas, au contraire, manifeste que ces deux condamnations ne peuvent être que de même nature, comme elles l'étaient sous l'empire du Code de 1810? L'art. 56 n'ayant donc en vue qu'une condamnation à une peine afflictive ou infamante, il en résulte que l'article 57 ne peut prendre également, pour premier terme du cas de récidive qu'il prévoit, qu'une condamnation de cette nature; d'où il suit, en définitive, que les individus qui n'auront été condamnés, pour crime, qu'à une peine correctionnelle, ne se trouveront pas, s'ils commettent un délit après cette condamnation, dans le cas de récidive prévu par l'art. 57. Cette conclusion me paraissait vraie avant les révi-

sions de 1832; elle me paraît aujourd'hui incontestable.

502. Mais il n'en faut pas tirer la conséquence qu'en cas de nouveau délit ces condamnés seront affranchis des peines de la récidive.

Leur condition sera réglée par les dispositions de l'art. 58, c'est-à-dire qu'ils ne seront pas en récidive si leur condamnation pour crime n'a pas excédé une année d'emprisonnement, mais qu'ils y seront, au contraire, avec toutes les conséquences attachées par l'art. 58 à cet état, si leur première condamnation a été d'un emprisonnement de plus d'une année. Condamnés correctionnellement, ils subiront les effets de cette première condamnation : maximum et même doublement de la peine, renvoi sous la surveillance de la haute police.

En résumé, le premier terme de la récidive n'est, dans l'art. 57, comme dans l'art. 56, qu'une condamnation à une peine afflictive ou infamante, tandis qu'il est, dans le cas de l'art. 58, toute espèce de condamnation correctionnelle à un emprisonnement de plus d'une année, sans qu'il y ait à distinguer entre les condamnations prononcées pour délit et celles qui sont prononcées pour crime. — Ainsi ces articles doivent être entendus et appliqués comme s'ils étaient conçus dans les termes suivants : l'art. 57 : *quiconque, ayant été condamné à une peine afflictive ou infamante, aura commis un délit*, etc. ; l'art. 58 : *les coupables condamnés correctionnellement, soit pour crime, soit pour délit, à un emprisonnement de plus d'une année seront*, etc.

503. C'est, en définitive, ce système que la Cour de cassation a consacré dans le dernier arrêt qu'elle a rendu sur la matière.

Jean Goetschel avait été condamné, par arrêt de la Cour d'assises de la Moselle, du 17 août 1847, à trois ans d'emprisonnement pour vol avec effraction, le jury lui ayant accordé le bénéfice des circonstances atténuantes. Plus tard, il fut poursuivi à raison d'un délit de contrebande commis en réunion. Déclaré coupable de ce fait, il fut condamné à l'emprisonnement et renvoyé, en outre, sous la surveillance de la haute police. Goetschel se pourvut contre cette décision, qui, suivant lui, violait l'art. 57 du Code pénal. Mais son pourvoi fut rejeté par l'arrêt suivant : « Sur le moyen unique proposé par le demandeur et tiré de la violation des art. 57 et 58 du Code pénal, en ce que l'arrêt attaqué a ordonné qu'à l'expiration de la peine d'emprisonnement prononcée contre lui, il demeurerait pendant cinq ans sous la surveillance de la haute police; attendu, en fait, que le demandeur avait été condamné par arrêt de la Cour d'assises du département de la Moselle, du 17 août 1847, à trois ans d'emprisonnement pour vol avec effraction, mais avec des circonstances atténuantes; attendu que cette peine, étant de plus d'une année d'emprisonnement, le constituait, relativement aux délits commis postérieurement, en état de récidive légale, rentrant dans les termes de l'art. 58 du Code pénal et justifiant la mise en surveillance; qu'en vain objecte-t-on que, la condamnation de 1847 ayant été prononcée pour crime, l'art. 57 du Code pénal, qui ne prononce pas la mise en surveillance, serait seul applicable; attendu, en effet, que, sous le Code pénal de 1810, la récidive, applicable au cas de délit, résultait soit d'une condamnation antérieure pour crime, soit d'une condamnation à plus d'une année d'emprisonnement; que, dans les cas auxquels devait s'appliquer l'art. 57, les

condamnés pour crime étaient punis de peines afflictives ou infamantes et soumis de plein droit, pendant toute leur vie, à la surveillance, eu égard aux peines prononcées conformément à l'art. 47; ce qui explique le silence de l'art. 57 sur la mise en surveillance temporaire des récidivistes déjà condamnés pour crime; attendu que, lors de la révision du Code pénal en 1832, l'art. 57, qui n'a subi aucun changement de rédaction, est demeuré avec son sens et sa portée primitifs; qu'on ne pourrait donc faire rentrer les individus condamnés à l'emprisonnement pour crime, dans les termes de l'art. 57, sans faire une fausse interprétation et une fausse application de cet article, dont le silence sur la mise en surveillance temporaire ne peut être séparé de sa raison d'être, qui est la mise en surveillance perpétuelle et préexistante; attendu, au contraire, que l'art. 58 fait résulter l'état de récidive de toute condamnation à un emprisonnement de plus d'une année; que si, d'après ses propres termes, cet article ne s'applique qu'aux individus condamnés correctionnellement, cette qualification ne change rien à la seule condition fondamentale du principe de la récidive, puisque, d'une part, l'emprisonnement étant une peine correctionnelle (art. 9 du Code pénal), la condamnation à cette peine est une condamnation correctionnelle, et que, d'autre part, le mot *correctionnellement* est employé dans l'art. 58 par opposition à l'art. 57, qui implique une condamnation criminelle, même quant à la peine; attendu que les individus condamnés correctionnellement pour crime rentrent d'autant plus naturellement dans les termes de l'art. 58 du Code pénal que cet article n'exige pas que la cause de la condamnation soit un délit; que, s'il en était autrement, il s'ensui-

vrait que l'individu condamné pour délit à un emprisonnement de plus d'une année serait passible de la surveillance en cas de nouveau délit, et qu'il y échapperait si la condamnation antérieure avait eu pour cause un crime, mitigé par l'admission des circonstances atténuantes ; qu'une telle conséquence serait également contraire à l'esprit et au texte de la loi; attendu, dès lors, qu'en prononçant contre Goetschel, reconnu coupable du délit de contrebande en réunion, etc., outre la peine de l'emprisonnement, la mise en surveillance pendant cinq ans, l'arrêt attaqué, loin d'avoir violé les art. 57 et 58 du Code pénal, n'a fait qu'une saine interprétation desdits articles et une juste application de l'art. 58. » 11 août 1860, n° 190.

504. Le second terme de la récidive est, dans les deux cas réglés par les art. 57 et 58, un délit.

505. Le délit, qui constitue le second terme de la récidive dans ces deux articles, peut être puni ou de deux peines, cumulativement applicables, ou d'une peine obligatoire et d'une autre peine facultative, ou de deux peines alternatives.

Voici l'influence que l'état de récidive exercera sur l'application de ces diverses peines :

506. Si le délit est réprimé par deux peines cumulativement applicables, le maximum de chacune d'elles doit être prononcé, et même chaque peine peut être élevée jusqu'au double. 30 juill. 1847, n° 167.

507. Si le délit est réprimé par deux peines, dont l'une est facultative, le juge conserve, malgré l'état de récidive, la faculté de ne pas prononcer cette peine ou de la prononcer dans les limites du minimum et du maximum. La loi ne lui impose que le

devoir de prononcer le maximum de la peine obligatoire. 10 fév. 1827, n° 37.

508. Si le délit est réprimé par deux peines alternatives, le juge conserve le droit de choisir celle qui lui paraît le mieux appropriée à l'espèce, mais il en doit prononcer le maximum.

509. Je terminerai l'étude des art. 57 et 58 par l'examen d'une question fort intéressante.

L'accusé, déclaré coupable d'un crime avec circonstances atténuantes, encourt-il les peines de la récidive lorsque précédemment il a été condamné, soit pour délit, soit même pour crime, à un emprisonnement de plus d'une année ?

510. S'agit-il d'un individu précédemment condamné pour délit, ni l'art. 56, ni l'art. 57, ni l'art. 58 n'autorisent à le considérer comme étant en état de récidive ; l'art. 56, parce que, si, dans le cas qu'il prévoit, le second terme est un crime, le premier ne peut être qu'une condamnation à une peine afflictive ou infamante ; l'art. 57, parce que, dans les hypothèses qu'il régit, le premier terme de la récidive est une condamnation à une peine afflictive ou infamante et le second un délit ; l'art. 58, parce que si, dans le cas réglé par cet article, le premier terme de la récidive est une condamnation correctionnelle, le second ne peut être qu'un délit.

Cette vérité juridique a été mainte fois reconnue par la Cour de cassation.

Thérèse Escorbiac avait été condamnée, le 9 décembre 1814, pour délit, à cinq années d'emprisonnement. En 1833, elle fut déclarée coupable, avec circonstances atténuantes, d'un vol commis par deux personnes dans une maison habitée. La Cour d'assises, la considérant en récidive, à raison de la con-

damnation prononcée contre elle en 1814, la condamna à dix ans d'emprisonnement. Sur le pourvoi de la femme Escorbiac, cet arrêt fut annulé : « attendu que la disposition de l'art. 58 du Code pénal n'est exclusivement relative qu'à la récidive constituée par la perpétration de délits commis après la condamnation à plus d'une année d'emprisonnement pour un premier délit ; que, par conséquent, elle est sans application possible à la récidive résultant de la perpétration d'un fait, qualifié crime, après une condamnation pour un délit précédent ; et attendu que, dans l'espèce, la demanderesse avait été déclarée coupable par le jury d'un vol commis par deux personnes dans une maison habitée : fait constituant d'après l'art. 386, n° 1, du Code pénal, un crime puni de la réclusion ; que si, par la déclaration de l'existence de circonstances atténuantes, la peine afflictive et infamante de la réclusion a dû être remplacée par la peine d'emprisonnement que porte l'art. 401, cette modification de la peine, qu'ordonne l'art. 463, n'a rien changé à la nature du fait déclaré, qui a continué de conserver son caractère de crime ; que, dès lors, la perpétration de ce crime, après deux condamnations à l'emprisonnement, l'une à un an, le 28 novembre 1811, l'autre à cinq ans, le 9 décembre 1814, ne rentrait pas dans la disposition de l'art. 58, uniquement relative à la récidive pour un nouveau délit ; qu'aucun article du Code ne prononçant d'augmentation de peine pour le fait déclaré, il ne restait à lui appliquer, d'après les circonstances atténuantes, et le § 6 de l'art. 463, que la peine d'un an à cinq ans d'emprisonnement et les peines accessoires portées par l'art, 401 : d'où il suit qu'en condamnant la demanderesse, d'après l'art. 58, à dix

ans d'emprisonnement, l'arrêt attaqué a faussement appliqué cet article, commis une aggravation illégale de la peine et violé les art. 401 et 463 du Code pénal. » 27 juin 1833, n° 244; conf., 6 avril 1838, n° 94; 11 avril 1839, n° 118; 2 juin 1842, n° 132; 16 mars 1844, n° 105; 4 janv. 1856, n° 4.

511. La question change-t-elle s'il s'agit d'un individu condamné précédemment pour crime à une peine correctionnelle?

On reconnaît que ce condamné ne pourra pas, plus que celui qui a été précédemment condamné pour délit, être considéré comme récidiviste, soit en vertu de l'art. 56, soit en vertu de l'art. 58. En effet, le premier terme de la récidive n'est pas une peine afflictive ou infamante, ce qui exclut l'application de l'art. 56; le second terme n'est pas un délit, ce qui exclut l'application de l'art. 58.

Mais on a prétendu que les dispositions de l'art. 57 le constituaient en état de récidive.

Cette question n'est pas même à soulever, si l'art. 57 n'accepte pour premier terme de la récidive qu'une condamnation à une peine afflictive ou infamante, comme je crois l'avoir démontré, et comme la Cour de cassation l'a jugé dans son arrêt du 11 août 1860, n° 119, que j'ai rapporté plus haut, le premier terme de la récidive n'étant, dans l'espèce que j'étudie, qu'une condamnation correctionnelle.

La question devient-elle plus sérieuse si l'on admet, comme l'ancienne jurisprudence de la Cour de cassation, que toute espèce de condamnation pour crime peut être prise comme premier terme de la récidive dans le cas de l'art. 57? Je ne le crois pas; car, en admettant que cet article dût recevoir cette interprétation, je ferais remarquer que l'on ne trouve pas,

dans l'espèce que j'examine, le fait pénal qui sert de second terme à la récidive réglée par l'art. 57. Le fait qui, dans notre hypothèse, peut constituer ce second terme est un crime commis avec circonstances atténuantes, tandis que le fait, qui le constitue dans les prévisions de l'art. 57, est un délit. Je conclurais donc que, si, avec cette interprétation, l'art. 57 peut accepter pour premier terme de la récidive une condamnation pour crime à une peine correctionnelle, il ne peut pas, du moins, accepter, pour second terme, un crime, même celui qui est commis avec des circonstances atténuantes.

Il résulte de ces diverses considérations que, quelle que soit l'interprétation que l'on donne à l'art. 57, l'accusé déclaré coupable d'un crime avec circonstances atténuantes n'encourt pas les peines de la récidive, quoique précédemment il ait été condamné pour crime, commis avec les mêmes circonstances, à un emprisonnement de plus d'une année.

C'est, assurément, un résultat fâcheux, mais qui me paraît découler inévitablement des art. 56, 57 et 58 du Code pénal, sainement entendus.

La Cour de cassation ne l'a pas cru : elle a jugé, dans l'espèce que je vais rapporter, que l'individu, déclaré coupable d'un crime avec circonstances atténuantes, encourait, aux termes de l'art. 57, les peines de la récidive, lorsque précédemment il avait été condamné à un emprisonnement de plus d'une année pour crime commis avec les mêmes circonstances.

Antoine Capel avait été reconnu coupable d'avoir, avec circonstances atténuantes, commis des attentats à la pudeur sans violence sur des jeunes filles âgées de moins de onze ans, et avait été, en conséquence,

condamné, le 5 août 1839, à cinq années d'emprisonnement.

Le 7 août 1845, il fut de nouveau déclaré coupable d'avoir, au mois de mai précédent, commis un attentat à la pudeur sans violence sur un enfant âgé de moins de onze ans, et, vu les circonstances atténuantes admises en sa faveur par le jury, condamné à dix années d'emprisonnement. La Cour d'assises avait considéré la condamnation de 1839 comme le constituant en état de récidive. Le pourvoi formé contre cet arrêt fut rejeté, parce que, si cette condamnation ne se justifiait pas par l'art. 58, elle se justifiait par l'art. 57.

La Cour de cassation, après avoir rapporté les faits que je viens de rappeler, jugea en droit : « qu'une semblable condamnation ne pouvait se justifier par l'art. 58 du Code pénal, sur lequel elle s'appuyait, puisque cet article ne dispose qu'à l'égard de ceux qui, ayant été condamnés correctionnellement à un emprisonnement de plus d'une année, auraient commis un nouveau délit, et que, dans l'espèce, la dernière condamnation, prononcée contre le demandeur, avait réprimé une infraction qualifiée crime par la loi ; mais que ledit Capel, précédemment condamné pour crime, était reconnu coupable d'une infraction qui, d'après les modifications apportées par l'art. 463 du Code pénal, était de nature à être réprimée par une peine correctionnelle, ce qui nécessitait l'application de l'art. 57 du Code pénal, dont la pénalité est la même que celle déterminée par l'art. 58 précité, et dont les dispositions s'appliquent à ceux qui, ayant été condamnés pour un crime, se rendent coupables d'un délit de nature à être puni correctionnellement; que, la peine prononcée par l'arrêt attaqué

étant la même que celle portée par la loi contre l'infraction qu'il s'agissait de réprimer, l'annulation dudit arrêt, aux termes de l'art. 411 du Code d'instruction criminelle, ne pouvait être réclamée sous le prétexte qu'il y avait eu erreur dans la citation du texte de la loi. » 28 août 1845, n° 273.

Il est, je crois, facile de répondre à cet arrêt et de démontrer que ses bases ne sont rien moins que solides.

Il est clair, d'abord, qu'il cesse d'être juridique si l'art. 57 ne prend pour premier terme de la récidive que les condamnations à une peine afflictive ou infamante, comme l'a jugé l'arrêt du 11 août 1860, cité plus haut.

En outre, pour trouver dans les faits de l'espèce le second terme de la récidive punie par l'art. 57, cet arrêt est tombé dans la plus flagrante des contradictions; le même fait, c'est-à-dire un crime commis avec circonstances atténuantes, est devenu pour lui tantôt un crime, tantôt un délit; comme crime, il a constitué le premier élément de la récidive, et comme délit, le second.

Je n'engagerai pas les Cours d'assises à suivre les principes de cette décision. Il est, en effet, permis de croire que, si la question se représentait devant la Cour de cassation, elle y serait autrement jugée.

Il est sans doute regrettable que la loi ait omis de classer la réitération des actes criminels, dont je m'occupe, parmi celles qu'elle a punies des peines de la récidive; mais, quelque fâcheux que soit cet oubli, les juges doivent laisser au Gouvernement le soin d'y pourvoir.

FIN DE LA PREMIÈRE ÉTUDE.

TABLE

ALPHABÉTIQUE ET ANALYTIQUE

DES

MATIÈRES CONTENUES DANS CE VOLUME.

Absolution: Quand il y a renvoi des poursuites par absolution, p. 409.

Accusé: *Voy.* Contrainte par corps; Dommages-intérêts; Frais; Restitutions; Solidarité.

Acquiescement: En quoi il consiste en matière criminelle, p. 541.

Acquittement: Quand il y a renvoi des poursuites par acquittement, p. 409.

Administration des domaines et de l'enregistrement: *Voy.* Frais.

Administration des forêts: *Voy.* Frais.

Affiche des jugements: Ne peut être ordonnée, à titre de peine, que dans les cas déterminés par la loi, p. 85, 300; la règle prohibitive du cumul des peines ne lui est pas applicable, p. 243; peut être ordonnée à titre de dommages-intérêts, p. 85, 298; affiche des arrêts rendus en matière criminelle, p. 205.

Amende: L'amende n'est pas une peine spéciale aux matières correctionnelles; elle est commune aux matières criminelles et aux matières correctionnelles, p. 90. 206; en quoi elle consiste, p. 339; minimum et maximum fixes et invariables, p. 339; minimum fixe et maximum variable, p. 339; fixation de la base de ce maximun, p. 339 et suiv.; qui la détermine, p. 341; minimum et maximum variables, p. 339, 342; en principe, l'amende est une peine, p. 343; dans certains cas, elle est aussi considérée comme une réparation civile, p. 343; en règle générale, l'amende est individuelle: en conséquence, les tribunaux doivent prononcer autant d'amendes qu'il y a d'individus déclarés coupables, p. 343; cette règle continue-t-elle à être appliquée si l'infraction a été commise par une collection d'individus? p. 345 et suiv.; exceptions à cette règle, p. 348; Code forestier art. 144, 192, 194, p. 348 et suiv.; matières fiscales, p. 351 et suiv.; en règle générale, l'amende est personnelle, c'est-à-dire qu'elle ne peut être prononcée que contre les personnes qui se sont rendues coupables de l'infraction, p. 354 et suiv.; exceptions à cette règle, p. 356; lorsqu'une loi positive l'a ainsi ordonné, p. 356; lorsque l'amende peut être considérée comme une réparation civile, p. 358; exemples de cas

exceptionnels résultant d'une prescription positive de la loi, p. 356 et suiv. ; exemples de cas exceptionnels résultant de la nature seule de l'amende, p. 368 et suiv. ; dans ces divers cas, il n'y a qu'une amende à prononcer, p. 371 ; l'amende ne peut être prononcée que contre une personne vivante, p. 372, même dans les matières fiscales, p. 372 et suiv. ; le recouvrement de l'amende peut-il être poursuivi contre les héritiers du condamné? p. 375 et suiv. ; en règle générale, l'amende criminelle et correctionnelle est soumise à la règle prohibitive du cumul des peines, p. 377 et suiv. ; propositions consacrées à cet égard par la jurisprudence, p. 384 et suiv. ; exceptions à cette règle, résultant d'une loi positive, p. 387 ; de la nature de l'amende, p. 389 ; cette règle est aussi inapplicable aux amendes de simple police, p. 387 ; le trésor public n'a pas de privilége pour le recouvrement de l'amende, p. 493 ; mais, résultant d'une condamnation judiciaire, l'amende peut être inscrite sur les immeubles du condamné, p. 493, *Voy.* Contrainte par corps, Solidarité.

Amende honorable : Ne peut être ordonnée que dans les cas ordonnés par la loi, p. 86 ; la règle prohibitive du cumul des peines ne lui est pas applicable, p. 243.

Amnistie : Son caractère, p. 178 ; ses effets sur les incapacités civiles, attachées à la peine principale, p. 178 ; elle les efface non seulement pour l'avenir, mais encore pour le passé ; mariage, p. 179 et suiv.

Appel : *Voy.* Contrainte par corps ; Désistement ; Dommages-intérêts ; Frais ; Peines temporaires.

Armes et munitions de guerre : Confiscation p. 93 ; bonne foi, p. 94 ; nécessité de la confiscation, p. 106.

Arrêtés : Du 5 fructidor an IX, relatif à un conflit d'attribution entre les autorités administrative et judiciaire du département de la Somme, p. 51 ; du 27 thermidor an IV, concernant les instances en matière de douanes, p. 369.

Assassinat : Tentative, exécution impossible, p. 11.

Attentat contre la vie et la personne de l'Empereur : Pénalité, p. 119.

Attentat contre la vie des membres de la famille impériale : Pénalité, p. 119.

Autorité municipale : Exécution, désignation de la place, p. 165.

Aveu : Récidive, preuve, p. 558.

Avortement : Tentative punissable, p. 16 ; commencement d'exécution, p. 27 ; qualification de la tentative, p. 35.

Bagnes : Leur suppression, p. 121.

Bannissement : Caractère de cette peine, p. 201 ; le banni, qui, avant l'expiration de sa peine, rentre sur le territoire de l'empire, ne peut être condamné que s'il est repris, p. 201 et suiv. ; surveillance de la haute police, sa durée, p. 281. *Voy.* Incapacités civiles.

Bigamie : Tentative punissable, p. 16.

Blâme par jugement : Ne peut pas être ordonné, p. 84.

Boissons (Falsification de) : confiscation, p. 93, 106 ; doit être prononcée, quoique le prévenu ait été absous, à raison de sa bonne

foi, p. 108 et suiv.; procédure à suivre si le délinquant est demeuré inconnu, p. 111.

Bonne foi : Indifférente en matière de contravention, p. 3 et suiv. *Voy.* Armes et munitions de guerre, Boissons, Confiscation.

Bornes : Règlement de police, effet rétroactif, p. 69.

Carcan : Son abolition, p. 89; en quoi il consistait, p. 89.

Casier judiciaire : Preuve de la récidive, p. 557.

Chambres des mises en accusation : Statuent-elles souverainement sur les déductions à tirer des faits établis par l'information, pour décider qu'il y a ou n'y a pas tentative punissable de crime? p. 19 et suiv.

Charte : De 1814, p. 87, 92, 189, 192, 193, 196, 205; de 1830, p. 87, 92, 192, 196, 205.

Chasse : Nature des infractions, p. 3, 4; confiscation, p. 93; cumul de la confiscation et d'une autre peine, p. 101; solidarité des amendes, p. 527.

Chemin de fer : Transport de lettres, p. 366.

Circonstances atténuantes : *Voy.* Confiscation, Militaires, Récidive, Surveillance de la haute police.

Code de procédure civile : Art. 126, p. 333, 489, 490; art. 128, p. 333; art. 523, p. 333; art. 505 et suiv., p. 398; art. 656 et suiv., p. 494.

Code d'instruction criminelle : Art. 1^er^, p. 414; art. 2, *ibid.*, p. 372; art. 3, p. 513; art. 23, p. 278; art. 63, p. 278; art. 69, *ibid.*; art. 121, p. 497; art. 159, p. 412; art. 160, p. 111; art. 161, p. 301, 422; art. 162, p. 391 et suiv., 422, 440; art. 179, p. 599; art. 182, p. 111; art. 187, p. 411, 541; art. 191, p. 412, 511; art. 194, p. 391 et suiv., 422, 434 et suiv.; art. 195, p. 422; art. 197, p. 160, 163; art. 199, p. 139; art. 200, p. 63; art. 202, p. 459 et suiv.; art. 205, p. 139; art. 206, p. 141; art. 212, p. 412, 511; art. 216, p. 139; art. 226, p. 556; art. 227, p. 502, 556; art. 231, p. 599; art. 305, p. 391; art. 317, p. 190; art. 337, p. 555; art. 338, *ibid.*; art. 341, p. 53; art. 345, *ibid.*; art. 346, *ibid.*; art. 347, *ibid.*; art. 350, p. 15, 19, 304; art. 352, p. 54; art. 354, p. 556; art. 358, p. 303 et suiv., p. 331, p. 490, p. 511; art. 359, p. 331; art. 360, p. 420; art. 362, p. 556; art. 363, *ibid.*; art. 364, p. 412; art. 365, p. 100, 240 et suiv., 320, 378, 461, 556; art. 366, p. 290 et suiv., 303 et suiv., 331, 421, 511; art. 368, p. 391 et suiv., 417 et suiv., 429, 440 et suiv.; art. 373, p. 137, 139, 150; art. 375, p. 150, 163; art. 376, p. 160, 163; art. 378, p. 166; art. 389, p. 391; art. 394, *ibid.*; art. 411, p. 610; art. 441, p. 163; art. 471, p. 174, 199; art. 472, p. 175, 182; art. 476; p. 427, 537; art. 478, p. 411, 429; art. 518 et suiv., p. 201, 279; art. 608, p. 158; art. 609, *ibid.*; art. 619 et suiv., p. 178, 193, 550; art. 635, p. 227, 253, 549; art. 636, p. 253; art. 637, p. 427; art. 638, *ibid.*

Code du 3 brumaire an IV : Questions au jury, p. 52, contravention de police, p. 324; décès de l'inculpé, p. 373; contumace, p. 538.

Code forestier : Art. 45, p. 357, 368; art. 46, *ibid.*; art. 144, p. 348 et suiv.; art. 154, p. 94; art. 192, p. 348 et suiv.; art. 194, *ibid.*

Code Napoléon : Art. 2, p. 41, 49, 54, 64; art. 23, 24, p. 128, 187; art. 26, p. 187; art. 27, p. 180, 182; art. 30, p. 183; art. 227, p. 183; art. 395, 396, p. 499; art. 1033, p. 499; art. 1119, 1120, 1121, p. 302; art. 1153, p. 298; art. 1166, p. 435; art. 1202, p. 506 et suiv.; art. 1350, 1351, p. 319; art. 1382, p. 421; art. 1383, p. 500 et suiv.; art. 1384, p. 361, 366, 370, 440; art. 1401, p. 183; art. 1442, p. 499; art. 1451, p. 183; art. 1724, p. 499; art. 2002, *ibid.*; art. 2059 et suiv., p. 487 et suiv.; art. 2093, p. 97, 296; art. 2098, p. 492; art. 2101, 2102, 2103, 2105, 2113, p. 492; art. 2117, 2123, 2134, 2166, p. 494; art. 2279, 2280, p. 295.

Code pénal : Sa division, p. 1; dispositions préliminaires; leur objet, p. 1; Livre premier; sa division, p. 83; chapitre 1er : objet de ce chapitre, p. 113; chapitre 2 : objet de ce chapitre, p. 206; chapitre 3 : objet de ce chapitre, p. 219; chapitre 4, p. 530.

Code pénal des 25 septembre-6 octobre 1791 : Peine du meurtre, p. 43; peine des violences et outrages envers un magistrat dans l'exercice de ses fonctions, p. 45; abrogation, p. 84; peine de mort, p. 114; droit de grâce, p. 195; réhabilitation, p. 550; peine des fers, p. 566; vol d'effets exposés sur la voie publique, p. 567.

Codes militaires : Ne sont examinés que dans leurs rapports avec les tribunaux ordinaires, p. 71; infractions militaires, distinction, p. 71; l'art. 5 du C. pén. n'a en vue que les infractions militaires proprement dites, p. 72; peines que les tribunaux ordinaires devront appliquer lorsqu'ils seront saisis d'un fait militaire, p. 72 et suiv.

Commencement d'exécution : *Voy.* Crimes.

Compétence : Loi nouvelle, effet rétroactif, p. 57; délit commis par la voie de la presse, Cour d'assises, tribunal correctionnel, p. 57; traite des noirs, conseil privé, tribunaux criminels, p. 59; insurrection, conseils de guerre, p. 62; marine marchande, conseils disciplinaires, p. 62; appels correctionnels, Cours impériales, p. 63; rupture de ban, p. 278; restitutions, p. 289; dommages-intérêts, p. 303.

Complicité : *Voy.* Matières fiscales; Crimes militaires.

Confiscation générale : Son abolition, p. 87, 205; en quoi elle consistait, p. 87.

Confiscation spéciale : Est une peine, p. 92; commune aux matières criminelles et correctionnelles, p. 92; d'une nature particulière, p. 92; conséquences de ce double caractère, p. 93; elle ne peut être appliquée qu'aux objets et dans les espèces déterminés par la loi, p. 93, 97; les objets dont la confiscation peut être ordonnée sont le corps, le produit et l'instrument du délit, p. 93; corps du délit, p. 93; ne peut-il être confisqué que dans le cas où la propriété en appartient au condamné? p. 93 et suiv.; choses produites par le délit, p. 95; ne doivent pas être confondues avec les choses appartenant à autrui que le crime ou le délit a pu faire passer entre les mains de l'accusé ou du prévenu, p. 96; instrument du délit, p. 97; la valeur de l'objet confiscable n'est pas confiscable, p. 97; espèces dans lesquelles la confiscation peut être ordonnée, p. 97 et suiv.; elle ne peut être, sous le prétexte d'analogie, étendue d'un cas à un autre, p. 98 et suiv.; lorsque la confiscation est prescrite par la loi, elle doit être prononcée quoique le ministère public ait pensé qu'il n'y avait pas lieu de l'ordonner, p. 99; les tribunaux ne peuvent pas se fonder sur l'art. 463 du C. pén. pour en faire remise, p. 99; la confiscation n'est

pas comprise dans la règle qui prohibe le cumul des peines, p. 100; la confiscation ne peut-elle pas être ordonnée dès que la preuve du crime ou du délit est acquise, quoiqu'aucune peine n'ait été infligée à l'auteur de l'infraction? p. 101; il en est ainsi en matières de douanes et de contributions indirectes, p. 101 et suiv.; en est-il autrement dans les matières ordinaires? p. 103; procédure à suivre, si le délinquant est demeuré inconnu, p. 111.

Conseil d'État: Avis sur les effets des lettres de grâce, p. 185; avis sur l'exécution de la mise en surveillance, p. 225, 228 et suiv., 263; avis sur la condamnation aux frais, p. 421; sur la condamnation des administrations publiques aux frais, p. 444.

Conseils de guerre: Insurrection, compétence, effet rétroactif de la loi, p. 62.

Constitution: Du 14 janvier 1852, p. 87, 118, 197, 205; des 4-10 novembre 1848, p. 114, 115, 120, 197.

Contrainte par corps: Loi du 17 avril 1832, p. 644 et suiv.; décret du 13 décembre 1848, p. 452 et suiv.; la contrainte par corps est un mode d'exécution, commun aux matières criminelles, civiles et commerciales, p. 454; le régime de la contrainte par corps des matières criminelles n'est applicable qu'au cas où la matière est criminelle, p. 454; quand la matière a ce caractère, p. 454; ce régime n'est pas applicable à l'accusé, acquitté ou absous, condamné à des dommages-intérêts envers la partie civile, p. 455; à l'accusé ou au prévenu, absous, condamné aux frais, p. 456; cas où la matière ne cesse pas d'être criminelle, quoiqu'aucune peine n'ait été appliquée, p. 458 et suiv.; la contrainte par corps des matières criminelles découle virtuellement de la condamnation pénale; conséquences, p. 462; exception en faveur des mineurs de seize ans, p. 464; comment il sera procédé à l'exécution de la contrainte par corps lorsque le juge aura omis de la prononcer et qu'elle ne découlera que de la condamnation pénale, p. 464 et suiv.; le régime de la contrainte par corps en matière criminelle s'applique aux frais, amendes, restitutions et dommages-intérêts, p. 466; sous ce régime, toute condamnation, quel qu'en soit le chiffre, est exécutable par corps, p. 467; cas dans lesquels le juge ne doit pas fixer la durée de la contrainte, cette détermination étant faite par la loi, p. 467 et suiv.; cas dans lesquels le juge doit fixer la durée de la contrainte, p. 470 et suiv.; conséquence de l'omission, qui aurait lieu à cet égard, p. 471; défense de rendre des décisions hypothétiques, p. 478; la durée de la contrainte par corps ne doit pas être fixée contre les condamnés à mort et aux peines perpétuelles, p. 479; elle ne doit même pas être prononcée contre ces condamnés, p. 480; critiques de cette théorie; p. 480 et suiv.; personnes auxquelles le régime de la contrainte par corps est ou n'est pas applicable, p. 482 et suiv.; à quelles personnes, pour quelles sommes et pour quelles causes les tribunaux criminels peuvent appliquer la contrainte par corps des matières civiles, p. 488 et suiv.; la réduction de la durée de la contrainte, en appel, est insignifiante en ce qui concerne le point de départ de l'emprisonnement, p. 146.

Contraventions: Leur définition, p. 2 et suiv.; quoique punis de peines correctionnelles, certains faits n'en demeurent pas moins des contraventions; conséquences, p. 3 et suiv. *Voy.* Bonne foi.

Contributions indirectes: Confiscation, p. 94; elle est indépendante de la culpabilité du délinquant, p. 102, 112; procédure

à suivre si celui-ci est demeuré inconnu, p. 111 ; tribunal compétent, p. 112; exceptions au principe de l'individualité de l'amende, p. 351 et suiv.; exceptions au principe de la personnalité de l'amende, p. 356, 362 et suiv.; en matière fiscale, l'amende, sans perdre complétement son caractère pénal, devient principalement une réparation civile, p. 368 et suiv.; l'amende ne peut être prononcée que contre une personne vivante, p. 372 et suiv. *Voy.* Amende, Frais.

Contumace : Jour duquel les condamnés par contumace encourent la dégradation civique, p. 175; mode actuel de l'exécution par effigie, p. 175; les condamnés par contumace ne sont pas en état d'interdiction légale; leurs biens sont régis comme biens d'absents, p. 174, 176; moment à partir duquel le condamné par contumace est frappé de l'incapacité de recevoir ou de disposer, p. 177; il ne peut être procédé contre le banni par la voie de la contumace, p. 201 ; frais de la contumace, qui les doit, p. 411.

Corps du délit : *Voy.* Confiscation spéciale.

Cours d'assises : Réponses du jury, droit et devoir des Cours d'assises, p. 30 et suiv.; leur composition; effet rétroactif de la loi, p. 55 ; leur compétence relativement à la constatation de la condamnation, qui constitue le premier terme de la récidive. *Voy.* Amende, Dommages-intérêts, Restitutions.

Cour de cassation : Autorité des arrêts rendus après deux pourvois ; loi nouvelle; effet rétroactif, p. 55 et suiv.

Crimes : Leur définition, p. 2 et suiv.; tentative, p. 7; sa définition, p. 8; la tentative d'un crime impossible n'est pas punissable, p. 8 et suiv. ; sauf exception, l'art. 2 du C. pén. est applicable à tous les crimes, p. 16; commencement d'exécution, p. 16 ; interruption et inefficacité de la tentative; différence entre ces deux cas, p. 17; la question de savoir si les faits matériels, révélés par l'information, présentent les circonstances légales de la tentative est une question de droit et non de pur fait; conséquence, p. 18 et suiv.; exemples de faits matériels constituant le commencement d'exécution, p. 26 et suiv.; restitution de l'objet volé, p. 27; caractères légaux de la tentative punissable, p. 28 ; le jury sera, à peine de nullité, interrogé sur chacun de ces caractères, p. 29; les réponses équivoques du jury ne deviendront pas la base d'une condamnation, p. 30 et suiv.; lorsque la réponse du jury sera claire, la Cour d'assises ne pourra pas, sous le prétexte d'ambiguité, lui en prescrire une autre, p. 33 et suiv.; formule dans laquelle la question de tentative doit être posée au jury, p. 35.

Crimes ou délits intéressant la sureté intérieure ou extérieure de l'Etat : Mise en surveillance, p. 281; sa durée, p. 282; sa nature, p. 284; exemption de peine, condamnation aux frais, p. 402.

Cumul : La règle prohibitive du cumul des peines n'est pas applicable à la confiscation spéciale, p. 100; à la mise en surveillance, p. 240 et suiv.; à la réparation d'honneur, à l'affiche et à la destitution, p. 243; elle est applicable à l'amende criminelle et correctionnelle, p. 377 et suiv.; mais non à l'amende de simple police, p. 387; et dans les cas exceptionnels, résultant d'une loi positive, p. 387, et de la nature même de l'amende, p. 389. *Voy.* Contrainte par corps.

Décrets : 4 germinal an II, relatif au commerce maritime et aux

douanes, p. 310, 356, 390; 27 prairial an IX, sur la poste aux lettres, p. 357, 366; 19 vendémiaire an XII, sur les peines contre la désertion, p. 572; 1er germinal an XIII, sur les droits réunis, p. 102, 112, 113, 351, 356, 363, 369; 25 mars 1810, accordant amnistie, p. 196; 24 avril 1810, accordant amnistie, prorogé par D. des 9 décembre 1810, 15 juillet 1811, 16 août 1811, p. 196; 23 juillet 1810, sur la mise en activité des Codes criminels, p. 41 et suiv., 234, 262, 265 et suiv.; 29 décembre 1810, relatif au tabac, p. 375; 18 juin 1811, contenant le tarif des frais en matière criminelle, p. 390 et suiv.; 405 et suiv., 434 et suiv., 437, 440 et suiv., 457, 487 et suiv.; 23 novembre 1811, désertions après grâce, p. 553; 13 juin 1813, accordant amnistie, p. 196; 26 février 1848, abolissant la peine de mort en matière politique, p. 114; 24 juin 1848, mettant Paris en état de siége, p. 62; 27 juin 1848, donnant compétence aux conseils de guerre, p. 62; 13 décembre 1848, sur la contrainte par corps, p. 449 et suiv.; 23 juillet 1850, affectant à la détention la citadelle de Belle-Isle-en-Mer, p. 130; 8 décembre 1851, sur la mise en surveillance, p. 224 et suiv., 258 et suiv.; 17 février 1852, sur la presse, p. 413; 24 mars 1852, disciplinaire et pénale pour la marine marchande, p. 62; 15 septembre 1860, accordant amnistie, p. 185.

Dégradation civique : Ce qu'elle est, en quoi elle consiste, p. 171 et suiv., 204; moment à partir duquel le condamné est atteint par la dégradation civique, p. 174; le minimum de l'emprisonnement qui peut ou doit, suivant les circonstances, accompagner la dégradation civique, ne peut être abaissé au-dessous de six jours, p. 204. *Voy.* Incapacités civiles.

Délits : Leur définition, p. 2; tous les faits, punis de peines correctionnelles, ne doivent pas être considérés comme des délits; conséquences, p. 3 et suiv.; les tentatives du délit ne sont punissables que dans les cas déterminés par la loi, p. 37; elles ne sont punissables que si elles sont accompagnées des circonstances indiquées dans l'art. 2 du C. pén., p. 37; les juges doivent constater, dans leur décision, l'existence de ces circonstances, p. 38; termes dans lesquels ils doivent qualifier la tentative de délit, p. 39.

Démence : Les accusés ou prévenus, absous à raison de leur état de démence, sont-ils condamnés aux frais? p. 423.

Dénonciation calomnieuse : Impression et affiche du jugement, p. 85.

Denrées alimentaires : Confiscation, p. 106, 168, 110.

Déportation : Ses modifications successives, p. 88, 123, 124; elle est une peine politique, p. 116, 125; sa modification en cas de circonstances atténuantes, p. 125; lieu de déportation, p. 125; incapacités civiles des condamnés à la déportation, p. 126; question transitoire, p. 127.—*Voy.* Incapacités civiles, Mort civile.

Dépôt de la préfecture de police : Ce dépôt ne peut être considéré comme une maison de correction; le condamné, qui y est incarcéré, ne subit pas sa peine, p. 209 et suiv.

Désistement : Pourvoi; effets du désistement du condamné, p. 149; appel; effets du désistement du condamné, p. 153; la loi interdit au ministère public de se désister soit du pourvoi, soit de l'appel qu'il a formé, p. 156; effets de ces désistements lorsque, malgré la prohibition de la loi, ils ont été donnés, p. 156.

Destitution : La règle prohibitive du cumul des peines ne lui est pas applicable, p. 243.

Détention : Introduite dans le C. pén. par la loi du 28 avril 1832, p. 88 ; elle est une peine politique, p. 116, 130 ; lieu de détention, p. 130 ; sa durée, p. 130. *Voy.* Incapacités civiles.

Détention préventive : Elle ne compte pas dans la durée des peines temporaires, p. 135 ; l'individu, détenu préventivement, exécute, pendant son incarcération préventive, la peine corporelle à laquelle il a pu être condamné pour un autre fait, p. 157 ; et la mise en surveillance à laquelle il peut avoir été soumis par une condamnation précédente, p. 253.

Dimanche : *Voy.* Peines.

Dommages-intérêts : La partie lésée peut obtenir tout à la fois des dommages-intérêts et la restitution des objets dont elle a été dépouillée, p. 288 ; les dommages-intérêts ne doivent pas être confondus avec les restitutions, p. 289 ; règles particulières aux uns et aux autres, p. 289 ; le plus ordinairement, les dommages-intérêts consisteront en indemnités pécuniaires, p. 297 ; la loi en laisse, à moins d'exception, la détermination au juge, p. 297 ; l'impression, l'affiche et la publication des jugements peuvent être aussi ordonnées comme dommages-intérêts, p. 298 ; les dommages-intérêts ne peuvent être adjugés à la partie civile, à l'accusé ou au prévenu, que sur leur réquisition, p. 299 ; conséquences, p. 299 ; et dans les limites de ces réquisitions, p. 300 ; il ne peut être requis ou ordonné que les dommages-intérêts seront appliqués à une œuvre quelconque, p. 301 ; quel parti le juge doit-il prendre si une pareille réquisition lui est adressée? p. 301 ; le juge peut, dans certains cas, appliquer à un tiers absent, lésé par le délit, une partie des dommages-intérêts qu'il alloue, p. 302 ; les tribunaux de répression sont-ils compétents, même dans le cas d'acquittement ou d'absolution de l'accusé ou du prévenu, pour rendre décision sur les dommages-intérêts requis par la partie civile? p. 303 ; matières criminelles, p. 303 ; examen nouveau du fait dommageable, respect de la déclaration du jury, p. 304 et suiv. ; fait étranger à l'accusation, p. 308 ; matières correctionnelles, p. 312 ; en cas d'acquittement ou d'absolution du prévenu, les tribunaux correctionnels sont incompétents pour statuer sur les réparations réclamées par la partie civile, p. 312 et suiv. ; ils ne peuvent pas plus les refuser que les accorder ; ils doivent délaisser les parties à se pourvoir ainsi qu'elles aviseront, p. 316 et suiv. ; ils demeurent compétents pour statuer sur les dommages-intérêts réclamés par la partie civile, lorsque, sans appliquer une peine au prévenu, ils le déclarent coupable du délit poursuivi, p. 317 et suiv. ; le fait dommageable ne peut être que le délit lui-même ; il ne suffirait pas qu'il y fût connexe ou en fût l'un des éléments, p. 322 et suiv. ; les tribunaux de répression ne peuvent statuer sur l'action civile que tant qu'ils demeurent saisis de l'action publique, p. 330 ; règles à suivre, à cet égard, devant les Cours d'assises, p. 331 ; devant les tribunaux de police correctionnelle, p. 332 ; dommages-intérêts à fournir par état, p. 333. *Voy.* Contrainte par corps, Frais, Solidarité.

Douanes : Confiscation, p. 94 ; doit être ordonnée dès qu'il est constaté que les marchandises saisies sont de la nature de celles dont l'introduction est prohibée par la loi, p. 101 ; décès de l'inculpé ; p. 102 ; procédure à suivre si le délinquant est demeuré inconnu, p. 111 ; minimum de l'emprisonnement, prononcé par les art. 42 et

43 de la loi du 28 avril 1816, p. 212; exceptions au principe de l'individualité de l'amende, p. 351; exceptions au principe de la personnalité de l'amende, p. 356, 358 et suiv.; en matière fiscale, l'amende, sans perdre complétement son caractère pénal, devient principalement une réparation civile, p. 369 et suiv.; l'amende ne peut être prononcée que contre une personne vivante, p. 372 et suiv.; fraude étrangère aux faits compris dans l'accusation; conclusions à fins de réparation civile, p. 310 et suiv. *Voy.* Amende, Frais.

Écrou : Exécution de la condamnation, p. 157.

Édit : De Louis XV, du mois de juin 1768, relatif à la justice criminelle dans l'île de Corse, p. 84.

Effigie : *Voy.* Contumace.

Effraction : Peut, dans certains cas, constituer le commencement d'exécution d'un vol qualifié, p. 16, 21, 27.

Empoisonnement : Tentative, exécution impossible, p. 10, 13; ne peut être qualifié empoisonnement que l'attentat à la vie par l'emploi de substances toxiques, p. 14.

Emprisonnement : Peine correctionnelle, p. 89, 206; où il est subi, p. 207; le condamné, qui est déposé dans une prison autre que celle où il devait être emprisonné, est-il réputé exécuter sa peine? p. 208; travaux des condamnés à l'emprisonnement, p. 211; durée de l'emprisonnement, p. 211; minimum de l'emprisonnement correctionnel en toute matière, p. 212; durée d'un jour, d'un mois, d'une année, p. 213. *Voy.* Rupture de ban.

Escalade : Peut, dans certains cas, constituer le commencement d'exécution d'un vol qualifié, p. 16, 21, 27.

Étude : Objet de cette étude, p. 1.

Exécution : *Voy.* Peines, Peines temporaires, Surveillance de la haute police.

Exécutoire : Aucun exécutoire ne peut être délivré à l'accusé ou au prévenu, acquitté ou absous, contre le ministère public ou les agents du Trésor pour le recouvrement de ses frais, p. 395 et suiv.

Exposition publique : Son abolition, p. 131 et suiv.

Évasion : Récidive, p. 561.

Fausse monnaie : Exemption de peines; condamnation aux frais, p. 402.

Fausses mesures : Confiscation, p. 99, 106.

Faux : Tentative; faits constituant un commencement d'exécution, p. 23, 27.

Faux poids : Confiscation, p. 99, 106.

Faux témoignage : Tentative, faits constituant un commencement d'exécution, p. 27.

Fers : La peine des fers était, sous un autre nom, la peine des travaux forcés, p. 566.

Fête nationale ou religieuse : *Voy.* Peines.

Fournisseur : Confiscation, p. 98.

Frais : Questions étudiées dans l'ouvrage, p. 390; nomenclature des frais, p. 391; faits par l'Etat ou la partie civile, p. 391; ils sont, en général, recouvrables, p. 391; dans quels cas et de qui la partie qui les a faits peut les recouvrer, p. 391 et suiv.; la condamnation

aux frais ne peut pas être prononcée contre le plaignant qui ne s'est pas porté partie civile, p. 393 ; contre les officiers de police judiciaire rédacteurs des procès-verbaux, p. 393 ; contre le ministère public, p. 393 et suiv. ; elle doit être ordonnée contre les accusés ou les prévenus condamnés, p. 399 ; cette règle continue-t-elle à être applicable si le fait de la prévention prend un caractère moins grave dans le jugement de condamnation, p. 399 ; si, la prévention comprenant plusieurs faits, l'accusé ou le prévenu n'est condamné que pour un seul, p. 400 et suiv. ; si l'accusé, déclaré coupable, est exempté de la peine, p. 402 ; si le prévenu a obtenu, sur son appel, une atténuation du fait ou une réduction de la peine, p. 404 ; si, sur l'appel du ministère public, la Cour s'est bornée à confirmer la condamnation prononcée par les premiers juges, p. 405 ; les frais ne pourront pas être recouvrés si les tribunaux omettent d'en prononcer la condamnation, p. 408; les accusés ou prévenus acquittés ne sont pas condamnés aux dépens, p. 409 ; l'accusé acquitté, mais condamné à des dommages-intérêts envers la partie civile, doit-il être condamné aux frais envers l'Etat ? p. 409 et suiv. ; exception à cette règle pour les frais de la contumace ou du défaut, p. 411 ; les accusés ou prévenus, absous, doivent-ils être condamnés aux dépens? p. 411 ; causes particulières d'absolution : 1° le fait de l'accusation ou de la prévention ne constitue ni crime, ni délit, ni contravention, p. 412 ; 2° le fait a été dégagé par le juge de l'élément intentionnel ou de l'un des éléments physiques qui le rendaient punissable ; p. 415 ; 3° l'accusé ou le prévenu est en état de démence au moment de l'infraction ou du jugement, p. 423 ; 4° l'accusé ou le prévenu est absous à raison de la prescription, p. 426 ; 5° le mineur de seize ans est absous pour avoir agi sans discernement, p. 431 ; le prévenu qui succombe, doit-il être condamné directement aux frais envers l'Etat, lorsque la partie civile y est elle-même condamnée ? p. 434 ; les personnes civilement responsables sont-elles condamnées aux dépens? p. 436 ; un délai sera accordé au ministère public pour mettre en cause le délinquant, si la personne civilement responsable a été par erreur citée seule, p. 439 ; suivant les cas, la partie civile est ou n'est pas condamnée aux dépens, p. 440 ; le décret du 18 juin 1811 a force de loi, p. 440 ; administrations, communes, établissements publics assimilés à la partie civile, p. 443 ; cas dans lesquels ils doivent être condamnés aux frais, p. 443 ; désignation de ces administrations publiques, p. 446 ; privilége du Trésor public pour le recouvrement des frais, p. 492 et suiv. *Voy.* Contrainte par corps, Solidarité.

Garde nationale : Blâme sévère, p. 85 ; Récidive, p. 537, 542.

Grâce : Son caractère, p. 184 ; effets de la grâce sur les incapacités civiles attachées à la peine principale ; distinction entre les lettres de grâce pures et simples et les lettres à clauses expresses, p. 185. *Voy.* Peines perpétuelles, Surveillance de la haute police.

Gravure : Exposition en vente ; loi nouvelle ; effet rétroactif, p. 67 et suiv.

Grossesse : La femme condamnée à mort, qui se déclare et s'il est vérifié qu'elle est enceinte, ne subit la peine qu'après sa délivrance; abrogation de la loi du 23 germinal an III, p. 167.

Haute-Cour : *Voy.* Rétroactivité.

Impression des jugements : Ne peut être ordonnée que

dans les cas déterminés par la loi, p. 85, 300; peut être ordonnée à titre de dommages-intérêts, 85, 298; impression par extrait des arrêts criminels, p. 205.

Incapacités civiles : Certaines peines doivent entraîner certaines incapacités civiles, p. 170; la gravité de ces incapacités doit être en raison directe de la sévérité de la peine à laquelle elles se rattachent, p. 171; incapacités attachées aux peines afflictives perpétuelles, aux peines afflictives temporaires, aux peines infamantes; p. 171; dégradation civique, interdiction légale, interdiction de recevoir et de disposer, soit par donation entre-vifs, soit par testament, p. 171; moment à partir duquel les condamnés sont atteints par ces incapacités, p. 174 et suiv.; influence de la réhabilitation, l'amnistie, la grâce et la prescription sur ces diverses incapacités, p. 178 et suiv.; le Gouvernement peut, par mesure administrative, relever certains condamnés de certaines incapacités, p. 199; ces mesures ne doivent être confondues ni avec l'amnistie ni avec la grâce, p. 200.

Infanticide: La question de savoir si un enfant est nouveau-né est une question de droit; conséquence, p. 26.

Infractions : Division en trois classes, crimes, délits et contraventions, p. 1; leur définition par la nature de la peine, p. 2; infractions militaires, distinction, p. 71.

Instruction : Formes, rétroactivité, p. 52; formule de la question au jury, p. 52; nombre de voix déclarant la culpabilité, p. 53.

Instrument du délit : *Voy.* Confiscation spéciale.

Interdiction de recevoir et de disposer : Ce qu'elle est, en quoi elle consiste, p. 174; moment à partir duquel le condamné est atteint par cette incapacité, p. 177. *Voy.* Incapacités civiles.

Interdiction des droits civiques, civils et de famille : Peine correctionnelle, p. 89, 206; ne doit pas être confondue avec la dégradation civique, en quoi elle en diffère, p. 216; de quel jour l'interdiction des droits civiques, civils et de famille, est-elle encourue? p. 217.

Interdiction légale : Ce qu'elle est; en quoi elle consiste, p. 172 et suiv.; l'interdiction légale laisse au condamné la responsabilité pénale des actes d'administration qui lui sont personnels, p. 173; moment à partir duquel le condamné est atteint par l'interdiction légale, p. 176. *Voy.* Incapacités civiles.

Invalides de la marine : *Voy.* Frais.

Jugement : Formes, rétroactivité, p. 52; rupture de ban, indication des faits qui la constituent, p. 259, 260; tentative de délits, indication des faits qui la caractérisent, p. 38; récidive, motifs, p. 557.

Jugement par défaut : Qui doit les frais du défaut, p. 411.

Jury : Souverain juge des faits qui lui sont soumis, p. 15, 18; doit, à peine de nullité, être interrogé sur chacun des caractères légaux de la tentative, p. 29; réponses ambiguës, p. 30 et suiv.; formule de la question relative à la tentative, p. 35; n'a pas compétence pour reconnaître l'existence de la condamnation, constituant le premier terme de la récidive, p. 555. *Voy.* Amende, Instruction.

Lettre de change : Faux, commencement d'exécution, p. 27.

Libraire : L'individu qui, sous l'empire de la loi du 2 octobre 1814, exerçait le commerce de la librairie sans être muni d'un brevet, ne pouvait être condamné aux frais de la poursuite correctionnelle, dont il était l'objet, p. 413.

Lois : 16–24 août 1790, sur l'organisation judiciaire, p. 165, 264, 324 ; 22 juillet 1791, sur la police municipale et correctionnelle, p. 576 ; 6–22 août 1791, sur les douanes, p. 94, 102, 310, 356 et suiv., 369, 390 ; 28 septembre-6 octobre 1791, sur la police rurale, p. 46 ; 30 septembre–19 octobre 1791, Code militaire, p. 79 ; 12 mai 1793, Code militaire, p. 79, 572 ; 4 floréal an II, sur les effets d'habillement détournés par des militaires, p. 572 ; 23 germinal an III, portant qu'aucune femme, prévenue de crime emportant peine de mort, ne peut être mise en jugement qu'il n'ait été vérifié qu'elle n'est pas enceinte, p. 167 ; 22 germinal an IV, portant des peines contre la tentative de crime, p. 75 ; 21 brumaire an V, Code des délits et des peines pour les troupes de la République, p. 75, 79 ; 19 brumaire an VI, sur les matières d'or et d'argent, p. 94 ; 15 germinal an VI, sur la contrainte par corps, p. 489 ; 18 germinal an VII, sur le remboursement des frais en matière de justice criminelle, p. 397, 405 et suiv. ; 18 pluviôse an IX, relative à l'établissement des tribunaux spéciaux, p. 51 ; 23 floréal an X, sur les délits emportant la peine de la flétrissure, p. 52 ; 5 ventôse an XII, concernant les finances, p. 112 ; 15 ventôse an XIII, sur la poste aux chevaux, p. 389 ; 5 septembre 1807, relative au privilége du Trésor public, p. 492 ; 20 avril 1810, sur l'organisation judiciaire, p. 557 ; 21 avril 1810, sur les mines, p. 345 ; 2 octobre 1814, sur le commerce de la librairie ; p. 413 ; 20 décembre 1815, rétablissant les juridictions prévôtales, p. 54 ; 28 avril 1816, sur les contributions indirectes et les douanes, p. 94, 212, 311, 351, 369 ; 25 mars 1817, sur les finances, p. 363 ; 21 avril 1818, sur les douanes, p. 94 ; 17 mai 1819, p. 545, 560 ; 26 mai 1819, sur la poursuite et le jugement des crimes et délits commis par la voie de la presse et tout autre moyen de publication, p. 58, 65 ; 9 juin 1819, sur la publication des journaux, p. 546 ; 25 mars 1822, sur la répression et la poursuite des délits commis par la voie de la presse ou par tout autre moyen de publication, p. 58, 545, 560 ; 25 juin 1824, contenant diverses modifications au Code pénal, p. 540, 565, 579, 594 et suiv. ; 20 avril 1825, sur la répression des crimes et délits commis dans les édifices ou sur les objets consacrés à la religion catholique ou à d'autres cultes légalement établis en France, p. 560 ; 30 juillet 1828, sur l'interprétation des lois, p. 56 ; 15 juillet 1829, sur l'interprétation de plusieurs dispositions des lois militaires, p. 79, 81, 588 ; 8 octobre 1830, sur l'application du jury aux délits de la presse et aux délits politiques, p. 118 ; 29 novembre 1830, sur les attaques contre les droits et l'autorité du Roi et des chambres, p. 546 ; 22 mars 1831, sur la garde nationale, p. 85 ; 4 mai 1831, sur la composition des Cours d'assises, p. 55 ; 17 avril 1832, sur la contrainte par corps, p. 449 et suiv. ; 28 avril 1832, contenant des modifications au Code d'instruction criminelle et au Code pénal, *passim* ; 16 février 1834, sur les crieurs publics, p. 66 ; 24 mai 1834, sur les détenteurs d'armes ou de munitions de guerre, p. 67, 93, 107, 114, 119, 224, 386 ; 9 septembre 1835, sur les crimes, délits et contraventions, commis par la voie de la presse, p. 67 ; 9 septembre 1835, sur certaines modifications au Code d'instruction criminelle et au Code pénal, p. 53, 88, 124 ; 1er avril 1837, sur l'autorité des arrêts de la Cour de cassa-

tion rendus après deux pourvois, p. 56 ; 3 mai 1844, sur la chasse, p. 4, 93, 527 ; 2 janvier 1850, réglant l'exécution par effigie, p. 175 ; 8 juin 1850, sur la déportation, p. 88, 118, 125 et suiv. ; 19 décembre 1850, relative à l'usure, p. 387 ; 27 mars 1851, sur la répression de certaines fraudes dans la vente des marchandises, p. 93, 105, 108, 110 ; 3 juillet 1852, sur la réhabilitation, p. 178 ; 10 juin 1853, modifiant les art. 86 et 87 du C. pén., p. 119 ; 30 mai 1854, sur l'exécution de la peine des travaux forcés, p. 121, 200, 235 ; 31 mai 1854, abolitive de la mort civile, p. 126 et suiv., 177, 199 ; 5 mai 1855, sur les finances (port de lettres et paquets en matière criminelle), p. 391 ; 9 mai 1855, sur la falsification des boissons, p. 93 ; 13 juin 1856, attribuant tous les appels aux Cours impériales, p. 63, 139 ; 17 juillet 1856, sur les sociétés en commandite, p. 6 ; 21 mai 1858, relative à certaines modifications au Code de procédure, p. 495.

Lois de police et de sureté : *Voy.* Rétroactivité.

Lois fiscales : Nature des infractions à ces lois, p. 3. *Voy.* Amende, Contributions indirectes, Douanes.

Maison de prêts sur gages : Les prêts individuels, ne constituant pas par eux-mêmes un délit, ne peuvent pas donner lieu à l'action civile devant les tribunaux de répression, p. 325 et suiv.

Maison de prostitution : Règlement de police, Effet rétroactif, p. 70.

Maraudage : Confiscation, p. 98.

Marchandises (Fraude dans la vente des) : Confiscation, p. 93 ; doit être prononcée quoique le prévenu ait été absous à raison de sa bonne foi, p. 108 et suiv. ; procédure à suivre si le délinquant est demeuré inconnu, p. 111.

Marché public : Le non-paiement des droits de place, ne constituant pas une contravention, ne peut donner lieu à l'action civile devant les tribunaux de répression, p. 322 et suiv.

Marine marchande : Conseils disciplinaires, p. 62.

Marins : *Voy.* Militaires.

Marque : Son abolition, p. 88 ; en quoi elle consistait, p. 88.

Matières d'or et d'argent : Confiscation, p. 94.

Matières politiques : Que doit-on entendre par matières politiques ? p. 118 ; peine applicable si un crime de droit commun, entraînant la peine de mort, est connexe à un crime politique, p. 119.

Meurtre : Tentative, exécution impossible, p. 9 et suiv. ; commencement d'exécution, p. 27 ; qualification de la tentative, p. 35.

Militaires : Les règles ordinaires de la tentative, de la complicité, des circonstances atténuantes, de la récidive, leur sont-elles applicables ? p. 74 et suiv. ; conséquences des peines du droit commun prononcées contre les militaires, surveillance, p. 80 et suiv.

Mines : La contravention, commise par une collection d'individus, doit-elle être réprimée par autant d'amendes qu'il y a d'individus composant l'être moral ? p. 345.

Mineur de seize ans : Renvoyé des poursuites pour avoir agi sans discernement, absous et non acquitté, p. 336, 431 ; doit-il être condamné aux frais ? p. 432. *Voy.* Contrainte par corps, Récidive.

Ministère public : Ne peut se désister du pourvoi ou de l'appel qu'il a formé, p. 156 ; incompétent pour statuer sur les difficultés

relatives à l'exécution des peines, lorsque ces difficultés prennent le caractère contentieux, p. 160 et suiv.; ne peut jamais être condamné aux dépens ni directement ni indirectement, p. 393 et suiv.

Mort (Peine de) : Consiste dans la simple privation de la vie, p. 114; abolie en matière politique, p. 114; peine qui la remplace, p. 114 et suiv.; que doit-on entendre par matière politique? p. 118; quelle peine les tribunaux devront-ils appliquer si un crime du droit commun, entraînant la peine de mort, est connexe à un crime politique? p. 119. *Voy.* Contrainte par corps, Grossesse, Incapacités civiles, Mort civile.

Mort civile : Elle était la conséquence des condamnations à la mort naturelle, aux travaux forcés à perpétuité et à la déportation, p. 128; abolie par la loi du 31 mai 1854, p. 128; incapacités qui la remplacent, p. 128 et suiv.; effet rétroactif de la loi du 31 mai 1854, p. 128; moment à partir duquel le condamné est atteint par les incapacités qui remplacent la mort civile, p. 177. *Voy.* Incapacités civiles.

Officiers de police judiciaire : Rédacteurs des procès-verbaux ne peuvent pas être condamnés aux frais, p. 393.

Ordonnances royales : 1539, pour l'administration de la justice, p. 407; 1667, sur la procédure, p. 489; 1669, sur les eaux et forêts, p. 344; 1670, pour les matières criminelles, p. 407, 550; 14 octobre 1818, relative aux désertions après grâce, p. 553; 13 août 1817, accordant amnistie, p. 534; 9 février 1827, concernant le gouvernement de la Martinique et celui de la Guadeloupe et de ses dépendances, p. 59; 1er août 1827, rendant aux tribunaux criminels de la colonie la connaissance des contraventions sur la traite des noirs, p. 59; 28 avril 1832, contenant le texte officiel du Code pénal, p. 449; 5 mai 1833, désignant comme lieu de détention un quartier du Mont-Saint-Michel, p. 130; 12 janvier 1835, désignant la citadelle de Doullens comme lieu de détention, p. 130; 8 mai 1837, accordant amnistie, p. 182, 554; 27 avril 1840, accordant amnistie, p. 180.

Outrages : Blâme par jugement, p. 84.

Parricide : Peine, p. 121.

Partie civile : Ses créances sur le condamné ne sont pas privilégiées, p. 494; mais résultant d'une condamnation judiciaire, elles peuvent être inscrites sur les immeubles du condamné, p. 494; concours des créances de la partie civile avec l'amende sur les biens insuffisants du condamné, p. 494; règlement de concours, p. 494; la préférence accordée à la partie civile s'applique non-seulement aux restitutions et dommages-intérêts, mais encore aux frais que cette partie a pu faire, p. 496. *Voy.* Contrainte par corps, Dommages-intérêts, Frais, Restitution, Solidarité.

Peines : Les tribunaux ne peuvent appliquer que les peines établies par la loi, p. 83; blâme par jugement, p. 84; impression et affiche du jugement, p. 85; amende honorable ou réparation d'honneur, p. 86; peines afflictives, leur définition, p. 86; peines infamantes, leur définition, p. 86; nomenclature des peines afflictives et infamantes, p. 88; des peines infamantes, p. 89; des peines correctionnelles, p. 89, 90, 206; peines communes aux matières criminelles et correctionnelles, p. 92; peines ordinaires et peines politiques, p. 88, 115 et suiv.; l'exécution extérieure de la peine ne peut avoir

lieu les jours de fêtes nationales ou religieuses, ni les dimanches, p. 164; l'autorité judiciaire indique la localité dans laquelle l'exécution se fera, mais elle ne peut indiquer la place sur laquelle il y sera procédé, p. 165; les juges ont un pouvoir discrétionnaire dans la détermination de la localité, p. 165; ils ne peuvent, s'ils ont omis de la faire, réparer cette omission par un arrêt subséquent; dans ce cas, l'exécution a lieu sur la place ordinaire, p. 167. *Voy.* Codes militaires, Cumul, Rétroactivité.

Peines perpétuelles : La surveillance ne peut pas être prononcée contre les individus condamnés à une peine perpétuelle, p. 238; qu'arrivera-t-il si cette peine est convertie par le souverain en une peine temporaire, p. 239; incapacités civiles qui y sont attachées, p. 128, 171. *Voy.* Contrainte par corps.

Peines temporaires : L'incarcération préventive ne peut pas être calculée dans la durée de la peine, p. 135; la durée des peines temporaires ne commence même pas le jour où la condamnation a été prononcée; elle ne commence qu'à partir du jour où la condamnation est devenue irrévocable, p. 136; quand la condamnation devient-elle irrévocable en matière criminelle? p. 137 et suiv.; la règle, que la durée des peines temporaires ne commence qu'à partir du jour où la condamnation devient irrévocable, n'est applicable, en matière correctionnelle, qu'avec les tempéraments de l'art. 24 du C. pén., p. 138; comment est-il procédé au jugement des affaires correctionnelles? p. 139; les formes et les délais de cette procédure rendaient nécessaires les dispositions de l'art. 24, p. 139; cas où la décision des premiers juges n'est attaquée ni par le ministère public ni par le condamné, p. 140; cas où il y a appel, soit de l'un, soit de l'autre, p. 140 et suiv.; cas où il y a pourvoi du ministère public, p. 143; cas où il y a pourvoi du condamné, distinctions, p. 144 et suiv.; cas où le condamné se désiste de son pourvoi, p. 149; de son appel, p. 153; cas où le ministère public se désiste, soit de son appel, soit de son pourvoi, p. 155 et suiv.; ces règles sur la durée des peines temporaires reçoivent leur application, même lorsque le condamné est, au moment où la durée de la peine peut commencer, détenu préventivement à l'occasion d'un autre fait, p. 157; autorité compétente pour statuer sur les difficultés relatives à l'exécution de ces peines, p. 160 et suiv. *Voy.* Incapacités civiles.

Personnes civilement responsables : *Voy.* Amende, Contrainte par corps, Frais.

Pillages et dégâts : Tentative punissable, p. 16.

Plaignant : Qui ne s'est pas constitué partie civile ne peut pas être condamné aux dépens, p. 393.

Poste aux chevaux : Il doit être prononcé autant d'amendes qu'il y a de refus de payer l'indemnité aux maîtres de postes, p. 389.

Poste aux lettres : Exceptions au principe de la personnalité de l'amende, p. 357, 366 et suiv. *Voy.* Frais.

Pourvoi : Son effet sur l'exécution de la peine, p. 143 et suiv. *Voy.* Désistement, Peines temporaires.

Prescription : La prescription de la loi nouvelle est applicable si elle est plus favorable à l'accusé ou au prévenu que celle de la loi ancienne, p. 51; effet de la prescription sur les incapacités civiles attachées à la peine principale, p. 198; règles particulières de sur-

veillance, applicables aux condamnés qui, atteints de peines criminelles, s'en sont affranchis par la prescription, p. 227; la mise en surveillance peut-elle être prescrite? p. 253 et suiv.; les accusés ou prévenus, absous à raison de la prescription, doivent-ils être condamnés aux frais? p. 426; effet de la prescription sur la récidive, p. 548.

Presse : Nature des infractions, p. 3; récidive, p. 545.

Prévenu : *Voy.* Confiscation, Contrainte par corps, Dommages-intérêts, Douanes, Frais, Restitutions, Solidarité.

Prise à partie : Permise contre le magistrat qui mettrait l'action publique en mouvement dans l'intérêt d'un mauvais sentiment, p. 398.

Produit du délit : *Voy.* Confiscation spéciale.

Qualification : Tentative de crime, p. 35; complexité de la question, p. 36; tentative de délit, p. 39; rupture de ban, p. 260.

Quasi-délit : *Voy.* Solidarité.

Questions transitoires : *Voy.* Déportation, Rupture de ban, Surveillance de la haute police.

Receveur de l'enregistrement : Un exécutoire ne peut pas être délivré à l'accusé ou au prévenu, absous ou acquitté, contre le receveur de l'enregistrement pour le recouvrement des frais qu'il a faits, p. 398.

Récidive : Les règles de la récidive sont-elles applicables à la rupture de ban? p. 271 et suiv.; définition de la récidive, p. 531; distinction entre la récidive et la réitération des actes criminels, p. 532; deux termes à la récidive, p. 533; règles générales : le premier terme de la récidive ne peut être qu'une condamnation, conséquence, p. 533 et suiv.; la condamnation doit avoir été prononcée avant la perpétration du fait, constituant le second terme de la récidive, p. 535 et suiv.; il faut même qu'elle soit devenue définitive avant l'exécution de ce fait, p. 537; condamnations par contumace, p. 537; condamnations susceptibles de recours en cassation, p. 538; condamnations par défaut, p. 539; condamnations susceptibles d'appel, p. 542; il importe peu que la première condamnation soit antérieure au Code pénal, p. 543; qu'elle émane d'une juridiction exceptionnelle, p. 544 et suiv.; *contrà*, si elle émane d'un tribunal étranger, p. 546; il n'importe qu'il n'y ait pas identité entre les faits qui ont motivé la première condamnation et ceux qui sont l'objet des secondes poursuites, p. 547; et qu'un très-long temps se soit écoulé entre la première condamnation et les faits nouveaux, p. 548; la condamnation continue-t-elle à servir de premier terme à la récidive après la prescription de la peine, la réhabilitation, la grâce, l'amnistie du condamné, p. 548 et suiv.; juge compétent pour reconnaître l'existence de la condamnation, constituant le premier terme de la récidive, p. 555; matières criminelles, p. 555; matières correctionnelles, p. 557; les jugements et arrêts doivent être motivés sur ce point, p. 557; comment la preuve de la récidive doit être établie, p. 557 et suiv.; cette preuve doit être faite au moment du jugement, p. 559; second terme de la récidive, quel est-il? p. 560; exceptions, p. 560, 561; les tribunaux sont autorisés à modérer, par l'admission des circonstances atténuantes, la peine applicable aux cas de récidive, p. 561; cas de réitération d'infractions punissables constituant l'état de récidive, p. 561; définition de la réci-

dive réglée par l'art. 56 du C. pén., p. 564; premier terme de ce cas de récidive, p. 564 et suiv.; peine ancienne ayant pris dans la législation actuelle une nouvelle dénomination, p. 566; fait qualifié improprement délit dans la législation ancienne, p. 566; une condamnation à une peine correctionnelle pour délit ne peut être le premier terme de ce cas de récidive, p. 568; il en est de même d'une condamnation à une peine correctionnelle pour crime, p. 569 et suiv.; condamnation à une peine afflictive ou infamante prononcée par erreur de droit, p. 571 et suiv.; condamnation à une peine afflictive ou infamante pour un fait qui, au moment de la seconde incrimination, n'est plus puni que d'une peine correctionnelle, p. 577; le second terme de la récidive prévu par l'art. 56 est un crime, p. 580; le crime est commis en récidive, soit que le jury admette, soit qu'il n'admette pas de circonstances atténuantes, p. 580; peines applicables lorsque le jury n'admet pas ces circonstances, p. 580; peines applicables lorsque le jury les admet, p. 581; la récidive ne peut donner lieu à une double aggravation de peine, p. 585; explication de la disposition finale de l'art. 56, p. 586 et suiv.; le premier terme de la récidive est, dans le cas prévu par l'art. 57, une condamnation pour crime, et, dans le cas prévu par l'art. 58, une condamnation correctionnelle, p. 590; quelles sont ces condamnations? intérêt de la question, p. 591; Code pénal de 1810, mineurs de seize ans, p. 592 et suiv.; loi du 25 juin 1824, condamnés à raison d'un crime, à une peine correctionnelle; mineurs de seize ans, condamnés pour crime à un emprisonnement correctionnel par un tribunal correctionnel, p. 594 et suiv.; révisions de la loi du 28 avril 1832, p. 600; conclusion, p. 602 et suiv.; le second terme de la récidive est un délit dans les art. 57 et 58, p. 605; peines cumulativement applicables, p. 605; peine obligatoire et peine facultative, p. 605; peines alternatives, p. 605; l'accusé déclaré coupable d'un crime avec circonstances atténuantes encourt-il les peines de la récidive lorsque précédemment il a été condamné soit pour délit, soit même pour crime, à un emprisonnement de plus d'une année? p. 606 et suiv.

Réclusion : *Voy.* Incapacités civiles, Surveillance de la haute police.

Règlements de police : *Voy.* Rétroactivité.

Réhabilitation : Son effet sur les incapacités civiles dont le condamné a été atteint, p. 178; son effet sur la récidive, p. 549.

Réparation d'honneur : *Voy.* Amende honorable.

Requête : Confiscation, procédure, p. 111; contrainte par corps procédure, p. 465.

Réquisitoire : Confiscation, procédure, p. 111.

Restitutions : La partie lésée peut, s'il y a lieu, obtenir tout à la fois la restitution des objets, dont elle a été dépouillée et des dommages-intérêts, p. 288; les restitutions ne doivent pas être confondues avec les dommages-intérêts, p. 289; règles particulières aux unes et aux autres, p. 289; les restitutions peuvent être requises par la partie civile et même ordonnées d'office, p. 289; peuvent-elles être ordonnées dans le cas où l'accusé ou le prévenu est acquitté ou absous? p. 289; distinction entre les affaires criminelles et les affaires correctionnelles, p. 290; matières criminelles, p. 290; dans ce cas, les condamnations entraînent-elles la contrainte par corps et la solidarité des matières criminelles? p. 292; matières correctionnelles,

p. 292; recours aux tribunaux civils, p. 296; les restitutions ne peuvent comprendre que les choses, retrouvées en nature en la possession du délinquant, p. 96, 296. *Voy.* contrainte par corps, solidarité.

Rétroactivité: La loi ne dispose que pour l'avenir; conséquences, p. 41; en matière criminelle, le principe de la non-rétroactivité des lois admet deux exceptions, p. 41; la loi nouvelle est applicable si elle est plus douce que celle qui existait au moment où l'infraction a été commise, p. 41 et suiv.; concours entre trois législations, p. 42; détermination de la peine la plus douce, p. 44 et suiv.; la prescription de la loi nouvelle est applicable, si elle est plus favorable à l'accusé ou au prévenu que celle de la loi ancienne, p. 51; la loi nouvelle est également applicable, si elle est relative au mode de procéder, c'est-à-dire aux formes de l'instruction et des jugements, p. 52; à la composition des tribunaux, p. 55; à la compétence, p. 57; la haute Cour a suivi les mêmes principes que la Cour de cassation sur la rétroactivité des lois de procédure et de compétence, p. 65; les lois de police et de sureté et les règlements de police peuvent modifier les anciens usages et les anciennes possessions, p. 65. *Voy.* rupture de ban, surveillance de la haute police.

Rupture de ban: Le décret du 8 décembre 1851 a appelé rupture de ban la désobéissance aux règles de la surveillance, p. 258; en quoi consiste cette infraction, p. 258; les tribunaux doivent indiquer, dans leurs décisions, les faits ou les omissions qui la constituent, p. 259; comment la rupture de ban doit être qualifiée, p. 260; elle est classée parmi les délits par la loi du 28 avril 1832, p. 261; réprimée par mesure administrative sous le Code pénal de 1810, p. 261; punie de la peine d'emprisonnement par la loi du 28 avril 1832, p. 261; pouvant être suivie de transportation par mesure de sûreté générale, d'après le décret du 8 décembre 1851, p. 261; questions transitoires, p. 261; faits régis par la loi du 28 avril 1832, p. 262 et suiv.; faits régis par le décret du 8 décembre 1851, p. 266 et suiv.; minimum et maximum de l'emprisonnement pour rupture de ban, p. 212, 268 et suiv.; les règles de la récidive sont elles applicables à la rupture de ban? p. 271 et suiv.; juge compétent pour statuer sur les ruptures de ban, p. 278 et suiv.

Sénatus-consulte: Du 14 thermidor an X, proclamant Napoléon-Bonaparte premier Consul à vie, p. 195.

Société: Condamnation à l'amende collective, p. 345; individuelle, p. 347.

Société en commandite: Nature des infractions, p. 3.

Solidarité: Distinction entre la dette solidaire proprement dite et l'obligation *in solidum*, p. 499; l'engagement solidaire, dont parle l'art. 55 du Code pénal est une obligation *in solidum*, p. 501; personnes tenues solidairement au paiement des adjudications pécuniaires prononcées pour crime ou pour délit, p. 502; condamnés pour un même crime ou pour un même délit, p. 502; condamnés pour crimes ou délits connexes, p. 502; condamnés pour crimes et délits distincts, mais identiques et commis dans une même direction, p. 503; accusés ou prévenus déclarés coupables, mais dispensés de peine, p. 504; y a-t-il encore engagement solidaire entre les condamnés lorsque le débat a réduit le crime ou le délit aux proportions d'un quasi-délit, p. 505 et suiv.; lorsque plusieurs personnes ont, comme parties civiles, porté la même plainte contre l'accusé ou le prévenu et que

celui-ci obtient contre elles des dommages-intérêts, sont-elles engagées solidairement? p. 511 et suiv.; ces diverses règles seront également applicables si l'instance, au lieu de se suivre devant les tribunaux criminels, se suit devant les tribunaux civils, p. 513 et suiv.; condamnations pour même crime ou délit, p. 513; condamnations pour même quasi-délit, p. 516 et suiv.; la solidarité résulte-t-elle virtuellement du jugement de condamnation ou doit-elle être prononcée par le juge? p. 518 et suiv.; peut-elle résulter de jugements distincts et successifs? p. 521 et suiv.; pour qu'il y ait engagement solidaire, il ne suffit pas que plusieurs individus soient condamnés par le même jugement pour crime, délit ou contravention; il faut qu'ils soient condamnés pour même crime, même délit ou même contravention, p. 523 et suiv.; adjudications pécuniaires dont les individus, condamnés pour un même crime ou un même délit, sont tenus solidairement, p. 526; amendes quoiqu'elles soient de valeur inégale et que l'une d'elles soit aggravée par l'état de récidive de l'un des condamnés, p. 526; restitutions et dommages, p. 528; frais, p. 528; ces différentes règles sont applicables aux matières de simple police, p. 529.

Surveillance de la haute police : Est une peine, p. 223; commune aux matières criminelles et correctionnelles, p. 92, 223; le plus souvent peine accessoire, quelquefois peine principale, p. 223; dans certains cas, encourue de plein droit, p. 223, 280; dans les autres cas, elle n'est subie que lorsqu'elle a été prononcée, p. 223; obligatoire ou facultative, p. 224; perpétuelle ou temporaire, p. 224; durée de la surveillance temporaire, p. 224; quand elle commence, en quoi elle consiste, p. 224; mesures administratives autorisées pour l'exercice de la surveillance, p. 224; régime du Code pénal de 1810, p. 225; régime de la loi du 28 avril 1832, p. 225 et suiv.; régime du décret du 8 décembre 1851, p. 226; règles particulières aux condamnés qui, atteints de peines correctionnelles, s'en sont affranchis par la prescription, p. 227; questions transitoires, p. 228; faits régis par la loi du 28 avril 1832, p. 228 et suiv.; avis du conseil d'Etat du 7 novembre 1832, p. 228; faits régis par le décret du 8 décembre 1851, p. 234; la surveillance ne peut pas être prononcée contre les individus condamnés à une peine perpétuelle, p. 238; qu'arrivera-t-il si cette peine est convertie par la grâce du Souverain en une peine temporaire? p. 239; les tribunaux ne peuvent prononcer la surveillance que dans les cas autorisés par la loi, p. 285; la règle prohibitive du cumul des peines n'est pas applicable à la mise en surveillance, p. 240 et suiv.; en se fondant sur l'art. 463, C. p., les tribunaux peuvent faire remise complète ou partielle de la surveillance, p. 244; le condamné à la surveillance, qui commet un délit nouveau, pour lequel l'emprisonnement est prononcé contre lui, ne continue pas à exécuter la peine de la surveillance pendant qu'il exécute cet emprisonnement, p. 247; alors même que cet emprisonnement aurait été prononcé pour infraction au ban de surveillance, p. 248; au contraire, l'exécution de la mise en surveillance ne serait pas suspendue pendant la détention préventive, p. 253; la mise en surveillance est-elle prescriptible? p. 253 et suiv. *Voy.* Crimes et délits intéressant la sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat; Militaires; Rupture de ban.

Tabac : Confiscation, p. 102, 374, 375.

Témoin : Prestation de serment; condamnation à une peine afflictive et infamante, encore inexécutée mais devenue irrévocable, p.

175 ; effets de la grâce, p. 190 ; interdiction des droits civils, civiques et de famille, son effet sur la prestation de serment, p. 218, 219.

Tentative ; *Voy.* Crimes, Délits militaires.

Transportation : Peut être infligée par mesure de sûreté générale aux condamnés pour rupture de ban, p. 261, 266 et suiv.

Travaux forcés : Régime pénitentiaire des hommes condamnés à cette peine, p. 121 ; régime pénitentiaire des femmes condamnées à cette peine, p. 122.

Travaux forcés à perpétuité : *Voy.* Incapacités civiles, Mort civile, Surveillance de la haute police.

Travaux forcés à temps : Durée de cette peine, p. 129 ; récidive, p. 582 et suiv. *Voy.* Incapacités civiles, Surveillance de la haute police.

Trésor public : Privilége, p. 492 ; organisé pour le remboursement des condamnations, prononcées en matière criminelle, correctionnelle et de police, par la loi du 5 septembre 1807, p. 492 ; dispositions de cette loi, p. 492 et suiv. ; concours de l'amende et des créances de la partie civile sur les biens insuffisants des condamnés, p. 494 ; règlement de ce concours, p. 494 et suiv.

Tribunaux : Composition, rétroactivité, p. 55 ; Cours d'assises, p. 55.

Tribunaux correctionnels : Qualification de la tentative de délit, p. 39. *Voy.* Amende, Dommages-intérêts, Restitutions.

Université : *Voy.* Frais.

Usure : Les prêts individuels, ne constituant pas le délit d'habitude d'usure, ne peuvent donner lieu à l'action civile devant les tribunaux de répression, p. 327 et suiv. ; l'usure, commise par une société commerciale, motive-t-elle l'application d'autant d'amendes qu'il y a d'individus dans la société ? p. 347 ; l'amende se cumule avec l'emprisonnement lorsque le délit d'escroquerie ou d'abus de confiance est connexe au délit d'usure, p. 387.

Viol : Tentative par un militaire. *Voy.* Militaires.

Voies de fait envers un supérieur : Tentative. *Voy.* Militaires.

Vol : Tentative ; faits constituant un commencement d'exécution, p. 27 ; la restitution de l'objet volé ne change pas la nature du fait, qui est un vol et non pas seulement une tentative, p. 27 ; l'enlèvement de l'objet trouvé ne constitue un vol que si l'intention de s'approprier cet objet est concomitante du fait de l'enlèvement, p. 418 et 419.



FIN DE LA TABLE.